FEMMES ET POLITIQUES ALIMENTAIRES

Actes du Séminaire International sur
La place des femmes dans l'autosuffisance
et les stratégies alimentaires

O.R.S.T.O.M. – C.I.E.
14-18 janvier 1985
Paris

Éditions de l'ORSTOM
INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION
Collection **COLLOQUES et SÉMINAIRES**
PARIS 1985

Séminaire organisé sous la responsabilité de

Jeanne BISILLIAT

Actes publiés sous la responsabilité du

Comité d'Édition suivant :

Jeanne BISILLIAT
George COURADE
Yveline DIALLO-LEGUEN
Agnès MOREL

« La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, « que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées « à une utilisation collective» et, d'autre part, que les analystes et les courtes citations dans un but « d'exemple et d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le « consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayant cause, est illicite» (alinéa 1er de l'article 40).

« Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une « contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal».

ISSN : (en cours)
ISBN : 2-7099-0763-1

© ORSTOM 1985

S O M M A I R E

Introduction (français) 5
(anglais) 8

Discours de Madame Yvette Roudy, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé des Droits de la Femme 11

Discours de Monsieur Christian Nucci, Ministre délégué auprès du Ministre des Relations Extérieures, chargé de la Coopération et du Développement 19

Synthèse des travaux (à partir des débats), Jeanne Bisilliat 23

A Summarized Report (based upon discussions) by Jeanne Bisilliat 34

Recommandations de politique et de recherche 45

Policy and Research Recommendations 64

CHAPITRE PREMIER. LA CRISE ET LES CRISES : APPREHENSION ET PERCEPTION 81

Changing International Perspectives Towards Women and Food - An Appraisal, Gita Sen 82

Food Security and Women : Implications for Agricultural Research, Louise Fresco 94

Women's Roles and Strategies during Food Crises and Famines, Amrita Rangasami 108

Women and Food : Production, Processing and Marketing (an Indonesian Case), J.R. Pudjiwati Sajogyo 119

Saisonalité et autosubsistance alimentaire, une analyse de leurs relations réciproques et de leurs effets sur l'agricultrice, Clio Presvelou, J.A. de J. Almeida 127

Un exemple de développement industriel dans un pays dominé par l'économie de plantation : la zone franche de l'île Maurice, Catherine Rambaud 139

Les femmes du Tiers-Monde, de la tradition à l'explosion. Conséquences socio-démographiques, Benoit Ferry 150

Femmes et santé : problèmes alimentaires et nutritionnels, Dr Michel Chauliac, Dr Anne-Marie Massé-Raimbault 159

CHAPITRE 2. LE DISCOURS STATISTIQUE 177

Les femmes de Bangoukoiré entre les aléas climatiques et l'aménagement, Thérèse Keita 178

Pour une lisibilité du rôle des femmes au travers des données statistiques, Philippe Antoine, Aminata Traoré 195

La voix du voandzou dans le mortier chasse la famine, Marie-Jo Doucet 208

Les statistiques de l'emploi et de la production occultent-elles l'activité économique des femmes en Afrique ?, Jacques Charmes 229

Comment les statistiques actuelles occultent la production réelle des femmes du Tiers-Monde, Dominique Guégan 244

CHAPITRE 3. ETATS ET POLITIQUES AGRO-ALIMENTAIRES : IDEOLOGIES ET PRATIQUES 257

Food Strategies in Kenya : What Role for Women, Liz Ngure 258

The Impact of Agricultural Development Schemes on Women's Roles in Food Supply, Ingrid Palmer 268

Femmes, production et crise alimentaire en Afrique au Sud du Sahara : Les origines de la basse productivité des femmes, Marie-Angélique Savané 280

Two Models for the Socialist Transformation of Agriculture : Implications for Gender Relations, Christine Pelzer-White 292

La politique agricole au Brésil et ses conséquences sur la force de travail féminine, Heleith I.B. Saffioti 304

Towards an Analytical Framework : Women, Food Self-Sufficiency and Food Strategies, Winnie Weekes-Vagliani 317

CHAPITRE 4. LE DEDANS ET LE DEHORS : FEMMES ET SOCIETES 327

Développement, émigration masculine et travail féminin. Le cas des femmes Toucouleur de la région du Damga (moyenne vallée du Sénégal), Michèle Fiéloux 328

Rural Women's Experience in the Latin American Agrarian Reforms, Carmen Diana Deere 346

Nicaragua : Women in Agricultural Cooperatives, Lucia Aguirre 360

La sécurité alimentaire implicite : les femmes hors développement au Cameroun (état des lieux), Georges Courade 371

Stratégies alimentaires, stratégies féminines, interventions de développement, Annette Corrèze 393

Women and the New Peasant Household Economy in China, Elisabeth Croll 405

Gender Relations, Rural Transformation and Technological Change, Alison Evans 419

Croissance économique et modèles familiaux en Côte-d'Ivoire, Aminata Traoré, Philippe Antoine 433

CHAPITRE 5. HISTOIRES DE DEVELOPPEMENT 445

Pionnières, colones et femmes actives : femmes du Rondônia, Catherine Aubertin 446

Le rôle des femmes dans les stratégies de production agricole en économie de plantation. Le cas du plateau de Dayes au Sud-Ouest du Togo, André Quesnel, Patrice Vimard 472

De l'autosubsistance à la dépendance alimentaire: une étude de cas appliquée à une société tribale (Colombie), Florence Pinton 485

Stratégies alimentaires des femmes d'une région congolaise : exploitation et autonomie, Pierre Bonnafé 498

CHAPITRE 6. LE VENTRE DES VILLES : FEMMES OCCULTEES 509

Women's Farming and the Food Supply of Yaounde. History and Prospects, Jane Guyer 510

Le rôle des femmes dans les stratégies de survie des populations pauvres en ville : l'exemple du Caire, Nadia Khouri-Dagher 521

Street Foods : Opportunities for Female Employment in the Food System, Monique Cohen, Irène Tinker 534

L'artisanat féminin et la restauration populaire à Abidjan, Claudine Vidal 548

Marchandes de poissons en quartier "flottant" (Sénégal). Division "par genre" et différenciations sociales dans un contexte urbain de ségrégation spatiale, Mireille Lecarme 557

Division sexuelle du travail et changement technique. L'artisanat alimentaire en République Populaire du Bénin, José Muchnik 573

CHAPITRE 7. SUBVERSION, SOUMISSION, LIBERATION : FEMMES ET POUVOIRS 587

Rural Women, their Conditions of Work and Struggle to Organise, Zubeida Ahmad 588

Les cuisines communautaires et la participation des femmes, Ruth Cardoso 619

La mobilité des enfants et l'autosuffisance économique des femmes dans le milieu patriarcal africain, Odile Frank 641

Women's Life Awareness and the Food Connection : Some Latin American Cases, Cristina Padilla Dieste 653

Facteurs explicatifs de la résistance des femmes aux mécanismes de domination, Chantal Rondeau 669

ANNEXES : 686

Index thématique 687

Index by Themes 692

Index géographique 697

Document de synthèse provisoire (établi à partir des communications reçues le 20.12.1984), Jeanne Bisilliat, Clio Presvelou 699

Provisional Synthesis Document (based on contributions received by December 20, 1984), Jeanne Bisilliat, Clio Presvelou 713

Répartition des thèmes par atelier 727

Liste des participants 730

INTRODUCTION

RAISONS ET OBJECTIFS DU SEMINAIRE

La situation alimentaire du Tiers Monde ne cesse de se dégrader. Une grave diminution de la production vivrière, une distribution inégalement répartie et une augmentation corrélative des importations la caractérisent : les deux-tiers du commerce alimentaire sont contrôlés par les pays industrialisés.

Parmi les principales causes de ce déficit alimentaire, il faut retenir la pénétration de l'économie de marché dans les systèmes traditionnels, l'apparition d'un marché de produits agricoles destinés aux pays occidentaux conduisent à la transformation des systèmes de production. Quant aux coûts sociaux, ils sont graves : exclusion des petits exploitants de l'agriculture, impossibilité financière d'avoir accès aux moyens de production, concentration des terres, exode rural et croissance rapide des villes où les groupes à faible revenu sont les plus pénalisés par la situation généralisée de chômage et de sous-emploi.

Face à cette situation, rares sont les Etats à avoir pratiqué des politiques vivrières orientées vers l'autosuffisance : la recherche agronomique et les systèmes de crédit ont principalement concerné les cultures d'exportation dans le cadre fragmenté des projets et des aides, aussi nombreuses que concurrentes. Ces projets sont décidés sans la consultation des acteurs sociaux, leurs objectifs sont rarement orientés vers l'amélioration des revenus et des conditions de vie des producteurs et ignorent complètement le rôle des femmes dans la production, la transformation et la commercialisation des matières premières agricoles.

Les politiques de développement en refusant de reconnaître l'apport économique des femmes, pourtant fondamental, n'ont fait qu'accroître la pauvreté et l'injustice.

Une évidence se dégage :

La réussite des stratégies et des politiques alimentaires, fondées sur la valorisation des stratégies paysannes, passe obligatoirement par les femmes qui sont placées à l'interface de l'évolution des sociétés et des mécanismes internationaux. Cette affirmation, aussi réaliste que politique est la base du séminaire : montrer, démontrer aux planificateurs aux décideurs et aux chercheurs, que les femmes ne sont pas seulement des mères, mais que leur travail, si ignoré soit-il, contribue de façon décisive à la survie de leurs familles et des futures jeunes générations.

L'ORSTOM, en prenant l'initiative d'organiser ce séminaire international sur "La place des femmes dans l'autosuffisance et les stratégies alimentaires" montrait sa volonté d'élargir le champ et la pertinence des recherches sur le Tiers Monde en reconnaissant clairement l'importance critique des femmes - sur le plan économique et social - dans le développement et dans la crise alimentaire.

Décision importante qui engage ses partenaires de la recherche et des politiques de coopération à amorcer cette nécessaire reconsidération conceptuelle du développement. Pour la première fois, de façon aussi évidente, la France montrait enfin qu'elle ne restait plus indifférente à cette problématique élaborée depuis dix ans déjà dans de nombreux pays.

D'autre part, en invitant des décideurs d'institutions nationales européennes et internationales à participer avec les chercheurs à l'analyse de la crise, on espérait renforcer la compréhension - mais aussi l'acceptation - que les femmes sont partie prenante dans tous les efforts accomplis pour l'obtention d'une société plus juste, que leur participation rend plus efficace les solutions proposées pour résoudre les graves problèmes alimentaires, et que le refus de les considérer est une attitude irréaliste, porteuse d'échecs et de dysfonctionnements sociaux à court et à long terme.

Les deux objectifs principaux du séminaire étaient donc les suivants :

- établir des axes de recherche prioritaires permettant d'améliorer nos connaissances sur les rôles des femmes dans l'ensemble des processus de changements sociaux et économiques liés à la crise alimentaire,
- établir des recommandations d'ordre politique pour la prise en compte effective des femmes dans l'élaboration des projets de développement et des stratégies alimentaires.

ORGANISATION

Le séminaire international qui s'est tenu à Paris du 14 au 18 janvier 1985 a été organisé avec le concours du Centre International de l'Enfance qui nous a offert non seulement ses locaux mais aussi son secrétariat. Il a bénéficié d'une aide financière du Ministère des Relations Extérieures, du Centre de Développement de l'OCDE, du Club du Sahel, de la Fondation Ford et du Comité Français pour l'UNICEF. Que tous soient remerciés très sincèrement pour leur soutien.

49 chercheurs (dont 42 femmes), 22 décideurs et 38 observateurs représentant 24 pays ont participé aux travaux du séminaire.

PRESENTATION DES ACTES

Après les discours prononcés à l'ouverture du séminaire par Madame Yvette ROUDY, Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé des Droits de la Femme et à la clôture par le représentant de Monsieur Christian NUCCI, Ministre délégué auprès du Ministre des Relations Extérieures, chargé de la Coopération et du Développement, on trouvera la synthèse des travaux suivie des recommandations faites au plan politique et à celui de la recherche.

Les communications quant à elles sont regroupées en chapitres qui organisent et éclairent la problématique.

Enfin, en annexe, on trouvera le document de "synthèse provisoire" lu en séance plénière du premier jour, un index thématique, un index géographique, la liste des participants, observateurs et décideurs et le contenu des trois ateliers au sein desquels les travaux se sont déroulés.

INTRODUCTION

REASONS AND OBJECTIVES FOR THE SEMINAR

The food situation in the Third Wolrd is constantly becoming worse. It is caracterized by a serious decrease in food production, unequal distribution and proportionaly increased imports : the industrialized nations control today two thirds of the world's food trade.

The major causes for this food deficit, which is expected to increase in the coming years, include the introduction of a market economy in the traditional systems, the ermergence of a market for agricultural produce geared to Western consumers, leading a transformation of the local systems of production. The social cost can be very high : exclusion of small farmers, inaccessibility to the means of production due to a lack of financial resources, land concentration, rural exodus and accelerated growth of cities where low-income populations are the most severely hit by widespread under and un-employment.

While facing such a situation, very few countries indeed have developed policies for food self-sufficiency : agronomic research and loans systems have chiefly benefitted export crops within the fragmented context of aid projects as numerous as they are competitive. Decisions on such projects are made without consulting the participants and they are seldom aimed at improving producers' income and living conditions. Moreover they totally ignore the women's role in production, processing and marketing of agricultural produce. By not considering this fundamental contribution of women to the economy, development policies have lead to greater poverty and injustice.

It is then quite obvious that success in food policies and strategies, based on the valorization of peasant strategies, must call for the participation of women. These are a position of interface between social changes and international mechanisms. The seminar is based on political and realistic assertion : we intend to show and prove to the planners, decision-makers and researchers, that women are not mothers only. That their work, overlooked as it is, is a decisive contribution to their families' survival and to that of the coming generations.

The ORSTOM taking the initiative of organizing this international seminar on "Women's role in food self-sufficiency and food strategies", intended to demonstrate its will to expand the field of research work on the Third World, making it more relevant by clearly acknowledging the critical importance of women within economy and society - both in development and the food crisis.

It is an important decision, requiring of its partners in research and cooperation policy a reconsideration of the concept of development. Clearly and for the first time, France has shown at last that this approach already developed by a number of countries in the past ten years, is no longer a matter of indifference.

By inviting decision-makers from European nations and international institutions, to participate with the researchers in the analysis of the crisis, the organizers hoped to reinforce the understanding, as well as the acceptance of the idea that women are directly concerned in all efforts aiming to a more just society, that their participation gives greater efficiency to the proposed solutions intended to solve serious food problems, and that the refusal to consider them is unrealistic, leads to failure and short and long-term social malfunctions.

Consequently the seminar's two major objectives were :

- to draw up research priorities in order to improve available knowledge about women's roles in all processes of social and economic change related to the food crisis ;
- to draft political recommendations so that women be actually taken into account when development projects and food strategies are prepared.

ORGANISATION

The International Seminar took place in Paris from 14 to 18 January, 1985, and was organized with the assistance of the International Childhood Centre, which allowed us to use both its premises and its secretarial facilities. The seminar received financial support from the External Relations Ministry in charge of Cooperation and Development, the Centre of Development of OECD, the Sahel Club, the Ford Foundation and the French Committee for UNICEF. We wish to thank all those who provided their support.

The participants in the seminar included 49 researchers (42 of which were women), 22 decision-makers and 38 observers, representing a total of 24 nations.

MINUTES OF THE MEETING

Enclose herein, are the speeches delivered at the opening session by Mrs Yvette ROUDY, Delegate Minister in charge of the Ministry for Women's Rights, and at the closing session by the representative of Mr Christian NUCCI, Delegate Minister in charge of the Ministry for Cooperation and Development, and a summary of the proceedings followed by the recommendations expressed both for policy and research.

The papers are grouped into chapters which organize and illustrate the problem under study.

An appendix includes the "provisional synthesis" paper which was read at the plenary meeting on the first day, an index of themes, an index of geographics, the list of participants, observers and decision-makers, as well as the organisation of the three workshops.

DISCOURS DE MADAME YVETTE ROUDY,
MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,
CHARGÉ DES DROITS DE LA FEMME

Je vous remercie en tant que membre du gouvernement français et Ministre des Droits de la Femme de m'avoir invitée à ouvrir ce séminaire qui doit traiter du thème de la place des femmes dans l'autosuffisance et les stratégies alimentaires.

La politique d'aide au développement et le renforcement du dialogue Nord-Sud constituent une dimension essentielle et une donnée permanente de l'action extérieure de la France.

La France considère qu'il est du devoir et de l'intérêt du Nord d'aider le Sud. Un devoir de solidarité d'abord, car le sort des trois milliards d'habitants du Tiers Monde dont le quart vit dans un état de pauvreté absolue, ne saurait nous laisser indifférents. Un impératif politique et une nécessité économique dictés par l'intérêt mutuel du Nord et du Sud ensuite, car l'interdépendance entre les économies nationales est telle, que le développement du Tiers Monde est devenu une des conditions essentielles de la prospérité des pays développés et de la paix dans le monde.

La France, préoccupée par la stagnation des programmes d'aide publique au développement, a, pour sa part, affirmé son attachement à la réalisation de l'objectif de 0,7 % du produit national brut (1), conformément aux résolutions de l'ONU concernant la stratégie internationale du développement.

---

(1) En 1983, l'aide française a été de 19,059 milliards de francs, soit 0,49 % du PNB.

Un effort important de l'aide française est consacré à l'Afrique au Sud du Sahara. L'aggravation constante de l'état de ce continent est un sujet de profonde inquiétude pour la Communauté Internationale. La France continuera à oeuvrer pour que la plus grande priorité lui soit reconnue. Elle applique cette règle, pour ce qui la concerne, en consacrant plus de 70 % de son aide bilatérale à ce continent.

Enfin, un effort croissant est consacré aux pays les moins avancés qui présentent une catégorie à laquelle la France est particulièrement attachée, comme en témoigne son rôle lors de la Conférence de Paris, en septembre 1981. Elle a souscrit à l'objectif fixé lors de cette conférence, de consacrer 0,15 % du P.N.B. en faveur de ces pays pour 1985.

La France accroît également ses efforts en direction de l'aide multilatérale :

A cet égard, les contributions françaises aux organisations de l'ONU ont progressé au cours des dernières années, notamment par le biais du Programme des Nations Unies pour le Développement, du Fonds International de Secours à l'Enfance, et du Programme Alimentaire Mondial.

Mais l'aide ne doit pas se limiter à une assistance, comme l'avaient noté dans le cadre de la CNUCED, les pays en développement lorsqu'ils revendiquaient, à juste titre, le principe "Trade not aid" La Coopération avec les pays en développement passe par la définition d'un nouvel ordre économique international qui ne soit pas fondé sur des relations de dépendance à l'égard des pays industrialisés et qui soit de nature à résoudre les problèmes entraînés par la détérioration des termes de l'échange.

A cet égard, la signature de la troisième convention de Lomé le 8 décembre dernier entre la CEE et 64 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique est un moyen d'équilibrer et de renforcer les relations commerciales entre pays riches et pays défavorisés, puisque le système du "STABEX" permet de compenser les déficits des recettes d'exportation des pays A.C.P. (liés à des fluctuations de production ou de cours de leurs produits de base) par une garantie des recettes d'exportation.

Mais de nouveaux efforts restent à faire :

Comme l'indique M. Pisani dans son ouvrage "La main et l'outil" "Les Pays en voie de Développement paient plus chèrement que nous les fautes qu'ils ont commises à notre instigation, sous notre indiscrète

pression, comme ils paient celles qu'ils n'ont pas commises, qui résultent d'un ordre économique mondial sur lequel ils sont sans prise".

Le Président de la République, lui-même, rappelait récemment dans sa dernière intervention télévisée :

"Notre conviction à nous, c'est que la politique étrangère qu'il faut dessiner peu à peu comporte parmi ses éléments principaux une politique de développement à l'égard du Tiers Monde, et rien de ce qui est fait actuellement n'y concourt : le désordre des monnaies, le prix du dollar, qui en l'espace de quelques heures anéantit l'effort d'une année dans plusieurs pays africains, pauvres naturellement, le fait que nous n'ayons pas répondu aux besoins d'autosuffisance alimentaire par les moyens qu'il faudrait prendre pour que les gens puissent se nourrir".

Des voies nouvelles de développement doivent être aussi recherchées fin de permettre l'essor, par et pour chaque collectivité, d'un processus spécifique et constamment réajustable de développement, compatible avec ses valeurs culturelles, ses ressources naturelles et humaines, un processus suffisamment fort et indépendant pour résister aux pressions auxquelles le soumettent les forces économiques mondiales, dégageant un modèle propre, étayé par la volonté consciente des populations qui le mettent en oeuvre.

La crise alimentaire (rappelons le chiffre saisissant de 700 millions de personnes affamées) que connaissent de nombreux pays en développement est l'aspect le plus dramatique et le moins admissible de la situation présente du monde où coexistent, en pleine lumière, des communautés affluentes et des populations hantées par la pauvreté. Cette situation est source de déséquilibres sociaux et politiques pour les pays du Tiers Monde en même temps qu'un facteur important de la crise économique mondiale.

Les causes de cette crise s'expliquent surtout par un double mouvement :

- *L'insuffisance croissante des productions vivrières dans de nombreux pays en développement qui provoque un recours croissant aux importations et à l'aide alimentaire, aggravant ainsi l'endettement des pays pauvres. La dépendance alimentaire s'instaure et s'agrandit, et constitue par voie de retour, un facteur de découragement supplémentaire de la production alimentaire.*
- *Parallèlement les productions d'exportation connaissent de vives fluctuations qui affectent soit les quantités, soit de manière plus dra-*

matique, les prix. Cette instabilité prive les pays producteurs des ressources nécessaires pour l'importation des moyens d'équipement modernes et pour assurer le service de leur dette extérieure.

Aussi, convient-il d'aider les pays pauvres dans leur effort de réorientation de leur économie sur la satisfaction des besoins intérieurs les plus essentiels notamment le développement agricole et rural.

La France appuie à cet égard le principe de l'autosuffisance alimentaire des pays en développement, tel qu'il a été exprimé à la Conférence de Lagos (avril 1980) puis lors du Sommet de Cancun (octobre 1981).

Les femmes assument dans ce domaine un rôle primordial, puisqu'on estime qu'elles effectuent de 60 % à 80 % des travaux agricoles, de la transformation et de la commercialisation des produits et que c'est sur elles que repose l'alimentation de la famille. On sait que pour cette dernière tâche, elles consacrent de nombreuses heures à des travaux aussi improductifs que fatigants : le ramassage du bois qui prend de plus en plus de temps et provoque de plus en plus de fatigue au fur et à mesure que les phénomènes de désertification s'intensifient, la collecte de l'eau, qui les oblige à effectuer plusieurs voyages par jour à des distances pouvant varier, selon les saisons, de 500 m à 3 km et plus.

Or, dès le début de la Décennie de la Femme, en 1975, des études ont alerté les agences de coopération sur les répercussions souvent négatives des projets de développement sur la situation économique des femmes. De son côté, l'ONU réclamait que les femmes soient intégrées au processus de développement comme des agents et comme bénéficiaires, dans tous les secteurs et à tous les niveaux.

Ces appels commencent à être entendus : j'en donne pour exemple "Les principes directeurs relatifs à l'intégration des femmes dans le développement" adoptés en 1983 par le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE.

Décision politique d'importance, elle fait obligation aux organismes donateurs de veiller à ce que la contribution des femmes dans le processus de développement soit prise en considération, tout en se conformant aux priorités et aux spécificités de chaque pays bénéficiaire.

La France qui a participé activement à l'élaboration de ces principes directeurs, a déjà pris plusieurs initiatives dans ce sens ; je citerai la création du réseau "Femmes et Développement" sous la double

égide de l'ORSTOM et du Ministère de la Coopération et l'Organisation même de ce séminaire.

Pour ma part, je vous soumettrai deux propositions que je compte présenter sous peu aux Ministres compétents.

La première consiste à demander que, dans le cadre des ATP "Tiers Monde" créées par le CNRS, une place importante soit réservée aux projets de recherche concernant les femmes.

La seconde, à faire introduire un cours sur la place des femmes, dans le Diplôme d'Etudes Approfondies sur le Développement.

Cette recherche d'équité dans les relations entre pays industrialisés et pays en développement, dont je viens de souligner la nécessité, ne saurait être dissociée de l'objectif d'égalité entre les hommes et les femmes.

L'égalité entre les hommes et les femmes est un "point de passage obligé" dans le développement de toute société. Le niveau de développement de toute société se mesure, en effet, au degré d'émancipation et à l'importance, de droit et de fait, du rôle des femmes au sein de cette société.

L'incorporation des femmes à égalité avec les hommes à tous les niveaux de décision et de direction de la société est une action de justice qui ne bénéficie pas seulement aux femmes mais qui se répercute certainement sur toute la structure sociale. Les femmes qui depuis longtemps luttent pour la reconnaissance de leurs droits savent d'ailleurs qu'elles luttent ainsi pour créer les conditions d'une vie meilleure pour femmes, hommes et enfants.

C'est pour lutter contre ces inégalités que les Nations Unies ont proclamé la Décennie pour la femme, afin que les questions qui les concernent soient systématiquement mises à l'ordre du jour de la plupart des instances internationales. Vous savez que cette Décennie, qui a commencé en 1975 à Mexico, sera clôturée à Nairobi en juillet prochain. Les femmes de tous les pays du monde s'y rencontreront pour faire un bilan des progrès accomplis et des obstacles rencontrés dans la réalisation des objectifs de la Décennie : Egalité, Développement et Paix.

Elles formuleront aussi des stratégies pour la promotion des Droits de la Femme à l'horizon de l'an 2000.

La Conférence de Nairobi est pour nous aussi l'occasion de dresser un bilan de la situation de la Femme en France et de préparer un rapport national sur cette question.

Nous avons axé notre recherche sur trois sous-thèmes :

- Egalité dans l'emploi :

Loi du 13 juillet 1983 sur l'égalité professionnelle qui prévoit la mise en oeuvre de mesures spécifiques de rattrapage en faveur des femmes pour combler le retard de leur situation professionnelle dans les entreprises.

- Egalité devant la santé :

En matière de santé, des progrès importants sont à constater : l'espérance de vie des femmes s'est accrue pendant les 10 dernières années, et leur accès aux soins de santé s'est amélioré.

Une attention particulière a été accordée à tout ce qui touche à la naissance et à la maternité. Le taux de mortalité périnatale a chuté jusqu'à un des niveaux les plus bas du monde.

La régulation des naissances a permis aux femmes de jouir du droit fondamental qu'est la maîtrise de sa propre fertilité. Des Centres de Planification fournissent l'information et les moyens contraceptifs. L'IVG a été légalisée et récemment remboursée par la Sécurité Sociale.

- Egalité dans l'orientation et l'éducation :

Le 20 décembre 1984, j'ai signé avec le Ministre de l'Education Nationale une Convention fixant les mesures propres à améliorer l'orientation, la formation et l'insertion professionnelle des jeunes filles et à leur permettre en particulier une plus grande liberté d'accès aux filières scientifiques et techniques.

Ces mesures portent sur quatre domaines :

1. *En direction des jeunes filles : l'information diffusée par l'ONISEP (Office Nationale d'Information sur les Enseignements et les Professions) et le CNDP (Centre National de Documentation Pédagogique) prolongera la campagne du Ministère des Droits de la Femme autour du thème : "Les métiers n'ont pas de sexe".*
   L'objectif est d'augmenter, de 10 à 20 %, dans un délai de 3 à 5 ans, le pourcentage de filles dans les sections scientifiques et techniques.
2. *En direction des personnels de l'Education Nationale : la formation initiale et continue des personnels inclura à partir de 1985 des modules sur l'analyse des préjugés liés au sexe, sur l'orientation et l'insertion professionnelle des jeunes filles. Les formateurs d'enseignants seront également sensibilisés à ces problèmes lors de stages de formation.*

3. *En direction des établissements scolaires : l'accueil des jeunes filles en internat, l'augmentation des capacités d'accueil dans les formations scientifiques et techniques, l'institution de classes-passerelles permettant une réorientation et un effort de recrutement paritaire, filles ou garçons, dans les nouvelles sections constitueront les moyens techniques permettant, à partir de la rentrée 85, d'accroître sensiblement la proportion de filles, là où elles sont encore trop minoritaires.*
4. *Dans les Académies, un responsable sera désigné auprès du CSAIO (Centre du Service Académique d'Information et d'Orientation) et chargé d'élaborer, d'animer et de suivre l'ensemble de la politique académique d'égalité des chances des filles et des garçons.*

Si je vous ai entretenu ainsi de notre propre évaluation, c'est parce que je crois que cette lutte pour l'égalité des droits avec les hommes est une lutte universelle, commune à toutes les femmes du monde, quel que soit le niveau de développement de leur pays. Une solidarité des femmes peut et doit donc s'établir.

J'assume aujourd'hui une nouvelle tâche dans la mission qui m'a été confiée.

Je m'engage à veiller à ce que, les projets concernant les pays en développement prennent toujours en considération les aspects qui concernent spécifiquement les femmes.

Je vous félicite, je vous souhaite un plein succès dans vos travaux et je déclare ouvert ce Séminaire.

DISCOURS DE MONSIEUR CHRISTIAN NUCCI, MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS DU MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES, CHARGÉ DE LA COOPÉRATION ET DU DÉVELOPPEMENT

Je voudrais tout d'abord évoquer devant vous les grandes lignes de la politique de coopération que le Chef de l'Etat a voulu mettre en oeuvre depuis son arrivée au pouvoir. Orientée vers le recentrage des économies en voie de développement autour des ressources et des marchés locaux, régionaux, nationaux, ou plurinationaux, elle veut développer des liens de coopération mutuellement profitables pour les pays partenaires. Elle répond logiquement à une analyse économique de la crise mondiale qui montre l'aggravation, depuis deux ou trois décennies, du fossé entre pays développés et pays en développement et l'inefficacité des remèdes exogènes utilisés jusqu'ici.

C'est pourquoi le Ministère des Relations Extérieures favorise toutes les actions de co-développement qui, aux différents niveaux de la vie économique et sociale, prônent les actions permettant une prise en charge des problèmes locaux par les intéressés eux-mêmes, depuis la coopérative de production jusqu'aux dispositifs macro-économiques d'ajustement structurel comme celui de l'aide alimentaire. C'est dans cette optique que la programmation des actions de coopération s'organise autour d'un axe sectoriel et d'un axe géographique. Des stratégies, des plans et des programmes sectoriels, dans le domaine de la santé et de l'agriculture, par exemple, permettent d'orienter la nature et le contenu de nos opérations.

Laissez-moi vous dire quelques mots du plan sectoriel de l'agriculture. Il est fondé sur un constat : celui de la dislocation des sociétés et des économies paysannes ; l'accroissement brutal des importations alimentaires en révèle l'extrême gravité. Les pays en développe-

ment semblent de moins en moins capables de maîtriser cette situation due à l'interdépendance des systèmes agricoles et alimentaires à l'échelle mondiale. Crises alimentaires et paysannes sont donc au coeur de la situation dramatique du Tiers Monde aggravée par les difficultés du Nord qui exporte trop souvent ses problèmes vers le Sud. Les logiques industrielles des groupes transnationaux, les négociations internationales sur le commerce, l'économie et la technologie laissent, trop souvent à l'écart, les pays en développement.

Il nous faut donc trouver, ensemble, les voies d'un développement agricole interne grâce à des politiques de développement plus autocentrées permettant, seules, d'intégrer les ressources nationales, de renforcer les capacités productives et d'élargir les marchés locaux.

Nous devons prendre en compte, bien sûr, la très grande diversité des situations. Des ilôts importants de sous-nutrition stagnent ou évoluent défavorablement dans de nombreuses zones agricoles du monde. Les mégalopoles sont également des lieux où l'alimentation est insuffisante. Bref, nous devons lutter, pour le bien de tous, contre la fragilisation et la dépendance des agricultures du Sud. Les principaux mécanismes en sont désormais bien connus : production par tête stagnante, découragement des économies vivrières par la compétition des importations pour l'alimentation urbaine, inversion des flux vivriers campagne-ville, modification des habitudes alimentaires, circuits de commercialisation et de transports intérieurs déficients, dévalorisation du monde rural dans les modèles culturels importés.

La crise paysanne se vit au quotidien, dans la vie de millions d'hommes, de femmes et d'enfants du Tiers Monde renforçant l'exode rural et la croissance explosive des villes. Partout les moyens de production font défaut, le crédit n'est disponible que pour les plus forts, la main-d'oeuvre familiale est insuffisante : il est de plus en plus évident que la revitalisation des paysanneries est la condition de la relance agraire et devient l'enjeu politique majeur pour un nouveau développement agricole. Cela implique une paysannerie en bonne santé, un environnement économique et social favorable, la liberté de s'organiser, des techniques appropriables, socialement et économiquement. L'autosuffisance alimentaire, gage d'une moindre dépendance, passe par cette stratégie qui reconnaît la valeur et le potentiel de la dynamique paysanne, la capacité d'adaptation et d'innovation du monde rural.

Je sais que c'est justement sur ces problèmes que vous avez travaillé pendant ce séminaire. J'ai pris connaissance des documents qui m'ont été soumis et j'ai été sensible à votre argumentation consistant à demander que l'on prenne en compte l'ensemble des rôles productifs des femmes rurales et urbaines si l'on veut, cette fois-ci, se donner les chances de réussir. Je dois reconnaître néanmoins que les pays du Nord, et nous aussi, sommes restés jusqu'à présent, trop insensibles à ce problème.

Mais je suis heureux de vous dire que, depuis quelque temps, et notre volonté y est sans doute pour quelque chose, la situation est en train d'évoluer. La France a voté, à la réunion de haut niveau du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, avec les autres pays, les Principes Directeurs pour l'intégration des femmes dans le développement. Récemment les hauts responsables de mon ministère se sont réunis pour travailler ensemble à la mise en place de dispositions susceptibles d'orienter nos actions en tenant compte non seulement de la place effective des femmes dans l'autosuffisance alimentaire mais surtout de la nécessité qu'il y a de les aider à améliorer leur productivité, leurs cultures, leur travail, leurs revenus, leur santé. Premier résultat concret de cette nouvelle orientation : un groupe de travail du Réseau Femmes et Développement, créé grâce à l'ORSTOM et recevant notre soutien, a été requis pour préparer un ensemble de recommandations et de propositions à propos du plan sectoriel de l'agriculture. En outre je souhaite vous rappeler que la mise en oeuvre de ce type de plan suppose des actions de recherche en amont et en aval, et je veillerai à ce que les femmes soient largement intégrées à l'ensemble de nos recherches. Les conclusions et les recommandations que vous avez faites, au niveau de l'action comme au niveau de la recherche, nous seront précieuses, sans aucun doute, dans cette nouvelle approche qui fait des femmes des partenaires économiques indispensables à la relance des sociétés rurales et urbaines.

SYNTHÈSE DES TRAVAUX
(à partir des débats)

Jeanne BISILLIAT

1. LES CONSTATS : LES CONSEQUENCES DU DEVELOPPEMENT SUR LES FEMMES

Le document de synthèse provisoire (1) établi à partir des 29 communications reçues avant le séminaire montrait la concordance des effets négatifs des modèles de développement, en vigueur depuis 20 ans sur les femmes et cela, malgré les spécificités régionales, nationales, politiques, culturelles et économiques.

Cette concordance que les participants ont confirmée tout au long de leurs travaux fut renforcée par les résultats de l'enquête menée auprès de 30 pays par le Conseil Mondial de l'Alimentation qui nous furent communiqués lors de la séance plénière du premier jour.

Dans la mesure où les principaux éléments de cette synthèse sont l'objet des communications nous nous bornerons, ici, à les énumérer.

- L'absence de statistiques fiables sur le rôle économique des femmes que ce soit dans le secteur rural ou dans le secteur urbain, absence qui interdit tout effort de planification précise et efficace.
- L'ignorance des moyens de production (superficie des terres cultivées par ex.) et des productions des femmes (nature et quantité).
- Le non accès des femmes à la terre dans les grands projets ou projets de colonisation contrairement aux lois coutumières qui leur assurent l'usufruit de certaines terres.

---

(1) Cf. annexe.

- La non reconnaissance du secteur informel alimentaire, rural et urbain, grâce auquel les villes sont, en grande partie, approvisionnées.
- Les relations directes entre les grands projets, les Révolutions Vertes (1), avec la diminution des productions et des revenus féminins, mais aussi avec l'augmentation du temps de travail créant des goulots d'étranglement particulièrement nocifs dans la phase après-récolte (stockage, conservation, transformation, commercialisation).
- L'accroissement de la migration féminine.
- L'absence de recherche agronomique sur les cultures faites par les femmes.
- L'intensification des systèmes de monoculture au détriment des systèmes de cultures associées si bien maîtrisées par les femmes.
- Le non accès des femmes au crédit, aux intrants, aux coopératives, à la vulgarisation agricole.
- La constatation que les revenus féminins ne sont pas des revenus d'appoint mais des revenus absolument essentiels à la survie des familles.
- Les trop fortes contraintes qui alourdissent le temps de travail des femmes (eau, énergie domestique, absence de technologies appropriées) et pèsent lourdement sur leur santé, leur éducation et celle de leurs enfants.
- L'importance des groupements ou associations de femmes qui leur permettent, par ces nouveaux types de solidarité, de mieux faire face à leurs obligations mais aussi de se constituer en groupe de pression pouvant agir auprès des autorités.
- Les relations entre l'accroissement démographique, la non autonomie économique des femmes, la santé maternelle et infantile.
- Les relations entre la diminution des revenus féminins en nature et en espèces, et l'accroissement de la pauvreté, des destructurations familiales, du travail des enfants.

La généralisation est, en elle-même, porteuse de sens et qui plus est, d'un sens précis : les politiques de développement ont été, sont et resteront un échec - du point de vue de l'efficacité économique et des équilibres sociaux - tant que les femmes ne seront pas considérées

(1) Introduction en milieu paysan de variétés à haut rendement, notamment pour le blé et le maïs.

comme faisant partie, à titre égal avec les hommes, de l'ensemble des processus de changement qui transforment les sociétés.

2. LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

Les travaux des trois ateliers se sont interrogés sur les notions complémentaires de crise - dont la crise alimentaire - et de stratégies alimentaires.

Tout d'abord une constatation : l'absence de cohérence des diagnostics sur la crise alimentaire. Si, pour la FAO, 27 des 36 pays les plus pauvres se trouvent en Afrique, pour le Programme Mondial de l'Alimentation il n'y en a que 12 et pour l'Oxfam, 5. Quels sont les critères utilisés par les donneurs qui autorisent de si grandes variations ?

La crise alimentaire est, dans la plupart des cas, le résultat d'un certain nombre d'orientations plus générales prises par les pays. Les participantes ont dégagé deux modèles principaux :

1/ La concentration vers la promotion et l'exportation de certaines cultures justifiées par la théorie des avantages comparatifs et impliquant en même temps le recours à l'aide alimentaire. Dans ces conditions les efforts pour mettre en oeuvre une politique alimentaire sont déviés par un ensemble de pressions, nationales et internationales, qui accentuent la situation de dépendance des pays en développement : par exemple les grands lobbies céréaliers qui en s'opposant à la construction de capacités nationales de stockage ou en permettant une concurrence sur les prix acculent les pays les plus démunis à des situations de catastrophe.

2/ Les Révolutions Vertes qui ont gagné la bataille de la production de céréales en concentrant l'apport des ressources sur les régions et sur les paysans les plus riches mais qui n'ont pas résolu les problèmes de distribution, laissant stagner ou régresser la production des régions déshéritées accentuant ainsi, encore plus, les déséquilibres régionaux et renforçant les poches de pauvreté en augmentant le nombre de paysans sans terre, sans emploi et sans revenu.

Productivité, malnutrition et misère, ce tryptique que l'on rencontre désormais si souvent dans le cadre des projets peut-il être considéré comme un modèle possible de développement ? L'analyse économique doit, de façon urgente, apprendre à intégrer les coûts sociaux. Dans ces deux modèles les participantes ont souligné que l'on se trouve devant un ensemble de phénomènes d'interdépendance nord-sud qui *surdéterminent*,

dans les faits, les politiques ou stratégies alimentaires : le pays qui accepte l'implantation d'une base armée contre l'assurance d'une aide alimentaire illimitée ne peut, réellement, être intéressé par le développement de sa production vivrière ; les pays doivent également veiller à ne pas mécontenter leurs populations urbaines sous peine de voir éclater, à court terme, des problèmes sociaux importants, enfin la dépendance des pays ne fait qu'accentuer la corruption : toute crise a ses profiteurs.

Pour les participantes le phénomène de la famine permet de montrer l'inanité d'une conception qui place le politique dans un espace abstrait. Ce que nous appelons avec pudeur "sécheresse" par exemple n'est bien souvent que l'aboutissement d'un long processus de dégradation climatique, bien sûr, mais aussi économique et biologique conditionné par des choix politiques relevant du court terme. Le séminaire a condamné le phénomène qui consiste à considérer la famine dans sa phase ultime, la phase médiatique où l'appel aux bons sentiments cache l'incapacité et/ou le refus politique de faire face aux problèmes dès leur émergence. Cela implique que l'on se dote d'un système efficace permettant de mesurer les indicateurs de vulnérabilité avant que les effets de la famine ne soient devenus irréversibles et de prendre les mesures nécessaires. Le fait que notre terminologie ne soit pas adaptée n'est pas innocent ; il permet de justifier les décisions passées, présentes et à venir. Il conforte un système de dépendances réciproques dont beaucoup savent tirer profit et montre, de manière tragique, la complète inadéquation d'un développement pensé seulement en termes productivistes et non orienté vers les populations.

Cette interface entre les contraintes internationales et nationales réduit la marge de manoeuvre des pays tout en les renforçant dans le maintien du statu quo. Dans cette perspective le pouvoir paysan - dont l'existence selon les participantes, reste à prouver dans bien des pays - ne peut constituer une alternative sérieuse à l'échec précédent et généralisé du développement. On doit cesser de penser le développement au neutre : les "stratégies" paysannes existent, elles ont permis, en dépit de tout, que les économies ne s'effondrent pas, mais leur dynamique repose de manière privilégiée sur les femmes, qu'elles soient productrices, main-d'oeuvre familiale ou salariées.

3. DEVELOPPEMENT, FEMMES ET CRISE FAMILIALE

Et pourtant, malgré leurs apports - de mieux en mieux connus et analysés - les femmes restent absentes des politiques de développement et des stratégies alimentaires. Bien que l'on parle de plus en plus de leurs rôles, ni le Plan de Lagos, ni le Rapport Berg, ni les nouveaux accords de Lomé III pour n'en citer que quelques-uns, ni les différentes stratégies alimentaires nationales ne prennent sérieusement les femmes en compte comme agents économiques pertinents. Cécité culturelle, ou cécité politique ?

Le rapport d'invisibilité qui lie les femmes à l'état doit être explicité. La domination du Nord sur les pays du Sud favorise et renforce leur occultation et le potentiel d'organisation des femmes est encore trop faible pour qu'il puisse être reconnu par les Etats comme une force à considérer. Deux constats qui mettent en lumière la necessité, pour les femmes, de constituer aux niveaux international et national, des groupes de pression plus efficaces qui puissent enfin se faire entendre lors des débats sur l'élaboration et la mise en oeuvre d'un autre développement.

Les participantes ont mis en évidence et exprimé leur inquiétude devant les interrelations entre la crise globale et alimentaire, les risques de démantèlement du corps social, les dysfonctionnements de la reproduction sociale. Dans ces conditions ne pas donner aux femmes l'accès à des ressources économiques suffisantes - phénomène aggravé par l'ensemble des phénomènes de migration - les poussent à refuser les modèles familiaux au sein desquels les hommes assument de moins en moins leurs responsabilités (instabilité des mariages, augmentation des taux de divorce, des femmes chefs de famille, accroissement de la fécondité des adolescentes, féminisation des villes, etc...) mais aussi à refuser les anciennes divisions sexuelles du travail et à élaborer d'autres systèmes de réponse. La crise de la famille est donc au coeur de la crise et, là encore, les participantes ont souligné une contradiction fondamentale : l'Etat, les décideurs pensent - ou bien affectent de penser - que l'institution familiale permet toujours d'atténuer et d'amortir les effets de la crise ce qui leur permet de repousser la mise en oeuvre des politiques sociales dont le besoin est si crucial pour les couches pauvres des populations. Mais la famille n'est plus - pour des raisons évidemment liées au choix de politiques économiques

technicistes - "cette merveilleuse institution capable de s'adapter" à toutes les situations. Une fois de plus le décalage entre le politique et la réalité sociale apparaît clairement. Les participantes ont également souligné que dans les moments d'extrême difficulté, des phénomènes de régression sociale et culturelle apparaissent qui pénalisent les femmes : repli sur des valeurs religieuses oubliées, réactivation des idéologies sanctionnant les déviations de comportement, appel aux extrémismes, aux intégrismes... Le changement s'inscrit dans ces ambiguités et dans cette bataille, perdue à plus ou moins long terme, du retour aux sources. Les stratégies de survie, de par la force des choses, sont de moins en moins familiales et de plus en plus individuelles, ou réduites à la cellule nucléaire femme-enfants. C'est dans ce cadre général de bouleversements structurels qu'il faut considérer, par exemple le fait suivant : l'augmentation inquiétante du travail des enfants - ce seul recours offert aux familles et aux femmes les plus démunies conduisent trop souvent à une exploitation éthiquement inacceptable - avec en corollaire, des taux stagnants de scolarisation malgré l'accroissement démographique. Pour survivre avec leurs enfants, les femmes doivent trop souvent abandonner leur fonction d'éducatrice, phénomène dont nous sommes encore incapables de mesurer les effets à long terme.

4. LES LEÇONS DU PASSE : VERS UNE PROSPECTIVE

Une triple certitude : d'une part, les stratégies ou politiques alimentaires telles qu'elles sont conçues actuellement ne peuvent constituer une réponse adéquate à la crise alimentaire puisqu'elles reproduisent, avec un autre langage, les mêmes distorsions et la même absence des femmes ; d'autre part, si les systèmes socio-économiques fonctionnent encore, c'est bien grâce à l'acharnement et au courage des femmes - enracinées dans leurs responsabilités biologiques - que l'on appelle stratégie de survie, terme dont les participantes ont dénoncé la connotation positive. Enfin, on ne peut envisager des alternatives qui ne prendraient pas en compte, dès le départ, l'ensemble des problèmes liés au "genre" (1), ceci au niveau social comme au niveau économique.

---

(1) Traduction de "gender", se réfère au processus complexe par lequel les mâles et les femelles deviennent, socialement, des hommes et des femmes.

Des orientations et des actions précises se dégagent en faveur d'un développement plus juste mais aussi plus efficace que l'on trouvera ci-après dans les recommandations politiques. Mais, d'ores et déjà, quelques points peuvent être soulignés.

A partir de leurs connaissances sur les rôles des femmes dans les différents systèmes alimentaires nationaux et régionaux, les participantes sont tombées d'accord pour souligner l'importance qu'il y a à poursuivre des stratégies de développement favorisant *la diversification* dans les économies alimentaires du Tiers Monde. Ces politiques apportent en effet des bénéfices évidents pour le bien-être, l'équilibre nutritionnel et l'emploi des populations, en même temps qu'elles fournissent une utilisation des sols plus équilibrée et plus appropriée aux conditions écologiques. Ces politiques doivent être distinguées des stratégies qui se concentrent soit sur des importations à grande échelle en provenance des pays industriels du Nord, soit sur un choix restreint de cultures et de technologies promues dans les plans nationaux de production.

La réussite des politiques alimentaires fondées sur la diversification, de l'avis des participantes des trois sous-régions (Afrique, Asie, Amérique Latine), dépend néanmoins de la volonté politique de favoriser l'esprit d'entreprise des femmes qui, jusqu'à présent, a été d'une importance extrême dans les mécanismes d'adaptation à la crise et à la crise alimentaire.

Au-delà des spécificités régionales actuelles, l'accord s'est fait sur la nécessité de prendre les mesures nécessaires pour que les femmes - en tant que consommatrices - puissent répondre aux besoins de leur famille par leur production ou par leurs revenus, salariés ou non. En même temps l'idée que la crise alimentaire doit être pensée à long terme a été souvent discutée. En effet les bouleversements globaux qui ont déjà commencé peuvent laisser prévoir que les recommandations d'aujourd'hui - si nécessaires soient-elles pour le court terme - risquent de n'être plus opérantes dans dix ou vingt ans. Il faut donc également réfléchir sur ce que feront ou pourront faire les femmes à cette époque-là et construire, avec elles, des choix et des alternatives. Par exemple, qui peut assurer que, dans deux décennies, les femmes conduites à privilégier le commerce plutôt que la production, ne se retrouveront pas à nouveau spoliées par la mise en place des grands circuits de dis-

tribution qui risque finalement d'éliminer le secteur informel alimentaire ?

D'autre part, les participantes ont attiré l'attention sur les interrelations entre la production, l'eau et l'énergie qui appellent des solutions à long terme si l'on veut que les populations puissent, à nouveau, maîtriser leur environnement.

Or, des situations de découragement existent déjà - impossibilité de cuire ce que l'on produit - et doivent recevoir des réponses rapides. Les problèmes de l'énergie domestique ne sont pas des problèmes annexes, ils font de plus en plus partie de la crise énergétique globale requérant, de manière urgente, des recherches sur les énergies de substitution et leur utilisation.

L'atelier 1 a longuement discuté de l'incitation à la production par des politiques de prix adéquates en soulignant leurs limites. Par contre favoriser les cultures associées, les cultures secondaires, les tubercules, mais aussi les cultures de disette, constitue une alternative dans le court et le long terme. Cela suppose que la recherche agronomique réoriente ses efforts en les investissant sur ces produits délaissés et en adaptant ses méthodes d'expérimentation aux besoins et aux connaissances des femmes.

Produire pour exporter ou produire pour nourrir est un choix qui suppose, en aval et en amont, des politiques macro-économiques radicalement différentes. Pour obtenir l'autosuffisance au niveau national il faut, avant tout, réunir les conditions débouchant sur la sécurité alimentaire dans les zones rurales. Il s'ensuit que la théorie des avantages comparatifs doit être envisagée non seulement entre le Nord et le Sud mais aussi au niveau des zones urbaines et rurales, des ménages, des hommes et des femmes. Donner la possibilité à ces hommes et à ces femmes de choisir entre telle ou telle culture, entre telle ou telle activité rémunératrice - on voit de plus en plus de femmes préférer acheter plus cher des aliments préparés pour épargner leur temps et l'investir dans des tâches productives - de choisir entre la vente immédiate ou différée des produits périssables grâce à l'amélioration des techniques de transformation et de conservation, multiplier les possibilités et donc diminuer les risques, leçon que les femmes maîtrisent dans leur gestion de la vie quotidienne, puisqu'elles sont toujours acculées à accomplir une diversité de tâches productives pour pallier les diffi-

cultés, saisonnières ou autres, auxquelles elles sont confrontées tout au long de l'année.

Il faut donc élargir l'espace dans lequel les femmes peuvent agir et peuvent élaborer, avec les hommes, les réponses à leurs besoins et ceux de leurs enfants. Il s'agit d'un autre développement, d'une alternative construite sur les base de négociations avec tous les acteurs sociaux.

De par leurs responsabilités dans la reproduction de la famille et de par leur position de subordination, les femmes sont, il est vrai, éminemment conservatrices. Mais, paradoxalement, ce rôle de "gardienne du foyer" leur donne justement la force de contester l'ordre établi par le biais de l'innovation et de l'imagination sociales qu'elles savent mettre en oeuvre. Pensons à tous les groupements informels, à ces mouvements de revendication sociale et politique qu'elles animent dans le monde entier. Selon les situations, avec ténacité, elles élaborent des stratégies de résistance ou de transformation. Pour les participantes, tout doit être fait pour les aider à renforcer les secondes, et à occuper, dans le politique comme dans l'économique, la place qui leur revient.

Rendre le rôle des femmes lisible à la société est, de l'avis de toutes, l'objectif premier de notre réflexion et de notre action. Pour cela, il faut réussir dans les années qui viennent, à sensibiliser, former, mobiliser tous ceux qui, à des échelons et dans des domaines divers, s'occupent du développement. Transformer leurs mentalités, leurs comportements est la condition absolue pour que les femmes cessent d'être marginalisées et accomplissent leurs rôles sociaux et économiques aux côtés des hommes, rendant ainsi moins lointain un développement plus juste.

5. LA RECHERCHE

Si les connaissances sur la problématique du "genre" dans le développement ont augmenté ces dix dernières années, un travail très important reste à faire pour que les rôles des femmes au niveau micro et macro-économique soient mieux connus et pris en compte lors de la réflexion globale et de la plannification. On trouvera ci-après l'ensemble des recommandations faites par les différents ateliers, et regroupées autour de quelques thèmes. Disposer de statistiques fiables, à

partir d'indicateurs pertinents, pour mesurer les apports des femmes à l'économie familiale, villageoise, régionale et nationale est une des recherches prioritaires demandée par l'ensemble des participantes. Viennent ensuite un grand nombre de recherches destinées à mieux faire comprendre les interrelations entre politiques agricoles, revenus et emplois féminins, accès à la terre, crise de la famille, charge de travail, santé des mères et des enfants. L'accent a été mis également sur la nécessité de mettre au point avec les femmes des nouvelles technologies leur permettant de mieux maîtriser leur temps, d'augmenter leurs revenus, de bénéficier de la formation. Les recherches sur les femmes du secteur urbain dont la croissance ne cesse de s'amplifier ont, elles aussi, été jugées capitales en même temps que celles portant sur l'ensemble des phénomènes de déstructuration et de déstabilisation de la famille : les femmes chefs de famille étant un objet privilégié de la recherche pour la compréhension des futures transformations sociales et des phénomènes de régulation de la fécondité.

De nombreuses discussions ont également abordé le problème des objectifs de ces recherches. Les fonctions essentielles de la recherche sur les femmes sont bien évidemment d'augmenter et d'améliorer les connaissances mais aussi - toutes les discussions l'ont montré - de les expliciter afin que les différents produits de la recherche puissent être utilisés à tous les niveaux de la réflexion et de l'action. Cette revendication pour une valorisation des produits de la recherche, si elle s'applique à toutes les recherches, est jugée particulièrement indispensable par les participantes. Il semble évident que les femmes chercheurs, plus que les autres, sont confrontées à la nécessité de convaincre. Quels que soient les facteurs historiques et culturels qui conditionnent cette demande. Ils pèsent et pèseront encore longtemps sur le développement de la recherche sur les femmes. C'est ainsi que les participantes marquent nettement leur préférence pour la recherche finalisée - ce qui n'exclut pas la recherche fondamentale. Ce souci s'enracine dans la double perception de l'urgence des problèmes à résoudre mais aussi de la nécessité de les résoudre en tenant compte le plus possible des besoins exprimés par les femmes elles-mêmes. Le chercheur est donc vu, de manière privilégiée, comme le médiateur entre les populations et l'Etat - à ses différents niveaux - ayant pour rôle de décrypter les rôles et les besoins spécifiques des femmes en association avec ceux des hommes.

Il est apparu d'autre part que la recherche sur les femmes s'inscrit d'emblée dans une analyse critique du développement tel qu'il continue à être mis en oeuvre. Elle ne peut se couper d'une approche politique puisqu'elle doit, en même temps qu'elle se fait, s'interroger sur sa propre efficacité : un milliard et demi de femmes dans le Tiers Monde dont 80 % constituent la partie la plus démunie des classes pauvres.

Cette perspective orientée vers l'action rend compte des mises en garde qui ont été faites contre l'utilisation de la recherche au seul bénéfice des chercheurs. D'autre part la nécessité et l'urgence d'accroître les capacités nationales de recherche sur les femmes a été soulignée.

Deux points, étroitement dépendants, ont été longuement discutés : celui de la documentation et celui de la communication. L'absence de centres de documentation sur les femmes et le développement a été invoquée comme une contrainte majeure pour les chercheurs du Tiers Monde qui veulent travailler dans ce domaine. Une réponse possible serait de créer des unités documentaires au niveau sous-régional tout en développant et systématisant la communication et la circulation de l'information entre les pays, les régions, les chercheurs. Sur un autre plan les femmes - chercheurs du Tiers Monde ont dénoncé le prix élevé des ouvrages de recherche qui les met hors de leur portée alors qu'ils sont des outils de travail absolument nécessaires. Il y a donc ici une grave situation de dépendance et de domination, de plus en plus inacceptable dans une perspective d'amélioration des relations nord-sud.

L'urgence de réfléchir sérieusement aux problèmes de méthodes liés à cette forme de recherche a été reconnue dans la mesure où elle doit constituer un processus d'interactions entre les chercheurs et les populations étudiées, les chercheurs et l'Etat, les chercheurs et les Agences de Développement. Un des buts de la recherche est donc de délimiter un champ possible d'interventions négociées, avec les femmes, et pour elles.

Enfin, les participantes ont insisté sur le fait que les recherches sur les femmes - cela constitue un apport inestimable - permettent la mise en perspective et l'analyse critique de l'ensemble de la recherche sur le développement telle qu'elle a été menée, pensée, conceptualisée jusqu'ici. De nouveaux outils, de nouvelles méthodes s'élaborent permettant qu'une nouvelle déontologie puisse se constituer progressivement.

A SUMMARIZED REPORT
(based upon discussions)

by Jeanne BISILLIAT

1. FACT-FINDING : THE CONSEQUENCES OF DEVELOPMENT ON WOMEN

The provisional synthesis document (1) based on the 29 papers received prior the seminar showed the concordance of the negative effects on women brought on by development patterns applied over the past 20 years, in spite of regional, national, political, cultural and economic specificities.

This coherence was confirmed by participants throughout the meeting and was reinforced by the results of a survey carried out in 30 countries by the World Food Council, made available to us at the plenary session on the first day.

Inasmuch as the same points of this report are the subjects of the various papers, we shall merely list them here :

- Lack of reliable statistics on the economic role of women, be it in the rural or the urban sector, makes any accurate and efficient planning effort impossible.
- Lack of reliable data on the means of production (farmland areas), and on the production of women (type of product, quantity).
- Women's non-access to land in major projects or in settlement plans, contrary to customary law which entitles them to the usufruct of certain plots and fields.
- Lack of recognition of the informal food sector, both in rural and urban areas, which, to a large extent, supplies cities with food.

---

(1) See appendix.

- The direct relationships between major projects, Green Revolutions, and the decrease in women's production and income, as well as the increase of work-time, leading to bottlenecks, particularly dangerous in the post-harvest phase (storage, preservation, processing, marketing).
- The increase in female migrations.
- The lack of agricultural research in crops grown by women.
- The intensification of single-crop systems at the expense of mixed crops, with which women are well acquainted.
- Women's non-access to loans, inputs, cooperatives, and extension services.
- The realization that women's income is not merely aside-line, but an absolutly essential contribution to family survival.
- The unduly heavy constraints in women's worktime (water, domestic energy, lack of appropriate technology) which have a serious impact upon their health, their education and that of their children.
- The importance of women's groups or associations which enable them, through various solidarity mechanisms, to be in a better position to fulfil their obligations, and to exert some group pressure upon the relevant authorities.
- The relations between population growth, lack of economic autonomy for women, and mother and child health.
- The relations between the decrease in women's income, in kind and cash, and the increase in poverty, family destructuration and child labour.

The generalization is meaningful *per se*, and very specific : development policies have been, are and will be failures - from the angle of economic efficiency and social balance - as long as women are not considered as participants and on an equal footing with men, of all the processes of change which transform societies.

2. FOOD POLICIES

The three workshops looked into the additional concepts of crisis - including the food crisis - and of food strategies.

It should be stated first that the various diagnoses made on the food crisis are not consistant. If, accorging to FAO, 27 out of the 36 poorest nations of the world are in Africa, the World Food Council num-

bers only 12 and Oxfam 5. What are criteria used by donors to allow such substential variations ?

In a majority of cases, the food crisis results from a number of more general orientations adopted by the countries. The seminar participants outlined two major patterns :

1/ A concentration on promoting and exporting certain crops, justified by the theories of comparative advantage which simultaneoustly implies the need for food aid. Under such conditions, efforts to set up a food policy are circumvented by considerable national and international pressure leading to an increased dependency of developing nations : thus, the large grain lobbies, being opposed to the establishment of national storage capacities, or allowing a price competition, drive the underpriviledged countries into disastreous situations.

2/ Green Revolutions have won the grain production battle by concentrating investments on the richer areas and farmers, but they did not solve the distribution problems, so that the production of poor regions has been allowed to stagnate or to decline ; regional imbalances have become even more acute and poverty pockets more substential, increasing the numbers of landless, jobless and penniless peasants.

Productivity, malnutrition and poverty : could this trio now so frequently encountered in development projects be considered a possible model of development ? Economic analysts should urgently learn to integrate social costs. In both models, the participants emphasized the fact that we are facing a number of North-South interdependence phenomena which, actually, are overdeterminant in food policies or strategies : a country agreeing to the establisment of an army base on its territory in exchange of unlimited food aid cannot be really interested in developing its own food production ; countries should also be careful not to antagonise their urban populations, for fear of serious social disruptions in the short term ; lastly, the dependency of nations only accentuates corruption : crisis always have their profiteers.

According to the participants, the famine phenomenon makes it possible to show the irrelevance of a vision which places politics in an abstract dimension. For instance, all too often what we discreetly call "drought", is nothing but the end of a lengthy process of climatic but also economic and biological degradation, conditioned by short-term political choices. The seminar condemned the attitude of considering

famine in its final stage, this media-exploitable phase where the appeal for sympathy merely conceals a political inability and/or refusal to face problems when they arise. An efficient system should be set up in order to measure vulnerability markers before the effects of famine become irreversible, and relevant measures can be taken. The fact that we do not have an appropriate terminology for this is no coincidence : it provides a justification for past, present and future decisions. It supports a system of mutual dependency which can be profitable to a number of people, and it tragically shows how totally inadequate development policies can be, if they are set up only in terms of production with no concern for the populations.

Such an interface between international and national constraints reduces the nation's operational margin while reinforcing the tendency to preserve the *status quo*. In this perspective, peasants' power - which, according to the participants, in a number of countries, is far from being achieved - cannot be a meaningful alternative, after the generalized failure of development. We should no longer think of development as something neutral. Peasant "strategies" do exist. In spite of all the difficulties, they made it possible to prevent the shattering of economies, and their dynamics are deeply based on the women, either as producers, wage earners or providing family labour.

3. DEVELOPMENT, WOMEN AND THE CRISIS OF THE FAMILY

However, in spite of their increasingly ackowledged and analysed contribution, women are not included in development policies or food strategies. Although more and more is said about their roles, neither the Lagos plan, nor the Berg Report, nor the Lome III agreements, to quote only a few nor the various national food strategies, take seriously women into account as real economic agents. Cultural or political blindness ?

This invisible relation between women and the State need clarifying. The Northern domination over Southern nations favours and reinforces this occultation of women, and their organizational potential is still too small to be recognized as a force to be considered. These two points highlight the need for women to set up both nationally and internationally, more efficient pressure groups, which could really be heard in the discussions on the elaboration and implementation of a different type of development.

Participants stressed and expressed their concern over the interrelations between the global crisis, the food crisis, the risk of social destructuration and the malfunctions in social reproduction. Under these conditions, if women are not granted access to adequate economic resources - a situation made worse by the whole migratory phenomenon - they will be less and less likely to accept family patterns in which the men increasingly shrink away from their responsabilities (marriage instability, increasing divorce rates, increasing numbers of female family heads, growth in adolescent fertility, increasing numbers of urban women, etc...), or to accept the old forms of sexual division of labour ; they will want to work out other types of response. The crisis of the family is therefore at the very heart of the problem, and here too, participants stressed a basic contradiction : do the States and decision-makers think - or do they pretend to think - that the family unit can still absorb and attenuate the effects of the crisis, in order to postpone the introduction of social policies that are so urgently necessary for the poorer population groups ? The family is no longer - for reasons obviously related to the choice in favour of technically oriented economic policies - "that wonderful institution, so adaptable" to any situation. Once again the gap between the political sphere and social reality is blatant. Participants also stressed that in times of great hardship social and cultural phenomena of regression emerge, penalizing the women : return to forgotten religious values, reactivation of ideologies that punish unorthodox behaviour, encouragement of extremism and integrism... A process of change is inherent to these ambiguities and to this battle, a lost one in the long run, for a return to remote past. Survival strategies are necessarily less and less family-based, becoming more individual, or reduced to the nuclear women-and-children unit. In this overall context of structural upheaval we should considerer, as an example, the following fact : a disturbing increase in child labour - the only remaining resource for the poorest families and women - which all too often leads to ethically unacceptable exploitation, leading to stagnating school enrolment rates, in spite of growing population numbers. For their survival and that of their children, women must all too often forfeit their educational function, the long term effects of which we are not yet in a position to assess...

4. LESSONS FROM THE PAST : TOWARDS A PROSPECTIVE ACTION

A three-fold certainty : first, food policies or strategies, in their present form, cannot provide adequate responses to the food crisis since they merely use another language to reproduce the same distortions and the same absence of women ; second, if social and economic systems still operate at all, it is certainly due to women's tenaciousness and courage, rooted in their biological responsabilities, also called strategy of survival, a word the participants criticized for its positive connotation. Lastly, it is impossible to consider alternatives which, from the outset, would not take into account all problems of gender, on both social and economic levels.

Specific orientations and actions are emerging with a view to fairer and more efficient development ; they are given below under the "political recommendations" heading, but a few points should be mentionned here.

On the basis of their knowledge of women's roles in the various national and regional food systems, the participants agreed to stress the importance of development strategies promoting *diversification* in Third World economies. Such policies are obviously beneficial to a population well-being, nutritional balance and employment, and at the same time they lead to a better balance in land use and a better adaptation to ecological conditions. These policies differ from the strategies which tend to concentrate on large-scale imports from Northern industrial nations, or on a restricted range of crops and technologies promoted by national production plans.

According to the participants from Africa, Asia and Latin America, success in food policies based on diversification depends nevertheless on the political will to promote the spirit entreprise in women, which up to now has been extremely important in adaptation mechanims under the crisis, and food crisis.

Looking beyond the present-day regional differences, there was a consensus on the need for measures to be taken for women, as consumers, to be able to meet the needs of their families, either with their produce, their wages or other sources of income. Also, the idea that the food crisis should be viewed in the long-term was often mentioned. Present day's upheavals are such that today's recommendations - no matter how necessary for the near future - may well be totally out of date

some ten or twenty years from now. It is therefore advisable to wonder about what women will or might do then, and to work out choices and alternatives. For instance, who knows whether twenty years from now, the women who will have been induced to work as traders rather than producers will not, once more, be the losers because of the establishment of large-scale distribution circuits, which may well in the end kill the informal food sector ?

In addition, the participants pointed to the interrelations between production, water and energy, which call for long-term solutions if populations are to regain control over their environment.

But discouragement is already at work here and there : it is something impossible to cook what one has produced, and such situations require rapid responses. Domestic energy problems are not of secondary importance ; they are an increasingly significant part of the overall energy crisis and they urgently call for research to be done in the field of alternative energy sources and their use.

Workshop 1 had a lengthy discussion about production incentives through adequate prices policies, while also showing their limits. On the other hand, an efficient alternative in the short and long term is to promote mixed and secondary crops, tubers, but also crops suited for dearth conditions. In agricultural research, this calls for a shift towards these lesser known plants and for an adjustement of the methods of experimenting, which should be geared to women's needs and knowledge.

To produce for export or to produce for food implies a choice involving macro-economic policies radically different. In order to achieve national self-sufficiency, it is necessary first of all to provide the conditions that lead to food security in rural areas. This means that the theory of comparative advantages must be considered not only between North and South, but also on the rural and urban levels, as on the one of households, men or women. It is necessary to give these men and women a chance to choose this or that crop, this or that income providing occupation - an increasing number of women prefer to buy more expensive cooked food which saves more time for productive activity - to choose, to sell now or to sell later certain perishable foods, thanks to the improvements in processing and preserving techniques, to multiply possibilities thereby reducing risks, a lesson that women have fully integrated into their management of daily life, since they are always

obliged to carry out a number of productive tasks in order to face seasonal or other difficulties which they encounter throughout the year.

It is therefore necessary to broaden the scope of action for the women so that they can work out jointly with men the responses to their own and their children's needs. This is development of another kind, an alternative based on negociations involving all the social participants concerned. It is true that their responsabilities in family reproduction and their subordinate position make women highly conservative. But, paradoxically, this role as custodians of the family gives them the strength to question the *status quo* through social innovation and inventiveness they put into practice, as shown by all the informal groups, the social and political activist movements set in motion by women all over the world. For each different situation, tenaciously, they work out strategies of resistance or transformation. The participants felt that every effort should be made to help them reinforce the last ones so they can occupy the place that is theirs in political and economic life.

It was unanimously asserted that the foremost objective of our reflection and of our action is to make the role of women socially visible and understandable. This requires an effort in the coming years, to train and to mobilise all those who deal with development at various levels and in various fields. To change their way of thinking and their behaviour is essential if women are to move out of marginality and to fulfil their social and economic roles alongside the men, thereby bringing more justice in development.

5. RESEARCH

While knowkedge on gender and its issues in development has expanded over the past decade, there is still plenty to do in order that the macro and micro-economic roles of women be better known and taken into account in overall reflection and planning. The research recommendations made by the various workshops are given below and they are grouped by themes. One of the priorities for research, mentioned by all the participants, is to secure reliable statistics based upon relevant indicators, in order to measure women's contributions to family, village, regional and national economics. Then there is a whole range of research items aimed at a clearer perception of interrelations between agricultural

policies, women's income and employment, access to land, family crisis, workloads, mothers' and children's health... It was also emphasized that new technologies ought to be developed with the women, so that they can have more control over their time, improve their earnings and obtain some training. Research on urban women - a category which is constantly growing - is also felt to be crucial, as well as research on family destructuration and the destabilization phenomena as a whole : women as family heads are a very sensitive subject of research, for a better understanding of the social changes to come and of the aspects to fertility control.

There has also been some substancial discussion about the objectives of this research work. Obviously, the essential functions of research on women are to uncrease and improve available knowledge, but also - this was shown in all the relevant discussion - to make it all clear so that the various results of research be useful at all levels of reflection and action. Participants felt that the valorization of such results is indispensable for women in particular but also for all research efforts. It seems clear that women researchers need to convince, even more acutely than the others. Whatever the historical and cultural factors underlying such a demand, they certainly affect and will continue to affect for quite a while the future of research on women. The participants thus expressed a distinct preference for finalized research, which does not preclude basic research. This concern is rooted in the dual perception of the urgency of solving the problems, and of the necessity of taking into account as much as possible the needs expressed by the women themselves. Consequently, researchers are considered to be in an excellent position to act as a link between populations and the State - at various levels - link whose task it is to decifer women's specific roles and needs in relation to the men's.

Furthermore it appeared that research on women naturally comes within the context of a critical analysis of development as it exists. It cannot be separated from a political approach since, at it progresses, it must question its own efficiency : one and a half billion women in the Third World, 80 % of which are the poorest among the poorest.

This action-oriented perspective also takes into account the warnings expressed about research being used only for the sake of resear-

chers. The urgent need for increased national capacities for research on women was also emphasized.

Two closely related points were the subject of lengthy discussions: that of information and communication. The lack of information centres on women and development was mentioned as a serious constraint for Third World researchers wishing to work in that field. A possibility would be to set up sub-regional documentary units, while at the same time developing and systematizing communication and information flows between countries, regions, and researchers. In another respect, the women researchers of the Third World were critical about the high cost of publications, making their acquisition impossible even though these books are indispensable for their work. It is a serious situation of dependency and domination increasingly unacceptable if North-South relations are to be improved.

It was acknowledged that it is urgent to study in depth the methodological problems related to that form of research, inasmuch as it is to be an interactive process between researchers and the populations they study, researchers and State, researchers and development agencies. Consequently, one of the goals of research will be to outline possible fields of negociated interventions - for and with the women.

Finally, the participants insisted that research work on women - and this is a priceless contribution - makes it possible to give some perspective and some critical analysis of development research as a whole, such as it has been conducted, designed and conceptualised up to date. New tools, and new methods are being worked out for a new code of ethics to emerge gradually.

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE ET DE RECHERCHE

INTRODUCTION

A partir de leurs connaissances sur les rôles des femmes dans les différents systèmes alimentaires nationaux et régionaux, les participantes sont tombées d'accord pour souligner l'importance qu'il y a à poursuivre des stratégies de développement favorisant *la diversification* dans les économies alimentaires du Tiers-Monde. Ces politiques apportent en effet des bénéfices évidents pour le bien-être, la nutrition et l'emploi des populations en même temps qu'elles fournissent une utilisation des sols plus équilibrée et plus appropriée aux conditions écologiques. Ces politiques doivent être distinguées des stratégies qui se concentrent soit sur des importations à grande échelle en provenance des pays industriels du Nord, soit sur un choix restreint de cultures et de technologies promues dans les plans nationaux de production.

La réussite des politiques alimentaires fondées sur la diversification, de l'avis des participantes des trois sous-régions (Afrique, Asie, Amérique Latine), dépend néanmoins de la volonté politique de favoriser l'esprit d'entreprise des femmes qui, jusqu'à présent a été d'une importance extrême dans les mécanismes d'adaptation à la crise et à la crise alimentaire.

1. RECOMMANDATIONS SUR LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT

L'ensemble du séminaire a réaffirmé que les propositions concernant une meilleure prise en compte des femmes dans l'ensemble des stratégies de développement ne correspondent pas seulement à une demande

d'égalité mais bien plus à un souci d'efficacité des politiques alimentaires.

1.1. Les femmes dans les statistiques

Les trois ateliers ont dénoncé le manque de données sur les activités économiques des femmes et affirmé avec force la nécessité de disposer de statistiques fiables sur ces dernières comme préalable indispensable à une planification plus juste et plus efficace. Cela suppose que l'on recueille systématiquement, dans tous les projets de développement, des données désagrégées par sexe.

D'autre part, étant donné les coûts prohibitifs des enquêtes nationales (recensement et autres) et leur trop faible niveau d'analyse et d'exploitation qui en est faite, il est recommandé d'étudier les possibilités *d'élaborer des stratégies de collecte* permettant, sur des échantillons réduits et avec des moyens plus adaptés aux ressources humaines, techniques et financières des pays, des données fiables et intégrées (nutrition, morbidité, mortalité, production, phénomènes de saisonalité, etc...) pouvant être utilisées de façon plus opérationnelle par les ministères techniques concernés. Il s'agirait donc de mettre en oeuvre des *observatoires de situations* différenciées permettant de rendre compte de la complexité et de la diversité des pays.

1.2. Les femmes et l'Etat

Promouvoir de manière active la participation des femmes aux phases d'identification, de formulation, de déroulement et d'évaluation des projets faisant partie des stratégies nationales de développement. Il est également recommandé de renforcer l'accès des femmes aux lieux de pouvoir qui élaborent et structurent les stratégies alimentaires.

Cette intégration des femmes dans les "mécanismes de projet" suppose que l'identification, la mise en oeuvre, l'évaluation, intègrent une participation des populations, hommes et femmes, et donnent lieu, avec eux, à une *véritable négociation* des objectifs et des moyens. Les projets devraient être étudiés en cherchant le niveau territorial le plus pertinent pour mettre en oeuvre cette participation, et faire l'objet d'une approche pluridisciplinaire et intégrée des problèmes.

Prendre les mesures nécessaires pour que dans le cadre des projets, les charges de travail non rémunérées des femmes, corvées d'eau et de bois par exemple, ne soient pas augmentées mais au contraire allégées.

Il est recommandé de ne pas se limiter aux problèmes de production agro-alimentaire mais d'élargir le champ de la recherche et de l'action aux interrelations existant entre l'énergie, l'eau, l'élevage, et ce, notamment au niveau des besoins quotidiens.

Le séminaire a réaffirmé la nécessité de demander à tous les états d'étudier un cadre juridique garantissant les droits de la femme.

1.3. L'accès des femmes à la terre

En ce qui concerne *les politiques foncières* liées aux réformes agraires, aux projets d'irrigation ou de colonisation, etc..., les trois ateliers recommandent :

- que, dans le cas où les titres de propriété sont attribués individuellement, les femmes puissent en bénéficier tout autant que les hommes,
- que, dans le cas où les titres de propriété sont accordés au "ménage" les femmes qui sont, de fait, chefs de famille puissent en bénéficier à part entière,
- que, dans le cas où des organisations paysannes sont responsables de la mise en oeuvre de ces politiques foncières, on veille à ce que les femmes soient représentées dans les instances de décisions de ces organisations.

De manière plus générale, il est recommandé que le mode d'attibution des terres fasse l'objet d'une réflexion systématique permettant d'élaborer, selon les cas, des solutions alternatives à celles appliquées jusqu'alors et fondées sur le chef de famille - homme - et les liens de parenté, ce qui exclut automatiquement les femmes.

D'autre part, il est également recommandé que, dans ces projets de redistribution des terres, on prenne des mesures nécessaires pour éviter que les femmes ne perdent leurs droits d'usage traditionnels sur certaines terres.

1.4. L'accès des femmes à l'emploi et aux revenus

Le séminaire, sur la base des données recueillies dans les trois continents, Afrique, Asie, Amérique Latine, a réaffirmé que les revenus féminins, loin d'être des revenus d'appoint, constituent en fait une

part essentielle des revenus familiaux. C'est pourquoi le séminaire recommande :

De prendre des mesures afin de faciliter l'accès des femmes à des revenus, notamment :

- en embauchant prioritairement les femmes chefs de famille dans les projets de développement ;
- en assurant l'égalité des salaires entre hommes et femmes pour un même poste de travail ;
- en permettant aux femmes d'avoir également accès aux emplois permanents, notamment dans l'agro-alimentaire et les industries rurales ;
- en respectant les normes de travail du BIT (la crise industrielle, en intensifiant le travail à la pièce à domicile, éloigne les femmes des usines et de leurs droits syndicaux) ;
- en maintenant et en améliorant les activités productives des femmes (production, transformation agricole, artisanat, distribution) tout en évitant la concurrence des structures coopératives ou de l'Etat (circuits de commercialisation, système de subventions).

De faciliter l'accès des femmes à l'emploi en leur assurant les services sociaux indispensables, même en zone rurale, notamment crèches et garderies.

De modifier les législations coutumières ou autres qui opèrent une discrimination sexuelle en matière d'héritage, d'accès à la terre, aux moyens de production etc... dans la mesure où cette discrimination les empêche d'assumer leurs responsabilités familiales.

De prendre en compte la différentiation du marché du travail des femmes selon l'âge, l'état civil et les composantes socioculturelles, pour élaborer des plans de formation spécifiques, scolaire et professionnelle, dont les groupements de femmes devraient être les principales instances.

1.5. Les femmes et les productions agricoles

Le rôle des femmes dans la production étant reconnu comme un élément essentiel des stratégies alimentaires,il est recommandé de prendre toutes les mesures nécessaires pour améliorer leur productivité : accès aux nouvelles variétés, au crédit, aux intrants, amélioration des cultures pratiquées par les femmes... Le séminaire recommande également de tenir compte des savoirs et savoir-faire des femmes, notamment dans le domaine agronomique.

Prévoir les incitations nécessaires pour promouvoir et renforcer les cultures vivrières et les cultures associées (ou les rotations saisonnières des cultures vivrières) en vue d'une autosuffisance alimentaire au plan familial, régional et national mais aussi d'une utilisation permanente des sols et du maintien du commerce alimentaire à petite échelle.

Dans le cadre de la crise alimentaire actuelle, le séminaire recommande de reconnaître l'importance cruciale des tubercules dans un certain nombre de systèmes alimentaires, dans les zones urbaines comme dans les zones rurales, étant donné la stabilité de leur production par rapport à celle des céréales. Cela implique d'étudier les solutions techniques appropriées dans les domaines de la transformation, du stockage, du transport (goulots d'étranglement, temps de travail, énergie...).

Afin d'atteindre les objectifs de production et de distribution des produits alimentaires au niveau national, afin de lutter contre la pauvreté croissante en zones rurales et urbaines, en donnant aux femmes les possibilités d'exercer les activités rémunératrices nécessaires à la survie de la famille, il est recommandé que les femmes soient considérées comme un groupe cible soit individuellement, soit par le biais de leurs organisations dans l'attribution du crédit accordé par le système bancaire ; ceci suppose, comme dans le domaine foncier, l'introduction de nouveaux critères de garantie.

Modifier les systèmes de subvention concernant les produits alimentaires afin de revaloriser les produits locaux auprès des consommateurs.

Développer les cultures maraîchères dans les zones urbaines pauvres et les bidonvilles.

1.6. Les politiques de prix

Il est nécessaire de réduire les distorsions de prix favorisant les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières dont les femmes ont la responsabilité et qu'elles utilisent à la fois pour la consommation familiale et pour la commercialisation.

Quand il existe des magasins gouvernementaux pratiquant un juste prix pour les denrées alimentaires, veiller à ce qu'ils soient également implantés dans les zones rurales et que l'approvisionnement et les prix soient adaptés aux besoins des ménages paysans défavorisés (déficit vivrier, ménages sans terre, etc...).

1.7. Le rôle des femmes dans le système alimentaire des villes (secteur informel)

Dans la mesure où le secteur informel alimentaire, largement tenu par les femmes, a montré sa capacité à répondre et à s'adapter aux besoins locaux et nationaux ainsi qu'à leurs changements, il est recommandé d'aider activement les femmes travaillant dans ce secteur stratégique pour l'alimentation des villes afin qu'il puisse se développer : allègement des tâches par des techniques artisanales, *reconnaissance de la légitimité de ce secteur* et suppression de la répression policière sur les marchés, accès au crédit, diminution des taxes sur les véhicules assurant le transport privé, sur les emplacements des marchés, développement des aires de stockage, levée des mesures qui dans certains pays interdisent le commerce interrégional.

Il est également recommandé que les Etats élaborent, avec la collaboration des organismes d'aide, *des programmes cohérents de promotion de l'artisanat alimentaire* considérés comme une des pièces maîtresses des stratégies alimentaires urbaines.

Cette décision politique devrait permettre parallèlement de valoriser et d'améliorer les savoir-faire et les technologies autochtones.

1.8. Responsabilités économiques des femmes chefs de famille

Le séminaire a nettement marqué les interrelations négatives entre la dégradation économique et alimentaire qui ne cesse de s'amplifier, et la destructuration des systèmes familiaux. Cette dernière se traduit par une féminisation des villes et plus particulièrement par une augmentation sans précédent du nombre de femmes, chefs de famille dans les faits, mais non dans le droit, devant assumer seules les responsabilités familiales. C'est pourquoi il est recommandé de promouvoir et de garantir les droits de ces femmes chefs de famille : droit au travail, aux ressources, à la terre, au crédit...

Pour aider les femmes et plus particulièrement les femmes chefs de famille, il est recommandé de soutenir les organisations de femmes qui leur permettent de présenter leurs revendications et d'être reconnues par l'Etat comme des interlocutrices politiques ; il est nécessaire d'aider ces organisations à développer leurs possibilités de communication au niveau national et international.

1.9. Femmes, formation et communication

Le séminaire a souligné avec force que la formation des femmes rurales et urbaines ne pourra se faire de façon satisfaisante si, au préalable, on ne tient pas compte des contraintes de temps qui pèsent sur elles. D'autre part, il a également été recommandé qu'un travail de réflexion soit mené, avec les femmes, sur des méthodes d'apprentissage appropriées.

On recommande que les programmes de formation n'envisagent pas exclusivement les pratiques de culture mais prennent également en compte les techniques de transformation et de commercialisation qui correspondent tout autant aux activités des femmes.

Les services de vulgarisation ne devraient pas s'adresser exclusivement aux chefs de ménage masculins, mais à tous les membres du ménage qui forment l'unité de production. Si on ne trouve pas forcément des "cultures de femmes" (cf. Amérique Latine), il existe toujours une division sexuelle du travail selon les produits : les programmes de vulgarisation devraient donc rechercher quels sont ces modèles, selon les zones, afin de les intégrer.

Il est nécessaire :

- de former des femmes vulgarisatrices aux techniques de production agricole, de transformation et de commercialisation ;
- de sensibiliser les vulgarisateurs - hommes - aux besoins et aux connaissances des femmes par une modification des programmes d'étude, des exercices sur le terrain, des études de cas, etc...
- de former les femmes utilisatrices de technologies à leur gestion et à leur maintenance.

Le séminaire recommande que des fonds soient alloués au développement de cours de formation qui transcriraient les résultats et les implications de la recherche portant sur la différenciation par sexe dans le développement et le ménage. Ces cours de formation devraient s'adres-

ser à l'ensemble le plus large de décideurs, mais aussi aux responsables travaillant dans les centres de recherche agronomique, d'études urbaines, d'études technologiques, etc... Ces cours devraient permettre aux décideurs d'avoir une meilleure connaissance et compréhension du rôle critique que les deux sexes jouent dans le processus de développement afin d'éviter que se reproduisent les erreurs du passé qui ont mené à de trop nombreux échecs.

Les échanges entre femmes portant sur la recherche et les actions Sud-Sud mais aussi Nord-Sud doivent être renforcés. Cette communication entre lès femmes et l'accès à l'information nécessitent des infrastructures et des moyens qui doivent être mis en place au niveau des états ou des sous-régions dans le Nord comme dans le Sud.

Il est recommandé que toutes les femmes puissent avoir accès à l'information et aux méthodes d'espacement des naissances.

1.10. Les femmes et l'aide alimentaire

En formulant des demandes d'aide alimentaire d'urgence aux donateurs internationaux, les discussions politiques au niveau national devraient comprendre des représentants capables d'exposer les besoins des femmes, afin d'identifier les besoins actuels et les produits acceptables.

Quelques recommandations spécifiques pour les femmes ont été proposées :

- tenir compte, dans l'éventail restreint des produits de l'aide alimentaire, des besoins des femmes (apport nutritionnel, travail de transformation et de cuisson, habitudes alimentaires) ;
- développer les opérations Sud-Sud afin de mieux satisfaire la demande en aliments non produits ou non fournis habituellement par les donateurs ;
- s'assurer que les femmes soient intégrées aux mécanismes de distribution de l'aide au niveau local ; afin que l'aide alimentaire puisse remplir ses objectifs et toucher les populations visées, il est souhaitable que le système de distribution soit décentralisé et se fasse par exemple à partir des centres de santé ou de formation, ou de tout autre regroupement rural auquel les femmes participent activement, ce qui exclut par exemple les coopératives où elles ne sont généralement pas représentées, au moins dans les instances de décision.

1.11. Suivi des recommandations

Il est recommandé d'évaluer financièrement l'effort déjà accompli pour les femmes dans le cadre du développement agricole, et de porter cet effort à 25 % du total de l'aide au développement agricole.

Il est recommandé que différents moyens soient mis en oeuvre pour que les conclusions de ce séminaire soient prises en compte :

- les conclusions devraient être présentées à la Conférence de Nairobi par l'intermédiaire des représentants des différents gouvernements, dont le Ministère du Droit des Femmes pour la France ;
- les conclusions devraient être mises à la disposition du secrétariat de la Conférence et du Forum de Nairobi ;
- les conclusions devraient être envoyées aux différents organismes internationaux (CMA, FAO, CEE, etc...) ;
- le Ministère français de la Coopération devrait se charger d'envoyer ces conclusions aux gouvernements de tous les pays du Nord et du Sud.

Il est recommandé d'organiser un symposium portant sur le statut du chercheur. Ce symposium réunirait des chercheurs du Nord et du Sud dans le but de clarifier les modalités d'échange des informations, et de permettre une meilleure utilisation des données recueillies. Il devrait également établir une éthique professionnelle et permettre aux chercheurs de devenir des interlocuteurs en face des opérateurs de développement, quels qu'ils soient.

2. RECOMMANDATIONS SUR LES RECHERCHES A ENTREPRENDRE

Le séminaire a insisté sur la nécessité et l'urgence de développer la recherche - notamment la recherche finalisée - sur les rôles économiques et sociaux des femmes pour améliorer non seulement la conception même du développement, mais aussi sa mise en oeuvre et ses résultats.

Le séminaire a affirmé la nécessité et l'urgence d'analyser et d'améliorer les mécanismes permettant aux planificateurs, aux chercheurs agronomiques, aux responsables des services de vulgarisation etc... d'appliquer à l'action les résultats des recherches sur le genre (élaborer des formes et des matériaux alternatifs de présentation et de diffusion des résultats de la recherche). Les chercheurs devraient tenir compte, dans la mesure du possible, des besoins et des priorités des décideurs dans le choix de leurs programmes.

2.1. Les femmes dans les statistiques

Identifier et quantifier le travail des femmes dans l'ensemble du cycle de production alimentaire - désagrégé par culture - depuis les champs jusqu'à la maison et/ou au marché, en incluant la mesure du travail féminin agricole non rémunéré.

Développer des méthodologies rationnelles pour quantifier (au niveau de la région, de la zone ou de la nation) la production agrégée des femmes paysannes, la superficie de leurs terres, les intrants dont elles disposent, l'allocation de leurs récoltes entre le ménage, la vente, les échanges, ainsi que leurs autres activités, rémunératrices ou non.

Analyser les modèles et les déterminants de la distribution des ressources, y compris les aliments à l'intérieur du ménage et selon les sexes.

Réunir des données sur les différents modèles de stratégies d'accès à des revenus développés par les hommes et les femmes ainsi qu'à leurs interrelations. Etudier l'impact des politiques et des projets de développement sur ces stratégies, leur effet sur les entreprises productives individuelles en fonction des sexes.

2.2. Emplois et revenus des femmes : zones rurales et urbaines

Etudier les tendances de l'emploi des femmes dans un certain nombre d'occupations : par exemple les femmes salariées agricoles, les transformatrices de matières premières agricoles, les commerçantes de produits agricoles ou de produits bruts, transformés ou conservés. Il faudrait relier les tendances de l'emploi aux changements dans la division internationale du travail d'une part et, d'autre part, aux conditions locales de santé, de bien-être.

Considérer la santé et la nutrition comme des éléments inséparables des stratégies alimentaires. Examiner plus particulièrement les effets des politiques agricoles (y compris l'emploi des pesticides) sur la santé des femmes, l'impact de la saisonalité sur l'emploi et sur la disponibilité alimentaire, la substitution d'une culture à forte intensité de travail à une autre exigeant moins de temps mais ayant une plus faible valeur nutritionnelle.

Etudier dans quelle mesure la non-indépendance alimentaire des ménages les plus pauvres est due à la baisse des opportunités de travail salarié dans l'agriculture pour les femmes, mais aussi à leurs possi-

bilités d'emplois rémunérateurs dans les activités après-récolte (transformation, stockage, vente).

Mener une recherche pour savoir si les opportunités d'emploi rémunérateur pour les femmes se sont accrues ou non dans les zones touchées par certains changements technologiques de grande échelle comme la Révolution Verte, et quelles sont les particularités de ces phénomènes.

Faire des recherches sur les alternatives possibles qui pourraient être offertes aux femmes actuellement massivement engagées dans le secteur informel. En effet, les discussions ont montré que l'optimisme avec lequel on considère l'activité des femmes dans ce secteur masque trop souvent d'une part l'impossibilité dans laquelle se trouvent les femmes d'accéder à des emplois dans le secteur formel, et, d'autre part, le fait qu'elles se retrouvent dans des secteurs d'activité non protégés par les lois et trop souvent contrôlés par des rackets de toutes sortes.

Etudier les conséquences des conditions de travail et de leur trop fréquente détérioration sur la santé des femmes et des enfants.

2.3. Analyse des stratégies alimentaires : prospectives

Faire une analyse critique des critères utilisés par les Agences Internationales pour identifier les crises alimentaires et les pays à déficit alimentaire. Entre autre, il serait souhaitable que la production domestique sexuellement différenciée, la distribution de toutes les cultures alimentaires de base, soient considérées également comme des critères pertinents.

Construire une perspective globale des systèmes alimentaires par l'analyse des liens entre la production, les activités après la récolte, la distribution, la préparation et la consommation de nourriture.

Déterminer les relations positives et négatives entre les stratégies nationales alimentaires (d'auto-suffisance) et la sécurité alimentaire des classes pauvres dans les zones rurales en analysant le rôle des femmes à ces deux niveaux.

Etudier dans quelle mesure les statistiques agrégées de la production alimentaire masquent un déplacement du pouvoir d'achat vers des zones urbaines et/ou vers l'amélioration des conditions de vie des ruraux.

- Valeur réelle des salaires ruraux en terme de valeur alimentaire ;
- Migrations masculines et féminines vers les zones urbaines ;

- Indicateurs de santé (par exemple mortalité infantile) chez les ménages les plus pauvres.

Etudier comment les cultures associées faites dans les zones irriguées, avec les variétés à haut rendement, contribuent à l'auto-suffisance alimentaire rurale tout en maintenant le pouvoir d'achat, et quelles en sont les raisons.

Mobiliser des ressources :

- pour diriger les recherches de manière croissante en vue du développement du potentiel génétique des cultures secondaires et des cultures de jardin ;
- soutenir des modèles de production alimentaire équilibrés du point de vue écologique, et plus particulièrement celui des cultures associées.

D'autre part, l'amélioration du petit élevage devrait être une priorité dans la mesure où il contribue à une production équilibrée (fourniture d'engrais, contrôle des mauvaises herbes) à la consommation et aux revenus. Il faudrait se garder toutefois d'introduire de nouvelles variétés - animales ou végétales - à rendement élevé si elles accroissent trop la charge de travail.

Etudier et analyser les grandes tendances de la production des cultures vivrières secondaires. A-t-elle augmenté ou diminué ? Si elle a diminué, pourquoi ? La terre a-t-elle été réutilisée, par exemple, pour les cultures de la Révolution Verte ? Y a-t-il eu une chute de la demande effective de ces produits par rapport à la demande en céréales? Un déclin de cette production est-il positif ou négatif, notamment pour les ménages les plus pauvres ?

Même les maisons les plus pauvres peuvent être entourées d'un jardin qui fournit à profusion légumes, produits divers, arbres fruitiers. Presque toute la production est vendue, essentiellement par les femmes. Pour les ménages paysans les plus pauvres, le jardin peut rapporter la majeure partie du revenu monétaire quand la production de céréales est juste suffisante pour la consommation familiale ou même déficitaire. Pour ceux qui n'ont pas de champ de céréales, la production est encore plus indispensable. Faire une recherche sur l'apport relatif en nature ou en argent de la production céréalière et de la production des jardins.

- rechercher les données, si elles existent, sur les tendances de la production. De quelles cultures vivrières s'agit-il ? Pourquoi ? Sont-elles affectées par la promotion du riz ? La terre pour les jardins

a-t-elle été distribuée en plus des champs pour le riz dans le cadre de la Révolution Verte ? A quelles catégories de ménages ? Cela affecte-t-il le contrôle des femmes sur les budgets alimentaires ? Y a-t-il eu un déplacement de la force de travail utilisée sur les jardins vers les champs de riz dans les zones affectées ?

- faire des recherches pour améliorer les variétés et les cultures associées dans les jardins et une étude de marché pour les différentes cultures.
- étudier les possibilités d'augmenter la qualité des procédés de transformation dans l'optique de la création de nouveaux marchés.
- étudier les modes de sélection obtenus par les femmes sur les cultures associées en fonction des besoins et de la commercialisation. Etablir les fondements de ces rationalités.
- étudier les contraintes pesant sur l'augmentation de la production : disponibilités en force de travail, marchés, intrants ?

Les cultures associées et les cultures multiples sont considérées comme étant plus avantageuses pour plusieurs raisons : elles peuvent éviter la dégradation de l'environnement par la restauration des sols, faciliter l'utilisation des sols toute l'année, et assurer un régime alimentaire varié qui maximise la valeur nutritionnelle d'un certain nombre d'aliments de base. Les connaissances disponibles actuellement montrent que les hommes sont chargés des cultures les plus reconnues, les plus valorisées, et les femmes des cultures secondaires, des aliments préparés, du petit bétail... Ceci étant donné, la recherche devrait étudier les connaissances, les activités et les problèmes des femmes dans les systèmes de cultures associées, ainsi que les pressions s'exerçant à l'encontre de ces systèmes et les raisons pour lesquelles certains éléments de ces systèmes disparaissent.

Il est nécessaire d'entreprendre des recherches sur les cultures vivrières : quelles sont celles qui disparaissent et pourquoi ? Une recherche comparative devrait être conduite au niveau des modèles de cultures associées et de leur impact sur la fertilité de la terre, des possibilités d'emploi agricole tout au long de l'année. Il faut également étudier les apports nutritionnels respectifs des différentes cultures vivrières et agro-alimentaires, ainsi que les connaissances des femmes sur l'ensemble de ces produits.

Etudier en quoi les formes d'intervention de l'Etat font obstacle au rôle des femmes dans la production.

Entreprendre des recherches pour l'amélioration des variétés des légumineuses, des cultures vivrières et maraîchères tout en développant une recherche-expérimentation sur les champs des femmes en tenant compte de leurs connaissances et de leurs besoins (valeur nutritive des feuilles, valeur combustible des déchets, etc...).

D'autre part, il serait souhaitable d'étudier l'apport nutritionnel des produits de cueillette et en tenir compte dans l'analyse des rendements des cultures pratiquées par les femmes.

Etudier les possibilités d'amélioration des cultures vivrières associées afin d'augmenter la valeur totale de la production, faire une étude de marché pour les récoltes qui pourraient être excédentaires.

2.4. Politiques des prix

Etudier jusqu'à quel point les politiques des prix (y compris les politiques de prix subventionnés) ont un effet discriminatoire envers les cultures traditionnelles ou "cultures de femmes".

Il serait souhaitable d'entreprendre une recherche comparative sur le processus de contrôle et de liberté des prix dans une perspective alimentaire, c'est-à-dire en se posant les questions suivantes : quelles catégories de la population font le commerce des aliments, venant de quelles régions, sous quelles formes de capitalisation, etc... en accordant une attention particulière à la position occupée par les femmes dans les systèmes.

Evaluer les effets des prix relatifs sur l'auto-suffisance des ménages, y compris les prix relatifs des céréales et des production secondaires, ainsi que les conséquences des différentes politiques de contrôle ou de libération des prix.

2.5. Problèmes fonciers

Etudier et évaluer de manière précise ce qui arrive, à travers le temps, aux femmes en ce qui concerne la propriété, la location et l'accès à la terre, ces éléments étant vus comme un résultat des processus de "modernisation agricole", des projets de colonisation, de la pression accrue sur les terres, de la promotion des cultures de rente, de la dégradation de l'environnement. Il conviendrait également d'étudier

ces phénomènes dans l'optique de la quantité et de la qualité des terres sur lesquelles les paysannes effectuent leur production agricole.

Etudier l'impact des différentes formes de systèmes fonciers et l'accès des femmes à la terre sur la production alimentaire et le bien-être familial.

2.6. Temps des femmes et technologies

Impliquer les femmes paysannes aux différentes étapes de la mise en oeuvre des technologies agricoles - problèmes d'identification, d'expérimentation sur les champs féminins, d'évaluation.

Etudier les différences entre les paysans et les paysannes en ce qui concerne leurs priorités, la dotation de leurs ressources, les systèmes de production, les pratiques de gestion, les réponses à l'introduction de technologies...

Effectuer des recherches sur l'équipement des ménages. L'expérience montre que l'on doit faire preuve de beaucoup de prudence envers les alternatives technologiques qui considèrent les femmes et les technologies dans une approche trop simpliste. Les femmes ont besoin de technologies de base, acceptables, simples et néanmoins modernes, adaptées aux cultures qu'elles souhaitent cultiver, consommer, transformer et commercialiser. En général, nous avons besoin d'une bonne documentation sur les techniques. Dans certains cas, il serait nécessaire d'organiser un échange d'expériences au niveau interrégional, pour quelques technologies particulières, en fonction de l'organisation de la transformation, des implications en temps de travail et des aspects techniques de stockage, de cuisson, de séchage... Cette information pourrait être utilisée pour former des vulgarisateurs et sensibiliser des ingénieurs, dès la phase de conception, à l'importance du rôle des femmes dans le processus de transformation pour les besoins de leurs familles et du marché. Ces deux catégories de personnel devraient également être sensibilisées sur certaines restrictions culturelles et ethniques qui font obstacle à l'usage de certaines technologies.

Analyser les effets de la saisonalité, non seulement sur la santé (mortalité maternelle et infantile, malnutrition), mais aussi sur les revenus féminins : production, transformation avec ses goulots d'étranglement, commercialisation, en prenant en compte les interdépendances entre les systèmes alimentaires ruraux et urbains.

Dresser un inventaire des pratiques après récolte et ceci par région afin :

- d'identifier les problèmes spécifiques et les goulots d'étranglement pour lesquels des solutions techniques existent peut-être déjà,
- d'entreprendre de nouvelles recherches sur les moyens d'améliorer toutes les phases du travail après récolte fait par les femmes, y compris les techniques de stockage local, de transformation et de conservation,
- d'identifier les moyens par lesquels les femmes peuvent protéger leurs revenus (par exemple à travers les clubs d'épargne).

Etudier les problèmes liés à l'accès des femmes à l'énergie domestique en zones rurales et urbaines (déforestation, hausse des prix, changements des habitudes alimentaires, etc...) ainsi que les nouveaux usages de certains produits agricoles (par exemple le manioc utilisé comme source d'énergie domestique).

Entreprendre de manière urgente des recherches sur la morbidité et la mortalité maternelle, domaines pratiquement inexplorés. Etablir un corpus statistique. Entreprendre également des études sur les relations entre le travail des femmes et leur santé ainsi que celle de leurs enfants.

2.7. Interrelations entre la crise économique et la crise familiale

Effectuer des recherches sur les effets à long terme des droits d'accès aux moyens de production élémentaires introduits par l'état, particulièrement sur les unités familiales. Par exemple, le fait de donner aux femmes un droit d'accès à la terre leur évite-t-il des problèmes quand elles sont séparées de leurs unités familiales en raison de la mort de leur mari, d'un divorce, d'un abandon ? Egalement, quel est le coût à long terme pour les unités de production collectives qui doivent fournir les infrastructures sociales aux membres de la famille ou à des membres individuels ?

Etant donné l'importance accordée par les organisations d'aide bi- et multilatérales aux stratégies de survie familiale, il est urgent d'entreprendre des recherches mettant en évidence les effets de la crise sur les systèmes familiaux. Certains indicateurs de cette crise ont été indiqués : augmentation alarmante des femmes chefs de famille, augmentation de la migration masculine mais également féminine, augmentation du travail des enfants, etc...

Analyser les effets des migrations masculines, saisonnières ou de longue durée, sur des femmes, la famille et la production agricole.

Entreprendre des recherches sur les nouveaux systèmes familiaux qui se mettent en place, notamment dans les zones urbaines. Cela conduirait entre autre à réexaminer la terminologie utilisée mais de moins en moins adaptée aux nouveaux phénomènes, l'écart entre l'idéologie dominante de la "famille" et la réalité des faits, la contradiction entre les fonctions que l'Etat demande à la "famille - stéréotype" de remplir et l'impossibilité qu'ont ces regroupements familiaux en émergence d'y répondre.

Entreprendre des recherches sur les interrelations entre l'augmentation du travail industriel à domicile, la surexploitation des femmes, le travail des enfants et les taux de scolarisation qui stagnent en dépit de l'accroissement démographique constant.

Analyser les stratégies féminines - stratégies de résistance, stratégies de transformation - que les femmes mettent en oeuvre pour faire face aux mécanismes de domination qu'elles subissent mais aussi aux situations de crise auxquelles elles sont confrontées.

2.8. Urbanisation et secteur informel

Etant donné les taux de croissance urbaine actuels et futurs, il est essentiel d'intensifier les recherches sur les femmes urbaines, et notamment :

- Recenser les activités des femmes en ville, particulièrement dans le secteur informel alimentaire afin de montrer sa nécessité et sa légitimité et analyser les conséquences de ces activités sur les structures familiales (évolution des liens familiaux, nombre d'enfants, éducation des enfants, santé, etc...).
- Etudier les modifications dans les relations hommes/femmes.
- Etudier cette nouvelle catégorie de femmes vivant seules, avec leurs enfants : veuves, mères célibataires, divorcées, femmes d'immigrés...
- Mesurer les effets de l'environnement urbain sur la santé des femmes et des enfants, l'éducation, les nouvelles formes de regroupement des femmes.
- Mesurer la participation des femmes dans un marché du travail fragmenté, et cela selon l'âge, l'état civil, l'ethnie...

2.9. Les groupements de femmes

Analyser les mécanismes culturels, économiques et politiques favorisant ou empêchant les femmes de se regrouper ; analyser les groupes ou associations de femmes comme une réponse à l'inadaptation de la famille de s'adapter à la crise.

2.10. Les indicateurs de famine

Etant donné que la famine est trop souvent identifiée, par les responsables politiques et par les chercheurs, à sa phase ultime et irréversible, il est recommandé d'entreprendre des recherches comparatives sur l'ensemble des facteurs biologiques, démographiques, sociologiques, économiques, écologiques et étatiques afin d'élaborer les indicateurs pertinents permettant non seulement une meilleure prévision des crises et de leurs conséquences mais aussi des réponses plus adaptées. Ceci pourrait améliorer les early-warning - systèmes d'alerte et de prévention-des organisations du Nord.

2.11. Femmes et formation

Etudier les acquisitions des femmes (formation, confiance en soi, solidarité et savoir-faire) obtenues par le biais des organisations féminines, les conséquences de cet apport sur le rôle des femmes dans la chaîne alimentaire ainsi que dans l'organisation du travail.

Entreprendre une analyse critique des types de formation existante dans les projets de développement, au niveau gouvernemental et non gouvernemental afin de pouvoir diffuser les modèles les plus appropriés et de proposer des méthodes de formation plus adaptés aux besoins spécifiques des femmes rurales et urbaines.

Etablir des programmes de formation pour les femmes en alphabétisation, connaissance générale, organisation et compétences non traditionnelles de telle façon que les femmes puissent surmonter la discrimination systématique qu'elles rencontrent dans les sphères économiques, sociales et politiques.

2.12. Recherche sur les femmes : problèmes de méthode

Il est urgent d'entreprendre un bilan analytique des ouvrages traitant des problèmes méthodologiques sur les femmes, comme base de réflexion pour de nouvelles recherches.

2.13. Femmes et aide alimentaire

Faire des recherches sur les modes de distribution de l'aide alimentaire afin de proposer les lieux les plus propices pour que les femmes puissent la recevoir directement (centres et institutions décentralisées d'éducation ou de santé etc...). De toute manière, une étude de l'impact de l'aide alimentaire sur les femmes rurales, selon les produits envoyés, se révèle de plus en plus urgente.

POLICY AND RESEARCH RECOMMENDATIONS

INTRODUCTION

On the basis of their knowledge of women's roles within the various national and regional food systems, seminar participants agreed that it was necessary to stress the importance of development strategies that promote the *diversification* of food economics in the Third World. Indeed, such policies lead to obvious advantages for populations in terms of well-being, nutrition and employment, and they are also conducive to a better balance in soil utilisation under existing ecological conditions. These policies are to be viewed separately from the strategies which concentrate either on large-scale imports from Northern industrial countries, or on a limited range of crops and technologies promoted in the context of national production plans.

In the opinion of the participants, representing the three subregions (Africa, Asia, Latin America), success in food policies based on diversification is nevertheless dependent upon a political will to promote enterprise in women.

For until now that spirit has been crucially important in adaptation mechanisms under crisis - and food crisis - conditions.

1. RECOMMENDATIONS ON DEVELOPMENT POLICIES

All seminar participants confirmed that proposals aiming at getting development strategies, as a whole, to take women more fully into account are not only a matter of equal treatment requirements - their goal is rather to increase the efficiency of food policies.

1.1. Women in statistics

The three workshops deplored the lack of data on economic activities of women and emphasized the need for reliable statistics on women as a prerequisite for planning to be more equitable and more efficient. This would mean that distincts data series for each sex should be collected systematically in all development projects.

Furthermore, in view of the excessively high cost of national surveys (census and other types) and of their very low yield in terms of analysis and application, it is recommanded to look into possibilities for working out *data collecting strategies* which would make it possible to use smaller samplings and means that would be more appropriate to local human, technical and financial resources, in order to produce reliable and comprehensive (nutrition, morbidity, mortality, production, seasonal phenomena, etc...) data which might be used in a more practical fashion by the relevant government agencies. Thus *observation points* ought to be set up for well differentiated situations, in order faithfully to reflect the complexity and diversity of the countries concerned.

1.2. Women and State

A part of national development strategies is to promote actively the involvement of women in project identification, formulation, implementation and assessment phases ; consequently it is also recommanded to reinforce the access of women to the places where action for food strategies is decided on and organised.

Such integration of women in "project mechanisms" presupposes that the identification, implementation and assessment efforts truly involve the participation of male and female populations and some real negotiation on goals and means with these populations. Studies on projects should centre on the most relevant territorial unit for such true participation ; a comprehensive, multidisciplinary approach to problems should be applied in these projects.

Measures should be taken in order to alleviate, rather than increase- the non-remunerated work load of women (for instance wood and water chores) in the overall projects.

It is recommended not to confine efforts to the problems in agro-food production, but to take a wider scope of research and action in-

cluding interrelations between energy, water availabilities, animal husbandry, specially in terms of daily requirements.

The seminar stressed the need to require that all States establish a legal framework to guarantee the rights of women.

1.3. Women's access to land

As regards *land distribution* policies related to agrarian reforms, to irrigation or settlement projects, etc..., the three workshops make the following recommendations :

- in the event of title-deeds being attributed individually, they should benefit women as much as men.
- in the event of title-deeds being given to "households", the women who in fact are the family heads should receive them.
- when farm organisations are responsible for implementing these land policies, steps should be taken for women to be represented in the decision-making bodies of these organisations.

In more general terms, it is recommended that land allocation patterns be subjected to systematic scrutiny in order, where necessary, to work out alternative solutions that be different from the present ones based on the male head-of-household and on blood relations, which automatically precludes women.

In addition, it is also recommended that these land redistribution schemes include appropriate measures to avoid the women losing their traditional right to use certain pieces of land.

1.4. Women's access to employment and to income

On the basis of the data supplied for the three continents (Asia, Africa, Latin America) the seminar stressed that women's income, far from being a mere side-line, was in fact a most essential part of family income, and consequently recommended :

That measures be taken to facilitate women's access to income, in particular by the following means :

- giving a priority to female family heads when employment in development projects,
- granting equal wages to men and women for similar jobs,
- allowing women to have equal access to permanents posts, in particular in the agro-food and rural industries,

- enforcing the ILO labour standards (the industrial crisis has intensified the practice of piece-work and outwork, thus keeping women away from factories and from labour-union rights),
- maintaining and improving productive activities carried out by women (production, food processing, handicrafts, distribution), while protecting them from the competition of cooperative or State-run structures (marketing circuits, subsidised sectors).

To give women easier access to employment by providing certain social services, which are necessary even in rural areas, in particular day-nurseries and day-care centres.

To amend the customary or other legislations which maintain discrimination between sexes in matters of inheritance, access to land, or to the means of production, etc... insofar as this discrimination prevents them from fulfilling their duties in their families.

To take into account the differences in labour market opportunities for women depending on their age, civil status, and social and cultural components, in order to work out specific in-school and vocational training plans, to be operated first and foremost in women's groups of various types.

1.5. Women and farm products

The role of women in production is acknowledged to be a key-element in food strategies ; consequently it is recommended to adopt all appropriate measures in order to improve their productivity : access to new plant varieties, to credit, to inputs, improvements in the women's crops... The seminar also recommends that the knowledge and know-how of women be taken into consideration, particularly in the field of agronomy.

Necessary incentives should be provided to promote and to reinforce food crops and mixed crops (or the seasonal rotations in food crops), in order to achieve food self-sufficiency at the level of families, regions and nations, as well as permanent soil utilisation and sustained small-scale food trading.

In the present food crisis context, the seminar recommended that the crucial importance of tubers be recognised in a number of food systems, both in rural and in urban areas, in view of their potential for production stability as compared to grain crops.

This means that appropriate technical solutions should be studied in the fields of processing, storage, transport (bottlenecks, time spent working, energy...).

In order to achieve national food production and distribution goals, and to fight against the spread of poverty in rural and urban areas, while making it possible for women to perform the remunerated activities needed for the survival of their families, it is recommended that women be considered to be a target-group, either individually, or through women's organisations, in the allocation of bank credits ; as in the field of land ownership, this calls for the introduction of new guarantee criteria.

Subsidy systems for food products should be changed in order to restore the image of local products in the consumers' eyes.

Market-gardening ought to be encouraged in poor urban areas and in slums.

1.6. Pricing policies

It is necessary to reduce price distortions that encourage export crops at the expense of food crops, for which the women are responsible and which they use both for family consumption and for marketing.

Where there are state-run shops practising a fair price policy for food products, they should also be set up in rural areas, and their supplies and prices should match the needs of underpriviledged farm households (food deficits, landless households, etc...).

1.7. The role of women in the urban food system (informal sector)

Insofar as the informal food sector, which is largely run by women, has demonstrated its ability to respond and adapt to local and national needs and to changes in needs, it is recommended to provide active support to women participating in this strategically important sector for urban food supplies, so that it can expand : alleviation of tasks through simple techniques, *recognition of the legitimate existence of the sector* ; and removal of police repression in the markets, access to credit, reduced taxation on private transport vehicule and on market places, expansion of storage areas, removal of certain measures prohibiting interregional trade in some countries.

Another recommendation is that the States cooperate with aid agencies to work out *consistent programmes to promote cottage industries for food production*, which are seen as key components in urban food strategies. Such a policy decision should make it possible, in parallel, to enhance and improve autochtone know-how and technologies.

1.8. Women as family heads

The seminar pinpointed the negative interrelations between the ever-increasing degradation in the economic and food situation and the destructuring process in family systems. The latter phenomenon leads to a greater percentage of women in towns, and more specifically, to an unprecedented surge in the number of single women who are *de facto* family heads, although not *de jure*, and who must take on family responsabilities single-handed. For this reason, it is recommended to promote and to guarantee the rights of these female family heads : right to a job, to ressources, to land, to credit...

In order to help the women, particularly those who are family heads, it is recommended to support women's organisations which allow them to express their claims and to be recognised by the States as having a political existence ; these organisations should be assisted in expanding their national and international communication possibilities.

1.9. Training and communication

The seminar emphasised that training efforts for rural and urban women will only become satisfactory if, as a prerequisite, time constraints affecting women are taken into account. Furthermore, it was also recommended to organise, with the women concerned, a study to look into appropriate apprenticeship methods.

It is recommended that training programmes cover more than just cropping practice in order to deal also with processing and marketing techniques, which are equally relevant to women's activities.

Extension services should not confine themselves only to male family heads, but should address all the members of households involved in production. "Women's crops" are not necessarily found everywhere (see Latin America), but there is always a sexual division of labour for different products : extension services ought consequently to ex-

plore these patterns for each area in order to incorporate them.

It is necessary :

- to train female extension staff in agricultural production, processing and marketing techniques,
- to make the - male - extension staff more aware of the needs and knowledge of women through changes in study curricula, field exercices, case studies, etc...
- to train technology-using women in technology management and maintenance.

The seminar recommends that some funding be allocated for the development of training courses which would incorporate the results and implications of research carried out on sexual differentiation in development and in households ; these courses should be intended generally for decision-makers as well as for officials working in agronomic research centres, centres for urban studies, centres for technological studies, etc... They should make it possible for decision-makers to gain a better insight in the critical role of both sexes in the development process, in order to avoid repeating the mistakes of the past which have lead to so many failures.

It is necessary to reinforce exchange channels for women in the field of South-South, as well as North-South research and action. Such communication between women, as well as the access to information, calls for the setting up of infrastructures and of means, at the national or subregional level, both in the North and in the South.

It is recommended that all women have access to information and to birth spacing methods.

1.10. Women and Food aid

In preparing requests for emergency food aid from international donors, national-level political debates should involve representatives who are in a position to explain women's needs, in order to identify present needs and acceptable products.

Some specific recommendations have been put forward concerning women :

- to take into account the women's needs (nutritional contents, processing and cooking work, dietary patterns) in the restricted range of products offered in food aid,

- to expand South-South operations in order better to cover the demand for food producte which are not usually supplied or produced by the donors,
- to ensure that women be involved in aid distribution mechanisms at the local level ; if food aid is to achieve its objectives and to benefit the target-populations, the distribution system should preferably be decentralised and should use health or training centres as a base, for example or any other rural grouping in which women are active - this precludes cooperatives for instance, because, here, women are hardly represented, at any rate not at decision-making levels.

1.11. Recommendation follow-up

It is recommended to carry out a financial assessment of efforts already made in favour of women in the context of agricultural development, and to increase this effort to 25 % of total agricultural development aid levels.

It is recommended that various means be applied for the conclusions of this seminar to be taken into account :

- The conclusions should be submitted to the Nairobi Conference through the representatives of the various governments, including the French Ministry of Women's Rights,
- The conclusions should be made available to the secretariat of the Conference and of the Forum at Nairobi ;
- They should be sent to the different international agencies (IFC, FAO, EEC, etc...),
- The French Cooperation Ministry is to be responsible for sending out these conclusions to the governments of all nations of the North and of the South.

It is recommended to organise a symposium on the status of researchers. This symposium would bring together research people from the North and the South in order to clarify information exchange modalities and to allow for a better utilisation of collected data. It might also establish a code of professional ethics and allow researchers to become fully-fledged partners for all categories of development officials.

2. RECOMMENDATIONS ON RESEARCH

The seminar insisted that there was an urgent need to develop research work - particularly finalised research - on the social and economic roles of women in order to improve not only the actual designing of development, but also the implementation and results of development.

The seminar emphasized the urgent need for analysis and improvement of mechanisms enabling planners, agronomic researchers, and extension staff to apply research results in gender issues (working out alternative forms and materials for the introduction and dissemination of research results). Research workers should, as far as possible, take into account the planners' needs and priorities in selecting their programmes.

2.1. Women in statistics

To identify and quantify women's work in the whole food production cycle - on a crop-by-crop basis - from field to home and/or market, including the proportion of unpaid female farm work.

To develop rational methodologies in order to quantify - at the regional, area or national level - the aggregate output of farm women, the surface area of their fields, the inputs available to them, the distribution of their crops for household consumption, sale, exchange, as well as any other activities they pursue, paid or unpaid.

To analyse models and determinants in resource distribution, including the sexual distribution of food within the household.

To gather data on the various models for strategies of access to income, as developed by men and by women, as well as on the interactions thereof. To study the impact of development policies and projects upon these strategies, their effects upon individual productive enterprises for each sex.

2.2. Women's employment and income : rural and urban areas

To examine female employment trends in a number of occupations : for instance, wage-earning farm labourers, farm commodity processors, traders in farm products or in processed or preserved products. Employment trends should be related to changes in the international division of labour on the one hand, and on the other to local health and welfare conditions.

To consider health and nutrition as part and parcel of food strategies. To have a closer look at the effects of farm policies (including the use of pesticides) on women's health, the impact of seasonality on employment and on the availability of food, the substitution of a highly labour-intensive crop for a less time-consuming one which might have lower nutritional values.

To study to what extent the lack of food self-sufficiency in the poorest households is due to reduced opportunities for the women to find salaried farming jobs.

To carry out research work to define whether there has been an increase or a decrease in remunerated job opportunities for women in areas affected by certain large-scale technological changes, such as the Green Revolution, and what are the characteristics of these phenomena.

To examine possible alternatives for the women who are at present massively involved in the informal sector. Indeed, the discussions have indicated that the optimistic view taken regarding women's activities in that sector too often conceals both the fact that women have no access to employment in the formal sector and the fact that the sectors in which they are active provide low income, have absolutely no legal protection and too often lie open to all sorts of racket.

To study the consequences of working conditions and of the all too frequent deterioration thereof, upon women's and children's health.

2.3. Analysis of food strategies : prospects

To carry out a critical analysis of criteria used by international agencies in identifying food crises and countries suffering from food deficits. It would be desirable, *inter alia*, to include as relevant criteria the domestic production by sex and the distribution of all the basic food crops.

To work out an overall perspective of food systems by analysing the links between production, post-harvest activities, distribution, and food preparation and consumption.

To define the positive and negative interrelations between national food - self-sufficiency - strategies and the provision of food security in the poorer classes in rural areas, with an analysis of women's role at both levels.

To study to what extent aggregate food output statistics conceal a shift in purchasing power towards the cities and/or towards improved living conditions for rural people.

- Actual value of rural wages in terms of food value ;
- Male and female migrations towards urban areas ;
- Health indicators (such as infant mortality) in the poorest households.

To study how mixed cropping in irrigated areas, using high yield varieties, can contribute to improving rural food self-sufficiency rates while maintaining the purchasing power, and for what reasons.

To mobilise resources in order :

- to channel research work increasingly towards developing the genetic potential of secondary crops and garden crops,
- to support ecologically well-balanced food production systems, including mixed crops.

Furthermore, it should be a priority to improve small-scale animal breeding, as this can contribute to a better balance in production (fertilizer supplies, weed control), as well as consumption and to income generation. However it would be advisable to refrain from introducing new - animal or plant - varieties, with a view to increasing yields, if this means a substantial increase in women's work-loads.

To study and analyse the major trends in secondary food crop production. Have there been increases or decreases ? In the event of decreases, why ? Has the land been reused, for instance, for Green Revolution crops ? Has actual demand for these products declined as compared to the demand for cereals ? Is a decline in production positive or negative, particularly as regards the poorest households ?

Even the poorest houses can be surrounded by a garden with abundant supplies of vegetables, fruit trees and various products. Virtually the whole of the production is sold, mainly by women. In the poorest farm households, the garden can be the major source of cash income when the output in grain is just enough for family self-consumption, or even less than enough. Garden produce is even more crucial to the households with no grain-growing fields. Research should be done concerning the relative contribution, in cash or in kind, of grain production and of garden production.

- to seek out data, if any are available, on output trends. Which are the food crops concerned ? Why ? Are they in any way affected by rice promotion ? Has garden land been distributed in addition to rice-

growing land within the context of the Green Revolution ? To what household categories ? Does that have any effect on the women's control over food budgets ? Has there been a shift in the manpower used, from the gardens towards the rice fields, in the areas concerned ?

- to carry out research work on improvements in varieties and mixed cropping in gardens, as well as a market study of the various crops.
- to study ways and means of increasing the quality of processing techniques with a view to generating new markets.
- to study modes of selection achieved by the women in mixed crops depending on needs and on marketing conditions ; to define the basic reasons of these approaches.
- what are the constraints in attempting to increase outputs : manpower availability, markets, inputs ?

Mixed cropping and multiple cropping are considered to be the most profitable for a number of reasons : through soil restoration it is possible to avoid hurting the environment, soils can be more readily used all the year round, a variety of foods can be supplied, which maximises the nutritional value of a number of staple foods. The present knowledge is that men are responsible for the nobler crops with a higher social value, while the women do the secondary cropping, cook the food and raise poultry and goats, etc... That being the situation, it would be useful to study what are the women's knowledge, activities and problems within the mixed cropping systems, as well as the forms of pressure bearing against these systems, and the reasons why certain elements in these systems tend to disappear.

It is necessary to carry out some research on food crops : which ones become extinct, and why ? Comparative research work should be done on mixed cropping models and on their impact on soil fertility, and on farm employment opportunities on a year long basis. Another aspect to examine is the respective nutritional contributions of the different food and agro-food crops, as well as the women's knowledge regarding all these products.

To study in what way forms of State interventionnism hinder the women's role in production.

To start up research work in order to improve tuber varieties and to develop experimental research in women's fields, taking into account

women's knowledge and needs (nutritional value of leaves, combustion value of refuse, etc...).

In addition, it would be desirable to study the nutritional contribution of the produce of gathering and to include that in an analysis of the yields achieved in crops grown by women.

To study possible improvements in mixed food cropping, in order to increase the total value of outputs, and to carry out a market study concerning possible surplus-generating crops.

2.4. Price policies

To study to what extent price policies (including supported price policies) have discriminatory effects on traditional crops or on "women's crops".

It would be useful to start analysis comparatively regulated and unregulated pricing processes in terms of food situations, i.e., on the basis of the following questions : which population categories are in charge of food trade, which regions do they come from, what forms of capitalisation are involved, etc..., paying special attention to the position of women within the systems.

To assess the effects of relative prices in terms of household self-sufficiency, including the relative prices of cereals and of secondary products, as well as the consequences of various price regulation or non-regulation policies.

2.5. Land allocation problems

To study and to assess accurately the women's position over a period of time in terms of ownership, tenancy and access to land, these elements being viewed as resulting from "farm modernisation" processes, from settlement projects, from increased pressure upon arable land, from cash crop promotion, from environmental degradation. These phenomena should also be examined from the point of view of the quantity and quality of the land farmed by women.

To study the impact of different land occupation systems, and women's access to land, upon food production and family well-being.

2.6. Technology and time in women's lives

Farmer women should be involved in the different stages of agricultural technology implementation - identification aspects, experimenting in the women's fields, evaluation problems.

To study the differences between men and women farmers as regards their priorities, their resources endowment, production systems, management practices, responses to new technology being introduced...

To examine household equipment. Experience has shown that considerable caution must be applied when contemplating technological alternatives with too simplistic a vision of women and technologies. Women need basic, acceptable, simple and nevertheless modern technologies, which are appropriate for the crops they wish to grow, to consume, to process and to market. Generally speaking, we need a sound documentation on existing techniques ; in certain cases, it would be necessary to organise an exchange of experience at an interregional level for certain specific technologies, based upon the way processing is organised, as well as upon consequence in manpower time, and upon technical aspects of storage, cooking, drying... This information might be used to train extension staff and the make engineers more aware, from the initial phase of designing, of the importance of women's role in the processing operations to cater to the needs of their families and to market requirements. Both categories of staff ought also to be made more sensitive to certain cultural and ethnic restrictions which raise obstacles in the application of some technologies.

To analyse the effects of seasonal patterns, not only on health aspects (mother and infant mortality, malnutrition), but also on women's income : production, processing and the bottlenecks in that process, marketing, bearing in mind the interdependence between rural and urban food systems.

To survey and list post-harvest practices on a regional basis, in order :

- to identify specific problems and bottlenecks for which technical solutions may already exist,
- to start new research on the means to improve all the post-harvest operations carried out by women, including local storage, processing and preserving techniques,
- to identify means by which the women can protect their income (for instance, in savings clubs).

To study the problems related to women's access to domestic energy in rural and urban areas (deforestation, price increases, changes in dictary patterns, etc...) as well as the new forms in which certain farm products are used (for instance, cassava used as a source of domestic energy).

There is an urgent need to launch research work on mothers' morbidity and mortality, two virtually uninvestigated fields. To draw up a proper set of statistics. Also, to undertake studies in the relationships between the women's work and their health, as well as their children's health.

2.7. The crisis in the economy and in the family

To investigate the long term effects of rights of access to means of production, as introduced by the State, in particular on the family unit. For example, if women are granted a right of access to land, do they encounter fewer difficulties when they are separated from their families because of their husband's death or of a divorce or because they were deserted ? Also, what is the long term cost for collective production units which are to provide the social infrastructure to the members of the family or to individual members ?

In view of the importance given by bilateral and multilateral aid agencies to family survival strategies, it is a matter of some urgency to start highlighting the effects of the crisis upon family systems. Some indicators of that crisis have been noted : alarming increases in the numbers of women as heads of families, increases in male, but also female, migration, increases in child labour, etc...

To analyse the effects of seasonal or long-term male migrations upon women, families and farm production.

To initiate research on the newly emerging family systems, particularly in cities. This would mean, *inter alia*, a reappraisal of the terminology which is used, but which is growing increasingly inadequate to new phenomena, the gap between dominant "family" ideologies and actual reality, the contradiction between the functions expected by the States to be fulfilled by the "stereotyped family", and the inability of the newly emerging family groupings to respond to those expectations.

To start studying the interrelations between the increase in industrial out-work, the overexploitation of women, child labour and school enrolment rates which tend to stagnate in spite of constant population growth.

To analyse female strategies - strategies of resistance, to induce transformation strategies - evolved by women to cope with the domination mechanisms under which they fall, as well as with the crisis situations which they must face.

2.8. City growth and the informal sector

In view of present and future city growth rates, it is most important to intensify research on women in cities, and more specifically :

- To review and list the activities of women in cities, particularly in the informal food sector, in order to show how necessary and legitimate this sector is, and to analyse the consequences of these activities for family structures (change in family links, number of children, children's education, health, etc...)
- To study changes in male/female relationships,
- To study the new category of women who live alone with their children : widows, unmarried mothers, divorcees, wives of immigrants...
- To measure the effects of a city environment upon the women's and the children's health, education, and new forms of group arrangements among women,
- To measure women's participation in a fragmented labour market, depending upon age, civil status, ethnic group...

2.9. Women's groups

To analyse cultural, economic and political mechanisms that encourage or hinder the grouping together of women ; to analyse women's groups or associations as responses to the family's poor adaptability to the crisis.

2.10. Famine indicators

Since both political leaders and researchers too often identify famine only in the form of its last, irreversible, phase, it is recommended to carry out comparative research into the whole set of biological, demographic, sociological, economic, ecological and State-rela-

ted factors, in order to work out relevant indicators making it possible to achieve not only better forecasting of crises and of their consequences, but also more appropriate responses. It might thus be possible to improve the early warning and prevention systems of Northern organisations.

2.11. Women and training

To study what women can gain (training, self-confidence, solidarity, know-how) through women's organisations, and the consequences of these improvements for the role of women in the food chain, as well as in the organisation of work.

To perform a critical analysis of existing types of training in development projects at governmental and non-governmental levels, in order to apply on a large scale the more appropriate models, and to propose training methods that would best match the specific needs of rural and urban women.

To work out training programmes for women on literacy,elements of general education, non traditional organisation and skills, so that women may be in a position to overcome the systematic discrimination they are faced with in the economic, social and political world.

2.12. Research on women : methodological problems

There is an urgent need to produce an analytical review of works dealing with methodological problems in research on women, as a tool for reflection in further research efforts.

2.13. Women and food aid

To examine food aid distribution modes in order to suggest the proper places where women could receive food aid directly (decentralised education or health institutions and centres, etc...). In any event, it is becoming increasingly urgent to study the impact of food aid upon rural women, depending on which products are supplied.

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE ET LES CRISES : APPRÉHENSION ET PERCEPTION

CHANGING INTERNATIONAL PERSPECTIVES TOWARDS WOMEN AND FOOD - AN APPRAISAL

Gita SEN

The title of this paper could be interpreted in two ways : first, it could refer to the changes that are already taking place at the global and national levels in policies addressing the question of food availability and food security, and second, it could be asking what needs to be done in order to change existing approaches to the above problems. Both interpretations are relevant to the arguments developed in summary form in this paper. It is my contention that, although significant changes have occurred in the policy climate - in part because of the devastating impact of the Ethiopian famine - certain crucial aspects of the long term problems of food availability not only in sub-Saharan Africa but in other parts of the Third World as well, are not yet sufficiently acknowledged at the highest policy levels. In a word, the neglected aspects have to do with women's critical position in societies as food producers, providers and managers. Neglecting women's work in this case is not only detrimental to women ; it also makes it impossible to develop the integrated approaches to the interlinked problems of food - fuel - water that are increasingly being recognized as essential to the success of policy.

For reasons of brevity I shall not elaborate here on the policy differences and debates among different international development agencies, aid and research institutions and country governments over the course of the three United Nations development decades. Rather I will focus on broad trends in actual policy and their effects. The paper argues that excessive emphasis on aggregate food production and the grain trade at the global/national level to the detriment of land and

resource availability for regional and local food self-sufficiency have made it difficult to even perceive the underlying fragility of the ecological, institutional and social bases of food - fuel - water availability and access in the Third World. Concomitant with this policy framework is the near total neglect of local food producers at least during much of the 1960's, and of the links between the availability of food, rural energy sources and of water, or of women as the human element in those links. Unless this neglect is redressed, and it would appear that the available policy options on this score are fairly limited, crises such as those in the Sahel earlier and in Ethiopia currently will tend to recur and with greater frequency.

1. POLICY APPROACHES

During the major part of the first and second UN development decades, two distinguishable strands in food policy could be identified. One strand stressed that efficient use of global economic resources required an expansion of *global* agricultural production and trade based on comparative cost advantages in that production. Given that some of the major countries of the North, e.g. the US, Canada, Australia, were already large commercial grain producers, while many Third World countries have specialized historically in the production of export crops such as coffee, sugar, cocoa, tea, fruit, etc, production and trade should logically continue along these lines, according to the proponents of this approach. Thus world grain production would continue to be dominated by countries of the North while Third World farmers would be encouraged to expand production of export crops in line with their apparent (historically established) comparative cost advantage, Food aid drawn from the surplus grain stocks of the North would supplement grain availability in the Third World in periods of drought, floods or other serious disruptions in agricultural production.

The second policy approach shifted the emphasis from global to *national* food production. This took effect mainly in those Third World countries which were already significant producers of wheat, rice and corn. A 'green revolution' was heralded in the 1960's based on dissemination of packages of high yielding seeds, fertilizers, pesticides and water. The new technology was developed through a globally linked network of research institutes. It was to receive governmental backing in

the form of credit, marketing and price supports, and was to be expanded consistent with an approach of 'building on the best'. That is, attention would be focussed on those regions and farmers within a country who were most capable of helping themselves as individual producers ; this was seen as most likely to obtain the maximum return to governmental resources.

Both approaches outlined above gave almost single-minded emphasis to expanding agricultural production and trade, and to providing the incentives for so doing. The difference between them was that one strand argued for expanding global food production and international trade, while the other stressed national food production and internal trade within a country. This difference has been a significant one for questions of national self reliance in food. Those Third World countries that took the former route (many countries in Africa and Latin America belong to this category) and expanded export or non-food production for the internal market have increasingly found themselves uncomfortably dependent on world trade and aid. Since the prices of agricultural commodities tend to be quite volatile in world markets, reliance on trade has often meant increased reliance on food aid when the prices of a country's exports drop sharply. The irony here is that favorable climatic conditions leading to a large world supply of an export commodity and a resulting fall in its price can create the conditions for food aid by putting pressure on the balance of payments. Thus food aid may become necessary both under adverse and beneficial agro-aclimatic conditions.

Secondly, the structure of the international grain market which is controlled by a few 'merchants of grain' means that even the *purchase of* foodgrain in times of national scarcity may not be possible. The large grain traders have lobbied effectively against setting up a multilaterally controlled global foodgrain buffer stock, since this would reduce their ability to profit from the supply and price volatility of world grain markets (MORGAN - 1980). Thus, for example, during the severe 1972-73 drought in India, the absence of a multilateral stockpile may have contributed to as many as a million deaths, since India could not afford to match the prices offered by China and the USSR for US grain.

Thindly, excessive reliance on food imports in a situation where a country faces serious balance of payments deficits and an external debt burden makes national food availability vulnerable to these pressures as well.

Countries that have followed the 'green revolution' route and expanted national grain production have been able to avoid some of the problems outlined above. Thus, for example, by the early 1980's, Indian grain production and national buffer stock had become sizable enough that drought years could be tided over more easily than had been possible earlier. However, even in such countries, the adverse distributional effects of a policy of 'building on the best' have meant that increases in total national food production have not always been translated into food *access* among poorer regions, occupational classes or income groups. Thus, while the national capacity for avoiding famines has undoubtedly improved in India, long term undernutrition among the above groups has not been eradicated. Nor can it be claimed that the removal of undernutrition is only a matter of time once overall production has increased.

An important distributional effect of the 'green revolution' policy is the relative and absolute channeling of resources away from the crops (e.g. millets, pulses) which are the staple diet among poorer regions and groups. Stagnant production means stagnant real income in poorer regions, which means that structural undernutrition may have worsened even as the national capacity to deal with the effects of drought may have improved. For example, in the poor states of Orissa, Bihar and Karnataka in India, grain production stagnated during the decade of the 1970's, even as national grain production was increasing.

This leads us to the wider question of food policies in the presence of large inequalities in land holding. The distributional effects in this case can work in a manner similar to that outlined in the previous paragraph. For example, in Brazil which claims to be the fourth largest grain producer in the world, it is the poor who appear to have borne the main burden of the last six years of drought in the North-eastern part of the country. The presence of extreme inequalities in landholding and politico-economic power in the region have meant that most drought relief measures and resources have been appropriated by the large land-owners alone (WIJKMAN and TIMBERLAKE - 1984, pp. 47-48).

The Sahel famine of 1968-73 brought some of these problems into sharp focus. Partly as a result, there has been growing recognition during the past decade in the policy-making community that droughts are not purely 'natural' disasters to which short term relief measures are an adequate response. A significant number of them appear, rather, to result from longer term structural factors thrown up by the patterns of

development and land use within a region. Some of these patterns have been touched on in the preceding discussion. To summarize : excessive channeling of developmental resources towards export crops, or towards more prosperous agricultural regions and farmers, the tilting of price and input subsidy policies against the staple subsistence grains consumed by the poor have resulted in stagnation of production and yields, excessive dependence on food imports and aid (which are subject to both the volatility of foreign terms of trade and pressures on the balance of payments as well as political manipulation), and growing semi-proletarianization, impoverishment and undernutrition. The last is true, as we have argued, even in countries whose grain output has increased if distributional effects have not been taken into account.

Resulting from this recognition, the Club du Sahel and the Permanent Interstate Committee for Drought Control in the Region (CILSS) agreed that food self-sufficiency should be the main goal of national and regional development (1). Similarly, there are now under way some research efforts supported by the UN and even bilateral aid agencies to explore the impact of cash cropping on subsistence food production. These efforts would do well to take account of the reasons for the continuing crisis in the Sahel.

Critical among those reasons is the lack of *integrated* policies towards farming, timber use and irrigation/power generation. The crises of food, water, and rural energy are linked together through environmental and demographic processes, themselves the result of short-sighted policies and existing power structures. While drought is the single most important cause of food failure, drought itself is not caused exclusively by a shortage of rainfall. At least three types of drought can be identified : precipitation drought, runoff drought and aquifer drought (WIJKMAN and TIMBERLAKE - 1984, p. 35). Thus even in years of normal or good rainfall, drought due to poor runoffs or low aquifer levels may have devastating impact.

---

(1) According to Wijkman and Timberlake, despite such a policy resolution, less than 40 % of the $7.5 billion given as aid between 1975-80 went to the rural areas. This was in part because peasants lacked political muscle, and in part because the technology for growing sorghum and millet on arid lands is still not very advanced.

These latter types of drought often result from deforestation and soil erosion caused by unplanned and unbalanced tree cutting for industrial uses (e.g. pulp and paper mills, furniture factories etc), tree cutting for urban and rural domestic energy needs under conditions of shortage, damming and diversion of perennial rivers or streams for hydroelectric purposes and overgrazing or unsound agricultural practices. Two major agroclimatic features characterizing large parts in the tropics exacerbate these problems, viz., the thinness and poor quality of topsoils, and the severity of seasonal rainstorms. The latter tend to wash away and compact even the existing soils in the absence of adequate vegetation and tree cover. Severe droughts now appear to have become endemic in sub-Saharan Africa. In 1984, according to the FAO, severe food shortages prevailed in Ethiopia, Sudan, the Sahel, and the southern African countries of Zimbabwe, Mozambique, Angola, Botswana, Lesotho, and Zambia (1).

The underlying processes are to be found in operation outside Africa as well. That at present their effects are most noticeable in Africa is due to the particular fragility of the sub-Saharan eco-agricultural system. For example, Kerala in southern India - a state known traditionally for its garden lands and ample perennial water supplies drawn from small streams and ponds that are replenished by seasonal rainfall - has begun experiencing severe water shortages in years of inadequate rain. It is now being recognized that the effects of poor rainfall are considerably worsened by the rapid and alarming denudation of forests in the high ranges for industrial uses. Such denudation is also known to be occurring in the once lushly wooded slopes of the Himalayan foothills, and in the Andean countries (Bolivia, Ecuador, Peru and Venezuela), along with significant dangers of desertification in Chile, Argentina, Mexico and Peru.

Not all of the problem can be attributed to excessive industrial use of forests. The privatization of previously waste and common lands reduces the availability of woody biomass (twigs, small branches, deadfall and crop residue) which have traditionally been the dominant form

(1) In Mozambique, at least part of the problem of disruptions of agriculture and civil supplies distribution is caused by the South Africa backing of the rebels.

of domestic energy especially among poor households in Africa. The effect has been severe pressure on rural energy availability which is worsened by rapid rates of population increase (CECELSKI - 1984, pp. 7-8). In addition the poor and landless also tend to loose access to forest produce as food and as sources of income.

The related effect of the above pressures on rural energy and water is growing soil erosion and declines in food production and productivity. The three crises - food, fuel, and water - are therefore interlinked and not independent. They require therefore integrated and longer term solutions. The need for such solutions is now beginning to receive systematic acknowledgement. For example, the Swedish Red Cross and Earthscan (a Lonson based international environment and development information service) have collaborated with funding from SIDA to produce a report on which I have drawn in this paper (WIJKMAN and TIMBERLAKE - 1984). Their main argument is that so-called 'natural disasters' are structurally made by humans to an increasing extent. While this is a depressing thought when one considers the scale of long term human misery involved, it also provides the hope that policy solutions and options do exist and can be identified.

The report has concluded that "most disaster problems in the Third World are unsolved development problems" (p. 122), and hence require long term development solutions. The report also sharply criticizes the practices and motivations of agencies engaged in disaster relief from an insider's perspective. One of its main criticisms is that - like the the proverbial bull in a China shop - relief agencies often disrupt existing social mechanisms for coping with disasters, foster external dependence rather than self-reliance, and treat the poor (who are usually those mainly affected by disasters) as helpless victims. The report argues strongly therefore for the need to work out long term solutions in conjunction with local people, drawing on both their experience and stated needs, with policy and program support from higher levels of decision-making.

If there is a fault to be found in an otherwise thougtful and perceptive document, it is that it does not take the final and critical step implicit in its own argument. Namely, if food - water - fuel crisis are interlinked, and if local people are to be the backbone of development efforts aimed at their resolution, then women (especially from poor and landless groupes) must be explicitly recognized as the key

human elements in those linkages, and active agents in any resolutions. What has been called a generalized reproduction crisis (WISNER - 1984) in the provision of 'basic needs' has poor women at its center, as the principal providers of those same needs.

2. REPRODUCTION CRISIS AND WOMEN

The importance of women to the solution of the generalized reproduction crisis is multi-dimensional. *First*, there is now a large literature to show that in many parts of both Africa and Asia, women are important, often the main, producers of food crops (MUNTEMBA - 1982 ; KRUKS and WISNER - 1984 ; YOUNG - 1977 ; STOLER - 1977 ; HENN - 1983). *Second*, even where women may not actually cultivate crops, they are almost universally the main traditional food processors and cooks. *Third*, in addition to being food providers, women are usually also responsible for water and fuel collection, even though the labor of children is often quite important to the latter (CECELSKI - 1984). Pressures on rural fuel - water availability mean that women spend increasing amounts of time in their collection. Evidence from national level sample surveys also now exists to show that it is indeed poorer women who are found in disproportionate numbers performing such tasks (SEN - 1984). *Fourth*, the reproduction crisis is reflected in women having to make trade-offs in the use of resources - their labor time, the cash income or land over which they have some control - among different basic needs. Where women have little earning power or effective control over cash income or land use (and this may be due both to traditional gender hierarchies and subordination and biased state policies towards land reform), their own labour time and that of their children (especially daughters) is the only resource over which they have any control. Thus women's work hours get considerably lengthened as the only mechanism for attempting to cope with the crisis. *Fifth*, the nutritional and health impact of these pressures operate through switches to less nutritious but less labor and fuel intensive foods, e.g. from yams to cassava (BUKH - 1979), from millets to manioc (VEMURY - 1978), from whole grains to purchased processed foods. This particularly affects the nutritional status of growing children (CARLONI - 1981). *Sixth*, as is now well known, women as managers of intra-household food distribution will usually eat after men and sometimes after children, thereby consuming

smaller and less nutritious amounts. Also girl children are often discriminated against in favor of boys in food distribution. In conjunction with increased work burdens, this leads to both an absolute and relative decline in women's nutritional and morbidity status (AGARWAL - 1981). It is clear from this discussion that women as the main workers in basic needs provision are central to an understanding of the linkages in the reproduction crisis.

If the above is true, then women must also be key potential actors in any resolution of the crisis. Indeed, with or without international or governmental recognition, women have already been organizing themselves. In India, for example, there is a spreading movement of women organizing against forest contractors to prevent deforestation (SRINIVASAN - 1982). Traditional kin and community based systems of mutual aid and self-help, e.g. 'harambee' in Kenya, are vitalized for collective solutions to fuel and water problems. The existing women's groups tend to be local and participatory, as well as highly flexible in their ability to switch from one project to another as needed (WISNER - 1984).

However these groups often face a number of barriers to their effective functioning. *First*, poor men do not always have identical interests to women because of the existing sexual division of labor and resources. For example, men may be more interested in cash crops than in food crops if they control money income, or may be willing to sell forest rights to timber contractors, or may be indifferent to labor - reducing technological improvements in cooking or fuel/water use. Men may also fear the growth of women's power through collective organization and decision making. That the activation of women's organization is key to the potential betterment of *all* the poor is a crucial argument in raising the consciousness of poor and landless men.

A *second* obstacle arises from the hierarchical nature of many traditional women's organizations themselves. Their upper class biases often militate against their ability to organize effectively for the basic needs of poor women. It is increasingly becoming clear that, for effective action, such organizations will have to be supplanted by or transformed into genuine organizations of poor women. Furthermore, such organizations may have to be wide enough to include both women and men if they are to be effective in tackling local power structures and bureaucratic inertia.

A *third* obstacle stems from state policies towards development in general and towards women in particular. As was discussed earlier, state policies towards development often militate against the fulfilment of the basic needs of the poor. State policies towards women, notably in land reform, have often reduced women's access to land and hence their control over income from land and their ability to produce food.

Governments and international agencies also continue to blithely ignore the mounting evidence that women, as the main providers of basic needs are crucial to both an understanding and a resolution of the crisis of rural reproduction in the Third World. It is more than time to reverse this indifference.

REFERENCES

AGARWAL, S.C. (1981). *Rural energy systems in two regions of Uttar Pradesh*, Planning Research and Action Division, State Planning Institute, U.P. India, in cooperation with East-West Resource Systems Institute, Hawaii, Dec.

BUKH, J. (1979). *The village woman in Ghana*, Copenhagen, Centre for Development Research.

CARLONI, A.S. (1981). "Sex disparities in the distribution of food within rural households", *Food and Nutrition*, 7 : 1.

CECELSKI, E. (1984). "The rural energy crisis, women's work and family welfare : perspectives and approaches to action", Geneva, ILO World Employment Programme Working Paper WEP 10/WP.35 June.

HENN, J.K. (1983). "Feeding the cities and feeding the peasants : what role for Africa's women farmers ?" *World Development* 11 : 12, pp. 1043-1055.

MORGAN, D. (1980). *The Merchants of Grain*, Penguin.

MUNTEMBA, S. (1982). "Women as food producers and suppliers in the twentieth century : the case of Zambia", *Development Dialogue*, pp. 1-2.

SEN, C. and SEN, G. (1984). "Women's domestic work and economic activity : results form the National Sample Survey" paper presented at Workshop on Women in the Third World, Bogota.

STOLER, A. (1977). "Rice harvesting in Kali Loro : a study of class and labor in rural Java", *American Ethnologist* 4 : 4.

WIJKMAN, A. and TIMBERLAKE, L. (1984). *Natural disasters - acts of God or man ?* London, Earthscan.

WISNER, B. (1984). "Energy - agriculture conflicts and complementarities in African development : experiences with method", paper presented at International Seminar on Ecosystems, Food and Energy, Brasilia, Sept.

ABSTRACT

This paper origines that although significant changes have occurred in the political climate, certain crucial aspects of the long term problems in food availibility are not yet sufficiently acknowledged at the highest policy-making levels. The neglected aspects have to do with women's critical position in societies as food producers, providers and managers. Neglecting women's work makes it impossible to develop integrated approaches to the interlinked problems of food-fuel-water.

RÉSUMÉ

Pour l'auteur de cette communication, même si des changements sensibles sont intervenus dans le climat politique, certains aspects-clés des problèmes à long terme en matière de disponibilités alimentaires restent encore méconnus aux échelons supérieurs du pouvoir. Les aspects négligés concernent la position critique des femmes dans la société en tant que productrices, fournisseurs et gestionnaires des aliments. Sous-estimer le travail des femmes rend très malaisé l'élaboration de mesures intégrées pour résoudre l'interrelation des problèmes alimentation-énergie-eau.

FOOD SECURITY AND WOMEN : IMPLICATIONS FOR AGRICULTURAL RESEARCH

Louise FRESCO

Since the beginning of the UN Decade for Women, many studies have highlighted the vital roles women play in food production, processing, storage, preparation, and marketing (e.g. FAO - 1983). While guidelines have been formulated with respect to women in rural development projects, institutional support to women and the collection of statistical data on women - to name but a few essential areas - the implications for agricultural research have hardly been discussed (FRESCO - 1983).

Studies on the effects of agricultural innovations on women have pointed to the increasing work loads, the loss of access to income and resources and other negative effects that many women face (AGARWAL - 1981). Too often, modern agricultural technology is viewed as detrimental to women, and the necessity of increasing yields has been relatively neglected by "women-in-development (w.i.d.)" students.

This paper aims to link a discussion of the response of agricultural research to the need to increase food production with an assessment of the impact of agricultural technology on women. In this light, some priorities for future agricultural research will be outlined.

1. FOOD SECURITY AND WOMEN

Today, the world food problem is usually stated in terms of food security : food security is attained when a country's entire population has access (in the physical as well as the economic sense) to sufficient food. Although sufficient food is produced on a world-wide scale to feed everybody, this is not evenly distributed resulting in great discrepancies between regions. Food security is not only a matter of food supply,

or production, but also of effective demand. Poverty is therefore the main constraint to food security. About 90 % of the absolute poor live in rural areas of developing countries (World Bank - 1982), and about half of them are (part time) farmers. Increasing agricultural production thus serves a double purpose : to increase food availability and to generate income with which food may be bought.

A few figures on cereal production may illustrate the current trends in food availability. Cereals supply nearly half of the total calories and proteins consumed and cover about 70 % of the total recorded harvested area. While average cereal yields have been steadily rising to over 1700 kg/ha in Asia and Latin-America, yields in Africa have stagnated at around 800 kg/ha since 1965. Per capital cereal production in the world increased slightly (index 106 in 1978-80) (annual averages of 1969-1971) but in Africa the production per head has actually declined throughout the last decade (index : 90) (FAO - 1981). At the same time, cereal imports into Africa have increased to 8 million tons (1980) (EICHER - 1983). The case of Africa deserves special mention here, because 22 of the poorest 36 countries are African. Cereal production constitutes an adequate indicator of domestic food production because the majority of countries supply at least 80 % of their cereal needs : only 14 % of world cereal production enters international trade. Root and tuber crops are nearly entirely produced domestically. In other words, any improvement in food availability per head will depend on increased production in developing countries themselves. It has been stated that, in order to meet effective demand, agricultural output will have to be doubled by the year 2000 and at least quadrupled by the end of the next century (BUNTING - 1981). Even if we assume that arable land can be increased by 30 %, feeding the world's population will mean a threefold increase of average yields per unit of area within the next 100 years ! Virtually all of these increases will have to be produced where they are to be consumed, e.i. in developing countries.

Women's participation in this staggering increase will be absolutely vital. Women's complex roles in food production are being increasingly documented. In the context of this paper, it may be necessary to underline that women's roles should not only be placed in the realm of subsistence production : they provide an essential part of the household income and often produce a marketable surplus, or assist other family members in surplus production.

In short, future food security requires a drastic increase of the output per unit of area in the rural areas of developing countries. Such an output increase will necessitate action in many fields : price policies, marketing, infrastructure, supply of agricultural inputs, land tenure, etc.

It will also require further agricultural research to provide farmers with the adequate technology, i.e. varieties of crops and breeds of animals, land and crop management techniques that change physical input-output relations. While acknowledging the limited impact on food security of agricultural research per se, the role of agricultural technology must not be underestimated, as witnessed by the considerable increase in irrigated wheat and rice production in many parts of the world.

2. THE RESPONSES OF AGRICULTURAL RESEARCH TO THE NEED TO INCREASE FOOD PRODUCTION

2.1. The Green Revolution

Since the late 1940s, a major effort to develop high-yielding food crop varieties has been launched. In 1971, the Consultative Group for International Agricultural Research (CGIAR) was formed to provide a mechanism to mobilize long term support for a global network of 13 centres. Until recently, the main emphasis has been placed on the development of improved genotypes requiring high input levels to achieve their potential. Although some of the innovations now commonly referred to as the Green Revolution, were already known in the 1940s (e.g. hybrid maize and chlorinated hydrocarbons), the major innovation was the package approach, or prescribed combination of inputs to achieve maximum output of a single crop produced in monocropping. The Green Revolution was based on "high-yielding varieties" (HYVs) capable of increased nutrient uptake and efficient utilization of sunlight, requiring the extensive use of bio-chemicals to supply plant nutrients, and control pests, diseases and weeds. Mechanization can play an important role but has not been associated with the Green Revolution everywhere. Obtaining high yields also necessitated the strict control of the production environment though the exact timing and execution of cultivation techniques (PEARSE - 1980). As a result, the Green Revolution package placed increased demands on the labour input and accuracy of the farm house-

hold, in addition to the increased labour requirements for post-harvest handling induced by the higher yields. Considerable increase in cereal output, in particular in Asia, have followed the diffusion of the package developed by CIMMYT and IRRI and other institutes. However, the largest gains in volume and value terms come from the relatively favorable areas, where agronomic potential is higher, irrigation and infrastructural facilities exist and technical inputs such as fertilizers and peticides are available.

The Green Revolution's results and unintended effects have been severely criticized, in particular the fact that the technology package is not appropriate to resource-poor farmers in rain-fed areas. Moreover, increasing competition for good quality land and a concentration of wealth in the hands of a minority of large landowners, have led in some areas to the displacement of people and an increasing number of landless who depend on purchased food. Also, the Green Revolution has not provided a solution for the most critical area in terms of food production : Africa. The two main crops of the Green Revolution - wheat and rice - that account for about half of the yield increases in Asia, are not widely grown in Africa. Other hybrids such as sorghum have not been successful in Africa,mainly because of rainfall variability, low soil fertility and disease problems (EICHER - 1983). African production systems are extremely complex and varied, and require technology which is adapted to their specific environment.

The debate on the effects of the Green Revolution package and high-yielding varieties in particular has triggered a wider discussion on the assumptions often implicity involved in agricultural research. Often agricultural research assumes, more or less implicity, that

- farming is undertaken by family farms with a single production function headed by individual males who command the resources of individual household members ;
- farmers aim at maximizing gross returns from agricultural production ;
- agricultural technology and the economics of production are gender-neutral, i.e. relevant to any farmer whether male or female ;
- farm-level production constraints are only technological and not social or cultural ;
- farmers are passive receptacles for innovations, and indigenous knowledge systems are mostly irrelevant.

Jiggins e.a. (1981) have pointed out that production increase does not necessarily imply the application of high technology and high investment strategies. Institutional factors make it unlikely that advanced technology will be applied everywhere, for example because foreign exchange is lacking to import biochemicals, and because present farm management practices and input delivery mechanisms limit their application.

2.2. Farming Systems Research

The growing concern over the gap between research station and actual farmer's yields, the unintended negative side-effects to the large scale diffusion of technology, as well as the low rates of adoption of new technology by farmers, has led to a new research focus. Farming Systems Research (FSR) has emerged as an approach to agricultural research, relevant to both on-station and off-station work, that focuses on farmers' circumstances and explicit needs (SIMMONDS - 1984). Its starting point is the whole farm, including livestock and off-farm employment (i.e. the farming system).

Ideally, FSR is interdisciplinary and intercommodity action-oriented research with a high degree of location-specifity (see e.g. SHANER e.a. 1982). FSR aims to take into account that farms (and rural households) operate as systems, i.e. farmers do not seek technical optima or even optimal economic returns from a single enterprise. It is also assumed that farmers behave rationally within the environment and resource constraints that they face. For example, inefficiency in production or poor management may reflect poverty rather than ignorance. Typically, FSR activities involve systems (e.g. the introduction of new germ plasm), systems revision (e.g. increased cropping intensity) and the replacement of traditional farming systems by new ones (DILLON and ANDERSON, undated).

FSR has shown a new appreciation of traditional farming techniques such as mixed cropping or combinations of upland and valley plots, and of traditional drought-resistant (but usually low-yielding) cereals such as bullrush and finger millet. It has also paid attention to the need to reduce variations in total farm output and to ensure household level food security.

Potentially, therefore, FSR may overcome some of the inadequacies of past agricultural research, in particular with respect to women. There is no doubt that the utilization of research results will always affect women, either directly as agricultural producers, or indirectly through the impact of the division of labour and the allocation of resources and income within and between households. Thusfar, however, within FSR, there has been little systematic thinking on the identification of intrahousehold resource allocation or on methods to take into account women's production patterns and knowledge of agriculture, and to screen technology on negative effects for women.

3. THE IMPACT OF AGRICULTURAL TECHNOLOGY ON WOMEN

The (side-)effects of Green Revolution and other technological packages on women have been extensively documented, if not always quantitatively. Agarwal (1981) points to the need to differentiate between Asia and Africa. In Asia where a high labour/land ratio prevails and a high percentage of the households is landless, marriages tend to be monogamous and women usually assist their husband on the family farm. In Africa, however, with its low labour/land ratio and frequent polygyny, women and men cultivate different plots and sometimes different crops. Low external inputs characterise African agriculture in contrast to Asia. There is no doubt that agricultural technology affects women in the two continents in different ways. Moreover, socio-economic class will further determine the impact of technology.

Without belittling the crucial differences between women throughout the thrid world, there appears to be a number of common traits that should be highlighted here. With very few exceptions, in the agricultural production process of small farmers, women's labour is essential at two stages :

1/ weeding (and transplanting in the case of irrigated rice), and
2/ post-harvest handling of produce (small-scale processing, storing, drying etc) and in many cases during harvesting too.

Furthermore, women are universally faced with time constraints because of conflicting demands on their time resulting from their roles as domestic reproducers, agricultural producers and, in some cases, off-farm employees. The care of small (farm-yard) animals is also frequently entrusted to women.

The impact of new agricultural technology on women depends on many factors including :

1/ the role and position of women in specific agricultural systems, including their access to resources and the intrahousehold patterns of resource and income distribution.

2/ external factors influencing agricultural production, such as the prices of agricultural products and inputs, environmental constraints and government regulations,

3/ the nature of the technology, in particular the following characteristics :

- technology that is land-saving and labour demanding (AGARWAL - 1981) such as biochemical inputs, tubewell irrigation, HYVs.
- post-production and post-harvest labour-saving technology such as threshers, driers, mills.
- technology that allows an area increase : tractors, animal traction.
- changes in cultivation techniques such as changes in type of crops and cropping patterns (supplementary crops, early maturing varieties etc...).

The impact of technology on women must be evaluated for its direct and indirect as well as its short and long term effects. A distinction may also be made between the effects of the agricultural technology per se and the synergistic effects of technology in combination with other measures such as occur in resettlement schemes, where title to land and credit are only allocated to men.

Evidence from several studies (e.g. STAUDT - 1979) points to a widening gap between male and female labour productivity because women do not have access to technology and have different management objectives from men. An assessment of the impact of technology should not isolate women from their household context. As a matter of fact, the incorrect perception of the nuclear family as a universal structure has prevented researchers from understanding the distinct sets of female and male (obligations and interests as well as the influence of intra-household dynamics on farmer productivity. (see e.g. JONES - 1983). Technology which does not take into account women's independent income sources, e.g. by assuming that female labour will be available to alleviate production bottlenecks, may have detrimental effects on women's health

and on their ability to assure a stable food supply for other household members.

A case study may further illustrate the impact of technology on women. Dey (1983) documents the changes in the sexual division of labour in the Gambia, when swamp rice cultivation, traditionally a female crop, is replaced by irrigated rice production. While men have taken over the control of the technical equipment and the irrigation system, woman's labour has become essential in transplanting, weeding ans winnowing. Because irrigated rice is a cash crop, whose proceeds go to men, women must continue to produce a rainy season swamp rice crop for home consumption instead of following the intended double cropping scheme. Thus, women's work load increases as they have to assist on irrigated rice fields while receiving little or no remuneration, since men cannot afford to pay realistic wages or hire labour. Moreover, the research program developing the new technology has neglected women's traditional knowledge of soil types, toxicity and salinity problems, and water management.

4. IMPLICATIONS FOR AGRICULTURAL RESEARCH STRATEGIES

There is no doubt that food production must be intensified in order to achieve food security for all categories of the world population. A considerable proportion of food will have to be produced in less favourable areas with little opportunity for irrigation, a weak infrastructure and marketing network, and few and often inadequate delivery services. Women will play a vital role in this production increase. The farming systems approach to agricultural research advocates the development of agricultural technology which is based on farmer's needs and constraints. In general, however, agricultural research has not taken adequate account of the specific problems of female producers, often resulting in technology which, directly or indirectly, has had negative consequences for women.

How then, may agricultural technology be developped or adapted to overcome these problems ?

Three subjects will be discussed here : the assumptions about farmers used by researchers, the technical priorities for research, the research methods.

4.1. Research Assumptions

There is an urgent need to replace the (implicit) assumptions about farmers and farming by an understanding that more adequately reflects women's reality. This implies that the diversity in women's productive and reproductive roles is acknowledged. It also implies that the farm can no longer be seen as a single enterprise under male management but that the multiple productive and reproductive objectives of household members - and their variation according to the household's life cycle - are taken into account. Moreover, it must be acknowledged that transfer of technology and innovations between household members (the so-called "trickle across" diffusion between husband and wife) is not automatic. Special attention must be given to the intricate gender-based patterns of allocation of resources, information, and benefits between household members. The importance of non-agricultural work, undertaken by women and men, cannot be underestimated. All diagnostic studies should make explicit mention of the food production constraints faced by female headed households. Very careful assessments must be made of the seasonal availability, value and output of female agricultural labour and of productivity gaps according to gender.

Changing the assumptions on which most agricultural research is based requires first and foremost a change in attitudes of (male) researches. But this will only come about if the relevance of women's roles, and the costs if these are ignored, are clearly demonstrated, It also means that there is a need for social scientists on agricultural research teams - a fact which is widely recognized by FSR (HORTON - 1984), although most social scientists attached to FSR teams have not paid very much attention to women.

The increasing number of studies on women's roles in food production, undertaken by social scientists, women's bureaux, universities and private foundations are rarely available to agricultural researches. It is recommanded to create data banks at regional and country level with a view to collecting and coordinating existing information (and unpublished reports !) on women's roles in agriculture that are potentially relevant to agricultural research. A list of available studies could be published annually. Although these studies may need to be elaborated upon, they could provide a starting point for the formulation of assumptions that reflect the reality of small farmer households in a more

adequate way. It will be necessary to develop methods to translate the results of such studies into statements that are relevant to agricultural research. Furthemore, specific research is required to document the impact of new agricultural technology on women, in particular with respect to health, revenue, employment, work burden and household food security. The impact of agricultural policy (prices, commodities) need also be assessed.

4.2. Research Priorities

With respect to research priorities, a number of issues may be mentioned that are of particular, but not exclusive, relevance to women.

Firstly, there is a general need to shift the research focus from single crop production increase to a larger array of crops and technologies.

Secondly, labour-saving technology, or technology that allows the reallocation of labour to alleviate bottlenecks during the production and post-harvest processes, deserves special attention. Consequently, breeding and general agronomy programs should give attention to improved crop varieties that do not increase or may actually decrease labour requirements, e.g. varieties that are suitable for dry seeding or late seeding, or minimum tillage conditions. Given input supply problems and fluctuating prices, farmers are likely to prefer technology that does not require high input levels. There is need to maintain genetic diversity and acknowledge the fact that food crops are frequently grown in a multivarietal mix. Minor (traditional) crops such as vegetables, beans, and sometimes coarse grains, roots and tubers, that are usually a woman's responsibility and essential to the household diet, must not be ignored. It must also be acknowledge that many crops serve manifold purposes besides the provision of food, often according to season. They may be used as feed or fodder, fuel, shade, thatch, vegetable, wrapping or building material.

Research should focus on long term yield stability, reducing variations in total farm output throughout each year and over time rather than on maximum commodity yields. First of all this implies that the farmers' natural resource base must be protected to minimize wind and water erosion and to prevent deterioration of soil structure and the loss of soil fertility. Secondly, stability will require technology in the field of crop diversification, mixed (relay and double) cropping,

agro-forestry systems, including perennial grasses and shrubs), the integration of livestock-large cattle and small ruminants - with agriculture in order to develop balanced farming systems. The development of technology (e.g. early maturing drought resistant varieties) for rain-fed farming in the humid and semi-arid tropics of Africa requires special efforts. More attention should also be directed towards the improvement of typical female tasks such as weeding and food processing. As women are more likely to farm marginal lands than men, the development of agricultural technology for low-fertility soils is of particular relevance to them. Although in many crops there is a trade-off between protein content and yield level, increasing protein content while stabilizing yield fluctuations may be beneficial to household food security.

These types of research will have several implications for agricultural research methods. Firstly, it requires a long-term involvement in a given area, because the development and testing of stable systems including perennials can only take place over many seasons. The active participation of farmers through the research process will be essential. The "farmer-back-to-farmer" model as developed in Peru (HORTON - 1984) or specifically for women (FRESCO - 1982) provides an example of how this participation may take place. Women's traditional knowledge and skills, e.g. in the field of soil types, weeds, crop varieties, should be studied and utilized in particular during the diagnostic, design, and testing stages. Women's criteria to assess technology should be given special attention : e.g. the cooking, storage and cleaning food qualities, as well as the firewood and water requirements for cooking, of any new variety, the (seasonal) labour requirement, the share of the benefits they expect to receive, etc. Sources of variability between farming systems and households should be taken into account. Communication with female farmers will not occur as a matter of course, but will often require the involvement of female research and/or extension staff. Training for the research team as a whole may be useful to create awareness of the particular roles and constraints of women in agriculture. As female agricultural researchers are few and far between, one of the further reaching consequences will be the need to increase pre-and in-service training opportunities for women in agronomy and related fields with a view to developing expertise in the study of farming systems.

In short, the magnitude of the food security issue will require an open-minded and innovative approach, which leaves no room for the standard image of women as low quality workers and passive consumers. Any attempt to develop agricultural technology aimed at increasing food production in third world countries will need to involve women farmers as participants and partners.

REFERENCES

AGARWAL, B. (1981). Agricultural modernization and Third World Women. World Employment Programme Research, Working paper ILO, Geneva.

BUNTING, A.H. (1981). The future of high-yielding variety technology in relation to energy costs. Washington, World Bank.

DEY, J. (1983). Women in Rice Farming Systems with a focus on Africa. Paper for the Expert Consultation on Women in Food Production, FAO, Rome.

DILLON, J.L. and ANDERSON, J.R. Concept and Practice of Farming Systems Research. Undated mimeo, University of New England.

EICHER, C. (1982). Facing up to Africa's food crisis. in : Foreign Affairs, Vol. 61, n° 1, Fall 1982.

F.A.O. (1981). Production Yearbook, Rome.

—— (1983). Follow-up to WCARRD : The role of women in agricultural production. Committee on Agriculture, 7th Session, Rome.

FRESCO, L.O. (1982). Women and Cassava Production, An approach to improving agricultural productivity in rural Zaire. FAO.

—— (1983). Some thoughts on agricultural research and its relevance for farm women. Paper for the Expert Consultation on Women in Food Production, FAO Rome.

HORTON, D.E. (1984). Social scientists in agricultural research : lessons from the Mantaro valley project, Peru. IORC 219 e. Ottawa.

JIGGINS, J. e.a. (1981). The inescapable calculus of money-science blitz versus the real world logic of the linkage model : an analysis of technical and institutional factors affecting efforts to increase food production with an emphasis on Africa. Subreport of The Small Farmer and Development Cooperation, IAC, Wageningen.

JONES, C. (1983). The impact of the Semry I irrigated rice production project on the organization of production and consumption at the intrahousehold level. USAID, Nutrition and Development Project paper n° 1.

PEARSE, A. (1980). Seeds of plenty, seeds of want. The social and economic implications of the Green Revolution. Clarendon Press, Oxford.

STAUER, W.W. e.a. (1982). Farming systems research and development. Guidelines for developing countries. Westview press, Boulder, Colorado.

SIMMONS, N.W. (1984). The state of art of Farming Systems Research, Agricultural Symposium, World Bank, Washington.

STAUDT, K. (1979). Development Interventions and Differential Technology Impact Between Men and Women. 3d Annual Third World Conference, University of Nebraska, Omaha.

World Bank (1982). World Development Report. Washington.

ABSTRACT

The intensification of agricultural production per unit of land area will be impossible without the involvement of women. Agricultural research has thus far focussed on the development of crop-centered technology, mostly improved genotypes such as high-yielding varieties of the Green Revolution, assuming that farming is under taken by (male) farmers aiming at maximizing returns with all family resources at their disposal. Moreover, technology has hitherto been considered as gender-neutral. Farming Systems Research, an approach resulting from the awareness of the gap between station and farmers' yields, might overcome some of the inadequacies of past agricultural research.

RÉSUMÉ

L'intensification de la production agricole par unité de superficie cultivable ne sera possible qu'avec la participation des femmes. La recherche agronomique s'est concentrée jusqu'à présent sur la mise au point de technologies centrées sur une culture par l'amélioration des génotypes, tels que les variétés à haut rendement utilisées par la Révolution Verte, tout ceci sur l'hypothèse que l'agriculture est l'affaire des exploitants mâles qui recherchent un profit maximal et ont à leur disposition toutes les ressources familiales. De plus, on a considéré que la technologie avait des effets neutres quel que soit le sexe des utilisateurs. La Recherche sur les systèmes de production née de la perception des écarts entre les rendements des stations de recherche et ceux des exploitants peut aider à surmonter certaines des insuffisances de la recherche agronomique passée.

WOMEN'S ROLES AND STRATEGIES DURING FOOD CRISES AND FAMINES

Amrita RANGASAMI

INTRODUCTION

The unequal economic relationships between First and Third World countries and the larger inequality within Third World countries themselves has been responsible for stress situations for large classes in the people and kin particular women.

This paper focusses on the strategies evolved by women during economic crisis and food insufficiency. Some of these strategies may be drawn from folk memory while others are newly-evolved. They range from changes in food habits, in attitudes to food sharing with family and in, changes in customs and rites particularly those which are sustained by food presentation, changes in social norms and values including the postponement of marriage, the changes in attitudes to rites of passage, and breaking of taboos, where they exist, against participation of women in agricultural production or fishing.

It should also be emphasised that these strategies can hardly assure survival. Often their failure causes acute psychological stress. To bear witness to the slow dying of children and infants exposed women to the possibility of psychological breakdown (1). This paper demonstrates that when famine becomes severe, strategies such as abortion and

(1) For a descriptive account of a food crisis.
See Amrita Rangasami, "A Generation Being Wiped Out", *Economic and Political Weekly* 9(48), 1974, 1973-76.

infanticide are also resorted to. It re-evaluates the data in a socio-anthropological study of a community in crisis to establish the same (1).

A study of the social adaptations and strategems offers a method of determining the presence of the crisis as well as its severity (2). Early recognition is an imperative to the halting of developing famine conditions in large parts of the Third World today.

This paper is divided into three sections. The first offers the postulates within which famine and food insecurity are engendered. It seeks re-examination of the customary resort to Malthusian explanations of over-population and pressure on food resources. It also makes a brief reference to the Indian context. The Second discusses famine strategies in general - both those that are communal - and those that are gender-specific.

The third, the main part of the paper is devoted to the re-evaluation of the social anthropological work - the part study on famine. The third is further sub-divided into three sections. The first sub-division offers the economic context - and a brief reference to the history of the crisis. The second describes the survival strategies and the role of women during the crisis. The third discusses the data on infanticide.

1. POSTULATES

It should be stated at the outset, that in my view, there are misconceptions about famine and food crisis, their nature as well as the context within which such crisis are engendered. A common formula for the analysis of famine and food insufficiency is the imposition of the Malthusian notion of over-population, pressure on food resources and decline in agricultural productivity and consequent fall in consump-

(1) Raymond Firth, "*Social Change in Tikopia*", George Allen Unwin, London, 1959.

(2) Jackson Kennel, A.J. "The Family entity and Famine among the 19th Century Akamba of Kenya : Social Responses to Environmental Stress", *Journal of Family History*, 1976.

tion (1). These premises need to be questioned. In my view in a large number of cases, famine conditions erupt only where the aggrandisement of land, water and labour deprives large classes in the population of means of sustaining themselves.

In the application of the Malthusian formula, political, social and economic determinants appear to be excluded. As for instance, and I am considering the Indian context here, economic determinants such as the shift in the pattern of cultivation to a capital-intensive, cash crop production which leads to land grabbing ; political determinants such as the limits on access to forest and pasture (curbs on movement that persist since colonial times) social determinants such as class, caste and gender that reinforce economic discrimination, a contract systems of labour that often stipulates migration as a condition of employment, a task-based wage which implies chronic food insecurity, and finally a life-support system of maintenance credit which can be terminated arbitrarily. All these are responsible for exerting a continuous 'squeeze' (2) on peasant economies.

The Indian context varies from other parts of the Third World. Although social security is not yet available, a system of relief, poor in parts, yet halts the biological process. State intervention can also prevent the crisis from attaining regional or macro-dimensions or culminating in large-scale mortality. However continuing micro-distress is a phenomenon that is often obscured.

---

(1) Amrita Rangasami, "A study of some aspects of Famine accected among in India, M. Litt. dissertation, University of Delhi (un-published) 1978.
Firth, 1959, *op. cit.* : 52.
See also Firth R., Spillius J., and Borrie W.D., The Population Studies Vol. X.
Amartya Sen, For a setting aside of the explanation of "failure of food availability".
See Amartya Sen, "Poverty and Famine", An Easy on Entitlement and Deprivation, Clarendon Press, Oxford, 1981.

(2) See Jackson K.A., *op. cit.* Jackson points out that the term for famine among the *Akamba* of Kenya is Mayua, the pressing down of famines. Famine is also known as *Ngambu* a term which is interchangeably used for land-thefts.

What is famine ? The present definitions are indeed strange (1). "Famine is true shortage of food so extreme". "What is shortage in one country is famine in another". "Famine is like insanity, hard to define, yet easy to recognise...". So declares the International Encyclopaedia of Social Sciences. Since no criteria is offered to describe either 'famine' or 'shortage', the definition is at best a tautology which defines one in terms of the other.

Famine mortality, it will be widely accepted, is a biological process (2). The process has social and economic dimensions as well. Famine cannot be defined with reference to the victims alone who are only one of the participants in the process.

Famine is unlike natural disasters where the impact cuts across class barriers and may be shared by the majority though to lesser or greater degrees. It is a process during which, under the pressure of threat to survival, the assets of victim communities are transferred to the beneficiaries. Famine comes to maturity when all of the assets including the ability to labour have been transferred to the beneficiary. Such a process necessarily is long-drawn.

It follows therefore that the notion of famine as "a sudden collapse into starvation..." is also questionable (3). The studies of famines in the past indicates that the sudden collapse is a description only of the terminal phase when the state tends to intervene and relief operations commence (4). It has little to do with the actual process either biological or socio-economic.

---

(1) See Bennett, M.K. "Famine", in International Encyclopedia of the Social Sciences, Vol. 5, ed. David L. Sills (New York) Macmillan & Free Press, 1968 : 322-326.
For a discussion of definitions of famine see Amrita Rangasami, "Failure of Exchange Entitlement Theory - A Response" (Forthcoming).

(2) See Porter A. (1889) : "The Diseases of the Madras Famine of 1877-79". Madras.
See also Mayer, J. (1971), "Famine Relief" in Famine, A Symposium, Swedish Nutrition Foundation, Uppsala : 179.

(3) See Mayer, J. *op. cit.*

(4) See Amrita Rangasami, "Disasters and Their Relief, Encyclopaedia of Ministry of Social Welfare, Government of India (Forthcoming).

Famine has clearly marked phases of onset, maturing and decimation (1). The three phases can be illustrated with reference to adaptations and changes in food habits alone. At onset, women shift to "substitute foods" including leaves and tubers that the cattle do eat. They even resort to yams and roots that can "kill the appetite" (2). As famine matures, foods that are held to be posionous or toxic also become part of the diet (3).

2. FAMINE STRATEGIES

As I have noted, the famine process comes to maturity slowly and the strategies not only vary with increasing severity but there is a sharp divide between strategies before the period of biological, psychological and social collapse and those that come later. The strategies utilised during phases of onset and maturity may be described as survival strategies. The strategies of the last phase can only be looked upon as suicidal. I therefore refer to them as strategies of selective decimation.

Strategies, in general can be broadly classified into five types :

1. Nutritional
2. Social
3. Economic
4. Political
5. Psychological

Each of these can be further sub-divided into strategies that are communal and those that are gender-specific. To reiterate, each of

---

(1) See Amrita Rangasami, 1978, *op. cit.*

(2) See Amrita Rangasami, 1978, *op. cit.*
Among the tribal communities in the Dangs, in Gujarat, (India) a bitter root known as *kand* is consumed because it can be kill the appetite for 2 to 3 days.
See also Malinowski, E., Coral Gardens and Their Magic, Vol. I, India University Press, Bloomington, 1965.
See Firth, *op. cit.* : 19, 61, 79.

(3) The Indian Famine Commission, 1880 Appendix.
See Amrita Rangasami, 1978, *op. cit.*
See also Gazetteer of Bombay, 1961 : 467.
Gives an exhaustive list of berries, grasses and roots consumed as famine foods. It lists their toxic effects as well.
See also Jackson, *op. cit.*
Who refers to a famine known among the Akamba as Nzana, the scaly lizard - when men subsisted by consuming the lizard.

these would alter with increasing severity of famine. For instance, food gathering, a specific women's task, the scouring for edible roots and leaves in the first phase alters to foraging in the third - an aimless attempt to find food-like substances in rubbish.

I have already referred to nutritional strategies. The socio-economic strategies include the breaking up of families substituting female labour for male and even labour of siblings. The political strategies include protest (1) and in certain cases insurgency and revolt (2) and widespread unrest.

When famine comes to maturity strategies become desperate, communities accept permanent change including permanent or long-term migration under terms of near-bondage, the pawning of all assets including labour, the pawning and sale of children, the sale of roofs and hut, as well as abrogation of funeral rites (3).

When the biological collapse is imminent wandering - sets in abandoning of infants (4). It is also reported - but these are symptoms of biological and psychological collapse suicide is not uncommon (5).

Some strategies can also be institutionalised. But we need to probe further order to establish whether stress situations may be a contributory factor or the prime factor for such customs as women being

---

(1) See Smith, Baird, Col. Baird Smith's Famine Report, Exchange Press, Bombay, 1861.

(2) See also Amrita Rangasami, 'Mizoram - Tragedy of our Own Making', *Economic and Political Weekly*, April 15, 1978.

(3) See Amrita Rangasami, "The Paupers of Kholisabhita Hindupara - Report on a Famine", Annual Number, 1975 : 267-82.

(4) Geddes, J.C., Administrative Experience Recorded in Former Famines, Extracts from Official Papers, The Bengal Secretariat Press, 1874, Calcutta.
"Mothers drop their children, and Mr. Ross (the Magistrate) has been obliged to post patrols after payment of wages to pick up any children that have bee left. Things must be had when maternal feeling ceases".

(5) Suicides both individual and collective have often been reported from affected areas.
A famine in Madras Presidency was named after the Woman Nallathangal who drowned herself and her seven children.

apprenticed into prostitution (1). Other institutions such as right over life (Jeetad-alu) where children are pawned to a 'master', as in the weaving industry also needs to be studied. The probable correlation of rise in migration from India during the nineteenth century famines under the indentured system of labour to Fiji, Sri Lanka and Africa has also to be investigated (2).

A study of famine histories suggests that some of these strategies are common to different cultures facing stress situation and at different periods in history. The socio-anthropological document on famine in Tikopia is therefore worthy of study.

3. FAMINE IN TIKOPIA

In one respect, Tikopia is atypical. Male labour is critical, not only in agriculture and fishing but also in cooking. For example, the pressing of coconut cream is a male task. In 1953, it was also a pre-cereal economy. Food had to be procured and cooked almost on a day to day basis. The feeding of the wife and dependent kin was a male responsibility enforced by custom and sanction (3).

At the time of the famine 1952-53 Tikopia, an Island, was part of the Solomons Islands protectorate. Early in the century multinational

---

(1) See Jackson, *op. cit.*
Jackson makes a significant statement on the impact of famines on the family. He discusses "the way a range of family entities were compelled toward transformation under the exigencies of frequently severe..... environmental crisis....." ... families were dismembered and new families were established from the fragments of the old. Families formed alliances with kinsmen who might offer refuge, forming large house-holds.
See also Rangasami, 1978, *op. cit.*

(2) Government of Madras, Epard Proceedings n° 585, February, 1877, Letter from Collector of Madura, on migration to Sri Lanka.
"I have the honour to suggest , whether it would not be advisable to communicate with the Government of Ceylon regarding the fate of the streams of people still pouring into the island from Southern India..... It is estimated that one third of the able-bodied have migrated from South-West Ramnad..... This is the best thing possible, if people can be employed in Ceylon, but if they are likely to come back to us starving in a month or two, we must be prepared for them.

(3) See Firth, *op. cit.* : 61.

corporations had set up timber and copra plantations on the mainland as resource base for soap and other industries. The post war wave of anti-colonial movements spread to the Solomons as well and a labour strike was launched by the leaders of what was known as the Marching Rule movement (1). In order to break the strike obviously, Tikopia labour was recruited with British Government sanction. During the period of famine, sixteen ships, one each month called at the Island. Nearly one fourth of the working male population particularly young men were withdrawn, a factor which exposed their families to starvation. Tikopia subsisted on both Taro and fish, and with the fishermen away, an important source of food was eliminated (2).

The acuteness of the crisis can be illustrated with reference to the plight of one family. The family of Pa Tekara, a recruit to the Solomons had left behind an aged parent wife and three children. For the first of the children to die, a girl, there was wailing but no even was prepared. For the second, a boy of five years there was wailing and a small basket of food was separated off from the funeral of his grandfather who died on the same day. For the last a girl of twelve years there was no oven ; nor even any wailing ; there were no kinfolk at the burial ; the mother's brothers were busy with the funeral ceremonies of their own father. The mother herself half-crazed with grief was "wandering abroad without initiative". The body was buried by some young girls of the village who wrapped the body in a sleeping mat, "like a cat".

The attenuation of the funeral ceremonies, the inability of the family to provide food offerings to kin, the poor participation in the funeral appear to offer evidence of the severity of the famine conditions that faced the Tikopia. Firth merely refers to the disapproval of kinsmen of the father, "a feckless, arrant thief" (3). "Who had taken off to the Solomons".

---

(1) Records of the British Colonial Office, 1948 : 28. The records establish that The Marching Rule Movement placed emphasis on labour boycott. As the Colonial Office Report noted, "One of the Marching Rule's Policies has been to prevent workers engaging in the copra plantations".
(2) See Spillius, *op. cit.*
(3) See Firth, *op. cit.* : 61, 89.

4. STRATEGIES OF TIKOPIA WOMEN

Let me consider the adaptations and strategies of women in famine-stricken Tikopia. These can be considered both from the point of view of the classification offered earlier i.e. political, economic psycho-social and nutritive and in terms of adaptations of the different phases of famine. I can only mention the important strategies. The first, is political-women for the first time in Tikopia history, asserted themselves. They formed exclusive women's *fonos* (assemblies) and regular meetings were held to discuss the crisis on the island.

Firth points out "here was an interesting development, non-traditional, under the stress of crisis, by members of the society, having no formal channels of collective expression" (1). They also spoke out in the general assembly where hitherto they had been present but had never voiced an opinion. It is significant that the statement of the women in the general assembly contradicted the sociologist's assumptions on the causes of famine, but it received general assent. "We here are suffering from the famine of man created in the heart of the woods" (2). Famine was not attributed to nature but man.

The economic strategies were equally significant. Among the Tikopia, fishing boats were sacralised at the start of the fishing season and there was a taboo on women entering the boats. During the famine year, the women broke the taboo and participated in fishing operations. Social adaptations included abrogation of mourning periods, abstaining from dancing, the postponement of marriages and attenuation of funeral obligations particularly food presentation. These strategies however were communal rather than gender - specific.

The last and most critical set of "adaptations" was psycho-social. These can also be placed in the third phase of famine, the phase of selective decimation. Women according to Spillius, practised infanticide. There are some important points to be noted about the practice. Firstly, among the Tikopia, infanticide was held to be an offence, not of the category of homicide but yet a social offence. Abortion was also an offence. Women in resorting to the practice were guilty of violation of social norms and values.

---

(1) See Firth, *op. cit.* : 104.
(2) See Firth, *op. cit.* : 81.

Secondly, infants, both male and female were killed. There was no gender discrimination. In other words, the practice could be attributed only to the famine conditions. Thirdly, both married and unmarried women resorted to the practice. In the case of the unmarried, the infanticide appears to have been necessitated by the fact that their men had been recruited and all marriages on the island had been postponed during the famine year. In the case of married women, it was clearly a response which can be attributed to the strategy of selective decimation.

"Most of the observed cases", states Spillius, "imply deliberate termination of life" (1). The women brought about still births, by applying hot stones to the belly. That this was abnormal is evident. In 1928-29, the number of pregnancies were 60 and the number of live births were 55. In 1952-53, though the number of women in the child bearing age 18-37, had increased from 195 in 1929 to 249 in 1952, the number of pregnancies were 62, but of these 14 were lost. There were only 3 genuine still births. Further, of 49 born alive, 11 died within a month. As Spillius recorded, "this heavy pre-natal and neo-natal mortality may be attributed to the famine conditions prevailing" (2).

Total deaths of infants under one year was 19, or 64.1 of infants aged 0 in the year 1952-53. Infant mortality was 286 per thousand live births. A further 16 deaths of children between 1-7 was also recorded. Again, this could well have been an under-estimate because, "in this famine year, full burial rites were not observed" (3).

5. TO SUM UP

I have argued that strategies evolved during food insufficiency could be communal as well as gender - specific. I have also stated that strategies vary with increasing severity of the crisis. I have also pointed out that there could be strategies of survival as well as strategies of decimation. In my view a careful monitoring of strategies might help formulation of relief policy to halt biological and economic deterioration of affected communities.

---

(1) See Spillius, Borrie W.B., and Firth, *op. cit.*
(2) See Spillius et al. *op. cit.*
(3) See Spillius et al., *op. cit.*

ABSTRACT

This paper focuses on the strategies evolved by women during economic crisis and food insufficiency. They range from changes in food habits, in attitudes to food sharing with family and in, changes in customs and rites particularly those which are sustained by food presentation, changes in social norms and values.

It should also be emphasised that these strategies can hardly assure survival. Often their failure causes acute psychological stress.

RÉSUMÉ

Cette communication met l'accent sur les stratégies mises au point par les femmes dans le cadre de la crise économique et de la pénurie alimentaire ; ces stratégies peuvent être notamment des modifications des habitudes alimentaires et des attitudes dans le partage de la nourriture au sein de la famille, des modifications des coutumes et des rites, particulièrement de celles qui sont relatives à la présentation des aliments, des changements dans les normes et les valeurs sociales.

Il convient aussi de souligner que ces stratégies peuvent à peine, en fait, assurer la survie. Leur échec peut souvent mener à de graves tensions psychologiques.

WOMEN AND FOOD : PRODUCTION, PROCESSING AND MARKETING (AN INDONESIAN CASE) (*)

J.R. Pudjiwati SAJOGYO

I. INTRODUCTION

In the framework of planning for social economic development, which has as its goals the attainment of a just and prosperous society concern for the problems faced by rural women in Indonesia has increased.

With a total land area of 1,904,000 square kilometres, Indonesia in 1980 (population 147.4 million) had a population density of 77 per square kilometre, with Java and Madura being the most densely populated islands : 691 per square kilometre on about 7 % of the country's total land area.

The rural population in 1984 is estimated in 1980 at 133 million or about 80 % of Indonesia's total population. Females made up 50.3 % of the rural population (Population Census, 1980).

Rural women in Indonesia, participate in the development process. They grow, process, market, store and prepare food. They earn income through the sale of handicrafts and agricultural products and especially in Java through wage labour as well. They care for children and other family members. They are active in community as in family life (WHITE - 1976 ; HART - 1978 ; PUDJIWATI SAJOGYO - 1983).

---

* Paper prepared for the International Workshop on "Women's Role in Food Self-Sufficiency and Food Strategies", conducted by ORSTOM and CIE, Paris, 14-19 January 1985.

The largest proportion of the female labour force is still in the agricultural sector : 9.1 million out of 16.9 million women employed in 1980. Their participation in agriculture has been declining, from 60.6 % in 1971 to less than 53.8 % in 1980 which is part of general trend of decreasing proportion of agricultural workers (1971-1980 : 63 % to 56 %).

The next important source of women employment (1980) includes trade, finance, and other services : 33.1 % or 5.6 million women, followed by manufacturing (12.4 % or 2.1 million). A larger proportion of the female labor force has entered trade and other services rather than manufacturing as the former include many small, informal economic activities which require little capital and few specialized skills and have low levels of productivity.

In the next five years (1984-1988) some 9 million people will be added to Indonesia's labour force, about one third women workers : quite a challenge for traditional planning on how to create work opportunities.

II. AGRICULTURAL TYPES

Indonesian agriculture shows two main types of farming : the wet paddy (with modernized irrigation and multiple cropping) and upland shifting cultivation in forested areas or secondary growth. The first type is mainly found in Java, Madura and Bali (which have dense population), while the second type found on the other islands. Dependent on manual labour both types have about the same farm size per worker, male and female, and in pre-war days also about the same level of productivity : 1 kilogram milled rice per hour labour input.

The shifting cultivation type has since the 1920s adapted elements of "semi-permanent tree crop gardens" with rubber, coffee, coconut, pepper, commercial crops for a world market. On this basis farmers' levels of living in the latter pattern have been higher than level achieved by Java's farmers who are mainly food crop producers. The big "plantation" system was introduced some 100 years ago with the help of the colonial government as enclaves in a predominantly peasant agriculture. This sector - mostly Dutch capital - has been largely nationalized in 1958.

According to the agricultural census data of 1973, the present structure consists of :

1) a top stratum of big plantations (state corporations) on 1.1 million hectares, forest exploitation by state corporation on 1.7 million production forests (teak) in Java and several hundred big companies having "forest logging rights" over 36 million hectares in the other islands.
2) a layer of medium sized (500 ha.-units) plantations managed by private companies on another 1.1 million hectares.
3) the backbone of peasant farming is some 7.7 million units of "family farms" on 11.7 million hectares : average farm size is 1.2 hectares in Java and 1.8 hectares on the other islands.
4) a large bottom layer of marginal farmers (smaller than 0.5 hectares per unit) consisting of some 6.0 million households, mostly in Java (5.2 million units) on over 1.5 million hectares of land (average size, 0.25 hectares per unit). The majority in this stratum are in fact farm-labour households. If landless households engaged in farm-labor were added, this bottom layer in 1980 is estimated at 7.2 million households.

III. WOMEN'S PARTICIPATION IN AGRICULTURAL PRODUCTION, ESPECIALLY IN RICE PRODUCTION

To analyse the role of women from the point of "work", one can take as a basis the division of labour within the nuclear family, which is the smallest related unit within the kinship system according to norms that are inherent in the community (PUDJIWATI SAJOGYO - 1983).

In the cultivation of *sawah*-rice (wetpaddy) especially in Java, which is considered as one of the most labour intensive of all crops, (some 800 person-hours per hectare) the practice has been since a long time for males to do the hoeing, ploughing, harrowing and the construction or repair of dykes ; and for females to do the transplanting, weeding and harvesting with the *ani-ani* (handrazor). However, since "high yielding varieties" of paddy (HYV's), have been widely introduced (late 1960s), the use of the *ani-ani* has been replaced by sickles with lower input levels of female labour. Female activities (planting, weeding and harvesting) are traditionally rewarded with a share in the harvested amount (*bawon* : 1/4 to 1/5 or to 1/8 shares) which is a

highly appreciated source of income. With population growth the *bawon* ratio has been pushed to lower levels following the local supply and demand of labour, with faster growth in supply. Specific social relations between harvester and wetpaddy-owners are also decisive : the nearer the blood and residential ties, but also the higher class positions the higher the share in the harvest (STOLER - 1975).

Along with the change in harvesting tools (from *ani-ani* into sickles), there has been a decrease in practicing the traditional labour-harvestshare system. Wetpaddy farmers just before harvest time, sell the crop to a *penebas*-trader who is a middlemen : coming with own labour (smaller in number) and using a sickle instead of the *ani-ani*, because new HYV shatter more easely, *penebas*-traders have pushed harvest-shares down. This means also, that a more limited number of farm-labourers (male and female) are getting employed.

Other changes in women's employment came with the larger-scale adoption of small rice hullers (motor-driver) since late 1960's affecting earning of female labourers engaged in handpounding of rice on Java (COLLIER - 1974). In the past, a small farmer typically would hand-pound the rice for his family's consumption, while the rice to be sold would be in the form of stakl *paddy* or *gabah* (unhusked rice). This hand-pounding would be done by family members, for small daily amounts, and by female wage labourers if larger amounts were needed, for a special occasion. The many small rice traders then employed a large number of female labourers to hand-pound rice into *beras* (dehulled rice). The work-capacity of a handpounding woman was an average 3.9 kg *gabah* per hour, producing 2.4 kg milled rice.

For 1974 Collier did submit an estimate of some "40 % of total rice crop" in Java, that was processed with hand pounding. This contrasts with an estimate of a high 80 % of rice crop hand-pounded, in late 1960's. The principle reason for the sharp shift to rice hullers was their lower cost. A hand pounding wage-labourer, with a wage level of 10 % of the product plus a meal, was getting a 2.7 times higher income ($ 1.45 per 100 kg milled rice in 1973) than the cost of milling rice with the small rice huller ($ 0.54 per 100 kg, including the value of the products kept by the miller).

If in 1974 total rice crop in Java for 40 % was hand pounded (or 2.4 million tons of rice), this meant work to hand pounding labours for

an equivalent of 100 million women-days (8 hours/day), with earnings of (estimate) $44 million.

The shift from 40 % to 80 % hand pounded rice of Java's rice crop in the 1969-1974 period, has probably pushed out some 1.5 million women handpounders, working 2 months in a year. In their place, in 1974 workers who are males, in rice huller's mills received (estimated) earnings of only $4 million a year.

While at earlier phases (up to 1970) it has been more of a "fertilizer" revolution (Indonesia is now producing most of its fertilizer needs), recent trends do show that it has become a wetpaddy revolution, centered on the HYV, pushed by a national organization reaching out to small farmers' in their irrigated fields and hamlets.

In the process most benefits have been reaped by rice farmers in regions with the best, modern irrigated fields, while upland agriculrural regions have lagged. In the last 14 years rice production has more than doubled, in 1982 reaching 23 million tons for 136 million people. The yield increases were mainly due to improved irrigation facilities and the adoption of new farm technologies. This technological change has affected work opportunities in farming for rural women, especially hired labour.

More women have entered into non-agricultural work.

IV. EMPLOYMENT IN FOOD PROCESSING AND TRADE

In 1980, one thrid of the labour force in manufacturing industry was female labour.

If we compare employment in food processing industry in 1974/1975 and 1979, one can see several trends :

a) In 1974/1975 the number of workers in manufacturing industries was 4.9. million out of which the majority worked in household industries : 79.5 % or 3.9. million. The latter could be called the informal sector. In 1979 with fewer workers (4.5 million) the largest drop of number of workers had occured in household industries : it dropped to 2.8. million or 62.1 % of total workers in industry. This means that in the process of modernization of manufacturing industry more of the smallest units (households unit establishments) have been pushed out.

b) In 1974/1975, in food industry there were 1.8 million workers out of which 76.9 % were in household units. The number of food industry workers has risen in 1979 to 2.0 million out of which a lower 66.1 % were in household units. Thus, modernizing trends were also clear in food industry with fewer workers (% wise) in household units.

c) In 1974/1975, out of 3.9 million workers in household units 35.4 % were in food processing industries (largest share) in which value added per worker (per year) was equivalent to 321 kilogram rice per person per year. This was higher than the average value added of all household industry (255 kg rice equivalent/per person per year).

In 1979, out of 2.8 million household industry workers 48.7 % were in food processing. With a large number (about 1.1 million persons or 28 %) pushed out of household industry, the food processing household industry was most stable : with less than 3 % drop in number of workers.

In 1979, the value added in household food industry was then equivalent to 581 kg rice per person per year, which was lower, compared to the average value added in household industry (equivalent to 621 kg rice/person per year). This shows that value added per worker in other-than-food industry (household units) has risen much sharper. This is another sign, that food industry of the household unit size has made relative smaller progress in productivity rise.

This picture of the trends in manufacturing industry employment should be compared to the trend in sex composition of its labour force. Compared to 1971 (Population Census) in 1980 the sex composition of labour force in industry overall has grown in favor of male labour as part of the modernizing process (M. Oey - 1984). Ratio of male to female labour force in industry in 1971 was 165 males per 100 females, compared to 1980 : 197 males per 100 females.

Urban industries, with a much higher male dominance, show an opposite trend : relatively fewer males (323) in 1980 than in 1971 (387).

In rural industries, which is mostly small household industries, the trend of male dominance is growing : in 1980, 161 males, while in 1971 there were 120 males per 100 females.

This shows that modernizing industry means favoring more male than female labour.

In the case of employment in trade, data from National Socio-Economic Survey (*SUSENAS*) in 1979, indicate that 11.2 % of the total

rural households in Java (15.6 million) were involved in economic activities of trade. Out of 1.768.947 households involved 53.2 % were in food trade, followed by trade in prepared food, drinks and cigarettes (30.1 %).

In the case of trade in prepared food, drinks and cigarettes, the total number of female traders (household units) is larger while in food trade it is dominant. If trade in the two commodities are combined, the total number of female traders handling food items in 1979 was a little larger than that of male traders. The preparation of food to be sold which involves processing activities (cooking, etc.) goes well with the women's role in the family because of the women's greater involvement in housework ; the trade activities in prepared food seem particularly relevant to women's work, especially in rural Java.

V. CONCLUSIONS

Several important points have emerged for consideration :

a. Recent Indonesian studies about the role of women in development present an array of observations and analysis that have provided us a more differentiated view of women's work at various specific socio-economic levels.In all strata rural women have greater involvement in housework, child care and related work. In order to service, women in poor households engage in a much greater diversity of income-earning occupations than others.
b. Different settings of the environment (ecosystem) and social milieu provide a set of variations in women's roles in their respective rural communities.
c. The introduction of modern technology have favored more male workers than female workers, in farming as well as in other work.

ABSTRACT

This paper describes how modern technology has favored male rather than female workers, in farming as well as in other jobs : replacement of ani-ani (handrazor) by sickles with lower female labour inputs, adoption of small rice-hullers affecting earnings of female labourers. This technological change has altered the work opportunities in farming for rural women, especially as regards hired labour, and more women have entered into non-agricultural work.

RÉSUMÉ

Cette communication montre comment la technologie moderne a favorisé les travailleurs plus que les travailleuses, que ce soit dans l'agriculture ou dans d'autres activités : remplacement de l'ani-ani (rasoir manuel) par la faucille, exigeant un apport moindre de main-d'oeuvre féminine,adoption de petits décortiqueurs de riz, réduisant les gains des ouvrières. Ces modifications technologiques ont diminué les possibilités des femmes rurales à travailler dans l'agriculture, notamment les ouvrières saisonnières, de sorte qu'un nombre croissant de femmes entrent dans le secteur non agricole.

SAISONALITÉ ET AUTOSUBSISTANCE ALIMENTAIRE. UNE ANALYSE DE LEURS RELATIONS RÉCIPROQUES ET DE LEURS EFFETS SUR L'AGRICULTRICE

Clio PRESVELOU
J.A. de J. ALMEIDA

1. LA SAISONALITE DANS LA CAMPAGNE

L'autosuffisance et, plus encore la sécurité alimentaire envisagées comme stratégies de mieux-être ou de simple survie du ménage rural reçoit dans le contexte des privations des populations dans les pays en développement (privations accentuées encore par la moindre disponibilité des pays développés à financer des actions de développement) une attention grandissante. Pour cerner du plus près la problématique des influences réciproques entre les intrants (exprimés en termes de qualité du sol, des semences, de la main-d'oeuvre, etc...) et les résultats (c'est-à-dire la production recueillie), on fait appel au concept de "cycle - ou chaîne - du produit alimentaire" et aux statuts et performances des acteurs sociaux, à savoir les hommes et les femmes agriculteurs. Ceci afin de mieux évaluer les pertes de production enregistrées tout au long du calendrier de la production agricole (de la préparation du sol jusqu'à la mise du produit sur la table prêt à être consommé), et des effets de ces pertes sur le régime alimentaire des populations.

Dans cette perspective le cycle du produit alimentaire de base (le manioc, le riz, etc...) est découpé en phases, et les opérations qui sont nécessaires à chaque phase sont alors examinées en rapport avec, d'une part, les ressources humaines disponibles et le rôle des acteurs principaux (hommes-femmes) à chacune de ces opérations et, d'autre part, les ressources matérielles (semences, étendue du champ cultivable, outils, espace destiné au séchage, stockage, etc...).

Les incidences du climat et de la saison sur les productions obtenues et, partant, les effets de la saison sur le travail exigé à chaque opération agricole, sur la modification des habitudes alimentaires (formes de sur- et de sous-alimentation, consécutives aux saisons d'abondance ou au contraire de disette) et la santé, et sur l'économie domestique sont encore peu étudiées.

Il est pourtant indéniable que lorsqu'il s'agit de l'agriculture des femmes destinée à l'autosubsistance, nul ne saura minimiser l'étroite relation entre la saison d'une part, et, d'autre part, les variables sus-mentionnées.

Cette communication se propose de situer sur un plan théorique les relations énoncées plus haut et, s'appuyant en partie sur des données empiriques, inciter les participants au séminaire à mieux intégrer cet aspect dans leurs travaux futurs de recherche, de planification ou d'action.

Nul observateur du monde rural n'ignore, ne fut-ce qu'intuitivement, le rôle de la saison sur les activités agricoles et par là sur la vie des populations rurales. La saison détermine bien sûr le volume et la forme des activités agricoles mais aussi le calendrier des événements plus personnels tels que les mariages, les naissances et les fêtes. Les informations fournies par les climatologues ne sont pas encore suffisamment correlées avec les effets qu'elles ont sur la vie privée ou sociale des ruraux. Pourtant les travaux de démographie sur les populations contemporaines et quelques travaux de démographie historique des pays développés indiquent bien quelles sont (ou étaient) ces incidences sur la vie quotidienne dans la campagne : sur-mortalité des personnes âgées ou malades lorsque les températures sont trop basses ou, jadis, mariages, naissances et fêtes plus fréquents lors de la bonne saison correspondant à la fin des travaux agricoles d'été.

Des réflexions et analyses de ce genre sont encore trop rares dans l'abondante littérature sur les pays en développement, sauf une marquante exception. En effet quelques chercheurs ont fourni des efforts pour réunir de façon systématique les informations relatives au climat et aux saisons dans les différentes parties du monde, et les porter sur une carte (voir annexe), et partant de là de s'interroger sur les effets de la saisonalité sur les populations vivant dans différentes zones délimitées par les tropiques. Le livre dont il est question s'intitule "Seasonal dimensions to rural poverty" et fut publié sous la di-

rection de Robert CHAMBERS, Richard LONGHURST et Arnold PACEY en 1981 (1). Il constitue une oeuvre de pionniers car on y dispose désormais d'une première analyse systématique sur les rapports entre la saisonalité et la pauvreté des populations rurales. Le fait que le contenu de ce livre soit encore difficilement généralisable (le terrain d'investigation n'étant qu'imparfaitement couvert) n'enlève rien à la valeur de cette étude.Cependant il semble bien que la relation entre la saisonalité et la pauvreté rurale ait été une "découverte fortuite". Dans la première phrase de la préface de ce livre on y lit en effet que : "The process which led to this book was sparked off by the discovery in a seminar in the Institute of Development Studies at the University of Sussex that in both northern Nigeria and a part of Bangladesh there was a peak in births in the late wet season" (p. XV). Cette découverte fortuite a conduit les chercheurs à explorer les ramifications de la saisonalité au niveau de diverses disciplines (démographie, sociologie, économie, etc.) au cours d'un séminaire organisé en 1970 dont les travaux constituent l'essentiel du volume précité.

Notre dessein n'est pas de reprendre ici les très nombreuses observations, analyses, et conclusions - combien riches en hypothèses de travail et en vérifications - de ce volume. Nous nous proposons plutôt de nous limiter à une facette de cette problématique. Nous nous interrogerons notamment sur les incidences de la saisonalité tropicale unimodale sur les agricultrices - ces incidences étant exprimées en temps alloué par elles aux diverses activités agricoles et non agricoles tout au long de l'année - pour en découvrir les périodes de surcharge et, partant de là, examiner les effets de cette surcharge sur leur propre santé et celle de leurs enfants, et sur l'économie domestique.

Nous ferons cette analyse à l'aide de schémas théoriques basés en partie sur des données réelles mais utilisées comme des indicateurs du scénario ainsi construit (voir tableaux 2 et 3). Notre objectif final est de montrer pourquoi il nous paraît urgent d'inclure à l'avenir l'analyse de la saisonalité dans toute recherche, dans tout effort de planification et programme d'action prenant comme thème prioritaire la sécurité et l'autosuffisance alimentaire.

---

(1) Maison d'édition : Frances Pinter Ltd., Londres.

2. ETENDUE DE LA SAISONALITE TROPICALE UNIMODALE

Le tableau 1 ci-après fournit pour quelques pays situés dans la zone de saisonalité unimodale (climat unimodal : alternance d'une saison de pluie et d'une saison sèche) trois séries de renseignements, à savoir, la population totale, la fertilité moyenne (exprimée en nombre moyen d'enfants par femme) et la couverture moyenne des besoins calorifiques physiologiques (exprimée en pour cent de la couverture minima), afin de mieux situer le niveau nutritionnel et sanitaire de ces pays. Il ne s'agit pas de suggérer une quelconque corrélation entre la saisonalité unimodale et les trois séries de données démographiques et sanitaires indiquées. Ce tableau constitue un auxiliaire visuel : il nous aide à diriger notre attention sur des pays cibles souvent très vulnérables du point de vue qui nous occupe : fertilité élevée et régime alimentaire insuffisant. Tels sont les pays repris dans la catégorie III de fertilité (6 enfants et plus par femme) et dans la catégorie III de couverture des besoins physiologiques minima (couverture inférieure à 95 % du minima). Dans la majorité sinon dans la totalité de ces pays, les femmes font l'agriculture d'autoconsommation. Elles y sont chaque année confrontées avec des problèmes identiques et aux mêmes saisons de l'année. Selon que la récolte est bonne ou mauvaise, une plus ou moins grande "abondance" en aliments de base accompagnée d'une plus ou moins grande dualité du régime alimentaire sera observée pendant la récolte, mais cette alimentation abondante sera suivie à plus ou moins brève échéance par une période de restrictions alimentaires voire de véritable famine.

Les renseignements fournis par ce tableau trouvent leur véritable signification en termes de coûts humains et économiques dans le Tableau 2.

La saisonalité unimodale (ou bimodale) constitue un critère imparfait : elle est donc peu fiable pour y fonder une analyse. Dans un même pays, on constate en effet des variations selon le volume de pluie, la longueur d'une saison, les hauteurs des températures ainsi que la direction et la force des vents - pour ne mentionner que quelques variables climatiques. C'est pourquoi il convient de cerner la notion de climat du plus près en se servant, notamment, des quatre caractéristiques additionnelles mentionnées par CHAMBERS et associés dans leur livre : la saisonalité relative, la saisonalité absolue, le timing des

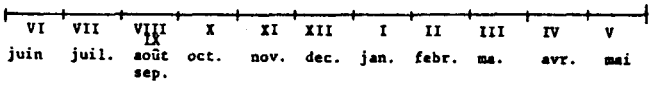
TABLEAU 1 : Population, fertilité et couverture moyenne des besoins caloriques minima dans des pays au climat tropical unimodal.

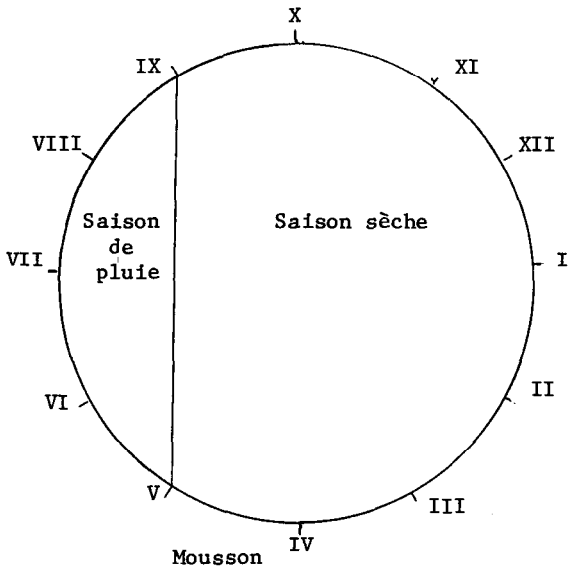
PAYS	Population (1980)	Fertilité			Couverture moyenne besoins caloriques min.		
		I	II	III	III	II	I
1. AMERIQUE LATINE							
Mexique	66.633,000		x				x
Haiti	5.739,000		x		x		
Rép. Dominicaine	5.621,000		x		x		
Pérou	17.388,000		x		x		
Brésil	120.386,000		x			x	
Bolivie	5.286,000			x	x		
2. AFRIQUE							
Sénégal	5.591,000			x		x	
Mali	6.553,000			x	x		
Niger	5.425,000			x	x		
Soudan	18.378,000			x		x	
Somalie	3.510,000			x	x		
Ethiopie	32.184,000			x	x		
Guinée-Bissau	640,000			x		x	
Guinée	5.351,000			x	x		
Sierra Leone	3.391,000			x	x		
Liberia	1.818,000			x		x	
Côte-d'Ivoire	7.898,000			x			x
Ghana	11.936,000			x	x		
Nigeria	75.840,000			x		x	
Cameroun	8.250,000		x			x	
Angola	6.580,000			x	x		
Mozambique	10.172,000			x		x	
Zambie	5.740,000			x	x		
Tanzanie	17.634,000			x	x		
Madagascar	8.461,000			x		x	
3. ASIE							
Inde	673.659,000		x		x		
Bangladesh	89.284,000			x	x		
Birmanie	34.040,000		x			x	
Thailande	46.880,000	x				x	
Laos	3.673,000			x	x		
Cambodge	4.839,000		x		x		
Vietnam	52.719,000		x		x		

Source : Population Refence Bureau, Washington, F.A.O. Third World Atlas.

Fertilité humaine (nombre moyen d'enfants par femme)
I moins de 3,9 ; II de 4 à 5 ; III 6 enfants et plus.
Couverture moyenne des besoins caloriques minima
I supérieure à 110 % ; II comprise entre 95 et 110 % ; III inférieure à 95 % du minimum (Le nombre minimal de calories est de 3000 par jour pour un homme et de 2200 pour une femme).

TABLEAU 2 : Représentation graphique des relations réciproques entre la saisonalité unimodale, les activités agricoles et non agricoles, la santé, la nutrition et l'économie domestique du ménage rural (Goa - Sud de l'Inde).





- soins aux enfants négligés
- maladies et décès
- revenus familiaux très bas
- début de la période de grossesse
- travaux agricoles augmentent
- célébration de mariages (endettement supplémentaire)

- nourriture et ration alimentaire abondantes
- remboursement de dettes
- maladies, décès en diminution
- célébration de fêtes
- travaux agricoles absents
- ration alimentaire en diminution
- endettement ; naissances en augmentation

précipitations de pluie maxima and minima, et la répartition annuelle des précipitations (pp. 13ss.). En apportant à ce schéma des précisions et modifications selon les situations locales et, ensuite, en mettant les informations ainsi obtenues en rapport avec des caractéristiques économiques, sociales, ergonomiques et culturelles, les planificateurs auront à leur disposition des critères plus fiables pour identifier des régions et des populations bénéficiaires de programmes de développement.

3. LES RAPPORTS DE L'AGRICULTRICE AU MONDE PAYSAN

Quel que soit le pays étudié, les rapports de l'agricultrice au monde paysan se définissent par deux sortes de situations aussi importantes l'une que l'autre dans sa vie de femme. Ce sont la dimension endo-familiale et la dimension extra-familiale (1). La première fait référence à l'ensemble des rôles qui lui sont dévolus en raison de son statut de mère, d'éducatrice et de travailleuse familiale (ménagère). La seconde dimension lui est prescrite par son statut de travailleuse dans l'agriculture et par ses obligations d'ordre symbolique, social et communautaire. Ces deux sortes de situations auxquelles l'agricultrice doit répondre tout au long de l'année, à des degrés variables, entretiennent entre elles des rapports conflictuels.

Dans l'agriculture de susbistance l'agricultrice vivant dans des régions de saisonalité unimodale est aux prises tous les jours de l'année avec la saison. Sa journée est rythmée par les contraintes que lui imposent les travaux agricoles, eux-mêmes déterminés par le type de produit cultivé et par le climat. Viennent en deuxième lieu les contraintes que lui imposent la grossesse, l'enfantement, l'allaitement, les soins aux enfants et la mise en ordre de l'habitation.

Le découpage de l'année en phase du cycle agricole de chaque produit de base du régime alimentaire, devra être complété par la description des opérations agricoles exigées à chaque phase. Mais parallèlement à l'activité agricole se déroule un ensemble de travaux que cette même femme devra fournir toute l'année à l'égard de ses enfants : les nourrir, les soigner, mettre l'habitat en ordre, s'occuper du jardin potager, du petit élevage (là où la coutume l'admet), s'approvisionner

(1) C. PRESVELOU, Participation of women in rural development programmes. F.A.O., Rome (WS/E 5494, 1973, voir notamment : 12-19).

en eau potable et de lessive ainsi qu'en bois pour la cuisson des aliments, et, intervenir promptement en cas de maladie. A certaines époques de l'année, elle aura à participer à des fêtes qui précèdent, accompagnent ou suivent certains événements familiaux (mariages) ou autres. Il nous faudra par conséquent reconstituer le cycle quotidien de l'ensemble des activités non agricoles de la femme.

Le résultat de la mise en relation des deux séries d'information est porté sur le tableau 3. Les données utilisées proviennent de l'analyse de la vie quotidienne des agricultrices au Sud de l'Inde tout au long d'une année-type. Sont portées en horizontal les informations relatives aux mois de l'année à l'intérieur de chacune des deux saisons (la saison des pluies étant courte), tandis qu'en vertical figurent les données correspondant aux différentes phases du cycle agricole d'un produit alimentaire de base (le riz), et des légumes (piments, etc.) cultivés par la femme. Viennent ensuite des indications relatives aux activités familiales et sociales de la femme. L'intensité du travail à chacune des opérations agricoles et activités non agricoles est exprimée par le nombre de signes (X) par case.

Ce tableau indique bien clairement les mois où la surcharge de l'agricultrice est à son point culminant, les zones de tensions entre travaux agricoles et activités familiales pendant l'année, les périodes de l'année les moins chargées où la femme serait plus disponible pour participer à des programmes de vulgarisation agricole, de formation et d'information en rapport avec la santé, l'économie familiale, l'alimentation. Mais avant tout ce tableau indique de manière non-équivoque l'implacable régularité avec laquelle l'agricultrice est chaque année aux prises avec les mêmes difficultés.

CONCLUSIONS

1. On a peu étudié les relations entre le facteur 'saison' et la pauvreté rurale. Les raisons en sont nombreuses. Certaines ont été mentionnées dans l'étude "Seasonal dimensions to rural poverty". Dans le contexte de cet article nous aimerions insister sur deux d'entre elles: d'une part, la durée des saisons s'étend généralement sur une période de temps beaucoup plus longue que celle consacrée habituellement à des études de terrain surtout lorsque celles-ci précèdent une action ou lorsqu'elles sont conçues sous forme de missions d'évaluations ; d'autre part, les saisons sont en partie imprévisibles et incontrôlables

TABLEAU 3 : Vue synoptique de la distribution des activités des agricultrices au cours d'une année de référence type (Goa - Sud de l'Inde)

SAISONS / ACTIVITES	HUMIDE				SECHE							
	Jui	Jui	Aoû	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Fev	Mar	Avr	Mai
1. Activités agricoles/produit de base : le riz	xxx	xxx	x	xx								
2. Activités agricoles: jardin potager	x	x	x	x	xx	xx						
3. Activités de transformation et commercialisation des produits				x	xx	x						
4. Activités de préparation et consommation	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
5. Activités liées à certains événements: maladies, naissance, etc.	x	x	xx	x					x	xx	x	x
6. Activités liées aux obligations familiales : soins des enfants, éducation...	xx	xx	x	x	x	x	x	x	xx	xx		
7. Autres activités sociales : mariages, fêtes, etc.	xx			x	xx	x	x					xx
8. Promotion éventuelle des actions de développement, telles que, extension rurale, hygiène, santé etc.								?	?	?	?	?

quant à leurs effets sur les productions et les hommes. Jusqu'à présent l'étude des saisons a été considérée comme importante par les sciences météorologiques et agricoles mais peu par l'économie et les sciences humaines.

2. La recherche n'est pas suffisamment avancée pour suggérer le sens et l'intensité des relations entre la pauvreté rurale, le climat et la vie quotidienne des communautés rurales. Cependant il y a des situations d'ordre social, économique, démographique, etc., indiquant le rôle que la saisonalité y joue. Ainsi, les migrations, les naissances, les décès et la disponibilité de nourriture - pour ne mentionner que quelques faits - s'articulent sur des variations saisonnières.

3. Par rapport au calendrier annuel de l'économie rurale des pays en développement, la nourriture est quelquefois abondante, quelquefois rare et quelquefois elle est complètement absente. Les agricultrices jouent un rôle fondamental dans la chaîne alimentaire de tous les pays. C'est pourquoi des données plus fiables sur la façon dont les activités des agricultrices sont modelées en fonction des exigences saisonnières sont d'une importance capitale.

4. Le succès d'une action de développement dépend de différents facteurs qui sont internes ou externes au complexe agro-domestique. Le succès dépend également de facteurs qui jusqu'à maintenant ont été insuffisamment considérés ou qui doivent encore être découverts. Le rôle du climat dans l'étude de la pauvreté rurale ne pourra plus, désormais, être négligé.

5. L'interpénétration et l'action réciproque des activités domestiques et des activités agricoles par rapport aux variations saisonnières suggèrent une réorientation nécessaire des services de vulgarisation rurale.

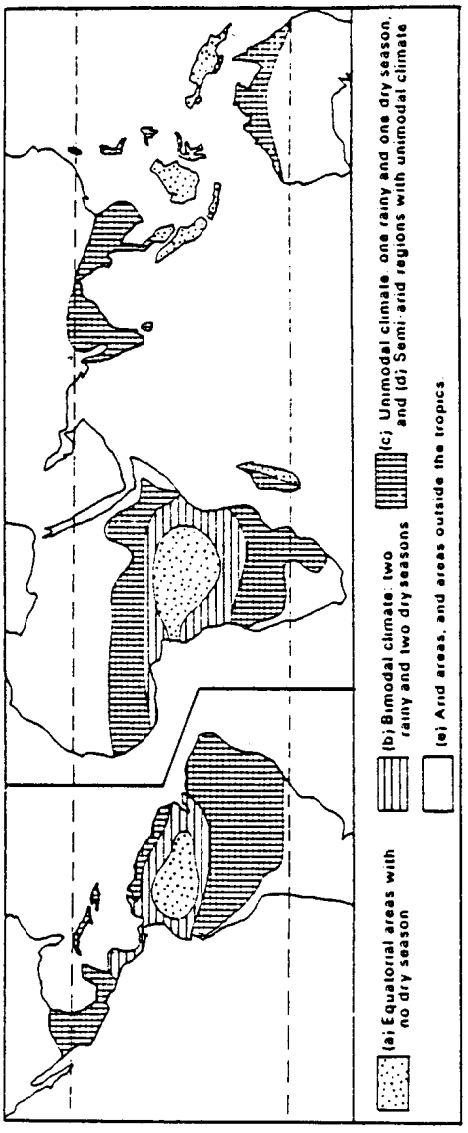
BIBLIOGRAPHIE

CHAMBERS, R., LANGHURST, R. & PACEY, A. (1981). "Seasonal dimensions to rural poverty", Frances Pinter Ltd., Londres.

PRESVELOU, C. (1973). Participation of women in rural development programmes. FAO, Rome.

ANNEXE

Seasonal Dimensions to Rural Poverty



Spatial distribution of rainfall regime types in the tropics.

Redrawn and reprinted, with permission, from K. Nieuwolt (1977), *Tropical Climatology*, London, John Wiley & Sons.

Source : R. Chambers, R. Longhurst et A. Pacey, *op. cit.* : 12.

RÉSUMÉ

Cet article montre l'importance du facteur 'saison' dans l'analyse des problèmes alimentaires des pays en développement et dans la planification des actions appropriées. La relation entre la saisonalité et la pauvreté rurale a déjà fait l'objet d'une étude exploratoire (Chambers et al.). S'appuyant sur certaines de ces analyses et plus particulièrement sur la définition et les dimensions de la saisonalité, les auteurs examinent l'incidence de la saisonalité tropicale unimodale sur les agricultrices. L'article met notamment en évidence que dans l'agriculture de subsistance la paysanne est la première à être confrontée aux diverses contraintes imposées par le fait saisonnier.

ABSTRACT

In this article, the importance of the factor 'season' in the analysis of food problems in developing countries and in the planning of appropriate development actions is discussed. The relationship between seasonality and rural poverty had been the object of an exploratory study (Chambers et al.). Based on some of these findings, and especially on the definitions and dimensions of seasonality, the authors discuss the incidence of unimodal tropical seasonality on rural women farmers. The article emphasizes that in the agriculture of subsistence, women more than men face the constraints of season.

UN EXEMPLE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL DANS UN PAYS DOMINÉ PAR L'ÉCONOMIE DE PLANTATION : LA ZONE FRANCHE DE L'ÎLE MAURICE

Catherine RAMBAUD

Maurice, petite île de 1865 km^2, située à 800 km des côtes orientales de Madagascar connaît tous les avatars d'une économie qui est passée de la stricte monoculture sucrière à une phase récente de développement plus différenciée et orientée vers le tourisme et l'industrie d'exportation.

La population mauricienne, évaluée à 966.800 habitants, se répartit entre 52 % d'Hindous, 29 % de 'population générale' (Mauriciens d'origine européenne et descendants d'ancêtres africains et malgaches), 16 % de Musulmans et 3 % de Chinois. L'île connaît une densité très élevée : 520 habitants au km^2 - chiffre exhorbitant lorsque l'on considère que 92 % des terres arables sont occupées par une culture industrielle : la canne à sucre. Cette prédominance absolue de l'agriculture de plantation aggravée par la pression démographique rend toute possibilité d'autosuffisance alimentaire rigoureusement impossible. Aussi les besoins monétaires de la population seront-ils encore plus pressants que dans les économies traditionnelles où l'autosubsistance a encore un sens.

Les palliatifs au chômage, qui atteint près du quart de la population active, n'ont jamais été conçus en termes de réforme agraire. Les autorités mauriciennes ont préféré s'orienter vers une industrialisation qui devait être immédiate et peu coûteuse. Faute de ressources propres et de capitaux disponibles, l'île Maurice a instauré, il y a une dizaine d'années, une Zone Franche qui emploie actuellement quelque 25.000 ouvriers dont *les 4/5 sont des femmes*.

Le régime fiscal et le code du travail qui régissent cette Zone sont tout à fait attractifs pour les investisseurs étrangers et mauri-

ciens. Les entreprises de la Zone Franche sont exemptés de droits sur les importations de machines, les matières premières et les produits semi-finis. Elles sont exonérées d'impôts pendant un minimum de 10 ans. Elles peuvent en outre rapatrier capitaux et profits et sont garantis contre les nationalisations.

1. UN CODE DE TRAVAIL SPECIFIQUE

Dans le même esprit, il a été institué un code du travail spécifique à la Zone Franche qui introduit en fait une législation à deux vitesses dans l'industrie et pénalise lourdement les salariés qui se trouvent privés des droits acquis par les syndicats ouvriers. Il s'articule autour de quelques points :

- La durée hebdomadaire du travail est fixée à 45 heures réparties à la convenance de l'employeur sur cinq ou six jours par semaine, sans considération des jours fériés.

- Les salariés ne peuvent refuser les heures supplémentaires qui leur sont imposées sans préavis. Celles-ci sont toutefois limitées à dix heures par semaine mais cette clause n'est jamais respectée par les entreprises en période de fortes commandes. Les heures supplémentaires sont payées en semaine une fois et demie le salaire de base, deux fois ce même salaire le dimanche et les jours fériés au cours des huit premières heures de travail et trois fois au-delà d'une durée de huit heures.

Le paiement des heures supplémentaires n'est pas toujours évident et il n'est pas rare que les ouvrières aient recours au syndicat pour être réglées au tarif légal. Certaines usines, pour échapper à la législation sur les heures supplémentaires, ont tout simplement recours au travail à domicile de leurs propres salariées après les heures ouvrables. Les insuffisances de la législation en la matière sont tout à fait préjudiciables aux mères de famille et les entreprises agissent confortées par la loi, sans aucune considération des problèmes familiaux que ce genre de pratique peut poser aux femmes (garde d'enfants - obligations familiales). De même qu'elles méprisent totalement la santé de leurs salariées lorsque celle-ci implique quelques débours d'argent. La loi prévoit que les employeurs fournissent à leurs ouvrières qui travaillent au-delà de dix-neuf heures, soit un repas, soit une indemnité de trois roupies. Les industriels jouent sur le laxisme de la législa-

tion : une banane et un petit pain dont le coût est inférieur à une roupie font souvent office de dîner.

- Les ouvrières qui ont plus d'un an d'ancienneté dans l'entreprise ont droit à 12 jours de congé annuel si leur semaine de travail est de cinq jours et 14 jours si cette dernière est de six jours. Les ouvrières doivent toutefois en faire la demande écrite et ne peuvent prétendre qu'à six jours consécutifs. La plupart ignorent cette clause et perdent alors leur droit au congé qui ne peut être reporté à l'année suivante. Elles ne savent pas non plus que la loi permet aux entreprises de la Zone Franche de leur refuser de prendre leurs congés annuels mais qu'elles doivent dans ce cas percevoir en plus de leur salaire, ce qu'elles auraient dû toucher pendant leurs vacances.

- Les congés de maladie sont accordés aux ouvrières après douze mois de service et sont de 18 ou de 15 jours selon que l'entreprise travaille ou non le samedi.

- Les congés de maternité ne sont accordés qu'aux femmes qui ont travaillé plus d'un an dans l'entreprise et sont limités à deux mois qui sont à prendre à la convenance de l'ouvrière avant ou après l'accouchement. La majorité des salariées préfèrent consacrer un maximum de temps à leur enfant et travaillent jusqu'à la veille de la naissance. La loi est d'ailleurs parfaitement muette en ce qui concerne le travail des femmes enceintes.

La législation de la Zone France est totalement permissive en matière de rémunération. Euphémisme pour signifier que toute notion de grille de salaires tenant compte de l'ancienneté, de la qualification des ouvrières et de la pénibilité des postes est tout simplement absente. Il n'existe qu'un salaire minimum qui est de Re 99.15 par semaine pour les ouvrières dont l'ancienneté dans l'entreprise est inférieure à un an et de Re 105.78 par semaine pour celles qui ont plus de douze mois de service (1 roupie = 0,66 F). Les entreprises pratiquent rarement le salaire minimum et adoptent un système mixte où certaines tâches difficilement quantifiables telles que le raccommodage de tricots, le contrôle de qualité ... sont payées à la journée, c'est-à-dire au minimum, et où les postes de production sont rémunérés à la pièce (nous donnons en annexe quelques prix correspondant aux dépenses obligées).

Considéré dans le monde industriel comme 'salaire d'appoint', le travail féminin à Maurice n'échappe pas à la règle générale. Les femmes sont payées environ 30 % de moins que leurs homologues masculins et,

cependant, les entreprises reconnaissent volontiers que leur travail est plus soigné et qu'elles sont plus performantes. Mais cette 'spécificité féminine' n'explique pas à elle seule la prédominance de l'emploi féminin dans la Zone Franche.80 % des entreprises qui en font partie appartiennent à la branche textile et il est certain que dans une société où le destin des jeunes filles se limite bien souvent à la vie conjugale et domestique, la couture est considérée comme un savoir-faire purement féminin. A ce mythe, s'ajoute l'absence de services de formation professionnelle dans ce domaine qui demeure l'apanage des organismes caritatifs qui depuis des lustres apprennent la couture aux jeunes filles déscolarisées.

2. CADRE DE TRAVAIL ET TÂCHES FEMININES

A quelques exceptions près, les usines de la Zone Franche sont vétustes, les locaux sont pour la plupart exigus et certains ateliers tels que ceux de lavage de tricots et de repassage sont souvent surchauffés et mal ventilés. La température est également élevée dans les autres sections en raison même de la densité du personnel et du fonctionnement des machines. Tous les établissements qui travaillent dans l'habillement sont extrêmement poussiéreux et les femmes se plaignent du fait que le ménage y est fait pendant qu'elles travaillent : activité parfaitement inutile en raison de l'encombrement des sols (ballots de laine, sacs contenant les pièces déjà confectionnées...) mais elle permet de fermer l'usine dès le départ des ouvrières.

A l'exception des filatures et de l'horlogerie et de quelques usines de prêt-à-porter qui utilisent du matériel moderne, les femmes travaillent sur des machines obsolètes à moins que leur travail ne soit purement manuel (assemblage, raccommodage, collage, travaux de finition).

Les conditions de travail les plus pénibles sont celles des ouvrières des filatures qui travaillent debout dans un bruit qui est à la limite de ce qui est supportable selon les normes du BIT (90 décibels pour une journée de huit heures). Ces femmes souffrent de maux de reins, de varices. Elles deviennent quasiment sourdes après quelques années d'activité malgré les efforts consentis dans ce domaine par les entreprises qui mettent des casques à leur disposition. Peu conscientes des effets du bruit sur leur état de santé, les ouvrières préfèrent se dispenser d'une protection qu'elles perçoivent comme gênante et inutile.

Les employées des ateliers de tricot passent également leurs journées debout devant des machines qui proviennent pour la plupart des pays où elles ne sont plus utilisées en raison de l'automatisation. Leur poste de travail est extrêmement pénible : l'ouvrière doit accompagner du bras le fil de laine qui court sur un métier à tricoter. La répétition continue de ce mouvement affecte particulièrement le dos et la colonne vertébrale. Le travail assis n'est pas toujours sans incidence sur la santé des femmes. Celles qui travaillent dans l'horlogerie fournissent un effort soutenu de concentration qui, disent-elles, les rend nerveuses, aggressives et diminue leur activité visuelle. Les ouvrières du jouet ou de la décoration, notamment celles qui travaillent dans les ateliers de teinture ou qui utilisent de la colle, souffrent de l'inhalation de produits toxiques qui provoquent maux de tête et nausées. Les femmes des ateliers de fabrication de masque de fête sont postées debout neuf heures par jour devant une machine dans laquelle elles introduisent des feuilles de P.V.C. qui doivent être fondues puis moulées. La fusion du plastique dégage une chaleur insoutenable aggravée par le bruit de la machine.

Si les entreprises peuvent difficilement échapper à la législation en ce qui concerne les salaires, il n'en va pas de même quant au respect des normes sanitaires fixées par la loi. Les entreprises qui emploient plus de cent salariés doivent disposer des services d'une infirmière ou d'un personnel de santé à plein temps. Or, un grand nombre d'établissements sont en infraction. Il n'est d'ailleurs pas certain que cette pratique soit rentable, car la présence du corps médical dans l'usine contribue à l'amélioration du climat social et peut-être aussi à la productivité. Ces femmes jouent d'ailleurs plus souvent un rôle d'assistante sociale qu'elles n'exercent une fonction para-médicale.

La loi prévoit également que les établissements disposent d'un réfectoire équipé de bancs ou de chaises. Or, bon nombre d'usines n'ont aucun local prévu à cet usage et les ouvrières prennent leur repas dans les ateliers ou dans la rue. En cas de litige, les usines menacent de licencier le personnel des ateliers qui pourraient faire office de salle à manger ... la menace est lourde et les ouvrières s'accomodent de passer une demi-heure ou une heure par jour dans les escaliers, la rue ou au milieu des chutes de tissus et des ballots de laine. De même, il est exceptionnel que les entreprises respectent les normes sanitaires en ce

qui concerne les toilettes. Les textes de loi parlent d'un W.C. pour vingt-cinq personnes d'un même sexe. Or les usines sont souvent très loin du compte mais elles se retranchent derrière la même argumentation, le même marchandage.

L'état de santé des ouvrières de la Zone Franche est affecté par la malnutrition. Disposant de revenus limités qui bien souvent font vivre toute une famille, elles limitent leurs propres dépenses alimentaires. La plupart des femmes ne prennent pas de petit déjeuner. Elles n'en ont ni le temps ni l'habitude et se contentent d'une tasse de thé. Le repas de midi se compose pour la plupart d'un petit pain agrémenté de sauce au carri qui ne comporte ni viande ni vitamines. Seul le dîner semble un peu plus copieux bien qu'il ne compense pas le déséquilibre alimentaire des 'repas' précédents. Les féculants constituent la base d'une nourriture qui n'est guère enrichie de protéines et de vitamines.

Les conditions de travail des ouvrières de la Zone Franche sont étroitement liées à la personne de leur employeur ou plus exactement aux bons sentiments de ce dernier. Elles ne sont en rien défendues par une loi qui, par ses carences et ses imprécisions,cautionne le libre arbitre de la direction patronale. Les syndicats sont souvent d'un faible poids et leur pouvoir de négociation est bien souvent formel. Ils n'ont qu'une position défensive et tentent de faire respecter une loi squelettique. Leurs conquêtes se limitent trop souvent à des problèmes d'intendance quelque peu dérisoires au regard des vrais problèmes des femmes.

3. QUI SONT LES OUVRIERES DE LA ZONE FRANCHE

Contrairement aux préjugés couramment répandus en milieu patronal, les femmes ne travaillent qu'exceptionnellement pour acquérir de l'argent de poche mais le font par pure nécessité.

Une très grande majorité d'ouvrières sont célibataires et contribuent largement au maintien d'une famille qu'elles ne quitteront qu'à l'occasion de leur mariage. Les hommes, les maris en particulier, sont extrêmement réticents à l'égard du travail de leur épouse et la plupart des ouvrières qui se marient abandonnent leur emploi. Cette pratique est toutefois plus répandue dans les milieux hindous et musulmans pour lesquels le travail féminin n'est accepté que lorsqu'il est indispensable à la survie de la famille mais n'est pas exempt de 'risques'.On se réfère

volontiers, lorsque l'on en parle, à la perversion des valeurs morales traditionnelles et aux dangers que courent la jeune fille dont la destinée est avant tout le mariage. Il semblerait que les milieux créoles soient plus laxistes quant aux représentations qui touchent l'emploi féminin. Les ouvrières provenant de cette communauté ont moins tendance à abandonner leur travail à la suite d'un mariage et leur époux est plus favorable à la poursuite de leur activité. Les contraintes matérielles sont toutefois plus fortes que le respect des valeurs traditionnelles et les différences entre ethnies tendent à s'estomper dans les milieux les plus défavorisés.

Lorsque les ouvrières appartiennent à des familles élargies (hindoues et musulmanes), elles assument souvent seules ou partagent, parfois avec un père ou un frère, les charges du ménage. Dans les foyers mononucléaires, il est extrêmement fréquent de voir des femmes être seules à contribuer à l'entretien de la famille, leur mari étant soit chômeur soit plus rarement absent.

Ce sont généralement chez les ouvrières de plus de trente-cinq ans que l'on rencontre une majorité de chefs de famille. Elles sont veuves, divorcées ou mères célibataires et ne comptent que sur leur salaire pour subvenir aux besoins de leurs enfants. Il semblerait que seules les femmes qui aient de grands enfants résident séparément de leurs parents alors que les plus jeunes, ayant des enfants en bas-âge, habitent généralement sous le même toit qu'un membre de la famille et sont 'épaulées' par un homme (père, frère, beau-frère). Ce sont évidemment les mères célibataires qui souffrent le plus d'isolement. Parfois rejetées par leur famille, elles ne bénéficient d'aucune aide matérielle et morale.

Les ouvrières issues de familles dites élargies confient généralement leurs enfants à leur mère, belle-mère ou membre de la maisonnée. Celles qui vivent en famille nucléaire font appel à l'entourage familial qui réside à proximité ou s'adressent à une voisine qui accepte de surveiller l'enfant bénévolement ou plus rarement contre rétribution.

On ne recourt que de façon exceptionnelle à la crèche. Cette institution existe encore à l'état embryonnaire à Maurice et les femmes sont encore très réticentes à l'égard des garderies qu'elles associent volontiers, notamment en milieu hindou, à l' orphelinat qui correspond au même concept en langue bhojpuri (dialecte du Nord de l'Inde, couramment employé en milieu rural mauricien).

Il est certain que l'accès des femmes au marché du travail industriel n'a en rien modifié les stéréotypes qui entachent l'image féminine. Les ouvrières n'en sont pas moins femmes et mères avec tout ce que ces attributions impliquent sur le plan idéologique. Il est rarement admis que l'emploi féminin et l'apport monétaire qui en découle justifie un allègement des travaux domestiques traditionnellement confiés aux femmes. Si la répartition emploi salarié/travaux ménagers se fait de façon satisfaisante dans les familles élargies, elle n'est nullement la conséquence d'une modification des comportements masculins mais résulte d'un arrangement entre femmes qui permet à celles qui sont actives de se soustraire des corvées quotidiennes. On constate en effet que dans les foyers mono-nucléaires où le mari travaille, les activités ménagères ne sont jamais partagées entre époux et la femme fournit un double travail : industriel et domestique. Les maris chômeurs ne sont guère plus coopératifs et se retranchent souvent derrière le respect d'une répartition traditionnelle du travail entre sexes qui ne se justifice absolument plus dans un contexte de chômage et de féminisation de l'activité économique.

Les ouvrières consacrent leur temps libre à l'entretien de leur ménage et aux soins de leurs enfants. Celles qui résident en milieu rural et à plus forte raison qui vivent en ménage mono-nucléaire, sont particulièrement pénalisées par le sous-équipement de leur village et de leur habitat. Les jours fériés et le dimanche sont consacrés aux corvées de bois dans la montagne avoisinante et à la lessive à la rivière qui permettra d'économiser l'eau ou de pallier le manque d'installation adéquate au domicile.

La notion de loisir n'a guère de sens chez les ouvrières de la Zone Franche. Elle se limite souvent à l'écoute de la radio et parfois de la télévision entre dix-neuf et vingt heures, mais cette détente et cette coupure d'avec le quotidien est de courte durée. Se levant vers cinq heures et épuisées par leur journée, les ouvrières se couchent rarement après vingt-et-une heures.

CONCLUSION

L'exemple de l'emploi féminin dans la Zone Franche de Maurice n'illustre guère le principe du travail libérateur et contribue plutôt à accréditer la thèse inverse. Le travail des ouvrières n'est guère valorisant ; méprisées ou incomprises de leur employeur, les ouvrières n'ont pour seule satisfaction qu'un salaire qu'elles jugent dérisoire. Ces femmes sont par ailleurs victimes d'une idéologie que l'industrialisation rapide du pays n'a pas eu le temps d'estomper. Elles souffrent des mêmes préjugés que leurs aînées mais sont en outre moralement pénalisées par leur nouvelle autonomie financière qui tend à déresponsabiliser les hommes à l'égard de leur famille. Ceux-ci s'estiment 'battus' sur leur propre terrain, celui de l'emploi ; ils s'interrogent sur leur identité et cette remise en cause des rôles masculins et féminins perturbe gravement la stabilité des ménages où la femme travaille.

ANNEXE

Utilisation des salaires féminins

Dans les ménages où les revenus féminins ne contribuent qu'en partie à l'entretien de la famille (cas des familles élargies comportant plus d'un actif), les femmes s'acquittent du paiement du loyer, des factures d'eau, d'électricité et des produits de substitution tels que le pétrole et le bois, et éventuellement de l'alimentation des nouveau-nés (lait maternisé). A ces charges mensuelles, s'ajoutent pour les femmes qui sont seules à subvenir aux besoins de leurs ménages, l'achat de produits alimentaires de première nécessité tels que le riz, la farine et le lait en poudre.

Les ouvrières essaient en outre d'épargner un minimum d'argent qui leur permet quelques dépenses personnelles d'habillement qu'elles perçoivent comme valorisantes et qui sont, en fait, le seul luxe qui leur soit accessible.

Les salaires féminins varient, selon les branches d'activités, les postes de travail et la politique salariale de l'entreprise, de 500 à 1000 roupies par mois. (1 roupie = 0,66 F)

Les dépenses de logement

- Les loyers varient selon le type de logement de :
  - . 500 à 800 roupies pour un 2 pièces
  - . 600 à 900 roupies pour un 3 pièces
  - . 700 à 1000 roupies pour un 4 pièces
- La consommation d'eau : 60 à 100 roupies par mois, selon la taille du ménage
- La consommation d'électricité : 70 à 200 roupies par mois, selon la taille du ménage
- La consommation du pétrole : 60 à 100 roupies par mois, selon la taille du ménage

Les prix des produits alimentaires de première nécessité

- Riz "ration" (subventionné) : 1,50 roupie la livre (500 g)
- Consommation de riz pour un ménage de :
  - . 2 personnes : 25 livres
  - . 3 personnes : 45 livres
  - . 4 personnes : 45 livres
  - . 5 personnes : 60 personnes
- Farine : 1,50 roupie la livre (entre en concurrence avec la consommation de riz)
- Huile : 12,25 roupies la livre
- Lait en poudre : 13 roupies la livre
- Lait maternisé : 26 roupies la boîte de 400 g
- Légumes : 1,50 roupie la livre
- Sucre : 1,50 roupie la livre

RÉSUMÉ

L'auteur décrit les conditions de travail des ouvrières de la Zone Franche. Elle montre que ces femmes non protégées par la législation du travail sont, par ailleurs, victimes d'une idéologie que l'industrialisation rapide du pays n'a pas eu le temps d'estomper. Elles souffrent des mêmes préjugés que leurs aînées mais sont en outre moralement pénalisées par leur nouvelle autonomie financière qui tend à déresponsabiliser les hommes à l'égard de leur famille. Ceux-ci s'estiment "battus" sur leur propre terrain, celui de l'emploi, ils s'interrogent sur leur identité et cette remise en cause des rôles masculins et féminins perturbe gravement la stabilité des ménages où la femme travaille.

ABSTRACT

The author describes the working conditions of the Free Zone women workers, and shows that these women are both unprotected by labour legislation and victims of an ideology which has not yet been deleted by the rapid industrialization of the country. They suffer from the same prejudices as the women of previous generations, but they are also morally penalized by their new financial autonomy which makes the men feel less responsible of their families. The men feel beaten in their own field - the field of employment - and have doubts about their identity. This questioning of male and female roles has seriously disrupted the stability of the households, where women work.

LES FEMMES DU TIERS-MONDE, DE LA TRADITION À L'EXPLOSION. CONSÉQUENCES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES.

Benoit FERRY

Le document présenté ici n'a pas la prétention d'une approche théorique ou sociologique sur le sujet. Modestement il veut, partant de certaines situations actuelles observées dans le Tiers Monde, présenter quelques réflexions et proposer quelques voies à explorer.

Les femmes constituent la moitié de la population de la planète, et au moins sur ce plan, elles sont à égalité avec les hommes. Biologiquement plus résistantes, elles vivent cependant dans des conditions en général plus difficiles. Le monde, le Tiers Monde en particulier ne leur réserve de façon formelle qu'une petite partie des sphères du pouvoir.

On retrouve la femme au coeur de tous les systèmes sociaux, économiques ou culturels. Ce peut être par le rôle privilégié qu'elle joue dans le processus de reproduction et d'élevage des enfants : ce peut être aussi, plus subtilement, dû au fait qu'elle constitue le noyau même de ces systèmes sociaux, culturels et économiques.

Lorsque l'on considère en profondeur l'organisation sociale du Tiers Monde dans son ensemble c'est bien cet aspect qui apparaît rapidement. Il est clair que la femme tient une place majeure et déterminante dans la vie et la survie du groupe.

Les mécanismes traditionnels de contrôle social avaient affecté à la femme une place, un rôle, une activité, rarement un pouvoir. L'ensemble du système avait son équilibre, bon ou mauvais, peu enviable pour les femmes en général. La division du travail était établie et respectée. Globalement la femme, centrée sur son rôle de reproductrice, de-

vait par surcroît pourvoir aux multiples tâches domestiques, agricoles et sociales.

Puis, les systèmes traditionnels se sont effrités notamment sous l'influence de la monétarisation, de la corruption, de l'amélioration de la santé. On a vu toutes les conditions de vie et de survie bouleversées par de nouvelles normes, de nouveaux intérêts, de nouvelles stratégies, de nouveaux modèles.

L'une des conséquences les plus graves est la crise alimentaire qui sévit actuellement dans de nombreux pays en développement qui est corrolée, hâtivement trop souvent, à l'explosion démographique du Tiers Monde où une amélioration relative de la santé associée à une baisse de la mortalité maintient des niveaux de fécondité élevés.

Certains pays africains connaissent un accroissement de plus de 4 % par an ; soit un doublement en un peu moins de 18 ans, c'est-à-dire qu'ils ont multiplié par 2,5 leur population depuis l'indépendance des années 60 et qu'ils doubleront encore une fois d'ici l'an 2000, soit près de 3,5 fois en 40 ans. Malthus est dépassé, et aucune situation comparable n'a pu être observée dans le passé. Plus dramatique encore est l'urbanisation puisque les taux d'accroissement urbain dépassent les 10 % soit un doublement de la population en moins de 8 ans.

Pour prendre en compte cette explosion brutale, l'urgence de l'élaboration de politiques de population doit être reconnue et accompagnée des mesures permettant leurs mises en place. Mathématiquement on pourrait nourrir tout le monde, pratiquement on est dépassé par cette vague déferlante et les désordres qui lui sont liés. On colmate les brèches ici ou là, on "recommande" beaucoup dans les organismes internationaux, on croule sous les millions de pages de rapports alarmants mais s'est-on finalement posé correctement les questions ?

La femme, sur qui repose le succès de toute politique d'espacement des naissances ou de régulation de la fécondité, doit être considérée de manière globale. Son rôle de reproductrice est indissociable de son rôle de productrice et l'on ne peut agir sur le premier sans agir sur le second. En effet, comment peut-on envisagèr que les femmes pauvres - les plus nombreuses, près d'un milliard - qui passent leur vie à s'épuiser dans des tâches nombreuses pour subvenir à la survie quotidienne de leur famille, aient le temps et la disponibilité d'esprit pour suivre les formations liées au succès des programmes d'espacement des naissances ? Comment peut-on envisager que ces femmes harassées par des conditions

de vie misérables puissent exercer leur "droit fondamental de décider librement et en toute responsabilité du nombre de ses enfants et de l'espacement des naissances" ?

D'autre part, trois faits liés à la montée de la pauvreté dans le Tiers Monde rendent encore plus impérieux l'accès des femmes à des revenus rémunérateurs : l'insuffisance des revenus masculins, la fréquente non redistribution de ces revenus masculins à l'intérieur de la famille mais, encore plus, le nombre croissant de femmes chefs de famille devant assumer, seules, l'ensemble des responsabilités économiques de ce que nous appellerons "l'unité familiale". Notons en outre que ces phénomènes ont des répercussions graves sur la structure de la famille, dont on veut croire qu'elle est "l'unité de base de la société" mais aussi et c'est peut-être le plus important car cela met en jeu le futur même des sociétés, sur l'éducation des enfants.

Dans ces conditions, il est vain de corréler trop étroitement la crise alimentaire à la dénonciation des effets négatifs de la "surpopulation" et de "l'explosion démographique" alors que "le problème ne peut être réduit à la simple dissémination de contraceptifs mais un problème plus général de l'organisation de la Société" (TABAH). On peut admettre néanmoins que les difficultés ne font que croître avec une population en expansion, et une mauvaise distribution des ressources qui renforcent à leur tour l'exode rural et des taux d'urbanisation où les difficultés d'aménagement atteignent la "limite du tolérable".

Il faut avant tout considérer les principaux acteurs de cette explosion démographique : les femmes du Tiers Monde qui sont accablées de toute part pour ne pas dire agressées. *Avec des comportements traditionnels, elles sont confrontées à des normes nouvelles, et à des comportements nouveaux on leur oppose des normes traditionnelles. Et cela au milieu de conditions de vie parfois dramatiques, à la limite de la survie. On ne peut attendre un comportement limpide dans ces situations.*

Il est fascinant de constater que plus on parle de réduction de la fécondité, plus les femmes sont obligées d'abandonner la régulation traditionnelle de la fécondité et plus on crée des comportements qui entraînent sa hausse.

Après avoir indiqué les mécanismes qui sous-tendent la fécondité on pourra examiner quelques-uns des facteurs de hausse et des facteurs de baisse.

Une question préalable se pose lorsque l'on observe les niveaux de fécondité : savoir pourquoi la fécondité dite naturelle ou traditionnelle est paradoxalement si basse. Pourquoi et comment, pendant des siècles, et actuellement dans bien des pays du Tiers Monde, cette fécondité s'est située autour de 7 enfants par femme et pas beaucoup plus. La fécondité est donc déjà énormément restreinte par rapport aux niveaux les plus hauts observés dans des populations contemporaines exceptionnelles. Ainsi dès le départ, un ensemble de facteurs biologiques et de comportements, individuels et collectifs, régulent la fécondité. On dispose en fait d'un grand nombre de populations de référence, actuelles ou passées dont on connaît une bonne part des mécanismes régulateurs. On peut rechercher la comparabilité et être fort surpris qu'à niveau égal de fécondité les schémas qui la sous-tendent soient très variés. De nombreuses illustrations des combinaisons des régulateurs de la fécondité ont été décrites pour diverses populations. Elles montrent que des mécanismes d'équilibre assez différents sont en oeuvre selon les sociétés.

La fécondité est donc un phénomène compliqué et son niveau n'est que la résultante d'un réseau complexe de variables qui interviennent de façon différente et contradictoire. Plutôt que de parler de l'évolution de la fécondité *on devrait parler de la fécondité comme une résultante de l'évolution des déterminants de la fécondité.*

Il ressort des schémas classiques concernant la fécondité, qu'il existe trois types de variables en jeu.

1) Les variables dépendantes

Elles sont constituées par les niveaux de fécondité. Leur approche constitue l'objet de l'analyse démographique classique.

2) Les variables indépendantes ou indirectes

On les retrouve de façon habituelle lorsque l'on étudie par exemple les déterminants socio-économiques de la fécondité. Ce sont les grandes caractéristiques des populations (niveau d'instruction, niveau socio-économique, activité, région...) qui sont en général corrélées aux niveaux de fécondité. Soulignons dès à présent que *telles corrélations n'impliquent pas forcément et malgré certaines affirmations des relations de cause à effet.*

La plupart des études sur la fécondité s'arrêtent cependant à ce niveau de relations et en déduisent, de façon parfois hâtive, des pré-

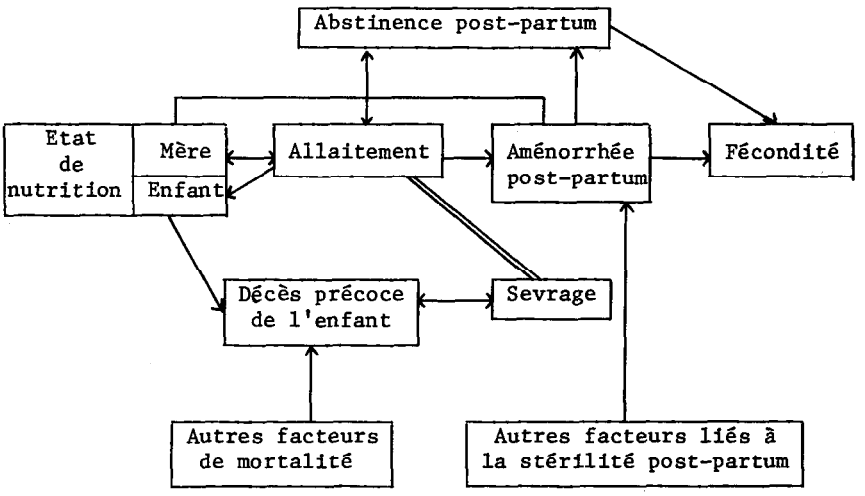
dictions souvent alarmistes ou pour le moins peu fondées scientifiquement.

3) Les variables intermédiaires ou déterminants proches

Elles sont constituées de tous les facteurs organisés en un réseau complexe qui font varier directement la fécondité. Elles sont le passage obligé, l'intermédiaire entre les variables indépendantes et les variables dépendantes.

Par conséquent toute variable indépendante n'agira sur la fécondité qu'en passant par un ou plusieurs intermédiaires.

Prenons l'exemple de l'allaitement maternel et voyons le réseau qui lui est lié.



Ainsi chaque déterminant peut être considéré et mesuré en soi, mais aussi, et surtout, dans ses interrelations avec les autres. La difficulté réside dans l'évaluation de l'incidence relative des différents déterminants sur la fécondité.

Toutes les variables en jeu forment un ensemble lié directement à la fécondité. Elles interviennent dans toutes les sociétés à des degrés divers ; l'absence de l'une ou l'autre dans telle société aura une forte incidence, à travers l'ensemble du réseau, sur la fécondité résultante.

On peut passer en revue sommairement quelques-uns des facteurs possibles de hausse ou de baisse de la fécondité dans l'évaluation des populations traditionnelles ; sans oublier qu'ils peuvent jouer en synergie ou non.

FACTEURS DE HAUSSE DE LA FECONDITE

- Raccourcissement de la durée d'abstinence post-partum,
- Raccourcissement de la durée d'allaitement-aménorrhée,
- Progrès dans la lutte contre la stérilité,
- Exposition aux rapports sexuels plus précoces,
- Amélioration du système de soins,
- Amélioration de l'état nutritionnel,
- Baisse de la mortalité intra-utérine,
- Baisse de la mortalité maternelle,
- Augmentation de la fréquence des rapports sexuels :
  - . réduction des absences entre époux,
  - . baisse des taux de polygamie.

FACTEURS DE BAISSE DE LA FECONDITE

- Retard de l'âge aux premiers rapports sexuels et d'entrée en union,
- Utilisation plus importante de la contraception,
- Activité économique des femmes,
- Augmentation du nombre d'avortements provoqués,
- Migrations de travail,
- Arrêt plus précoce de la vie féconde.

Présentées ainsi, ces informations sur les déterminants de la fécondité nous laisseraient un peu insatisfaits car le vrai problème à étudier concerne les combinaisons de ces variables qui sont elles-mêmes conditionnées par des caractéristiques socio-économiques, culturelles, régionales, etc. et qui aboutissent à des niveaux de fécondité spécifiques. Leur évolution dépendra étroitement de l'évolution des combinaisons qui proviendront en fait de modifications des déterminants considérés.

La vérité est que tout évolue rapidement, et qu'il est difficile comme le voudraient certains de n'intervenir que sur l'une ou l'autre variable prise isolément.

L'hypocrisie consiste à dire qu'en limitant les naissances on devrait arriver à résoudre aisément tous ces problèmes. On se donne bonne conscience en proposant un modèle occidental de la famille où l'harmonie serait de règle et qui constituerait le niveau idéal de responsabilisation et où la femme serait l'égal de l'homme. Qu'en est-il chez nous ? Pourquoi un modèle ? Ne faudrait-il pas plutôt donner aux femmes, quelle que soit la diversité de leurs situations les moyens de s'en sortir, de se libérer des contraintes de toutes sortes, d'être responsables d'elles-mêmes.

Bien sûr qu'il faut urgemment proposer les moyens de santé pour tous, l'accès à l'information et aux services de planning familial, aux activités économiques, à la satisfaction des besoins alimentaires. *Croit-on vraiment que les femmes du Tiers Monde ne sont pas assez intelligentes pour savoir ce qu'elles doivent faire pour elles-mêmes et les leurs ?*

La question n'est pas de leur apprendre, ni de leur faire comprendre, la question est de leur donner les moyens d'acquérir cette liberté qui est finalement cette responsabilité que l'on recherche.

Le Tiers Monde part d'un background très différent de nos sociétés occidentales, et ce n'est pas parce que les grandes puissances l'ont colonisé qu'il a adopté nos façons de penser et de réagir. Ce n'est probablement pas non plus la raison pour laquelle il juge que nous sommes les meilleurs et que le salut se trouve dans nos modèles.

Des situations spécifiques, certaines traditionnelles, d'autres nouvelles, auront leur évolution spécifique. Elles mériteraient des approches et des recherches spécifiques.

Pour n'en citer que quelques-unes :

- La mortalité maternelle, qui est un problème mal connu, sachons seulement que si dans le monde les niveaux de mortalité infantile vont de 1 à 20 ceux de la mortalité maternelle vont de 1 à 200,
- La fécondité des très jeunes filles et les nombreux problèmes qui y sont liés. Un grand nombre de données statistiques existent et mériteraient d'être exploitées et analysées de façon urgente,
- Les femmes seules, veuves, divorcées, abandonnées, marginales, infécondes. Les causes et les conséquences que cela entraîne pour la famille, pour les états, pour l'éducation,
- Les nouveaux comportements féminins et familiaux en situation d'acculturation urbaine. Observation, analyse, conséquences,

- Les possibilités nouvelles pour les femmes du Tiers Monde de se libérer, de faire face au poids de la reproduction, des contraintes immédiates : santé, alimentation, revenus économiques... Contexte, conditions, moyens.
- Les budgets-temps des femmes. Situations traditionnelles, mutation, perspectives, par rapport à des rationalités démographiques, individuelles ou familiales, que nous n'avons jamais pu clairement appréhender.

Tous ces projets devraient être restitués dans le cadre théorique décrivant les contradictions entre situations nouvelles, besoins nouveaux, comportement traditionnel - normes nouvelles, comportement nouveau - normes traditionnelles. Réalité, adaptation, moyens et conséquences.

RÉSUMÉ

Partant d'un constat sur la situation actuelle des femmes dans le Tiers Monde, l'auteur montre que la situation a évolué, érodant les mécanismes traditionnels de contrôle social. Certaines conséquences sont passées en revue, notamment sur le plan démographique. La situation actuelle des femmes est sous le signe de diverses contradictions : à des comportements traditionnels, elles sont confrontées à des normes nouvelles, et à des comportements nouveaux on leur oppose des normes traditionnelles. Le domaine de la fécondité est pris en exemple.

ABSTRACT

Looking at the present situation of Third World women the author shows that the situation has changed with the erosion of traditional mechanisms of social control. Some consequences are reviewed, particularly in demographic terms. The position of women today is characterized by various contradictions : their traditional forms of behaviour are faced with new rules, and their new forms of behaviour are faced with traditional rules. Fecundity is the theme used to illustrate this point.

FEMMES ET SANTÉ : PROBLÈMES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELS

Docteur Michel CHAULIAC
Docteur Anne-Marie MASSE-RAIMBAULT (*)

On a beaucoup écrit sur la répartition de la nourriture dans la famille africaine où l'homme, premier servi, aurait les morceaux de choix, comme la viande, tandis que la femme et les enfants se partageraient les restes. Mais, en réalité, peu d'études ont cherché à évaluer exactement ce que mangent les femmes lorsqu'elles n'ont pas accès à la viande, et à estimer les répercussions que cela pourrait avoir sur leur état de santé. "Lorsqu'on se fonde sur des données incertaines pour procéder à des généralisations abusives, on risque fort de donner naissance à des idées qui se rapprochent du mythe" (1).

Les tabous alimentaires concernant les femmes et particulièrement les femmes enceintes et allaitantes ont aussi été longuement décrits ; ceux-ci concernent en particulier les produits animaux. Cependant, "bien peu d'études comportent une analyse sérieuse de la mesure dans laquelle ils sont effectivement préjudiciables à la nutrition dans son ensemble" (1). MAC DOWELL a montré que la réduction de l'apport protéique du fait d'une restriction d'oeufs dans le régime alimentaire des groupes frappés d'interdits est minime, de l'ordre d'environ 0,2 à 0,4 grammes par jour.

Dans bien des sociétés, les femmes enceintes et allaitantes sont préservées durant ces périodes de risque. La FAO a relevé de nombreuses

---

(*) Centre International de l'Enfance. Paris.
(1) Etude FAO - Alimentation et nutrition (n° 8). Les femmes et la production alimentaire - La manutention des aliments et la nutrition.

études en Guinée Bissau, au Lesotho, en Tanzanie, etc..., qui montrent que ces femmes sont privilégiées d'un point de vue nutritionnel, parfois aux dépens des adultes et des jeunes gens, et que dans certains cas les travaux difficiles leur étaient épargnés. D'autres peuples vont jusqu'à la suralimentation, comme les touaregs où les femmes sont engraissées en signe d'opulence et de valorisation de l'homme.

Il faut donc se méfier des généralisations concernant les coutumes alimentaires liées au sexe et faire des études des relations entre consommation alimentaire, travail, état nutritionnel et état de santé, cas par cas, suivant les différentes cultures. Il est pourtant bien démontré que dans la majorité des pays du Tiers Monde, les femmes présentent un état nutritionnel préoccupant. Ceci est mis en évidence au travers d'indicateurs comme les taux d'hémoglobine, l'augmentation de poids pendant la grossesse, les faibles poids des enfants à la naissance, le taux de mortalité maternelle, les faibles quantités de lait produites par les mères allaitantes, etc.

1. MORTALITE MATERNELLE

La dimension de la mortalité maternelle dans les pays industrialisés a suivi l'amélioration des conditions de vie, de la surveillance prénatale et des conditions d'accouchement. En 1978-79, la mortalité maternelle était, pour 100.000 enfants nés vivants (annuaire stat. OMS 1983) de 9,6 aux Etats-Unis, de 12 en France, 6,9 aux Pays-Bas, de 1 en Suède.

Dans les pays en développement, les taux sont encore très élevés : ils sont de 103 pour 100.000 naissances vivantes en Thaïlande, 171 au Pérou, 78 en Egypte et en Argentine, 216 en Equateur, 503 au Paraguay. En Malaisie, le taux (1) varie de 31 à 558 selon les districts, au Bengladesh ils sont de 600 en zone rurale et vont jusqu'à 1.800 chez les mère jeunes en Asie.

En Tunisie, à l'intérieur du pays où la couverture des soins liés à la grossesse et à l'accouchement est moindre, la mortalité maternelle est 20 fois supérieure à celle de Tunis, atteignant dans certains endroits 1000 pour 100.000 naissances vivantes (2).

---

(1) Carnets de l'Enfance - UNICEF - 49/50, p. 25, 1980.
(2) Une meilleure santé pour nos enfants - Institut National de la Santé de l'Enfance, Tunis, 1979.

Il faut souligner que les chiffres de mortalité maternelle sont encore trop souvent ignorés ce qui n'est pas fait pour encourager une politique de santé en faveur de cette période de vie.

2. MALNUTRITION PROTEINO-CALORIQUE ET POSSIBILITES DE REPRODUCTION

D'après les données rassemblées par l'OMS (1) durant la décennie (1973-1983), 145.400.444 enfants de moins de 5 ans sont malnutris (selon le rapport poids/âge) dans les pays en développement, ce qui représente 42,3 % des enfants de cette tranche d'âge. Garçons et filles sont touchés par cette malnutrition qui est due le plus souvent à l'action synergique de la sous-alimentation et des maladies infectieuses et parasitaires. Le pourcentage d'enfants malnutris est variable selon les tranches d'âge et les continents (cf. tableau).

Prévalence de la MPC déterminée par le pourcentage d'enfants à moins 2D.S. de la médiane poids/âge (référence NCHS)

Ages	Afrique	Amérique*	Asie**	Océanie***
0-1	15,1	9,8	25,9	3,9
1-2	35,2	21,9	60,0	21,3
2-3	29,9	21,3	61,4	17,3
3-4	23,9	17,4	60,2	5,6
4-5	23,8	17,9	62,5	9,0
Nombre brut d'enfants malnutris	21.900.000	8.600.000	114.600.000	300.000

* Amérique à l'exclusion des pays tempérés
** Asie à l'exclusion de l'Asie du Nord-Est
*** Océanie à l'exclusion de l'Australie et de la Nouvelle Zélande.

(1) Surveillance nutritionnelle - Relevé épidémiologique hebdomadaire 59(25) : 189/192.

Les conséquences des troubles nutritionnels sont d'autant plus marquées que ces troubles interviennent durant la période de croissance rapide soit la période in utéro et les trois premières années de la vie. La grande question est de savoir si l'enfant ayant souffert de MPC va pouvoir rattraper son retard ?

Il semble qu'il faille tenir compte de trois facteurs : l'âge de l'enfant, la gravité des troubles, la durée de la maladie y compris l'étape de préparation sans signe clinique apparent. Plus l'enfant est jeune, plus les risques sont grands. Nombreux sont les enfants en état de malnutrition relative : en effet, lorsque les troubles nutritionnels persistent plusieurs mois, voire plusieurs années ou générations, ils retentissent sur la croissance staturo pondérale. L'organisme de l'enfant semble s'adapter le mieux possible à la ration alimentaire insuffisante, il freine sa croissance et tente de trouver ainsi un état d'équilibre. La valeur du poids et celle de la taille sont en harmonie l'une par rapport à l'autre mais elles sont inférieures aux valeurs normales pour l'âge. Ce phénomène d'"homéorrhèse" a des conséquences plus graves à long terme pour la fillette. En effet, cette malnutrition retentit sur sa taille et des études ont montré que la petite taille chez les femmes (c'est-à-dire une taille inférieure au potentiel génétique) est un facteur important de risque obstétrical : augmentation de la mortalité maternelle, faible poids de l'enfant à la naissance.

De plus, la malnutrition joue un rôle important dans le retard de l'âge d'apparition de la puberté. Le problème doit être étudié à l'intérieur des mêmes groupes ethniques pour éliminer les facteurs génétiques. Dans les pays où il y a de grandes différences de régime alimentaire et de niveau de vie, on vérifie que l'âge médian des premières règles des filles est retardé dans les populations défavorisées. Ce retard pubertaire est dû à toute l'histoire nutritionnelle et sanitaire de la fille et tout particulièrement à ses premières années de vie. On trouve des corrélations significatives entre la maturation biologique et la future maturation pubertaire. Ainsi, au Kenya, une étude (KULIN et al - 1982) a montré que les filles rurales de 10 à 13 ans étaient plus petites de 10 à 15 cm et plus légères de 9 à 14 kg que des écolières urbaines de niveau socio-économique élevé, de même âge. L'apparition de leurs règles était retardée de plus de deux ans : 15,3 + ou - 2 ans contre 13,2 + ou - 1,5 ans. Une différence similaire est re-

trouvée chez les filles des Etats-Unis bien et mal nutries : 12,43 ans contre 14,45 ans (DREIZEN et al - 1967).

3. SUPPLEMENTATION ALIMENTAIRE MATERNELLE ET POIDS DE NAISSANCE

La malnutrition maternelle conduit à une faible augmentation de poids durant la grossesse et débouche sur la naissance d'enfants de petit poids qui seront allaités par des mères n'ayant pas suffisamment de réserves pour assurer à leur enfant une quantité suffisante de lait. Les complications : prématurité, hypotrophie, malnutrition de l'enfant, anémie et épuisement de la mère, mortalité maternelle et infantile constituent une lourde charge sociale et économique et représentent un obstacle au développement.

Une étude de l'I.N.C.A.P. au Guatemala, citée par DAZA E.H. et LECHTIG A. (1980), montre que si la taille et le niveau socio-économique de la mère sont associés au risque de petit poids de naissance, une supplémentation nutritionnelle durant la grossesse permet de réduire de façon importante, parmi les populations les plus exposées, le pourcentage de petit poids de naissance. Cette supplémentation n'influe pas sur le pourcentage de petit poids de naissance des enfants nés de mères à faible risque : taille supérieure à 147 cm et niveau socio-économique élevé.

Plusieurs études (LECHTIG et al - 1982), comparant des groupes de femmes enceintes recevant un supplément nutritionnel durant la grossesse et des femmes témoins apariées, ont montré, dans des milieux culturels, sociaux et économiques différents (Guatemala, Colombie, New York et Taïwan) que le poids de naissance des enfants du groupe supplémenté était supérieur à celui des enfants nés des femmes témoins, que le gain de poids pendant la grossesse était supérieur dans le groupe supplémenté et que cette supplémentation avait un impact positif sur la croissance de l'enfant (sauf à New York). Il semble que les résultats soient plus significatifs chez les femmes en état de malnutrition grave et surtout présentant un état nutritionnel précaire déjà avant le début de la grossesse.

L'état nutritionnel antérieur et actuel de la mère (y compris l'anémie) n'est pas le seul facteur influençant le poids de naissance, il faut également prendre en compte l'espace intergénésique, la parité,

le travail physique pénible, la situation socio-économique, le niveau d'éducation de la mère, l'usage du tabac, la morbidité maternelle au cours de la grossesse.

Il faut retenir que le poids de naissance est un indicateur intéressant de l'état nutritionnel non seulement de l'enfant, de ses chances et risques au démarrage dans la vie mais également de l'état sanitaire de la mère. La proportion de nouveau-nés de poids insuffisant ainsi que de faible gain de poids pendant la grossesse servent d'indicateurs de l'état nutritionnel des mères dans une collectivité.

Dans ces programmes de supplémentation, un facteur important à prendre en considération est le mode de distribution des aliments. La supplémentation est-elle consommée par la mère au centre de santé ou dans des cantines communautaires, est-elle remise à la mère afin qu'elle la consomme à la maison avec le risque du partage de la ration avec toute la famille ou de sa vente ou, enfin, la ration prévue pour la femme enceinte est-elle multipliée par le nombre de membres présents aux repas ?

Il semble que la grossesse ne soit pas la meilleure période pour entreprendre une action nutritionnelle, sauf situation d'urgence. Pour avoir de meilleurs résultats, certains chercheurs émettent l'idée d'intervenir avant la grossesse, c'est-à-dire durant la période pubertaire (VITERI - 1984).

4. ALLAITEMENT MATERNEL

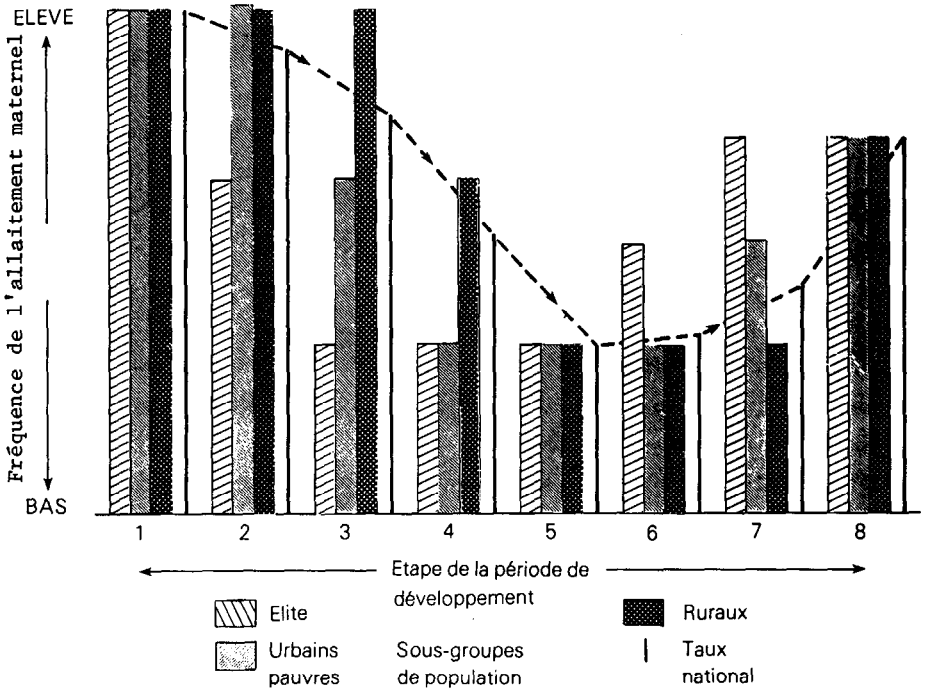
4.1. Allaitement maternel : prévalence et durée

L'évolution de la fréquence et de la durée de l'allaitement maternel est nette dans un pays comme le Brésil, entre les différentes régions et les différentes zones urbaines ou rurales (1).

La fréquence et la durée de l'allaitement maternel est donc supérieure dans les zones rurales de chaque région et supérieure pour chacune des zones urbaine ou rurale dans la région du Nordeste, plus défavorisée. Néanmoins, ces chiffres montrent également la tendance à l'abandon de l'allaitement maternel en toutes zones, et en particulier dans les régions les plus pauvres. Cette tendance est encore peu marquée

(1) Perfil estatisco de crianças e maes no Brasil Aspectos nutricionais. 74/75. UNICEF, 1982.

en Afrique où la durée moyenne de l'allaitement est estimée à 20 mois. En Asie, la situation est très variable suivant les pays. En Amérique Latine, la durée est également variable, mais, en dehors de l'Amérique Centrale et des Caraïbes, se dégage très nettement une tendance à la réduction de la fréquence et de la durée de l'allaitement maternel même en zone rurale. A. PETROS BARVAZIAN (1983) a proposé un schéma global des tendances de la fréquence de l'allaitement maternel suivant les groupes sociaux et l'étape de développement.



Dynamiques des modèles d'allaitement maternel. Représentation schématique des différences entre les sous-groupes de population.

Stade 1 : Inde, Zaïre
" 2 : Nigéria
" 3-4-5 : Philippines, Brésil
" 6 : Singapour, Espagne
" 7 : Etats-Unis
" 8 : Suède

4.2. Allaitement maternel et état nutritionnel

Au moment de l'allaitement, l'état nutritionnel de la mère, et en particulier son gain de poids durant la grossesse, va influer sur la quantité et dans une moindre mesure sur la composition en lipides de son lait.

Une étude (VANSTEENBERGEN et al - 1983) dans une zone rurale du Kenya a montré que les femmes dont le poids pour taille au dernier trimestre de grossesse était compris entre 70 et 80 % de la référence OMS avaient durant les 6 premiers mois de la lactation une quantité de lait quotidienne inférieure à celle des femmes de poids pour taille compris entre 90 et 115 % de la même référence.

La quantité de lait sécrétée est également sous la dépendance de la fréquence, de l'intensité et de la durée des tétées par stimulation humorale et peut être par stimulation directe de la glande mammaire.

L'état nutritionnel de la mère influe surtout sur la quantité de lait produite. C'est la raison pour laquelle dans certains pays en voie de développement comme dans les classes défavorisées des pays industrialisés où les mères ne sont pas en très bon état nutritionnel, on préconise d'opter pour une politique de supplémentation alimentaire des femmes enceintes et allaitantes - plutôt que de distribuer du lait aux jeunes enfants. Cette dernière pratique est un facteur d'abandon de l'allaitement maternel, un risque de malnutrition et une cause de diarrhées. La politique de supplémentation alimentaire des femmes enceintes et allaitantes, comme l'ont montré certaines études, permet d'augmenter le volume de lait produit.

Action de la supplémentation sur la sécrétion lactée
D'après HOLEMANS 1954 - EDOZIAN 1976 - SOSA 1976

Période de lactation (mois)	Volume lacté (grammes)	
	avec S*	sans S*
1 - 2	550	269
2 - 3	440	354
3 - 4	432	307

S* = Supplémentation en protéines animales - 175 g/mois

Une supplémentation nutritionnelle de la mère à ce moment ne permettrait pas forcément d'augmenter la production de lait, car le supplément énergétique pourrait être dépensé en travaux physiques supplémentaires ou conduirait à une réduction de l'aménorrhée du post-partum dont les conséquences sur l'état de santé de la mère et de l'enfant pourraient être négatifs.

4.3. Allaitement maternel et espacement des naissances

L'allaitement maternel contribue à l'espacement des naissances en prolongement par voie humorale l'aménorrhée du post-partum. La stimulation de la sécrétion de prolactine est liée par voie réflexe à la fréquence des tétées de l'enfant. La tendance à une diminution de la prévalence et de la durée de l'allaitement maternel dans de nombreux PVD et particulièrement dans les zones urbaines et périurbaines est susceptible, si des mesures favorables à la contraception ne sont pas prises, d'entraîner une augmentation du taux de natalité et risque par là même de conduire à une augmentation de la mortimorbidité foetomaternelle et infantile.

Au Kivu (Zaïre) VIS, HENNART et AUCHABABISHAM - 1981) où l'allaitement maternel est généralisé (la fréquence des tétées est de 13 à 15 fois par jour durant la première année) et où une supplémentation est introduite plus rapidement pour les nourrissons urbains, l'aménorrhée du post-partum est de moins longue durée en milieu urbain. En zone rurale, 19 % des mères seulement sont réglées un an après l'accouchement. La malnutrition de la femme allaitante et un allaitement de près de 2 ans amènent, du fait de l'aménorrhée du post-partum un espacement des naissances de 33 à 39 mois. Il y a très longtemps que des travaux signalent l'influence de la MPC sur l'aménorrhée post-partum.

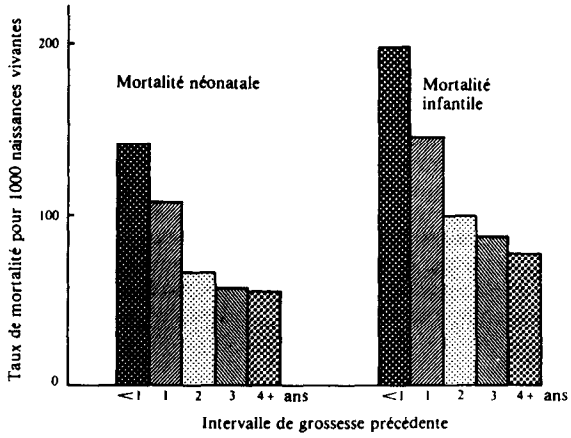
Dans les différents états du Nordeste brésilien, la durée de l'aménorrhée du post-partum a été calculée en fonction de la durée de l'allaitement maternel (ANDERSON et al. - 1984).

Durée moyenne de l'allaitement maternel et de l'aménorrhée du post-partum dans 4 états du Nordeste brésilien

	Bahia	Paraïba	Pernambuco	Rio Grande de Norte
Durée de l'allaitement maternel (mois)	8,1	5,3	5,1	5
Durée de l'aménorrhée du post-partum	4,6	3,6	2,9	2,9

Or dans une étude faite aux Etats-Unis sur 251 paires d'enfants nés les uns moins d'un an et les autres entre deux et cinq ans après leur frère et soeur et appariés sur le sexe, l'âge, l'hôpital de naissance et le niveau socio-économique, HOLLEY W.L. et al. (1969) ont montré que le poids de naissance des premiers était inférieur de 170 g à celui des seconds, alors que l'âge gestationnel était comparable. Un faible espacement des naissances plus une malnutrition chronique de la mère peuvent entraîner une aggravation de son état de santé et une augmentation de la mortalité néo-natale et infantile.

Effet de l'espacement des grossesses sur la mortalité néonatale et infantile (ROHDE - 1983)



Intervalle de grossesse précédente = l'intervalle entre la fin de la grossesse précédente et la naissance de l'enfant.

Par ailleurs, diverses études au Guatemala, en Gambie montrent que l'amélioration de l'alimentation de la mère pendant le dernier trimestre de grossesse ou pendant la grossesse et/ou l'allaitement entraîne une diminution de l'aménorrhée du post-partum pouvant aller jusqu'à plusieurs mois. Toute amélioration de l'alimentation de la femme enceinte et/ou allaitante risque donc d'amener, si d'autres mesures ne sont pas prises, en particulier dans l'amélioration des services de planning familial, une augmentation du taux de natalité.

4.4. Allaitement maternel et aspect économique

En plus de ses effets bénéfiques sur les états nutritionnel, sanitaire, physique et psychologique de l'enfant et l'état de santé maternel, l'allaitement maternel représente une économie pour les femmes, les familles et les Etats (ALMROTH, GREINER - 1980).

En Côte-d'Ivoire, en tenant compte des coûts du lait en poudre, des ustensiles nécessaires, des suppléments alimentaires pour la mère allaitante, du temps nécessaire à l'alimentation de l'enfant et sans tenir compte des effets positifs de l'allaitement maternel sur la mortalité et la morbidité, l'économie réalisée sur deux ans pour une famille était de 600 à 730 dollars U.S., le salaire moyen d'un ouvrier agricole dans une plantation étant à ce moment (1977) de 1 dollar U.S./jour. L'économie est du même ordre au Ghana. Si tous les nourrissons de Côte-d'Ivoire étaient nourris au sein pendant deux ans, l'économie réalisée à niveau national serait de 16 à 28 millions de dollars U.S.

En Indonésie, ROHDE J.E. (1982) a calculé la valeur économique de la production de lait maternel (en équivalent préparation pour enfant) en tenant compte du coût de production du lait maternel, du bénéfice que représente l'allaitement sur la prévalence des diarrhées, et du coût d'un programme de planning familial permettant la même réduction de la fertilité. Celle-ci s'élève à 520 millions de dollars U.S. par an, ce qui équivaut à 1 % du produit national brut, une valeur supérieure aux exportations de café (491 millions de dollars), une valeur un peu inférieure aux importations de véhicules (692 millions de dollars) et de riz (675 millions de dollars).

5. ETAT NUTRITIONNEL, TRAVAIL FEMININ, DEPENSE ENERGETIQUE

La forte dépense énergétique liée aux activités de la femme (production, transformation des aliments, portage, soins aux enfants, travaux ménagers), influe sur son état nutritionnel et sur son état de santé. On ne dispose pas d'études permettant une évaluation objective de la situation, en rapport avec les apports alimentaires et l'état physiologique de la femme.

L'indice d'activité physique (moyenne des coûts énergétiques des activités accomplies par un individu au cours d'une période de 24 heures, pondérée par la durée relative de ces activités et divisée par le métabolisme basal individuel) a été utilisé pour analyser une étude dépense énergétique et budget-temps en Côte-d'Ivoire (FRANCOIS, DUBOIS, YAI - 1983). Pour les adultes de 20 à 49 ans, les distributions de l'indice d'activité étaient différentes chez les hommes et chez les femmes avec 45,6 % de femmes atteignant un indice de 1,6 contre seulement 34,3 % des hommes ; les deux courbes ne peuvent néanmoins être directement comparées du fait qu'un même indice pour les deux sexes ne correspond pas toujours à un même degré d'activité. L'analyse du budget-temps montre que les femmes accomplissent les 2/3 du total des tâches domestiques et contribuent pour plus de la moitié aux travaux liés à l'approvisionnement alimentaire de la famille. Les hommes et les femmes se partagent les travaux agricoles, les tâches les plus saisonnières revenant aux hommes (brûlis et défrichement). Les hommes disposent de plus de temps pour le repos ou pour les activités sociales.

Budget-temps des Ivoiriens de 20 à 49 ans travaillant dans l'agriculture.
Jour moyen sur une semaine en heures, minutes et pourcentage sur la journée.
Individus ayant une activité modérée.

Activités regroupées	Hommes			Femmes		
	Activité modérée			Activité modérée		
	h	min	%	h	min	%
Repos	5	41	23,7	4	43	19,7
Déplacements	1	09	4,8		53	3,7
Activités sociales	1	56	8,0		48	3,3
Tâches domestiques		47	3,3	2	01	8,4
Corvées d'eau et de bois		7	0,5	1	09	4,8
Approvisionnement		3	0,2		32	2,2
Cuisine		-	-	2	18	9,6
Repas	1	03	4,4	1	04	4,5
Cueillette, chasse, pêche		25	1,7		11	0,8
Abattage		13	0,9		-	-
Brûlis, défrichement	1	31	6,3		10	0,7
Façons culturales		52	3,6		43	3,0
Récoltes		48	3,4		30	2,1
Transformation des produits		12	0,8		20	1,4
Autres activités agricoles		24	1,6		10	0,7
Petit commerce		7	0,5		4	0,3
Total temps d'éveil	15	18	63,7	15	36	65,2
Sommeil	8	42	36,3	8	24	34,8
Indice moyen d'activité		1,76			1,68	

Ce type d'étude permettrait de comparer les besoins énergétiques aux apports alimentaires en étudiant également les variations saisonnières. Elles pourraient aussi amener des analyses d'interrelations entre l'indice d'activité, l'anthropométrie, les apports alimentaires et les variables socio-économiques et permettre une connaissance plus objective des liens entre activité physique de la femme et son état nutritionnel.

6. ANEMIE NUTRITIONNELLE

L'anémie dont la cause essentielle dans les pays en développement est une carence en nutriments hématopoïétiques (fer, folates et dans une moindre mesure vitamine B12), touche essentiellement les enfants à l'âge du sevrage, les femmes en âge de procréer, les femmes enceintes dont les besoins sont au dernier trimestre 6 fois supérieurs et les femmes allaitantes. Par ses conséquences sur l'état de santé de la mère et de son enfant (mortalité, réduction de la capacité de résistance à l'effort, risques durant la grossesse, moindre résistance aux infections), elle constitue dans presque tous les PVD l'un des principaux problèmes de santé publique (1).

L'OMS estime qu'environ 230 millions de femmes vivant dans les PVD (Chine exclue) sont anémiées dont les 2/3 des femmes enceintes.

L'enquête nationale sur l'état nutritionnel en Tunisie de 1975 (1) a montré que respectivement 31 %, 46 % et 38 % des femmes non enceintes, des femmes allaitantes et des femmes enceintes étaient anémiées (par rapport aux normes OMS). En Afrique de l'Ouest, 24 à 99 % des femmes enceintes sont anémiées. D'après les enquêtes de l'INCAP en Amérique Centrale (TAFARI, NAEYER, GOBEZIE - 1980), 40 % des femmes enceintes du Costa Rica, 20 % de celles du Nicaragua sont anémiées. Au Pérou, 50 % des femmes rurales, 35 % des femmes de Lima enceintes et et 22 % des femmes de Lima non enceintes ont une anémie. En Asie du Sud où vivent 40 % des femmes du Tiers Monde (Chine exclue), l'anémie a la plus forte prévalence : 60 à 80 % des femmes enceintes en souffrent, particulièrement au sud.

---

(1) The prevalence of nutritional anaemia in women in developing countries - WHO Division of family health, 1979, Geneva.

A Bangkok, dans une étude de 1972, CHATURACHINDA K. (MANSOUR, BOUSLAMAM - 1981) a montré que la prévalence de l'anémie chez la femme enceinte doublait après la 3ème grossesse et quintuplait après la 5ème. Dans les pays industrialisés (TAFARI, NAEYER, GOBEZIE - 1980) on retrouve aux USA 6 % des femmes de 18 à 44 ans en dessous des normes OMS et 12 % parmi les femmes dont le niveau de revenu est inférieur au "seuil de pauvreté". En Australie, 5 % des femmes enceintes ont une hémoglobine inférieure à la normale.

CONCLUSION

Cette approche sur la santé des femmes est tout à fait incomplète et fragmentaire mais elle souhaiterait, à partir d'une série de questions, permettre une réflexion afin de mieux prendre en considération et d'intégrer les aspects sanitaires et nutritionnels des femmes et des enfants dans les programmes de développement. La santé ne pourra progresser que si tous les responsables y concourrent avec la participation réelle des individus concernés.

Connaît-on cette santé et sait-on la mesurer et la quantifier ? Dans bien des pays, les statistiques sanitaires ne sont encore guère fiables, ni représentatives de la population. Elles ne concernent que les individus malades qui, en outre, fréquentent les services de santé. Mais la population dite "saine" n'est pas souvent prise en considération : connaît-on l'état nutritionnel et sanitaire des femmes, des enfants ? Leur consommation sur le plan qualitatif et quantitatif ?

Les structures de santé existantes couvrent-elles l'ensemble des femmes et des enfants sur le plan préventif, éducatif et curatif ou trouve-t-on des groupes sociaux ou des zones géographiques exclus, n'ayant pas accès à la santé ? Est-ce un problème de manque de personnel ou de mauvaise distribution, de distance entre le service de santé et le domicile, d'ignorance de la part des femmes de ce que l'on peut attendre d'un centre de santé etc... ? Ces structures répondent-elles aux besoins réels et prioritaires des femmes et des enfants sur le plan des activités, des horaires (que de centres ouverts uniquement pendant les heures de travail des femmes) et de l'organisation ? Quelle y est la participation des femmes ? Les facteurs non médicaux risquant d'avoir des effets négatifs sur la santé (condition de travail, niveau d'hygiène, logement) sont-ils pris en compte ? Existe-t-il une politique de

soins de santé primaires et s'inscrit-elle dans la politique nationale de santé ? Comment est-elle appliquée concrètement ?

Les programmes éducatifs (programmes scolaires, alphabétisation, mass media) apportent-ils des connaissances dans le domaine sanitaire et nutritionnel en vue d'améliorer les comportements ? Les programmes de formation d'adultes ont-ils dans leurs objectifs le souci d'alléger les tâches des femmes et de répondre à leurs besoins de santé spécifiques ? Les initiatives de certains visant à améliorer le "bien-être" sont-elles encouragées, soutenues ?

Sur le plan de la législation, existe-t-il des lois réglementant l'âge du mariage, les congés pré et post nataux, le travail ? Ces lois sont-elles connues, appliquables, appliquées ?

Nous n'avons pas voulu dire qu'il existe une santé pour les hommes et une autre pour les femmes mais nous avons tenté de montrer qu'elles ont des problèmes spécifiques et qu'elles forment un groupe à risques si on ne prend pas en compte leurs propres besoins de santé. La fatigue des femmes est trop souvent considérée par certains comme une caractéristique spécifique au sexe féminin et par les femmes elles-mêmes acceptée comme une fatalité, un état normal. Il faut apprendre aux femmes à connaître leur physiologie, les problèmes nutritionnels, pour mieux les comprendre et les assumer.

"SAVEZ-VOUS CE QUI MANQUE LE PLUS AU FEMMES ?
C'EST DE SAVOIR ET D'ETRE CONVAINCUES
QU'ELLES SONT DES ETRES HUMAINS".

FATHIA ALASSAL, égyptienne parlant
de ses compatriotes à partir de sa
propre expérience.

Cette communication a été réduite par le Comité de publication. On peut se procurer la version complète auprès de l'auteur.

BIBLIOGRAPHIE

ALMROTH, S., GREINER, T. (1980). La valeur économique de l'allaitement au sein. Etude FAO Alimentation et nutrition n° 11.

ANDERSON et al. (1984). Analysis of breast feeding in north eastern Brazil. Studies in family planning. 14(8/9) : 210-218.

DAZA, E.H., LECHTIG, A. (1980). Programas para majorar la nutricion de las mujeres embarazadas y madres lactantes. Bol of Sanit. Panam. 89(6) : 573.

DREIZEN et al. (1967). A comparison of skeletal growth and maturation in undernourished and well nourished girls before and after menarche J. Pediat. 70(2) : 256-263.

FRANCOIS, P.J., DUBOIS, J.L., YAI, E. (1983). Alimentation et nutrition. Vol. 9 n° 1 : 31-39.

HOLLEY, W.L., ROSENBAUM, A.L., CHURCHILL, J.A. (1969). Effect of rapid succession of pregnancy in perinatal factors affecting human development. DAHO Scientific publication n° 185.

KULIN et al. (1982). The effect of chronic childhood malnutrition on pubertal growth and development. Am. J. Clin. Nutr. 36 : 527-536.

LECHTIG, A. et al. (1982). Effects of maternal nutrition on infant health : implications for action. J. of Trop. Pediatrics 28 : 273-286.

MANSOUR, M., BOUSLAMAM (1981). Symposium sur la planification alimentaire et nutritionnelle en Tunisie. 22-25 avril. Situation nutritionnelle des groupes vulnérables en Tunisie.

PETROS BARVAZIAN, A. (1983). Bulletin de l'Ass. Int. de Pédiatrie 5, n° 2.

ROHDE, J.E. (1982). Mother milk and the indonesian economy : a major national resource. J. of Trop. Pediatr. vol. 28 : 166-174.

——— (1983). Pourquoi l'autre moitié meurt ? Carnets de l'Enfance. UNICEF 61/62 : 37-74.

TAFARI, N., NAEYER, L., GOBEZIE, A. (1980). Effects of maternal undernutrition and heavy physical work during pregnancy on birth weight. Br. J. of Obst. and Gyn. 87(3) : 222-226.

VANSTEENBERGEN, W. et al. (1983). Lactation performance of mothers with contrasting nutritional statuts in rural Kenya. Acta Paediatr. Skand. Vol. 72 : 805-810.

VIS, H.L., HENNART, P.h. et AUCHABABISHAM (1981). L'allaitement en zone rurale pauvre. Carnets de l'Enfance 55/56 : 172-189.

VITERI, F.E. (1984). Nutricion de la mujer, nuevas enfaques en relacion con la maternidad. Publication Cientifica de la PAHO (OMS). n° 461 : 95-104.

RÉSUMÉ

L'article montre que les effets combinés d'une faible consommation alimentaire quantitative et qualitative, de grossesses nombreuses et rapprochées, du travail physique intense, du fréquent manque d'instruction, des conditions environnementales, des responsabilités importantes et du manque de valorisation de leur statut, se répercutent sur l'état de santé des femmes, sur leur état nutritionnel et sur celui de leurs enfants. Des réponses concrètes à certaines questions essentielles sont indispensables pour améliorer les conditions sanitaires et nutritionnelles de femmes et l'intégration des problèmes féminins dans les politiques de développement agro-alimentaires devrait être effectuée.

ABSTRACT

This article shows that the combined effects of quantitatively and qualitatively poor food intakes, frequent pregnancies at short intervals, intense physical work, low literacy levels, poor environmental conditions, heavy responsabilities and very little social acknowledgment, have repercussions on women's and health and nutritional condition and an that of their children. It is indispensable to provide concrete responses to certain fundamental questions in order to improve the health and nutrition conditions for women, as well as to incorporate women's problems in agro-food development policies.

CHAPITRE 2

LE DISCOURS STATISTIQUE

LES FEMMES DE BANGOUKOIRÉ ENTRE LES ALÉAS CLIMATIQUES ET L'AMÉNAGEMENT

Thérèse KEITA

Dans cette communication, je tente de saisir, et de décrire, la place et le rôle des femmes là où l'homme se bat, ou plus exactement essaie de maintenir sa place dans un environnement physique et climatique capricieux, et à l'intérieur d'un tissu social complexe, solide du fait de la pérennité des traditions et des facultés d'adaptation des hommes mais fragile aussi parce que les acquis d'un passé récent et vivace ne permettent plus de maîtriser, suffisamment tout au moins, le contexte actuel.

Des changements importants s'opèrent avec les politiques de développement rural. Ainsi, la nouvelle configuration du terroir après la construction d'un périmètre aménagé, où souvent les anciens possédants se retrouvent dépossédés, pas seulement juridiquement, car ces terres appartiennent désormais à l'Etat tout puissant, mais aussi en termes de superficies des terres mises à leur disposition pour les besoins d'une exploitation intensive sur un mode qui leur est complètement étranger. Où sont les femmes dans ce contexte ? Qui sont-elles : paresseuses, bouches à nourrir, parasites, bêtes de somme ? Sont-elles actives, agricultrices, accessoirement ou pleinement ? Que produisent-elles ? A quel prix réussissent-elles à faire face à leurs responsabilités découlant de la division du travail entre l'homme et la femme surtout dans cette société consciente de l'insécurité dans laquelle elle évolue, où de la solidarité et du bien-être du groupe dépendait la survie de chaque membre.

Et lorsque toute la société se trouve un peu désorientée, que deviennent les femmes ? On entend tous les jours, dans la bouche des uns

et des autres, de femmes aussi : "Comment les femmes réussiraient-elles à faire ce que les hommes n'ont pas fait ?"

Mais je voudrais montrer que, même dans une situation où l'étau se resserre, (l'expression n'est pas trop forte, car au Niger, malgré les énormes efforts faits dans le sens de la lutte pour l'autosuffisance alimentaire, nous en sommes aujourd'hui à 350.000 tonnes de déficit vivrier (1)), les femmes ne baissent pas les bras. Avec dynamisme et au prix d'efforts incroyables, elles essaient de maintenir, et mieux, d'étendre leur zone d'intervention et d'action dans l'autosuffisance alimentaire, car les sociétés africaines leur ont conféré à ce niveau une place que les politiques coloniales de cultures de traite, et, par la suite les politiques néo-coloniales de développement rural adoptées un peu partout dans nos pays, contestent, grignotent, ou détournent de leur véritable sens. Exclues des stratégies alimentaires de ces vingt dernières années, les Africaines du monde rural n'en restent pas moins présentes, et pour longtemps irremplaçables, dans l'approvisionnement alimentaire de leur communauté.

Les décideurs et leurs conseillers techniques devraient regarder un peu plus de ce côté et surtout s'en inspirer.

1. PRESENTATION DE LA ZONE

Le village de Bangoukoiré - La Mare Blanche - se trouve à 30 km en amont de Niamey sur la rive droite du Niger. Village sonraï dont les fondateurs sont ceux-là même qui ont abandonné Gao pour ne pas tomber sous le joug du Pache Djouder après la bataille de Tondibi en 1591. Sa population actuelle se chiffre à 1.215 âmes dont 609 hommes et 606 femmes.

L'agriculture est aujourd'hui la principale activité mais, il n'en fut pas toujours ainsi, car selon les récits des anciens, jusqu'à l'arrivée des premiers Européens, les activités principales étaient la guerre et le pillage. L'agriculture y était pratiquée mais de manière secondaire. Tous les jeunes de 20 à 25 ans pouvaient y renoncer et ne vivre que pour la guerre à condition d'avoir des captifs qui travaillaient la terre à leur place. A la fin du siècle dernier, la colonisa-

(1) Voir Sahel du 13 novembre 1984. Ce chiffre était d'ailleurs provisoire.

tion française bouleverse complètement les rapports de force et les modes de vie en réorientant l'activité principale vers l'agriculture. Les captifs recouvrant peu à peu leur liberté, les guerriers d'hier se reconvertissent dans l'agriculture.

A l'agriculture et toutes les activités qui y sont liées (transformation, distribution et commercialisation des produits) s'ajoutent l'élevage pratiqué par les Peuls à qui les gens du village confient leur bétail, la pêche qui a pratiquement disparu depuis 1968, l'artisanat enfin, qui fournit encore la quasi totalité des instruments aratoires et une partie des objets et ustensiles domestiques.

2. TYPES DE CULTURES

Au cours de mes entretiens, j'ai été très frappée par le contraste entre les cultures d'il y a une quarantaine d'années et celles d'aujourd'hui : autant les premières étaient riches et variées, autant celles d'aujourd'hui se caractérisent par leur pauvreté, voire une tendance nette à la monoproduction.

Jusqu'en 1940-45, on y produisait par ordre d'importance le mil, le riz, le sorgho, le manioc et les patates douces, le gombo, le maïs, le coton, les arachides, les niébés, le fonio, les calebassiers et les courges, les piments, le sésame, les oignons, les pois de terre et le tabac. En outre, plusieurs variétés de plantes poussaient après les premières pluies, à l'état sauvage. Les hommes étaient assurés de manger à leur faim durant toute l'année, et la diversité des cultures ne laisse aucun doute quant à la qualité nutritive de leur alimentation. Parmi ces cultures, les unes relevaient exclusivement des hommes, c'est le cas du mil, du riz, du manioc, des patates douces, du sorgho, du fonio, du coton. D'autres étaient du ressort exclusif des femmes : maïs, gombo, calebassiers, courges, sésame, pois de terre.

Mais les femmes partageaient certaines cultures avec les hommes de condition servile : c'est le cas des oignons, des piments, des arachides, et du tabac que seules les femmes très pagées faisaient. Aujourd'hui, seuls ont survécu, et selon nos interlocuteurs avec une production nettement inférieure, le mil, le riz, le manioc, le gombo, le sésame, les calebassiers, les courges et le maïs selon les saisons.

La réduction de la variété des cultures est imputable à plusieurs facteurs :

a) La sécheresse (diminution régulière des pluies)
b) L'érosion et les modifications qu'elle entraîne sur les sols (on a vu apparaître il y a une vingtaine d'années des eaux natronnées et une végétation inconnue dans la région, mais typique des zones plus désertiques du nord)
c) L'inondation (ensablement des zones arables proches du village avec obligation de changer de type de cultures)
d) Les famines (nombreuses avec des changements parfois radicaux). A la suite de la famine, appelée *Adda Kaina* en 1932, la riziculture qui était un monopole des hommes, a été complètement récupérée par les femmes et est restée jusqu'en 1983 leur monopole.

3. AMENAGEMENT

1983, c'est l'année de la mise en valeur d'un périmètre aménagé d'une superficie nette irriguée de 176 ha avec maîtrise totale de l'eau qui, nous le verrons plus loin, modifiera encore une fois la division du travail entre hommes et femmes, remettant la riziculture entre les mains des premiers. C'est donc de la manière dont se sont opérés ces changements et de la manière dont les femmes y réagiront, que je parlerai.

3.1. Place des femmes dans l'agriculture

Les femmes s'adonnent à de nombreuses cultures. Cependant, jusqu'en 1983, la plus importante par la charge de travail et le rôle qu'elle joue était le riz.

En 1932, à la suite de la famine, les hommes se sont rendus compte qu'ils ne pouvaient pas valablement s'occuper du mil et du riz, parce que la main-d'oeuvre était insuffisante ; ils ont donc abandonné le riz que les femmes reprirent.

Lors de l'étude, j'avais recensé 146 rizicultrices. Puis, j'ai interrogé 40 femmes parmi lesquelles il y avait 38 rizicultrices soit 95 %. En 1981, ces 38 femmes exploitaient 68 rizières d'une superficie allant de 0,25 ha à 1 ha et plus (1).

---

(1) En l'absence de mesure fiable, ces données sont fournies par comparaison aux superficies aménagées.

Une enquête par sondage fournit des éléments d'information sur la situation de la riziculture féminine à Bangoukoiré.

a) Les femmes de 50 à 59 ans représentaient 26 % des rizicultrices, celles de 80 ans et plus représentaient 18 %, c'est-à-dire autant que celles de 40 à 49 ans. Ceci montre que ce sont les femmes les plus âgées qui, déchargées des tâches domestiques ou ayant acquis une certaine autorité dans la vie du ménage, se consacrent le plus aux activités productives. Tandis que chez les hommes de Daïkena, 31 % des exploitants ont entre 30-39 ans, 22 % entre 40-49 ans, 19 % entre 50-59 ans, 9 % entre 60-69 ans et seulement 3 % plus de 70 ans.
b) 74 % des femmes sont mariées, 26 % sont veuves. Il n'y a parmi elles, ni célibataires ni divorcées.
c) 34 % exploitaient une rizière, 53 % en exploitaient deux, 13 % en exploitaient cinq ! N'ayant pu procéder aux mesures des superficies exploitées, je ne peux en donner la grandeur précise.

3.2. Statut des terres et mode d'acquisition

Dans un pays où il est communément admis que la femme n'hérite pas de la terre, il est intéressant de découvrir des cas extraordinaires. Ici, en ce qui concerne les rizières, nous avons tous les cas de figure, de l'héritage par le père, la mère, ou l'époux à la "mise à la disposition" pour une exploitation de durée indéterminée, ainsi que l'achat.

L'acquisition par héritage reste cependant le cas le plus répandu. Ainsi, 35 % des rizières ont été héritées après la disparition du père, 23 % sont héritées du mari, 16 % sont héritées de la mère, 6 % proviennent de la famille maternelle, et autant de la famille paternelle. 6 % ont été mises à la disposition de l'exploitant par le chef du village, et 2 % ont été achetées par les propriétaires. Le mode d'acquisition du reste, soit 6 %, n'a pu être identifié.

Traditionnellement lorsque la fille se marie, son père lui donne à exploiter une rizière. Si ce dernier décède, et que ses filles sont mariées au village, elles se partagent les rizières sinon les garçons les prennent et les partagent entre leurs épouses. Le mari, peut lui aussi en donner à sa femme.

3.3. La charge de travail

Les femmes sont quasiment absentes des cultures dunaires (mil surtout) pour lesquelles elles n'effectuent que les semis. Par contre elles s'occupent entièrement des cultures qui leur reviennent et dont elles ont la responsabilité à toutes les étapes : production, transformation et gestion. Les travaux du riz commencent fin juin et se terminent à la mi-décembre. C'est aussi la période de culture pour le gombo et le sésame qui occupent les seconde et troisième places. Les travaux débutent par le houage et le semis, puis viennent le déshergabe, l'entretien des sols et enfin les récoltes. Les pointes se situent de la fin juillet à la fin septembre, durant cette période, elles procèdent aux opérations ci-après :

- entretien des sols (pour le sésame)
- récolte (gombo)
- désherbage (riz).

La durée de ces travaux varie en fonction de la disponibilité des femmes et de leur capacité de travail. Ainsi, le houage et le semis du riz qui peuvent se faire en cinq jours lorsque la femme y consacre trois à quatre heures de travail effectif par jour, s'étalent sur dix jours et plus pour celles qui, prises par le travail domestique et les obligations sociales, se rendent à un rythme irrégulier sur les rizières.

3.3.1. La capacité de travail

La majorité des rizicultrices travaillent seules et avec des instruments manuels. Elles n'utilisent ni houe asine, ni charrue. Leurs outils sont la daba et la hiler. C'est dire le temps et l'énergie qu'elles y mettent, ainsi que l'argent puisqu'elles embauchent assez souvent des journaliers agricoles.

3.3.2. La main-d'oeuvre familiale

Sur les 38 rizicultrices, neuf se font aider par des actifs familiaux. Et parmi ces actifs, il y a sept filles, une femme et trois garçons. Parce que dans ce village, la riziculture est une activité féminine, on y initie très tôt les fillettes, qui d'ailleurs sont souvent appelées à s'occuper des travaux domestiques quand leur mère est trop prise par les travaux agricoles. L'absence des garçons et des hommes s'explique par le fait que les pointes de travaux du riz coïncident

avec celles du mil, et la main-d'oeuvre familiale masculine se trouve en priorité mobilisée pour cela. Il faut attendre les récoltes pour trouver des hommes dans les rizières. Ces hommes peuvent être le fils, le beau-fils, le frère, le cousin, ou l'époux. A la fin des travaux ils reçoivent tous une gerbe de riz, sauf le mari, car il est supposé en consommer à la maison.

3.3.3. Main-d'oeuvre salariée

Pour le houage, une partie du désherbage et le battage, certaines femmes embauchent des journaliers. Généralement pas plus de trois et au maximum pour deux journées de travail, à raison de 1.000 F.CFA par jour et par personne, plus la nourriture évaluée à 500 F. (1). Ces journaliers viennent de la région de Gao (Mali) ou des régions chroniquement sinistrées du Niger, le Zermaganda par exemple.

3.4. Production du riz, valeur et utilisation

Le volume global de la production s'élève à 242 sacs de riz (2) paddy, soit 17 tonnes à raison de 70 kg le sac.

Chaque femme aura produit 6,3 sacs soit 441 kg.

La valeur totale des 242 sacs, à raison de 9.000 F. l'unité, est de 2.178.000 F. Chacune aura produit pour une valeur de 57.000 F ce qui, en milieu rural nigérien, est une somme considérable.

3.4.1. Revenus tirés de la riziculture

Pour le calcul des revenus, je n'ai retenu que les 22 rizicultrices qui ont pu indiquer le coût approximatif de leurs charges de production, pour une récolte totalte de 137 sacs.

Le total des dépenses se chiffre à 183.750 F et comprend le coût de la main-d'oeuvre et de sa nourriture ainsi que des dépenses annexes.

Le revenu moyen net des rizicultrices est de 48.000 F. Pour une activité agricole traditionnelle, c'est une somme fort intéressante, et elle est supérieure au revenu de certains paysans de périmètres aména-

---

(1) Petit déjeuner, déjeuner, dîner, cigarettes, kola, et parfois thé vert.

(2) Le rendement du riz fluvial est estimé à 1 T ha. Cf. Etude SCET International Projet Namardé Goungou p. 105 Niamey 1979.

gés dont l'exploitation est intensive avec tous les intrants nécessaires : charrue, houe asine, engrais pesticides, crédits, etc...

3.4.2. L'utilisation des revenus

S'il est une rubrique significative sur la place des femmes dans l'économie du village et plus particulièrement dans la lutte pour l'autosuffisance alimentaire, c'est bien celle de l'utilisation des revenus tirés de la riziculture. Je n'ai pas pu réunir des éléments sur les autres productions, notamment le gombo, le sésame et les courges dont la connaissance aurait montré toute l'importance de l'activité agricole des femmes.

J'ai identifié trois principaux postes d'utilisation :

- la consommation familiale
- les "dépenses sociales" occasionnées par les mariages, baptêmes, visites de parents, fêtes, etc...
- la vente.

Les hommes ont été unanimes à reconnaître que c'est grâce au riz des femmes que la communauté traversait sans difficulté la période de "soudure" qui dure de mai à octobre, et quand on a conscience de la baisse régulière enregistrée dans la production de mil, il est aisé de saisir l'importance de ce riz. C'est donc le premier rôle que jouent les femmes. Le second rôle sera identifié à travers l'utilisation des revenus tirés de la vente. Pour ce faire, j'ai retenu les 18 rizicultrices qui ont indiqué avec précision le nombre de sacs récoltés (96) et vendus (32) soit 38,5 % (tableau I).

L'utilisation des revenus nous révèle une situation inattendue (tableau II). Il est communément admis que les femmes utilisent leurs revenus pour acheter du bétail-épargne, et pour s'acquitter des "dépenses sociales". Toutes choses vérifiées ici mais dans les proportions nettement inférieures car l'essentiel, *61 % va à l'achat de mil.* Or, une enquête sur l'utilisation des revenus de l'exode rural chez les hommes de la même région et du même village, révèla que 60 % était utilisé à acheter du mil. Les femmes sont donc amenées à acheter autant de mil que leurs hommes.

Pourquoi ? Et à quelles fins ?

Le mil est ici la céréale la plus prisée, tous les moyens et tous les revenus sont d'abord utilisés pour en acheter et en stocker en quantités suffisantes.

3.4.3. Des diverses utilisations du mil :

- La femme l'utilise pour ses propres besoins en alimentation.
- Elle en fait cadeau. Elle en donne quand elle reçoit des visites.
- Elles vient en aide à tout parent nécessiteux et surtout à ses filles qui sont dans le besoin. L'aide aux autres parents peut se faire sous forme de don ou de prêt.
- Ce mil sert de réserve à la famille pour les moments très difficiles où il n'y a aucun autre recours.
- Elle peut en prêter au mari qui remboursera à la saison suivante. Elle peut aussi lui en donner. La possibilité pour le mari d'en avoir dépend du bon rapport qu'il entretient avec sa femme. Quand la femme a une coépouse, elle donne rarement au mari, elle prête plutôt.
- Elle peut spéculer sur le mil en l'achetant à bas prix à la récolte et en le revendant à la soudure quand les prix auront monté. Cette utilisation est très fréquente.
- Elle peut le prêter contre remboursement moyennant intérêt, c'est-à-dire prêter cinq bottes de mil et s'en faire rembourser six.

Ainsi la riziculture permet à la femme d'être dans une position redoutable. Elle lui donne un pouvoir économique et social considérable, que ne saisiront sûrement pas l'enquêteur ou le consultant de passage, mais qui n'en est pas moins réel.

La situation ici dépasse l'autosuffisance alimentaire, c'est d'un surplus qu'il s'agit, surtout quand on sait que les hommes, vu leurs devoirs et la précarité des cultures dunaires, ont une marge de manoeuvre somme toute assez étroite.

Les sociétés africaines rurales, même fortement patriarcales, ont été contraintes d'équilibrer, ne serait-ce qu'au niveau de la lutte pour la subsistance, les rôles et places de l'homme et de la femme, équilibre dont nous devons tenir compte dans l'élaboration des projets de développement et la conception des stratégies alimentaires actuelles. Dans la partie qui suit, je vais m'attacher à montrer les réponses qu'apportent les femmes, prises entre les méfaits des aléas climatiques et les politiques actuelles de développement rural.

4. FACE AUX ALEAS CLIMATIQUES

Les aléas sont de deux ordres :

- baisse régulière de la pluviométrie
- détérioration des sols, due à l'érosion, aux inondations et à l'ensablement des aires de cultures.

La première a entraîné l'abandon ou a relégué au second plan des cultures qui, il y a encore cinq ou six ans étaient primordiales : le riz, le gombo, et le maïs qui lui, a quasiment disparu. C'est aussi le cas du sésame que l'on ne voit plus cette année. Pour le gombo, les femmes ont abandonné les aires de culture traditionnelles pour le tester sur de nouvelles terres. Quant au riz, une partie des rizières (51 %) a été prise dans l'aménagement, le reste a été enseveli sous les crues de cette année. Donc, les femmes n'y comptent pas beaucoup. Alors, elles sont parties à la conquête de nouvelles terres et de nouvelles cultures.

Dans le kori où les hommes produisaient manioc, niébés, et patates douces, elles mettent des courges et des calebassiers. Grâce à l'infiltration des eaux des inondations et des crues, elles ont conquis des terres nouvelles sur lesquelles, elles produisent désormais des cultures jusque-là réservées aux hommes (manioc, patates douces) ; elles transfèrent des cultures qui se faisaient sur d'autres emplacements (oignons et gombo), mais aussi introduisent des cultures nouvelles dans le village : pommes de terres, tomates, haricots verts, et surtout canne à sucre qu'un homme a plantée en 1980 et que les femmes font depuis seulement la mi-novembre 1984.

De leur côté, les hommes se sont mis à faire des courges (production typiquement féminine) parce qu'ils en ont vu la rentabilité. Nous sommes donc en présence de changements permanents. Combien de temps vont-ils durer ? Quelle sera la prochaine configuration du terroir et du partage des cultures entre hommes et femmes ? Les frontières s'estomperont-elles sous l'influence des facteurs climatiques et de la demande des villes environnantes, notamment de Niamey ? La dynamique de cette agriculture réside incontestablement dans la faculté extraordinaire des uns et des autres à s'adapter, à changer, à récupérer des terres et des cultures. Aucune aide ne leur a été apportée. Les femmes manquent de semences, d'arrosoirs, de grillage pour protéger les cultures. Elles parcourent 15 à 20 km pour trouver du secko et les branchages qui les supportent. La préparation des sols peut coûter jusqu'à 15.000 F., creuser un puits peut coûter de 250 à 500 F, le repiquage

des plants de manioc, 500 F par jour, sans compter la nourriture des journaliers agricoles ; le fumier s'achète, quand on ne peut le ramasser soi-même, ou quand on n'a pas un fils pour le faire ! C'est donc une agriculture ouverte sur le marché. Elle n'est ni marginale ni secondaire par rapport à celle des hommes. Elle est simplement complémentaire, en tout cas différente et parfois, identique et concurrente. De plus, elle est plus tournée vers le marché que celle des hommes parce qu'elle s'intéresse de plus en plus aux produits demandés par les habitants des villes, de Niamey surtout.

5. FACE A L'AMENAGEMENT

Projet financé par un important organisme européen, l'aménagement est destiné à la riziculture intensive avec deux récoltes par an et des rendements escomptés de 5 à 8 T/ha.

Les études préliminaires ont montré que, du fait de la faiblesse de la main-d'oeuvre masculine et de l'éloignement des champs de mil, la mise en valeur rationnelle de l'aménagement pourrait rencontrer quelques difficultés.

A l'époque, j'avais calculé que les femmes, déjà expertes en riziculture, pouvaient valablement exploiter des parcelles de 0,20 ha. Pour pallier ces difficultés, j'avais recommandé qu'elles puissent obtenir des parcelles, d'autant plus que l'aménagement avait récupéré 51 % des rizières de celles que j'avais interrogées ! Hélas pour des raisons techniques sans doute, mais aussi à cause des habitudes et préjugés au poids terrifiant et de choix politiques, régulièrement affirmés, mais trop rarement confirmés dans leur application concrète, les rizicultrices de Bangoukoiré n'ont pas eu de parcelles pour le riz. D'ailleurs pour l'ensemble des six villages concernés, une seule femme a obtenu une parcelle. L'habitude en matière d'attribution veut que seuls les chefs de famille, généralement les hommes, aient droit aux parcelles aménagées. J'ai plusieurs fois dénoncé cette attitude un peu trop rigide et technicienne mais en vain. Le résultat c'est qu'aujourd'hui (1), ce sont les femmes qui servent de main-d'oeuvre sur les parcelles. Ce sont elles qui font les deux désherbages, et le repiquage parce qu'elles

(1) Notre dernier passage date du 13 novembre 1984.

en ont l'expertise et que cela est plus économique. En effet, les journaliers agricoles demandent 3.000 F pour chaque désherbage, et 7.500 F pour le repiquage, soit au total 13.500 F et il faut les nourrir ! Un homme a même affirmé n'avoir jamais mis les pieds sur sa parcelle dont il a laissé la mise en valeur à sa femme et à ses enfants. Une exploitante, dont le mari était en exode, s'occupait entièrement de la parcelle. Il faut préciser que ce sont les mêmes femmes qui continuent à faire le riz fluvial et le maraîchage.

On imagine donc aisément que pendant la culture du mil, les parcelles aménagées de Bangoukoiré seront entièrement entre les mains des femmes pour les raisons déjà données (main-d'oeuvre et éloignement des champs dunaires).

Alors, comment s'y prennent-elles pour faire face à tout ce travail ? Selon l'urgence, sur l'aménagement, sur les bords du fleuve ou sur les nouvelles terres, elles passent une journée sur l'un et le lendemain sur l'autre, ou encore de 8 h à 15 h sur l'aménagement et de 15 à 18 h sur l'une des aires de cultures, ou vice versa. Parfois elles consacrent une semaine entière à l'aménagement.

J'ai calculé que, des nouvelles terres au village, elles ont entre quatre et six kilomètres à parcourir, du fleuve au village quatre kilomètres, du village aux parcelles les plus proches entre six et huit km, et du village aux endroits où elles trouvent l'herbe à secco et le bois dix à quinze km !

Ceci donne une idée de leur capacité et de leur charge de travail.

En dernier ressort, et par la persévérance de certains responsables, 20 ha seront partagés entre 1008 femmes, soit environ 20 ares chacune pour du maraîchage. A l'heure où j'écris, celles de Bangoukoiré avaient donné leurs noms mais n'avaient pas commencé l'exploitation.

Que feront-elles ? Abandonneront-elles les rizières du fleuve, ou les nouvelles terres pour le maraîchage ? La question est passionnante. Cependant, je me garderai d'y répondre et je leur fais confiance pour opérer les meilleurs choix et s'organiser en conséquence.

Il y a quelques années, toute la littérature économique, sociologique et anthropologique stigmatisait la vocation s'autosubsistance qui caractérisait l'agriculture traditionnelle africaine, sans jamais prêter attention, ou si peu, à sa dynamique interne. Vingt ans après les nombreux échecs essuyés pour en faire une agriculture au service des

industries et des consommations des pays industriellement avancés, on se rend compte qu'elle est encore plus loin de l'autosuffisance que lorsqu'elle était structurée pour être d'autosibsistance. Le stade de l'autosubsistance était supérieur à l'état de délabrement actuel où le spectre de la sécheresse et de la famine pend chaque année sur le continent comme une épée de Damoclès.

Je ne fais pas l'apologie du passé mais je voudrais qu'un regard neuf soit posé sur lui, sur la manière dont hommes et femmes se sont partagés les rôles et les responsabilités pour atteindre l'objectif de toute société: pouvoir nourrir ses membres.

Les paysans africains, sahéliens en particulier, ne restent pas inactifs, attendant la providence, mais agissent et réagissent obstinément. Par contre, s'il est une chose évidente, c'est que les nouvelles stratégies alimentaires globalisantes ne prennent pas en compte les potentialités ni les particularités des structures de production de l'agriculture traditionnelle en Afrique ; que trop souvent, elles se situent non pas là où elles seraient les plus utiles aux populations mais uniquement là où l'endettement, le remboursement et la rentabilité sont assurés.

Ainsi tout l'effort et toute l'imagination déployée par les femmes de Bangoukoiré n'ont pour le moment obtenu aucun soutien. Elles l'ont dit, elles manquent de grillage, semences, arrosoirs, tuyaux. Pas de charrue, ni de charrettes pour le transport et, même le moulin à grains qui devait être implanté dans le cadre du projet a été pour le moment rejeté par les sources de financement.

La cécité dont font preuve ceux qui conçoivent ces stratégies ne fait-elle pas tout simplement partie intégrante de l'exploitation des pauvres par les riches et du mode d'accumulation du système capitaliste qui aujourd'hui régit le monde entier ?

Alors, comment et par quel moyen réorienter ces stratégies vers les besoins et les possibilités des populations concernées ? Comment éviter à la femme rurale africaine, à l'agricultrice, de faire les frais de cette logique implacable ?

Dans un contexte où la volonté politique existe, où les décideurs sont conscients de la gravité de l'enjeu et de la nécessité d'utiliser toutes les forces disponibles pour enrayer la famine, des pistes de recherche et d'action peuvent être dégagées :

1 - Recherche

1/ Recherche multidisciplinaire pour identifier, situer, cerner et quantifier la place et le rôle de la femme dans l'agriculture de chaque pays africain. Ce programme devra faire ressortir les aspects juridiques, sociologiques, économiques de la situation et les niveaux d'intervention de la femme face aux changements opérés depuis la pénétration coloniale. En un mot, faire le point de la situation.

2/ Recherche sur les effets des politiques et des stratégies alimentaires, au moins de l'indépendance à nos jours :

- de quels investissements l'agriculture féminine a-t-elle bénéficié ?
- à quelles conditions ?
- dans quels secteurs ?
- qu'en a tiré leur communauté ?
- qu'en ont-elles tiré ?
- conséquences de ces politiques sur le statut des femmes, sur leur place et leur rôle ? Conséquences sur l'alimentation de la communauté : amélioration ou détérioration ?

3/ Recherche agronomique sur les variétés de cultures produites par les femmes, en vue d'améliorer leurs semences.

4/ Créer les conditions et les structures afin d'accroître le transfert de technologie sud-sud, souvent plus adaptée et moins coûteuse.

2 - Démarches en vue de l'action

1/ Avoir une bonne connaissance du milieu.

2/ Identifier les structures nationales opérant pour et avec les femmes.

3/ Identifier des relais, des intermédiaires représentatifs, écoutés et ouverts au milieu rural. Si possible, pour les femmes, employer des femmes. Cela facilite le contact et la réaction du milieu est plus favorable.

4/ Identifier les besoins des femmes.

5/ Mesurer et évaluer leur capacité d'absorption et de maîtrise d'un projet.

3 - Priorités

Si les questions juridiques ou sociales demandent des solutions politiques internes à chaque société, certaines questions techniques

peuvent être résolues ; pour cela, je pense qu'il y a une échelle de priorités qui doit être revue et vérifiée pour chaque groupe ou chaque zone.

1. Réduire la charge de travail improductif.
2. Aider à la formation pour la production, la gestion, la transformation et la commercialisation.
3. Aider à l'acquisition des intrants.
4. Aider à l'accès au crédit agricole.
5. Aider à renforcer les capacités des intéressées pour l'autopromotion et la maîtrise du développement.

Tableau I : Utilisation de la production du riz

Nombre de sacs	Valeur unitaire	Valeur globale
Récoltés 96	9.000 F	864.000 F
Vendus 32 (38,5 %)	9.000 F	333.000 F

Tableau II : Utilisation des revenus du riz

Achat	Quantité	Montant dépensé
Mil	118 bottes	236.000 F
Couvertures et draps	12	50.000 F
Moutons	4	34.000 F
Dons en espèces	-	25.000 F
Chèvres	3	16.000 F
Lit	1	12.000 F
Autres	-	8.000 F
T O T A L	-	381.000 F

Le montant total des achats effectués est supérieur à la valeur totale des ventes.

La différence de 48.000 F peut s'expliquer par le fait que les femmes ont pu inclure dans leurs achats des sommes d'argent venant d'autres sources (gombo, sésame, etc...).

RÉSUMÉ

Cette étude quantitative et qualitative sur les paysannes sonraï du village de Bangoukoiré montre la place fondamentale qu'elles jouent, notamment dans la production rizicole : 38 rizicultrices produisent 17 tonnes pour un revenu moyen de 48.000 CFA qui est principalement utilisé pour acheter le mil pendant la période de soudure. L'auteur explique qu'en 1983 un projet de riz irrigué venait bouleverser cet équilibre en attribuant les parcelles seulement aux hommes, ignorant une fois de plus le rôle irremplaçable des femmes dans l'approvisionnement alimentaire de leurs communautés.

ABSTRACT

This is a quantitative and qualitative study on the Sonrai peasant women in the Bangoukoiré village, showing their fundamental role, in particular in rice production : 38 rice-growing women produce 17 tons, earning on average 48,000 CFA, the major part of which is used for the purchase of millet to bridge the gap before harvest. The author explains that in 1983 an irrigated rice project was introduced and disrupted this equilibrium by allocating plots only to the men, ignoring once again the irreplaceable role of women in supplying food for the community.

POUR UNE LISIBILITÉ DU RÔLE DES FEMMES AU TRAVERS DES DONNÉES STATISTIQUES

Philippe ANTOINE
Aminata TRAORE

Le travail du statisticien et du démographe fournit aux décideurs et aux planificateurs les données qui doivent éclairer leurs décisions et alimenter les plans de développement. La mauvaise appréciation du rôle économique des femmes dans ces plans, ainsi que dans les projets auxquels ils donnent naissance, découle, en partie, des insuffisances méthodologiques qui caractérisent ces disciplines en Afrique.

Les femmes sont pourtant présentes dans les concepts utilisés, mais seulement en tant qu'outils d'analyse. Les nombreuses références à leurs comportements reproductifs permet la planification des actions socio-sanitaires, c'est-à-dire la gestion des variables qui conditionnent la mise au monde et la survie des enfants, mais elles n'entraînent pas la prise en compte de leur rôle dans la production.

Nous nous proposons de passer en revue, à l'aide d'exemples choisis principalement en Côte-d'Ivoire, un certain nombre de domaines où la mauvaise qualité des données est préjudiciable à une juste appréciation du rôle économique des femmes.

1. L'EFFECTIF DE LA POPULATION FEMININE

Une donnée de base a priori aussi simple que le nombre des femmes est souvent fort mal appréhendée. En principe dans une population fermée le rapport de masculinité, c'est-à-dire le nombre d'hommes pour 100 femmes, est d'environ 104-105 pour les nouveaux-nés et décline régulièrement avec l'âge. En Afrique, la valeur observée de ce rapport fluctue énormément d'un groupe d'âge à l'autre. Une raison fréquemment avancée

TABLEAU 1 : Proportion de femmes pour 100 hommes par groupe d'âge dans quelques pays africains

Groupe Age	Côte d'Ivoire 1975	Ghana 1970	Haute-Volta 1975	Mali 1976	Mauritanie 1965	Togo 1971	Congo 1974	Zambie 1969
0	100	101	99	94	80	95	98	104
1-4	100	101	96	96	85	100	99	104
5-9	95	99	92	90	90	92	100	101
10-14	86	95	85	88	90	79	96	93
15-19	108	95	93	103	76	88	109	106
20-24	94	123	120	141	103	154	120	143
25-29	101	118	132	130	103	164	119	128
TOTAL 0-99	93	102	100	103	91	109	109	104

Sources : A partir Ministère Relations Extérieures - 1983.

consiste à considérer que les femmes ont tendance à se placer dans les groupes d'âges féconds. Le phénomène est bien plus complexe et la surdéclaration des femmes aux âges féconds résulte peut-être aussi de doubles comptes : la femme est revendiquée, dans certaines sociétés, à la fois par le mari et par les parents. A cet égard les conditions de résidence après l'union sont révélatrices comme dans certains cas le maintien d'une présence de la femme chez ses parents ou bien un séjour prolongé auprès des siens après un accouchement. Le tableau 1 présente la proportion de femmes pour 100 hommes (c'est-à-dire l'inverse du rapport de masculinité) dans divers pays d'Afrique.

Dans l'ensemble on relève une nette sous-estimation des bébés de sexe féminin, particulièrement flagrante en Mauritanie où l'on compte 80 filles pour 100 garçons dans la première année de vie ; c'est seulement au-delà de 20 ans que la proportion de femmes devient supérieure à celle des hommes. Les comparaisons entre pays africains demeurent difficiles, car la plupart connaissent d'importants mouvement migratoires externes qui sont fortement différenciés par sexe. Il n'en reste pas moins que les effectifs de femmes aux âges adultes sont nettement supérieurs à ceux des hommes. Ces données traduisent peut-être une certaine perception de la femme, considérée avant tout comme reproductrice et donc revendiquée, dans certains cas, à la fois par sa famille et son conjoint.

Les données statistiques concernant la Côte d'Ivoire sont plus délicates à commenter dans la mesure où ce pays accueille plus de 30 % de population étrangère. Toutefois, si l'on ne retient que la population de nationalité ivoirienne, on relève les mêmes disparités que pour l'ensemble de la population et l'on dénombre davantage de femmes que d'hommes.

Les erreurs de dénombrement entraînent des analyses insuffisantes des mouvements migratoires féminins. Ainsi pour les groupes d'âges de 15 à 54 ans, les effectifs selon les régions mettent en évidence des déséquilibres difficilement explicables.

TABLEAU 2 : Population ivoirienne de 15 à 54 ans par région (en milliers)

Région	Sexe masculin	Sexe féminin	Différence (sexe féminin)
Milieu rural	752	939	+ 187
Milieu urbain intérieur du pays	217	204	- 13
Abidjan	168	139	- 29
TOTAL	1137	1282	+ 145

Source : Recensement 1975

Les ivoiriens connaissent peu d'émigration internationale et restent donc sur le territoire national, or l'exédent de femmes ivoiriennes en milieu rural n'est pas compensé en milieu urbain. Cela résulte-t-il d'une sur-estimation des femmes à ces âges, ou d'une sous-estimation des hommes, et quelles sont les régions concernées ?

Ces exemples montrent la difficulté à saisir de façon fiable les effectifs de la population féminine et leur répartition générale. Ces données sont pourtant indispensables à la connaissance exacte de l'exode rural et des déséquilibres régionaux. Si le constat d'un mouvement d'émigration d'hommes actifs du Nord de la Côte-d'Ivoire vers la forêt est confirmé, la prise en considération de ce phénomène implique que les femmes soient considérées comme des chefs d'exploitation et associées à la relance de l'agriculture dans les régions de savane. Les politiques d'intégration des femmes dans le développement doivent être modulées en fonction des caractéristiques de la population et des spécificités socio-économiques des régions.

2. L'ACTIVITE

Le taux d'activité de la population féminine est souvent sous-évalué. Parfois le phénomène est flagrant, et les résultats du recensement de Haute-Volta (1975) constituent un bon exemple en la matière : on relève seulement 2 % de femmes de plus de 15 ans actives en milieu rural,

et en milieu urbain le taux d'activité chez les femmes est d'environ 6 %. Cette erreur, devenue classique, de la paysanne présentée comme ménagère a suffisamment été dénoncée et nous ne nous attarderons pas davantage.

En Côte-d'Ivoire, tant lors du recensement de 1975 que des enquêtes menées en 1978 et 1979, l'attention des agents enquêteurs a été attirée sur l'activité des femmes. Le manuel d'instruction aux agents recenseurs précise : "la catégorie ménagère ne s'applique qu'aux femmes ne s'occupant de rien d'autre que du ménage et des enfants. Or dans les zones rurales il est assez rare que les femmes ne cultivent pas une parcelle ou n'aident pas leur mari". Par ailleurs, le manuel de l'enquête démographique à passages répétés reprend ces recommandations et précise: "une femme artisane (couturière par exemple) est naturellement considérée occupée même si elle travaille chez elle". Malgré ces mises en garde les données sur l'emploi féminin présentent de grandes disparités d'une source statistique à l'autre.

2.1. Les activités agricoles

En milieu rural, peu d'écarts sont relevés sur l'évaluation du nombre d'actifs agricoles masculins, par contre les estimations concernant les femmes divergent. Le recensement donne 1.005.000 femmes ivoiriennes exerçant des activités agricoles et l'enquête budget évalue leur nombre à seulement 650.000. De telles différences entraînent des interprétations divergentes par les décideurs, suivant les sources utilisées.

Outre ces approches entâchées d'erreurs il y a des études dans lesquelles les femmes ne sont pas vues du tout, ou pas vues dans ce qu'elles font : les recensements agricoles sont de celles-là. Cette omission relève, d'une part, de la manière de comprendre et d'interpréter les réalités sociales et économiques et, d'autre part, de l'utilisation de concepts et de méthodes qui n'ont pas été repensés en fonction de ces réalités. Ainsi le recensement agricole de 1974 dénombre seulement 13.287 chefs d'exploitation féminins et 536.421 chefs d'exploitation masculins, alors que de nombreuses femmes (outre leur travail sur les champs du conjoint) mettent en valeur leur propre exploitation.

Des études plus fines montrent bien l'importance de l'activité féminine. Les résultats d'une enquête réalisée en 1983 dans la sous-

préfecture d'Adiaké (1) confirme que les femmes consacrent environ la moitié de leurs temps de travaux agricoles aux champs du mari et l'autre moitié à leur propre exploitation. Au sein d'un groupe domestique, par exemple, où résident 18 actifs, 6 hommes et 12 femmes, 547 journées sont travaillées par les hommes et 1259 par les femmes. Ces dernières consacrent 652 journées aux plantations ou aux champs des hommes (soit 52 % de leur temps de travail), les hommes n'offrant que 2 journées de travail sur les champs des femmes ; elles-mêmes travaillant peu sur l'exploitation d'une autre femme.

Ces résultats traduisent davantage la réalité de la production agricole que le recensement de 1974, qui a mal perçu et mal présenté le rôle des femmes dans la production, la transformation, et la commercialisation des cultures vivrières. Cette sous-représentativité nuit considérablement aux projets portant sur le vivrier. Pour comprendre cette nécessité, rappelons que le développement de l'agriculture d'exportation s'est fait aux dépens de l'agriculture de subsistance : la première est pratiquée par les hommes, la seconde est laissée aux femmes. Ces deux volets de l'agriculture ont évolué de façon différente : celle "qui rapporte des devises" fut l'objet d'une attention toute particulière dans le domaine des gros investissements, tandis que l'agriculture vivrière restait la parente pauvre. Les agents de production, hommes et femmes, ont en conséquence eu droit à des traitements différents : les hommes ont souvent bénéficié de la mécanisation, d'une formation, d'un encadrement technique et de prêts... Les femmes n'ont fait l'objet d'aucune attention susceptible de les amener à accroître leur production destinée à l'auto-approvisionnement et par conséquent non prise en compte par les statistiques agricoles. Elles ont été et restent numériquement et économiquement invisibles" (TRAORE - 1982).

2.2. Les activités en milieu urbain

La collecte de données significatives sur l'activité exercée est l'une des principales difficultés d'une enquête. En milieu urbain l'emploi féminin est encore très mal cerné, pour des raisons tenant à la fois à la conception des enquêtes, à l'inadaptation des nomenclatures

(1) Remercions J.Ph. COLIN de l'ORSTOM de nous avoir communiqué ces informations avant la publication de son travail.

socio-professionnelles, à la perception négative des enquêteurs vis-à-vis de l'emploi féminin et au manque de prise de conscience des femmes de la réalité de leur propre activité. De nombreuses femmes pensent qu'exercer une tâche en continuant de s'occuper de ses enfants ne peut être considérée comme un véritable emploi.

Dans ce domaine aussi les résultats peuvent différer d'une enquête à l'autre. Ainsi les résultats du recensement de 1975 et de l'enquête budget-consommation (1978) en milieu urbain (intérieur du pays), donnent des niveaux pratiquement semblables pour l'emploi masculin ; alors que pour les femmes, même si les deux opérations donnent un nombre égal d'actifs, la répartition selon le statut diffère nettement comme le prouvent les données rassemblées au tableau 3.

TABLEAU 3 : Répartition par statut des femmes actives (milieu urbain intérieur du pays)

Statut	Recensement de 1975	Enquête budget 1978
salarié	9 000	13 000
indépendant	32 000	57 000
aide familial	37 000	12 000
apprenti	2 000	6 000

Source : BINET - 1982 et Recensement de 1975

La comparaison des résultats obtenus pour Abidjan met également en évidence des disparités entre les sources (tableau 4). La proportion de femmes actives varie de 21 % (recensement de 1975) à 25 % (enquête à passages répétés). La différence provient surtout de l'évaluation des activités exercées dans le secteur informel et l'on peut supposer que lors de la collecte des données, dans les deux opérations, le nombre des aides familiaux a été sous-estimé.

Suivant les sources de données utilisées, les conditions d'appréhension des activités féminines diffèrent, et infléchissent dans un sens ou un autre les décisions de promotion du secteur artisanal féminin. Une meilleure appréciation du travail féminin passe par une collecte

TABLEAU 4 : Répartition par statut des femmes de plus de 5 ans (Abidjan)

Statut	Non actif	Elève	Chômeur	Apprenti-aide familial	Indépendant	Salarié	TOTAL
Recensement 75	198 766	61 672	7 166	16 802	33 873	18 377	330 656
Enquête à passages répétés 78	261 385	101 376	8 172	14 351	69 306	32 203	486 793

Source : Recensement 75 et Ph. ANTOINE et Cl. HERRY - 1982.

plus précise des temps de travaux, distinguant tâches domestiques et non domestiques.

3. FEMME, SANTE ET PLANIFICATION FAMILIALE

La nécessité de données chiffrées se fait particulièrement pressante dans l'élaboration d'une politique de population qui intègre les besoins des femmes. Ces dernières années, de nombreux travaux statistiques et démographiques sont venus combler le manque flagrant d'indicateurs généraux en Côte-d'Ivoire (enquête ivoirienne sur la fécondité, enquête démographique à passages répétés) et l'on connaît relativement mieux les niveaux de fécondité et de mortalité infantile ainsi que les facteurs influants. Toutefois la problématique sous-jacente à ces opérations retient un schéma d'étude de la fécondité où prédomine l'union avec le partenaire (similaire à la fécondité légitime en Europe) et conforme aux normes occidentales de la famille. Dans ces conditions, la fécondité hors union est mal appréhendée, particulièrement celle des très jeunes filles. Par ailleurs tout l'aspect social de la reproduction est passé sous silence : la fécondité est étudiée principalement dans ses composantes biologiques et ses formes sociales sont ignorées. Pourtant de nombreuses sociétés distinguent les mères génitrices et les mères éducatrices. Même en milieu urbain ce phénomène existe, et les enfants confiés occupent une place importante. Au sein des familles d'Abidjan, 11 % des enfants de 0-4 ans vivent chez d'autres personnes que les parents biologiques (ANTOINE-GUILLAUME - 1984).

Si une bonne connaissance de la descendance finale des femmes importe pour l'établissement de perspectives de population, la politique sociale implique aussi de connaître le nombre d'enfants à charge. Dans bien des ménages, et particulièrement dans les classes moyennes, les enfants à charge sont plus nombreux que les enfants nés du couple. Bien des nouveaux-nés sont élevés par, et chez des femmes âgées, et cet élément devrait être pris en considération dans les politiques de "protection maternelle et infantile" où l'on considère le couple mère-enfant comme indissoluble.

Les données actuellement recueillies dans le domaine de la fécondité ne constituent que des palliatifs ; il faut également cerner la physionomie et les besoins de la population et susciter la participation de celle-ci à l'élaboration et à l'application des mesures envisagées.

Un programme de planification familiale bien conçu peut effectivement opérer des changements importants dans les mentalités et les attitudes des ménages ; parce que malgré toute l'importance accordée à l'enfant dans les sociétés africaines, celles-ci ont pratiqué et pratiquent encore la régulation des naissances : abstinence du post-partum, allaitement prolongé, avortement..., mais souvent pour des raisons autres qu'économiques. Comme nous l'avons déjà souligné (TRAORE - 1984), le problème est aujourd'hui posé en terme de coût, et cet argument choque encore beaucoup d'africains, même si par ailleurs ils établissent eux-mêmes la relation entre une progéniture nombreuse et les difficultés quotidiennes qu'ils rencontrent pour éduquer, nourrir et soigner celle-ci. Aussi, une bonne connaissance de la psychologie des populations est-elle nécessaire dans l'élaboration de toute politique de planification familiale. Ce travail de recherche reste à faire. Déjà on peut affirmer que ces politiques, pour aboutir, devront faire des femmes des partenaires : elles doivent être plus impliquées dans leur élaboration et dans leur application. Ceci est d'autant plus urgent qu'en attendant les femmes, surtout celles des couches qui n'ont pas accès à l'information sexuelle et aux services sanitaires développent des réponses individuelles, hasardeuses, et souvent dangereuses pour elles, et coûteuses pour l'Etat. Il serait édifiant de connaître les véritables causes de tous les cas de décès, de jeunes femmes et jeunes filles, dus à une "courte maladie".

4. CONCLUSION : POUR UNE ADAPTATION DES METHODES DE COLLECTE

Nos connaissances sur la place et le rôle des femmes dans les sociétés africaines s'enrichissent de jour en jour en raison de l'intérêt croissant de chercheurs de différentes disciplines pour ce sujet. Les statisticiens et les démographes sont ceux dont les travaux intéressent le plus les décideurs et les planificateurs africains. Mais leurs disciplines restent encore tributaires de dogmes et de concepts non adaptés aux réalités africaines. Aussi avons-nous tenu à rappeler ici les types d'erreurs qui entachent encore leurs démarches et masquent ainsi la participation des femmes à l'économie de leur pays.

Les questionnaires, souvent conçus pour la population masculine, doivent intégrer les différents membres du ménage. La collecte ne doit pas se faire exclusivement auprès des hommes, mais s'adresser aussi aux

femmes. Les concepteurs doivent garder à l'esprit que les femmes sont encore moins familiarisées que les hommes à la chose écrite et qu'elles ne se sentent pas concernées par les questions relatives à l'activité ou aux migrations. L'amélioration de la collecte passe aussi par une sensibilisation des enquêteurs et enquêtrices qui bien souvent reproduisent les stéréotypes concernant les femmes et préfèrent se fier aux réponses masculines.

Dans un article récent, le CRDI propose une collecte interactive : discussions en petits groupes, recueil de biographies de femmes (et pas seulement la vie génésique) l'utilisation de stimuli visuels afin de susciter des réactions. Si ces méthodes sont difficiles à mettre en place lors d'une enquête statistique, elles devraient être envisagées comme un préalable obligatoire à l'élaboration de questionnaires cernant mieux la réalité, ainsi que le rôle économique et social des femmes.

Les plans de développement en tant qu'instruments de décision et d'orientation doivent avoir des fondements objectifs. Et l'objectivité en matière d'observation consiste "à voir hommes et femmes *là* où ils sont et dans ce qu'ils *font*" (TRAORE - 1984). Mais les décideurs doivent aussi mieux collaborer à la collecte des données en formulant explicitement les indicateurs qu'ils souhaitent pouvoir utiliser.

BIBLIOGRAPHIE

ANTOINE, Ph., GUILLAUME, A. (1984). Une expression de la solidarité familiale à Abidjan : Enfants du couple et enfants confiés, communication au colloque "Les familles d'aujourd'hui". Genève, septembre. 13 p. multigr.

ANTOINE, Ph., HERRY, Cl. (1982). Enquête démographique à passages répétés. Agglomération d'Abidjan. Direction de la statistique. Centre ORSTOM de Petit-Bassam. Abidjan 419 p. multigr.

BINET, F. (1982). Bilan National de l'Emploi en Côte-d'Ivoire. Ministère de la Coopération, AFEP. Paris 293 p.

CRDI-Exploie (1984). La recherche et les femmes. Vol. 13 n° 2 : 22-23.

TRAORE, A. (1982). Autosuffisance alimentaire : Quel rôle pour les femmes. Famille et développement n° 29. Janvier-Février-Mars.

TRAORE, A. (1984). Des conséquences de la sous-représentation statistique des femmes sur le développement national. A paraître dans "Kasa bia Kasa" n° 6. Revue ivoirienne d'anthropologie et de sociologie. Université Nationale d'Abidjan.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE. Recensement National de l'Agriculture 1973-74, tome II. Abidjan s.d.

MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION (HAUTE-VOLTA). 1979. Recensement général de la population 1975. Vol. I. Institut National de la Statistique et de la Démographie. Ouagadougou.

MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU PLAN. 1978. Recensement général de la population 1975. Direction de la Statistique. Abidjan.
a) Agglomération du Grand Abidjan. 280 p.
b) Principaux résultats. Côte-d'Ivoire entière. 91 p.

MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES (FRANCE). 1983. Perspectives démographiques à l'an 2000 en Afrique (Etude réalisée par A. GUILLAUME et al.). Paris, 2 tomes : 348 p. et 344 p.

RÉSUMÉ

A l'aide d'exemples choisis en Côte-d'Ivoire, les auteurs passent en revue un certain nombre de domaines où la mauvaise qualité des données ou leur inadéquation est préjudiciable à l'appréciation du rôle économique des femmes. Ces exemples sont nombreux comme la sous-évaluation du nombre de femmes, de leurs activités, l'occultation de certains phénomènes. Des propositions sont faites pour contribuer à une amélioration de la collecte des données concernant le rôle économique et social des femmes.

ABSTRACT

Using some examples taken from the Ivory Coast, the authors review a number of fields in which the poor quality, or the inadequacy, of data is prejudicial to a better understanding of women's economic role. Examples are numberless such as the underevaluation of the number of women, of their activities, of certain phenomena in society. Proposals are put forward to contribute to improve data collecting as regards the economic and social role of women.

LA VOIX DU VOANDZOU DANS LE MORTIER CHASSE LA FAMINE

Marie-Jo DOUCET

Le Niger a mis en oeuvre, dès l'indépendance, un programme d'animation rurale destiné au "monde paysan", c'est-à-dire : aux hommes. Très vite, "faire quelque chose pour les femmes" est apparu nécessaire et les paysans n'ont pas été les derniers à le dire, "il faut travailler aussi avec nos femmes : la femme doit être derrière l'homme, mais elle ne doit pas être trop loin derrière lui".

Les résultats des premières enquêtes, et de toutes celles qui ont suivi pour concevoir et exécuter les actions d'animation féminine, ont mis en évidence une longue liste de "besoins" parmi lesquels de nombreuses demandes avaient une relation directe ou indirecte avec une ou plusieurs activités économiques des femmes (production agricole, élevage, transformation, commercialisation).

Pour diverses raisons que nous avons étudiées ailleurs (1) les actions de l'animation féminine n'ont pas répondu - dans une première et longue phase - à cette attente précise des femmes ; elles ont néanmoins continué, d'une manière diversifiée, mais persistante et massive à exprimer que leur préoccupation majeure était de sauvegarder et de consolider leur autonomie économique.

Cette préoccupation s'accentue avec la dégradation économique - et sociale - du milieu rural, dégradation qui se traduit par des modifications dans la répartition des responsabilités et des obligations entre

(1) Cf. La participation des femmes rurales au développement. Ouv. Coll. IRAM. Paris 1977 et Les rapports entre les hommes et les femmes et les interventions de développement. Corrèze (A.), Doucet (MJ). IRAM 1980.

les hommes et les femmes avec, entre autres, pour conséquence une augmentation régulière des charges financières pour celles-ci.

Dans certaines régions, l'activité agricole constitue un thème constant des préoccupations des femmes, qu'il s'agisse de leur participation à la production dans le champ familial ou de leur propre production sur la parcelle qu'elles exploitent avec leurs moyens personnels.

Si le discours convenu - qui a pris à l'occasion de la "décennie de la femme" un caractère singulièrement incantatoire ! -, reconnaît l'importance du rôle des femmes dans la production agricole, il est encore difficile de faire dire à ce discours, dix ans plus tard, ce que cela signifie d'une manière concrète, ne serait-ce par exemple, d'un point de vue quantitatif.

Et pour cause !

Les statistiques agricoles, par exemple, réunissent allègrement sous le même "bonnet" chef de famille et chef d'exploitation, confondent dans une rubrique "harmonieuse" unité familiale et unité d'exploitation ou de production, et ignorent que, dans certaines sociétés, les femmes décident de ce qu'elles vont produire et comment, de l'usage de leur production et des revenus qu'elle procure, une fois qu'elles ont acquis l'accès, même précaire, à une parcelle.

Le système de production, par exemple, est encore trop souvent considéré et étudié comme un ensemble homogène de production qui coïnciderait avec un ensemble social dont le "chef de famille" serait le centre unique de décision.

A peine caricaturale, cette démarche commence à évoluer, mais pas encore au point de faire apparaître la réalité économique et sociale de ces sociétés où co-existent, et se complètent, plusieurs systèmes mis en oeuvre par des producteurs différents avec leur logique propre.

Bref, ce travail avec les femmes rurales nigériennes, et celles d'autres pays, d'une part, et, d'autre part, la persistance du discours abstrait sur le rôle économique des femmes (1), ont renforcé notre con-

---

(1) Constamment contredit par tant d'autres discours - par exemple, et pour ne citer que le dernier discours "à la mode" - à propos de l'aide et de l'auto-suffisance alimentaire où les femmes sont toujours désignées sous le terme de "bénéficiaires", étiquetées comme "groupe vulnérable" et jamais reconnues comme productrices, c'est-à-dire comme partenaires actives du développement...

viction qu'il faut étayer, le plus concrètement possible, l'impérative nécessité sociale, l'obligation de satisfaire le besoin des femmes, d'améliorer les conditions de leur production agricole et qu'il faut pour cela, et en priorité, traduire en termes quantitatifs ce rôle qu'elles ont dans la production agricole nationale.

Le travail que nous présentons ici est le résultat d'une enquête préliminaire qui avait pour objectifs de définir le plus précisément possible les termes d'une étude de la production agricole des femmes dans tous les départements du Niger, d'identifier les éléments pertinents qui caractérisent cette production et de dégager la démarche méthodologique de l'étude.

L'enquête a été réalisée pendant le mois d'août 1979 en *22 jours* (élaboration du schéma d'enquête : 3 jours ; travaux d'enquête : 15 jours ; dépouillement et premiers résultats : 4 jours) avec cinq cadres féminins d'animation expérimentés, une agronome et une socio-économiste.

Nous devons à la vérité de dire que l'intérêt, l'engagement et l'expérience de nos collègues nigériennes ont très largement déterminé la qualité de ce travail. Malheureusement, les résultats obtenus n'ont convaincu ni les institutions nationales, ni les bailleurs de fonds, ni d'autres organismes, de l'utilité de mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour réaliser l'étude envisagée...

Quelques résultats de l'enquête.

1. BREVES DONNEES SUR LES CARACTERISTIQUES DE L'ECHANTILLON

L'enquête a eu lieu dans 3 villages de la partie Sud de l'arrondissement de Doutchi dans le département de Dosso. Ces villages, Doumega, Landara et Gouala comptaient respectivement (1) :

- 282, 126 et 105 familles ;
- 1388, 436 et 282 adultes imposables (2) ;
- 502, 304 et 165 femmes entre 15 et 60 ans.

L'enquête a été réalisée auprès de 121 femmes, soit respectivement: 10 %, 15 % et 14 % de l'effectif féminin actif de chaque village.

---

(1) Recensement de 1975, mis à jour en 1978.
(2) Les hommes et les femmes de plus de 14 ans et, en principe, jusqu'à 60 ans sont imposables et généralement considérés comme actifs.

L'échantillon ne comprend que des femmes mariées, veuves ou divorcées, qui constituent la presque totalité de la population féminine entre 15 et 60 ans et qui sont les seules femmes à exercer une activité agricole autonome. Faute de temps, il n'a pas été possible d'effectuer un tirage au sort de la population enquêtée : elle a été désignée par les villageois eux-mêmes après un travail d'information et d'explication sur les objectifs de l'enquête. Il est donc important de comparer les caractéristiques de l'échantillon avec ce que l'on peut connaître des caractéristiques de la population des trois villages fournies par l'étude du recensement.

1.1. Structure d'âge de l'échantillon comparée à celle de la population d'après le recensement de 1975 (remis à jour en 1978)

	DOUMEGA		LANDARA		GOUALA	
Catégories d'âge	Rt.	Ech.	Rt.	Ech.	Rt.	Ech.
15 à 20 ans	23 %	10 %	23 %	6 %	44 %	27 %
20 à 30 ans	32 %	30 %	33 %	12 %		
30 à 40 ans	18 %	34 %	19 %	22 %	35 %	23 %
40 à 50 ans	15 %	20 %	12 %	48 %	8 %	32 %
50 à 60 ans	11 %	6 %	13 %	12 %	13 %	18 %
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

1.2. Appartenance des femmes à des familles monogames ou polygames et position d'épouse ; comparaison aux données du recensement

Pourcentage de femmes dans chaque catégorie :

	DOUMEGA		LANDARA		GOUALA	
	Rt.	Ech.	Rt.	Ech.	Rt.	Ech.
Monogames	53 %	42 %	53 %	52 %	58 %	35 %
Polygames	47 %	58 %	47 %	48 %	42 %	65 %
dont 1ère épouse	48 %	60 %	49,3 %	54 %	47 %	46 %
2ème	48 %	40 %	49,3 %	46 %	47 %	27 %
3ème	2,5 %		1,4 %		6 %	18 %
4ème	1 %					9 %
5ème	0,5 %					
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

1.3. Gestion de l'exploitation familiale

PAR :	DOUMEGA	LANDARA	GOUALA
Epoux	72 %	75 %	54 %
Fils aîné	13 %	25 %	9 %
Beau-père	11 %	0	9 %
Beau-frère	0	0	5 %
Femme enquêtée	4 %	0	23 %

2. STRUCTURES DE PRODUCTION

D'une manière générale, quand elle se marie, la femme peut avoir accès à titre précaire à une parcelle qu'elle reçoit le plus souvent de son mari et dont elle ne dispose que pour une année dans la plupart des cas.

Une partie des parcelles que les femmes enquêtées cultivent, a été mise à leur disposition à titre précaire, par leur mari, mais aussi parfois par un fils ou un autre parent. Les autres parcelles qu'elles

exploitent, appartiennent à des personnes extérieures à la famille, habitant généralement dans le village, et auxquelles elles remettent en échange une partie de la récolte (7 % en moyenne).

Sur les parcelles affectées annuellement, les femmes cultivent du voandzou ; ensuite, le propriétaire récupère son champ pour y cultiver du mil : ainsi, s'instaure une rotation sur la parcelle.

8 % des femmes de l'échantillon disposent d'une partie de leurs parcelles, et 16 % de la totalité de leurs parcelles, depuis plusieurs années (entre 4 et 22 ans). Une femme cultive depuis 34 ans un champ qu'elle a défriché elle-même, mais ce mode d'acquisition n'assure pas automatiquement la propriété du champ : une autre femme a défriché et cultivé une parcelle que son mari a "récupérée" l'année suivante...

L'héritage (2 cas) et l'achat (1 cas) de terres semblent constituer des moyens exceptionnels d'accès à la terre.

Il semble que les surfaces cultivées soient fonction de l'âge des femmes et par conséquent, de leurs obligations domestiques, des possibilités de se faire aider par les enfants ou tout simplement de financer de la main-d'oeuvre.

Surface moyenne (ha) par catégorie d'âge

	DOUMEGA		LANDARA		GOUALA	
	Effectif	Surface	Effectif	Surface	Effectif	Surface
15 à 30 ans	18	1,2	8	1,4	6	0,9
30 à 40 ans	15	1,6	13	2,2	5	1,8
40 à 50 ans	9	2,5	22	2,1	7	1,3
50 à 60 ans	3	1,4	4	0,9	4	1,5
Tous âges confondus	45	1,6	47	1,9	22	1,3

Les parcelles des femmes sont généralement regroupées par famille ou par quartier, mais d'une année sur l'autre, ce ne sont pas toujours les mêmes femmes dont les parcelles sont regroupées, en particulier

lorsque celles-ci sont éloignées du village. Nous avons réellement effectué cette distance avec les femmes et l'avons mesurée en terme de temps.

Nombre de parcelles à :	:0,15 h	:0,30 h	:0,45 h	:1,00 h	:1,30 h	:2,00 h
DOUMEGA (*)			34			
LANDARA	13	31		6	17	4
GOUALA		5		2	14	

(*) dans ce village, toutes les parcelles des femmes sont groupées au même endroit mais cet endroit change : ce qui présente un cas intéressant à étudier, nous semble-t-il, du point de vue des règles d'utilisation de l'ensemble du terroir villageois.

Les principales cultures sont :

- le voandzou, parsemé de pieds de mil tardif ;
- le fonio, en culture pure ;
- le mil hâtif associé au niébé ;
- l'arachide ;
- le sorgho ;
- le gombo.

Les limites de certains champs sont marqués par de l'oseille.

Les femmes attachent une grande importance au voandzou pour le rôle qu'il joue dans l'alimentation en période de soudure (1) et dans la satisfaction de leurs besoins propres : il leur procure un revenu qui peut être étalé dans le temps et il peut être échangé (contre du mil pour les cérémonies par exemple).

Toutes, elles évoquent le manque de terre à défricher et la réduction, voire la disparition, des jachères ; elles constatent que la taille de leurs parcelles et la qualité des terres diminuent régulièrement et sensiblement, et, par conséquent, les rendements qu'elles obtiennent.

---

(1) Le voandzou est riche en protéines et notamment en acides aminés essentiels.

Voandzou

Catégories d'âge	Pourcentage de femmes cultivant le voandzou			Surface moyenne (ha) par femme le cultivant		
	Doumega	Landara	Gouala	Doumega	Landara	Gouala
15 à 30 ans	100	100	100	0,9	0,9	0,9
30 à 40 ans	100	92	100	1,1	1,1	1,8
40 à 50 ans	100	95	100	1,8	1,2	1,2
50 à 60 ans	100	100	100	0,8	0,7	0,5
Tous âges confondus	100	96	100	1,1	1,1	1,1

Fonio

Catégories d'âge	Pourcentage de femmes cultivant le fonio		Surface moyenne par femme le cultivant	
	Doumega	Landara	Doumega	Landara
15 à 30 ans	78	75	0,2	0,8
30 à 40 ans	53	69	0,3	0,6
40 à 50 ans	55	68	0,4	0,9
50 à 60 ans	100	50	0,5	0,3
Tous âges confondus	67	63	0,3	0,8

Mil

Catégories d'âge	Pourcentage de femmes cultivant le mil			Surface moyenne par femme cultivant le mil		
	Doumega	Landara	Gouala	Doumega	Landara	Gouala
15 à 30 ans	0	12	0	0	0,2	0
30 à 40 ans	13	31	0	0,9	1,3	0
40 à 50 ans	22	27	14	1,4	0,8	0,9
50 à 60 ans	0	0	35	0	0	4,2
Tous âges confondus	9	23	9	1,2	0,9	2,5

3. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE AGRICOLE

Là où les parcelles affectées annuellement sont mises à la disposition des femmes, elles le sont généralement au mois de mars ; mais elles pourront les ensemencer seulement après que les semis sont terminés sur le champ familial ; elles doivent donc attendre une nouvelle pluie utile (entre 8 à 20 jours, disent-elles) pour procéder aux semis dans leur propre parcelle qu'elles désherbent au fur et à mesure, revenant sur les parties qui ont levé, pour les sarcler (voandzou et fonio) et pour remplacer les manquants (voandzou). Elles effectuent un 2ème sarclage environ 1 mois après les semis et récoltent 2 mois plus tard le voandzou qui est mis en sacs sur le champ. Le fonio est récolté de la même façon mais à un autre moment. Les sacs sont transportés à dos d'âne ou de chameau contre rémunération.

Manifestement les femmes qui ont l'usage de plusieurs parcelles pendant plusieurs années pratiquent rotation et assolement parfois avec jachère : les conditions de l'enquête ne permettaient pas de préciser leurs modalités.

A deux exceptions près, seules les femmes qui exploitent la même parcelle y transportent du fumier quand celle-ci n'est pas trop éloignée du village.

Dans un des trois villages, où toutes les parcelles des femmes sont groupées au même endroit, nous avons observé une règle intéressante qui impose une durée limitée, fixée à l'avance, pour chaque travail cultural (préparation du sol, désherbage - semis, sarclage...) et que toutes les femmes respectent qu'elles aient terminé ou non le travail. Elles ont promis de nous en donner l'explication la prochaine fois quand nous travaillerons avec elles...

Les temps de travaux, pour chaque culture, peuvent être estimés ainsi :

	Voandzou	Fonio	Mil/niébé mil pur
Préparation du sol	1 à 15 jours	1 à 3 jours	2 à 4 jours
Semis/sarclage	1 mois en moyenne	1 semaine	1 à 2 jours (semis)
Binage/démariage	-	-	4 à 15 jours
2ème sarclage	1 mois en moyenne	-	
Récolte	1 mois en moyenne	1 à 10 jours	10 jours

Il a déjà été souligné que la date de semis dans les parcelles des femmes est déterminée par celle des semis dans les champs familiaux et par la pluie. A ces contraintes s'en ajoutent d'autres dont elles n'ont pas toujours la maîtrise : les travaux domestiques, les activités de transformation et de commerce qui procurent le disponible monétaire nécessaire au jour le jour et les jours interdits (jeudi ou dimanche selon les villages) pour les travaux des champs.

Les femmes qui n'ont pas ou peu d'obligations domestiques partent dans leur champ entre 6 h 30 et 7 h et en reviennent entre 18 et 19 h... Les autres partent après avoir effectué le balayage et la corvée d'eau et apporté le repas aux hommes sur le champ familial ; elles reviennent entre 16 et 18 h, en ramassant le bois et/ou de la nourriture pour les animaux et elles préparent le repas du soir (c'est-à-dire une nouvelle

corvée d'eau, pilage et cuisson des aliments si elles n'ont pas de fille assez grande pour le faire en leur absence).

A l'exception de 3 femmes qui doivent encore fournir 3 jours de travail/semaine sur le champ de leur mari pendant toute la durée des cultures, les autres femmes expliquent que maintenant, elles participent toujours aux semis mais qu'elles ne sont plus obligées de travailler plusieurs jours par semaine, sauf si elles le veulent "pour aider leur mari".

26 % des femmes ne reçoivent aucune aide et n'emploient aucun salarié pour les travaux agricoles dans leurs parcelles ; 42 % sont aidées des jeunes enfants (surtout les filles) pendant la plus grande partie des travaux, et 32 % sont aidées par un adulte (le plus souvent un fils, rarement le mari) pendant quelques jours.

Certaines d'entre elles font appel à un groupe de travail (gaya) dont les membres reçoivent en contrepartie la nourriture, (coût : entre 100 et 200 F.CFA par personne), la cola et les cigarettes, éventuellement.

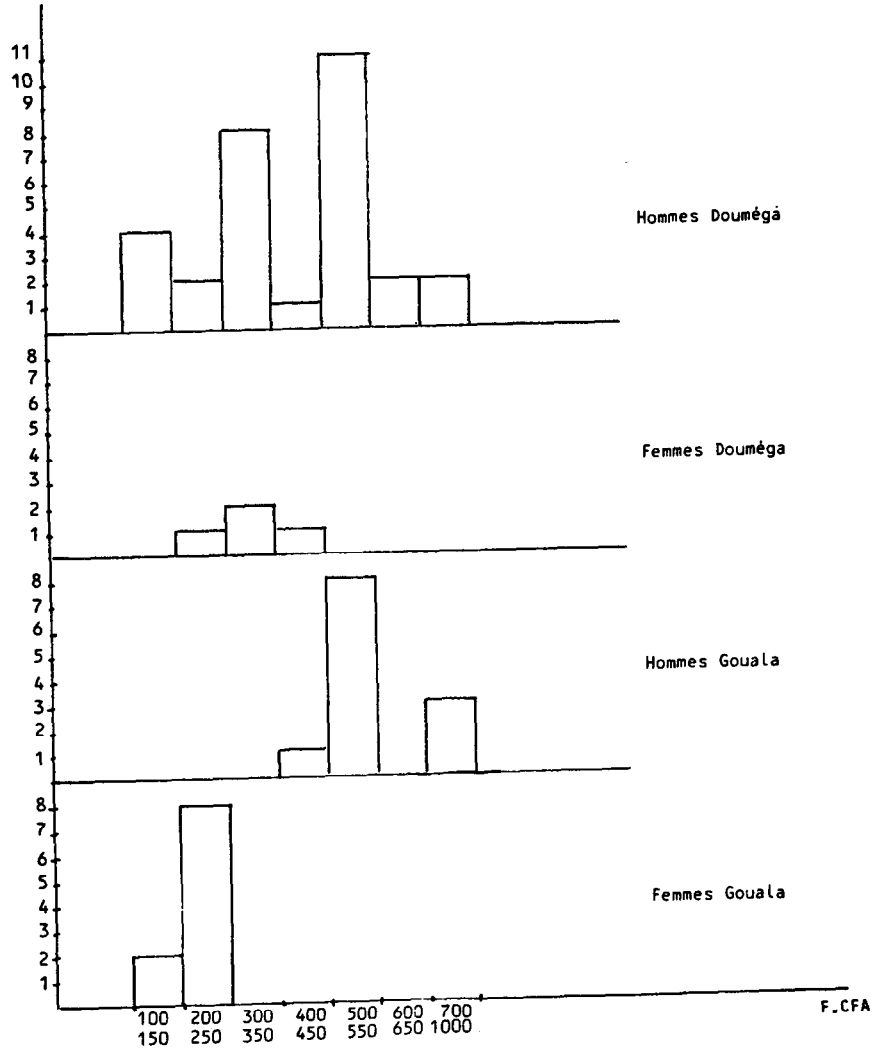
Un peu moins de la moitié d'entre elles (46 % ont eu recours à la main-d'oeuvre salariée, entre 3 et 4 hommes ou femmes/jour, dont la rémunération varie entre 100 et 1000 F.CFA/jour (+ nourriture). La rémunération de la main-d'oeuvre féminine est plus faible et ne dépasse généralement pas 450 F.CFA, sauf dans un village (Landara) où le taux fixé par et pour le village s'élève à 500 F.CFA quel que soit le sexe (voir tableau page suivante).

D'une manière générale, les femmes n'utilisent pas d'engrais, pour les mêmes raisons qu'elles n'utilisent pas de fumier ; elles utilisent peu de fongicide, quelquefois de l'insecticide qu'elles mélangent avec du sable pour conserver les semences de voandzou en grenier.

La récolte précédente ne leur a pas permis de stocker suffisamment de semences et elles ont dû en acheter, troquer ou emprunter pour la campagne observée, aux prix suivants : entre 50 et 60 F.CFA/kg pour le voandzou, entre 85 et 95 F.CFA/kg pour le fonio et entre 65 et 85 F.CFA/kg pour le mil.

Elles utilisent toutes des semences de variétés locales. Une femme nous a expliqué qu'elle a cultivé, l'année précédente, une variété sélectionnée de niébé et qu'elle a récolté un sac dont elle a obtenu 3000 F.CFA. Cette année, elle a utilisé la variété locale qui présente à ses

Comparaison de la rémunération de la main-d'oeuvre salariée par sexe



yeux l'avantage de fournir un feuillage, utilisé comme fourrage, d'une valeur équivalente au sac de niébé récolté à partir de la variété sélectionnée ...

La plupart des femmes enquêtées possèdent leurs outils qu'elles ont achetés soit auprès du forgeron du village, soit au marché : une iler (250 à 750 F.CFA), une grande daba (75 à 750 F.CFA), une petite daba (100 à 250 F.CFA) et une hache (75 à 250 F.CFA). Si elles ne possèdent pas l'un de ces outils, elles l'empruntent à leur mari le plus souvent.

Quand elles ne l'effectuent pas elles-mêmes et si leurs enfants, frères ou maris ne le font pas pour elles, les femmes paient le transport de leur récolte du champ au village, le plus souvent en nature (entre 4 et 8 %, voire 20 %, de la quantité transportée) ; quelques-unes paient leur mari ou un parent à ce taux pour effectuer le transport.

De la même façon, elles paient le transport lorsqu'elles doivent vendre leur récolte au marché d'un autre village que celui où elles résident.

Dans un village, 36 % des femmes ont mentionné le fait qu'elles "offraient" une partie de leur récolte au(x) "propriétaire(s)" des parcelles qu'elles cultivent. Et ce "don" représente environ 7 % de la récolte ! Malheureusement cette question n'a pas été posée systématiquement au cours de l'enquête.

4. PRODUCTION ET COMMERCIALISATION

L'enquête ayant eu lieu en août et n'ayant pas eu de suite, la récolte n'a pas pu être mesurée. Il a été demandé aux femmes combien elles avaient produit l'année précédente, ceci bien que la production déclarée ne puisse être ramenée à aucune surface (puisque la plupart des femmes changent de parcelles chaque année et puisqu'ont été mesurées les surfaces correspondant à la future production) et que les quantités énoncées soient probablement inférieures aux quantités réellement produites (une partie peut être consommée avant maturité en fin de période de soudure ; une partie est distribuée sous forme de cadeaux aux personnes qui passent pendant que s'effectue la récolte). Pour toutes ces raisons, il nous a paru intéressant d'enregistrer *la quantité transportée au village* pour recueillir un ordre de grandeur (tableau ci-dessous).

VOANDZOU : Production moyenne par femme ayant produit du Voandzou en 1978

Catégories d'âge	DOUMEGA				LANDARA				GOUALA			
	% de fs pduisant du Vz	EFF pduisant du Vz	Pction moyenne/f Sacs	Pction moyenne/f Kg	% de fs pduisant du Vz	EFF pduisant du Vz	Pction moyenne/f Sacs	Pction moyenne/f Kg	% de fs pduisant du Vz	EFF pduisant du Vz	Pction moyenne/f Sacs	Pction moyenne/f Kg
15 à 30 ans	100	17	3	300	100	10	2	200	100	6	1,2	120
30 à 40 ans	100	16	4	400	100	13	2,8	280	100	5	2,9	290
40 à 50 ans	100	8	5,6	560	96	22	2,5	250	100	7	3,1	310
50 à 60 ans	100	3	4,3	430	100	4	2	200	100	4	2	200
Tous âges confondus	100	44	3,9	390	98	49	2,4	240	100	22	2,4	240

FONIO : Production moyenne par femme ayant produit du Fonio en 1978

Catégories d'âge	DOUMEGA				LANDARA				LANDARA	
	% de fs pduisant du fonio	EFF pduisant du fonio	Pction moyenne/f Sacs	Kg	% de fs pduisant du fonio	EFF pduisant du fonio	Pction moyenne/f Sacs	Kg	Nombre de femmes dont la product. n'a pas été détruite	Product. moyenne Kg
15 à 30 ans	18	3	0,13	10	60	6	0,8	64	4	96
30 à 40 ans	37	6	0,66	53	69	9	1,2	96	8	104
40 à 50 ans	25	2	0,04	3	56	13	1,1	88	10	120
50 à 60 ans	67	2	0,22	17	75	3	1,5	120	3	120
Tous âges confondus	29	13	0,36	29	62	31	1,1	88	25	112

MIL tardif dispersé dans les champs de Voandzou : Moyenne de production de mil par femme ayant déclaré en produire

Catégories d'âge	DOUMEGA				LANDARA			
	% de fs pduisant du mil	EFF pduisant du mil	Pction moyenne/f Bottes	Kg	% de fs pduisant du mil	EFF pduisant du mil	Pction moyenne/f Bottes	Kg
15 à 30 ans	18	3	3	30	20	2	5	50
30 à 40 ans	0	0	0	0	69	9	3,9	39
40 à 50 ans	50	4	6,5	65	52	12	6,4	64
50 à 60 ans	0	0	0	0	75	3	7,7	77
Tous âges confondus	16	7	5	50	52	26	4,6	46

Après les (demi !) surprises que nous avaient réservées les surfaces, les distances parcourues, la main-d'oeuvre salariée utilisée, etc... est arrivée celle de la production, surtout lorsque nous nous sommes offert le "luxe" d'extrapoler (pourquoi pas ?) à l'ensemble de la population active féminine pour la production de voandzou (voir tableau plus loin).

Mil en culture principale associé ou non au "niébé"

DOUMEGA : 1 femme de 37 ans a produit du mil associé au "niébé" : 40 bottes de mil, 1 sac de "niébé" produit en 1978.

LANDARA : 1 femme de 40 ans a produit 50 bottes de mil.
1 femme de 42 ans a produit 12 bottes de mil + 1 touque de "niébé".
2 femmes de 50 ans ont produit 32 et 30 bottes.
1 femme de 60 ans a produit 20 bottes.

GOUALA : 2 femmes de 53 et 45 ans ont produit du mil en culture principale associé au "niébé" : 100 et 350 kg de mil et 1 et 2,5 sacs de "niébé".

Arachide

1 femme sur "Douméga" : 3 touques
5 femmes sur "Landara" : 5,5 sacs au total pour les 5 femmes.

Sorgho

2 femmes sur "Landara" : 8 bottes au total pour les 2 femmes.

PRODUCTION DE VOANDZOU (extrapolation à l'ensemble de la population féminine recensée)

D O U M E G A

	Effectif	% de femmes produisant du voandzou	Production moyenne/ femme kg	Production totale (T)	
15 à 30 ans	279	100	300	83,7	
30 à 40 ans	93	100	400	37,2	
40 à 50 ans	76	100	560	42,6	
50 à 60 ans	54	100	430	23,2	
	502			186,7	187 T

L A N D A R A

	Effectif	% de femmes produisant du voandzou	Effectif produisant du voandzou	Production moyenne/ femme kg	Production totale (T)	
15 à 30 ans	171	100	171	200	34,2	
30 à 40 ans	57	100	57	280	16	
40 à 50 ans	37	96	35	250	8,7	
50 à 60 ans	39	100	39	200	7,8	
	304		302		66,7	67 T

G O U A L A

	Effectif	% de femmes produisant du voandzou	Production moyenne/ femme kg	Production totale (T)	
15 à 30 ans	74	100	120	8,9	
30 à 40 ans	57	100	290	16,5	
40 à 50 ans	13	100	310	4	
50 à 60 ans	21	100	200	4,2	
	165			33,6	34 T

Les femmes vendent leur production au fur et à mesure de leurs besoins : entre 73 et 86 % des femmes, enquêtées dans les trois villages, ont vendu de 22 à 39 % de la production de voandzou qu'elles ont récoltée et transportée au village ; 15 % de la production totale du mil de l'échantillon ont également été vendus ainsi que 4 % de la production totale de fonio.

Notre grand regret est de n'avoir pu valoriser cette production d'une manière relativement fiable. Il est néanmoins intéressant de noter que, selon la période où le produit a été vendu, le prix de vente du sac de voandzou (100 kg) varie de 1.500 à 6.000 F.CFA à Douméga, 800 à 5.100 F.CFA à Landara et de 3.500 à 6.000 F.CFA à Gouala. Pour le mil, nous avons relevé des variations allant de 250 à 500 F.CFA/la botte dans le même village, et pour le fonio de 2.000 à 3.000 F.CFA le sac de 80 kg.

Les ventes de ces produits (ainsi que les revenus procurés par l'élevage et par les autres activités économiques des femmes sur lesquels nous avons également enquêté mais que nous n'évoquerons pas ici) permettent aux femmes de faire face aux dépenses qui leur incombent : condiments nécessaires à la préparation du mil, habillement pour les enfants et pour elles-mêmes, cérémonies, achat des ustensiles de ménage, des outils, des semences, rémunération de la main-d'oeuvre et achat de bétail.

Une partie de la production de voandzou est distribuée sous forme de dons et d'aumône : de 5 à 20 % selon les femmes et les villages ; 11 % en moyenne sont versés aux propriétaires de la terre et aux transporteurs ; le reste est échangé contre du mil et du fonio pour obtenir des semences ou pour l'alimentation, conservé pour les semences de l'année suivante et consommé dans la famille.

Le fonio et le mil sont utilisés surtout pour les dons, les aumônes et les cérémonies.

Au terme de ces quelques pages, je ne souhaite pas tirer, pour vous, de conclusions parce qu'en vous restituant ce travail collectif, nous avons retrouvé le plaisir et les difficultés que nous avons rencontrés en le réalisant, la sourde rage de ne pouvoir le poursuivre et l'approfondir, la conviction profonde, et partagée que cela sera fait et qu'un jour, personne ne pourra répéter les paroles de tel haut responsable dont la bienveillance ou mieux l'accord était sollicité, pour cette enquête : "... la part des femmes dans la production est négligeable...

moins d'un demi-hectare... mais si cette enquête pouvait confirmer que nous avons raison de considérer qu'une femme peut être un actif pour nos statistiques agricoles... ça m'intéresse...".

1,6 ha par femme en moyenne actuelle - par rapport à la superficie moyenne de 6 ha de l'exploitation agricole -, chiffre obtenu avec les techniques statistiques et dans les conditions que l'on sait, est-ce négligeable ?

5 à 12 heures de travail agricole par jour : cela n'est-il pas suffisant pour considérer qu'une femme est un actif ?

S'il n'était pas nécessaire d'attendre les résultats de l'enquête pour apporter des arguments contradictoires à notre interlocuteur, ceux-ci leur donnait un autre poids ! L'enquête montrait en outre à quel point une connaissance précise de la production agricole des femmes de la région est nécessaire pour comprendre le fonctionnement de la société agraire dans sa complexité !

C'est déjà difficile, quand on est un responsable du "développement" (cadre national ou expert) d'admettre cette complexité car elle soulève trop de questions pour lesquelles on n'a pas de réponse toute prête.

Or, l'enquête, réalisée dans des conditions diversement favorables et malgré la faiblesse des moyens mis en oeuvre, fait apparaître une connaissance de qualité, nécessaire et dérangeante.

Il faudrait en effet mesurer différemment, accepter des interlocuteurs multiples, affronter une complexité plus grande encore que celle qu'on s'était résigné à admettre, remettre en question les vieilles certitudes et les plus récentes et enfin se mettre à l'écoute non seulement des "savoirs paysans", ceux des hommes mais aussi ceux ... des femmes.

Comment ne pas voir dans cette difficulté une des raisons qui font que si souvent, les femmes ne sont pas perçues dans leur réalité de productrices agricoles ?

Comment ne pas voir aussi qu'il faut une réelle volonté politique pour prendre la mesure du rôle des femmes dans la production agricole, et accepter de donner à la prise en compte de ce rôle sa véritable dimension : celle de la survie, celle de la vie même.

RÉSUMÉ

Cette communication présente les résultats d'une enquête réalisée avec 121 femmes de 3 villages dans l'arrondissement de Dogon Doutchi.

Elle met en évidence les éléments qui conditionnent la capacité productive des femmes et décrit de façon très précise l'activité agricole spécifique des femmes, les résultats de leur production et son usage.

En conclusion, l'auteur souligne la non-pertinence des généralités énoncées lorsqu'on parle des femmes productrices : "superficies très faibles de leurs parcelles", hésitation à les considérer comme des "actifs" à part entière etc...

ABSTRACT

This paper introduces the results of a survey involving 121 women in 3 villages of the Dogon Doutchi district.

It sheds light on elements conditioning women's productive capacity, and describes very specifically their farming activities, as well as the use made of their production.

In her conclusion, the author stresses the irrelevance of general considerations on women's productions : "very small plots", women can hardly be seen as a fully-fledged "active" population, etc...

LES STATISTIQUES DE L'EMPLOI ET DE LA PRODUCTION OCCULTENT-ELLES L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DES FEMMES EN AFRIQUE ?

Jacques CHARMES

L'existence de nombreuses sources d'information sur l'activité, l'emploi et le chômage, et leur utilisation hâtive, négligeant les plus élémentaires précautions relatives aux concepts, définitions et méthodes utilisés, sont la cause d'une grande confusion et de nombreux contresens dans l'interprétation d'un phénomène dont l'importance et la gravité devraient susciter plus d'objectivité.

De ce point de vue, l'activité féminine est précisément l'un des domaines à avoir donné lieu à de tels défauts d'interprétation et à avoir donné naissance à nombre de débats. Au cours des récentes années, et particulièrement au cours de la décennie 1970-80, le statisticien s'est attaché à traiter ce problème sans avoir toutefois et toujours réussi à maintenir les conditions d'harmonisation et de comparabilité indispensables au planificateur.

Les seules sources exhaustives qui soient utilisables en cette matière sont les recensements (en générale décennaux) de population, et les enquêtes (par sondage) sur l'emploi auprès des ménages. Les autres sources que sont les statistiques d'entreprises et d'établissements ne sont guère utilisables que de façon comparative, pour faire ressortir par différence certaines caractéristiques particulières, et ne suscitent guère de controverses sur le sujet qui nous occupe ici, puisqu'elles ne portent que sur l'emploi salarié. Quant aux statistiques des bureaux de placement, relatives aux offres et aux demandes d'emploi, elles doivent être résolument écartées comme n'étant pas significatives dans des pays où le chômage ne donne pas lieu à indemnisation.

L'interprétation des recensements de population et des enquêtes sur l'emploi présente des difficultés. En effet, l'étude de l'emploi et du chômage ne peut se limiter à l'analyse de la situation à un moment donné : la dynamique du phénomène est un élément primordial de sa maîtrise. Or, les comparaisons d'un recensement ou d'une enquête à l'autre sont des exercices délicats, en raison de la variation des concepts et des méthodes ayant présidé à leur réalisation.

Dans le domaine de l'évaluation de la production, c'est-à-dire de la Comptabilité Nationale, il est tout aussi difficile d'avoir une vision d'ensemble et historique qui soit véritablement fiable. Sans doute le comptable national se préoccupe-t-il généralement plus que le statisticien de l'emploi, d'assurer la comptabilité chronologique de ses données (en procédant à des interpolations ou extrapolations lorsqu'il décide de changer de mode de calcul) ; mais les informations sur lesquelles il fonde ses évaluations (et l'emploi en est une) sont loin d'être toujours exhaustives et synthétiques, et d'ailleurs ses méthodes ne sont pas toujours explicites. Il s'ensuit une très grande confusion, les utilisateurs et notamment les planificateurs, ayant tendance à mettre en regard les données d'emploi et les données de production, alors que les unes et les autres ne sont souvent absolument pas comparables.

Nous allons essayer de présenter quelques exemples des difficultés que pose la prise en compte de l'activité féminine, essentiellement à partir du cas tunisien, et nous essaierons de montrer que le problème se pose en des termes semblables et avec autant d'acuité dans la plupart des pays africains.

1. L'ACTIVITE FEMININE DANS LES STATISTIQUES D'EMPLOI

En Tunisie, c'est à partir du recensement de la population de 1956 qu'ont été posées et exploitées des questions sur l'activité des personnes (1). Les recensements de population de 1956, 1966, 1975, 1984 et l'enquête Population-Emploi de 1980 constituent donc les principaux points de repère en matière d'emploi et de chômage.

---

(1) Les questions sur la profession et la situation dans la profession, posées lors du Recensement de 1946, n'ont pas fait l'objet d'une exploitation et de publication des tableaux correspondants.

Dans un pays où le poids de la population qui vit de l'agriculture reste important (quoique déclinant), toute modification de cette variable peut avoir des conséquences importantes sur tous les autres ratios caractéristiques de la population active. Or, la façon d'aborder le problème de la population active féminine agricole a varié d'un Recensement à l'autre et ses effets lancinants ont été extrêmement perturbateurs. On se rend bien compte en effet qu'il n'est pas indifférent de traiter les femmes d'agriculteurs ou leurs filles en âge de travailler, en tant qu'aides familiales ou en tant que femmes au foyer. Dans le premier cas, ces catégories de population entreront dans le dénombrement de la population active, et dans le second cas, elles entreront dans la population inactive (qui, outre les femmes et filles au foyer, comprend les étudiants et élèves, les vieillards, retraités et infirmes), et la part de l'emploi dans l'agriculture apparaîtra alors moins importante, sans que l'on puisse conclure à des changements structurels véritables. De même, si la population active féminine agricole est sous-estimée, le taux de chômage risque de s'en trouver aggravé (puisque le dénominateur constitué par la population active se trouve plus faible) sans que l'on puisse parler pour autant de détérioration de la situation économique.

Ce problème n'est évidemment pas nouveau (1), mais l'utilisateur de statistiques peu au fait des problèmes de collecte, doit garder à l'esprit que la connaissance de l'activité des personnes résulte simplement de la réponse à la question : "Qu'est-ce que vous faites ?", et que les femmes et les filles d'exploitants agricoles répondent spontanément à cette question : "Je m'occupe de la maison". On réalise d'ailleurs ici que le problème est presque exclusivement féminin, car le jeune homme qui se trouve dans la même situation que la jeune fille, répondra pour sa part : "j'aide mon père sur l'exploitation", ou encore: "je cherche du travail".

Le problème est, en outre, presque exclusivement agricole (2). Les questions sur l'activité portent en principe sur une période de référence précise (le jour précédent le recensement en 1975 ou la semaine

---

(1) et se pose dans les mêmes termes, dans de nombreux pays. On réalise de ce fait la difficulté des comparaisons internationales, dans l'ignorance où l'on se trouve de la façon dont il a été résolu dans tel ou tel pays.

(2) pas complètement cependant : les activités traditionnelles de confection et de tissage qui s'exercent à domicile en sont une notable expression.

précédant l'enquête en 1980 et 1984), et la date de l'enquête est généralement choisie de façon à coïncider avec une période de creux des travaux agricoles (les mouvements saisonniers de population sont ainsi limités) : ainsi, dans l'agriculture, l'activité ou plutôt l'inoccupation de la période de référence va être contrôlée par l'activité habituelle. Cette façon de procéder des enquêteurs n'est jamais explicite sur les questionnaires et ne l'est pas toujours dans les instructions, mais il est clair que, si l'on se trouve en période de morte saison agricole, il ne saurait être question de saisir un chef d'exploitation agricole qui n'a pas travaillé au cours de la période de référence comme étant sans travail. Mais il est tout aussi clair que cette façon de procéder va avoir pour effet de maintenir les femmes dans leur statut d'inactives car celles-ci - de par l'idée qu'elles se font de leur place dans la société ou que s'en font leurs maris qui sont, le plus souvent en milieu rural, ceux qui répondent à l'enquêteur (1) - considèrent que leur activité habituelle est de s'occuper du foyer, et dans leur cas, cette "inactivité" habituelle coïncide avec celle de la période de référence. Et, en l'absence d'instructions contraires, l'enquêteur considèrera que cette coïncidence correspond à l'idée que lui-même se fait de la place de la femme dans la société. C'est là une preuve, maintes fois énoncée, que les concepts et méthodes utilisés ont été élaborés en vue de saisir des situations urbaines, permanentes et salariées.

Lors du Recensement de 1956, un redressement systématique a permis de réintégrer toutes ces femmes (2) dans la population active, en tant qu'aides familiales (la population active féminine représente alors 38,3 % de la population active agricole). En 1966, au contraire, elles ont été considérées comme femmes au foyer dans tous les tableaux publiés (la proportion tombe alors à 1,8 %), et ce n'est que dans le commentaire que l'on évoque le problème en signalant que d'après les enquêtes agricoles, près de 250.000 femmes pourraient être considérées comme actives

(1) Ainsi s'explique qu'en Afrique, lorsque la femme a sa propre exploitation agricole indépendante, les recensements échouent à saisir cette activité : l'époux, chef de ménage, peut alors en effet négliger ou ne pas considérer cette activité.

(2) C'est-à-dire toutes les femmes d'âge actif, non scolarisées, n'ayant pas déclaré exercer une activité, et appartenant à un ménage dont le chef est un exploitant agricole.

dans l'agriculture (ce qui ferait remonter lè ratio précédent à 36,2 %). En 1975, le statisticien se refuse à opérer des redressements systématiques comme en 1956 ; il se refuse tout autant à se voiler la face devant le problème ; et à la réponse spontanée des "femmes au foyer", il vient ajouter une question complémentaire : "En dehors du foyer, ne participez-vous pas à une autre activité économique ?" (1). C'est donc lors de ce Recensement que l'on a, pour la première fois, une vision moins artificielle de ce que l'on va appeler, dans les Enquêtes sur l'emploi qui vont suivre, les populations actives marginales. Le ratio précédent s'élève alors à 13,9 %. Et l'Enquête Population-Emploi de 1980, qui porte sur un échantillon de 60.000 ménages, traite de façon approfondie ces populations actives marginales : Pour être en grande majorité féminines et agricoles, celles-ci ne se limitent pas entièrement à ces catégories, et notamment on trouve un certain nombre de femmes actives dans l'artisanat du textile et de la confection. Le ratio de la population active féminine à la population active totale dans l'agriculture est ainsi évalué en 1980 à 20,5 %. C'est probablement l'une des meilleures estimations dont on dispose sur le phénomène, étant donné que l'estimation prend en compte le temps passé à l'activité marginale (15 heures ou plus au cours de la semaine précédant l'enquête) (2).

Ces quelques remarques préliminaires étaient indispensables pour rappeler que l'interprétation des données statistiques sur l'emploi n'est pas chose simple, et qu'il convient d'être prudent dans les conclusions que l'on en tire.

Le tableau suivant permet de mesurer les effets des différences de traitement de ces populations actives marginales sur la part que représente l'agriculture dans l'ensemble de la population active, et sur le taux de chômage.

---

(1) Ces activités sont énumérées limitativement : agriculture, élevage, artisanat du textile et de la confection.

(2) Ont été également classées dans la population active les personnes ayant travaillé moins de 15 heures durant la période de référence, mais ayant déclaré qu'elles accepteraient un emploi salarié.

Le chiffre supérieur à gauche est celui qui ressort des tableaux effectivement publiés ; le chiffre inférieur à droit a été calculé en appliquant le ratio de 1980 (1), aux chiffres publiés pour les années antérieures.

Tableau 1 : Effets sur la structure de la population active et sur le taux de chômage, de la prise en compte de la population active féminine agricole.

	1956	1966	1975	1980
% de femmes dans la population active agricole	38,3	1,8	13,9	20,5
Part de l'agriculture dans la population active	75,0 / 70,1	49,9 / 51,1	39,0 / 41,1	36,3 / -
Taux de chômage		15,2 / 13,9	15,7 / 15,3	12,0 / -

On voit que certaines variations sont loin d'être négligeables, particulièrement pour le Recensement de 1966, où la non prise en compte de l'élément féminin dans la population active agricole, risque de fausser toutes les comparaisons ultérieures.

Ce genre de calcul, fondé sur l'hypothèse, plausible mais non vérifiée, que la proportion des femmes actives dans la population active agricole est restée stable, ne vise en fait qu'à faire ressortir les difficultés de comparaison d'un Recensement à l'autre, car il est évident que l'on ne peut procéder à de telles corrections systématiques dans les tableaux déjà publiés. Cela supposerait en effet que l'on ait une connaissance précise des caractéristiques démographiques et économiques de cette population féminine flottante, ce qui n'est pas le cas actuellement (sauf à en faire une étude approfondie à partir de l'Enquête Population-Emploi 1980).

(1) dont nous avons dit qu'il était probablement l'estimation la plus proche de la réalité.

Il est clair cependant que ce sont les taux d'activité qui sont les plus sensibles à la prise en compte des activités féminines dites marginales. Le tableau 2 ci-après en retrace l'évolution pour la Tunisie, de 1956 à 1980.

Tableau 2 : La population active et ses composantes, les taux d'activité et de chômage de 1956 à 1980

Effectifs en milliers	1956	1966	1975	1980
Population totale (1)	3.783	4.533	5.577	6.369
Population d'âge actif (2)	2.201	2.433	3.230	3.692
Population active	1.296	1.093	1.621	1.810
Population occupée (4)	-	927	1.366	1.577
Population sans travail (5)	-	126	255	216
Part de la population d'âge actif dans la population totale (2)/(1)	58,2	53,7	57,9	58,0
Taux brut d'activité (3)/(1)	34,3	24,1	29,1	28,4
Taux global d'activité (3)/(2)	58,9	44,9	50,2	49,0
Taux de chômage (5)/(3)	-	11,5	15,7	11,9

Sources : 1956 : Recensement de la Population de 1956. Tableau de la Population active publié dans l'Annuaire Statistique de la Tunisie. 1857-58 : 48-53.

1966 : INS -Recensement général de la Population et des Logements du 3 mai 1966.

1975 : INS - Recensement général de la Population et des Logements du 8 mai 1975.

1980 : INS - Enquête Population - Emploi 1980.

Si, tenant compte de l'estimation de 250.000 femmes actives dans l'agriculture faite en 1966 par le statisticien sur la base d'autres sources (1), on tente de gommer l'effet de la méthode de collecte pour mieux saisir les effets de l'ensemble des variations des structures démographiques et socio-culturelles sur les taux d'activité, on constate

(1) notamment l'enquête nationale agricole de 1961-62. Cf. Recensement 1966 - Vol. III ch. VII : 93.

que le taux brut d'activité s'élevait en 1966 à 29,5 %, soit un niveau très proche de ceux observés en 1975 et en 1980 (respectivement 29,1 et 28,4), et le taux global d'activité s'élevait à 54,9 %, soit un niveau intermédiaire de ceux observés en 1956 et 1975 (respectivement 58,9 et 50,2).

La comparaison internationale sur un certain nombre de pays africains, au nord et au sud du Sahara, telle qu'elle est effectuée au tableau 3 ci-après, fait bien ressortir que les divers pays peuvent se différencier nettement sur la base du taux d'activité féminine, c'est-à-dire sur la méthode de collecte qu'ils appliquent à ces populations :

Tableau 3 : Population active et taux d'activité par sexe, dans quelques pays africains

Pays	Population active (en 1000)	Taux global d'activité (%)		
		H	F	H.F.
Tunisie (1980)	1810	79,2	19,5	49,0
Egypte (1980)	11442	47,7	5,7	27,1
Sénégal (1976)	1498	58,5	3,6	30,7
Mali (1976)	2266	60,2	11,8	35,4
Haute Volta (1975)	1408	48,1	1,7	25,0
Côte-d'Ivoire (1975)	2819	69,8	36,9	54,1
Bénin (1979)	1114	44,3	23,3	33,4
Cameroun (1980)	3543	50,0	29,8	39,9

Sources : Annuaire des statistiques du travail - 1983 - BIT - Genève.
INS - Tunisie. Enquête population - Emploi. 1980.
Sénégal - Recensement de la population. 1976.
Côte-d'Ivoire - Recensement de la population. 1975.

On peut distinguer des pays à faible taux d'activité féminine : Haute Volta (1,7), Sénégal (3,6), Egypte (5,7), jusqu'au Mali (11,8) ; des pays à taux élevé (Côte d'Ivoire : 36,9 ; Cameroun : 29,8 ; Bénin : 23,3). La Tunisie (à laquelle on peut joindre le Maroc), parvient à un taux intermédiaire (19,5), alors qu'elle applique la technique de saisie des populations actives marginales. Ce qui semblerait prouver que l'application des techniques de collecte visant à intégrer les populations féminines agricoles dans la population active ne parviennent pas complètement à éliminer l'influence des facteurs socio-culturels sur les répondants (et les enquêteurs).

Il est symptomatique de constater que les statistiques portant sur les jeunes filles de 6 à 14 ans préfigurent la situation qui sera faite à leurs aînées dans les statistiques d'activité.

Dans les Recensements de Population, on classe généralement la population d'âge actif, en inactifs et en actifs ; l'inactivité étant strictement définie comme étant la situation des élèves, étudiants, femmes au foyer, retraités, invalides. Toute personne qui n'est pas considérée comme inactive, étant alors occupée ou à la recherche d'un emploi. Il n'en est pas de même pour les jeunes n'ayant pas atteint l'âge actif : s'ils ne sont pas élèves ou invalides, ils sont rangés dans une catégorie en principe inexistante (puisque, la plupart du temps, la scolarité est obligatoire à cet âge), et qui doit cependant son existence au niveau fixé pour l'âge d'activité (d'où il résulte que les questions portant sur l'activité ne sont pas posées aux jeunes non scolarisés, ou le sont très incomplètement), ou encore à la façon dont est socialement perçue l'activité des jeunes (les pouvoirs publics préfèrent en général se voiler la face, et le travail domestique, même non autoconsommé, n'est pas considéré comme une véritable activité par les individus, ni par le statisticien).

Or, il ressort du tableau 4 ci-après que les jeunes inactifs non scolarisés représentent des effectifs relativement importants. Les données concernant la classe d'âge des 5-9 ans doivent cependant être interprétées avec prudence, car les jeunes de 5 ans ne sont pas encore scolarisés, et dans la plupart des pays, la scolarisation n'intervient qu'avec retard, à l'âge de 7 ans : une étude plus approfondie devrait donc tenter une estimation pour les 7-9 ans. En revanche, les 10-14 ans constituent une classe d'âge pour laquelle les chiffres sont significatifs.

Tableau 4

Scolarisation, occupation, chômage et inactivité chez les jeunes, par classe d'âge et sexe, dans quelques pays africains

en milliers

Pays	Age	Population totale			Population scolarisée			Population occupée			Population cherchant un emploi			Jeunes inactifs non scolarisés		
		H	F	HF	H	F	HF	H	F	HF	H	F	HF	H	F	HF
TUNISIE (1975)	5- 9	420	401	821	207	178	385	-	-	-	-	-	-	213	223	436
	10-14	383	361	744	295	191	486	30	24	54	35	18	53	23	128	151
	15-19	329	313	642	120	60	180	117	65	182	89	26	115	3	162	165
SENEGAL (1976)	5- 9	353	340	693	142	88	230	105	5	110	-	1	1	106	246	352
	10-14	267	256	523	135	74	209	119	12	131	5	2	7	8	168	176
	15-19	242	259	501	63	25	88	160	17	177	14	2	16	5	215	220
COTE-D'IVOIRE (1975)	5-14	905	828	1733	360	222	582	144	119	263	-	-	-	401	487	888
CAMEROUN (1976)	6-14	879	827	1706	603	506	1109	86	69	155	11	9	20	179	243	422
	15-19	335	353	688	151	88	239	118	108	226	38	17	55	28	140	168

Sources : Recensements Généraux de la Population.

On constate que les inactifs non scolarisés de 10-14 ans étaient en 1975, en Tunisie, au nombre de 151.000 et représentaient plus de 20 % de la classe d'âge (27 % si l'on y inclut ceux qui étaient à la recherche d'un emploi). En 1980, l'Enquête Population-Emploi s'étant préoccupée de relever l'emploi des jeunes tunisiens de cette classe d'âge, mais non la recherche d'un emploi, les effectifs de la catégorie examinée étaient de 227.000 jeunes, représentant 27 % de la classe d'âge.

Au Sénégal, en 1976, 176.000 jeunes appartenaient à cette catégorie, représentant 33 % de la classe d'âge.

Or, les jeunes filles représentaient 86 % des effectifs d'inactifs non scolarisés de 10-14 ans en Tunisie, et 95 % au Sénégal. En revanche, dans un pays comme la Côte-d'Ivoire où les jeunes filles actives de moins de 15 ans représentaient en 1975 plus de 45 % de la catégorie, leur nombre était à peine plus important que celui des garçons parmi les inactifs non scolarisés.

De la même façon, une investigation plus approfondie montrerait que les ruraux sont sur-représentés parmi les inactifs non scolarisés.

Devant les difficultés d'interprétation de données aussi disparates et hétérogènes, sur lesquelles les moindres variations dans les méthodes de collecte provoquent des incidences non négligeables, le planificateur a eu tendance :

- à ne vouloir raisonner que sur les seules statistiques de l'emploi salarié,
- à vouloir dissocier ce type de main-d'oeuvre de l'ensemble de la population active (d'où la dénomination de marginale), ce qui est d'ailleurs une excellente initiative que les Conférences internationales des Statistiques du Travail ont toujours recommandée : toute innovation dans les concepts doit pouvoir se traduire par une statistique partielle isolée permettant la poursuite des séries antérieures.

La première de ces deux attitudes a longtemps prévalu et prévaut encore très souvent dans les prévisions de créations d'emplois réalisées à partir des projets d'investissement dans le secteur moderne de l'économie. Or, s'il est un domaine où précisément il est important de connaître le volume de l'emploi marginal, c'est bien celui de la prévision des créations d'emplois. Les populations actives marginales, essentiellement agricoles ou à domicile, ne sont pas réellement passées jusqu'alors par le marché du travail ; elles n'en sont que plus facilement

mobilisables (et sont souvent recherchées comme telles, acceptant de faibles rémunérations) et font preuve d'une grande mobilité (non pas géographique, mais au sens de passage d'une activité - marginale - à une autre, salariée). Ainsi a-t-on pu observer en Tunisie que les projets de créations d'usines dans le textile ou la confection (ou le montage) se traduisaient par de brusques gonflements des offres d'emplois dans les bureaux de placement. Imaginant absorber la demande d'emplois excédentaires, le planificateur n'avait fait, en réalité, qu'attirer sur le marché du travail une main-d'oeuvre qui ne s'y trouvait pas, par la faute du statisticien, ou dont il n'avait pas réalisé la facilité de mobilisation.

Mais, qu'on la qualifie de potentielle ou de marginale, il est clair que la main-d'oeuvre ainsi dénommée est tenue pour sous-employée et donc peu productive. Qu'en est-il donc réellement de sa contribution à la production ?

2. L'ACTIVITE FEMININE DANS LA COMPTABILITE NATIONALE ET LES STATISTIQUES DE PRODUCTION

Contrairement aux statistiques de l'emploi, il n'appartient pas à la comptabilité nationale de distinguer la part de chaque sexe dans la formation du produit national. Et, en la matière, on ne dispose guère de chiffres.

La question qui est posée ici est de savoir si le comptable national, dans ses évaluations de la production par branche, utilise l'emploi comme élément de calcul, notamment dans les branches d'activité qui utilisent une main-d'oeuvre féminine importante. La réponse à cette question est éminemment variable selon les pays, mais contrairement aux statistiques de l'emploi, les méthodes de la comptabilité nationale sont rarement présentées et exploitées.

En Tunisie, la production agricole est déterminée à partir d'enquêtes agricoles de rendements portant sur des échantillons de parcelles répartis régionalement et représentatifs au niveau national. Le volume d'emploi dans l'agriculture n'intervient donc pas (1). Mais il

---

(1) En revanche, si l'on s'avise de metre en rapport la production agricole ainsi obtenue avec une population active agricole sous-estimée, on risque de surestimer la productivité du travail dans l'agriculture.

n'en est pas toujours ainsi et dans les pays où les données de rendements sont seulement ponctuelles et éparses, et où aucun recoupement ne peut être opéré à partir des statistiques de commercialisation (productions vivrières) pas plus qu'à partir des statistiques du commerce extérieur (productions d'exportation), alors le comptable national peut avoir tendance à procéder à des extrapolations sur la base des données d'emploi dont il dispose : la contribution des femmes à la production agricole risque alors d'être fortement sous-estimée.

Dans les branches du textile et de la confection où les populations féminines marginales sont très nombreuses en Tunisie, le comptable national, jusqu'à ces dernières années, basait ses estimations sur les seules statistiques du secteur moderne et avait négligé la participation à la production des travailleuses à domicile, considérant qu'il s'agissait de sous-emploi faiblement productif. On se rend compte ici du rôle que jouent ces idées préconçues en la matière, puisqu'on n'avait pas jugé utile de mettre en oeuvre une possibilité de recoupement, dans le secteur de la fabrication des tapis tout au moins, pour lequel l'Office National de l'Artisanat détenait le monopole de l'estampillage et de la commercialisation.

Dans le secteur des services, l'emploi féminin est important et généralement saisi de façon correcte, mais c'est l'absence de données directes sur la production qui entraîne des sous-estimations systématiques.

Dans l'agriculture, les enquêtes de temps de travaux ont rendu justice à la productivité du travail féminin, et dans les autres branches de l'activité, les investigations approfondies sur les populations actives marginales devraient être exploitées de façon à mieux cerner le nombre d'heures de travail consacrées à ces activités.

En l'état actuel des choses, et compte tenu des très grandes disparités d'un pays à l'autre, le Bureau International du Travail recommande que soient définies comme exerçant une activité économique "toutes les personnes des deux sexes qui fournissent ... la main-d'oeuvre disponible pour la production de biens et services, comme définis

par les systèmes de comptabilité et bilans nationaux des Nations Unies" (1983) (1). "Selon ces systèmes, la production de biens et de services comprend *la production et la transformation des produits primaires*, que ceux-ci soient destinés au *marché*, au *troc* ou à l'*autoconsommation*".

La cohérence entre les données de comptabilité nationale et les données sur l'emploi est évidemment capitale, et c'est un objectif primordial à fixer aux statistiques nationales : cet objectif revient à poser correctement le problème de l'activité féminine non salariée.

Jusqu'à présent, cette question a été largement évacuée sous le prétexte fallacieux que l'activité marginale constitue un sous-emploi que l'on peut donc négliger sans conséquence. Or, d'une part, cela n'a pas réellement été démontré et, d'autre part, étant donné que l'emploi du temps des femmes concernées se répartit entre leur occupation marginale et leur "inactivité" de femme au foyer, le sous-emploi en question est difficilement comparable avec le sous-emploi de la main-d'oeuvre classique. Cela revient à poser le problème de la prise en compte de l'activité domestique (préparation des repas, entretien de la maison, éducation des enfants) dans la mesure du produit national. Malgré les difficultés qu'il y aura à tenir compte de l'incidence de ce travail gratuit sur les prix des autres biens, il faudra bien un jour faire mentir cette parole d'un économiste : "Si j'épouse ma cuisinière, je fais baisser la statistique du produit national !".

---

(1) Cité par Richard ANKER: "L'activité de la main-d'oeuvre féminine dans les pays en développement. Examen critique des définitions et des méthodes de collecte des données". *Revue Internationale du Travail*, vol. 122, n° 6, nov.-déc. 1983 : 701-777.

RÉSUMÉ

Les statistiques de population active, d'emploi et de chômage issues des Recensements de Population et des Enquêtes sur l'emploi auprès des ménages, sont loin d'être comparables au niveau international. Et l'extrême variabilité des taux d'activité féminine ne traduit pas - ou du moins pas seulement - des différences de structures sociales, mais bien plutôt des différences de concepts et de méthodes utilisées dans la prise en compte des populations féminines, particulièrement en milieu rural et dans les branches d'activité où subsiste un important artisanat traditionnel à domicile.

L'auteur en donne des exemples pour quelques pays africains, la Tunisie en particulier, où on a pu mesurer, d'un Recensement ou d'une enquête à l'autre des différences de prise en compte des populations féminines qualifiées de "marginales". Ces différences ont des implications quant aux évaluations de la production en Comptabilité Nationale. De telles procédures contribuent à sous-estimer la contribution des femmes à la formation du PNB.

ABSTRACT

Working population, employment and unemployment statistics from population censuses and employment surveys made in the households are far from comparable internationally. In addition the considerable variations in rates of female working populations do not reflect - or at any rate, not only - differences in social structures, but rather differences in the concepts and methods used in taking into account the female populations, particularly in rural areas and in sectors where a lot of the work is still traditionally done at home.

The author illustrates this with examples from a few African countries, in particular Tunisia where, from one census or one survey to the next, it has been possible to measure the diffrences in the way so-called "marginal" female populations are taken into account. These differences have an impact upon the evaluation of production in National Accountancy. Such procedures contribute to the under-estimation of the women's input in GDP.

COMMENT LES STATISTIQUES ACTUELLES OCCULTENT LA PRODUCTION RÉELLE DES FEMMES DU TIERS-MONDE

Dominique GUEGAN

La non-reconnaissance de l'apport des femmes à la production agricole peut s'expliquer en partie par la tendance des statistiques officielles à se concentrer sur le travail salarié ou sur les cultures de rapport qui sont l'apanage des hommes.

Que faire pour aider les femmes dans leur travail et pour les faire participer plus activement aux efforts de développement qui influent sur leur vie ? De toute évidence, il faut prendre leurs besoins en considération au moment d'élaborer les programmes et projets de développement.

L'impact des programmes agricoles sur les femmes pourrait être amélioré si l'on connaissait le rôle de ces dernières dans la production agricole.

Il faut donc trouver le moyen de mesurer avec précision l'apport effectif et potentiel de la moitié du pays dans l'action de développement, en particulier en ce qui concerne l'agriculture.

Nous allons tenter de montrer, à partir de l'exemple du NIGER, comment ce défaut de statistiques officielles en ce qui concerne la productivité agricole féminine et l'apport des femmes dans l'économie nigérienne, entraîne - lors de la mise en place de projets agricoles, en particulier de projets hydro-agricoles - la non-prise en compte du travail réel des femmes et provoque pour ces dernières des difficultés pour maintenir leur possibilité de production agricole, support indispensable à l'équilibre alimentaire familial.

1. DONNEES STATISTIQUES OFFICIELLES SUR LE NIGER

Les données et les indices démographiques dont on dispose sur le Niger sont obtenus à partir du recensement effectué en 1977. (Nous ne savons pas si ce recensement est exhaustif, ni comment les chiffres globaux ont été obtenus). Nous donnons tous ces chiffres à titre indicatif, étant entendu que, (ici comme dans beaucoup d'autres pays d'Afrique), les données relatives à la démographie doivent être utilisées avec beaucoup de précautions.

Différentes études, Wiesler (1973), B.I.T. (1977, 1980) ont d'ailleurs montré qu'au Niger les données statistiques étaient sous-estimées. Il est en particulier très difficile de justifier l'indice démographique moyen de 2,7 considéré dans tous les documents officiels, le précédent recensement étant le sondage de 1960. Nous allons néanmoins présenter quelques-uns de ces chiffres officiels, avec les réserves que nous venons de faire.

L'annuaire statistique du Niger (1978), révèle que :

- la population nigérienne estimée est de 5.098.427 en 1977 dont 2.583.895 femmes (50,6 %) et 2.514.532 hommes (49,4 %)
- le taux d'accroissement estimé à 2,77 % en 1977 permet d'obtenir les indicateurs socio-économiques suivants, avant et après le plan quinquennal 1979-1983 :

Données démographique	Situation en 1978	Situation en 1983	Taux annuel % de croissance
Population totale	5.239.600	6.006.600	2,77
Population urbaine (20 centres)	555.000	787.800	7,3
Population urbaine (5 centres)	413.200	619.700	8,4
NIAMEY	247.800	399.100	10
Population rurale	4.692.000	5.218.800	2,2
Population nomade	747.700	801.600	1,4
Population active 15-59 ans	2.672.200	3.009.300	2,4

Notons qu'en appliquant le taux annuel de croissance de 2,77 %, on peut prévoir que la population total du Niger en *1985* sera de 6.092.184 dont 3.087.750 femmes et 3.004.343 hommes. La population active (15-59 ans) pouvant être estimée à 1.572.449 femmes (25,81 %) pour 1.521.837 hommes (24,98 %).

D'après le tableau précédent, on constate que la grande majorité des habitants vit en milieu rural. En 1977, elle représente 88 % de la population totale, en 1983, 86 % : cette tendance à la diminution, au profit essentiellement de NIAMEY, ne remet pas en cause cette composante importante qu'est le caractère rural de la population nigérienne.

La population rurale se répartit de la manière suivante : chiffres de 1977 :

Départements	Effectifs	Pourcentage
Pop. totale	4.587.700	100
NIAMEY	917.100	20
DOSSO	655.700	14,3
TAHOUA	930.900	20,3
MARADI	862.100	18,8
ZINDER	967.600	21,1
DIFFA	155.700	3,4
AGADES	96.400	2,1

Tranches d'Age	H %	F %	Total %
Ages	100	100	100
0-9	34,3	33,5	33,9
10-14	12,4	12,2	12,3
15-19	10,5	10,3	10,4
20-24	8,9	8,8	8,8
25-44	22,5	22,7	22,6
45-54	5,9	6,1	6,0
55-64	3,4	3,8	3,6
64 et plus	2,1	2,6	2,4

La population rurale en âge d'activité (15-64 ans) est composée de 51,7 % de femmes et de 51,2 % d'hommes.

Dans l'annuaire du B.I.T. (1980) relatif à l'emploi au Niger, concernant la définition de la population active agricole, nous relevons le passage suivant : "les jeunes de moins de 15 ans et les personnes âgées de 65 ans et plus ne sont plus des actifs ; les femmes adultes, de 15 à 64 ans, ont de nombreuses activités mais ne sont pas comptées comme population agricole active ... Les femmes ont des tâches ménagè-

res primordiales et dans certaines ethnies (haoussa, par exemple), elles exercent des activités commerciales ou agricoles. Mais comme il est aléatoire d'estimer le taux d'activité des femmes d'âge actif, nous pouvons considérer qu'il n'y a pas de chômage, ni de sous-emploi chez les femmes, et qu'en matière d'activité agricole, elles ne constituent qu'un appoint (au même titre que les enfants) pendant les périodes intenses de travail agricole.

La situation ainsi décrite nécessite quelques remarques :

- Elle trouve en partie sa justification dans les statistiques officielles du Niger en ce qui concerne le travail agricole puisqu'il n'existe pour ainsi dire pas de différenciation de sexe dans les données du ministère du travail et du plan concernant l'agriculture. Sur l'emploi, nous avons seulement relevé l'information suivante, dans des données de 1980 :

Branches d'activité / Agriculture	Apprentis		Manoeuvres		Ouvriers spécialisés		Ouvriers qualifiés		Employés		Totaux	
Sexe	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Demandes d'emploi	4	–	648	–	58	–	82	–	77	26	869	26
Offres d'emploi	1	–	387	–	63	–	43	–	133	16	593	16

La demande des femmes, d'après ce tableau officiel représente 0,29 % des demandes et parmi les salariés agricoles on note, ailleurs, qu'elles ne représentent que 0,12 % au total.

- Elle montre que, à une tendance générale (que l'on note dans beaucoup d'Etats africains) qui consiste à considérer les femmes comme des êtres mineurs en ce qui concerne le travail, s'ajoutent des difficultés d'ordre technique suffisamment complexes, pour que des organismes aussi sérieux que le B.I.T. n'aient pas encore réussi à prendre en compte le travail réel des femmes rurales dans leurs statistiques.

Il apparaît donc clairement que *la production agricole féminine n'est comptabilisée nulle part* (il n'est bien entendu pas question de nier ici les études de cas qui commencent à voir le jour, et qui sont

pour l'instant le seul moyen dont nous disposions pour avoir des informations même partielles sur le sujet).

Il est donc important de réaffirmer que même si les demandes de travail de la part des femmes n'apparaissent pas dans les statistiques officielles, ceci ne signifie pas que leur apport est seulement d'appoint dans la production économique nationale.

Les femmes représentent 51,7 % de la population active agricole et plutôt que de minimiser leur production, il est temps maintenant de se montrer plus constructif et de trouver les méthodes appropriées permettant de chiffrer leur apport dans l'économie nationale.

A partir de l'exemple de l'aménagement hydro-agricole d'IBOHAMANE, nous allons montrer les conséquences du manque de statistiques sur le travail agricole des femmes et voir comment on peut commencer à chiffrer ce travail.

2. AMENAGEMENT HYDRO-AGRICOLE D'IBOHAMANE

2.1. Présentation

L'aménagement considéré se situe dans la vallée de la Keita, de l'Ader Doutchi Maggia (1) au centre-ouest du Niger. Le barrage qui a permis l'exploitation de l'aménagement a été construit à hauteur du village d'Ibohamane : la plaine alluviale d'Ibohamane est estimée à 21 km^2.

L'aménagement occupe une superficie de 1.100 ha qu'il a fallu remembrer, dont 710 ha de superficie cultivable.

2.2. Existence de données

En ce qui concerne la mise en place de l'aménagement et son suivi, nous avons pu consulter quelques études socio-économiques effectuées en 1971, 1972, 1976. Il n'existe aucune donnée démographique sérieuse sur Ibohamane. La population concernée par l'aménagement est estimée à 2.500 personnes.

---

(1) L'Ader Doutchi Maggia désigne un ensemble de vallées situées dans le département de Tahoua et comprises dans un quadrilatère d'environ 10.000 km^2 délimité par les routes de Birni N'Konni à Madaoua au sud, Birni N'Konni à Tahoua à l'ouest, Tahoua à Keita au nord, et Keita, Bouza, Madaoua à l'est.

Aucune des études sus-nommées ne fait état de la "situation" agricole des femmes avant l'aménagement : aucune donnée sur l'état de la propriété foncière, sur leur production céréalière, ni sur les activités d'élevage, de commerce et d'artisanat qu'elles avaient dans la région avant l'aménagement.

Une enquête datant de 1984, menée par une étudiante en sociologie portant sur un échantillon de 60 femmes apporte quelques éclaircissements sur la situation actuelle des femmes. Bien qu'il semble difficile actuellement de généraliser les chiffres donnés, nous y ferons souvent référence.

2.3. Avant l'aménagement. Que savons-nous ?

Traditionnellement dans toute cette région, les cultures étaient très diversifiées : mil sur les sols dunaires, sorgho sur les sols argileux auxquels on associait le niébé, l'oseille de guinée et le gombo, jardins de calebasses et de tomates, manioc, oignons, salades, patates, piments, arbres fruitiers.

L'aménagement a été implanté sur les "fadamas" : sols lourds argileux retenant bien l'eau, sur lesquels s'effectuaient assez intensivement, dans les bonnes zones, la culture des différents sorgho, et particulièrement le gombo par les femmes, car comme le note M.F. Diarra (1984) : "toute femme doit produire du gombo, autrement il lui revient d'en garantir la consommation au sein de l'unité domestique".

Par projection, on a évalué qu'avant l'aménagement, un tiers de la zone actuellement aménagée appartenait aux femmes. Elles ont été expropriées au même titre que beaucoup d'hommes, mais, elles, elles n'ont pas pu récupérer leurs terres comme nous le verrons par la suite.

2.4. Mise en place de l'aménagement

L'aménagement a débuté en 1968. Toutes les terres aménagées appartiennent à l'Etat. A priori tous les paysans peuvent bénéficier d'une parcelle. La répartition des parcelles a été faite suivant trois critères :

- Capacité de travail de la famille.
- Autonomie vivrière assurée à la famille sur les champs hors aménagement.
- Situation foncière antérieure du paysan sur la partie aménagée.

Au total on compte 822 exploitants dont 24 chefs d'exploitation femmes (en 1971).

Le faible pourcentage de femmes chefs d'exploitation s'explique en partie par le système d'attribution des parcelles : les femmes n'étant pas considérées comme chefs d'exploitation, et aussi par les cultures qui devaient être pratiquées sur l'aménagement : l'assolement en hivernage était de deux-tiers de coton, un tiers de sorgho, (actuellement on est passé à la moitié). Ces cultures sont essentiellement "masculines" et ne sont pas pratiquées par les femmes. Ainsi, de part les critères d'attribution retenus, et le type de cultures imposé, les femmes se sont trouvées exclues de l'attribution des terres où elles avaient l'habitude de cultiver.

2.5. Qu'ont fait les femmes ?

Après la mise en place de l'aménagement, les femmes se sont dirigées vers les zones non aménagées du périmètre. On a alors vu apparaître un nouveau mode d'appropriation : le "défrichage", bien qu'il n'existât plus de terrains libres. Il s'agit de l'occupation par les femmes de surfaces non irriguées du périmètre : les "hilin banza" (zone en bordure des canaux) et des "gandun banza" (terrains creux difficilement irrigables). Les femmes se sont installées sur ces terrains bien qu'interdits de culture, comme les "hilin banza", car le gombo ne peut être cultivé que sur sols argileux. Aucun autre terrain ayant cette caractéristique n'était libre dans la région, de par la mise en place de l'aménagement. La propriété foncière des femmes dans cette région s'est donc affaiblie, car on est passé des parcelles "héritées" aux parcelles "défrichées" sur l'aménagement, parcelles qui sont aussi propriété de l'Etat.

Voici quelques questions auxquelles on aurait souhaité avoir des réponses.

- Quelle est la situation démographique de la région (population totale, population rurale, pourcentage de femmes, répartition des ethnies...)?
- Quelles cultures sont produites dans cette région : par les hommes, par les femmes, taux de productivité, sur quels sols ?
- Quelle est la surface des terres appartenant à chacun, quelle superficie est réservée à chaque culture (pour les hommes, pour les femmes) ?

- Quelle est la productivité des "hilin banza" et des "gandun banza" par rapport au reste des "fadamas" ?

2.6. Données actuelles

L'étude entreprise par M.F. Diarra tente, en particulier, de mettre en évidence le déséquilibre alimentaire provoqué par l'attribution des parcelles sur l'aménagement, attribution qui n'a pas tenu compte, comme nous veons de le voir, de la production agricole des femmes avant cet aménagement.Les données restent parcellaires, elles pourraient être reprises et améliorées. Malgré tout, ces données représentent un effort considérable pour le problème qui nous intéresse. Nous allons résumer les résultats obtenus en ce qui concerne la propriété foncière des femmes, leur production de céréales et de gombo, et l'utilisation qu'elles en font.

Tout d'abord notons qu'en 1984, les femmes chefs d'exploitation ne représentent plus que 1 % de l'ensemble des exploitants de l'aménagement. L'échantillon considéré comprend 60 femmes, dont trois ont des parcelles sur l'aménagement. C'est un échantillonnage stratifié.

D'une part, des femmes chefs d'exploitation ou des femmes mariées, d'autre part, appartenance à une unité de production aisée ou à une unité de production défavorisée.

(Nous ne connaissons pas sur l'aménagement la répartition de chacune de ces strates).

a) En ce qui concerne la fragilité de la propriété foncière des femmes interrogées, on décèle bien à partir du tableau suivant la tendance au nouveau mode d'acquisition sur l'aménagement : le "défrichage".

Mode d'acquisition / Périodes	Héritage		Don		Défrichage	Total
	Des parents	De l'époux	Des parents	De l'époux		
Avant aménagement	35	-	6	3	0	44
Après aménagement	6	-	-	9	32	47

Les terres étant redevenues propriété de l'Etat, on constate donc une nette diminution de l'héritage et une suppression des dons des parents.

D'autre part, le nombre de femmes ayant accès à la terre a augmenté, parmi celles interrogées : 34 déclarent avoir un champ actuellement, contre 18 avant. Le nombre moyen de champs appartenant aux femmes est passé de 1,4 avant l'aménagement à 2,4 après. La superficie des champs est en moyenne de 0,1 ha sur l'aménagement.

b) Parallèlement, on constate une augmentation du temps de travail des femmes sur les champs, mais principalement dans le cadre de l'exploitation familiale, (la culture du coton est très contraignante, et l'apport du travail des femmes est souvent devenu indispensable) : leur temps de participation moyen semble être passé de 12 à 16 jours pendant la période d'hivernage, (des variantes non négligeables interviennent suivant les strates, d'autant plus qu'une partie de la population concernée est touareg et que traditionnellement les femmes touaregs ne participent pas aux travaux des champs). Les femmes reçoivent en moyenne, en contrepartie, 4 à 5 bottes de sorgho, contre 8 bottes avant la mise en place de l'aménagement.

Sur leurs parcelles individuelles, leur temps de travail ne semble pas avoir beaucoup évolué, en moyenne 9 jours. N'est-ce pas dû à une diminution de la superficie des terres qu'elles ont pu défricher ?

Précisons quelques questions importantes auxquelles on aurait souhaité répondre.

- Depuis quand a-t-on observé cette chute dans les dons des parents aux femmes ?
- Quelle est l'évolution, dans le temps, de la superficie des champs cultivés par les femmes : superficie totale, superficie relative au gombo ... ?
- Quelle est l'évolution, dans le temps, des corrélations suivantes : superficie des champs/temps de travail, type de culture/temps de travail ?

c) Les productions de gombo et des céréales ainsi que leurs utilisations, pour l'échantillon considéré, sont données dans le tableau suivant (1983) :

Mode d'utilisation / Produits	Vente kg	Don kg	Consommation kg
GOMBO	450	109	408
SORGHO	126	102	728
MIL	140	108	718

Ces données ne peuvent pas être comparées avec une production avant aménagement. Néanmoins, il semble que la diminution de la superficie des parcelles et l'augmentation du temps de participation sur l'exploitation familiale, aient entraîné une perte de production réelle pour les femmes.

d) En ce qui concerne le commerce actuel, on estime que les activités commerciales annexes pratiquées par les femmes de l'échantillon (vente de plats cuisinés, artisanat) touchent 10 % de l'échantillon, contre 2 % estimés avant l'aménagement. Il s'agit surtout pour les femmes de se procurer de l'argent afin d'acheter les céréales manquantes.

D'autre part, peu de femmes semblent disposer de leur production agricole : 20 % seulement ont recours à l'échange.

Quant au gombo, élément d'équilibre économique pour la femme, sur lequel nous n'avons aucune donnée avant l'aménagement, on constate, entre autre, à partir d'une étude des marchés de la région d'Ibohamane, que le prix du gombo est de 25 % plus élevé à Ibohamane qu'ailleurs. Il semblerait que cette situation soit le reflet de la baisse réelle de production du gombo.

Il existe d'autres questions restées sans réponse :

- Quelle est l'évolution de la production des femmes pour le gombo, le sorgho, le mil ?
- Quelle est l'évolution de l'échange pratiqué par les femmes sur les produits agricoles ? Les raisons de cette évolution (déficit vivrier, don, thésaurisation) ?

- Quelle est l'évolution du commerce pratiqué par les femmes (produits vendus, quantités, invariants, variation de prix). Quelles en sont les causes ?

On constate donc que l'aménagement hydro-agricole d'Ibohamane a entraîné :

- une baisse de la production céréalière sur l'exploitation familiale
- une augmentation du temps de travail des femmes sur l'exploitation familiale
- une diminution de la superficie des champs cultivés par les femmes.

Situations qui ont provoqué en particulier une diminution de la culture du gombo, production indispensable à l'équilibre traditionnel du revenu des femmes.

On sait bien que cette baisse de production (avec celles des autres céréales) a eu pour conséquence, soit des dépenses alimentaires plus importantes pour des femmes appartenant aux unités de production favorisées, soit un appauvrissement des familles quand celles-ci appartenaient aux unités de production défavorisées.

On est en droit de se demander si une connaissance précise du travail des femmes n'aurait pu permettre qu'une partie de l'aménagement leur soit attribuée afin qu'elle puisse continuer à produire leur gombo, et éviter ainsi, en partie, les problèmes que nous venons d'évoquer.

On constate donc, comment un manque flagrant de données sur un groupe social important (les femmes représentent 51,7 % de la main-d'oeuvre agricole active au Niger), peut produire des perturbations importantes au sein d'une société. Nous avons tenté de montrer au fur et à mesure de l'étude d'un exemple comment beaucoup d'indices font défaut, et comment, souvent, les questions qui se posent relèvent simplement du bon sens.

Une des plus grandes difficultés que l'on rencontre lorsque l'on veut chiffrer le travail agricole des femmes est bien entendu l'échantillon à mettre au point. Pour cela il est indispensable de disposer a priori de bonnes données démographiques sur la région à étudier, ensuite de cerner précisément la population à étudier et les caractères que l'on souhaite analyser. Un échantillon non situé dans une population donnée ne permet pas de généraliser les résultats de l'enquête. Ce n'est bien sûr qu'à partir de projets bien définis, dans des zones bien délimitées, que l'on peut tenter d'entreprendre de telles études, en atten-

dant que les gouvernements et les organismes officiels prennent des décisions de plus grande ampleur sur le sujet. Il est surtout souhaitable de définir de façon assez uniforme les indices à étudier, de façon à pouvoir, par la suite, remettre bout à bout les enquêtes dispersées qui auront été faites au gré des projets à réaliser.

BIBLIOGRAPHIE

BIT (1977). Evaluations et projections de la main-d'oeuvre - 1950-2000 - vol. II. Afrique, 2ème édition. Genève.

BIT.PELTA (1980). Dynamique de l'emploi dans un système sahélien. Le Niger, Addis-Abeba.

BOURDEL, C. (1976). Essai d'évaluation des conséquences d'une opération d'irrigation en pays de la zone sahélienne sèche. Exemple d'Ibohamane au Niger. Ministère de l'Agriculture. I.G.R.E.F., Paris.

DIARRA, M.F. (1984). Les effets de l'aménagement d'Ibohamane sur les femmes (manuscrit). I.R.S.H. Niamey, Niger.

Ministère du Plan (1978). Recensement général de la population 1977. Niamey.

S.A.E.A. (1972). Aspects socio-économiques d'un programme de développement rural. Rapport de Mission dans le département de Tahoua, Niger. Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères. Direction de l'aide au développement. Paris.

VACHETTE (1971). Analyse des transformations socio-économiques dues à l'aménagement hydro-agricole d'une région. Ibohamane (Keita). Commissariat général au développement. Etudes et Programmes. I.E.D.E.D. Paris.

WIESLER, H. (1973). La population dans la république du Niger. Estimation pour 1973. Service de la Statistique. Niger.

RÉSUMÉ

L'auteur montre, à partir de l'exemple du Niger, comment l'absence de statistiques officielles sur la productivité agricole féminine et l'apport des femmes à l'économie, entraîne, lors de la mise en place de projets agricoles, la non prise en compte du travail réel des femmes. Cela entraîne pour les femmes des difficultés à maintenir leur production agricole qui est le support indispensable à l'équilibre alimentaire familial.

ABSTRACT

The author shows, through the example of Niger, how the lack of official statistics on women's farm productivity and on women's contribution to the economy, leads to their actual work not being taken into account in the setting up of agricultural projects. This situation makes it difficult for the women to maintain their farm production, which is such an indispensable supporting element in the food balance of families.

CHAPITRE 3

ÉTATS ET POLITIQUES AGROALIMENTAIRES : IDÉOLOGIQUES ET PRATIQUES

FOOD STRATEGIES IN KENYA : WHAT ROLE FOR WOMEN

Liz NGURE

INTRODUCTION

Most of Kenya's food is produced by the country's small scale farmers, who in 1979 made up roughly 80 % of the farming population. Up until the end of 1970s, Kenya was able to satisfy the crude per capita daily energy requirements (JIGGINS - 1981). Since 1977 however, food production has increasingly fallen behind the increase in population, which in the last decade has grown at a rate of 4 % annually.

This development has encouraged the Government as well as non-government organizations in the country to review the country's capacity to increase food production and improve the existing farm technology especially among small scale farmers. As a result, increasing number of surveys have been and are continuing to be conducted on food production, distribution and nutritional status of Kenyans.

This paper looks at the data that these studies have generated on the overall food production patterns, the role of women in the production and distribution of food and their potential role in future food strategies given their present role.

1. OVERVIEW OF FOOD PRODUCTION PROCESSES

The first survey of small scale farms in Kenya was not undertaken until 1974/75. Prior to this, government resources was disproportionately directed towards large scale commercial farms and cash crop production on large and small farms. This survey, commonly referred to as the Integrated Rural Survey (IRS) together with Bohdal's (1969) country-

wide nutrition survey conduced between 1964 and 1968, provides the primary data on which subsequent surveys have been based. While more up to date, countrywide surveys are now overdue, these and several other studies especially those done by the Ministries of Agriculture, Health and Livestock, provide enough information on food and nutrition trends prevailing in the country. The salient features of the overall picture can be summarized as follows :

- On the whole, most of the high potential area have been agriculturally exploited to the extent where increased production can only be achieved through increase in yields rather than by expansion in acreage (SHAMALLA - 1982).
- It has been shown that the governement pricing mechanism on food commodities largely constitutes a disincentive for rural farmers to produce more food (World Bank - 1983).
- Under most circumstances, small holder production (less than 8 hectares) have been shown to be inherently more productive than large scale farming (World Bank - 1983).Governement policies are now being redirected towards the acceleration of the going sub-division of large farms into small holdings.
- Small scale farms are frequently prone to natural disasters, particularly droughts and floods which cause food shortages.
- The lack of adequate storage of perishable foodstuffs on small farms has been identified as one of the most important factor in preventing adequate food supplies in rural areas (SHAMALLA - 1981 ; AWITI - 1981). As a result, small scale farmers rush to dispose of their produce immediately after harvest and buys it back later at much highter prices.
- In common with other countries in the region, labour on food crops is supplied predominantly by women and children (FOWLER - 1981). Fowler quotes studies that show children's contribution to farm production being as high as 57 % of total labour.

With regard to nutrition, the fourth Development Plan 1979-1983 summarizes the situation as follows :

> There is sufficient food in Kenya to satisfy the nutritional requirements of the population. However, because of inequalities in purchasing power, in supply between districts and fluctuations in availability from one season to another, there are places and times when food is short. This is particularly evident among vul-

nerable groups such as pre-school children and pregnant and lactating mothers *who also often suffer (in addition) from uneven distribution of food within the family*. Figures for malnutrition among pre-school children indicates that about 30 % of them suffer from moderate protein - energy malnutrition (PEM) and 5 % of these have severe marasmus and kwashiokor. Several groups of people are identified in the plan as being particularly susceptible to food shortages. These include , small scale farmers with very low income (about US $100 per annum) , certain cash crop growers who have inadequate acreage under food crops , the urban poor with incomes of less than US $50 per month , pastoralists living in arid and semi arid areas , pregnant and lactating women and pre-school children.

2. PROPOSED FOOD STRATEGIES

The Kenya Government formulated its first national food policy in its fourth development plan 1979-1983. The planned strategies includes all the principles mentioned in the Introductory document of this workshop. These principles appear to have been frequently resorted to in the past with only minor differences in emphasis. The current plan intends to combat the food and nutrition situation without reducing production of export crops which compete with food production on small scale farms.

The policy was formulated within the context of overall poverty alleviation and therefore includes strategies to improve living standards of landless and unemployed rural and urban poor. The key mechanisms in the plan's program for action for increasing production and consumption among the poor small scale farmers are :

1/ Encouraging competitive markets for food by reducing Government intervention in food marketing.

2/ Reducing prices of consumer goods and increasing prices of agricultural products.

3/ Redirection of agricultural research from crops to food crops, and development of appropriate technologies for small scale farms.

4/ Increasing employment opportunities on small farms as well as off farm by emphasizing production of labour intensive food crops, particularly protein rich foods, and small livestock.

5. Expansion of agricultural credit schemes to include more small farmers.

As stated before, all these mechanisms have been recommended and implemented before and their impact on small farmers has been extensively analysed and critisized, for example by Killick (1981), Heyer et al. (1976), Heyer et al. (1971) and in World Bank publication on the Kenya economy. The impact of these mechanism on women and their role in small holder production has only recently been investigated (see for instance SMOCK - 1981 ; MONSTED - 1977 ; STANDT - 1975). Women's present role as the major producers of food on small farms for rural and urban consumption has been shown to have been adversely affected by the commercialization of small farm production (HENN - 1983). It is, however, not possible to do justice to the historical developments that have led to their present position in this brief paper. Instead, the paper will present research finding on how women's role and position has been affected by the above policy changes in the past and attempt to point out ways in which women's role has been affected by them.

3. THE IMPACT OF THE PROPOSED FOOD-STRATEGIES ON WOMEN

3.1. Marketing Policy

The government has monopolistic control of domestic and export marketing of both cash and food crops. The effect of this has resulted in price distortions and introduced disincentive among small scale growers. This policy has drawn strong criticism from most researchers in the past two decades and in response the government now plans to allow more competitive marketing of farm produce. However, marketing of foodstuffs outside government control boards, and often illegaly, is predominantly handled by women. Competitive marketing may not however have much effect on prices of foodstuffs sold in these informal markets which are not usually subject to government control. Competition may even result in lower incomes for women who operate without the benefit of well organized marketing structures as a result of competition from large scale private marketing bodies. Because most of women's marketing is in the informal sector, very little reliable information is available about their incomes from this activity. This aspect need to be studied more closely.

3.2. Pricing Policy

The plan notes that in the past, pricing policies were directed at protecting import substituting industries and hence maintaining prices of domestically produced good above their international level. The plan notes that the resulting high consumer goods prices have not been to the benefit of rural and urban poor. Although the plan implies that these policies will be revised during the plan period, it is to be noted that since the publication of Development Plan (DP4), in 1979, there has not been a signifant dicrease in consumer good prices and indeed prices of most commodities have gone up. Critics of the DP4, for example, Killick (1981) had pointed out that the plan policies given in DP4 and the plan's targets were overly optimistic and based on unrealistic expectations, especially with regards to the international prices of export commodities such as coffee and tea which provides the bulk of the country's foreign exchange. Killick points out that while emphasis is placed on increasing domestic savings, there is little in the policies set forth likely to produce such a result. The plan proposed no anti-monopoly policies to indicate any serious attempt by government to remedy the high cost of domestically produced consumer goods. There is therefore reasons to be sceptical about the realization of the intended benefits to small scale farmers through the proposed pricing policy changes.

3.3. Research Re-orientation

The benefits accruing from agricultural research to farmers are not usually felt for sometime, and in the case of small farms, past experience has shown that, on the whole, research directed to small farm conditions are in most cases inapplicable (HEYER - 1976). Beside this, the small farmer, who in Kenya is often likely to be an illiterate woman, is usually unable to follow research recommendations, which among other things, tend to demand inputs beyond her level of income and requires additional labour which she cannot afford being already overburdened with farm and household duties. It is unlikely that this policy change will have any significant impact on women, at least on short-term.

3.4. Increased on Farm and off Farm Employment

Women are known to suffer high rates of unemployment both in the rural and urban settings. The Government plan to increase on farm employment by emphasing labour intensive production is not only unrealistic, but also likely to over burden small farmers, particularly the women. This policy if implemented would affect women negatively in another direction ; large rural population, which this approach intends to bring about, increases rural women's work load in such activities as the collection of firewood, water and fodder through the overexploitation of the more easily available sources. Women have then to spend more time and energy in meeting their requirements of these items and hence less time to spare for income generating activities. In addition to this, small scale farms absorb labour only at very low incomes. A small farmer's easiest way of raising income is by growing cash crops. According to the Integrated Rural Survey (IRS) 1974-75, approximately half of the total value of food consumed in small holders household come from purchased items. This development is a result of commercialization of small scale farms which reduces the amount of food produced on such farms. Since women contribute labour in cash crop production as well as food crops, during peak labour period, women have less time for domestic duties including caring of children, who suffer from malnutrition during these periods. This observation is supported by the IRS suvery findings that the highest malnutrition incidence among children occurred in the Central Province, which has the highest percentage of commercialized agriculture on small scale farms.

3.5. Expansion of Agricultural Credit

Women's access to credit facilities has always been rather limited since most of them do not own the land they work in. It is unlikely that the proposed mechanism will change this situation at all since no provision was made in the plan to take women's legal status into account.

CONCLUSION

Without going into too much detail, the above account attempted to show that on the whole the position of women in the Kenya's food production and consumption is unlikely to be improved and in fact likely to worsen with the implementation of the current government plan. The plan also fall short of provising realistic mechanism for the alleviation of poverty and improvement of food supply and nutrition in the country in general. Killick summarizes the government policy in relation to women as follows :

> A neglect of the special vulnerability of women to economic deprivation is another serious omission in a plan written round the theme of poverty alleviation. The economic situation of many Kenyan women is, in fact, especially precarious. They suffer inferior access to education and high level employment opportunities ; women in rural areas are often left to look after both the family and the shamba while the menfolk go to the towns in search of wage employment ; households headed by women have lower average incomes and a higher incidence of poverty. However, this inequity receives no recognition in the Development Plan whose only acknowledgement that there maybe a problem is the routinely pious statement that "The Government will continue to encourage the elimination of male/female differentials in earning and also ensure diversification of women's participation in the modern sector.

More specifically, while the plan recognize that pre-school children, lactating and pregnant women are particularly vulnerable to malnutrition and food shortages, it does not specify any mechanism for redressing this situation. At the same time it is recognized that the large size of the Kenyan family, averaging some eight children, means that the rural women perform their economic roles amidst a continuing cycle of pregnancy, child birth and child dependency. Studies have shown that the highest incidence of malnutrition and morbidity among children occurs during peak labour periods when the women's attention is on farm activities (SMOCK - 1981). By emphasizing labour intensive production, at even lower incomes, implementation of the proposed programme of action can only be to the detriment of women and their efforts to be self sufficient in food and the improvement of their families dietary intakes.

In conclusion it is highly doubtful that the overall conditions of small farmers in general and those of women can be significantly changed without a comprehensive restructuring of the whole social relations of production and reproduction that have led to the present disadvantageous position of small scale farmers as a whole and women in particular. The proposed strategies gives no indication that the government is planning to undertake any such measures.

REFERENCES

AWITI, L.M. (1982). Food Security and Storage Policies. Proceeding of the Workshop on Food Policy Research Priorities. Nairobi June.

BOHDAL, M., GIBBS, N.E. and SIMMONS, W.K. (1969). Nutritional survey and compaign against malnutrition in Kenya, 1964-68 WHO/FAO/UNICEF.

Development Plan 1979-1983. Government Printers (1979).

FOWLER, A.F. (1982). The seasonal aspects of Education in East and Southern Africa. A Report on the Regional Workshop on seasonal Variations in the Provisioning, Nutrition, and Health of Rural Families. Nairobi, Kenya.

HENN, J.K. (1983). Feeding the Cities and Feeding the Peasants : What Role for Africa's Women Farmers. World Development Vol. 11 n° 12.

HEYER, J., IRERI, D. and MORIS, J. (1971). Rural Development in Kenya. East African Publishing House.

HEYER, J., MAITHA, J.K. and SENGA, W.M. (1976). Agricultural Development in Kenya : An Economic Assessment. Oxford University Press, Nairobi.

Integrated Rural Survey 1974-75. Government Printers, Nairobi.

JIGGINS, J. (1982). Working Paper. Regional Workshop on Seasonal Variations in the Provisioning, Nutrition and Health of Rural Families. Nairobi, Kenya.

KILLICK, T. (1981). By Their Fruits we Shall Know Them : The Fourth Development Plan. Papers on the Kenyan Economy. T. Killick (Ed.) Heinemann Educational Books Ltd., Nairobi.

MONSTED, M. (1977). The Changing Division of Labour Within Rural Families in Kenya. Centre for Development Research. Copenhagen.

SHAMALLA, M. (1983). Food Security and Storage Policies Proceeding of the Worshop on Food Policy Research Priorities. Nairobi June 1982.

SMOCK, A.C. (1981). Women's Economic Roles. Paper on the Kenyan Economy. (T. Killick Ed.) Heinemann Educational Books Ltd., Nairobi.

STADT, K. (1976). Women Farmers and Inequities in Agricultural Services. Rural Africana 29 Winter 1976-76.

World Bank. Kenya : Country Strategy 1983.

ABSTRACT

This paper examines the first attempt by the Kenya Government to address its development plan towards poverty alleviation in the country in general, and the rural areas in particular. The paper attempts to show that while the official government document, the Development Plan No. 4, is full of general statements suggesting a deep concern with rural poverty, none of the mechanisms suggested in the plan have been implemented to date. In any case, the paper tries to show that the Development Plan only paid lip service to the problem of inequality and completely fails to address itself to the underlying causes of inequality. The mechanisms suggested are therefore unlikely to redirect government resources to benefit the disadvataged people in general and women in particular.

RÉSUMÉ

Cette communication examine la première tentative du gouvernement du Kenya, d'orienter son plan de développement vers la lutte contre la pauvreté dans l'ensemble du pays, et particulièrement dans les zones rurales. Elle montre, d'autre part, que si le document officiel du gouvernement, à savoir le plan de développement N° 4, exprime un profond souci pour la pauvreté rurale, aucun des mécanismes proposés par ce plan n'a encore été mis en oeuvre. Dans l'ensemble, l'auteur tente de montrer que le Plan de Développement n'accorde qu'une attention de pure forme à l'inégalité en ignorant totalement ses causes. Les mesures proposées sont donc peu susceptibles de réorienter les ressources publiques au profit des personnes défavorisées en général, et des femmes en particulier.

THE IMPACT OF AGRICULTURAL DEVELOPMENT SCHEMES ON WOMEN'S ROLES IN FOOD SUPPLY

Ingrid PALMER

1. FOOD STAPLES

National food self-sufficiency is really about grains and other staples which are a substitute for major food imports. But farming household self-sufficiency is relevant because rural food deficits lead to migration to towns.

Colonial policy was designed to extract primary produce for the industries and tables of Europe. This policy has been widely continued since independence. But in the last two decades or so the failure to promote import-substitution or export promotion employment has led governments to increase the output of grains in order to feed urban populations and reduce food imports. Essentially the means and effects of this extraction have been the same as for export crops. Credit, seeds, fertilizers and extension services have been directed to male heads of household, who emerge as custodians of the household's labour, cash income and prime land. To the extent that improved methods of production have covered all the household's land it cannot be said that women have been discriminated against. But in Africa men's grain fields have enjoyed productivity improvements while women's staples production, and even the same grains on women's fields, have been ignored (see JACKSON - 1984 for Nigeria and DEY - 1980 for the Gambia). The invisibility of women to planners extends to women heading farming households.

The wasted opportunities are apparent. But the efficiency of household resource allocation can also be questioned. When we say that husbands and wives have separate fields we mean that they are managed and their produce is appropriated separately by husband and wife. But

the sexual division of labour in field tasks means that labour is exchanged. Higher productivity methods of producing men's crops invariably lead to an intensification of women's labour on them. It is doubtful whether the theory of surplus labour in peasant agriculture was ever valid for women's labour. More work on some fields means less work on others. How do we know that all household labour is optimally allocated over the entire household holding ? To the extent that women expect some return to themselves or to household maintenance costs, they will agree to work on their husbands' crops. However there have been cases where women have refused to weed men's fields as carefully as technical instructions decree, so that potential yields are not realized. In these cases the women are expressing a desire to cultivate their own fields first. Of course, where husbands have the power to appropriate the best of their wives' fields, and do so, women's opportunity costs are simply eliminated. They have no alternative but to work for their husbands. This may or may not be the most efficient allocation of resources, depending on what value is placed on foregone women's farming. But how much of the cash income is used to compensate for women's lost contribution to family maintenance, or to augment the former level of the household consumption budget ? We know from class analysis that agricultural development schemes usually benefit powerful farmers most through their privileged access to cheap credit, etc. They also face a buyer's labour market where there are many landless people. Male heads of household receiving government attention and in a position to commandeer family labour are in an analogous position. There is now a substantial literature to dissuade planners from believing that the gains to men farmers are the gains of the household as a whole. While farming couples in Asia tend to produce and consume more corporately than in Africa, there is some evidence that the less women have sources of personal income, the weaker is their voice in expenditure decisions (see for example, SAJOGYO *et al.* - 1980 ; and ACHARYA and BENNETT - 1981). Also that if large surpluses of rice are produced there can be a shift in effective control of this income towards men (PALMER *et al.* - 1983). Does the farming household itself become more or less self-sufficient in food by these discriminatory agricultural strategies, whether or not its real and imputed production increases ?

But what of landless women in need of wage employment to meet food bills ? The large increases in rice output in green revolution areas of

Asia have had a mixed effect on women's participation in field work. Some Indian studies show that additional labour has been hired for weeding and post-harvest activities, but that there has been a decline in demand for labour for transplanting (SHARMA - 1975). In Java there has been a general displacement of female wage workers in rice production. Handweeding is increasingly giving way to rotary or toothbed weeders. In addition groups of able-bodied men are now hired for wages to harvest the crop where formerly much larger numbers of the poorest women would harvest it in return for a share of the crop. The women (and children) might receive rice amounting to the equivalent of 540 adult consumption-days, a significant proportion of the total annual rice bill of a poor household (STOLER - 1977).

With the change in harvesting labour and reduced demand for hand-weeders, the practice of providing women jobs in transplanting and/or weeding in exchange for a meal and the later right to harvest has been disrupted. Only transplanting jobs are available in the same quantity as before, but they do not provide women with direct access to food crops.

2. SECONDARY FOOD CROPS

These crops now include some (such as millet and sorghum) which were formerly considered main foods, but which have been relegated to the second division because of the emphasis on wheat, rice and maize. Others are beans, vegetables, cassava, and fruit.

Very little attention has been given them since they are not directly related to the issue of food imports and are primarily seen as self-provisioning foods or foods for local rural markets. With the assumption that they have no major market outlet how could fertilizers and new seeds be purchased, or credit repaid ? The only singificant attention given some of them has been from Home Economics services which urge women to grow more of certain items for the family's nutrition.

This policy is short-sighted. Secondary foods are sometimes also imported. Some are the chief source of cash income to women. In rural markets of Africa and Asia women can be seen surrounded by baskets with a variety of foods, many of which are non-perishables and so could be sent further afield. The response of women to new markets is quick. Women living near an all-weather road to Yaoundé in Southern Cameroon

have greatly increased their output of cassava and groundnuts from their food fields (GUYER - 1977). In the northeast of Thailand women have turned to growing vegetables and fruit for markets as far as Bangkok, 100 miles away, since good roads were laid down a decade ago.

In Java the gardens surrounding houses have for long been an important source of high value foods for rural and urban markets. For the poorer households they can return a cash income greater than rice cultivation. Both men and women work in them but women are mostly involved in marketing the produce. Yet a recent project to increase their productivity included a component of sending nutrition extension workers to talk to women and agricultural extension workers to talk to men. Such a model of how a household arrange its economy can interfere with women's authority to decide what is surplus to the household's immediate needs and which foods should be sold to purchase other foods.

What is important for planners to understand if they give attention to secondary food crops is that women must be presented with choices so that they can maximize their total gains, and that they are left free to decide which foods to sell and which to buy.

But the issue of secondary foods raises the spectre of the "household plot" much favoured by planners as a proper sphere of women. The imagery of household provisioning is immediate. But in Africa women's traditional "food fields" are much larger than a plot and a source of personal cash income to them. It is extremely dangerous for family welfare to undermine the original intention of this land allocation. In Asia the household plot, or garden, is small but normally its produce is mostly destined for the market. It is never entirely women's sphere. It is in China that the true potential of the Asian type of household plot is realized, and in this country they are encouraged for what they are, a major source of supply of higher value foods exchanged in the market. One does not hear of Chinese nutrition extension workers interfering with the choice of what to grow on them.

3. PARTICULAR EFFECTS OF SETTLEMENT SCHEMES

Settlements, sometimes with expensive irrigation laid down, have been a major part of governement attempts at a national food strategy. But credit repayments and realized economic rates of return have had a dismal history. They have almost universally carried awful consequences

for women, and are therefore a questionable means of raising *per capita* food availability to farming households at least. They include not only a discriminatory agrarian reform element (life-long tenancies for men with the position of divorcees and widows left precarious), but commonly are modelled on the idea that the farm (that is grain or raw material crops) is men's affair, and that women raise as much as possible of the household's food requirements on a nearby plot (usually 0.5 to 1.0 hectares), as well as "help" their husbands. This subsidization by women of the net returns to cash crops is forced by the commandism behind the decreed land use. As far as can be ascertained there is never any serious attempt to analyse the real and imputed value of this model in terms of household cash income or food self-sufficiency. The worst effects of this model are seen in Africa because it is a gross perversion of traditional field systems.

The stories include common complaints : women work much harder than before ; they cannot feed their families from the small household plot and there is certainly no surplus for sale (even if there were markets near the settlement, which usually there are not) ; and with no alternative, as formerly, women are forced to work intensively, sometimes more than their husbands, on the cash crops over which they have no rights of appropriation (see, for example, CONTI - 1979, JACKSON - 1984, HANGER and MORIS - 1973). They lose sources of personal income, are totally dependent on husbands for money for food purchases, and face a severe labour constraint. Small as the household plots are they are sometimes left unutilized in the first years of settlement because of lack of time (see CONTI - 1979 and LUND - 1978). There is a need to re-think the land use pattern of settlement schemes in terms of both farming household and national food self-sufficiency. An aggravating factor is that planners like to select young nuclear families as settlers so that they are free from extended family financial obligations. But the upheaval and greater workload comes at the most difficult time in a woman's life cycle. She is cut off from family support systems. The model of a young nuclear, surplus accumulating unit, re-investing in higher productivity methods, enjoying higher standards of living and no doubt limiting family size, needs a thorough-going reassessment.

4. PROCESSING AND MARKETING OF FOOD CROPS

Small scale processing and selling of food crops has been a source of income, skills development, and specialization for women. Where grain mills have been introduced in Africa they have eased the workload of women. But on settlement schemes a grain mill is part of a new of production relations which diminishes women's powers of appropriation and sources of personal income. If the women continue with their tradition of being responsible for the household's food supply this is another squeeze on household food self-sufficiency.

Ironically it was secluded Muslim women, totally ignored by the planners, who managed to swing the greater harvest of an irrigated scheme in Nigeria their way (JACKSON - 1984). The crops came from their own inherited land and as payment in kind for processing husbands' crops. Their Pagan sisters, on the other hand, suffered every conceivable consequence of an irrigated settlement scheme. The activities of the secluded women in processing crops and selling cooked food (for the necessary hired labour) contributed to an expansion of the local economy. SIMMONS (1976) and LONGHURST (1980) also point to the potential of women mostly confined to compounds in value-adding processing and distribution of food to local markets.

In Asia, village hulling machines and larger mills have reduced employment opportunities of the large class of landless women who would receive payment in any combination of a meal, wages or produce, for handpounding the rice. In Bangladesh it was often the only socially acceptable gainful employment a woman could do outside her own home. One writer (HARRISS - 1978) estimated that if the entire rice crop in Bangladesh were processed manually there would be work for all rural women for 50 days of the year. In Java, rice handpounding was an important source of cash and food to the poorest women. However cheap women's labour was the new mechanized methods are more profitable to rice producers - although cheap credit and favourable exchange rates to purchasers of the equipment may not make them cheaper to the country as a whole. Private profits of the better-off have been at the cost of inequalities in rural income and food distribution.

Modern methods of rice production affect local distribution of food in other ways. The larger crop has brought with it larger-scale warehousing and trading which have made inroads into women's small-scale

storage and marketing practices. Women used to sell their own handpounded rice or buy handpounded rice from other women to sell wholesale or direct to consumers. Again on a purely aggregate accounting basis modern innovations might be cheaper but in the process rural income and employment multipliers of the greater rice production are weakened. Further migration to urban areas is encouraged. This modern means of extracting rural "surpluses" may well be self-defeating.

The growth of women's volume of trade over their life cycle is an indication of the profitability to them of small-scale trading. How much more profitable would it be, and how much derived demand for staple and secondary food production could be created were cheaper credit made available to them ? At present women may prefer to take more expensive free market credit because it offers flexible repayment schedules and does not require letters of reference. A new branch of banking expertise seems relevant. Supplementing the capital of women's credit associations could lead to very high marginal returns because this would expand a going concern. Women food traders attending a seminar in West Africa pointed out that credit facilities to them would enable them to extend their production loans to food producers (FAO - 1977). They also suggested better rural market facilities (more shelter, proper sanitation, more space and child care facilities), and help in appropriate technology for processing and preserving foods using a local female labour force. Better market infrastructure would bring more goods and more women into the location of market exchange. Producing non-perishable products would widen effective market demand. These kinds of policies require a change in attitude from extracting agricultural surpluses at the farm gate to seeing linkages between rural and national food self-sufficiency (or between high rural employment and income multipliers and the supply of food surpluses to urban areas).

5. RAISING FOOD PRODUCER PRICES

A new policy of raising food producer prices is being urged on governments to offer farmers more incentives. Are farmers expected to put more of their holdings under grains, or work their present grain fields more intensively ? Either way, what will be the effect on farming household food self-sufficiency *via* what happens to women's labour allocation and powers of appropriating the produce ? In Mali there has

been no visible increase in food production since procurement prices were raised in 1981. It has been said that this is because most of the output passed through the free market before anyway (OXFAM - 1984). But it could also be because household production is price inelastic.

6. A FEW WORDS ON POPULATION AND HEALTH

To the extent that agricultural strategies have weakened farming and/or landless households' food self-sufficiency, migration to urban areas will continue, food imports will rise, and more arbitrary methods of extracting food from rural areas will be devized. We have seen that a weakened role for women in food chains can contribute to this.

Food self-sufficiency is about *per capita* food availability. Therefore population size is an input of any food strategy. Where agricultural modernization has increased the workload of women, the need for children's labour assistance must be greater. The utility of large numbers of children therefore remains high. Production intensification usually raises seasonal peaks of demand for women's labour. There is now concern about premature reduction or termination of breast-feeding, pregnant women losing weight in some months, seasonal variation in birthweights and infant mortality. There may also be a divorce between agriculture and farming household nutrition in some areas. It is not fanciful to suggest that infant and maternal health has been jeopardized by agricultural strategies. If a decline in infant mortality is one determinant of fertility decline, then there may be a trade-off between agricultural strategies and demographic hopes. Demographers suggest that when *per capita* income rises above a certain threshold families find the utility of children declines (labour assistance, old age security, etc) while their costs rise (education). A decision is taken to limit fertility. But agricultural strategies have raised the utility of children to women and can actually reduce *per capita* income available to them while increasing *per capita* income available to men. So whose incentives to limit fertility are we talking about ?

7. AREAS OF RESEARCH

1. The respective potentials of women's food fields in Africa and of household food plots in Asia. Is the modelized household food plot in Africa an albatross round women's necks or a minimum guarantee of their food autonomy ?

2. What has been the effect of grain production intensification in terms of women's economic opportunity costs and farming household food supplies - under different land systems ?
3. The effects of current resettlement schemes on farming household food self-sufficiency through the misallocation of land resources and women's foregone opportunities. Alternative designs for these schemes.
4. Have agricultural strategies had a deleterious effect on maternal and child health and included a pro-natal element ? If yes, why ? And how can this be corrected ?
5. The effect of raising grain producer prices on women's roles in the farming household economy and on the household's food self-sufficiency.
6. What are the linkages between food self-sufficiency at the levels of the farming household, rural areas, and the country that are influenced by women's roles in food chains (production, processing and distribution) ? What contribution could women make to enhance these linkages and expand food supplies at all levels if relations of production and exchange were different ? What are realistic options for those relations ?
7. Appropriate credit schemes linking women producers, processors and traders of food.
8. Improvements in the infrastructure of rural food markets.
9. Appropriate technology in local processing and preservation of foods using women's labour and entrepreneurial skills.
10. The role of food aid :
    - direct to mothers on settlement schemes
    - in advancing 7, 8 and 9.
11. Take some past or on-going EEC government-supported food agricultural projects and analyse them according to :
    - their identification of the problem to be solved
    - their assumptions (if any) about the structure of the farming household economy
    - appropriateness and adequacy of baseline data used
    - appropriateness of the project design to meet :
        . stated objectives
        . other relevant objectives missed
    - examine actual outcome against intended outcome

- explain, as far as possible, differences between actual and intended outcomes
- examine likely/actual outcomes for health and population
- pose options for alternative objectives and designs.

REFERENCES

ACHARYA, M. and BENNETT, L. (1981). *Rural Women of Nepal, An Aggregate Analysis and Summary of Eight Village Studies*, in "The Status of Women in Nepal, Vol. II : Field Studies", Centre for Economic Development and Administration, Tribhuvan University, Kathmandu.

CONTI, A. (1979). "Capitalist Organization of Production Through Non-capitalist Relations : Women's Roles in a Pilot Settlement Scheme in Upper Volta", *Review of African Political Economy* : 15-16.

DEY, J. (1980). *Women and Rice in the Gambia : The Impact of Irrigated Rice Development Projects on the Farming System*. Ph.D. University of Reading.

FAO (1977). *Market Women in West Africa*. Report of the Seminar on the Role of Women in Marketing Local Farm and Marine Produce, Roma.

GUYER, J. (1977). *The Women's Farming System : The Lekie, Southern Cameroon*, ENSA. Yaoundé.

HANGER, J. and MORIS, H. (1973). "Women and the Household Economy", in R. Chambers and J. Moris (eds.), *MWEA : An Irrigated Rice Settlement in Kenya*. Welforum Verlag. Munich.

HARRISS, B. (1978). *Postharvest Rice Processing Systems in Rural Bangladesh : Technology, Economics and Employment*. Bangladesh Agricultural Research Council. Dacca.

JACKSON, C. (1984). *The Kano River Irrigation Project : The Impact on Women and their Households*. Population Council, New York.

LONGHURST, R. (1980). *Work, Nutrition and Child Malnutrition in a Northern Nigerian Village*. Ph.D. University of Sussex.

LUND, R. (1978). *A Survey on Women's Working and Living Conditions in a Mahaweli Settlement Area with Special Reference to Household Budgets and Household Surplus*. Study Paper. People's Bank. Colombo.

OXFAM (1984). *Behind the Weather : Why the Poor Suffer Most (Drought and the Sahel)*. Oxford.

PALMER, I. *et al.* (1983). *The Northeast Rainfed Agricultural Development Project in Thailand : A Baseline Survey of Women's Roles and Household Resource Allocation for a Farming Systems Approach.* Population Council, New York.

SAJOGYO, P. *et al.* (1980). *The Role of Women in Different Perspectives, West Java.* Project on "Rural Household Economics and the Role of Women". Bogor. Indonesia.

SHARMA, J.S. (1975). "Nainital and Varanasi, Uttar Pradesh, India", in *Changes in Rice Farming in Selected Areas of Asia.* IRRI, Los Banos. The Philippines.

SIMMONS, E. B. (1976). *Economic Research on Women in Rural Development in Northern Nigeria.* Overseas Liaison Committee. Paper n° 10. American Council on Education. Washington.

STOLER, A. (1977). "Rice Harvesting in Kali Loro : A Study of Class and Labor in Rural Java". *American Ethnologist* 4(4).

ABSTRACT

Past concentration on food staples have led to distortions and waste in the allocation of land and labour. In Africa women have been obliged to work more on these increasingly marketed foods, and their secondary food production has been threatened. In parts of Asia modernized production has led to redundancy of landless women. Neglect of secondary foods has meant lost opportunities for women's cash income and for an important food supply to urban areas. There is an urgent need to rethink land use patterns, processing and marketing arrangements, and women's incentives to collaborate with planners, especially on settlement schemes.

RÉSUMÉ

La priorité accordée précédemment aux aliments de base a entraîné des distorsions dans la répartition des terres et du travail ainsi qu'un certain gaspillage. En Afrique, les femmes se sont vues contraintes à travailler davantage à la production des cultures d'exportation, d'où une mise en péril de leurs productions d'aliments secondaires. Dans certaines parties de l'Asie, la modernisation de la production a privé de travail les femmes sans terres. Le désintérêt à l'égard des produits secondaires a fait perdre aux femmes bien des possibilités de revenus, et aux villes une source importante de produits alimentaires. Il est urgent de revoir les modèles d'utilisation des terres, les mesures prises à la transformation et à la commercialisation, ainsi que les motivations des femmes à collaborer avec les planificateurs, tout particulièrement dans les projets de colonisation.

FEMMES, PRODUCTION ET CRISE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE AU SUD DU SAHARA : LES ORIGINES DE LA FAIBLE PRODUCTIVITÉ DES FEMMES

Marie-Angélique SAVANE

1. POSITION DU PROBLEME

L'Afrique au Sud du Sahara traverse depuis les années 70, une crise économique et sociale très grave. La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) qui atteignait 3,6 % de 1970 à 1980, s'est ralentie depuis lors et on estime que le revenu par tête d'habitant est inférieur de 4 % au niveau atteint en 1970 (Banque Mondiale - 1984). Dans le même temps, le taux de croissance démographique, actuellement de 3 % n'a cessé de s'élever, alors que la production agricole par habitant ne cesse de diminuer et que les importations alimentaires augmentent.

Selon la FAO (1983), la production vivrière a diminué en valeur absolue parmi quatre des plus grands producteurs de sorgho, quatre des plus grands producteurs de riz et six des plus grands producteurs de maïs. Dans certains des pays les plus touchés, la production vivrière a diminué de plus de 20 % entre le début des années 1970 et 1982. En 1982, les importations céréalières atteignaient 9,25 millions de tonnes, ce qui signifie que le cinquième des habitants de cette région (en fait, l'ensemble de la population urbaine) consomme des produits vivriers importés (riz et blé surtout).

La sécheresse, qui s'est abattue dans nombre de pays africains ces dernières années, n'est pas à l'origine des famines actuelles. Elle n'a fait qu'accélérer le processus de détérioration, entamé dès avant les indépendances nationales. En effet, l'orientation de base des politiques coloniales (SURET CANALE - 1964 ; COQUERY et al. - 1974), avait été une exploitation forcenée, au moindre coût et sans grands investis-

sements, des ressources agricoles et minières. Les politiques économiques nationales sous l'incitation des bailleurs de fonds n'ont fait que prolonger cette orientation. Cela s'est traduit par le laisser-aller dans la préservation de la fertilité des sols (extension des pâturages, réduction des jachères, intensification des cultures de rente...) et le faible développement de la recherche agricole, incapable d'apporter aux producteurs l'appui technique dont ils avaient besoin. Dans ce contexte, les ménages ruraux, selon leur degré et forme d'intégration à l'économie de marché, ont élaboré des stratégies de survie (1) qui leur permettent de pallier les difficultés d'accès à la terre, de satisfaire leur besoin en liquidités pour leur consommation alimentaire, les impôts, les frais de santé et de scolarité, les obligations sociales, etc...

La division du travail basée sur le sexe et l'âge est une des stratégies élaborées par les ménages ruraux. Elle crée des déséquilibres et des distorsions internes en ce qui concerne la distribution des forces de travail au sein de la production.

Ainsi le développement de la production pour l'exportation a provoqué une nouvelle répartition sexuelle des tâches dans l'agriculture, selon les écosystèmes, les besoins du marché mondial en matières premières et/ou en main-d'oeuvre bon marché (SAVANE - 1981). La production vivrière a été totalement ou en partie placée sous la responsabilité des femmes, alors que les hommes s'adonnaient aux cultures d'exportation ou émigraient. On pourrait donc dire que la nouvelle division sexuelle du travail au sein des ménages ruraux, tout en correspondant à la nécessité de comprimer les frais de fonctionnement et de la reproduction du système extraverti, constitue d'un autre côté, un élément fondamental de la dépendance alimentaire croissante de l'Afrique. Car les ressources humaines, physiques, technologiques et de gestion sont souvent transférées et investies dans les secteurs d'exportation, à domination masculine, alors que le secteur alimentaire interne, où les femmes jouent un rôle capital, est délaissé dans des conditions d'arriération technologique, d'insuffisance de l'investissement et de la sur-

---

(1) Voir pour plus de précisions, les travaux effectués par le BIT, pour la commission consultative du développement rural. 10è session. Genève, 22 novembre-1er décembre 1983 en particulier. *Marchés de l'emploi rural et politiques de l'emploi : problèmes relatifs à l'utilisation de la main-d'oeuvre, à la rémunération et à la situation des femmes.*

exploitation de la force de travail féminine qui s'offre à bon marché ou même gratuitement. Cette surexploitation est rendue possible à cause de la subordination des femmes au système patriarcal qui justifie et donne une légitimité à leur situation. Ainsi posé, la question de la sécurité alimentaire prend une dimension nouvelle : elle fait appel à des agents de développement dont on a jusqu'ici dévalorisé le travail, elle exige de redéfinir les systèmes d'attribution des terres, de restructurer les interventions de l'encadrement technique, de repenser l'accès au crédit, etc...

Car l'objectif de l'autosuffisance alimentaire en Afrique est non seulement sujet à une volonté politique d'indépendance (Institut d'Etudes Sociales - 1981) mais il répond aussi à un besoin de justice sociale. Les stratégies alimentaires à préconiser doivent contribuer à accroître la production vivrière, à améliorer la consommation des denrées et à éliminer la faim. Les femmes sont essentielles pour atteindre ces trois objectifs. Et les études menées ces dernières années par des chercheurs des institutions, en Afrique et dans le monde, l'ont démontré (FAO - 1979). Dans cette brève communication, nous montrons le rôle et l'importance des femmes dans la production des aliments. Puis ce que pourrait être leur participation dans des systèmes alimentaires nationaux *de transition* vers l'autosuffisance alimentaire.

2. LES FEMMES DANS LA PRODUCTION, LA TRANSFORMATION ET LA COMMERCIALISATION DES ALIMENTS

En Afrique les paysannes représentent selon les pays de 70 à 90 % de la population féminine. Elles effectuent 60 à 80 % du travail agricole et fournissent jusqu'à 44 % des prestations nécessaires à l'alimentation familiale (CEAA/CARFF - 1975). La participation des femmes à la production agricole, n'est pas statique, elle va changer selon les éco-systèmes, les types de cultures et la division sexuelle du travail qui s'en suit et surtout selon les politiques économiques des états.

Ainsi il est possible schématiquement de dégager deux grandes zones selon les vivriers cultivés et consommés : l'Afrique des céréales et l'Afrique des tubercules. Les femmes ont aussi l'entière responsabilité de la transformation des produits en denrées comestibles. Ce travail fait dans des conditions artisanales est long et épuisant. La commercialisation des vivriers est dans beaucoup de cas aussi le fait des femmes dans les marchés villageois et urbains.

2.1. Les femmes dans la production des vivriers

a/ L'Afrique des céréales, des savanes d'Ouest en Est

Dans l'économie agricole céréalière, le partage entre temps de travail et temps libre est délimité par la succession dans l'année, d'une saison productive correspondant à la saison des pluies, et d'une saison morte qui est en fait la saison sèche. L'introduction et le développement à grande échelle des produits agricoles pour l'exportation a provoqué des changements importants dans la division sexuelle du travail. La nécessité d'associer dans la même période, les cultures d'exportation et les cultures vivrières, a augmenté le volume de travail et exigé une main-d'oeuvre plus importante en l'absence de technologies avancées. Ainsi, il a été fait de plus en plus appel à la main-d'oeuvre féminine pour s'acquitter d'un certain nombre de tâches (semis, sarclage, désherbage, récolte et transport) dans la production céréalière, mais aussi dans la culture du coton ou de l'arachide. Ces travaux accomplis dans les champs des chefs d'exploitation, représentaient la participation des femmes à la production des céréales nécessaires à l'alimentation familiale dont les hommes avaient la responsabilité. Par contre les femmes devaient cultiver sur les jardins de case ou les parcelles qui leur étaient allouées, les condiments nécessaires à la préparation des sauces accompagnant les céréales transformées en couscous ou en pâtes.

Dans les zones où les migrations masculines sont massives à cause de la pauvreté des sols et de la difficulté d'évacuer les produits due à leur position géographique (zones difficiles d'accès), ce qui rendaient les coûts des produits exorbitants , les femmes, demeurées sur le terroir, vont représenter la principale force de travail et avoir la responsabilité de la production céréalière tout en cultivant des condiments et de l'arachide.

Dans le premier cas, il apparaît que les femmes disposent de plus de temps, dans la mesure où leur participation aux travaux des champs des chefs d'exploitation n'excède jamais 50 % de leur temps de travail. Alors elles peuvent, dans les parcelles dont elles ont l'usufruit s'adonner à des spéculations rapportant des revenus.

On peut aussi faire un deuxième constat : dans les zones où l'arachide est la principale culture d'exportation, le temps de travail des femmes sur les champs des chefs d'exploitation excède rarement 50 %.

Aussi, les femmes peuvent-elles dans les champs dont elles ont l'usufruit, s'adonner à des spéculations telle l'arachide ou les cultures maraîchères. En effet, l'encadrement technique pour l'arachide, assez souple, permet une plus grande flexibilité dans l'allocation de la force de travail. Par contre dans les zones cotonnières, où l'encadrement est serré et rigide dans l'application des techniques, et où les superficies à mettre en valeur sont importantes, la présence des femmes à tous les stades de la production est importante. Les femmes n'ont donc aucune possibilité de cultiver dans leurs parcelles du coton. Le peu de temps qui leur reste, elles le consacrent à la culture de condiments et autres légumes, et au petit élevage. Ainsi leurs revenus sont faibles voire parfois inexistants et leur dépendance économique vis-à-vis du mari très grande. En outre, le développement du coton se fait parallèlement à la baisse des productions de mil et sorgho, au profit du maïs et du riz dont l'assolement avec le coton est plus aisé.

Par contre dans les zones de grandes migrations masculines, les femmes sont les seules productrices. Elles ont la charge de la production vivrière (céréales, légumes et condiments). Elles ont peu accès aux cultures de rente, elles tirent leurs revenus de la vente des surplus vivriers, de l'argent envoyé par l'époux ou d'activités non agricoles (artisanat, vente de boissons alcoolisées ou prostitution...).

b/ L'Afrique des tubercules, des forêts équatoriales

L'alternance entre les périodes productives et improductives est assez rapprochée dans ces pays où il existe deux saisons des pluies.

On y retrouve alors, la co-existence de deux types d'agriculture nettement différenciés par leurs produits, leur destination et surtout par les personnes qui les contrôlent.

Les hommes s'adonnent à l'agriculture commerciale de plantations (café, cacao, palmier à huile, noix de cola, etc...). Les femmes, par contre ont la responsabilité de la production vivrière (riz pluvial, manioc, bananes plantains, tarots, maïs) et du ramassage des produits végétaux (graines de palmiers à huile, avocats, etc...) des plantes et des fruits. Elles produisent aussi les condiments nécessaires à la préparation des sauces. Ceci ne les empêche pas d'accomplir un certain nombre de tâches dans les plantations surtout pendant les récoltes.

Dans ces zones la place des femmes en tant que pourvoyeuses de l'alimentation familiale est centrale. Elles n'ont pas accès aux cultures de plantations.

Car dans les systèmes de production café/cacao par exemple, les cultures vivrières interviennent comme élément du système technique de production, sans en constituer l'élément moteur, ce rôle étant dévolu à la culture de rente. On peut donc parler de dualisme du système de production : la culture de rente appartenant aux hommes, se surajoutant aux cultures vivrières contrôlées par les femmes (Institut d'Etudes Sociales - 1981). Pendant longtemps les femmes ont pu bénéficier de toutes les améliorations techniques qui se faisaient dans les plantations où vivriers et café/cacao étaient confondus.

Cependant, l'association des cultures de rente et de certains vivriers n'était pas toujours compatible avec le temps de travail des femmes. Ainsi, au Ghana, lorsque les hommes ont délaissé la production d'igname pour le cacao, les femmes ont dû se résigner à remplacer cette tubercule exigeante en travail, par le manioc moins nutritif mais plus facile à cultiver (FAO - 1979). A l'heure actuelle, avec la déforestation, le manque de terres, les femmes voient baisser la possibilité de produire suffisamment d'aliments dans les plantations pour l'auto-consommation et pour la vente. Une grande partie des déficits urbains en vivrier est dû à la basse productivité de ce secteur.

2.2. Les femmes, dans la transformation et la commercialisation des vivriers

Après les récoltes les femmes transforment les céréales et tubercules pour les rendre comestibles. Les céréales sont écrasées, séchées et réduites en farine avant d'être cuisinées. Il en est de même des tubercules ou des feuilles dont la préparation est longue et fastidieuse. Car cela nécessite des heures de pilage, de vannage, de tamisage et de cuisson. Certains légumes sont séchés et conservés, alors que les produits de cueillette sont transformés (beurre de karité - soumbala, etc...). Dans les zones côtières, les femmes transforment l'ensemble des produits de la mer (poissons salés, séchés ou fumés). Et dans les peuples nomades, elles tirent du lait, des produits dérivés (beurre, lait caillé, etc...).

Ce travail est indispensable à l'alimentation familiale et il est accompli quotidiennement avec des moyens rudimentaires.

Les femmes jouent aussi un grand rôle dans la nutrition familiale. Ce sont elles qui déterminent les menus et préparent les différents plats. Avec l'allaitement maternel, elles assurent l'alimentation principale des bébés jusqu'au sevrage.

Ce sont les femmes qui commercialisent aussi les produits bruts ou transformés dans les marchés locaux où elles vendent les excédents des récoltes de céréales ou de tubercules, ainsi que les produits de cueillette. C'est par ce moyen qu'elles acquièrent des revenus supplémentaires qui sont d'un apport fondamental même dans l'équilibre budgétaire. Ces descriptions générales montrent l'importance du rôle que les femmes jouent dans la production vivrière en Afrique. Il est évident que les chutes constatées ces dernières années dans la production vivrière sont dues en grande partie à la très basse productivité des femmes. L'absence d'encadrement technique, le bas niveau des technologies, sont autant de facteurs qui pénalisent les rendements des femmes et les rendent vulnérables aux aléas climatiques.

En effet, les femmes peuvent à peine tirer des sols les quantités suffisantes à l'auto-consommation familiale. De plus en plus, les ménages paysans doivent acheter sur le marché le complément de céréales ou de tubercules nécessaire à la survie de l'ensemble des membres des ménages. Dans ce contexte, les femmes sont celles qui vont intensifier leurs activités rémunératrices agricoles et non agricoles ou en chercher des nouvelles pour compléter les besoins alimentaires familiaux.

Ainsi, les stratégies paysannes à l'heure actuelle pour tenter de combler le déficit vivrier, font appel largement à l'initiative des femmes. Il apparaît donc important de planifier les femmes, en tant que ressources humaines, dans les différentes politiques économiques en vue de l'auto-suffisance alimentaire.

2.3. Quelles perspectives pour les femmes dans les politiques d'auto-subsistance ?

Le Plan d'Action de Lagos, signé par les chefs d'états africains en avril 1980 définit l'auto-suffisance alimentaire comme une des priorités pour un développement endogène et auto-entretenu du continent. Dans ce contexte, il est dévolu un rôle essentiel aux cultures vivrières

(céréales, tubercules, oléagineux...) pour assurer la sécurité alimentaire au niveau familial, local et national. Ces nouvelles politiques à appliquer devront nécessairement *identifier* et *reconnaître* les femmes comme producteurs à part entière, ce qui à ce jour n'a pas encore été fait. Si ce principe est admis, il est évident que son application exige un certain nombre de préalables en faveur des femmes.

1/ l'accès à la terre, au crédit, aux technologies modernes, aux intrants agricoles et aux institutions (BUKH - 1978). Ce point est d'importance, car on ne peut changer la situation sans toucher au problème du système foncier (traditionnel ou moderne) qui exclut les femmes de ce type de propriété.Le problème n'est pas aisé, car il s'agit d'un bouleversement total et il s'agira d'aller à l'encontre de principes et de pratiques anciens. D'où la nécessité d'une volonté politique sans faille. La pression démographique sur les terres sera aussi un obstacle.

2/ l'amélioration du statut des femmes. Des mesures incitant à repenser la place des femmes dans la société devront aussi être prises. La formation technique par le biais de l'alphabétisation fonctionnelle, l'incitation à la scolarisation des filles en milieu rural, l'allègement des travaux domestiques, l'accès aux services de planning familial, le renforcement de la participation féminine. Les lois et les coutumes qui régissent les relations sociales en milieu rural devront être aussi repensées et reformulées.

Toutes ces mesures seront applicables dans le long terme, car elles seront la résultante d'un long processus de transformations socio-économiques.

Cependant, il est possible dès à présent de réorganiser et de systématiser les structures existantes pour assurer la transition vers la sécurité alimentaire.

- Augmentation de la productivité de l'agriculture féminine

Les services techniques ont là un rôle déterminant à jouer en étendant leur encadrement aux femmes. Dans certaines zones l'accès des femmes aux spéculations peut renforcer leur dynamisme. L'augmentation des prix des produits vivriers peut aussi inciter les femmes à améliorer leurs rendements, même si la concurrence masculine risque de devenir critique. L'information en matière de possibilités de crédit pour les

femmes est nécessaire afin qu'elles puissent acheter des facteurs de production et des intrants.

La spécialisation régionale des activités de production est à favoriser.

- Amélioration des conditions de transformation des produits

Il y a là un effort à faire pour changer les moyens de transformation des produits. Des technologies améliorées existent déjà, il suffit de les mettre à la portée des femmes. Céréales, huile de palme, poissons et crustacés, lait et dérivés, légumes et condiments peuvent être transformés par le biais de petites unités industrielles que les femmes collectivement ou individuellement peuvent monter pour baisser les coûts de production.

- Restructurer la commercialisation

Les femmes ont des problèmes de mobilité ; ce qui restreint leurs capacités à vendre loin de leur lieu d'habitation et les soumet au diktat des intermédiaires masculins et parfois féminins, tous des villes. Aussi, il importe de mettre sur pied des structures qui favorisent la commercialisation : fixation des prix, lieu de vente, centres de stockage, etc...

En outre, l'incitation à la spéculation régionale des produits favorise la production mais aussi les échanges et évite la surproduction à certains moments et une compétition inutile.

- Organiser des structures sociales collectives

La participation des femmes à ces différents niveaux dépend en grande partie de leurs aptitudes à pouvoir se libérer de la contrainte des tâches domestiques. Aussi, au niveau collectif, le développement des soins de santé primaire, des garderies d'enfants, des technologies villageoises simples et bon marché (pour le pilage des céréales - la conservation et la transformation des denrées - la recherche de l'eau et du bois, etc...) sont autant de services à créer ou à organiser pour permettre aux femmes de s'adonner à d'autres activités de production, de transformation ou de commercialisation.

EN CONCLUSION

Nous avons montré que le déficit vivrier en Afrique est dû en partie à la basse productivité des femmes qui forment l'essentiel de la force de travail dans ce secteur. Les politiques actuelles sous-estiment ou ignorent complètement ce fait. Or, pour atteindre la sécurité alimentaire il est impératif d'organiser et de structurer ce qui existe déjà en attendant de reformuler la place des hommes et des femmes dans une nouvelle politique économique dont l'auto-suffisance alimentaire est une des grandes priorités.

Les femmes occupent déjà l'espace de la production, de la transformation et de la commercialisation des denrées alimentaires. Il suffit de rationaliser cet espace pour déjà assurer une disponibilité de produits sur le marché, étant entendu que l'autosubsistance est réalisée dans le même temps. Mais, il faut que les femmes puissent s'exprimer au sein des forces économiques et politiques dans leurs pays.

REFERENCES

Banque Mondiale (1984). *Un Programme d'Action concertée pour le Développement Stable de l'Afrique au Sud du Sahara*. Washington DC.

BUKH, J. (1978). The village Woman in Ghana. Centre for Development Research Copenhagen.

COQUERY-VIDROVITCH, C., MONIOT, H. (1974). *L'Afrique Noire de 1800 à nos jours*. PUF. Paris.

F.A.O. (1979). Women in Food Production, Food Handling and Nutrition. Rome.
Voir les enseignements pertinents tirés du séminaire organisé en mai 1982 à Abidjan par le Centre Ivoirien de Recherche Economique et Sociale (CIRES) sur *Les cultures vivrières : Elément stratégique du développement agricole ivoirien*, Université d'Abidjan. En effet, le rapport final souligne dans ses conclusions un constat essentiel qui ne s'est révélé qu'au cours des débats : le rôle prépondérant des femmes dans le système vivrier traditionnel.

—— (1983). *Rapport sur l'Alimentation Mondiale*. Rome.

Institut d'Etudes Sociales (1981). Le Plan d'Action de Lagos. BIT, Genève. Le Plan d'Action de Lagos a défini ces objectifs comme prioritaires.

SAVANE, M.A. (1981). "L'Emploi des femmes dans une perspective de changements socio-économiques : le cas de l'Afrique". Dossiers, FIPAD Nyon.

SURET CANALE, J. (1964). *L'Afrique Noire : l'Ere Coloniale*. Editions Sociales Paris.

RÉSUMÉ

Les famines actuelles ont pour origine la perpétuation de la politique coloniale agro-alimentaire peu soucieuse d'apporter aux producteurs ruraux l'appui dont ils ont besoin en termes techniques. Les stratégies de survie se sont donc élaborées sur la base de la division sexuelle du travail. L'auteur insiste sur le rôle des femmes dans la production des céréales et des tubercules en Afrique pour déboucher sur la nécessité de les inclure dans les programmes de modernisation agricole en vue d'obtenir une meilleure productivité de leur travail.

ABSTRACT

Present-day famines originate in the persistence of colonialistic agro-food policies which do not provide farm producers with the technical support they need. Consequently survival strategies have developed on the basis of the sexual division of labour. The author emphasizes the role of women in cereal and tuber production in Africa, and concludes that it is necessary to include them in farm modernization programmes in order to increase their productivity.

TWO MODELS FOR THE SOCIALIST TRANSFORMATION OF AGRICULTURE : IMPLICATIONS FOR GENDER RELATIONS

Christine PELZER-WHITE

The orthodox Marxist-Leninist strategy for agrarian transformation and rural development has put emphasis on superseding the role of the peasant household in the organisation of production and its replacement by large-scale collective control of the labour process and production planning. The recent policy move in Vietnam and China to subcontracting production on collectively owned land to peasant households and official encouragement of household mobilisation of material and labour resources for both agricultural and handicraft production after some twenty years of systematic promotion of large-scale collective agriculture with collective control of the labour force organised along non-kin lines, constitutes a major reversal of trends in socialist development thinking. What I wish to do in this paper is to examine the implications for women of these two successive models of Third World socialist development (the collective farm model v. the household contracting model). This question is put in the context of a more general discussion of the implications for women of seeing separation of the organisation of production from the household as crucial to socialist transformation v. official incentives for the commoditisation of the products of household labour.

The orthodox conception of the 'socialist transformation of agriculture' as applied in Vietnam bears close resemblance to an aspect of the prevailing pattern of industrialisation, whether in socialist or capitalist countries, ie the separation of the sphere of production (factory/collective farm) from the sphere of reproduction and consump-

tion (the kin based household) (1). This separation takes place in three senses : from overlap to separation of the units of production and reproduction/consumption in terms of space, membership and self-sufficiency :

1. the spacial separation of the workplace in which production takes place from the site of biological reproduction and the reproduction of everyday life in the household.
2. separation of kin group and force : kinship ceases to be a primary regulator of relations of production while remaining central to relations of reproduction. In industrialised societies the work force within the unit of production is not generally united by kinship ; in Weberian terms there is a change from *gemeinshaft* to *gesellshaft* as the primary social organising principle.
3. a move from a high degree of household self-sufficiency in basic necessities (both food and handicraft products) to social interdependence whether via market exchange or plan allocation.

To the concept of separation of unit of production (factory/farm) from the household we must add the concept of scale : that development entails progress from small-scale household-based production with small surpluses to large-scale production on capitalised farms (whether privately or collectively owned). Despite a growing body of literature on the efficiency of the small-scale family farm as a unit of production and mobiliser of labour, and the survival of family agriculture in industrialised capitalist countries (Barthez - 1982), the dominant idea of 'development' held by policy makers in most Third World countries, whether capitalist of socialist, has broadly conformed to the view of development outlined above : that household based production of handicraft goods and subsistence and petty commodity production by peasant households are 'backward' and that development can be best achieved by concentrating resources on larger units of production (large-scale projects, the large farms of rich peasants, large scale state or collective farms). As Lipton has argued, this can be attributed to the 'urban bias' of development planners concerned with promoting urban industrial development and therefore favouring capital intensive development which utilises industrially produced inputs and the large units

(1) For a detailed discussion of the meaning of the term 'reproduction' see Edholm, Harris and Young, 1977.

from which food for urban workers and civil servants and raw materials for urban industry can more easily be obtained. This has tended to override considerations of the efficiency of family agriculture which should carry particular weight in capital scarce and labour abundant Third World contexts (LIPTON - 1977 : 114).

There are further reasons for similarities between capitalist and socialist development paradigms. The orthodox Marxist-Leninist strategy for socialist transformation, including the socialist transformation of agriculture (model I : collective agriculture) was based in part on a number of key characteristics of capitalist industrial development as described by Marx in *Capital*, including separation of the workplace from the household, growth in scale, mechanisation, the development of social cooperation through specialisation in different stages in the labour process, and the greater productivity of collective over individual labour. This paradox in socialist development theory and policy is due to the fact that Marx provided no description of the principles of socialist development ; *Capital* therefore became ironically and by default the major Marxist source for the principles of socialist development for countries attempting to build socialism without passing through capitalism.

Similarly, the orthodox Marxist-Leninist approach to the question of how to achieve equality between men and women was based on the assumption that capitalist industrialisation played a major role in liberating women from 'domestic slavery' through market provision of goods that formerly had to be provided by domestic labour in the home and by involving women as wage earners in factories.

The concepts of large scale industrialisation and women's emancipation were explicitly linked by Engels in a key passage in *The Origins of the Family, Private Property and the State*, popularised in summaries of Marxism-Leninism on 'the Woman Question' :

> The emancipation of women will only be possible when woman can take part in production on a large, social scale, and domestic work no longer claims anything but an insignificant amount of her time. And only now has that become possible through modern large-scale industry, which does not merely permit of the employment of female labour over a wide range, but positively demands it, while

it also tends towards ending private domestic labour by changing it more and more into a public industry. (International Publishers - 1951).

Lenin reinforced this view with the argument that factory employment, however arduous and exploitative, emancipated women from patriarchal control within the peasant family (LENIN - 1966). As Marx and Engels expected socialism to emerge from the positive aspects of capitalist industrialisation, characteristics of the early process of European industrialisation became embedded in the Marxist-Leninist concept of how to achieve socialist development in an agrarian country without passing through the stage of capitalist development. The key difference between capitalism and socialism was seen as being not in the organisation of production but in the ownership of the means of production.

The end of private ownership of the means of production by patriarchal household heads was expected to contribute to the emancipation of women, establishing men and women as equals as both citizens and workers. With the end of household ownership of the means of production, gender relations would be freed from their earlier ties to relations of production and would cease to be determined by economic considerations : Engels argued in *The Origins of the Family, Private Property and the State* that marriage and the family then could become based purely on love. The socialist family of the future would be based entirely on emotional relations. Engels' argument that in all past history the structure of the family was closely related to relations of production, whereas in the future it would be entirely based on affection, effectively completed the concept of a total separation of the family/household sphere of relations of reproduction from the sphere of production, ignored the economic constraints and necessities involved in the family as the sphere of reproduction, and underestimated the continuing necessity and economic importance of the production of use value for family consumption.

Detailed research on changes in gender relations during the period of Industrial Revolution in England has not confirmed Engels and Lenin's view that the transformation from family to factory production was a major contribution to women's emancipation. On the contrary it is more often argued that a social demarcation of male as "public" and female as "private" was both reinforced and encouraged by the physical

separation between work and home' (HALL - 1982 : 15). The transfer of work outside the home and the rise of specialised factory production of goods formerly produced in the home for both family consumption and sale (eg baking, brewing, spinning, etc) led to loss of status, autonomy and relative economic position for women (eg PINCHBECK - 1981). Alternatively, it has been argued that the initial threat to men's position as household head posed by women's work in industry soon came to an end when men, with more time for 'public sphere' activities such as trade union struggles, succeeded in obtaining higher pay and skill classifications for their work (PHILLIPS and TAYLOR - 1980).

I wish to turn now to a brief summary of the effect on gender relations of the orthodox package for the socialist transformation of agriculture which originated in the Soviet Union and was then applied, with some modifications and on a voluntary rather than coercive basis, in China and Vietnam (SELDEN - 1982 ; STANIS - 1976).

As it originated in the Soviet Union, collectivisation of land ownership and production along the industrial model of work organisation had the aim of gaining control of agricultural production in order to finance industrialisation and to feed the cities. Grain procurement at low state controlled prices was a crucial component of collectivisation in China and in Vietnam as well. This resulted in a major difference from the factory model described in *Capital* : collective farms did not pay the work force a set wage to cover the cost of simple reproduction and sell goods at a price covering costs of production, necessary labour and a profit derived from 'surplus labour'. Rather, the state had first claim to a portion of the product at a price that did not necessarily cover costs of production. This pushed down the payment for the collective labour day and in order for the system to work it was necessary to allocate small 'household plots' from which cooperative members derived a high proportion of their subsistence and cash income. The system had an inbuilt contradiction : on the one hand, the 'socialist transformation of agriculture' was defined as moving from small-scale subsistence and petty commodity production by peasant households (a system viewed as nascent capitalism) to large-scale collective production involving a formally organised labour force. On the other hand, the system provided material disincentives for collective production because of the low value of workpoints due to low prices for agricultural goods and provided peasant households with an unalienable

material base for household subsistence and petty commodity production in the household plot.The system thus worked as a symbiosis of peasant household production and collective labour rather than as a transition from one to the other (cf. NGUYEN XUAN LAI - 1967 ; NGUYEN HUU DONG - 1980).

Nonetheless, the positive effects for women expected from women's involvement in 'social production' for the cooperative did materialise. There is evidence that at initial stages of cooperativisation men were more reluctant to join than their wives because of the threat to their 'independent' status as household head managing a family farm (PHAM CUONG and NGUYEN VAN BA - 1976 : 35). Measuring women's work in work points made it more visible. According to Tran thi Hoan, a Woman's Union cadre who had been involved in the campaign to form cooperatives, 'some husbands were very surprised when they saw how many work points their wives earned. Before they had thought that it was they who fed their wives, not their wives who fed them' (interview, Hanoi, September 1979). Another advantage of cooperativisation was the possibility of giving pregnant women lighter work because the unit of production was larger. To quote Tran thi Hoan again :

> if farming is done separately on a family basis then family members must do every step of production. In the family farming systems, if it is time for transplanting or for harvest then all hands are needed, and the women must go to the fields, even if they are pregnant or have just given birth. We have documented cases of women with fallen uteruses from being forced to work too soon after chidbirth.

While men had previously been the 'directors' of the family farm, the formation of cooperative made it possible for women to be elected to management positions. During the war, when a large percentage of the men of working age were away at the front, there was an active policy of training and recruiting women for cooperative management posts (for a more extensive discussion see WERNER - 1981).

The dependence of children and old people on the family was modified by new collective institutions. Creches were set up in cooperatives, and a uniquely Vietnamese institution, the old people's orchard, with a shaded rest place or house, provided a social meeting place and profitable economic activities for cooperative members who no longer had the strength to work in the rice fields. In a cooperative visited

by the author in 1979, the old people's team even played a role in making marriage a cooperative rather than just a family affair : their garden provided flowers for weddings and furniture for new households was made by their carpentry workshop.

It is probably not coincidental that a new marriage law which outlawed polygamy, child marriage and parental control of their children's choice of marriage partner was introduced at about the same time that cooperativisation began the transformation from family to a larger, non-kin group as the main unit of agricultural production. Traditional forms of marriage which were disguised forms of labour recrutment had continued after land reform such as the practice of finding a strong young woman to work as unpaid family labour by marrying her to a son below working age. Not surprisingly, young women caught in such marriages often became activists in the campaign to form cooperatives, as membership in a newly-formed cooperative gave them independent access to employment (*Vietnamese Studies* - 1966 ; BOUDAREL - 1970).

However, while cooperativisation did undermine the powers and prerogatives of the male family head, it did not lead to full equality between men and women in social production and decision-making. As with differential male and female wage scales in social production in industrialised nations, cooperatives generally accorded men more workpoints per day than women on the grounds that men's work was 'heavy' and 'complicated' while women's work was 'light' and 'simple'.

In this the Vietnamese experience is quite similar to the pattern in Western industrialised countries of differential rating of men's work as 'skilled' and women's as 'unskilled' (PHILLIPS and TAYLOR - 1980). This was one point of similarity in the problems facing the women's movements in England and Vietnam which was raised at a SIDA-funded research colloquium on 'Women, Employment and the Family' jointly organised by the Institute of Development Studies (Sussex) and the Vietnamese Social Sciences Research Commission which was held in Hanoi in March 1983 (WHITE - 1984).

One participant, a researcher and organiser from the Vietnamese Women's Union, described the struggle by women in a number of cooperative to have their work in transplanting accorded as many points as men's work in ploughing. These women criticised the usual weighting 10 points for an average day's work transplanting but 14 points for ploughing on the grounds that 'both must work in the mud' ; women's

skilful fingers are as crucial for transplanting as men's muscles are for ploughing, and good quality transplanting is the most important factor for high productivity'. In some villages women were successful in achieving the revaluation of transplanting at 14 points per day.

It should be added that, as often happens in other countries, there is a tendency towards greater capital investment in men's work. One man with a buffalo can plough in one day more land than one transplanter can cover in a day ; moreover, the discrepancy is being increased as ploughing is being mechanised at a much faster rate than transplanting. It is therefore particularly difficult to change the view that men's work is 'more productive' and therefore worth more.

Most problematically, reorganisation of production can not guarantee that the pre-revolutionary patriarchal domination of family agriculture will not be replaced by male domination of collective agriculture. On the contrary, in Vietnam as elsewhere, men tended to assume a higher percentage of leading positions when collectives were first formed due to their advantages in educational level and greater relevant work and organisational experience. In 1966, by which time the gradual transition to fully socialist cooperatives had been basically completed, women comprised 3.3 per cent of cooperative heads, 18.3 per cent of cooperative managing committees and 9.65 per cent of heads of work brigades (MAI THI TU and LE THI NHAM TUYET - 279).

Over time and especially during the war years, the percentage of women in leadership and management positions rose considerably, but since the reorganisation of patterns of work in the fields was not accompanied by a new sexual division of labour in housework and childcare, on the whole Vietnamese men have continued to have more time than their wives to devote to education training and political activities. Educational level and available time became particularly important as prerequisites for leadership positions when the scale of cooperatives was enlarged after the war.

An additional problem has been deepseated male resistance to the idea of women being in positions of authority over men as well as the priority given to veterans with a wealth of organisational experience in the army. In October 1974 there were reportedly nearly 7000 women holding the position of head or deputy head of cooperatives ; a year later this figure had dropped to 3,580 (LE DUAN - 1980 : 111 , DUONG THOA - 1976 : 24). Despite the decrease, women's leadership role

remained significant ; in 1978 it was reported that, 'According to incomplete statistics, 30 per cent of all heads of production brigades, clerks, heads and deputy heads of cooperatives, ie, cadres managing production in the countryside, are women' (NGO THI CHINH - 1978 : 17).

In relative terms, this figure is impressive, even allowing for the incomplete nature of the statistics and the likelihood that the estimate is on the high side due to the amalgamation of clerks and elected leaders. However, while women comprise the majority of the collective agricultural work force (60 per cent according to official statistics, but this seems a considerable underestimation), they remained a minority in cooperative management.

We turn now to a brief examination of the implications for women of the recent (1981) change to production subcontracting to households of collectively owned land in the context of market liberalisation, higher prices for agricultural commodities, and promotion of production of consumer goods rather than heavy industry (Vietnamese Communist Party - 1981, 1982). Certain aspects of these policy trends are clearly advantageous for rural women, including more active state support for rural handicraft and light industrial production which provides employment for rural women. During the process of socialist transformation a sectoral sexual division of labour had emerged, with women forming a majority of rural producers (both in agriculture and handicraft production) while men predominated in the state sector (urban industrial employment and civil servants). The continued mobilisation of rural males into the armed forces further contributes to the female majority in the rural labour force. Because of this important factor, the tendency toward a strengthening of traditional patriarchal authority which has been a result of household contracting in China appears not to be the case in Vietnam, where there are many female household heads. In the previous system, there was a great deal of administrative interference with women's income-generating activities, such as cooperative fines for spending days marketing household produce rather than working for workpoints on the collective. In the present system women's economic activities are fully encouraged ; the primary worry is that this will lead to overwork with negative results on women's health. However, the new system also facilitates calling on male family members working outside of agriculture to participate in agricultural labour at peak labour times (NGUYEN HUY - 1980). Forms of non-kin based cooperation

beneficial to women are continuing, such as mutual aid in rice transplanting, and after some initial disruption the creche system has been maintained although with increased household financial contributions (Central Committee for the Protection of Mothers and Children - 1983).

One important lesson of the Vietnamese experience seems to be that both household and social cooperation in production are economically beneficial for women and society, and that the concept of repressing household economic activity in favour of social production should be replaced with a new and more realistic aim : to achieve a mutually beneficial coordination between household and social production.

REFERENCES

BARTHES, A. (1982). *Famille, Travail et Agriculture*, Paris : Economica.

BOUDAREL, G. (1970). "L'évolution du statut de la femme dans la République Démocratique du Vietnam", *Tiers Monde* (Paris), vol. 11, n° 42,43.

Central Committee for the Protection of Mothers and Children. (1983). "Situation of rural creches in the production contract system", report of a conference in Hanoi, May 8, 1983 (mimeo in Vietnamese).

DUONG THOA (1976). *Ba cuoc cach mang voi van de giai phong phu nu* (The three revolutions and women's liberation), Hanoi : Women's Union Publishing House.

EDHOLM, F., HARRIS, O. and YOUNG, K. (1977). "Conceptualising women", *Critique of Anthropology*, vol. 3, n° 9/10.

ENGELS, F. (1972). *The Origin of the Family, Private Property and the State*, London : Lawrence and Wishart.

HALL, C. (1982). "The butcher, the baker, the candlestick maker : the shop and the family in the Industrial Revolution", *The Changing Experience of Women*, Oxford : Martin Robertson.

International Publishers (ed). (1951). *The Woman Question : Selections from the Writings of Karl Marx, Frederick Engels, V.I. Lenin, Joseph Stalin*, New York : International Publishers.

LE DUAN. (1980). "The role and tasks of Vietnamese women in the new stage of the revolution" (October 1974) in *On the Right to Collective Mastery*, Hanoi : Foreign Languages Publishing House.

LENIN, V.I. (1966). *The Emancipation of Women*, New York : International Publishers.

LIPTON, M. (1977). *Why Poor People Stay Poor : Urban Bias in World Development*, London : Temple Smith.

MAI THI TU and LE THI NHAM TUYET. (1978). *Women in Vietnam*, Hanoi : Foreign Languages Publishing House.

NGO THI CHINH. (1978). "Women in rural Northern Vietnam", *Vietnam Courier*, Hanoi, n° 71, April.

NGUYEN HUU DONG. (1980). "Agriculture collective, agriculture familiale, économie socialiste : quelques hypothèses", *Vietnam*, Paris, n° 1, pp. 6-24.

NGUYEN HUY. (1980). "Ve cac hinh thuc khoan trong hop tac xa trong lua" (On forms of subcontraction within rice-growing cooperatives), *Nghien Cuu Kinh Te (Economic Research Journal)*, Hanoi, n° 118, pp. 9-23.

NGUYEN XUAN LAI. (1967). "The family economy of cooperative farmers", *Vietnamese Studies*, Hanoi, n° 13, pp. 107-28.

PHAM CUONG and NGUYEN VAN BA. (1976). *Revolution in the Village : Nam Hong 1945-1975*, Hanoi : Foreign Languages Publishing House.

PHILLIPS, A. and TAYLOR, B. (1980). "Sex and skill : notes towards a feminist economics", *Feminist Review*, London, n° 6, pp. 79-88.

PINCHBECK, I. (1981). *Women Workers and the Industrial Revolution 1750-1850*, London.

SELDEN, M. (1982). "The crisis of collectivisation : socialist development and the peasantry", *IDS Bulletin*, vol. 13, n° 4, September.

STANIS, V. (1976). *The Socialist Transformation of Agriculture*, Moscow : Progress Publishers.

Vietnamese Communist Party Central Committee. (1981). Directive 100-CTTU on contractuel work, 13 January. Full text in English translation in *Summary of World Broadcasts* (BBC) FE/W1120/A/22, 11 February.

Vietnamese Communist Party. (1982). *Fifth National Congress : Political Report*, Hanoi : Foreign Languages Publishing House.

Vietnamese Studies. (1966). Special issue on Vietnamese women, n° 10.

VU CAN. (1981). "Linking co-op members to their produce", *Vietnam Courier*, vol. 17, n° 2.

WERNER, J. (1981). "Women, socialism and the economy of wartime North Vietnam, 1960-1975", *Studies in Comparative Communism*, vol. 14, n° 2, 3.

WHITE, C. (1984). "Women, employment and the family : report on a colloquium comparing the women's movement and government legislation for gender equality in Britain and Vietnam" in special issue on "Research on rural women : feminist methodological questions", *IDS Bulletin*, vol. 15, n° 1, January.

ABSTRACT

The degree of separation or overlap of the spheres of production and reproduction is crucial for any analysis of the implications of different farming systems for women. The orthodox conception of the "socialist transformation of agriculture" (collectivisation) has aimed at replacing the socio-biological family unit as the primary institution for organising production. This paper examines the implications for women of socialist collectivisation in Vietnam with reference to the feminist debate on the effect of industrialisation in Britain on women's capacity to maintain a productive role.

The positive and negative effects on women of recent policy changes in Vietnam towards subcontracting collective land to households on the basis of female labour power are also examined.

RÉSUMÉ

Il est primordial de discerner le niveau de séparation ou de recouvrement des sphères de production et de reproduction dans toute analyse des répercussions des divers systèmes de production sur les femmes. La conception orthodoxe de la "transformation socialiste de l'agriculture" (collectivisation) a voulu remplacer l'unité familiale socio-biologique comme unité de base de l'organisation de la production. Cette communication examine les conséquences pour les femmes de la collectivisation socialiste au Viêt-Nam, tout en faisant référence au débat féministe sur les effets de l'industrialisation en Grande-Bretagne, sur la capacité des femmes à conserver un rôle productif.

Les récents changements de la politique agricole au Viêt-Nam, visant à accorder aux ménages des parcelles des terres collectives en fonction de la force de travail féminine, sont aussi étudiés dans leur effects positifs et négatifs pour les femmes.

LA POLITIQUE AGRICOLE AU BRÉSIL ET SES CONSÉQUENCES SUR LA FORCE DE TRAVAIL FÉMININE

Heleith I.B. SAFFIOTI

1. LA FORCE DE TRAVAIL FEMININE

Travailler avec des données statistiques au Brésil, surtout par rapport à la force de travail rurale, et plus particulièrement la force de travail féminine, signifie flotter parmi des données inégales, auxquelles on ne peut pas faire confiance, puisque les chiffres oscillent largement, surtout dans le cas des femmes. Le tableau qui suit donne une idée de la distribution de la Population économique active (PEA) au Brésil, dans les vingt-cinq dernières années.

Tableau I

Personnes économiquement actives, âgées de 10 ans et plus, par secteur d'activité et par sexe, selon les recensements démographiques de 1970 et de 1980 et la Recherche Nationale par Echantillon de Domiciles (PNAD) de 1982)

Secteur d'activité	1970		1980		1982	
	H	F	H	F	H	F
Primaire	91,0 %	9,0 %	86,8 %	13,2 %	79,0 %	21,0 %
Secondaire	88,0 %	12,0 %	83,2 %	16,8 %	82,3 %	17,7 %
Tertiaire	62,0 %	38,0 %	57,0 %	43,0 %	53,6 %	46,4 %
Total	79,2 %	20,8 %	72,5 %	27,5 %	67,8 %	32,2 %

Selon les données ci-dessus, il y eut un fort accroissement de la participation féminine dans la force de travail brésilienne. La PEA féminine augmenta de 150,8 % entre 1970 et 1982, tandis que la PEA masculine ne crût que de 38,9 %. Dans le tertiaire, le nombre de femmes augmenta, dans la même période, de 147,5 %, tandis que l'effectif masculin augmentait de 73,4 %. Dans le secondaire, il y eut une extraordinaire augmentation de 208,4 % de la main-d'oeuvre féminine contre 99,7 % pour les hommes. Dans le primaire, le nombre de femmes actives augmenta de 132,7 %, contre un accroissement négatif, -5,4 %, pour les hommes.

Lorsqu'on emploie les données de la publication *Tabulaçoes Avançadas do Censo Agropecuario*, on obtient la proportion de 32,2 % de femmes par rapport au total des travailleurs occupés dans le secteur primaire, à savoir que cette proportion augmente d'environ 36,6 % en 1975, revenant ainsi au niveau antérieur de 32,4 % en 1980.

Le *Censo Agropecuario* de 1980, publié en 1984, dénombre 32,5 % de femmes dans les activités économiques du secteur primaire. Quand on prend les activités uniquement agricoles, le pourcentage de femmes monte à 33,7 %. En prenant les données de cette même publication, on arrive au tableau qui suit.

Tableau II

Personnel occupé dans les activités agricoles, par sexe et par condition dans l'occupation, selon le Recensement de l'Agriculture et de l'Elevage en 1980

Condition dans l'occupation	Hommes	Femmes
Responsable et membres non rémunérés de la famille	70,6 %	88,9 %
Métayers	2,8 %	1,6 %
Employés permanents	10,1 %	5,1 %
Employés temporaires	16,5 %	4,4 %
T O T A L	100,0 %	100,0 %

Source : Censo Agropecuario de 1980, IBGE, Rio de Janeiro, 1984.

Pratiquement 90 % des femmes qui travaillent dans l'agriculture le font au sein de la production familiale. Mais, il est probable que l'on ait une importante sous-évaluation des femmes salariées, en raison de deux facteurs : 1) l'emploi agricole devient de plus en plus saisonnier, à cause de la modernisation et de la spécialisation des cultures ; 2) le travail féminin devient de plus en plus occasionel. Bien que la législation brésilienne prévoie pour les travailleurs un contrat par récolte, ordinairement, la femme qui ne travaille que dans cette période précise n'est pas légalement embauchée, n'utilisant pas ainsi les avantages que la loi lui offre. En plus l'absence de registre d'embauche est présenté à la femme comme un avantage : en effet, le patron explique à la femme qu'elle n'aura pas le droit de s'absenter si elle a un contrat de travail signé. La femme craignant d'avoir besoin de rester chez elle de temps à autre pendant la période de la récolte afin de soigner un enfant malade ou pour effectuer une tâche quelconque liée à son rôle de reproductrice, elle imagine qu'en travaillant sans contrat, elle a plus de "liberté". Le travail de la femme ne reçoit donc dans ces conditions aucune protection légale. Ces découvertes empiriques ont été faites par Saffioti et Ferrante (1983), à travers une recherche sur 517 familles rurales du centre de l'Etat de Sao Paulo. Si le "travail au noir" de la femme rurale est une pratique commune dans l'Etat de Sao Paulo, il est évident qu'il est beaucoup plus fréquent dans les autres régions du pays.

Il est également probable que le nombre de femmes travaillant dans l'agriculture en tant que métayères ou main-d'oeuvre familiale non rémunérée ait été sous-estimé , car, surtout dans le deuxième cas, les femmes effectuent rarement une journée de travail complète.

Selon la PNAD de 1983, seulement 10,7 % des travailleurs ruraux ont un contrat de travail signé, dont 11,4 % d'hommes et seulement 6,3 % de femmes. C'est ainsi que l'écrasante majorité des travailleurs ruraux, et plus particulièrement les femmes, sont des travailleurs clandestins. Le travail de la femme dans le cadre de la production familiale représente la soumission au mari ou au père, la non distinction entre le lieu du domicile et le lieu de travail mais aussi une forme d'abondance, si c'est elle qui produit les aliments (lorsque le mari est salarié dans une autre propriété).

D'un autre côté, la loi elle-même contient une haute dose de misogynie. A l'homme revient le droit à la retraite quand il est âgé de 65 ans, indépendamment de son état civil. Pour la femme, le droit à la retraite n'existe que si elle renonce au mariage. Mariée, même si elle a travaillé pendant toute sa vie dans l'agriculture, elle est condamnée à partager avec son mari l'infime somme d'un demi-salaire minimum (Cr. $ 166.560,00 = US$ 50). Des conséquences encore plus négatives sont liées à la sécurité sociale puisqu'elle n'accorde qu'un demi-salaire minimum, et ceci seulement au travailleur rural âgé d'au moins 70 ans et sans contrat de travail signé par le patron. Aux femmes il est interdit de recevoir cette pension, qui cesse quand le bénéficiaire mâle meurt, condamnant ainsi sa compagne à la misère la plus extrême.

Bien que la législation brésilienne interdise une discrimination de salaire fondée sur le sexe, les femmes en général, quelle que soit la branche de leur activité économique, reçoivent moins d'argent que les hommes. On ne dispose pas de données pour l'ensemble du pays. Dans la région centrale de l'Etat de Sao Paulo, la plus développée du pays, les travailleuses rurales reçoivent des salaires mensuels qui représentent, en moyenne, entre 76,6 % et 85,7 % des salaires masculins (Saffioti et Ferrante - 1982 : 124). La situation décrite par M.I.S. Paulilo (1982) dans une région de l'Etat de Paraiba révèle qu'au Nord-Est la soumission des travailleurs et travailleuses ruraux au patron est pratiquement totale et que les salaires sont infimes. Comme l'homme, le plus souvent, reçoit moins que la moitié du salaire minimun accordé dans la région, la production des moyens de subsistance dans le "roçado" (petite parcelle de terre cédée par le patron pour la culture d'aliments) revient obligatoirement à la femme et aux enfants mineurs.

Verena Martinez-Alier (1975) et Saffioti et Ferrante (1983) décrivent les conditions pénibles de la vie des femmes qui habitent la banlieue et qui travaillent dans la zone rurale (boias-frias), le premier auteur ayant fait une enquête sur le phénomène dans la région de Campinas et les autres dans la région d'Araraquara ; ces deux villes étant situées dans l'Etat de Sao Paulo.

Ne disposant pas de données à propos des salaires féminins dans la zone rurale, on présente un tableau contenant les pourcentages d'hommes et de femmes qui travaillent dans les villes et à la campagne, par catégorie de revenu, afin de donner au lecteur une idée des différences de salaires entre les deux sexes.

Tableau III

Personnes économiquement actives âgées de 10 ans ou plus, selon le sexe et la classe de revenu mensuel dans tous les travaux - Brésil - 1982

Classes de revenu	Hommes	Femmes
Jusqu'à 1/2 salaire minimum	11,2 %	30,3 %
Plus de 1/2 à un salaire minimum	22,6 %	26,4 %
Plus de 1 à 2 salaires minima	29,0 %	24,0 %
Plus de 2 à 5 salaires minima	24,7 %	14,1 %
Plus de 5 à 10 salaires minima	7,8 %	4,0 %
Plus de 10 salaires minima	4,8 %	1,2 %

Source : Anuario Estatistico do Brasil, IBGE, Rio de Janeiro, 1983

On peut vérifier que les travailleuses les plus pauvres représentent presque le triple des travailleurs de la catégorie qui reçoit jusqu'à un demi salaire minimum. Les femmes apparaissent massivement dans les deux classes aux revenus les plus bas, et disparaissent rapidement des catégories de salaires les plus élevés.

Dans ces conditions le salariat ne réduit pas le poids du fardeau des travailleuses, surtout des travailleuses rurales, qui sont obligées presque toujours de faire deux journées de travail. Les progrès du capitalisme dans les zones rurales entraînent une diminution progressive des travailleurs dans le système de production familiale et un accroissement du nombre de salariés agricoles. Bien que ce mouvement touche plus fortement les hommes que les femmes, le nombre de femmes salariées croît rapidement en pourcentage, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau IV

PEA agricole du Brésil en 1970, 1976 et 1980, par régime de travail et par sexe

	1970	1976	1980
Ensemble	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Employés salariés	22,8 %	36,1 %	38,2 %
Force de travail familiale	77,2 %	63,9 %	61,8 %
FEMMES			
PEA	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Employées salariées	8,4 %	20,6 %	32,8 %
Force de travail familiale	91,6	79,4 %	67,2 %
HOMMES			
PEA	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Employées salariés	29,2 %	36,1 %	39,0 %
Force de travail familiale	70,8 %	63,9 %	61,0 %

Source : Censo Agricola pour 1970 et PNAD 1976, *apud* Singer, Paul Israel, *DOMINAÇAO E DESIGUALDADE*, Paz e Terra, Rio de Janeiro, 1981 : 36-37. Pour 1980 les calculs furent élaborés à partir du Censo Demografico de 1980 - Mao-de-Obra, IBGE, Rio de Janeiro, 1983.

Cette progression des femmes dans les activités agricoles salariées implique dans le contexte brésilien des conséquences négatives graves sur le régime alimentaire.

2. POLITIQUE ENERGETIQUE ET ALIMENTATION

L'Etat encourage les produits d'exportation et les succédanés de l'essence (à base de canne à sucre notamment), comme celui de l'alcool. Dès 1979 le gouvernement stimule fortement les exportations en fournissant des subsides au crédit rural et en favorisant les exportateurs

avec les mini dévalorisations du "cruzeiro" (monnaie brésilienne), ayant fixé pour 1985, une production de 10,7 milliards de litres d'alcool. En 1984, 9,6 milliards de litres d'alcool furent produits. Pour que l'objectif de 1985 soit atteint, il faudra planter de la canne à sucre dans trois millions d'hectares de terre environ.

La reconnaissance, de la part des autorités gouvernementales, de la détérioration, survenue dans les années 70, de la production alimentaire , les conduisit à définir l'agriculture, en 1979, comme un secteur de développement prioritaire. Mais il semble que la préoccupation des autorités ait résidé plutôt dans la nécessité d'augmenter les exportations, en vue de réduire la dette extérieure, de diminuer le rythme d'inflation et de trouver une solution à la crise énergétique. Le PROALCOOL (programme de développement de l'alcool carburant), qui eut une action discrète dès sa création en 1975 jusqu'en 1979 , commence, avec l'augmentation du prix du pétrole en 1979, à intervenir largement dans l'occupation des terres et dans la substitution de cultures alimentaires.

A cause des importantes augmentations de la production de canne à sucre nécessaires pour atteindre les objectifs de PROALCOOL, on peut estimer que ce programme impliquera en fait la non-production de 500 mille tonnes de haricot, de 1.500 mille tonnes de riz et de 1.500 mille tonnes de maïs. Ces quantités représentent, respectivement, 20 %; 17 % et 8 % des productions totales récentes de ces produits alimentaires (Homem de Melo - 1980).

"Pour la valeur de l'investissement nécessaire à la production d'un tonneau-équivalent-jour, les renseignements suivants peuvent être donnés (prix de 1981) : le charbon minéral, US$ 5.000 ; la conservation dans le secteur industriel, US$ 15.000 ; le pétrole national, US$ 25.000 ; l'hydro-électricité, US$ 31.000 ; le xyste, US$ 35.000-40.000 et l'alcool de canne à sucre, US$ 50.000-60.000" (Homem de Melo - 1983). L'alternative alcool est donc la plus chère. En ce qui concerne l'exportation, l'alcool comme substitut de l'essence n'est pas du tout viable, dans la mesure où un tonneau de pétrole arabe coûte aux Etats-Unis US$ 33, tandis que l'équivalent en alcool coûterait au moins US$ 80. Le charbon minéral et végétal serait une option moins chère et plus efficace si elle était suivie d'une politique d'expansion du secteur des transports urbains et des transports de longue distance, ce qui créerait des emplois permanents, à la différence de PROALCOOL, qui ne crée

que des emplois temporaires. D'autre part cette option n'entrerait pas en compétition avec la production d'aliments. Enfin, cette option aurait un impact positif sur la distribution du revenu, tandis que l'alcool aggrave le problème de la distribution du revenu, déjà extraordinairement inégale, puisqu'il constitue un succédané à l'essence pour des voitures, possédées par seulement 18 % des brésiliens. L'alcool est donc une solution élitiste accordant des privilèges aux personnes placées dans les catégories des revenus les plus hauts, au détriment de ceux qui dépendent des transports collectifs qui fonctionnent comme les camions de marchandises à l'huile diesel.

Pour que le Brésil puisse répondre d'une manière satisfaisante à ses trois objectifs : plus grande production d'aliments, plus grande production agricole destinée à l'exportation et développement de succédané pour le pétrole, il aurait dû doubler annuellement entre 1980 et 1985, le taux d'accroissement de son aire cultivée, c'est-à-dire, passer de 3,5 % à 6,5 %. Déjà en 1982 ceci semblait très improbable, puisque le taux d'accroissement de l'aire destinée à la production de 15 produits (de consommation domestique, exportables et de la canne à sucre pour l'alcool) fut de 1,27 % en 1979, de 4,21 % en 1980, de 1,11 % en 1981 et de 3,48 % en 1982.

L'utilisation croissante de terres de bonne qualité pour la canne à sucre provoque les conséquences suivantes : appauvrissement des sols et moins grande production d'aliments.La région de Ribeirao Preto par exemple, couverte de canne à sucre, possède les terres les plus riches de l'Etat de Sao Paulo qui, à lui seul, produit plus de canne à sucre que la région du Nord-Est tout entière. Aux perspectives de désertification des aires cultivées en canne à sucre, on doit ajouter deux autres facteurs négatifs du PROALCOOL : le déséquilibre de l'éco-système et la pollution provoquée par le brûlage de la canne à sucre avant la coupe, procédé adopté afin d'économiser de la main-d'oeuvre.

Les produits d'exportation étant la priorité numéro un de la politique, le crédit rural est accordé sur une plus grande échelle à la culture de ces produits qu'aux cultures vivrières. Le crédit rural a également privilégié de façon excessive la mécanisation de l'agriculture (Amaral, Barros et Amaral - 1983). Cette politique de stimulation des exportations par le crédit rural se fait à un coût social extrêmement élevé. Cette question pourra être mieux observée à travers le tableau sui suit.

Tableau V

Brésil : accroissement réel de l'agriculture et taux d'intérêt du crédit rural - 1970-1980

ANO	Accroissement réel (%)			Taux réel d'intérêt de l'agriculture (% a.a.)
	Labours	Labours sans café	Agriculture et élevage en général	
1970	0,7	4,8	1,0	-5,2
1971	14,8	4,2	11,4	-5,4
1972	4,0	4,0	4,1	-3,2
1973	3,2	7,6	3,5	-1,0
1974	12,4	7,7	8,5	-14,5
1975	-2,0	2,0	3,4	-13,4
1976	0,4	9,7	4,2	-26,9
1977	11,7	7,0	9,6	-27,1
1978	-7,0	-9,8	-1,7	-22,8
1979	6,9	7,2	3,2	-37,0
1980	9,3	12,5	6,8	-69,2

Sources : Col. (1) à (3) - Centro de Estudos Agricolas (CEA/IBRE-FVG); Col. (4) et (5) A. Magalhes de Brito *et al.* (mimeo.) et Banco Central ; *Apud* Miranda Neto, Manoel José de, *OS LUCROS DA FOME* Editora Achiamé, Rio de Janeiro, 1982 : 170.

En 1984, le Brésil exporta pour US$ 2,8 milliards de café, US$ 2,5 milliards de soja et US$ 1,4 milliard de jus d'orange. Actuellement il y a une véritable fièvre pour la plantation d'orangeraies grâce aux perspectives d'accroissement d'exportation de ce fruit et de son jus dues aux maladies qui ont atteint les orangeraies de l'Etat de Floride, Etats-Unis. En conséquence de la politique d'appui aux exportations, le prix de la caisse d'oranges sur le marché intérieur, en 1984, a augmenté de 400 %, nouvel indicateur du prix social de cette politique.

Les conséquences des politiques d'exportation et de substitution du pétrole par l'alcool sont extrêmement négatives pour l'alimentation

du peuple brésilien. Kageyama et Graziano da Silva (1983 : 553) présentent des données sur la production et sur les prix des calories de cinq produits agricoles de base au Brésil, pour les années 70. En prenant 1970 comme l'année-base (1970 = 100), la production de calories a diminué en 1983, pendant que les prix réels montèrent à 180 dans la même période. La disponibilité intérieure de grammes de protéine par habitant/jour tomba de 13,56 en 1965 à 10,79 en 1979, dans le cas du riz, de 17,10 à 10,93, dans le cas du haricot, de 4,16 à 2,88, dans le cas du manioc. En tenant compte de ces trois produits mais aussi du maïs et de la pomme de terre, la disponibilité intérieure de grammes de protéine par habitant/jour est tombée de 41,15 en 1965, à 30,52 en 1979 (Homem de Melo - 1982 : 355).

Dans une communication présentée à la "Rencontre des Economistes", qui s'est tenue récemment à l'Université de Sao Paulo, R. Hoffmann montra que 21,9 % des familles brésiliennes, c'est-à-dire, 5,8 millions de familles étaient, en 1980, en-dessous de la ligne de pauvreté, correspondant au niveau d'un salaire minimum, selon les chiffres d'août 1980. Comme il y a eu, dans ces dernières années, une perte dramatique du pouvoir d'achat du salaire minimum, la situation est actuellement bien pire. En effet, Hoffmann montra que, en 1983, la proportion de familles considérées comme pauvres selon ce critère s'éleva à 26,5 %.

Dans un travail qu'elle est en train de finir, la sociologue Ana Maria Medeiros Pelicano, du IPEA/PLAN, montre que 86 millions de Brésiliens sont mal nourris. En estimant que la population brésilienne est aujourd'hui de 135 millions environ (123 millions en 1980, avec une augmentation annuelle de 2,3 %-2,4 %), les pauvres brésiliens représentent deux tiers (63,7 %) de la population totale (*Folha de S. Paulo*, 23/12/84 : 36).

Quelques-unes des données fournies ici expliquent le bas niveau de vie d'une très grande partie de la population brésilienne, dont la santé est précaire à cause de la mal-nutrition. Selon la SECRETARIA DA SAUDE, de janvier à octobre 1984, dans un groupe de mille enfants nés vivants dans la région métropolitaine de Sao Paulo, 53 moururent avant la fin de leur première année. En 1983, dans les mêmes mois, la moyenne fut de 47 enfants morts sur mille enfants nés vivants.

CONCLUSIONS

Du point de vue social, les conséquences de la politique de modernisation de l'agriculture brésilienne furent :

- un déclin dans la disponibilité "per capita" d'aliments, qui s'accompagna d'une forte élévation des prix pour le consommateur urbain ;
- une augmentation brutale de l'emploi saisonnier dans l'agriculture, provoquant un développement du chômage et/ou du sous-emploi ;
- une substitution du travail familial par le travail salarié, avec un fort accroissement du nombre de travailleurs temporaires non-domiciliés dans la zone rurale, c'est-à-dire, les "boias-frias", qui habitent la banlieue des villes, moyennes et petites ;
- un changement significatif dans la composition du produit agricole à cause du rythme accéléré d'accroissement des cultures modernes exportables et des matières premières industrielles, avec un déclin remarquable de la production d'aliments.

BIBLIOGRAPHIE

AMARAL, C.M., BARROS, G.S.C. et AMARAL, V.B. (1983). "Pressoes de Demanda Sobre e Agricultura Brasileira", in *Estudos Econômicos*, Vol. 13, N° 2. IPE-USP.

HOFFMANN, R. (1983). "Distribuiçao da renda no Brasil, em 1980, por unidades da Federaçao", in *Revista de Economia Politica*, Vol. 3, N° 1, janv.-março.

HOMEM DE MELO, F. (1980). "A agricultura dos anos 80 : perspectivas e conflitos entre objetivos de politica", in *Estudos Econômicos*, Vol. 10, N° 2. IPE-USP.

—— (1983). "Agricultura, energia e recessao econômica", in *Revista de Economia Politica*, Vol. 3, N° 2, abril-Junho.

KAGEYAMA, A.A. et GRAZIANO DA SILVA, J. (1983). "Resultados da Modernizaçao Agricola dos Anos 70", in *Estudos Econômicos*, Vol. 13, N° 3. IPE-USP.

MARTINEZ-ALIER, V. (1975). "As mulheres do caminhao de turma", in *Debate & Critica*, N° 5, março.

PAULILO, M.I.S. (1982). "A Mulher e a Terra no Brejo Paraibano", in *Trabalhadoras do Brasil*, Editora Brasiliense, Sao Paulo.

SAFFIOTI, H.I.B. et FERRANTE, V.L.S.B. (1982). "Familias Rurais no Estado de Sao Paulo : Algumas Dimensoes da Vida Feminina", in *Trabalhadoras do Brasil*, Edutora Brasiliense, Sao Paulo.

——— (1983). *O Fardo das Trabalhadoras Rurais*, 392 p., mimeo.

Cette communication a été réduite par le Comité de publication. On peut se procurer la version complète auprès de l'auteur.

RÉSUMÉ

A cause du modèle de modernisation de l'agriculture brésilienne, l'emploi devient de plus en plus saisonnier particulièrement pour les femmes. Généralement, les femmes travaillent au noir, parce que les patrons refusent de leur donner une carte de travail.

D'un autre côté, la loi elle-même contient une haute dose de misogynie. A l'homme revient le droit de retraite quand il est âgé de 65 ans, indépendamment de son état civil. Pour la femme le droit à la retraite n'existe que si elle renonce au mariage. Mariée, même si elle a travaillé 50 ans dans l'agriculture, elle est condamnée à partager avec son mari l'infime somme d'un demi-salaire minimum. Enfin l'aide de la sécurité sociale, sous forme d'une pension vieillesse n'est pas accordée aux femmes.

ABSTRACT

The modernization pattern of the Brazilian agriculture makes employment increasingly seasonal in nature. Women generally do moonlight work because employers refuse to grant them work permits.

Furthermore, the legislation itself shows considerable misogyny : at the age of 65, men are entitled to retirement, whatever their civil status. But women can secure such an entitlement only if they give up marriage. A married woman must share with her husband the ridiculous amount of half a minimum wage, even if she has spent 50 years working in agriculture. Lastly, the assistance of social security, in the form of an old-age pension, is not granted to women.

TOWARDS AN ANALYTICAL FRAMEWORK : WOMEN, FOOD SELF-SUFFICIENCY AND FOOD STRATEGIES

Winnie WEEKES-VAGLIANI

The subject of women, food self-sufficiency and food strategies is not new, but it seems that what happens in most cases is that only lip service is being paid, at most one or two paragraphs have been dedicated to it in numerous documents over the last decade (1). The essential contribution that women make includes the production and processing of staple food crops and responsibility often for their sale, storage and preservation. Although it is both generally accepted and recognised that some degree of food self-sufficiency is advisable and that women play pivotal roles in any strategy for food self-sufficiency in Africa, Asia and Latin America, it is not clear how women fit into national food strategies.

The main purpose of this paper, therefore, is to raise ideas for examination which will provide an informed understanding of how what women do on the micro level is related to the macro food policy level.

In the first section of this paper the issues to be addressed will be briefly presented. Following that, the basic assumptions for research on this subject will be presented ; and the variables and the data required for an examination of the main problems and issues will then be considered.

---

(1) See for example : World Food Council, *National Food Strategies, to Eradicate Hunger*, UN 1982 and 10th Ministerial Meeting of WFC, Preliminary Conclusions and Recommendations, June 1984, Addis Abeba.

1. ISSUES

Decisions taken by producers as to what, how and for whom to produce vary according to preferences which are not only related to food provisioning.

One issue relates to the question of *how* production is increased. This is an issue raised by Mellor and Johnston (1) who emphasise the importance of increasing *productivity* as part of the growth of output. For our purposes, it is even more important to ask *by whom* ? will production be increased, by men or women ? This raises the possibility that men and women producers may have goals conflicting with each other and with those of governments in regard to the cultivation of given crops. For example, governments may want a surplus in given staples such as wheat, maize or rice to be produced for urban consumers who are politically more articulate and powerful than the rural producers. Moreover, women are often not engaged in the production of the crops the government has earmarked for food self-sufficiency or may not give priority to the latter for various reasons. It becomes important, therefore, to consider in concrete cases the implications of the fact that women are not usually cultivating "self sufficiency" crops.

Another issue is the need for more research focussed on the household and farm division of labour and how all family members are affected by the type of production unit in which they live. There is still little understanding of how the household level and the women in them are related in practice to national strategies for food self-sufficiency. Furthermore what is known about farming systems must be articulated to include women in the analysis as we shall illustrate below.

---

(1) J.W. Mellor and B.F. Johnston, "The World Food Equation : Interrelations Among Development, Employment, and Food Consumption" in *Journal of Economic Literature*, Vol. XXII, (June 1984) : 531-574.

2. UNDERLYING ASSUMPTIONS AND VARIABLES TO BE EXAMINED

A balanced appraisal of a food policy for self-reliance (1) would include expertise from several disciplines : economics, nutrition, sociology, anthropology and ecology.

A food systems approach is essential to an understanding of how food problems are linked to economic structure and varying internal and external forces (2).

2.1. Variables - some explanations

Ruth B. Dixon (3) has examined selected features of rural economies such as the size of landholdings and their distribution, the market orientation of agricultural production and the relative attractiveness of urban opportunities and the sex composition of the agricultural labour force. Her analysis shows that each of these variables have a sex-specific effect on the farm labour force.

For instance, ILO estimates for sub-Saharan Africa show that it has the highest proportion of females in the agricultural labour force as compared to other regions ; it is 39 per cent in Africa, 28 per cent in Asia, 18 per cent in the Middle East and 11 per cent in Latin America (4).

Furthermore, where smallholder agriculture engaged in subsistence production or production for local markets is prevalent, the proportion of women in the agricultural labour force is highest. Male outmigration to towns and cities in regions with low levels or urbanisation reinfor-

---

(1) See Duncan Miller, "Food Self-Sufficiency : Preliminary Reflections on Concepts and Measurements, Working Paper, CD/R(79)1103. The wider concept of self-reliance is implied when the term self-sufficiency includes the notion of decreased dependence on outside sources.

(2) Hartmut Schneider - *Meeting food requirement in a context of change*, forthcoming OECD Development Centre publication.

(3) Ruth B. Dixon, "Land, Labour and the Sex Composition of the Agricultural Land Force : An International Comparison", in *Development and Change*, (Sage, London, Beverly Hills and New Delhi), Vol. 14 (1983) : 347-372.

(4) Janice Jiggins, Rhetoric and Reality : Where Do Women in Agricultural Development Projects Stand Today ? Part 1. Women in Agricultural Development : The World Bank's View in *Agricultural Administration* 15(1984) : 157-175.

ces the pattern of high female labour force participation in agriculture (1).

The key variables for examination of women's participation as illustrated above are : smallholder agriculture with production for local markets and male outmigration. The crop cultivated is another important variable. An examination of data in regard to the crops designated for self-sufficiency by governments (2) as compared to the crops cultivated by women is essential ; they are most often not the same. In other words, if production targets for self-sufficiency are not related to the crops women cultivate, then their contribution to food strategies is masked or taken for granted, and yet may not be forthcoming. There is evidence that the food crops produced by women provide a kind of "safety net" for the farm family significantly influencing the amount of risk male farmers are willing to incur in the production of other crops (3).

The multiplicity of women's roles and competing demands made on their time makes studies of women's time allocation including the seasonality aspect an essential component in any food equation (4).

For instance, since cassava can grow also in depleted soils, it is often planted at the end of the rotation cycle in Africa (5). (Cassava has also replaced yams in some areas of West Africa where male outmigration is heavy since its cultivation needs less land preparation). This means that the characteristics of the crop have to be investigated. Another characteristic of this crop is its perishability after harvesting (it keeps well in the ground). Therefore, processing technology

---

(1) Ruth B. Dixon, *op. cit.* : 364-365.
(2) See Duncan Miller, *op. cit.* What is usually meant by food self-sufficiency is not complete autarky, i.e. 100 % self-sufficiency ; normally what is implied is self-provisioning in one or more of the major staples at the national, regional or household level.
(3) Susan C. Rogers, Social Sciences Analysis, preliminary report of USAID Mission to Mali, 1983.
(4) Cf. J.W. Mellor and B.F. Johnston, *op. cit.* : 534.
(5) Jane I. Guyer, "The World Bank's Prescriptions for Rural Africa : Accelerated Development in Sub-Saharan Africa (The Berg Report) Washington, DC 1981, "Women's Work and Production Systems : A review of Two Reports on an Agricultural Crisis" in *Review of African Political Economy*, reviews : 188.

would have to be developed to cope with any increased output in this crop (1). Storage becomes problematic otherwise.

Since food strategies are also concerned with agricultural exports the fact that some roots, tubers and other crops produced by women are not competitive on international markets and indeed are not even exportable, is of relevance. However, for Africa at least, they are important components of national diets in many countries, which will continue to be so for a number of decades (2). Furthermore, the resilience and "root retention" of African populations for their traditional foods may conflict with the government's objectives for a "self-sufficiency crop" as in the case of Nigeria. The planting of wheat was delayed by farmers in the Kano River Scheme because *their* food (sorghum) comes first (3). This could also be said for the cultivation of yams in regard to certain ethnic groups such as the Baoulé in the Ivory Coast (4).

Peasant producers may not only decide that *their* foods come first but that producing a surplus is not worthwhile in terms of prices, lack of production supports and indebtedness. This is clearly a frequently occurring phenomenon, see for instance reports from Mexico (5).

Another variable is the socio-cultural context in which the constellation of these factors operate. The same ecological and economic patterns and variables might give rise to different policy implications if the socio-cultural environment is different (6).

2.2. Elements of a conceptual and sample framework for comparative research

A first step in constructing a sample of countries or regions within them would be to identify areas where the cluster or constellation of the key variables mentioned above could be related to different

---

(1) *Ibid.* : 189.
(2) W. Weekes-Vagliani, Actors and Institutions in the Food Chain : The Case of the Ivory Coast, Forthcoming Development Centre Paper.
(3) Gavin Williams, "The World Bank and Nigeria's Green Revolution" in *Review of African Political Economy*, review : 193.
(4) W. Weekes-Vagliani, *op. cit.* (Ivory Coast).
(5) A. Schejtman, "Economia Campesina : Logica Interna, Articulacion y Persistencia" in *Revista de la CEPAL*, n° 11, August, 1980.
(6) W. Weekes-Vagliani, Actors and Institutions in the Food Chain : The Case of Peru, forthcoming Development Centre Paper.

degrees of self-sufficiency. The analysis in research of this kind should identify the characteristics of the actors in relation to the crops they are producing and how they relate to national food policies. For example, Thailand which is self-sufficient in rice could be compared to Mexico whose stated goals are self-sufficiency in maize and beans in central and southern Mexico (1) or a Sahelian country such as Upper Volta which has not achieved its objectives of self-sufficiency. For specific regions in these countries, a preliminary examination would "plot" the key variables on a chart or axis (2). Since, for instance, in Mexico the crisis in food production is on rainfed land in the centre and south where smallholders cultivating maize and beans predominate, research should focus on the distribution and size of agricultural holdings, the intra-household sexual division of labour, migration patterns etc. to find out how women fit into food strategies for self-sufficiency.

Based on this "objective data" (ecological area, crops cultivated, migration patterns, type of holding, intra-household division of labour, etc.) a series of hypotheses could be developed with these specific populations in mind. Perhaps the best way to start would be to examine specific food and agricultural projects while they are being designed or just before implementation. For this, much of the type of data mentioned above is available. Work at the project level would fill the gap in our knowledge in regard to a number of questions ; crops cultivated by women with what complementarity with men , women's time allocation and seasonal patterns, what are their needs : financial, technological, access to income etc. and how these needs are currently being met (3). These initial forays would provide clues and information as to how this micro picture might add up on a larger scale and the implications for planners.

---

(1) SAM (Sistema Alimentario Mexicano) "Notas Analiticas y Lineamientos Metodologicos para el Proyecto Sistema Alimentario Mexicano" Working Document, Oficina de Asesores del C. Presidente, Mexico, August 1979.

(2) See W. Weekes-Vagliani, *Women in Development : At the Right Time for the Right Reasons*, OECD Development Centre, Paris, 1980, methodological section on multidimensional scaling exercice for the Malaysian case study.

(3) Cf. Janice Jiggins, *op. cit.* part 2 - "Women in Agricultural Development : Some Project, Programme and Policy Issues" : 223-237.

2.3. Policy Implications and these variables

These is repeated reference in the literature to the importance of smallholders (one of our key variables in regard to women) for agricultural production. In fact, the most recent reference advocates an emphasis on a "unimodal" (1) pattern of agricultural development on smallholdings rather than a dualistic pattern of cultivation. This is advised because agriculture is the most important potential source of income and employment in low-income countries. Increases in productivity must be envisaged which employ the labour which is abundant in most low-income countries. Therefore, emphasis must be placed on gradually increasing the productivity of small farmers. The technological and other innovations to bring this about should be adapted to these labour abundant populations rather than emphasizing capital which is usually scarce.

The food systems approach suggested at the beginning of this paper, is also a way of linking nutritional need with access to resources to satisfy that need. This focus is more helpful than the welfare oriented approach too often associated with women (2).

In other words, it is no longer enough to state that women have pivotal roles in any food strategy, we have to find out what these are in the larger perspective. With an examination of data and an analysis of how the key variables interact we can acquire an informed understanding of how women can and do tip the balance in the food equation. It is only with knowledge of this kind that a consistent set of measures can be designed whose implementation will enhance the role of women in food systems in a number of settings.

Research of this kind can spell out the implications for governments in terms of the economic costs of unsuccessful food strategies for food self-sufficiency. Without further research women may continue to remain "invisible" for planners with the accompanying negative consequences for the outcome of food strategies.

---

(1) J.W. Mellor and B.F. Johnston, *op. cit.* : 533.
(2) Cf. *Ibid.* and W. Weekes-Vagliani, "The Integration of Women in Development Projects", CD/R(83)16 (1st Rev.) distributed April 1984 (Restricted).

Advocacy certainly has a role to play, but it must not stop at pure rhetoric and continued neglect, we must begin to examine the available data (1). Countries do operate under constraints, they do need foreign exchange from agricultural exports, but the pitfalls of taking food production by women for granted must be made evident with careful examination and analysis of concrete situations.

(1) Jane I. Guyer, *op. cit.* This author makes the point that both IBRD 1981 and USDA 1981 reports neglect the subject of women and the issues concerning them almost completely : 187.

ABSTRACT

The main purpose of this paper is to put forward ideas for examination, which will provide a sound understanding of how women's micro-level activities are related to the macro food policy level. Then, the author presents some basic assumptions for research on this subject, and the variables and the data required for an examination of the main problems and issues.

RÉSUMÉ

L'objectif essentiel de cet exposé consiste à proposer quelques idées à soumettre à la réflexion, afin de parvenir à mieux comprendre le rapport entre les activités micro-économiques des femmes et le niveau des politiques macro-alimentaires. L'auteur énonce ensuite certaines hypothèses de base pour une recherche en ce domaine, ainsi que les variables et les données nécessaires à l'examen des principaux problèmes envisagés.

CHAPITRE 4

LE DEDANS ET LE DEHORS : FEMMES ET SOCIÉTÉS

DÉVELOPPEMENT, ÉMIGRATION MASCULINE ET TRAVAIL FÉMININ. LE CAS DES FEMMES TOUCOULEUR DE LA RÉGION DU DAMGA (moyenne vallée du Sénégal)

Michèle FIELOUX

L'objet de cet article est d'analyser la transformation du rôle des femmes dans l'organisation du travail, compte tenu des effets de l'émigration masculine dans un premier temps et des effets conjugués de cette émigration et du développement agricole, dans une région très fortement touchée par la sécheresse.

L'émigration, qui a pris son essor dans les années 20-25, a progressivement modifié la situation socio-économique des femmes. Dans un premier temps, cette émigration, principalement saisonnière et interne au Sénégal, n'a pas provoqué de répercussions importantes sur la division sexuelle du travail. En l'absence des hommes, les femmes ont continué à exercer leurs propres activités, qu'elles soient agricoles ou autres. Du fait de la structure sociale, comportant une forte hiérarchie entre une dizaine de castes, les femmes acquièrent, dès leur naissance, un statut particulier, auquel sont associés des savoir-faire, des modes de comportement, des activités professionnelles, et qui détermine en particulier leur marge d'autonomie individuelle. Seuls l'agriculture et l'élevage n'entrent pas dans le domaine des activités "castées". Les femmes pouvaient posséder leurs propres champs sur les hautes terres (*dieri*) non-inondées par les crues (soit qu'elles les aient défrichés, reçus en héritage, loués ou empruntés). Elles y cultivaient des produits différents de ceux que les hommes cultivaient, sans l'aide des femmes, sur leur propres champs : coton, riz, tabac, indigo, condiments pour les femmes ; céréales (mil-maïs) pour les hommes. En effet, la division sexuelle du travail agricole reposait sur une différenciation des terrains de cultures, des systèmes d'entraide, des pro-

ductions, des modes d'utilisation des revenus. Comme le dit une femme âgée : "elles habillaient les gens de la maison, apportaient, grâce au troc, certaines denrées alimentaires (poissons, arachide, lait...), tandis que les hommes remplissaient les greniers". En plus de leur travail agricole et domestique (soit 4 à 5 heures par jour dans une famille de 10 personnes), les femmes exerçaient les activités correspondant à leurs castes : potière, griot, coiffeuse, commerçante, domestique, exciseuse... Les sources de revenus féminins étaient donc tributaires de la hiérarchie sociale : une noble ne pouvait être coiffeuse, métier exercé par les femmes des groupes d'artisans. Par ailleurs, le temps requis par l'une ou l'autre de ces activités pesait sur le temps consacré au travail agricole : les potières, ou les femmes-griots, par exemple, n'avaient guère de temps pour cultiver.

Des facteurs externes, tels la disparition de certains circuits commerciaux (coton), et l'importation de produits manufacturés de consommation courante (tissus, ustensiles de cuisine, fil de coton ...) ont peu à peu changé à partir de 1940-50 le rôle économique des femmes. En tant qu'agricultrices, elles ont dû abandonner, faute de débouchés, la culture du coton, qui était leur principale source de revenus monétaires, et le produit de troc utilisé dans les échanges avec les tisserands (x quenouilles de coton filé = x bandes de coton tissé), et avec les pêcheurs (coton filé contre poissons, huile de poisson, seul produit oléagineux utilisé alors). De même, les activités non agricoles ont cessé d'être des sources de revenus, exception faite pour les femmes-griots, encore sollicitées à l'occasion des baptêmes, des mariages, des retours de migrants..., et capables d'assurer leur indépendance économique.

La détérioration progressive du statut économique des femmes s'est aggravée avec la modification des conditions de la migration masculine, qui est devenue essentiellement une émigration de longue durée et lointaine (Afrique, puis France). Cette aggravation s'est manifestée par un déplacement de la main-d'oeuvre féminine sur le terroir villageois. Le flux migratoire des hommes vers l'étranger s'est accompagné d'un flux inverse des femmes vers les champs masculins, où elles vont devenir, pour une part grandissante de leur temps, des collaboratrices bénévoles, assurant, de fait, la survie des unités familiales, structurellement menacées par le manque de main-d'oeuvre masculine.

En 1979-80 (1), cette émigration prenant de plus en plus d'ampleur (42 à 47 % des actifs sont absents), les femmes vont se trouver confrontées à une situation particulière : c'est ainsi que 70 % des migrants mariés, dont certains à deux ou trois femmes, partent seuls, chargeant un parent (père ou frère) de les remplacer et d'intervenir dans les décisions à prendre au niveau du travail agricole, de l'entretien de la maison, de l'utilisation des revenus migratoires... En effet, le départ des femmes, le plus souvent contrôlé par les aînés de la famille, est perçu comme une diminution des revenus migratoires. On considère que le coût de leur voyage, et de leur entretien, se répercutera sur le montant des revenus destinés au village. En conséquence, la composition du groupe des actifs résidant au village est à prédominance féminine : 3 actifs sur 5 sont des femmes dans une unité de production (*foyré*). Les hommes de 20 à 40 ans n'y ont guère leur place. De leur propre initiative , ou sous la pression du groupe familial, ils sont amenés à rechercher en dehors du village des sources de revenus monétaires, dont la partie transférée au village représente environ 35 à 40 % des revenus annuels d'une famille. Ces revenus ont divers usages : réfection de la Mosquée, construction d'une maison moderne, mais aussi, et surtout, achat de produits alimentaires, produits importés (huile, sucre...), et denrées locales (riz, mil...) produites en quantités insuffisantes pour assurer l'auto-suffisance alimentaire d'une famille. C'est ainsi que 76,5 % des dépenses sont consacrées à l'achat de produits de subsistance. Les différences observées au niveau de la consommation alimentaire dans les unités de production sont, d'ailleurs, étroitement liées au montant de leurs revenus migratoires. Dans une famille ayant des revenus mensuels de 14 à 15.000 F.CFA, et n'obtenant pas de revenus de la migration, un homme, ou une femme, consomme, en moyenne, trois fois moins d'huile d'arachide, douze fois moins de pain, quinze fois moins de sucre, cinq fois moins de poissons séchés ou frais, que dans une famille bénéficiant, grâce à l'un des leurs en migration, de revenus mensuels de l'ordre de 60.000 F.CFA.

Le rôle économique des femmes devient de plus en plus tributaire des relations que celles-ci entretiennent avec les migrants de leur fa-

(1) l'année de cette enquête socio-économique menée dans le village de Bow, et dont nous présentons, ici, certains des résultats.

mille. Sont-elles des épouses ou des parentes ? Bénéficient-elles ou non d'une aide matérielle ? De quel ordre ? De fait, en fonction de leur âge, les femmes se situent soit dans le groupe des épouses de migrant, soit dans celui de leurs parentes. Cette distinction en recouvre une autre : les premières ont toujours été confrontées aux effets de la transformation sociale et économique, tandis que leurs aînées ont connu une relative indépendance économique et un univers villageois et familial plus marqué qu'il ne l'est par la complémentarité des sexes. Les activités économiques de ces deux groupes de femmes sont d'ailleurs différentes. Elles partagent, cependant, deux types d'activités : le travail domestique d'une part et d'autre part, le travail agricole sur les nouveaux champs masculins que sont les périmètres irrigués. A ces deux niveaux - "reproduction sociale" et "place des femmes dans le développement" - il existe une certaine homogénéisation du statut féminin. En dehors de ces activités, les femmes ont des conditions de vie et de travail assez différenciées qui tiennent à leur origine sociale et à l'émigration, introduisant une autre dimension dans la stratification sociale. C'est ainsi qu'on relève deux grandes tendances dans leur rôle économique : les femmes, dont les revenus dépendent exclusivement de leur travail, multiplient leurs activités, aussi faiblement rémunérées soient-elles, quittes à effectuer les travaux qui sont impropres à leurs castes : des nobles, par exemple, se louent comme manoeuvres sur les chantiers de construction des maisons modernes appartenant aux migrants. C'est également dans ce groupe d'aînées que l'on rencontre des cultivatrices de champs féminins, des commerçantes de produits de cueillette, de plats cuisinés, de produits alimentaires importés (sucre, thé...). Par contre, le niveau d'activités économiques des "épouses de migrants" est plus restreint. Elles effectuent, le plus souvent, le strict nécessaire, espérant toujours plus que ce qu'elles recevront de leur mari, installées dans une situation de dépendance économique, conçue comme une compensation morale devant la vie souvent pénible qu'elles mènent auprès de leurs beaux-parents. Il est assez fréquent que des femmes de 24-25 ans, mariées depuis une dizaine d'années, n'aient vécu que 6 à 12 mois de réelle vie conjugale ! D'ailleurs, l'émigration masculine est presque vue comme une sorte de fatalité, à laquelle elles peuvent à nouveau être confrontées, si elles demandent le divorce - comme cela arrive de plus en plus souvent - pour absence de soutien matériel, de nouvelles ou de visites de leur conjoint. Face à cette situation,

les femmes seules (divorcées, veuves, répudiées) de plus de 25-30 ans hésitent maintenant à se remarier, sachant qu'elles risquent de retrouver ce même statut équivoque "d'épouses de migrants". Il se constitue donc un nouveau groupe de villageoises : les célibataires chefs de famille. Les filles en âge de se marier (13-15 ans) commencent également à remettre en question les règles du mariage, allant jusqu'à refuser des prétendants, retardant ainsi le moment où elles se retrouveront seules chez leurs beaux-parents...

En une soixantaine d'années, soit trois générations de femmes actives, la transformation du rôle des femmes s'est traduite par une dévalorisation de leur statut, ce qu'exprime la réflexion d'une femme âgée voyant entrer dans sa cour une jeune épouse de migrant, joliment vêtue et parée de bijoux : "c'est triste de voir cela ! Elle semble tout avoir, mais elle n'a rien. Son mari a le droit de tout lui reprendre... De mon temps, les femmes s'achetaient ce dont elles avaient besoin. Tout ce qu'elles avaient était à elles. D'ailleurs, les femmes étaient mieux "considérées" que maintenant, même si les hommes les commandaient tout autant...". En effet, les femmes, grâce à leur travail, pouvaient acquérir des biens de femmes - vêtements, bijoux, petit bétail ... - dont elles dotaient leurs filles avant leur mariage ; car, "la seconde vaudra la première", dit le proverbe toucouleur, considérant que les qualités propres d'une femme (travailleuse, économe, éducatrice...) s'expriment par ce processus d'accumulation et de transmission des biens féminins : "au Fouta, une fille en haillons, et sans boucles d'oreilles, montre qui était sa mère". Actuellement, l'appauvrissement des femmes est tel qu'elles deviennent de plus en plus dépendantes des sources de revenus masculins. A leur mari en migration de les bien vêtir...

La situation des femmes en était à peu près à ce point quand les responsables du projet d'aménagement de la Moyenne Vallée du Sénégal sont intervenus pour la construction des premiers périmètres irrigués dans les villages situés le long du fleuve Sénégal, au sud de Matam.

Depuis 1974, l'activité économique dans ces villages est en effet en pleine transformation. En réponse aux conséquences de la sécheresse qui sévit dans cette région depuis 1972, les paysans ont aménagé, en travaux manuels, des petits périmètres irrigués de 16 à 20 ha. Ils sont cultivés en riz pendant l'hivernage, et en divers autres produits

(maïs-niebe, notamment) en contre-saison. En 1978/79, il n'existait dans les villages de l'enquête qu'un seul périmètre mis en culture, la construction du second étant en voie d'achèvement. La production agricole, en culture irriguée, a fourni l'essentiel des produits de subsistance : déduction faite du coût des intrants (gas-oil, engrais, pompiste, prestations diverses) représentant environ 30 % de la production, les récoltes en riz et autres céréales sur le premier périmètre ont permis 4 à 6 mois d'auto-suffisance alimentaire. Les cultures irriguées ne peuvent devenir, pour une part, des cultures de rente, qu'après la mise en exploitation du troisième périmètre. Par ailleurs, en raison des très mauvaises conditions climatiques, faible hauteur de la crue, répartition défavorable des pluies pendant l'hivernage, les récoltes sur les champs traditionnels du *oualo* (terre cultivée sur décrue) et du *dieri* (terre haute, non atteinte par la crue, cultivée en culture pluviale) ont été quasiment inexistantes. De fait, les paysans, cette année là, ont surtout vécu de ce qu'ils ont produit sur les périmètres, de ce qu'ils ont reçu de l'aide alimentaire internationale, et de ce qu'ils ont pu acheter, grâce aux revenus migratoires...

Après l'aménagement du premier périmètre, les responsables de l'opération de développement, soutenus par les villageois, ont décidé que les parcelles du périmètre seraient attribuées aux chefs de famille, étant entendu que seuls les hommes le sont. C'est ainsi que les femmes ont été privées du droit d'accès à la terre, tandis que l'égalité entre les hommes était considérée comme l'un des principes fondamentaux de cette opération de développement : les descendants d'esclaves, comme les nobles, ont acquis leur parcelle par tirage au sort.

Le deuxième niveau d'inégalité dans la répartition des moyens de production entre hommes et femmes porte sur la formation et la maîtrise des nouvelles techniques agricoles. C'est ainsi que les hommes effectuent la totalité des nouvelles opérations culturales (entretien et semis de la pépinière, irrigation, épandage d'engrais, construction et réfection des canaux et des diguettes...), tandis que les femmes interviennent dans tous les travaux à haute intensité de main-d'oeuvre, relevant d'un savoir-faire traditionnel (désherbage, repiquage, récolte, battage-vannage, transport...).

En conséquence du temps de travail requis par ces différentes opérations culturales, un homme travaille trois fois plus qu'une femme sur le périmètre. Il consacre d'ailleurs 67,5 % de son temps de travail

agricole à la culture irriguée, alors qu'une femme se consacre davantage à la culture traditionnelle (57,5 %).

Contrairement à ce qui avait été envisagé par les responsables de cette opération de développement, les femmes n'ont pas remplacé les migrants sur les périmètres. Les hommes du village, en très grande majorité âgés de plus de 50 ans, ont résolu le problème posé par le manque de main-d'oeuvre masculine de plusieurs manières : structuration des réseaux d'entraide interlignager, utilisation de la force de travail des garçons de 10-15 ans, emploi de salariés agricoles, allègement de leur temps de travail sur les champs traditionnels... En effet, les hommes désireux de garder le contrôle de l'accès à la terre et à la modernisation des techniques agricoles, se sont consacrés à l'exploitation plus rentable, à long terme, des périmètres, laissant aux femmes la possibilité de mettre en culture une partie des champs masculins traditionnels, dont les terres (*falo*, pluriel *palé*) situées sur les berges du fleuve, auxquelles elles avaient très peu accès auparavant.

C'est ainsi que la nouvelle division sexuelle du travail, dans ce contexte "émigration/opération de développement", correspond à un mouvement circulaire : les femmes délaissent, en grande partie, leurs propres champs pour travailler sur ceux des hommes, tandis que ceux-ci délaissent, peu à peu, leurs propres champs pour travailler sur les nouveaux champs masculins : les périmètres.

La place des femmes dans ce qu'il est convenu d'appeler le développement représente une régression par rapport à celle qui était traditionnellement la leur dans l'univers villageois. Plus exploitées qu'elles ne l'ont probablement jamais été, elles sont devenues moins autonomes économiquement. Cependant, il est important d'aller au-delà de ce premier bilan négatif, en cherchant à comprendre les réponses des femmes. Il est remarquable, par exemple, que deux à trois ans après la mise en culture du premier périmètre, les femmes, au lieu de s'opposer directement au pouvoir en place, en revendiquant le droit à la terre, à la formation agricole, à la gestion du périmètre, se soient individuellement efforcées de s'adapter à la modernisation des techniques agricoles. Dans le but d'améliorer leur productivité, elles ont utilisé, sur leurs propres champs ou sur une partie des champs masculins, des techniques proches de celles qui étaient employées sur le périmètre. Dans le village de N'Gano, des femmes ont semé la variété du riz irrigué

sur les champs qu'elles avaient l'habitude de cultiver en riz pluvial. D'autres ont défriché des mini-parcelles à proximité des périmètres pour avoir facilement accès à l'eau des canaux d'irrigation. La plupart ont "essayé" l'engrais ou les pesticides...

Les initiatives des femmes dans une opération de développement agricole qui les nie en tant que partenaires, qui sous-estiment leur rôle de productrices, devraient être l'un des thèmes de réflexion prioritaires de ceux qui pensent, de l'extérieur, la transformation d'une société...

Les données ici présentées peuvent paraître anciennes. En 1984, trois périmètres sont mis en culture à Bow. Que s'est-il passé pendant 4 ans ? La multiplication des périmètres a-t-elle créé des problèmes nouveaux ? D'autres initiatives féminines ? On pourrait, en effet, se poser la question de la méthode d'enquête et d'analyse des opérations de développement. N'est-il pas important d'effectuer des enquêtes à passages répétés, permettant d'échapper à une vision momentanée, et parfois réductrice de la réalité ? Est-ce concrètement réalisable ? Dans quel ordre ? Par qui ? Pour qui ?

Tableau 1 : Niveau des dépenses et des revenus en francs CFA par unité de production (foyre), par personne et par mois (octobre 77 à octobre 78, Bow). Niveau des dépenses alimentaires par personne et par mois.

FOYRE (U.P.)	Revenus/ mois/foyre	Dépenses/ mois/foyre	Dépenses/ mois/ personne	Huile	Pain	Sucre	Viande volaille	Thé café	Poissons secs et frais
A : Griot	57.375	49.420	3.300	420	560	400	140	65	400
B : Pêcheur	57.285	41.860	3.220	350	330	315	110	50	400
C : Conseiller	14.900	17.050	2.440	370	440	420	5	30	300
D : Pêcheur	17.560	13.870	930	130	70	75	15	10	150
E : Pêcheur	7.770	8.240	920	150	70	90	15	10	180
F : Captif	15.900	6.520	600	130	50	55			90

Tableau 2 : Niveaux et structures de consommation en Francs CFA par personne et par an (octobre 77 à octobre 78). Bow.

P O S T E S	Francs CFA	%
Alimentation	15.960	63,5
Habillement, bijoux	2.210	8,8
Entretien, hygiène	200	0,8
Loisirs, transport	1.460	5,8
Marabout, griot	340	1,3
Commerce	1.500	6
Exploitation, équipement	2.280	9
Remboursement dette crédit	140	0,5
Cadeaux produits importés et locaux	365	1,5
Cadeaux argent	615	2,5
Divers	70	0,3
TOTAL	25.140	100 %

Tableau 3 : Dépenses alimentaires par personne et par mois (1977-78). Bow.

P O S T E S	Francs CFA	%
Riz	40	3
Autres céréales	25	1,9
Poissons (secs et frais)	230	17,3
Huile d'arachide	245	18,5
Lait	40	3
Viande, volaille	50	3,8
Pain	215	16,2
Sucre	205	15,4
Café	30	2,2
Thé	10	0,7
Arachide	80	6
Tomates	45	3,4
Autres légumes	25	1,9
Plats cuisinés	10	0,7
Sel et divers (cola + cigarettes)	80	6
TOTAL	1.330	100 %

Tableau 4 : en journées de travail par hectare, en hivernage, sur le premier périmètre (1978) : la riziculture

	M.O. de l'exploitation					M.O. étrangère à l'exploitat.			Total en-semble	%
	M	F	G.	Fi	Total exploi-tation	M	F	Total M.O.		
Pépinière (préparation et semis)	19,5	-	0,5	0,5	20,5	0,5	-	0,5	21	5,5
Préparation de la parcelle	35	0,5	6,5	0,5	42,5	5	-	5	47,5	10,5
Repiquage	22	18	4	3	47	31	43	74	121	27
Irrigation et épandage d'engrais	13	0,5	1	-	14,5	-	-	-	14,5	3,5
Désherbage-sarclage	18	16	3,5	1,5	39	0,5	-	0,5	39,5	8,5
Surveillance	0,5	2	6	-	8,5	-	-	-	8,5	2
Récolte	26	3,5	4	0,5	34	5,5	1,5	7	41	9
Transport riz de la parcelle à l'aire de battage	2,5	33	2,5	5	43	-	7	7	50	11
Battage - vannage	24	49	3,5	7,5	84	2,5	20,5	23	107	24
Total	160,5	122,5	31,5	18,5	333	45	72	117	450	100

Tableau 5 : En journées de travail par hectare en contre saison sur le premier périmètre de Bow (novembre 77 à avril 78) : culture du maïs-niébé

	M.O. de l'exploitation					M.O. étrangère			Total ensemble
	M	F	G	F	Total	M	F	Total	
Préparation terrain	56	1	8	-	65	6	-	6	71
Irrigation/engrais	18	0.5	1	-	19.5	0.5	-	0.5	20
Semis	10	21	2	2	35	-	-	-	35
Désherbage/sarclage	16.5	1.5	2	-	20	-	-	-	20
Surveillance	6.5	3	-	-	9.5	-	-	-	9.5
Récolte et transport	9	13	1.5	4.5	28	0.5	1.5	2	30
Total	116	40	14.5	6.5	177	7	1.5	8.5	185.5

Tableau 6 : En journées de travail par hectare sur les champs masculins des berges du fleuve Pale (sing falo) - 1978-79

	M.O. de l'exploitation					M.O. étrangère			Total ensemble
	M	F	G	F	Total	M	F	Total	
Préparation du terrain	100	13	-	2	115	-	-	-	115
Semis	20	39	-	3	62	-	2	2	64
Désherbage - sarclage	22	2	-	-	24	10	-	10	34
Surveillance	-	1	-	-	1	-	-	-	1
Récolte	4	66	-	1	71	2.5	1.5	4	75
Total	1465	121	-	6	273.5	12.5	3.5	16	289

Tableau 7 : En journées de travail par hectare sur les champs féminins du diéri (1978/79)

	M.O. de l'exploitation					M.O. étrangère			Total ensemble
	M	F	G	F	Total	M	F	Total	
Préparation du terrain	10	22	-	3	35	-	-	-	35
Semis	3	22	-	1	26	-	-	-	26
Désherbage - sarclage	-	12	-	-	12	-	-	-	12
Surveillance	-	5	-	-	5	-	-	-	5
Récolte - Transport	-	60	-	9	69	-	1	1	70
Total	13	121	-	13	147	-	1	1	148

Tableau 8 : Le budget-temps d'une agricultrice à deux périodes du calendrier cultural : la saison creuse (juin) et la saison de plein emploi (octobre).
Relevés effectués à partir de 8 h du matin

	1ère période (7 au 14 juin 1978)		2ème période (11 au 18 octobre 1978)	
	Temps	%	Temps	%
Elevage	50'	7	60'	8.5
Agriculture	20'	3	2 h 20'	19.5
Artisanat (carder)	10'	1.5	-	-
Commerce	20'	3	5'	0.5
Cueillette	5'	0.5	10'	1.5
Ramassage du bois	5'	0.5	15'	2
Marché	40'	5.5	20'	3
Cuisine	2 h 10'	18	2 h 20'	19.5
Fleuve (puiser, laver)	60'	8.5	1 h 10'	10
Manger	50'	7	45'	6
Loisirs (repos, causer)	3 h 20'	28	1 h 50'	15.5
Prier	40'	5.5	45'	6
Manoeuvre	30'	4	-	-
Entretien maison et soins aux enfants	45'	6	55'	7.5
Entraide femme	15'	2	5'	0.5
Total	12 h	100.0	12 h	100.0

BIBLIOGRAPHIE

ADAMS, A. (1977). *Le Long Voyage des Gens du Fleuve*. Maspéro, Paris.

BOUTILLIER, J.L. (1962). *La Moyenne Vallée du Sénégal*. PUF, Paris.

DIA, O., COLIN NOGUES, R. (1982). *Yâkâré : l'Autobiographie d'Oumar*. Maspéro, Paris.

FIELOUX, M. Résultats d'une enquête socio-économique dans la région du Damga (Sénégal). Rapport présenté au Colloque de l'Université de Purdue (Indiana, USA) sur l'agriculture au Sahel.

N'DONGO, S. (1975). *Voyage Forcé. Itinéraire d'un Militant*. Maspéro, Paris.

O.M.V.S., Haut Commissariat (1980). Direction de la Planification et de la Coordination. Etude socio-économique du bassin du fleuve Sénégal. Dakar.

WANE, Y. (1969). *Les Toucouleur du Fouta Tooro (Sénégal). Stratification sociale et structure familiale*. I.F.A.N., Dakar.

RÉSUMÉ

L'auteur présente les résultats d'une enquête socio-économique menée pendant 18 mois (1979-80) dans le village de Bow (région du Damga) qui ont permis d'analyser la transformation du rôle des femmes et de leur situation socio-économique dans l'organisation du travail, compte tenu des effets de l'émigration masculine et des effets de cette émigration et du développement agricole, dans une région très fortement touchée depuis 1972 par la sécheresse. Leur 'place dans le développement' a accentué la détérioration de leur statut : les femmes dont le rôle de productrices a été très sous-estimé ont été privées du droit d'accès aux principaux moyens de production. Les résultats des enquêtes sur les temps de travaux agricoles et sur les budgets familiaux sont également présentés.

ABSTRACT

The author introduces results of a social and economic investigation carried out over 18 months in 1979-80 in the village of Bow (Damga region) ; on this basis she analyzes the change in women's roles and in their social and economic situation within the division of labour, taking into account the effects of male emigration and of agricultural development, in an area very severely hit by drought since 1972. The "place of women in development" has led to a deteriorated status for them : their productive role has been considerably underestimated and they have been deprived of all rights of access to the major means of production. In addition, results of surveys of the time spent doing agricultural-work,and on family budgets are presented.

RURAL WOMEN'S EXPERIENCE IN THE LATIN AMERICAN AGRARIAN REFORMS

Carmen Diana DEERE

Agrarian reform has constituted the major state initiative in Latin America with respect to agricultural development and rural income redistribution over the last several decades. Whatever the form or scale, agrarian reform has involved state intervention in the redistribution of land to formerly landless or land poor households.

In the first instance, the impact of an agrarian reform upon rural women depends upon the class position of each woman's household, and whether that class, or segment of class, is a beneficiary of the reform. The broader the reform's redistributionary thrust, the more women it should potentially benefit. However, it cannot be assumed that the impact of an agrarian reform upon rural households is gender neutral. An increase in the household's access to land or employment, or in its level of income, is not necesarily equivalent to a positive change in women's socio-economic position. Processes of social change have complex economic, political and ideological effects which may alter the social status of rural women as well as their position relative to men.

The central thesis of this paper is that most Latin American agrarian reforms have directly benefited only men. It is argued that this is largely due to the common designation of "households" as the beneficiaries of an agrarian reform,but also the subsequent incorporation of only male household heads to the new agrarian reform structures. It is shown

---

* This is an abridged version of a much longer paper, "Rural Women and State Policy : the Latin American Agrarian Reform Experience".

that a necessary, but not sufficient condition, for rural women to be benefited on par with men is that they too be designated as beneficiaries. Women as well as men must be given access to land or the opportunity to participate within the agrarian cooperatives or state farms promoted by an agrarian reform. This comparative analysis of thirteen Latin American agrarian reforms demonstrates that this has happened only in countries where the incorporation of rural women to the reform is an explicit objective of state policy.

1. AGRARIAN REFORM BENEFICIARIES ACCORDING TO GENDER

The majority of Latin American agrarian reforms have failed to produce either a significant number of female beneficiaries, or even given attention to gender as a beneficiary category. Few Latin American countries report beneficiary data by sex. Even after a decade of "women in development" efforts, the majority of countries still find it sufficient to publish beneficiary data according to the number of households or families benefited. For example, in the recent Salvadoran agrarian reform, potential beneficiaries applying for land under the Land to the Tiller program are not asked their sex (see SIMON, et al, - 1982 : appendix 3). The only country for which complete gender-disaggregated data on agrarian reform beneficiaries is available is Honduras. Data for Cuba and Nicaragua are available only for agrarian reform cooperative membership.

The available national-level data suggest that only in Cuba do women represent a significant number of current agrarian reform beneficiaries. Women constitue 26 % of the 78,000 members of the country's 1,400 production cooperatives (COLLINS et al. - 1984 : chpt. XIII). The available data on employment on the Cuban state farms also show that women have been incorporated as permanent wage workers in significant numbers in these. In the mid-1970s women represented 53 % of the permanent workers in the state tobacco industry, 41 % in the dairy industry, 19 % in food processing, and 7 % in the sugar industry (FMC - 1975 : 19).

The 1982 Nicaraguan Cooperative Census revealed that 20 % of the production cooperatives and 60 % of the credit and service cooperatives (based on individual private holdings), have at least one woman member. However, in 1982 women represented only 6 % of the total cooperative membership of 64,891 (CIERA - 1984). Rural women in Nicaragua fared

somewhat better than their Honduran counterparts where women represent 3.8 % of the agrarian reform beneficiaries (CALLEJAS - 1983).

In the Peruvian case, a 1971 survey of 83 Peruvian agrarian reform cooperatives found that of 724 members interviewed, approximately 5 % were women (BUCHLER - 1975). But as a national estimate, even this figure may be high, for the survey excluded the important coastal agro-industrial sugar cooperatives where membership was almost exclusively male. Moreover, regional studies in northern Peru, of the cotton-producing zone of Piura (FERNANDEZ - 1982) and of the highland area of Cajamarca (DEERE - 1982), found that women comprised only 2 % of cooperative membership.

The available studies of the agrarian reform processes of other Latin American countries also suggest that the overwhelming majority of the agrarian reform beneficiaries have been men. In the Chilean case, Garrett (1982a, b) reports that, as in Peru, few women were beneficiaries of the agrarian reform. Similarly, in the Dominican Republic, the vast majority of beneficiaries have been men (CASTRO, GRULLON & LEON - 1983 ; CEDEE - 1983). In Colombia, of 1,283 collective enterprises organized between 1973 and 1982 women members have been reported to exist on only two of them (CARO - 1982 : 196). No mention of women's participation could be found in the literature on the remaining agrarian reforms surveyed.

2. MECHANISMS OF EXCLUSION

The participation of rural women within the agricultural labor force in Latin America - both within peasant units of production and as seasonal wage workers - has now been well documented (see LEON - 1982). Yet, as the above data demonstrate, women have largely been excluded as agrarian reform beneficiaries. This section considers how and why women have been excluded from this major state initiative in rural areas.

It is argued that the machanisms of exclusion are legal, structural and ideological. In most of the Latin American agrarian reforms the legal criteria defining beneficiary status have served to exclude the majority of rural women. This is often compounded by the structural characteristics of women's labor force participation. Moreover, ideological norms regarding the "proper" sexual division of labour often impede women from joining cooperatives even when such is legally possible.

Underlying almost all of the Latin American agrarian reforms has been the assumption that the rural household is the primary social unit to be benefited from the reform. But for purpose of implementation, in all except Cuba and Nicaragua, only one member of the household, the household head, has been officially designated the beneficiary. Hence, only the head of household has received land in his/her name or the right of membership in production cooperatives or credit and service cooperatives within the reformed sector.

Restricting beneficiaries to only household heads discriminates against women since throughout Latin American social custom dictates that if both an adult man and woman reside in a household, the man is automatically considered its head. Yet, in the majority of agrarian reforms examined, the beneficiary criteria either required or gave strong preference to heads of households. Even in those cases where beneficiaries were defined as individuals it was usually assumed, if not explicit, that only one individual per household could be designated a beneficiary, and that was to be the household head. As a result, the only women who could potentially be reform beneficiaries were either widows or single mothers with no adult male living in the household.

A related, structural problem, is that many agrarian reforms have benefited only the permanent agricultural wage workers employed on estates at the moment of expropriation, excluding the often large seasonal labor force from cooperative membership. In both Peru and Chile, for example, the permanent agricultural wage workers on the expropriated estates were generally men, although women were often an important component of the seasonal labor force. Fernandez (1982) shows how on the northern Peruvian cotton plantations, although women represented up to 40 % of the temporary labor force, few women held permanent jobs on the plantations, and as a result, women constituted only 2 % of the cooperative membership.

The inability of these agrarian reforms to benefit the vast majority of seasonal agricultural workers certainly was prejudicial to both men and women. But whereas men where found in both categories of workers, permanent and seasonal, the structural characteristics of women's labor force participation resulted in women being excluded as a social group. The few women who were permanent workers on the estates, and thus potential beneficiaries of the reform, were then subject to an additional

criteria to become cooperative members, that they be household heads. This, of course, reduced their participation still further.

Ideological norms governing the proper sexual division of labor - that a woman's place is in the home while a man's is in the fields - appear not only in the content of agrarian reform legislation, but also constitute a significant barrier to the incorporation of women as beneficiaries in reforms that explicitly provide for the inclusion of female headed households.

Only three agrarian reforms, those of Mexico, Bolivia and Honduras, made explicit provisions to include female household heads as potential beneficiaries. For example, the 1962 Honduran agrarian reform law guaranteed the rights of both widows and single women household heads, but discriminated against single women without dependents as compared to single men. In order to qualify as a beneficiary it was required to : "Be Honduran by birth, male, over 16 years of age if single of any age if married, or a single woman or widow if in charge of a family" (Article 68 in ESCOTO - 1965 : 46).

In terms of preference ordering, the Honduran law gave female household heads priority over male heads and single men, unless the men exploited land under indirect forms of tenancy, had been previously dispossessed of their land, or had access to insufficient land as established by the zone (*Ibid.* : 47). Apparently, the overwhelming number of rural men fell into one of these categories for Youssef and Le Bel (1981 : 57) report that "in existing *asentamientos* women have last priority in being allocated land ; they follow male-headed households, and single males". Yet, in 1974, 18.7 % of Honduran rural households were headed by women (CALLEJAS - 1983).

An in-depth study of four Honduran *asentamientos* illustrated how the implementation of the law had resulted in the virtual exclusion of female household heads (SAFILIOS-ROTHSCHILD - 1983 : 19). Women were simply not considered to be agriculturalists. While women's participation in certain agricultural tasks was recognized, women were not considered capable of carrying out the "heavier" agricultural tasks which required greater physical strength. Male cooperative members felt that women could join the cooperatives only if they had sons, and preferably adult sons to replace them in agricultural field work. Thus, predominant norms of the proper sexual division of labor served as a barrier to women's incorporation within the agrarian reform, although the law

explicitly provided for at least female heads of household to be potential beneficiaries of the reform.

3. THE PRECONDITIONS FOR FEMALE PARTICIPATION

In only two countries, Cuba and Nicaragua, has neither sex nor kinship position been a legal barrier to the inclusion of women in the agrarian reform process. In both countries, not only female heads of household, but also wives and daughters, can qualify as agrarian reform cooperative members. Moreover, in both countries, the incorporation of rural women is an explicit state policy goal.

In the Cuban case, women's incorporation into the agrarian reform evolved over the course of the revolution, as a response to both economic (the need to incorporate women into the agricultural labor force due to labor shortages) and ideological factors (the recognition that women's incorporation into social production was a precondition for male-female equality). Women's integration as members of the production cooperatives organized in the late 1970s is largely explained by the active role of the women's organization (the FMC) in making sure that women's interests both in production (equal pay for equal work) and reproduction (child care, the Family Code) were addressed (DEERE - 1982).

The Nicaraguan agrarian reform is the first in Latin America to include, right from the beginning, the incorporation of women among its objectives. In the 1981 agrarian reform law, neither sex nor kinship position is a limitation on being an agrarian reform beneficiary. And the incorporation of women into the agricultural cooperatives is an explicit objective detailed in the 1981 Agricultural Cooperative Law (Chpt. II, Article 2). Moreover, the legislation requires that women be integrated into the cooperatives under the same conditions as men, with the same rights and duties (DEERE - 1983).

In a recent study of women's participation in the Nicaraguan agrarian reform cooperatives it was found that many women did not await the passage of the agrarian reform legislation to begin joining the agricultural cooperatives (CIERA - 1984 : chpt. 3). In the majority of cases studied, women joined the cooperatives as they were being constituted in the 1979-1981 period. This reflects the important participation of women in Nicaragua in the struggle that defeated the Somoza dictatorship : women felt that they "had won their right" to participate

in the cooperative movement. Nonetheless, the study also showed that the law has been an important armament in breaking down traditional views of the proper sexual division of labor and male resistance to female participation in the cooperatives.

Even in a revolutionary setting, cooperatives still are organized without taking the possible participation of women into account. Interviews on all-male cooperatives revealed that members often asserted that women were not interested in cooperatives for they did not perform agricultural work. In fact, in several cases women had demonstrated their interest in joining these cooperatives but the male members had ignored them (DEERE - 1983 ; CIERA - 1984). It was also found, as in Honduras (SAFILIOS-ROTHSCHILD - 1983), that male members were often reluctant to admit women as members since they did not believe that women could carry out a sufficient number of agricultural tasks. Nonetheless, case studies of ten Nicaraguan cooperatives with women members revealed that women participated in productive activities on par with the men. Moreover, men in cooperatives with women members were much more positive about women's participation and contribution than men in cooperatives without women members. This has also been reported in the Honduras case (SAFILIOS-ROTHSCHILD - 1983). It suggests that a positive state policy with regard to women not only creates the necessary preconditions for women's participation, but that giving women a chance to participate also has important effects on ideological norms regarding the gender division of labor.

4. THE IMPORTANCE OF INCORPORATING WOMEN

It is important that women as well as men be included among the direct beneficiaries of an agrarian reform both on social equity grounds and to ensure the success of cooperative development. The exclusion of women not only has high costs for women, in that their position can be harmed both relative to men's and absolutely, but it also has costs for cooperative and rural development programs. And if the goal of an agrarian reform is to foster a process of social transformation, as was considered the case in various of these reforms, then the exclusion of one social group on the basis of gender or family position certainly limits the breadth and depth of such a reform process.

Social equity criteria require, that at the very least, if both men and women are permanent agricultural workers, both be entitled to become beneficiaries of an agrarian reform. If a goal of state policy in creating production cooperatives is to allow the participation of workers in the decisions concerning their labor process and in the allocation of the surplus which they produce, the exclusion of one group from membership on the basis of sex and kinship, is, at best, discriminatory. At worst, it creates the conditions internal to the cooperative for the exploitation of one social group by another.

This is also the case in terms of the relationship between permanent workers (the cooperative members) and temporary workers. In the Peruvian reform process, few temporary workers were incorporated into the cooperatives : they also were not covered by social benefits, and their wages were usually lower than those of the cooperative members. Fernandez (1982) and Chambeu (1981) report that in the cases of the cooperatives in Piura and Cuzco which they studied, not only were the majority of women working on the cooperatives temporary workers, but the women earned wages lower than those of the male temporary workers. Moreover, women's wages relative to both male temporary workers and the cooperative members declined over the reform period. In the case of the Piura cotton cooperatives, work opportunities for women also declined over the reform period (FERNANDEZ - 1982). Since the women had been excluded from cooperative membership, they had no recourse to this deterioration in their economic position.

Another way in which processes of agrarian reform may result harmful to women is in terms of the changes introduced in traditional patterns of land rights. In most Andean highland areas land inheritance has been bilateral. Women's ownership of land has assured them both of participation in agricultural decision-making and in the allocation of household income. Land ownership has also given women a modicum of material security for they have not been totally dependent upon their spouse. If abandoned or separated, their inheritance assures them of a means to be able to maintain their family as single women. Not surprisingly, a woman's status within the household and community is closely related to their ownership of land.

The Peruvian agrarian reform process represented a real setback for rural women. Since only male household heads were designated the

potential beneficiaries, the land titles issued by the reform agency generally have been given only to men.

It also cannot be assumed that indirect participation in a reform process (through the head of household) is the equivalent of direct participation. The organization of credit and service cooperatives among independent producers on the basis of only male household heads may have important consequences for women's agricultural productivity. Providing technical assistance only to men will not necessarily result in women gaining access to the information, or guarantee that they will take it into account, putting it into practice. In the Nicaragua cooperative study an impressive degree of disparity was found in the level of technological knowledge of women members and women non-members (CIERA - 1984 : chpt. 5). Male cooperative members rarely shared with their non-member wives what they were learning.

To the extent that an agrarian reform directs state efforts and resources to benefit one group of the population, through access to land, credit, technical assistance, marketing channels, etc., it is concentrating resources on only one specific group, with socio-economic consequences for those who are excluded. It cannot be assumed that by benefiting the male head of household, all household members will be benefited as well.

Both the Nicaraguan and Cuban experiences show that the incorporation of women within the agrarian cooperatives has been beneficial for cooperatives development. In the cooperatives with women members, women are considered to be excellent agricultural workers and they are a force of cohesion and stability within the cooperatives. For example, in Nicaragua it was found that proportionately more men than women had left the production cooperatives for reasons of personal feuds with other cooperative members or as a result of their not liking collective work. The relatively few women who had abandoned the cooperatives were more likely to have left due to family problems, such as jealous husbands (DEERE - 1983). In the few cooperative enterprises with women members in Colombia, they have also been noted to be a force of stability and cohesion (LODONO - 1975 : 144).

In Nicaragua, as in Cuba, women appear to be a favorable force behind collectivization. In Nicaragua, the strong commitment of the women members of the production cooperatives to collective work is in many ways explained by the history of discrimination against women in

rural Nicaragua. The majority of women members were previously landless wage workers and as women, they had fewer agricultural employment opportunities open to them than did the men. Moreover, in the past, women were always paid less than men, even for the same task. Today they earn the same as men irrespective of the task performed, and the cooperatives offer them security of employment for the first time (*Ibid.*). The discrimination women have faced traditionally also explains why women seem less prone than men to dream of their own private plot, and why in some cases, women have voluntarily pooled their private land parcel to form a production cooperative.

Both the Nicaraguan and Cuban experiences demonstrate that social equity and successful cooperative development are not a trade-off. Moreover, these positive experiences suggest the costs of excluding women in the other Latin American agrarian reforms.

CONCLUSIONS

This comparative analysis of the Latin American agrarian reform experiences has demonstrated that processes of socio-economic change are not gender neutral. It cannot be assumed that state policies designed to benefit rural household will necessarily benefit the women within them.

Rural women in Latin America have not benefited from agrarian reform on par with men. Lack of attention to the incorporation of women as direct beneficiaries has resulted in women losing access to resources and/or being displaced from productive activities. The consequences are both economic - leading to lower female productivity or lower incomes - and social - contributing to a decline in female status and well being. The lack of inclusion of women within new agrarian reform structures has also created new barriers to achieving male-female equality, barriers which serve to reproduce women's subordination. Moreover, the lack of female participation has also lead to less successful processes of cooperative development, agrarian reform, and certainly of social transformation.

This comparative analysis of agrarian reform processes suggests that how rural women fare in an agrarian reform is closely tied to state policy. The inclusion of women in a process of social-economic change does not happen automatically. At a minimum, it requires state

attention to the legal and structural barriers which preclude female participation. It has been demonstrated how the criteria for selection of agrarian reform beneficiaries is most important in this regard. A crucial pre-condition for an egalitarian agrarian reform is that all adults within the targeted group be legally entitled to be beneficiaries.

The right to acquire land in one's own name or the right of cooperative membership is a necessary but not sufficient condition for women to participate on par with men in an agrarian reform. State policy must also be directed towards creating the incentive and support structure for women to want to participate, to be able to overcome the possible resistance of men, and to be able to participate effectively.

Attention to women's domestic responsibilities within the household, and making these compatible with productive work, are important components of both the incentive and support structure. Other policies which enable women to participate more effectively within the new agrarian structures include adult literacy programs and agricultural and leadership training courses specifically for women. Also important is the organization of rural women into organizations which can promote their gender-based interests as women. For women to achieve full equality with men within new agrarian structures, state attention must be given to the material and ideological aspects of women's subordination.

REFERENCES

BENGLESDORF, C. and HAGEMAN, A. (1977). "Emerging from Underdevelopment: Women and Work in Cuba", in Z. Eisenstein (ed.), *Capitalist Patriarchy and the Case for Socialist Feminism*. New York : Monthly Review.

BRONSTEIN, A. (1982). *The Triple Struggle : Latin American Peasant Women*. Boston : South End Press.

BUCHLER, P. (1975). *Agrarian Cooperatives in Peru*. Berne : Sociological Institute.

CALLEJAS, R., Cecilia. (1983). "Examination of Factors Limiting the Organization of Rural Women in Honduras", M.A. Thesis, University of Floride.

CARO, E. (1982). "Programas de Desarollo y la Participacion de la Mujer en Colombia", in M. Leon (ed.), *La Realidad Colombiana*. Bogota : ACEP.

CASTRO, A., GRULLON, N. and MEON, M. (1983). "Instituto Agrario Dominicano", report prepared for the Primer Seminario Nacional de Metodos y Tecnicas de Investigacion sobre la Mujer Rural, CIPAF, Santo Domingo, August.

CEDEE (1983). "Historia y Situacion de la Organizacion de la Mujer Campesina en R.D.", paper presented to the Segundo Encuetro Nacional de Educacion Popular, CEPAE, Santo Domingo, December.

CHAMBEU, F. (1981). "Participacion de la Mujer Rural en Acciones y Cambios Ideologicos en un Contexto de Reforma Agraria", unpublished research report. Lima.

CHAVEZ DE VELAZQUEZ, M. (1960-62). "La Mujer y la Reforma Agraria", *Filosofia y Letras*, Vol. 60 : 235-244.

CIERA (1984). *La Mujer en las Cooperativas Agropecuarias en Nicaragua*. Managua : CIERA.

COLLINS, J., BENJAMIN, M. and SCOTT, M. (1984). *No Free Lunch : Food and Revolution in Cuba Today*. San Francisco : Institute for Food and Development Policy.

CROLL, E. (1979). "Socialist Development Experience : Women in Rural Production and Reproduction in the Soviet Union, China, Cuba, and Tanzania", Discussion Paper, Institute of Development Studies, September.

DEERE, C.D. (1982). "Rural Women and Agrarian Reform in Peru, Chile and Cuba", paper presented to the Second Annual Women, Work, and Public Policy Workshop. Harvard University, April.

——— (1983). "Cooperative Development and Women's Participation in the Nicaraguan Agrarian Reform", *American Journal of Agricultural Economics*, December.

ESCOTO, L. (1965). *Leyes de Reforma Agraria en America Central*. Bogota: IICA-CIRA.

FERNANDEZ, B. (1982). "Reforma Agraria y Condicion Socio-Economica de la Mujer : El Caso de dos Cooperativas Agrarias de Produccion Peruana" in M. Leon (ed.), *Las Trabajadoras del Agro*. Bogota : ACEP.

FMC, Federacion de Mujeres Cubanas (1975). *Memories : Second Congress of Cuban Women's Federation*. La Habana : Editorial Orbit.

GARRETT, P. (1982a). "Women and Agrarian Reform : Chile 1964-1973", *Sociologia Ruralis*, Vol. 22, n° 1 : 17-28.

——— (1982b). "La Reforma Agraria, Organizacion Popular, y Participacion de la Mujer en Chile", in M. Leon (ed.), *Las Trabajadoras del Agro*. Bogota : ACEP.

LEON, M. (ed.) (1982). *Las Trabajadoras del Agro*. Bogota : ACEP.

LODONO, A. (1975). *Las Empresas Comunitarias Campesinas, Realidad y Perspectivas*. Bogota : Centro de Investigaciones y Action Social.

SAFILIOS-ROTHSCHILD, C. (1983). "Women and the Agrarian Reform in Honduras", in *Land Reform : Land Settlement and Cooperatives*. Rome : FAO : 15-24.

SIMON, L., STEPHENS, J. and DISKIN, M. (1982). *El Salvador Land Reform, Impact Audit*. Boston : Oxfam America.

STONE, E. (ed.) (1976). *Women and the Cuban Revolution*. N.Y. : Pathfinder Press.

YOUSSEF, N. and LE BEL, A. (1981). "Exploring Alternative Employment and Income Generation Opportunities for Honduran Women : Analysis and Recomendations", ICRW report to USAID/Honduras mission, October.

ABSTRACT

Based on a comparative analysis of 13 Latin American agrarian reforms, this paper shows that a necessary, but not sufficient condition, for rural women to derive benefits on a par with men, is that they too be designated as beneficiaries. Women, as well as men, must be given access to land or the opportunity to participate in the agrarian cooperatives or state farms. But this has happened only in countries where the inclusion of rural women in the reform is an explicit objective in state policy.

RÉSUMÉ

A partir d'une analyse comparative de 13 réformes agraires latino-américaines, cette communication indique qu'une condition nécessaire mais non suffisante pour que les femmes rurales ne soient pas lésées par rapport aux hommes consiste à les désigner, à égalité avec les hommes, comme les bénéficiaires de ces politiques. Il convient de donner aux femmes autant qu'aux hommes l'accès à la terre, ou la possibilité de participer aux coopératives agricoles ou aux fermes d'Etat. Mais tel n'a pas été le cas sauf dans les pays où les Etats ont affiché expressément, comme but de leur politique, la participation des femmes rurales aux réformes entreprises.

NICARAGUA : WOMEN IN AGRICULTURAL COOPERATIVES

Lucia AGUIRRE

INTRODUCTION

In Nicaragua, as well as in the majority of Latin American countries, rural women have been historically marginalised and exploited as peasants and as women,both a product of a capitalist and male dominated society.

The economic model developed in Nicaragua since the past century, which was based in the exportation of raw materials and staples to the capitalist metropolis, responded to the typical domineering scheme, enforced by the developed capitalist countries.

The promotion of such an agro-export model meant the displacement and dispossession of peasants from the best soils for agriculture development towards new bounds so called agricultural frontier.

In this context, women are compelled to enlarge the rural proletariat. But due to their condition of womanhood, their proletarisation is realised in disadvantageous conditions (the lowest salaries, working conditions, part time jobs, etc).

Their inability to get a fixed paid job is frequent, and this forces them into the informal sector in the best of cases, and into prostitution.

Notwithstanding their full incorporation to different types of work, women can't disrupt the dominant ideology that regards them as reproductors of labor force within the boundaries of domestic life, where male dominance prevails.

Brutal repression against any type of organizational action in the peasant sector, became the key support of the somocista dictatorship's

agro export model. Women suffered, as individuals and within their families, the cruelties of the dictatorship's regime.

The setting up of the agro export model was not achieved without a strong resistance from the peasant sector. As a response to their exploited and oppressed situation, women stood up in the land invasions and armed struggles against the somocist National Guard. They guaranteed the tilling of the recuperated land while their men organized the armed defense. They carried mail, cooperated with the guerilla, etc.

Carried away by a need to protect their children and their own lives, their participation in the national liberation struggle provided them with a new feeling of self-esteem and dignity as women.

The popular armed insurrection, in which women participated identifying themselves with the struggle, ends up with the taking of the political power, in July 1979, generating the necessary preconditions to deep women's response to the ancient mechanisms which have enabled their oppression.

The agrarian reform becomes a central policy of the revolution. This agrarian reform produces profound transformations in the agrarian structure, and a cooperative movement of great dimensions begins to emerge. There were only 22 cooperatives in the country in 1978, and by the end of 1982 there existed approximately 3,000 cooperatives which hold 70,000 small producers, approximately 45 % of the total small producers in the country (National Cooperative Survey).

These cooperatives mainly produce maize, beans, rice, sorghum, sesame, coffee, cotton and vegetables. During the 1981-1982 agricultural period, this sector controlled more than half the cultivated area of maize (58 %) and beans (73 %) and 25 % the area of rice. Within the export products, their participation is high-lighted in sesame (45 %) and coffee (25 %). They added 20 % to the National Gross Product (GNP), and are actually controlling 22 % of the total cultivated area.

Of these cooperatives, 44 % have women as members, but women represent only 6 % of the total of associated producers. This shows the slow and gradual incorporation of women to this new modality of organization and production in the nicaraguan agriculture.

We believe that this phenomenon is due to the fact that changes in the economic and social structures do not guarantee by themselves a change in the oppressed situation of women. The transmission of ideolo-

gical values is achieved in the education of children of both sexes, done both at home, in the formal educational structures and in society as a whole. This shows that by changing the economic base of the attitudes, behaviour ideas, etc, the ideological structure is not mechanically changed. This shows also that a specific work is required,oriented to both women and men, in order to transform the situation of women.

Even though the situation of women is conditioned by structural determinants, radical changes in society, related to the feminin oppression, will depend on women's capacity to constitute themselves in a conscious and organised social force, that within a revolutionary force, will be able to definitely disrupt the material and ideological bases of double exploitation.

We would like to illustrate our statements, by presenting the results of a research carried out in 1982-1983, on the participation of peasant women in the agricultural cooperative movement.

Our study tried to understand how the socio-economic transformation have been carried out by the Sandinist Popular Revolution through the Agrarian Reform, how it facilitated the incorporation of rural women to the cooperative development, and the effects and limitations of this integration.

In this sense, we shall proceed to evaluate the contradictory impact that has had on the situation of women, an agrarian reform, which pretends to facilitate women's full incorporation to the process of economic and social transformations of the nicaraguan agricultural sector.

1. LEGAL FRAMEWORK

Within the revolutionary project, equality among sexes was put forward as a necessary element for social transformation. Therefore the agrarian policy took into account the indispensable character of the active participation of women in the country's political and economic life.

As an answer to this problem, laws were promulgated in order to stimulate women's participation in farm cooperatives, with the same conditions as for men.

This will is reflected in the Statutes of Rights and Guarantees for Nicaraguans. These Statutes establish full equality between men and women, and makes a State obligation "to remove, through all

the possible means, the obstacles that obstruct the equality among citizens and their participation in the political, economic and social life of the country".

Equality of rights among both sexes has been established not only in what concerns the access to land and to cooperative organization but also in what refers to salaries and work conditions in farms and agrarian work centers.

The law of cooperatives Development, promulgated in september 1981, established that all nicaraguans have the right to participate in the new cooperatives. It also establishes as a general objective of cooperative movement : to stimulate active participation of women by her conscious integration in the cooperatives' economic and social management.

The Nicaraguan Agrarian Reform Law is the first in Latin America to establish the legal preconditions for the incorporation of the peasant woman. The majority of the agrarian reform laws in Latin America have required that the beneficiaries of the law be heads of households with children. The nicaraguan agrarian reform law is new in the sense that neither sex nor family position are limitations to being beneficiary.

It is worth mentioning that the existence of these laws is considered an important step, but not a guarantee, toward achieving the integration of women under the same conditions as for men.

2. THE INTEGRATION OF WOMEN IN COOPERATIVES AND THE PROBLEMS CONFRONTED FOR THEIR INTEGRATION

The incorporation of women in agricultural cooperatives has been stimulated by several factors. Peasant women without land who have had to assure paid agricultural work as a consequence of the dispossession of their land during the Somoza dictatorship, have shown more interest in their integration through collective forms of production on the basis of experience with paid agricultural work with lack of means of production, they have found through the cooperative the possibility of obtaining a source of stable income.

In the case of the women that are owners of small pieces of land, the problems that they have to overcome is to till efficiently their land. Unless they have access to male labor within the family, they

join cooperatives as a mean to resolve the lack of labor force problem, to obtain a better technical level and to have access to credit and state facilities and services.

In the same manner, when women have family relationships with other members of the cooperatives - male or female - they feel more confidence and security, and this contributes to the cooperative cohesion. The family position of the female members has been another factor that has stimulated their participation ; within the membership there is a vast majority of heads of households or the principal economic support of the household, therefore the needs to support their family and to increase their living standards are a powerful stimulant.

We also found women and unmarried daughters who are members of the cooperatives, who before had helped without remuneration their families, and were now not only indirect but direct beneficiaries of the Agrarian Reform, responding to a family strategy of maximization of their family income, in contrast with other agrarian reforms where the only beneficiaries have been widows and single mothers.

We also found elements, generated by the revolutionary process that have stimulated the incorporation of women as members, even though in many cases this integration was a product of internal struggles and the resolution of ideological contradictions which respects the role of women in the new society.

The prominent elements have been : the participation of women before the revolutionary victory in the struggle for land ; the political and organizational work of the Sandinist Liberation Front (FSLN) and the peasant organisations within the rural sector ; the positive influence of agrarian reform technicians, and the ideological and political development of the members of the cooperative.

It has also influenced the fact that the state has provided the cooperative movement with land, credit, technical assistance, inputs, as well as the labor force that the cooperatives require. It has been notorious that in those cases where women participated together with their men in the struggle for land before the revolutionary victory, they achieved a continuation of their participation, becoming members of the cooperatives that were formed. In the same way, in the cooperatives where some members had been old sandinist collaborators, and therefore exists a high level of political conscienceness, we found that the equality of men and women is part of the new conceptions developing in

its interior. This result is even more positive when the activist of the National Union of Agricultural and Cattle Farmers (UNAG) agree to the participation of women in the cooperative. The effect of the ideology of the technicians and the extensionists of the agrarian reform has been important, even more when this work is in charge of women. Nevertheless, women's struggle to participate has in many cases been a difficult battle, and it also has been necessary that they have a will to change the ideological values of their society and the role they have been assigned socially.

This dominant ideology, that women must subordinate to men, and that men is made for work, and women for the house, continues to be the principal obstacles that limit the integration of peasant women to the cooperative movement. Due to this ideology which is present in men as in women as well, the productive contribution of the latter is inderestimated, and they are denied the right to participate in the agriculture cooperatives. This position is sometimes shared or reinforced by state workers who have to work with the cooperatives.

In some cases, to justify the non-integration of women, economic reasons such as the lack of land, the lack of work for them, that women 'are not efficient', that they do not have experience in agrarian labors, etc, are used. It is also said that the integration of men should be a priority, since he is the head of the family. In this way, it sometimes occurs that women are accepted as members only if they own land. Or sometimes they won't permit the members' wives to become themselves members of the cooperative as well. It often happens that women are not invited to the first meetings where the cooperative is being formed assuming that they are not interested, and there are even cases where they have been denied their integration demand.

This shows how, in the reality, the cooperative law which expresses that the production cooperatives will promote the full integration of women is not made effective.

Even more, there are also other kind of limitations, of no less importance, which stop women's participation. The first is the domestic work and the care of children. The second has to do with the fear some women feel of competing with men's experience in this kind of work. The third reason is that many peasant women have other economic alternatives in the informal sector which are more profitable and gives them a better status, for example small business etc.

3. WOMENS PARTICIPATION IN PRODUCTIVE LABOR AND IN THE COOPERATIVE'S MANAGEMENT

The integration of women as members is an important step, but they have to continue struggling within the cooperative to be able to achieve real and not only formal equality in relation to men. Their daily work helps to overthrow men's resistance to consider them as producers.

In the production and the credit and services cooperatives, they participate in the agricultural work both as female members as female relatives of members. The latter are paid only in some cases.

In the production cooperatives we studied, women are completely integrated to work during the whole production process of different products (corn, beans, rice, cotton, sorghum, etc) with the exception of some specific labors like the cleaning and preparation of the land, manuring and the installment of parcels.

They have the same rights and duties as the male members in the work and day wages. The organization of work varies ; there are mainly three kinds : groups formed by men and women, groups of men and women separately, and lastly women who are into an activity of less importance in the cooperative which is done only by women.

About this last case : it is worth mentioning that although it seems discriminatory for women, their incorporation to secundary activities is their first step in their participation in a collective work versus the individual character of their domestic work.

In the case of credit and service cooperatives, women members do the management and participate directly in the production with their sons. Their principal problem is the difficulty to find male workers for some tasks. For that reason sometimes they look for the help of men relatives or contracted workers.

In the production cooperatives, as well as in the credit and service cooperatives, there are women working who are not members. In general, these female workers are relatives of members of the cooperatives. In the production cooperatives, they work as waged workers in the period where there is more need for work force, which is in the harvest seasons. They receive the same daily pay as the members, but they don't participate in the decision making. On the other hand, in credit and service cooperatives, it is common to find women working who are not earning anything at all. Even more, the members underestimate their

wives' productive work, since even though these women work in the fields several hours a day, men assure that they don't work at all. In some cases even women themselves underestimate their own work, assuring that they don't work at all.

The participation of women members in the management of the cooperatives is very poor in comparison to the male members ! We found that there are women in the Board of Directors of the cooperative only when the majority of the members are women themselves. In general, men and women as well, consider that the latter are not capable of assuming such a responsability. Besides, the fact that women have difficulties to assume it is due to their double day.

Even as members, women have a little participation on the decision making, the social underesteem of their real contribution to production being obvious.

In the study we had empirical evidence that the presence of women in the boards of directors guarantee a better attention to the women specific problems, it helps to incorporate more women to the cooperatives and promotes their full participation.

4. BENEFITS AND PROBLEMS OF WOMEN MEMBERS

Women associated in cooperatives are confronted with new situations that allow them to better their living standards, as well as to guarantee a stable job during most of the year and to cultivate basic goods for their family consumption.

Women members have reinforced themselves due to their active participation where they learn new things. The technical and organizational training that they have received is an important asset. They value positively the knowledge acquired which allows them to improve their work output and to assume the technical knowledge that traditionally has only been directed to the male. This situation allows for the conditions for them to assume administrative functions in the cooperatives.

No less important has been the collective experience of the process that has led to an increase in their political conciousness and as allowed them to gain confidence in themselves and in their capacity to take decisions with regard to matter relating to production.

The benefit which can be gained through the incorporation in cooperatives, have not been sufficient to motivate a greater level of integration of women.

The members see clearly the limitations to which they are confronted. In that the incorporation to agricultural work alongside the lack of an infrastructure that would reduce the household work and the care of the children (both works that have been socially assigned as the sole responsibility of women) implies a voluntary acceptance of an average of a 15 hours work day. They continue to be in a disadvantageous position with regard to technical and administrative training in relation to men who have as their main and sole responsibility the work in the field and to be trained for the better functioning of the same.

The only women who have participated in the training courses have been those young women who have no children and who have less responsibility in the labour force reproductive activities within the home.

The majority of women maintain that their chief obstacle to their integration to the cooperatives on the same footing as the men, is the domestic work and the care of children, both of which cannot be evaded and which does not stimulate them to make progress in their participation both in the productive field and in the administration and management of the cooperative.

CONCLUSIONS

In the light of this evaluation, we can conclude that even though the legal framework is indispensable, it is not sufficient to garantee that rural women can become beneficiaries of the Agrarian Reform in the same conditions as men.

Moreover, its effect is partial as much as it does not take into account the specific limitations of women which derive from their gender subordination, nor does it take measures to solve them.

Transformations in the social economic structure do not imply a change in the situation of women's oppression ; it becomes necessary to develop a specific work towards man and woman in order to transform the situation of woman. In the case we are dealing with, we find that there has been a lack of work by institutions and unions, oriented to overcome the materiel and ideological obstacles that forbide the real execution of the legal framework of the agrarian reform.

There still exists a contradiction between the political will, expressed in the laws, and reality, in which the male dominated ideology prevails in the behaviour of the different structures and mechanisms of support to the development of the cooperative movement.

As a consequence of this reality, the incorporation of women as members of cooperatives has contradictory effects... Even though this membership provides many benefits, they become part of a social structure where as in the rest of society, exists women subordination, to the male members (even more if they are relatives).

This situation makes it necessary that within the cooperatives women struggle to overcome subordination which is expressed in different ways, as previously discussed (discrimination from the board of directors and the administration of the cooperatives, underesteem of their productive work, impossibility to attend training courses, overall responsibility of the family, etc.) ; therefore their incorporation in the board of directors from where they can assure the banishing of women's discrimination becomes strictly necessary.

Therefore, the organization of women has before them the task of being beligerant in order to guarantee the carrying out of institutional work (at the organizational, political and ideological level) that will allow to change radically women's material bases of oppression and facilitate their incorporation.

It also has the task to support the female members in their struggle to overcome the day to day obstacles in the cooperatives.

ABSTRACT

The author recalls the history of cooperatives set up in Nicaragua since the revolution and describes the situation of peasant women within the new production organization. It appears that neither the transformations in social and economic structures, nor the legislation laying down equality of men and women, are able to guarantee equal rights for women. Women must still, endlessly, fight against men's discriminatory attitudes in order to become involved in the cooperatives.

RÉSUMÉ

L'auteur fait un historique des coopératives créées au Nicaragua depuis la Révolution, et décrit la situation des femmes paysannes au sein de la nouvelle organisation de la production. Il apparaît que ni les transformations des structures socio-économiques, ni la législation instaurant l'égalité entre les sexes, ne suffisent à garantir aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes. Elles doivent encore et continuellement lutter contre la discrimination que montrent les hommes à leur égard et pour leur intégration dans les coopératives.

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE IMPLICITE : LES FEMMES HORS DÉVELOPPEMENT AU CAMEROUN (ÉTAT DES LIEUX)

Georges COURADE

Les termes de développement et de sécurité alimentaire n'ont pas le même sens selon la position de ceux qui les emploient. Le développement est l'objectif généralement prôné par les gens "d'en haut" (décideurs, politiques et techniciens) et du "dehors" (coopérants, scientifiques, financiers, experts, etc...) ; bref, par ceux qui en vivent et qui sont presque toujours des hommes. Jamais défini dans toutes ses implications sociales et humaines, ce mot - d'ordre ? - n'a pas grand sens pour ceux qui doivent s'accomoder des discours et des interventions dont il constitue l'arrière-plan idéologique. Sa nécessité n'étant pas un objet de discussion, on n'aura pas beaucoup avancé en disant qu'il recouvre deux aspects plus ou moins associés : "modernisation" technologique et socio-politique et "mise en valeur" du territoire de l'Etat-nation.

Retenons pour notre communication, ce qu'en dit le manuel d'instruction civique officiel (BALA - 1976 : 212). Il s'agit de trouver les moyens de "tirer de la nature toutes les sources de subsistance qu'elle peut fournir", étant entendu que l'exploitation agricole repose sur des méthodes "archaïques" comme sur des préjugés de toutes sortes et des "mentalités rétrogrades". Voilà qui situe la ligne de démarcation entre les secteur ou les espaces du Cameroun en marge, en transition et dans le développement.

L'ambiguité de la notion de sécurité alimentaire vient de ce qu'elle a longtemps recouvert l'action internationale de redistribution des surplus alimentaires mondiaux. Il s'agit pourtant d'une notion qui ne souffre d'aucune connotation péjorative aux yeux des populations

toujours préoccupées par la peur de manquer de nourriture. Il s'agit de s'assurer contre le risque de pénurie par les moyens les plus appropriés sans mettre en danger les équilibres comme les dynamiques qui comptent (écologiques, sociaux, culturels dans le présent ou le long terme selon le cas).

1. FEMMES ET SECURITE ALIMENTAIRE : APPROCHES ET OUTILS

Les agences des Nations Unies ont pris conscience, voici une décennie, que les femmes rurales "constituent la principale source de main-d'oeuvre dans les petites exploitations d'Afrique au sud du Sahara" (F.A.O. - 1983 : 3). Elles participent de ce fait à l'accroissement de l'autosuffisance, l'amélioration de la nutrition et la réduction de la pauvreté.

L'intérêt porté aux femmes rurales africaines a coïncidé avec une dégradation de la situation alimentaire en Afrique Noire et à une réévaluation des opérations de développement menées jusqu'ici. Redécouverte de la femme rurale en même temps que des paysanneries africaines. Un autre mouvement est venu aussi, de la dénonciation de l'exploitation des femmes dans les sociétés non occidentales au nom d'un universel sans frontières. Ainsi, Sh. Ardener (1975) a-t-elle pu établir un parallélisme rigoureux entre théories du Women's lib et révolte des femmes Kow du Cameroun anglophone contre le colonisateur britannique en 1959 !

Deux soucis guident donc les développeurs : celui de renforcer la sécurité alimentaire des familles rurales et d'obtenir un statut plus enviable pour la population féminine marginalisée.

La méconnaissance globale de la situation des femmes rurales africaines, éclairée seulement par quelques études de cas que l'on généralise sans précaution, oblige à s'interroger sur les approches : port d'exotisme et d'universalité dans l'analyse concrète des femmes d'un groupe socio-culturel donné, degré de généralisation d'une observation faite à l'échelle d'un petit groupe.

La communication proposée tentera de donner une idée de la place des femmes dans l'agriculture vivrière camerounaise et de voir comment le travail féminin s'inscrit dans les différentes stratégies paysannes plus ou moins insérées dans le "développement".

2. LA SIGNIFICATION DE L'AUTOSUFFISANCE CAMEROUNAISE

Le Cameroun, "synthèse de l'Afrique" de la publicité touristique va nous servir de guide dans cette réflexion, plus particulièrement sa partie anglophone où nous avons longtemps travaillé.

Le Cameroun peut prétendre avoir atteint un seuil de suffisance alimentaire très honorable au plan national si on le mesure en termes d'importations agro-alimentaires ou si l'on étudie sa balance commerciale dans le secteur considéré. Ceci ne signifie pas qu'il a acquis une réelle indépendance dans le domaine, puisqu'on ne retient comme indicateur d'autonomie alimentaire que les flux de produits agricoles ou alimentaires. La question de l'inclusion des cultures d'exportation (cacao, café, coton, bananes, caoutchouc, thé, etc.) mériterait discussion. Faut-il les exclure sous prétexte qu'elles sont gisement fiscal, cultures essentiellement masculines et marchandes ? Mises à part celles qui sont cultivées en complexes agro-industriels ou agriculture contractuelle (contrôlée par le même dispositif agro-technique), les autres sont associées à des cultures vivrières en associations culturales comme le café de l'Ouest prises en charge par la communauté.

Autre élément difficile à mesurer de la dépendance : le recours à l'importation d'intrants, l'appel à des capitaux extérieurs ou aux technologies et au savoir-faire d'expatriés. L'importance prise par les importations de blés et dérivés et de riz, suite à une consommation qui s'est brutalement accrue donne un aspect stratégique à ces plantes que l'on n'a pas réussi à produire en suffisance en terre camerounaise. Les résultats mitigés, malgré les milliards investis, de la SEMRY et de la SODEBLE laissent penser que l'on risque de s'éloigner du seuil d'autosuffisance atteint si une politique de consommation et de production paysannale ne viennent renverser la tendance.

On peut dire aujourd'hui que l'autosuffisance première est largement liée à un taux d'auto-consommation élevé dans le monde rural, aux échanges de proximité et à un assez bon approvisionnement des populations citadines. Des surplus sont disponibles et sont écoulés au Gabon comme au Nigéria (tubercules, viande, riz), pays perturbés par la rente pétrolière. Cette situation est cependant fragile. Les exportations de riz de la SEMRY vers le Nigéria révèlent un marché national inexistant, éclaté, puisque l'importation reste nécessaire pour répondre à la demande locale à des prix plus avantageux.

Plusieurs schémas explicatifs sont souvent avancés pour rendre compte de la situation. L'addition des potentialités agro-écologiques et de paysanneries riches de savoir-faire pourrait rendre compte des résultats globaux obtenus. 20 % seulement du territoire sont situés en agriculture de longue saison sèche (6 mois minimum) contre 73 % pour le Nigéria, 40 % pour la Côte d'Ivoire, 67 % au Kenya, 75 % en Tanzanie et 100 % au Mali !

Tableau 1 : LE CAMEROUN, UN PAYS POTENTIELLEMENT DOUE
% de la superficie agricole utile (estimations)

TYPES d'AGRICULTURE	Cameroun	Côte d'Ivoire	Mali	Tanzanie	Ethiopie	Nigéria
Agriculture précaire	0,1	-	21,8	18,7	30,0	-
Agriculture à forte sensibilité à la sécheresse	19,7	40,7	72,2	64,0	22,4	70,2
Agriculture à sensibilité variable	18,0	32,3	-	14,9	-	14,3
Agriculture à faible sensibilité	58,3	27,0	-	-	-	12,2
Agriculture de montagne	3,3	-	-	5,6	47,6	-
Zones irrigables	0,7	-	6,0	0,01	0,05	3,3

Source : J.M. COUR et al. 1984 : 106

La répartition des terres agricoles du Cameroun apparaît comme plus favorable que dans les 5 autres pays africains en ce qui concerne la vulnérabilité à la sécheresse, facteur d'insécurité majeur d'agricultures dont l'artificialisation reste limitée. Cela n'est cependant pas suffisant pour expliquer le niveau d'autosuffisance atteint.

On mettra en avant les qualités agricoles des sociétés paysannes des secteurs de fortes densités (mont Mandara, région des hauts plateaux

de l'Ouest) qui ont réalisé une agriculture vivrière intensive sans intervention extérieure mais pour répondre à la densification des terroirs. Nous verrons plus loin la part des femmes dans ce processus.

On pourra aussi faire valoir que l'Etat camerounais sous le régime Ahidjo a su concilier différentes exigences : insertion des paysanneries dans l'économie marchande, accumulation étatique par prélèvements sur les cultures de rente, émergence d'une bourgeoisie marchande nationale. Malgré l'ampleur des prélèvements et les tentatives avortées de maîtrise du marché vivrier pour les citadins ("révolution verte", office céréalier, Mideviv) il n'a pas pu décourager la mise en place d'une économie vivrière spéculative et le maintien d'un haut niveau d'autoconsommation. Il n'en reste pas moins que la forte augmentation de la consommation de riz et de blé sans une production nationale menace le fragile équilibre constaté : les importations de blé et dérivés s'élevaient à 4,4 % des exportations de cacao en 1969, à 8,1 % dix ans après. La consommation de riz nationale s'est multipliée par 3 en dix ans et les importations couvrent en moyenne la moitié de la consommation.

3. LES FONDEMENTS DES ECONOMIES VIVRIERES CAMEROUNAISES

Le Cameroun a de la chance : des ressources "naturelles" plus grandes qu'ailleurs, des sociétés paysannes ayant des agricultures parfois de grande qualité. La construction étatique, si elle a basculé des équilibres fragiles à la périphérie des zones d'agriculture intensive, n'a pas "cassé" les dynamiques les plus puissantes comme celle des Bamiléké. On peut se demander même si le maintien d'un bas prix pour le coton ou le cacao n'a pas profité aux économies vivrières spéculatives, favorisant ainsi l'essor d'un marché nouveau où les citadins et les commerçants se taillent une part du gâteau. Mais n'anticipons pas.

L'élément que l'on oublie trop souvent, c'est *la place essentielle de l'autoconsommation dans l'exploitation agricole* camerounaise. 90 % des exploitations camerounaises sont principalement tournées vers l'autoconsommation et cela concerne 88 % de la superficie cultivée. Le tableau 2 donne la taille moyenne des exploitations selon l'orientation de la production et la province. On y remarquera que l'exploitation tournée vers l'autoconsommation est généralement plus petite que celle tournée vers la vente, sauf dans le Centre Sud. Il faut aussi noter que seules les provinces côtières (Sud-Ouest-littoral) ont une proportion de plus de 20 % des exploitations insérées dans l'économie marchande.

Tableau 2 : TAILLE MOYENNE DES EXPLOITATIONS SELON LA PROVINCE ET L'INSERTION DANS L'ECONOMIE MARCHANDE (en Ha)

EXPLOITATIONS TOURNEES VERS	NORD	EST	CENTRE	LITTORAL	OUEST	NORD OUEST	SUD OUEST	CAMEROUN
L'AUTOCONSOMMATION	1,62	1,80	2,04	1,33	1,24	1,21	1,22	1,56
LA VENTE	2,08	1,88	1,88	1,98	1,37	1,55	2,43	1,96

Source : PNUD-FAO, 1977 : 331-338.

Cette importance de l'ausubsistance reste largement ignorée des opérateurs du développement qui imaginent souvent que l'augmentation des prix aux producteurs suffirait à générer les surplus agricoles que le fisc et les citadins espèrent. Les économies vivrières s'insèrent pourtant dans des tissus sociologiques qui ont des dynamiques propres qui ne sont pas toujours sensibles à la logique économique de la recherche du plus grand profit. Comment le seraient-ils d'ailleurs dans un pays où plus de 60 % du territoire est difficile d'accès, ce qui bloque l'expansion de la consommation ? L'accès à des biens ne détourne cependant pas du besoin de s'assurer d'abord l'essentiel de sa nourriture par son travail. L'Ouest du Cameroun (pays bamiléké où pourtant la participation à l'économie marchande est forte) avec une très faible superficie enclavée, voit 93,7 % des exploitations tournées *principalement* vers l'autoconsommation. L'enclavement est certainement une entrave à l'expansion d'une paysannerie marchande, mais il faut aussi compter avec les stratégies des chefs d'exploitation.

Différents facteurs pèsent sur les stratégies que mettent en oeuvre les chefs d'exploitation. Leur vision des choses sera déterminée par leur connaissance du monde via l'école, largement répandue dans le Cameroun méridional depuis peu, leur expérience (importance du critère de l'âge) et la force de travail dont ils disposent compte tenu du faible usage qu'ils font des intrants (Tableau 4).

Tableau 3 : VIVRIER, AUTOCONSOMMATION, ENCLAVEMENT

	Superficie en cultures vivrières seulement	Exploitations tournées principalement vers l'autoconsommation	Superficie enclavée	Population enclavée
	% de la superficie totale	% du total des exploitations	% de la superficie totale	% de la population totale
NORD	83,4	95,2	64,8	22,7
EST	35,9	82,8	72,4	56,0
CENTRE-SUD	26,5	86,5	62,8	19,8
LITTORAL	21,9	76,0	44,7	0,8
OUEST	24,3	93,1	0,3	0,1
NORD-OUEST	59,3	96,0	40,5	32,5
SUD-OUEST	20,5	80,0	58,8	43,0
CAMEROUN	48,4	90,1	62,4	21,9

Tableau 3 : Suite

	Exploitations productives % du total	Uniquement autoconsommée
MAIS	66,6	41,4
LEGUMES DIVERS	74,8	58,8
IGNAME	55,6	33,0
MACABO TARO	37,4	21,6
PLANTAIN	59,5	29,4
FRUITS	51,8	27,1
MANIOC	56,1	27,7
MILS et SORGHOS	30,8	20,0
ARACHIDE	63,6	27,5
VOLAILLE et OEUFS	72,5	31,7
BETAIL	55,4	17,4
HUILE de PALME	28,8	16,5
CAFES	37,8	-
CACAO	26,8	-
COTON	13,7	-
RIZ	6,0	2,7

Source : PNUD, FAO, 1977 ; COURADE, G. - 1984.

Tableau 4 : LES EXPLOITATIONS N'USANT PAS D'INTRANTS SELON LES SYSTEMES CULTURAUX

	Pas de fumure	Pas de traitement phytosanitaire	Superficie concernée
Cultures industrielles seulement	62,4	73,2	3,9 %
Cultures mixtes avec prépondérance industrielle	70,5	35,2	30,9 %
Cultures mixtes	58,7	63,1	16,8 %
Cultures vivrières seulement	90,9	95,9	48,4 %

Source : PNUD, FAO - 1977 ; COURADE, G. - 1984.

La force de travail constitue plus que l'accès à la terre - sauf cas d'espèce - le goulot d'étranglement majeur dans tout le pays. L'usage du matériel agricole n'est pas répandu et la traction animale n'est expérimentée que dans le Nord avec un succès limité. 3,3 % des exploitations disposent d'une charrue et 1,1 % d'une charrette ! C'est dire que le travail agricole repose comme le transport sur l'énergie humaine. Il n'est donc pas étonnant de constater que la taille de l'exploitation est directement influencée par le nombre d'actifs agricoles (Tableau 5).

Tableau 5 : FORCE DE TRAVAIL ET SUPERFICIE MOYENNE DE L'EXPLOITATION (Ha)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Ensemble
a)											
b)	0,83	1,35	1,81	2,16	2,47	2,59	3,23	2,91	3,59	5,98	1,60

a) Nombre d'actifs ; b) Taille moyenne de l'exploitation

Source : PNUD, FAO - 1977 : 225

Les difficultés d'accès à la terre sont de trois ordres :

- secteurs de compétition foncière (colonisation spontanée ou dirigée, plantations industrielles, pourtour des grands centres urbains, etc);
- régions en surpopulation relative où l'attribution coutumière a du mal à s'appliquer en l'état (Lékié, Ouest, Margui, Mandela);
- zones où l'implantation des cultures pérennes a modifié les modalités habituelles d'attribution pour les non-natifs.

S'il est vrai que ces difficultés s'accroissent avec les interventions de l'Etat et des développeurs comme avec l'expansion des villes et des cultures arbustives (cacaoyer, caféier, cotonnier), il n'en reste pas moins que 77 % de la superficie cultivée est en attribution coutumière. Il faut cependant noter que ce taux descend autour de 60 % dans les deux provinces les plus perturbées par différents types de "modernisations" : le Sud-Ouest et le littoral.

Tout laisse penser - mais des études manquent pour le préciser - que l'enjeu foncier deviendra sous peu d'une importance plus grande dans l'évolution des systèmes de production paysans. Si cette évolution se confirme, il conviendra sans aucun doute de réévaluer le facteur terre dans la sécurité alimentaire des familles camerounaises. Autre facteur conjecturel d'évolution, la place relative que prendront les exploitations de plus de 5 ha gérées par des non-paysans, qui se développent à l'heure actuelle avec l'appui de l'appareil d'Etat. Ce sera vraisemblablement une évolution lente.

Pour l'heure, les fondements des économies vivrières du Cameroun nous semblent devoir être recherchés dans les caractéristiques démographiques de l'exploitation, et notamment du chef d'exploitation et des actifs agricoles.

Le tableau 6 nous révèle la place dominante des hommes comme décideurs au niveau de l'exploitation agricole. Ils seront la cible privilégiée des développeurs souhaitant transformer le milieu rural. 8,7 % des femmes sont chefs d'exploitation dont 6,4 % de veuves. L'âge et la polygamie jouent un rôle essentiel dans la superficie cultivée contrôlée. A cet égard, l'Ouest bamiléké se distingue avec 47 % des terres cultivées contrôlées par les polygames et 45 % par les plus vieux !

La situation matrimoniale du chef d'exploitation masculin détermine assez directement la taille de son exploitation : un monogame cultive 1,55 ha contre 2,6 ha pour celui qui a trois épouses et 3,24 ha

Tableau 6 : LES CHEFS D'EXPLOITATIONS

	Sexe		Plus de 50 ans		Polygamie et Superficie cultivée ; % de la superficie totale	
	Hommes	Femmes	% du total	Superficie cultivée	Monogames	Polygames
NORD	94,9	5,1	33,1	32,8	55,6	36,3
EST	95,2	4,8	35,3	39,4	55,5	31,9
CENTRE-SUD	92,6	7,4	41,0	44,7	63,1	21,5
LITTORAL	83,4	16,6	43,5	44,3	48,5	31,6
OUEST	86,1	13,9	40,4	45,0	34,7	47,0
NORD-OUEST	80,7	9,3	33,4	38,3	46,4	37,5
SUD-OUEST	86,3	13,7	34,6	41,4	54,0	33,1
CAMEROUN	91,3	8,7	36,5	39,4	53,9	33,1

Source : PNUD, FAO - 1977.

Tableau 7 : LES FEMMES DANS LA MAIN-D'OEUVRE AGRICOLE

	A plein temps sur exploitation	A temps partiel	Autre	Chefs d'exploitation	Lien de parenté avec le chef d'exploitation			Part des femmes sur la main-d'oeuvre totale
					Conjointes	Filles	Autres	
12-15 ans	48,6	2,0	0,5	-	5,7	35,5	9,9	51,1
15-25 ans	58,2	2,7	0,7	0,4	41,0	15,5	4,7	61,6
25-35 ans	61,4	2,2	0,4	1,3	57,8	2,6	2,3	64,0
35-45 ans	56,1	2,2	0,3	3,7	49,0	0,6	5,1	58,6
45-55 ans	47,3	1,3	0,4	6,4	32,5	0,3	9,8	49,0
55-65 ans	40,4	0,6	0,5	6,7	16,9	-	17,9	41,5
+ de 65 ans	37,5	0	0	7,6	7,9	0	22,0	37,5
CAMEROUN	54,3	1,7	0,3	3,2	41,4	4,7	7,0	56,3

Source : PNUD, FAO - 1977 : (Chiffres ajustés)

pour celui qui a plus de 4 épouses en moyenne ! C'est dire l'importance que revêt le travail féminin dans l'exploitation.

Le tableau 7 indique la part prise par les femmes dans la force de travail agricole (plus de 55 %). A titre comparatif, on sait que les femmes ne participent qu'à 40 % en Asie du Sud et Sud-Est et qu'à 19 % en Amérique latine au travail agricole. L'Afrique au sud du Sahara est, avec les Caraïbes, le secteur où les femmes assurent une part prépondérante du travail agricole. Le Malawi, par exemple, voit cette part s'élever à 66,3 % pour la seule activité agricole à plein temps en 1977 !

Au-delà de cette observation fondamentale, il y a lieu de noter que l'investissement féminin dans le travail agricole se fait entre 12 et 55 ans et qu'il est largement le fait des épouses. La main-d'oeuvre féminine sans lien de parenté avec le chef d'exploitation reste statistiquement marginale. *L'exploitation du travail féminin se fait donc très largement dans le cadre familial où la femme n'a qu'une position subordonnée.* C'est souligner aussi combien toute modification du présent état des choses passe par un changement des rapports au sein des groupes socioculturels locaux. Bref, tâche ardue de longue haleine !

Les experts de la FAO et de la Banque Mondiale créditent le Cameroun d'un taux d'accroissement de la production agricole alimentaire de plus de 1 % par an pendant la dernière décennie, la plus difficile pour l'Afrique sud-saharienne quant à son niveau d'indépendance alimentaire. Il figure parmi les trois pays (avec le Rwanda et le Swaziland) qui ont le mieux tiré leur épingle du jeu. *Il le doit avant tout au travail acharné des femmes pour nourrir convenablement leur famille.* Elles jouent par ailleurs dans la chaîne alimentaire un rôle essentiel dans l'acheminement des vivres (Buyem Sellem de Yaoundé, vendeuses de vin de palme des cités du Cameroun anglophone) vers les villes et dans la préparation de plats cuisinés vendus dans de multiples gargottes des bourgs et des villes du Sud et de l'Ouest. Nous porterons notre attention sur leur rôle de producteurs ici.

4. LE TRAVAIL FEMININ ET LES STRATEGIES PAYSANNES

L'analyse globale qui vient d'être faite doit être éclairée par ce qui passe réellement dans les sociétés des différentes régions.

Quel a été le mode d'emploi du travail féminin dans les stratégies paysannes ? Comment a-t-il évolué dans les lieux où l'innovation a été intégrée ? Comment l'imagine-t-on dans une perspective de "développement" accéléré ?

4.1. Le travail féminin dans les économies vivrières en marge du développement

Magoumaz est un village du pays Mafa dans les monts Mandara (Cameroun septentrional) étudié en 1966 (BOULET - 1975). L'insertion dans l'économie marchande est limitée, eu égard à la faiblesse des revenus monétaires : autour de 6.000 F.CFA par an en 1960 (120 FF !). Comme le dit J. Boulet "nous sommes ici dans une société d'autoconsommation touchée par l'économie monétaire moderne de façon marginale" (1975 : 75).

Des conditions écologiques précaires imposées par des rapports précoloniaux asymétriques avec les Foulbés islamisés de la plaine n'ont pas empêché la population Mafa de nourrir relativement correctement 250 h au km^2 : bilan nutritionnel positif, pas de carence alimentaire grave.

Ces résultats appréciables se sont produits dans le cadre d'une culture intégrale et continue du terroir avec maîtrise de l'érosion très forte dans le contexte, et maintien de la fertilité des sols (assolement, fumure , maintien d'arbres utiles). Les Mafa ont donc réussi à mettre au point une agriculture intensive efficace du point de vue de leur alimentation sans intervention extérieure, ce qui leur vaut de figurer au panthéon de la géographie tropicale au titre des réussites spectaculaires, non reproductibles et obtenues par une débauche de travail (plus de 1100 h par an et par actif en moyenne).

Pendant 9 mois, d'avril à décembre, le travail hebdomadaire des hommes et des femmes se situe entre 15 et 56 h pour les seuls travaux de la ferme avec un travail supérieur de 5 % pour les femmes.

Cette quasi égalité ne devait pas faire illusion : "Si l'activité des hommes et celle des femmes paraissent assez comparables, il est juste d'ajouter à l'actif de ces dernières le temps de préparation des repas" (BOULET - 1975 : 52). Soulignons enfin que le mil et les cultures dites secondaires occupaient 84 % du temps de travail agricole.

Dans cette société relativement égalitaire, la force physique comme l'importance de la femme créent les différences. La variable polygamie aussi.

Le deuxième exemple sera pris en pays Nso dans les années cinquante. Ce département (BUI, province du Nord-Ouest) est aujourd'hui le premier producteur de café Arabica de la province. C'est dire qu'il connaissait un enclavement relatif en 1947. Les conditions agro-écologiques étaient par ailleurs, parmi les plus favorables de la région de Bamenda comme le développement ultérieur l'a démontré. Phyllis Kaberry (1952 : 63-88) nous donne un aperçu de la condition des femmes de Nso sur qui repose la quasi totalité des tâches agricoles, les hommes consacrent au plus 21 jours par an à ce secteur ! Commerce de la kola, extraction du vin de raphia, aide occasionnelle pour la préparation des champs de maïs ou de sorgho et leur récolte, entretien des cases constituent l'essentiel de leur activité. Une femme Nso cultive en moyenne 0,6 ha, essentiellement du maïs (2/3) et du petit mil (1/3) dispersé en 8 parcelles complantées. En fait, elle consacre 194 jours au travail agricole. Au total, elle assume l'entière subsistance de sa famille tout en contribuant pour 40 % à ses ressources.

4.2. Le travail féminin dans les économies vivrières de transition

Bamenda toujours, mais trente ans après. La zone étudiée se situe dans le département de la Menchum, groupe Aghem, pris dans une opération de développement rural intégré : Wum Area Development Authority (SIMON - 1976).

Voici une région reculée, pauvrement reliée au reste du pays, aux conditions naturelles clémentes (sols volcaniques jeunes sur cendres) où les femmes assuraient 90 % du travail agricole. L'idéal pour une intervention extérieure qui a débuté en 1965, portant sur l'encadrement paysan et l'introduction d'innovation (travail en groupe, amélioration de systèmes et techniques de culture, crédit, mécanisation des travaux, etc...). Mobilisation possible de la "réserve" de travail masculin.

Dans la zone d'intervention, les femmes sont moins touchées que les hommes par la modernisation et par l'économie marchande. Alors que l'autosubsistance compte pour 29 % chez les hommes en moyenne, elle s'élève à 70 % pour les femmes. Le revenu monétaire des femmes n'est que d'un tiers celui des hommes qui s'élève à 63.000 F.CFA par an.

Elles cultivent en moyenne 6 parcelles totalisant 0,75 ha où elles font pousser en cultures associées maïs, igname, arachide, manioc, melon, patate douce. Les maris ont leur propre exploitation plus regroupée (1,4 parcelle) de 0,6 ha comportant surtout des cultures pérennes (café, plantains, arbres fruitiers, palmier raphia).

A la différence du pays Nso des années cinquante, les hommes assument 213 jours de travaux agricoles contre 170 pour les femmes qui passent 49 jours aux travaux domestiques et 13 au commerce. Il n'empêche que 64 % en valeur de la nourriture familiale est fournie et achetée par les femmes, si l'on exclut les boissons !

Au total, s'il y a une meilleure répartition des tâches, les femmes assurent toujours la sécurité alimentaire du groupe familial.

Centre-Sud maintenant, à la même période. Voilà une région forestière longtemps soumise à l'économie de traite s'adonnant à la cacaoculture et soumise à l'influence de la Société de Développement du Cacao. L'excellente connaissance de cette région et des stratégies paysannes a permis à A. Le Plaideur de construire des scénarios de simulation du comportement socio-économique du paysan du Centre-Sud (Ewondo ou Bassa) dans plusieurs hypothèses (1981). Ce modèle constitue pour l'auteur un "garde-fou" pour les développeurs. Il fait ressortir les contraintes majeures qu'elles soient objectives (milieu naturel, disponibilité de la force de travail, commercialisation) ou subjectives (auto-alimentation, priorité des priorités, préservation de la survivance territoriale, investissement dans les moyens de production après avoir acquis les éléments du prestige social).

Nous avons là une sorte de "laboratoire" du développeur. Au rang des contraintes liées à l'appareil de production entrent différents paramètres dont la disponibilité en travail, en raison de la faiblesse de l'équipement matériel (185 à 210 jours pour l'homme, 197 à 240 jours de travail pour la femme avec des horaires journaliers variant de 4,2 à 5,5 H par jour pour la population masculine et 4,8 à 6,3 H par jour pour la population féminine).

Le modèle est conçu pour optimiser le facteur force de travail et non le capital terre et il n'est pas valable pour une zone surpeuplée type Lekié (LE PLAIDEUR - 1981 : 66). Il met en avant la production obligée et prioritaire pour la consommation familiale compte tenu des habitudes alimentaires des groupes Boti (plus de manioc et moins de macabo) et Bassa à base de plantain/manioc/macabo/arachides.

Tableau 8 : LES 3 EXPLOITATIONS-TYPE DU MODELE 3 C
(CAMEROUN, CENTRE-SUD, CACAO-CULTURE)

	Petite exploitation	Exploitation moyenne	Grande exploitation
Surfaces en vivres par cycle cultural	19 ares	29 ares	35,5 ares
Surface en cacaoyers	1,64 ha	2,03 ha	2,76 ha
Hommes actifs	1,1	1,5	1,7
Femmes actives	1,2	1,7	2,7
Total actifs	2,3	3,2	4,4
Population totale	4,6	5,9	7,2
Production moyenne en cacao kg	129	547	1097
Revenu moyen cacaoyer F.CFA	13.000	65.000	134.000

Source : LE PLAIDEUR - 1981 : 6

La force de travail est essentiellement familiale et la division sexuelle reste relativement stricte malgré un léger recouvrement par produit : défrichage et abattage des arbres de la parcelle vivrière par l'homme, aide à la récolte du cacao par la femme. Le modèle pose en butoir l'actuelle répartition sociale des tâches comme la pratique de l'épargne sur pied (pas de récolte du cacaoyer si prix défavorables ou besoins monétaires satisfaits) ou du stockage sur pied (le manioc est récolté quand c'est nécessaire !).

On peut discuter pour savoir si toutes les stratégies possibles ont été intégrées. Les simulations d'intensification des cultures vivrières ou cacaoyères en grande ou petite exploitation révèlent les blocages liés à la disponibilité du temps de travail et à *la division sexuelle des tâches*. Sans apport de main-d'oeuvre occasionnelle ou travail féminin dans la cacaoyère, l'intensification de la culture du cacao

est impossible alors que l'intensification vivrière est une voie possible, si les prix sont attractifs et le marché existant. On aboutit ainsi à démontrer ce que les Bruyem Sellem (marchandes de vivrier de Yaoundé) ont compris et à suggérer à la SODECAO, soit de se donner les moyens de "mobiliser" la main-d'oeuvre féminine sur la cacaoyère en tentant de modifier les règles sociales, soit à reporter son action sur le vivrier (plantain par exemple) ! Le travail révèle aussi les concurrences "conjoncturelles" entre cacaoyer et vivrier en termes de temps de travail et les limites de l'action d'un développement sectoriel.

4.3. Développement contre les femmes ?

Pour en finir avec ce panorama du rôle des femmes dans les processus de changement, nous allons prendre quelques situations contrastées de "développement" au sens où nous l'avons défini en introduction : intervention directe exogène sur le milieu rural avec ou sans objectif de "promotion féminine". Le Cameroun ayant été un terrain d'élection pour tester des méthodologies de modernisation agricole, nous n'avons que l'embarras du choix, de l'agriculture sans paysans à l'agriculture dite participative ou communautaire, de la femme cible des projets à la femme exclue de son rôle nourricier. En effet, dès lors qu'il y a développement, qu'on le veuille ou non, on aboutit très souvent à l'insécurité alimentaire familiale. Surcroît de travail pour des tâches agricoles non alimentaires ou difficile accès à la terre empêchent les femmes de remplir la fonction qu'elles avaient dans le système hors développement sans que rien ne soit prévu pour résoudre ce problème essentiel pour les plus pauvres.

A regarder les investissements étatiques dans le secteur agricole (COURADE - 1984) on est obligé de conclure que l'Etat n'a pensé sa sécurité alimentaire nationale qu'à travers une agriculture sans paysans. La bataille du sucre a été gagnée à Mbandjock (SOSUCAM-CAMSUCO), celle de l'huile de palme à la CDC, la Socapalm, la Pamol (Unilever) et la SAFACAM (groupe De Rivaud). Celle du blé a été perdue dans les 50000 ha de Wassandé, celle du riz est loin d'être gagnée à la SEMRY ! Le choix d'un style d'agriculture mécanisée, taylorisée, réduisant l'exploitant autonome en salarié ou en producteur contractuel n'a pas donné tous les résultats économiques attendus tout en créant de nouvelles poches d'insécurité alimentaire là où rien n'a été prévu pour permettre aux femmes de faire leurs champs vivriers.

Ainsi, dans les plantations d'Unilever (Pamol), les 3.000 salariés logés dans les camps de Bwinga, Lobé, Bai, Mdian ont entre 20 et 30 ans pour 50 % d'entre eux et vivent seuls. Les quelques ménages présents ne disposent pas de champs vivriers dans les domaines. Et l'accès des femmes au foncier hors des "estates" est subordonné à l'acceptation d'un loyer. Peu de femmes, peu de vivres pour l'autosubsistance, des salaires minces, mais nombreux : le vivrier amené par les commerçants Igbo ou Bamenda est rare et cher au point que le Pamol a dû passer des contrats avec des fournisseurs (COURADE - 1980 : 7-126).

Les zones d'Actions Prioritaires Intégrées de l'Est (BELLONCLE - 1979 : 150-154) malgré leur objectif de développement "rural intégré" ont ignoré au départ les femmes. Ce n'est que dans le cadre d'actions de développement dites "complémentaires" qu'un programme de "promotion féminine" a démarré vers 1972. Cette action voisine avec des programmes de lutte contre les maladies vénériennes, de "durcissement" de l'habitat et d'adductions d'eau, bref, le volet social d'un projet sérieux concernant quand même le cacao. Les émules du R.P. Lebret utilisent la formule de l'étude-action pour répondre aux demandes formulées par les femmes. La femme Maka serait considérée comme "la richesse de l'homme" comme productrice de travail agricole et d'enfants. Elle se voit répudiée si elle ne donne pas d'enfant ou cesse de travailler. L'importance des maladies vénériennes génératrices de stérilité explique la priorité sanitaire donnée à l'action de formation. Viennent ensuite l'introduction de nouvelles cultures vivrières et l'amélioration des conditions de travail sans oublier les inévitables cours de couture-ménage ! Pourquoi n'avoir rien proposé pour améliorer les revenus monétaires des femmes par le commerce du vivrier ?

Dans le Bamenda par contre, le mouvement coopératif (COURADE - 1983 : 367-396) a été utilisé par les femmes pour la diffusion de moulins à maïs (pays Nso), la vente de produits vivriers ou la diffusion de l'huile de palme industrielle dans les villages, mais aussi de savon, d'ustensiles de cuisine ou d'habits. Les deux cultures de rente, café Arabica et riz sont aux mains des hommes, si l'on excepte une coopérative féminine à proximité de Bamenda. On voit cependant le chemin parcouru depuis les années cinquante (KABERRY - 1952) : les femmes ont accès à des revenus monétaires par le contrôle de la consommation des denrées de base, elles vendent une partie de leur production et elles réduisent leur peine pour l'égrenage du maïs. En 1978, les 60 groupes de la Nso

Women's Cooperative Society (plus de 2.000 membres) avaient réalisé un bénéfice de plus de 3 millions de F.CFA sur la vente de leurs produits contre 500.000 en 1972. Elles avaient écoulé 132 T d'huile de palme de la CDC et vendu 70 T de vivres de base (maïs, haricots, riz et pommes de terre). Parallèlement, une initiative de la mission catholique dans la même région regroupait plus de 4.000 femmes pour le contrôle de la commercialisation des produits vivriers.

Ces initiatives, limitées et fragiles, semblent avoir réussi dans un milieu où les femmes étaient particulièrement écrasées de travail au point que le commerce vivrier de base est entre leurs mains. L'entraide féminine habituelle a trouvé là un moyen de s'exprimer dans le cadre de l'espace socio-économique attribué aux femmes. Pas de transgression de la sempiternelle division sexuelle des tâches. Développement endogène, non étatique ? A chacun de juger.

Nous ne voulions pas conclure sur une note pessimiste alors que tout incite à penser que le développement tel qu'il est *effectivement* mis en oeuvre et justifié au Cameroun a pour effet indirect de mobiliser encore plus le travail féminin déjà lourd (Centre-Sud, ZAPI, etc...) ou d'exclure les femmes en instaurant dépendance et insécurité alimentaires (complexes agro-industriels, agriculture contractuelle). Les évolutions heureuses - si l'on peut dire - s'inscrivent dans le droit fil des équilibres socio-culturels défavorisant les femmes. A la limite, on peut penser que le mot développement pour les femmes camerounaises ne peut avoir que trois sens : plus de travail, plus d'inégalité avec les hommes, un peu d'assistance socio-médicale pour leur permettre d'assurer le tout. Certains penseront à la paysanne française libérée par la mécanisation, le tracteur et le CNJA ! Peu de personnes croiront à une transposition possible du modèle français pour des raisons techniques et sociologiques.

Et la sécurité alimentaire alors ? Elle n'est bien assurée finalement que dans les secteurs hors développement qui sont condamnés à terme par les projets de modernisation. Et il faut le faire savoir : le progrès n'est pas toujours là où on le croit !

Comment assurer alors l'autosuffisance difficilement obtenue aujourd'hui ? On peut répondre par une boutade : réviser le manuel d'ins-

truction civique ! On peut répondre aussi comme Gourou, le pape de la tropicalité scientifique ou Dumont, l'apôtre du tiers-mondisme militant, en misant sur la "sagesse" des femmes (pour limiter les naissances, gérer prudemment les ressources, être clairvoyantes sur les priorités réelles) ! Comme le faisait remarquer finement J. Bugnicourt, l'âge aidant, les experts masculins du Tiers-Monde désabusés, finissent par espérer que la sagesse viendra *enfin* des femmes. Sans savoir comment...

Les femmes pratiquent sans le déclarer ce que l'on a coutume d'appeler le "développement auto-centré" en assurant la survie de la cellule familiale et sa reproduction. Si stratégie alimentaire nationale il y a, elle ne peut donc que s'articuler qu'avec cette volonté du dedans de se libérer des contraintes du dehors pour les questions vitales. Reste à trouver cette volonté et à explorer les voies et moyens de sa mise en oeuvre. A ce stade, études et recherches dégagées des non-dit et des fantasmes sont nécessaires.

BIBLIOGRAPHIE

ARDENER, Sh. (1975). Sexual Insult and Female Militancy *in ARDENER, Sh. Perceiving women*, London Malaby Press : 20-54.

BALA, H. (1976). *J'aime mon pays : le Cameroun, manuel d'instruction civique et d'éducation sociale*, Yaoundé, CEPMAE, 254 p.

BELLONCLE, G. (1979). *Quel développement rural pour l'Afrique Noire ? Réflexions sur l'expérience des ZAPI du Cameroun*, Dakar/Abidjan, N.E.A., 209 p.

BERG, G. et al. (1981). *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa : An Agenda for Action*, Washington, The World Bank, 198 p.

BOULET, J. (1975). *Magoumaz, Pays Mafa (Nord Cameroun)*, Paris/La Haye, ORSTOM/Mouton, (Atlas des structures agraires au sud du Sahara 11), 92 p. + 6 cartes HT.

BOUTRAIS, J., COURADE, G., GUBRY, P. (1979). *Population, planification et développement rural : l'exemple du Cameroun*, Yaoundé, ISH, 163 p. multigr.

BRYSON, J.C. (1979). *Women and Economic Development in Cameroun*, Yaoundé, USAID, 153 p., multigr.

COUR, J.M. et al. (1984). *Une image à long terme de l'Afrique au sud du Sahara*, Paris, CEE/Caisse des dépôts et consignations, 224 p. + 8 cartes HT + 10 annexes.

COURADE, G. (1980). Les plantations d'Unilever au Cameroun in : *Complexes agro-industriels au Cameroun*, Paris, ORSTOM : 7-126.

—— (1983). Réussite coopérative et développement rural dans un secteur retardé : le cas des Grassfields du Bamenda (Cameroun anglophone) *in Trames : le fait coopératif et mutualiste* (Actes du colloque de Limoges 1981) : 367-396.

—— (1984). Le secteur agricole in : *Le Cameroun*, rapport ORSTOM à la CEE sur "les villes secondaires dans le développement régional et national" (réalisé par J. Champaud, G. Courade et A. Franqueville, confidentiel) : 19-89 multigr.

F.A.O. (1983). *Suite donnée à la CMRADR : le rôle des femmes dans la production agricole*, Rome, FAO, W/M 48 46/C, Comité de l'Agriculture, 7ème session (21-30.03.1983), 16 p. multigr.

KABERRY, P.M. (1952). *Women of the Grassfields. A study of the Economic Position of Women in Bamenda, British Cameroons*, London, H.M.S.O. 220 p. + 2 cartes HT.

LE PLAIDEUR, A. (1982). Modèle 3 C. *Cameroun, Centre-Sud, cacao culture ou simulation du comportement agro-économique des petits paysans de la zone forestière camerounaise quand ils choisissent leur système de culture*, Paris/Montpellier, Irat, 236 p.

P.N.U.D., F.A.O. (1977). *Recensement mondial de l'agriculture et établissement d'un système permanent de statistiques courantes : résultats du recensement agricole 1972/73 pour le Cameroun*, Rome, FAO, AG : DP/RAF/71/186, rapport technique 1, 360 p.

SIMON, H. (1976). *W.A.D.A. Extension Farmers : a Socio-Economic Survey about the Living Conditions and Annual Budgets*, WUM, W.A.D.A., 147 p. + 33 p. d'annexes, dactyl.

RÉSUMÉ

Au Cameroun qui est auto-suffisant, la force de travail constitue un goulot d'étranglement majeur. Après une analyse globale de la relation entre travail féminin et structures de production, l'auteur rend compte du "mode d'emploi" de ce travail dans les économies vivrières marginales, de transition et dans les schémas de développement. Importance de la variable culturelle interne dans "l'exploitation du travail féminin", exclusion des femmes de la sphère productive marchande, rôle primordial dans la sécurité alimentaire domestique. Ceci varie selon les cas. Le drame actuel, c'est que le développement se fait contre les femmes, c'est-à-dire sans les paysans et que l'on peut craindre le retour de l'insécurité alimentaire dans ce pays riche.

ABSTRACT

In Cameroon, a country which has achieved self-sufficiency, the workforce is a source of serious bottlenecks. The author analyzes in overall terms the relation between female labour and production structures and then describes the way in which labour is used in marginal and transitional food crops economies, and in development plans. The importance of internal cultural variables in the "exploitation of female labour", the preclusion of women from the marketable commodities, their crucial role in household food security : there are great variations from case to case. At present the tragic fact is that development takes place against women, i.e. without the farmers ; and that it is to be feared that this rich country will suffer again from food insecurity.

STRATÉGIES ALIMENTAIRES, STRATÉGIES FÉMININES, INTERVENTIONS DE DÉVELOPPEMENT (1)

Annette CORREZE

1. LES STRATEGIES ALIMENTAIRES

Pour la première fois les productions vivrières sont au centre des préoccupations des pays et des bailleurs de fonds. On constate que les importations de céréales dans les PMA ont augmenté de 60 % au cours des années 1978-1983, la part de l'aide alimentaire se situant autour de 50 % du total. En Afrique sub-saharienne la production vivrière par tête a diminué d'au moins 20 % au cours des 10 dernières années, et l'urbanisation qui progresse de 5 à 10 % par an, accélère les problèmes au niveau de la production et de l'approvisionnement en nourriture.

Face à cette situation, une cinquantaine de pays dont une trentaine en Afrique, élaborent, selon le Conseil Mondial de l'Alimentation, une stratégie alimentaire.

La définition de ces stratégies et des moyens à mettre en oeuvre se heurte à l'absence ou à l'imprécision des données de base sur la production, la consommation, les stocks agricoles (2).

Connaître les superficies consacrées aux cultures vivrières, le volume des productions, les consommations familiales etc... est indispensable. Mais l'élaboration des mesures ou des outils nécessaires pour entraîner un accroissement de la production vivrière et une meilleure circulation des produits implique de comprendre et d'appuyer les stra-

---

(1) à partir de situations rencontrées à travers des interventions de l'IRAM au Niger, Mali, Sénégal, Cameroun, Mauritanie, Burkina-Faso, Bénin, Zaïre, RCA, Rwanda...

(2) Aide Alimentaire et Coopération pour le Développement, Document CAD/OCDE, 1984.

tégies internes aux groupes de producteurs dans chacune des sociétés concernées.

Hommes, femmes, jeunes participaient autrefois, chacun dans le mode qui lui était propre et selon son statut dans le groupe, à la gestion de l'espace et des ressources, à la vie économique, sociale et culturelle. Chacun trouvait sa place et son intérêt dans la stratégie globale du groupe pour produire et se reproduire.

Ces stratégies, sous les effets de la crise qui frappe les sociétés paysannes, se sont complexifiées, diversifiées, deviennent quelquefois antagoniques.

Il est indispensable aujourd'hui de prendre en compte les stratégies propres de chacun des acteurs sociaux dans les économies paysannes si l'on veut que les stratégies alimentaires arrêtées au niveau national soient reçues par eux, aient des effets incitateurs sur le niveau de la production vivrière.

2. LES STRATEGIES FEMININES

Les femmes sont désormais plus ou moins reconnues comme des acteurs importants de la production vivrière, bien que la mesure de leur apport - différencié selon les sociétés et les groupes auxquels elles sont reliées - reste à faire dans la plupart des pays et que le peu de données chiffrées disponibles sur leur production directe permette encore bien des appréciations contradictoires.

Leur rôle dans la conservation, la transformation et la circulation des produits vivriers n'est pas mis en question.

Ce qui apparaît cependant largement méconnu et sous-estimé, ce sont les stratégies déployées pour assurer au niveau domestique le maintien et la reproduction de la force de travail et pour participer aux stratégies économiques et sociales de leur groupe familial : apport de céréales ou de produits de base, apport plus qualitatif, au niveau de l'alimentation, par le biais des "condiments" qui enrichissent les sauces, vente d'animaux leur appartenant pour faire face à une pénurie alimentaire ou à des dépenses imprévues : paiement des frais d'écolage, dépenses de santé, d'habillement des enfants etc... (dépenses partagées par les hommes selon les cas).

Autrefois partagées, selon des règles qui s'imposaient aux différents membres des unités domestiques, de nombreuses charges indispensables à la survie, à la qualité de vie, aux stratégies sociales des

sociétés paysannes sont, au quotidien, assurées par les femmes, soit directement à travers leur propre production, soit par le biais d'un revenu propre.

Bien que les données manquent pour mesurer l'importance économique et sociale de cette contribution, des études ou interventions ont permis de constater qu'elle s'accroît sous l'effet des difficultés que connaît le monde rural : destruction des ressources, endettement, exode, faiblesse des prix agricoles, ponctions monétaires diverses, etc...

Dans de nombreux pays on relève que le nombre de femmes chefs de famille s'accroît.

On peut donc faire l'hypothèse que la situation alimentaire des sociétés paysannes et leur capacité à dégager des surplus vivriers dépends aussi, au-delà des mesures prises au niveau global pour aménager les conditions de la production vivrière dans son ensemble et de sa répartition, des mesures qui seront prises pour appuyer l'effort des femmes, préserver ou agrandir les espaces et les marges de manoeuvre dans lesquels elles développent leurs stratégies propres.

2.1. Quels espaces, quelles stratégies ?

Ceux-ci restent largement déterminés par le groupe auquel appartiennent les femmes et les situations sont extrêmement diversifiées.

La situation du monde rural dans la région où elles se trouvent, les règles de fonctionnement de leur groupe ethnique, leur statut à l'intérieur de la famille (âge, rang d'épouse, femme de chef de famille ou de dépendant etc...), la situation économique du groupe familial auquel elles appartiennent (terres disponibles, ressources monétaires, degré d'équipement agricole etc...) sont des critères, parmi d'autres, qui déterminent les marges dont elles disposent pour assurer le rôle économique accru qu'elles sont amenées à jouer, parce qu'elles y sont contraintes ou parce qu'elles le choisissent.

Il est intéressant de remarquer que l'analyse du rôle joué par les femmes renvoie inévitablement à celle de l'ensemble du groupe dans lequel elles vivent alors que de nombreuses études continuent à ignorer le rôle spécifique joué par les femmes. Comment approcher les dynamiques de ces sociétés en ignorant ce rôle ?

Les stratégies économiques déployées par les femmes sont multiples: production agricole directe, transformation et vente des produits, pe-

tit élevage (et quelquefois accumulation de gros bétail), cueillette, transformation et vente, artisanat, pêche et/ou transformation du poisson, commerce, vente de leur force de travail, individuellement ou en groupe...

Elles visent à faire face aux nécessités quotidiennes mais également à maintenir le tissu des relations sociales qu'elles entretiennent avec d'autres femmes, avec leur groupe d'origine qui les accueillera d'autant mieux - si elles y reviennent un jour pour cause de divorce ou d'exode du mari - qu'elles auront matérialisé le lien par des cadeaux réguliers ; elles contribuent également à concrétiser la participation de leur groupe aux manifestations sociales ou rituelles qui exigent souvent apport et échange de nourriture transformée et participation monétaire. Elles permettent aussi la satisfaction de besoins personnels non satisfaits dans le cadre de l'économie du ménage.

Deux critères apparaissent comme fondamentaux pour les stratégies féminines : l'accès aux ressources, l'accès au temps disponible.

- L'accès aux Ressources

En ce qui concerne la production agricole les modalités d'accès à la terre, à l'eau, aux outils, à la force de travail sont des éléments-clefs. Elles sont déterminées par la situation particulière des femmes et renvoient à la diversité des situations féminines.

La terre peut être reçue en héritage de leur lignage, attribuée par le chef de famille dans le cadre des dispositions particulières du groupe, obtenue, dans la mesure des disponibilités foncières, d'un chef de culture ou d'un autre chef de famille, louée ou même achetée par la femme si elle en a la capacité financière.

De la même façon, l'accès aux outils et à la force de travail est régi différemment selon les groupes : aide du mari, des enfants. Les ressources monétaires différenciées chez les femmes permettent ou non la location d'unités de culture attelée, l'appel à de la main-d'oeuvre salariée etc...

L'accès à l'eau est modifié par les interventions. Les modalités en sont différentes s'il s'agit d'une eau "naturelle" (bas-fonds, marigots, berges de fleuve...) où elles rentrent dans le cadre des règles de gestion, par les groupes, de leurs espaces et ressources, ou d'un territoire aménagé (cultures sur puits ou forages, aménagements hydro-

agricoles...) dont l'accès est ouvert par les structures d'encadrement, le plus souvent aux hommes. Dans ce cas, les femmes n'y ont souvent accès qu'à la marge, en "détournant" des canaux, en mettant à profit les fuites par exemple. Dans les zones où existe un fort exode masculin elles ont néanmoins accès directement aux parcelles aménagées.

En ce qui concerne les facteurs de production, "l'indivisibilité" des femmes pour les systèmes d'appui à la production agricole les écarte le plus souvent des modalités d'approvisionnement mises en place. De même, en ce qui concerne le crédit à la production. Elles ont alors recours à des stratégies individuelles ou de groupes : échanges et approvisionnement de semences par des réseaux propres, appel aux tontines, négociation avec les hommes de leur famille, voire soustraction discrète sur ce qu'ils possèdent. Des conflits autour de l'appropriation de la matière organique (déchets de case, fumier du parc à bétail...) se remarquent de plus en plus.

Les autres activités menées par les femmes dépendent, elles, surtout de l'accès aux matières premières et des ressources monétaires (et de temps) pouvant être mobilisées.

Dans ce domaine également la marge de manoeuvre est déterminée par le milieu de vie, les règles du groupe, mais aussi par la situation économique de la famille et de la femme elle-même. Ici, comme dans d'autres domaines, la différenciation sociale traverse la différenciation sexuelle.

- L'accès au Temps

Le statut des femmes,dans les sociétés agraires des pays où nous avons travaillé, leur confie la plupart des tâches domestiques quotidiennes : approvisionnement en eau, en bois ou autre forme d'énergie, préparation et transformation des aliments, entretien de l'habitat, hygiène des enfants, etc...

A ces tâches, dévoreuses de temps dans de nombreux cas, s'ajoute la participation aux travaux agricoles dans les sociétés où elles y sont requises, les soins aux animaux, etc... Sur les cultures de rente faites par les hommes elles sont requises pour certaines tâches : tri, séchage, cueillette, transport, etc... Ces travaux sont prioritaires par rapport aux leurs.

Très souvent les activités économiques spécifiques des femmes se déroulent dans le cadre d'une conquête permanente du temps. Les stratégies déployées consistent à mettre à profit chaque moment et à mener de front plusieurs activités, ce qui rend d'ailleurs difficile une véritable mesure des temps de travaux féminin et de leur contribution à l'économie familiales et nationale.

Des changements interviennent lorsqu'elles sont libérées de certaines tâches (en fonction de leur âge, de leur statut matrimonial, etc...) et ce sont souvent les femmes les plus âgées qui maîtrisent davantage leur emploi du temps. On remarque néanmoins que les jeunes femmes, dès qu'elles le peuvent, cherchent également l'occasion d'avoir accès à des ressources propres. C'est pour elles surtout que l'équipement des exploitations et des villages joue un rôle important, même si, en ce qui concerne les exploitations, il contribue quelquefois, à travers une augmentation des superficies cultivées par exemple, à alourdir certaines tâches.

Les revenus monétaires du groupe et son statut (présence de captifs, etc...) mais surtout les ressources de la femme elle-même jouent un rôle important dans la mesure où ils permettent de faire appel à de la main-d'oeuvre salariée pour certaines tâches.

Là encore "l'invisibilité" des femmes n'a pas souvent permis qu'elles bénéficient d'innovations technologiques leur permettant d'économiser temps et fatigue. Alléger les tâches féminines ne représente pas seulement un volet social ou humanitaire, cela leur permet d'augmenter leur participation à la vie économique et sociale. C'est ainsi en tout cas qu'elles l'expriment et c'est la condition pour améliorer la productivité de leur travail et augmenter leur contribution aux "stratégies alimentaires".

2.2. Les contraintes pesant sur les stratégies féminines

On l'a vu, elles sont de plusieurs ordres : liées au statut social et matrimonial, à la crise des sociétés paysannes qui fait qu'elles se retrouvent de plus en plus chargées d'assurer le quotidien et souvent, plus que le quotidien, liées au fait que des femmes, de plus en plus nombreuses, se retrouvent seules pour maintenir des communautés de vieux et d'enfants.

Une contrainte très lourde s'ajoute à celles-ci : le désintérêt de la plupart des interventions de développement pour les mécanismes qui

prévalent dans le fonctionnement des sociétés paysannes, indifférence à leurs objectifs propres, aux stratégies différenciées qu'elles déploient, à la diversité des situations.

La proposition de modèles techniques quasi uniformes, de logiques purement économiques, le refus de voir qu'au niveau des exploitations opèrent des individus, hommes, femmes, jeunes ayant des stratégies différenciées et que des projets portant sur un produit, un espace (aménagement ou plantation), un thème entraînent des réaménagements très souvent déséquilibrants dans le fonctionnement social et économique (mobilisation différente de la force de travail, appel à des ressources qui ne peuvent plus être redistribuées, pouvoirs de décision ou de contrôle social modifiés, etc...) s'ils ont entraîné la plus grande partie des échecs des projets, ont aussi augmenté les contraintes pesant sur les stratégies féminines.

Réduction de l'espace disponible, aménagement des espaces les vouant dans la plupart des cas à une culture unique, mobilisation des ressources monétaires de l'exploitation dans le cadre du projet, ne leur permettent pas de continuer ou gênent leur stratégie de sécurité vivrière ; l'implantation d'unités industrielles de transformation les dépossède de l'accès aux matières premières (exemple du karité, du riz, etc...) pour lesquelles elles rentrent en concurrence avec les hommes (si la cueillette devient rentable) ou avec un monopole d'Etat. Les ressources monétaires qu'elles tiraient de ces activités disparaissent, etc...

Absentes des structures paysannes mises en place, elles n'ont à aucun moment l'occasion d'exprimer ces contraintes, de relever les effets négatifs des interventions, de négocier comme partenaires les hypothèses de travail. Quels critères concernant les femmes utilisent les cellules "suivi-évaluation" au niveau des grands projets de développement ?

Les femmes sont plus généralement identifiées comme "bénéficiaires" d'actions socio-éducatives censées donner un caractère "intégré" à des projets. Là aussi le modèle implicite véhiculé par les colonisateurs et les intervenants occidentaux ignore la réalité économique et sociale.

Il est important en effet d'identifier les différents niveaux de blocage qui empêchent la reconnaissance du rôle effectif joué par les femmes dans les économies paysannes.

On a vu que le statut matrimonial et social détermine en grande partie le cadre des activités féminines. Ce statut est le plus souvent

contraignant. Il faut néanmoins noter que c'est au niveau des paysans qu'il y a, dans bien des cas, le moins de résistance à des actions en direction des femmes dans le domaine économique. C'est le résultat d'une évolution et du constat qu'ils ont été amenés à faire que leurs femmes jouent un rôle essentiel dans leur survie. Même s'ils ne sont pas exempts de contradictions:"les femmes travaillent avec nous mais quand l'argent rentre ce n'est pas leur problème", ils manifestent souvent de l'intérêt, car ils sont directement intéressés , quand on discute avec eux d'hypothèses d'appui aux productions féminines.

Du côté des responsables nationaux les blocages sont souvent plus forts au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie "technique" et que l'on s'éloigne du terrain.

Souvent engagés dans des relations conflictuelles avec les femmes urbaines qu'ils côtoient, ils prennent toute manifestation d'intérêt pour les femmes rurales pour du "féminisme" et ressentent comme une menace la volonté d'appuyer les femmes dans leurs efforts. Ils expliquent volontiers que les cadres féminins ne leur donnent pas satisfaction (paresse, refus d'aller en brousse, nombreux congés de maternité, absentéisme, etc...) en oubliant que ce portrait (sauf en ce qui concerne les congés de maternité , mais les femmes en sont-elles seules responsables ?) peut aussi s'appliquer à de nombreux cadres masculins...

Connaissant personnellement plusieurs cadres féminins dans des pays différents, motivés par le travail avec les femmes rurales, nous pouvons témoigner des pressions qui s'exercent et des difficultés que ces femmes cadres rencontrent pour faire ce travail. Il y a souvent une certaine mauvaise foi dans les déclarations qui sont faites. Pour certains décideurs nationaux, aussi, les femmes rurales sont invisibles.

Au niveau des Etats les groupes de pression (sociaux, religieux, politiques...) s'exercent plutôt contre ou sans les femmes paysannes. Bien que la situation évolue rapidement, les "Unions des Femmes" reconnues officiellement ont longtemps ignoré, au moins au niveau national, les femmes rurales ou plaqué à leur sujet des modèles inadaptés.

Enfin les bailleurs de fonds et les organisations internationales et leurs experts ont renforcé ces attitudes en méconnaissant les fonctions réelles des femmes dans les économies paysannes et en abordant le problème, quand on y pensait, sous une forme paternaliste et selon un schéma calqué des schémas occidentaux. Certaines réactions du monde

masculin du développement nous paraissent très proches de celles des cadres nationaux. Dans ce sens ils renforcent très souvent, sans le savoir, le blocage à ce niveau.

3. LES FEMMES DANS LES STRATEGIES ALIMENTAIRES

Dans l'hypothèse d'une augmentation globale des productions vivrières et de leur introduction dans un espace économique porteur, il est clair que c'est au niveau global des unités d'exploitation que ce "développement se réalisera". Ce ne sont pas les femmes seules qui assureront une production vivrière élargie. Mais on peut faire l'hypothèse que leur travail sera largement mobilisé et qu'en tout état de cause la reproduction de la force de travail sera encore en grande partie assurée par elles.

On a vu avec les cultures de rente que le revenu monétaire au niveau des exploitations n'était pas redistribué de façon à ce que les besoins des différentes catégories (femmes, jeunes, dépendants) soient satisfaits et que ce phénomène était souvent à l'origine de l'exode des jeunes et des conflits hommes/femmes. L'entrée des cultures vivrières dans un espace économique élargi et valorisé peut produire les mêmes effets si des méthodes d'interventions nouvelles ne sont pas mises en oeuvre. Déjà on relève dans de nombreux pays des faits significatifs : au Zaïre, l'amélioration du réseau routier et la mise en place de circuits de commercialisation organisés aboutit à une appropriation par les hommes de la commercialisation des surplus vivriers des femmes qui perdent à la fois le contrôle de l'alimentation familiale et du revenu qu'elles pouvaient tirer de la vente des surplus. Ce fait est enregistré également au Cameroun dans une région proche de Yaoundé. L'importante demande de produits vivriers produite par les villes en extension accélère ces changements.

Au niveau des superficies disponibles se jouent des problèmes identiques : au Rwanda l'extension des bananeraies (la fabrication de bière de banane est, dans certaines régions, la ressource monétaire principale) amène une réduction des superficies consacrées au haricot, base de l'alimentation.

Au Burkina-Faso, les jeunes chômeurs urbains ramassent le karité, il en est de même au Mali dans la mesure où un prix intéressant est proposé par les usines de transformation, etc...

La diminution des ressources au niveau des femmes a des effets directs sur la situation nutritionnelle des communautés. Les stratégies alimentaires ne peuvent ignorer ce fait.

Il est important que les femmes, qui apparaissent le plus souvent dans les documents sur les stratégies alimentaires comme étant une des catégories vulnérables auxquelles doit être destinés en priorité l'aide alimentaire, soient aussi considérées comme des *partenaires*, porteuses de savoirs, d'expérience, de courage et de projets.

Pour cela il est nécessaire que toute mesure et tout mécanisme destiné à augmenter les productions vivrières soient étudiés à partir d'une analyse des situations réelles, à laquelle tous les partenaires devraient être associés.

L'accès des femmes aux ressources et au temps doit être facilité, augmenté par tous les moyens envisagés.

Mais leur accès aux intrants, à l'équipement agricole, aux terres aménagées, au crédit, aux réseaux de commercialisation, etc... doit tenir compte des conditions particulières dans lesquelles elles exercent leurs stratégies économiques. Leur donner seulement accès aux procédures telles qu'elles sont actuellement proposées : crédit garanti par une production commercialisée par des circuits officiels, accès à des parcelles aménagées dans le cadre d'un calendrier agricole défini en dehors d'elles, formations proposées selon des modalités ne tenant pas compte de leur charge de travail, etc... serait peu efficace.

Les appuis aux activités économiques des femmes doivent être donnés selon des formes revêtant une plus grande souplesse. Elles sont capables de définier elles-mêmes ce dont elles ont besoin et les formes d'organisation (s'appuyant sur celles qu'elles ont déjà mises en place elles-mêmes) qu'elles peuvent se donner. Encore faut-il les interroger.

Déployer les productions vivrières suppose que soient *négociées* la gestion des ressources entre les différents acteurs de la production agricole. Dans ce domaine où ce sont le plus souvent les femmes qui maîtrisent l'expérience, il est important qu'elles soient présentes à tout niveau : recherche-développement, appuit en amont et en aval de la production, transformation, etc...

Toute solution élaborée en dehors d'elles ne peut qu'amener des conflits, des tensions dont souffriraient les communautés dans leur

ensemble et qui freineraient l'effort destiné à permettre aux pays de maîtriser leur sécurité vivrière, élément d'indépendance.

Si les stratégies féminines se heurtent à des contraintes trop fortes elles ne seront plus solidaires de leur communauté (rappelons que les femmes rurales y réintègrent actuellement la plupart de ce qu'elles obtiennent à partir de leur effort autonome) et en favoriseront l'éclatement (départ des jeunes suscité par elles, divorces, etc...). L'exemple de l'Amérique Latine, dans les conditions sociales, politiques et économiques que l'on sait, où hommes, femmes, enfants reflués vers les centres urbains sont contraints de lutter séparément, dans des conditions de vulnérabilité accrue, amène à souhaiter que les femmes africaines restent des alliées de leur communauté.

RÉSUMÉ

Les stratégies déployées par les femmes pour assurer au niveau domestique le maintien et la reproduction de la force de travail sont conditionnées par deux facteurs essentiels : l'accès aux ressources et l'accès au temps, eux-mêmes déterminés en partie par le statut de la femme dans la société. Les interventions de développement peuvent gêner ou remettre en question ces stratégies.

L'auteur montre que si on ne lève pas les contraintes que les femmes rencontrent il sera difficile d'améliorer la situation alimentaire aux différents niveaux de la production, de la consommation et de la circulation des produits. Les femmes doivent être des partenaires dans les stratégies alimentaires.

ABSTRACT

Women's strategies aimed at maintaining and reproducing the workforce in the domestic unit are conditioned by two major factors : access to resources and access to time, both of which are in part determined by the women's status in their societies. Development actions can hinder or question these strategies.

The author shows that if the women's constraints are not removed, it will be difficult to improve the food supply situation at the various levels of food production, consumption and circulation of products . The women must be treated as partners in food strategies.

WOMEN AND THE NEW PEASANT HOUSEHOLD ECONOMY IN CHINA

Elisabeth CROLL

During the past five years, rural development policies in China have been characterised by a rapid and radical restructuring of the relations of production, the single most important effect of which has been the substitution of the peasant household for the collective as the dominant unit of production. The peasant household economy has consequently become a much more complex and autonomous economic unit engaging in a wide range of productive activities which in turn have placed new and important resources at its disposal and led to increasing differentiation and divisions within it. In order to identify women's new productive roles and to analyse the response of peasant women to this restructuring and relocation of production to the peasant household, this paper briefly outlines the main characteristics of current economic reforms in rural China and their likely implications for the sexual division of labour, the intensity and organisation of women's labour, their control over production and the distribution of rewards.

1. THE RELOCATION OF PRODUCTION TO THE HOUSEHOLD

The process by which the peasant has become the major unit of production is the reverse of that of the 1950s when the means of production including land was gradually collectivised. It is a consequence of the new strategy to modernise and develop the rural economy by altering inter-sectoral relations in favour of agriculture, increasing rural production, improving the management of the rural economy, diversifying agriculture and furnishing incentives to raise productivity thereby increasing peasant incomes. To achieve these ends, the post-Mao

government introduced a number of new and radical rural reforms including the rural responsability system, the expansion of domestic sidelines or individual household production and the diversification and mechanisation of agriculture.

The original aim of the responsability system was to initiate a new form of management in the collective sector, reduce the size of the labour group and to provide incentives to promote production, and link reward more directly to performance (1). In more than 90 % of China's collectives, the production team has contracted out parcels of land and production output quotas to each peasant household. The household is thus allocated land on a per capita or per labourer basis for crop cultivation over a fixed period of time, usually 15 years, and draught animals and small and medium-sized equipment. On the land, the household contracts to grow specified crops and to sell a portion of the harvest set according to the expected yield of the land to the collective. The household retains enough cereals for its own subsistence and any surplus over and above this is either sold to the State at a higher price or sold in the private market. The household takes responsibility for all field management from sowing to harvesting and for the costs of production including the hire and exchange of labour and small machines. In addition to the responsibility lands the household continues to be allocated a small private plot on which to grow foods for subsistence and for exchange and fodder or other produce over which it has complete control.

Peasant households in addition to cropping based on contracted lands may also contract to undertake a variety of sideline activities. The present government aims to diversify the agricultural economy by broadening the previous emphasis on cereal production and developing the production of commodities for the internal and external market and to provide employment for surplus labour. As with crop production, the production team has contracted out most collectively-owned animals, poultry, fisheries, orchards and other like activities to individual households who are responsible for production and are paid according to output. More important than the contracting out of collective side-

(1) For a longer discussion of the responsibility system and full policy sources see Elisabeth Croll, *Changing Patterns of Rural Women's employment, Production and Reproduction in China*, ILO, Geneva 1984.

lines, however, is the development of domestic sidelines such as raising animals and handicrafts which are financed and undertaken by the peasant household itself (1). Domestic sidelines not only have the advantage that their labour and capital are chiefly provided by the individual peasant household, but that at little cost to the state or the collective they provide quick returns, rapidly increase supplies of food and small consumer goods for subsistence and for exchange and make available raw materials for industry.

As a result of these recent reforms, production has come to be based on the peasant household, and some 85 to 90 % of them are still mixed economy households although more diversified and complex than before. A typical peasant household will thus produce grains from the land allocated to it the collective for subsistence, for purchase by the State and for the market, or cultivate cash crops for State purchase and local markets ; they will also produce vegetables, pigs, poultry production and handicraft goods for their own use and increasingly for the local and export market.

In a new and important development, peasant households are also being encouraged to look elsewhere than to the land for employment and to develop domestic sidelines to the extent that they come to specialise in some form of commodity production. The introduction of specialised households marks the beginning of a new style of household economy or one that is 'small and specialised' as opposed to the mixed economy households which are still 'small and complete' (2). A peasant household is said to be specialised if the main labour force is working or managing some form of specialised commodity production with the rate of commodity reaching 50 % or more and with its income from commodity reaching 50 % or more of the total household income (3). Specialised households need not contract lands from the production team, and some peasant households are encouraged to disengage themselves from working in the fields. Indeed the government anticipates that as few as 30 % of China's 800 million peasants may be engaged in crop cultivation in

---

(1) For a full discussion of domestic sidelines and full sources see *Ibid.*

(2) 'Developing Specialised Households is a Major Policy", *Renmin Rinao* 23 Jan. 1984.

(3) 'Anhui Regulations on Specialised Households', *Survey of World Broadcasts*, BBC, 28 April 1984 (FE/7629/B11/7).

the future (1). Since most of the rest are to be encouraged to specialise in commodity production, the characteristics of specialised households are important in setting the trend for the future. In 1984, it was estimated that between 10 to 20 % of China's peasant households were 'specialised' households and unidimensional in their focus (2).

As a result of the new reforms, the relationship of the individual peasant household to the collective has been substantially redefined. The collective remains responsible for distributing land and drawing up the terms of the production contracts with individual households. In this, it is advised by State planners who set the cropping patterns, the overall timetables for production and the expected yields from the land. The collective is also responsible for the purchase of production output quotas at a fixed price, and a portion of this produce is then transferred to the State either in the form of agricultural taxes or as the fixed production quotas set for the collective ; in addition the collective may retain some of the produce for its own accumulation, welfare and administrative funds. The government anticipates that a new partnership between the collective and the peasant household will evolve in which the collective, instead of being the main unit of production as in the past, will encourage and support the peasant household by providing goods and services which will enable the households to better fulfil its role as the main unit of production of crops and sidelines. For example, the collective is encouraged to arrange for the supply of seeds, fertiliser, fodder and animals and provide veterinary and other services to ensure high rates of productivity and quality in production. To provide an additional outlet for products, rural fairs and markets have been re-established where goods, foods, local handicrafts and daily necessities may be exchanged between producer and purchaser at prices negotiated according to local supply and demand. The government anticipates that both mixed economy and specialised household in particular will require a new degree of technology, capital, raw materials, transport, storage and processing facilities and also market information and market guidance. The government established guidelines for

---

(1) 'Development Plans in the Rural Areas', *Xinhua News*, 13 March 1984.
(2) 'Expansion of Rural Production', *Survey of World Broadcasts*, BBC, 1 Feb. 1984. (FE/W1272/A/2).

this new division of labour between the collective and the peasant household when it recently required that the new focus of the collective economy at all levels from the production team to the township or commune levels should be the servicing of the peasant household and more particularly the peasant household specialising in commodity production in order to both facilitate production and more particularly to ease circulation, distribution and consumption. These are all areas where the infrastructure in rural areas has been weak in the past and which are mostly beyond the resources of the individual peasant household.

During the past five years then the peasant household has acquired a new degree of authority and independence of the collective in that, although it is still subject to regulations concerning access to land and other means of production, cultivation plans and compulsory sales of production quotas, it now has more control over its surplus produce over and above State quotas, the planning and management of production and the allocation of its material and labour resources. Indeed the expansion and reorganisation of production at the households level has wide implications for the position of women and in particular for the division of labour, the organisation and intensity of women's labour, their control over production and the distribution of rewards within the peasant household.

2. DIVISIONS OF LABOUR

Perhaps the most important repercussion of the reform and one that has immediately and intimately affected the way in which peasant women structure their daily lives has been the reduction of labour supervision by the collective. Again and again in interviews, peasant women noted with evident relief and pleasure that they now exercice a new degree of control over the arrangements of production and enjoy some flexibility in production. Whereas in the past, production team leaders has allocated production tasks each morning and the workpoints they earned had been directly related to and dependent on their presence in the fields for set times regardless of the actual demands of the labour process, now they labour in the fields when crop production necessitates it and turn their attention to alternative activities at other times. Although management and distribution of labour is now decided at the household level, in practical terms the degree of control which women will exer-

cice over their own labour is likely to be primarily determined by both the range of economic activities undertaken by the peasant household and the sexual division of labour within it.

Where all members of a peasant household continue to operate a mixed economy and combine crop cultivation on their contracted lands alongside the production of domestic sidelines, payment according to output and the diversification and unlimited expansion of domestic sideline production has increasingly brought about a new division of labour in which men undertake field work and women the domestic sideline. Previously, both the men and women of the peasant household would have both had to be present in the fields to earn sufficient work points ; now the new division of labour has come about as a consequence of two concurrent trends : the rise in surplus labour in the countryside and the diversification of the rural economy. The new calculation of remuneration according to output and the more efficient use of labour in the fields have both led to a significant decline in the demand for labour in the fields. According to recent national and local reports, surplus labour has risen by a third or so over the past five years, and it is forecast that in the future the number of persons engaged in agriculture may be reduced by some two thirds thus giving rise to surplus labour of some 22 million persons (1). Much of this surplus labour is likely to be made up of women, whether they were previously the main or auxiliary field workers, and peasant women have thus been encouraged to allocate more of their labour to domestic sidelines.

It has long been one of the characteristics of domestic sideline production that its scale of operation has been almost exclusively determined by an individual households access to women's and especially to older women's labour. Occupations such as cultivating vegetables and tending livestock and producing handicrafts have been traditionally performed by the women of the household. Consequently the expansion of domestic sidelines and diversifying the economy by raising pigs, chickens and other animals, fish farming, the cultivation of vegetables and fruit and the establishment of handicraft industries have all broadened the scope of women's income-generating activities so that the

(1) Ma Ping, 'A Challenging Leader', *Women of China*, April 1983 ; Kang Keqing, 'Problems Facing Women in China', *Survey of World Broadcasts*, 13 Oct. 1980.

pattern whereby women stay at home and are engaged in various side-occupations is increasingly a characteristic of households in which the males are employed in full-time agricultural field work (1). Reports describing the way in which peasant households have taken advantage of the new economic reforms to expand their economies beyond field work frequently reveal that, once it is apparent that the men of the household are able to cultivate the lands by themselves, women turn to animal husbandry, handicrafts, food processing and other income-generating activities (2).

A quite different division of labour has been established in peasant household in regions where there was a wide range of alternative employment opportunities outside of agriculture and the men of the household are frequently employed in non-agricultural enterprises. It was not uncommon before 1978 in these regions for the men of the village to move into rural industries, capital construction projects, mining, fishing and forestry and other like occupations. In such regions, the proportion of women employed in the agricultural labour force or in the fields was consequently much higher and sometimes even as high as 80 % or so. Now these women cultivate the contracted lands in addition to expanding their domestic sidelines and undertaking domestic labour. It is commonly reported that many households in the countryside have become such 'half-side' families, that is, those in which the husbands work in occupations other than agriculture or farm work and either commute from the village on a daily basis or are absent for longer periods (3). The new divisions of labour within the household are important for they have immediate consequences for the degree of control which women exercice over production.

---

(1) Xu Dixin, 'On the agricultural responsibility system', *Nongye Jingji Wenti*, Beijing, 11, 1981, p. 6.
(2) Liu Fanrong, 'A Hill Family Goes All Out', *Women of China*, July 1983, p. 2 ; Xiao Ming 'What the Responsibility System Brings', *Women of China*, Nov. 1983.
(3) Xiu Ling, 'Once Poor, Yanbei is Prospering', *Women of China*, Jan. 1983, pp. 18-19 ; Xiao Mong, *op. cit.*

3. CONTROL OVER PRODUCTION

The question of whether it is women themselves who will now decide on their own production programmes or the male head of the household as traditionally, will very much depend on gender divisions in the labour force. Where the men of the household are employed in agricultural production, then in all probability it will be the male head of the household who has re-acquired authority and who will decide the organisation of labour, the distribution of tasks within the household and receive remuneration due to it from the collective. In these conditions the traditional relations of authority within the household may well be reproduced in production and affect women's authority and share of the rewards. Where the men of the household are engaged in pursuits other than agricultral field work, then women may well have acquired a new flexibility and a large measure of control over the peasant household economy. As one husband who resided away, ruefully remarked on this return to help with the harvest :

> Now that she /his wife/ handles everything in and outside of the house, I've been reduced to her farmhand (1).

It is also one of the characteristics of specialised households, particularly those producing pigs, chickens and handicrafts, that their operations are frequently planned and managed by the women of the household. Indeed the 'half-side' families and many specialised households have become, for all practical purposes, virtually female-headed and operated, in that in the absence of the men, the women come to plan, manage and control the various economic activities and do not yet seem to have suffered the discrimination characteristic of female farming systems elswhere.

4. INTENSITY OF FEMALE LABOUR

If peasant women now enjoy a new flexibility and in some instances a new control in organising their production roles, most also recognise that they work harder than before. Combining the individual management and cultivation of contracted lands and expanding domestic sidelines has increased the demands made upon the labour of peasant women who

---

(1) *Ibid.*

already prior to 1978 laboured from dawn to dusk to fulfil their productive and reproductive roles. In the past few years many women, particularly those who are the sole agricultural workers and who have younger children, have noted that their lives have become much busier as a result of the economic reforms :

> 'Though its hard work, we peasant women have been accustomed to work in the fields since we were children. Women continue to undertake field work and household work but we have become even busier in the last two years mainly because of keeping domesticated animals at home on the side' (1).

Generally peasant women recognise that they are working harder as a result of the economic reforms, but they also perceive there to be a direct link between their hard work and higher incomes, and it is not uncommon for their earnings to be higher than those of the men of the household and for them to now be the major contributors to the household budget.

5. DISTRIBUTION OF REWARDS

One of the main aims of the rural economic reforms has been to improve peasant livelihood generally by altering the relations between accumulation and consumption in favour of consumption and raising standards of living. Indeed in the first five years a combination of the new policies and a succession of favourable climatic factors have caused the largest overall rise in peasant incomes since the 1950s (2). Peasant households have particularly benefited form reductions in agricultural taxes, rises in agricultural prices and lowered produce quotas all of which have increased peasant household incomes even in the poorer areas. However the question of how far peasant women will benefit from the new prosperity in much of the Chinese countryside is a far more complex question and is dependent on the income and livelihood of the individual household of which she is a member, the size and visibility of her inputs and the relationships of exchange within the peasant household itself.

---

(1) Xiu Ling, *op. cit.*

(2) See Sample Surveys of Peasant Household Incomes and Expenditures, *Beijing Review*, 24 October 1983, pp. 22-3 ; Lee Travers, 'Post-1978 Rural Economic Policy and Peasant Income in China', *China Quaterly* Vol. 98, June 1984, pp. 241-260.

The welfare of the individual peasant woman will more than ever depend on the labour and material resources of the individual peasant household of which she is a member. If there has been an overall rise in average household income, there has also been increasing differentials between peasant households over the past five years. Not only do differentials between regions according to natural endowments of location, proximity to markets and transport points remain, but there are increasing differentials within regions. The post-Mao governement itself has always recognised that the degree to which individual households will benefit from the new economic reforms will vary. In 1982 it anticipated that in the next few years 30 to 40 % of peasant households would become rich, 40 to 50 % would achieve considerable improvements while 15 to 20 % of peasant households with little or no labour power, no technical qualifications and no planning or business acumen would still encounter difficulties in meeting basic needs (1). In a similar vein, the government has forecast that within any one collective, it is likely that on average the richer households will earn two to three times the income of poorer households, and although even greater differentials are probable in some localities, these are seen to be an inevitable consequence of the greater household control of production. At the present time, the government seems prepared to tolerate the rising differentials in the interests of promoting riches for some. Now that the collective plays a much reduced role in deciding incomes and there are increasing differentials between households, the welfare of poorer peasant women will very much depend on the degree that the collective will be able to arrange for equal access to inputs by poorer households and for the welfare and support of households without adequate labour power.

Within the household the distribution of rewards will very much depend on the size and visibility of women's labour inputs and her consequent bargaining power. The calculation of remuneration according to output, in principle, means that women may well receive more equal pay and make a more equal contribution to the household budget than in the past. Previously where both men and women laboured in the fields, the average number of work points allocated to women by the production team

(1) *New China News Analysis* 9 March 1982.

whether they were calculated according to either female labour capacity or the type of agricultural task performed was consistently two to three points lower than those accorded to men. Now that remuneration is made on the basis of fulfilling output quotas and rewards are distributed irrespective of the sex of the producer, women's share of the earnings may be more equal. However where both men and women undertake field work, there is the danger that women's individual contributions, although more equal, may be less visible than in the past for any payment due to the household is now calculated on the basis of total output regardless of the number and identity of family members whose labour contributed to its production. In the past these individual contributions were separately noted at the end-of-harvest-reckoning even if the actual income might still have been handed to the household head in one envelope. In the new system, it may be more difficult for the women themselves and their family members to identify their share of the inputs and bargain over the distribution of rewards.

The question of how far women's separate contribution from domestic sidelines will be recognised by other members of the peasant household, will very much depend on the scale of the domestic sidelines and how far they are defined and represented as 'work' or formal income-generating activities and thus deserving of appropriate recognition. In the past, they were frequently seen to be indistinguishable from domestic labour and therefore not generating of income. However the definition and status of domestic sidelines may become less of a problem as domestic sidelines are expanded and women allocate the major portion of their labour to them and contract sideline production quotas with the collective. Thus is has emerged that in some production teams, a skilled women's annual income from sideline activities such as animals and handicrafts can far exceed that of an able-bodied male. These women alone can earn hundreds of yuan from contracted sidelines and frequently their specialised occupations are so successful that not only does the wife's income unmistakably outweigh that of her husband, but he has even been known to apply for permission to join her enterprise.

The new system of remuneration will not affect the recognition of women's contribution where they constitute the sole workers of the household employed in the fields and indeed they are now likely to contribute a higher proportion of the household budget than other members. Previously field workers had been disadvantaged in terms of income and

other benefits compared to those employed in rural industry, the army and other occupations which put them on a fixed wage outside of agriculture. Now because of higher prices paid for agricultural produce and the opportunities for combining field work with other income-generating activities, field workers have been placed in a better income-generating position than those on fixed wages outside of agriculture and they have come to be the major earners. Thus the new division of labour whereby women either take responsibility for domestic sidelines and commodity production or for field work and domestic sidelines need not necessarily be to her detriment for it is likely to have increased her contribution to the household budget.

However the question of whether women's increasing share in the inputs has affected her bargaining position that is recognised and is reflected in the distribution of rewards and in consumption patterns is a much more difficult one. Traditional age and gender hierarchies have survived in the countryside, data on intra-familial distribution of income, food and other rewards is scarce and the relations of exchange within the household do not seem to be a matter for education or for official concern. Again the bargaining power of the women is likely to be directly affected by the division of labour within the household, their age and position in the household and the presence or absence of the males in farming not to mention personality and other factors.

6. FUTURE TRENDS

At the present time, it is apparent that the multifarious repercussions of current policies practically both benefit and penalise women. Just as the acquisition of a measure of control over the labour process and the increased value placed on women's income-generating activities may contribute to women's authority, economic independence and welfare, so equally they may lead to an intensification of female labour, circumscribe her legal rights to equality and reduce her independence in production and reproduction. Quite how the advantages and disadvantages for women of this present strategy of rural development will balance out in the long-term will very much depend on the future relationship between the collective and the peasant household and the gender divisions and hierarchies within the peasant household itself. So far the emphasis has been on the productive roles of the peasant house-

hold and its acquisition of control over the means of production, over planning, investment and material and labour resource allocation and its participation in the wider economy through exchange. There is evidence to suggest that the peasant household itself perceives its own position to have been both practically and symbolically strengthened by the new reforms (1), but it is also evident that individuals are increasingly dependent on the performance of the peasant household economy to provide for their basic needs and well-being. If a significant group of peasant households are not in a position to take advantage of the new economic reforms to participate in the general rise in peasant incomes and livelihood, then there will be increasing differentiation between peasant women. In the long run, it is the degree to which the collective can ensure equal access to resources by all peasant households and guarantee the welfare of the disadvantaged households which will determine the overall position of peasant women generally and in particular female-operated farming households.

Within the peasant household it is largely the division of labour which will determine the position of women within it, their visibility in production and their share in and control of their earnings. At the present time what is striking about the new policies is that it is assumed that the household and therefore women will benefit, and that in all the literature on the devolution of responsibility to the peasant household, there is little or no attention given to the distribution of productive tasks and labour or rewards within the husehol itself. Without such attention, the danger is that just as in the process of collectivisation when patriarchal relations survived a radical restructuring of the relations of production, so in households where there is little or no division of labour such patriarchal relations may be strengthened by the relocation of production to the peasant household.

(1) John Gittings, 'From Blossoms to Bricks', *China Now*, Summer 1984 ; 'Rural Population Policy', *Survey of World Broadcasts*, BBC, 18 Feb. 1982 (FE/%/L&/B11/4) ; Population and Education in Family Planning Work, *Renmin Ribao* (Editorial) 29 Sept. 1981.

ABSTRACT

During the past five years, rural development policies in China have been characterised by a rapid and radical restructuring of the relations of production, the single most important effect of which has been the substitution of the peasant household for the collective as the dominant unit of production. This major change has affected the sources of food supply and the mechanisms of the state, collective and market that determine what foodstuffs are produced by, allocated to and purchased by individual households. In turn the restructuring of women's productive roles has affected the intensity and organisation of women's agricultural field labour, their control over production and the distribution of rewards.

RÉSUMÉ

Au cours des cinq dernières années les politiques chinoises de développement rural ont été caractérisées par une restructuration rapide et profonde des rapports de production. La conséquence la plus notable en aura été le passage de la collectivité au ménage agricole en tant qu'unité de production dominante. Ce changement important a eu une incidence sur les sources d'approvisionnements alimentaires ainsi que les mécanismes étatiques de la collectivité, et du marché, qui déterminent les denrées alimentaires que les ménages produisent, reçoivent ou achètent individuellement. Par la même occasion la restructuration des rôles producteurs des femmes a modifié l'intensité et l'organisation du travail féminin agricole, ainsi que leur maîtrise sur la production et la répartition des gratifications.

GENDER RELATIONS, RURAL TRANSFORMATION AND TECHNOLOGICAL CHANGE (1)

Alison EVANS

For many Third World countries 1985 will signify a further deterioration in both their production and distribution of food output. Nowhere, at present, is this reality more acute than in Sub-Saharan Africa where all, except five economies, are producing *less* food output (in total) than they were twenty years ago, and most are experiencing contracting rates of food output *per capita* - a fall of about 15 per cent on average, over the last two decades. Ecological, demographic and structural economic factors combine to exert enormous pressure on the capability of indigenous farming systems to save, let alone expand, current food output levels. Clearly then, there is an urgent need for strategies which focus specifically on the production, distribution and consumption of food. Food strategies invariably stress the importance of integrated approaches for overcoming the interlinked problems of food availability, production and distribution, and for "coordinating policies on technology, investment and international assistance" (World Food Council - 1982). Their effectiveness as policies for ameliorating the food crisis in the Third World hinges not only on sufficient political will but also on an explicit recognition of the critical role that women play as food producers, processors and managers for rural families and communities. Strategies must therefore be based on a detailed understanding of how rural production and distribution systems operate within their own eco-

(1) This paper was written as a result of discussions with Kate Young and others, whilst working as a Research Assistant at the IDS.

nomic, political and cultural context and a full recognition that the division of labour, control over resources, and decision making, all central to the functioning of farming systems, are in many fundamental ways structured along gender lines.

In Sub-Saharan Africa, recent initiatives for improving the efficiency of agricultural production have centred on integrated development programmes. Technological innovation is crucial to most of these programmes, and the prospect of technological changes for the specificity of technical and socio-economic processes has aroused considerable research interest in recent years, primarily in the form of farming systems research. Yet in the abundant quantitative and qualitative research published either women remain invisible or only facets of the relationship between rural women and technological changes are covered, and then often only in passing. Farming systems research points to the the fact that technical aspects of rural development cannot be divorced from the institutional, ecological and socio-economic aspects. The emphasis is placed on a 'bottom up', on farm, interdisciplinery approach using models and linnear programming techniques for studying the various constraints and possibilities facing small farmers in adopting new technologies etc. for increasing agricultural welfare. The common factor left out of these models is gender. Whilst environment and technique in the rural context each involve different bundles of problems, little attention has been given to tracing the interrelationship between technological interventions, the nature of the 'gendered farming system' (YOUNG - 1985) and the position of rural women both relatively and absolutely. While technical innovation is not necessarily gender selective, evidence of a differential impact on women and men (DEY - 1981 ; AHMED - 1983 ; AGARWAL - 1981 ; BUKH - 1976 ; SPENCER - 1979) and the importance of women's contribution to the functioning and reproduction of agricultural and non-agricultural rural enterprises point to the immediate policy relevance of research in this area. What is needed is a research methodology which can break away from the cultural norms and preconceptions often applied to studies of gender relations to capture :

1. Empirically and quantitatively the complex relations between women, men, the 'household' and farming system.
2. The extent to which these relations shape adaptations and responses to technological interventions and bear important implications for

agricultural performance, and importantly, the potential of food production and availability in both processed and unprocessed forms.

Considerable research has been done on women's roles in rural African production systems (ILO - 1984 ; GUYER - 1977, 1980, 1984 ; HAFKIN & BAY - 1976 *inter alia*), and for West Africa a wealth of literature is available. The studies document the main components of women's economic and social lives, what women are responsible for, what land rights they have, how they spend their time, as well as a whole range of complex ethnographic factors (eg marital strategies, kinship relations, female organisation etc, McCORMACK - 1982 ; GUYER - 1980). Detailed analysis of rural women's relationship to technology is less common except for Dey's work on The Gambia, Spencer and Stevens in Sierra Leone, Bukh in Ghana. What is particularily striking about much of the literature on rural women is the almost universally supported scenario of the deleterious consequences of 'modernisation' in agricultural production for rural women farmers. The contention of this paper is that to fully understand 'modernisation' processes which affect rural food producing systems and the relative and absolute position of women we need to take a hard and detailed look at what form technical innovation takes, where it intervenes in the production/reproduction process and in what ways it affects economic and social differentials between the genders, at intra and inter household levels.

Historical studies slow that traditional organisation of West African farming involved a complex integrated system of agriculture itself emeshed within a wider division of labour (HART - 1983). Crudely, African small-holder agriculture depends largely on family labour with women providing anything up to 60-80 per cent of the labour used in cultivation and processing. The gender division of labour is fundamentally task and crop specific. Since colonisation, when monetary and commercial relations spread through African agriculture, the gender division of labour has been profoundly and fundamentally shaped around the imperative of cash and export crop production. Producers, assumed to be synonymous with male farmers have been encouraged by development projects comprised of technical packages, incentives and extension assistance, to specialise in market oriented cash crop production either of traditional subsistence crops e.g. sorghum, millet, cassava, rice, or newly introduced staples and various indegenous non-edibles, cotton, coffee, rubber, cocoa etc. Rural women denied such attention, have continued to

produce *and* process household food crops (often marketing the surplus too), to manage household budgeting and basic needs, and to supply unpaid family labour, now on essentially male managed cash cropped land.

Studies suggest that processes of transformation, whether induced by colonial or indigenous interest, interlock with existing cultural patterns in the gender division of labour intensifying the lack of complementarity rather than subverting them. In this technological change plays a significant role, reshaping production relations within the household and the wider farming system. The literature shows these changes, whether in the form of biochemical or mechanical technologies, benefiting male producers in terms of increased productivity or income returns by virtue of their specific tasks and control over resources and family labour, whilst their wives are either displaced from activities in which they previously had some share and controle, or restricted to low productivity, low return tasks in which innovations to reduce energy expenditure or increase productivity are almost entirely absent. Women's own food production and processing continues to be carried out with tools and methods based on indigenous agricultural knowledge. Using both time and income criteria the net effect of changing technologies does not appear to correlate with any anticipated reduction in workloads for women, nor is there much evidence of compensating productivity or income gains (AGARWAL - 1981 ; WHITEHEAD - 1979 ; PALMER - 1979). Rather women are overburdened with physical and economic responsibility with deleterious consequences not only for the women themselves, but also for the whole rural farming household. Kisseka puts it succintly : "Uniformily such modernisation processes have disbenefited women, increased their labour demand and created productivity differentials between the sexes" (1984).

This generalised picture is a disturbing one and has very serious short and long term implications for women (and their dependents) as major contributors to both the productive and reproductive potential of rural farming households, and in consequence food output and availability, locally and nationally.

Yet, while the waste of resources and opportunities is apparent, attempts to characterise the relationship between women and technology remain only partial and often ambigous. Undeniably, Boserup, Dey, Rogers, Bukh and others have made West African women visible as agriculturalists and have provided essential information on the extent of

neglecting many rural development projects of women farmers. However little analysis has been devoted to asking why women and men accept this bleak situation. Is it the structure of activities and opportunities within the household and for the farming system that directs the anticipated benefits of improved technological packages into the hands of certain, usually male farmers, leaving women to cope with the consequences? Or are other processes at work ? The fact that these questions remain only partially answered arise from a number of research limitations that have tended to restrict past analyses. These include :

1. Restricted definitions of technology treating it as a product impacting upon basic input-output production relations, usually field relations and neglecting temporal and spatial considerations with respect to labour allocation, access, distribution and household management (FRESCO & JUGGENS - 1984).
2. Concentration on the incidence and implications of technology within the cultivation sphere only, usually the cultivation of a single cash crop. By classifying innovations in terms of its innate material character and its objective effects i.e.:labour saving, land augmenting, productivity enhancing, by classifying activities in terms of whether gainful economic activity, broadly domestic activity or leisure activity, and slipping these into a two-dimensional framework with a simple vector of possible trade-offs (labour time and income) the net effect of a particular innovation is calculated. However the worry is that the highly complex character of the rural cultivation process, the very fuzzy flexible lines of demarcation between the spheres of women's activity, the fact that technology is not necessarily immutable and rarely affects the technical division of labour in any systematic fashion, actually makes conclusions of this sort partial and often ambiguous.

Cultivation is but one, albeit crucial, stage in the production cycle of any crop and other activities which feed into and succeed cultivation are potential candidates for new technologies e.g., processing (involving numerous tasks), storage, transport. The study of any crop must trace the effects of technological changes across this *whole cycle of activities* from pre-cultivation to consumption and marketing in order to a) understand the nature of the technological balance within the production cycle, b) gauge the differential impact

on women and men's labour investment, and c) measure the differential access of the genders to available technologies and their benefits.

3. The rural production system including the maintenance of the household does not depend on producing a single crop alone but on managing a host of other enterprises eg, cultivation, processing and sale of a variety of food crops, care of small animals, fishing, artisan work, water and fuel collection, cooking, childcare etc. Although the multifaceted nature of women's undertakings is widely recognised, its significance with respect to technical change has been underestimated. To understand the extent of intensification and/or displacement, the effect of technological intervention has to be analysed across the range of women's field and off-field activities, productive and reproductive tasks (WHITEHEAD - 1981). That is, the *aggregate net effect*. These are of two basic types : a labour use and an income effect. To take the former, the introduction of high yielding variety cash crops is likely to increase labour demand not only in cultivation, where the involvement of women varies from crop to crop and across cultures and locations, but also in processing, storage, transport etc. activities which are predominately women's responsibility everywhere. The increased demands on women's labour time may clash with other major demands e.g., harvesting and processing her own food crop, fuel and water collection, animal care, beer brewing, cooking etc. The resulting redistribution of labour time is likely to have a greater effect on women than men (McKEE - 1984), not only because of the non-substitutability of their tasks within the sphere of cultivation (i.e. the gender division of labour), but also because either technology is not on stream for the tasks women are responsible for, or women lack the purchasing power/bargaining power to obtain, maintain or attract through investment available technology. Intensification therefore, to have rigorous analytical meaning, must be based on an understanding of how the effects of innovation/change are possibly multiplied by virtue of the complex interaction of women's responsibilities, and how in consequence, they reflect back on the welfare of the whole rural household. Crucial to the notion of intensification are factors such as the time spread of work, seasonality, duration of each activity, energy expenditure, labour flexibility in the midst of many competing economic and maintenance responsibilities and so on. To look at intensification in a simple vector

of trade-offs between cultivation and a generalised bag of domestic tasks is insufficient, if not misleading.

4. Insufficient attention to identifying exactly how women respond through their own productive and reproductive strategies. Little appears in the literature as to how women adapt to these pressures given their constrained time and limited resource base, i.e., changing the types of food crops grown on their household plots ; the way in which processing, storage etc. is conducted ; frequency of cooking, fuel and water collection, childcare. These have implications for the quality and quantity of food available, the quality of childcare and so the servicing of basic needs etc.
5. Absence of sustained focus on the inter and intra-household dimension : anthropological and ethnographic literature stresses the importance of access, distribution and control of valued social resources. Increasingly weighty evidence points to the significance of intra-household divisions of work responsibility, resources, differential incentives and access to markets (GUYER - 1981 ; DWYER - 1982 ; WHITEHEAD - 1979 ; HARRIS - 1981 ; McKEE - 1984 ; BUTLER-FLORA - 1984). Studies point to the relative autonomy of male and female incomes and expenditures affecting women's possibilities to become users and beneficiaries of new technologies. While economists have been criticised for treating farming households as harmonious, undifferentiated units with single production and consumption functions, research on technological change has not yet encountered these issues head on.

Analysis must therefore look very closely at the rural production system at the household and inter household level. For policy formulation a number of conceptual and methodological issues are important, these include the following premises.

Technology itself is not necessarily gender selective nor immutable, it rarely affects the division of labour in any systematic fashion, and it is never neutral.

Technological change should be seen as a product of social and political relations in society. At the abstract level it reflects power relations inherent within the social system ; on the ground it becomes embodied in power relations such as those manifested by the unequal bargaining positions of different social groups, or of women and men.

Who actually benefits and who bears the cost of technical change can only be fully understood within this social context.

Given the above, any study of technology use must encompass not only the social relations of production but also the nature and significance of interconnections with the relations of reproduction - biological and social.

Technical change in agriculture, and in particular technologies aimed at improving food production at the household level, is becoming more user oriented. Women have the right to be represented as potential users of technology ; to make that representation effective for women themselves and as major contributors to household welfare, knowledge is needed of their conditions, priorities and strategies.

Technology should therefore be viewed in its widest sense to include :

> 'Objects, techniques, skills and processes which facilitate human activity in terms of, first, reducing human energy expenditure, second, reducing labour time, third, improving spatial mobility, fourth, alleviating material uncertainty' (BRUCESON - 1984).

Full conceptualisation of the interconnections between technological intervention, the nature of the gendered farming system, the position of rural women and levels of food production and availability requires a research methodology operating along the following guidelines :

1. What do women, men and children do and how are their activities linked into a household and farming system ? How is labour organised : is it along sex-sequential or sex-segregated lines ?
2. What technologies historically and in the present are available and what is the incidence of adoption in the broad cycle of activities? Which crops, tasks, processes are directly and/or indirectly affected ? What are the seasonal and the synergistic effects of the technological package offered, on women and men, by age and class ?
3. What is it about relations within the environment, local economy or between men and women that privileges certain (male) farmers in terms of access to higher productivity, cash returns, etc. through technical assistance, while women (and less privileged men) must intensify their labour in certain areas and to displace it from others ? What are the most telling consequences of intensification and displacement - over-exploitation or under-productivity of labour ; loss of

cash income or assets ; deteriorating health and nutrition conditions, wastage of resources etc ?

The link between health/nutrition conditions and technological change is a very important one, but has been largely neglected in the literature, for West Africa at least. Undeniably this is a complex area, since although criticisms have been advanced against certain economistic indicators of changes in status and welfare,e.g. A.K. Sen & J. Kynch (1983). To suggest that health indicators are more suitable is to face the problem of how to decipher whether incremental changes in health condition actually do improve the well-being of the individual given that individual circumstances are highly disparate, and how to establish that changes in the technological balance of a farming system do have significant effect on health conditions. A possibility is to observe seasonal patterns of malnutrition, morbidity and mortality and establish to what degree alterations in energy expenditure, the duration of certains activities, the intensity of labour peaks and so on, actually compound or relieve stress as shown by these indicators. Given the very crucial role that women play in biological reproduction and food provisioning and the basic maintenance of the farming system itself, any deterioration in their health status has consequences for the entire household e.g. : observations made in The Gambia (see CHAMBERS et al - 1981) relating to an inverse relationship between percentage increases in time spent in activities per day and breast milk output, birth weights, food intake, nutritional standards point to the possible deleterious consequences of increased workloads for young women, there are also the economic costs of sickness and weakness lowering capabilities at work etc.

4. How do women perceive the technological packages available ? How do they respond ? Are women eager to innovate but frustrated by obstacles restricting access to inputs, credit, extension services etc ? Are there ways in which women adapt their own production and reproductive activities to capture some of the benefits of planned technologies ? Are they predominately in the sphere of cultivation ? Or are they unwilling to innovate because of cost factors, loss of potential autonomy, income or other reasons ? Would alternative technological packages directed to processing or domestic activities be

most labour reducing/productivity and income increasing for women ? How could such access be facilitated ?

5. To evaluate the direct and indirect effects of, and the take-up of, particular innovations as part of strategies to increase food output levels etc., research must look at the differentials between the genders with respect to access to local and regional markets, differential pricing patterns and incentive structures. Although this type of analysis has been executed along socio-economic lines of differentiation, rarely is it approached in the context of gender relations. All too often research, and definitely, policy, misses the point that men and women may be in structurally different situations - especially in polygynous arrangements. Different kinds of decisions are made at different levels, hence the need to distinguish precisely what are the units of consumption, expenditure and production (GUYER-1982). It matters with respect to potential access to, and benefit from, technologies because women and men may have different preferences as influenced by different access to a labour pool, different labour flexibility, separate markets and different incentives. It may be that an innovation seemingly introduced to assist women directly in food production is unsuccessfully adopted or fails to achieve desired results, because of how incentive structures are patterned, within the household and markets, displaying the preferences of women to organise and allocate their labour time and resources in a particular fashion. This is often to enterprises in which they control the product and its distribution as opposed to enterprises in which they are contributors but unequal beneficiaries (McKEE - 1984 ; BUTLER-FLORA - 1984).

All of these points raise not only conceptual but also methodological research issues which are still, in many ways, problematic. However that such issues have an important bearing on the design and implementation of food self-sufficiency and food security strategies should be clear, since programmes for promoting productivity, income and output levels in food production have at their core packages of technology, and the degree to which these are successfull is obviously influenced by their implications for rural women agriculturalists, not simply as cultivars but as processors, preparers and distributors of food to households and local markets, for provisioning basic needs and maintaining the nutritional and basic welfare of rural families. Such research

can provide information of great value to those conceiving food strategies and plans for self-sufficiency so that mistakes of the past can be laid to rest and that for the future, along with support and research from other areas, turn around the chilling picture of a massive crisis in food availability.

BIBLIOGRAPHY

AGARWAL, B. (1981). Agricultural Modernisation and Third World Women : Pointers form the literature : an empirical analysis. *WEP Programme Research Working Paper.* ILO WEP/10/WP 21.

—— (1984). Rural Women and HYV Rice Technology. *Economic & Political Weekly* vol. 19 n° 3, march.

AHMED, I. (1983). Technology and Rural Women in the Third World. *International Labour Review* vol. 122 n° 4.

BHADURI, A. (1979). Technical Change and Rural Women : A conceptual analysis. *WEP Technology & Employment Programme.* ILO WEP 2-22/WP 46.

BOULDING, E. (1978). Women, Peripheries and Food Production. *Proceedings & Papers of the International Conference on Women & Food Production.* Ticson, USA.

BRYCESON, D. (1984). Women and Technology in Developing Countries : Women's Capabilities & Bargaining Positions. *Paper for the Technical Division of UNCTAD. UN.*

BUKH, J. (1978). Village Women in Ghana. *CDR Copenhagen Publication* I.

—— (1979). Women in Food Production, Food Handling & Nutrition. *CDR Copenhagen Project Paper A77.5.*

BUTLER-FLORA, C. (1984). Intra household Dynamics in Farming Systems Research. *Collaboration FSSP & Population Council. Institute of Food & Agric. Services. University of Florida.*

BOSERUP, E. (1979). Women's Role in Economic Development. Allen & Unwin Ltd Aberdeen.

CARR, M. (1981). Technologies Appropriate for Women : Theory, Practice & Policy. *in Dauber and Cain (eds).*

CHAMBERS, R. (1979). Health, Agriculture and Rural Poverty. Why Seasons Matter. *IDS Discussion Paper 148 IDS University of Sussex.*

CHAMBERS, R. et al (1981). Seasonal Dimensions to Rural Poverty. Frances Pinter, London.

CIMMYT (1980). Planning Technologies Appropriate to Farmers : Concepts & Procedures. *Economic Programme CIMMYT Apdo. Mexico.*

DAUBER, R. & CAIN, M. (1981). Women, Technological Change in Developing countries. Boulder Westview Press.

DEY, J. (1981). Gambian Women : Unequal Partners in Rice Development. *in Nelson N. (ed) 1981. African Women in the Development Process.*

—— (1981). Irrigated Rice Development Projects and the Farming System in The Gambia. mimeo. Banjul. March.

GUYER, J. (1977). The Women's Farming System : The Leki of Southern Cameroon. *Field Report ENSA Yaounde.*

—— (1980). Female Farming and the Evolution of Food Production Patterns amongst the Beti of South-Central Cameroon. *Africa Journal of Int. African Affairs.* vol. 50 n° 4.

—— (1981). Household and Community in African Studies. *African Studies Review* vol. XXIV n° 2/3.

—— (1982). Dynamic Approaches to Domestic Budgeting. Cases and Methods from Africa. *Conference on Women & Income Control in the Third World.* New York, october.

HAFKIN, N. & BAY, N. (1979). Women in Africa : Studies in Social and Economic Change. Stanford University Press.

NASH, J. (1983). Implications of technical change for household level and rural development. *Michigan State University Working Paper* 37.

RICHARDS, P. & KARIMU, J. (1981). Upland and Swamp rice farming in Sierra Leone : The social context of Technological change. *Africa* vol. 51 n° 2.

SPENCER, D.S.C. (1979). Women in a developing economy : A West African case study. *Dept. of Agriculture Michigan State Univ.*

SPENCER, D.S.C. & BYERLEE, D. (1976). Technical change, Labour use and small farmer development : evidence from Sierra Leone. *American Journal of Agricultural Economics* vol. 58 n° 5.

WHITE, C. (1984). Rural Women : Issues for research, Policy and Organisation for Gender equality. *IDS Bulletin. University of Sussex* vol. 15 n° 1.

WHITEHEAD (1981). A conceptual framework for the analysis of the effects of technological change on rural women. *WEP Technology & Employment Programme Research.* ILO WP n° 79.

World Food Council (1982). National Food Strategies to Eradicate Hunger. WFC United Nations.

HANGER, J. & MORIS, J. (1976). Women and the household economy. in Chambers R. & Moris, J. (ed) MWEA an irrigated rice development project in Kenya. Weltforum Verlag Munchen.

HARRIS, O. (1981). Households as natural units. in Young, K. et al (eds) *Of Marriage and the Market : Women's Subordination in International Perspective. CSE Books.*

I.L.O. (1984). Rural Development and African Women. *WEP Study.*

JIGGINS, J. & FRESCO, L. (1984). Sociological and Anthropological aspects in pre-production testing and production programmes involving upland rice. mimeo.

KISSEKA, M.N. (1984). Implications of structural changes for African Women's economic participation. *Family & Women's Subordination Workshop.* Colombia.

McKEE, K. (1983). Metodological challenges in analysing the household in farming systems research : Intra-household resource allocation. *Proceedings of Kansas State Univ. FSR Symposium.* Butler-Flora (ed) Farming Systems Res. Paper Series n° 6, may.

McCORMACK, C. (1982). Control of land, labour and capital in Southern Sierra Leone. in *Bay E.G. (ed) Women and Work in Africa.*

HART, K. (1982). The political economy of West Africa. Allen & Unwin.

STEVENS, Y. (1981). Technologies for rural women's activities - problems & prospects in Sierra Leone. *Technology & Employment Programme. WEP Working Papers* ILO 2-22/WP 86.

ABSTRACT

This paper takes as its starting point evidence of the negative and contradictory effects of technological packages on women's autonomy and status. Just how serious these negative effects are, in quantitative terms, and why women and men should accept this bleak situation, is not completely clear in the existing literature. This paper argues for an extended research approach looking at technological change as a product of social and political relations. Technology is a central component of current food self-sufficiency strategies, and women are primary contributors to food production points to the policy relevance of this type of research.

RÉSUMÉ

Cet exposé prend pour point de départ des éléments prouvant les effets négatifs et contradictoires des technologies sur l'autonomie et le statut des femmes. La documentation existante ne précise pas clairement, ni quantitativement, l'ampleur de ces effets négatifs, et encore moins la raison pour laquelle les femmes et les hommes devraient se contenter de cette difficile situation. Le présent exposé propose une recherche de portée plus vaste, qui examinant les changements technologiques comme le produit des rapports socio-politiques. La technologie constitue un élément-clé des stratégies actuelles d'auto-suffisance alimentaire, et les femmes contribuent au premier chef à la production alimentaire : ceci montre assez la pertinence politique de ce type de recherche.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET MODÈLES FAMILIAUX EN COTE-D'IVOIRE

Aminata TRAORE
Philippe ANTOINE

La famille est le cadre institutionnalisé de la reproduction biologique et sociale. En tant que tel, aucun Etat ne laisse au hasard sa gestion et son organisation au plan humain, juridique et matériel. En tant que tel, la famille est aussi le lieu privilégié de la domination idéologique, économique et socio-culturelle des femmes. Aussi tout changement fondamental dans la situation de celles-ci implique-t-elle une redéfinition de cette institution. Le développement des cultures de rente, dans cette perspective, a modifié la répartition sexuelle des tâches au sein des ménages et joué un rôle important dans les changements de la famille dont nous sommes témoins.

Les états africains qui ont accédé à l'indépendance en 1960 ont jeté, chacun, les bases juridiques d'une nouvelle famille, non pas spécialement en vue d'y faire à la femme une autre place mais dans le souci de satisfaire un besoin de modernité qui les animait alors. Leurs choix ont eu et ont des répercussions sur les femmes et les enfants ; ils ont aussi suscité des réponses qui méritent d'être mieux connues et prises en compte dans la recherche de nouvelles alternatives.

Nous nous limiterons dans cette étude à la présentation de l'exemple ivoirien dans ses aspects interpersonnels, juridiques, et matériels; aspects tirés de nos recherches antérieures sur l'institution familiale en Côte d'Ivoire (TRAORE - 1984) et sur le cadre physique qui la délimite souvent en ville, l'habitat (ANTOINE et HERRY - 1982).

I. L'ECONOMIE IVOIRIENNE ET LA POLITIQUE AGRICOLE

Les principales caractéristiques de ce pays, qui couvre environ 322.000 km^2 et compte 9.300.000 habitants, sont : une grande diversité ethnique ; un taux de croissance démographique particulièrement élevé lié à un solde migratoire important ; une croissance économique forte, favorisée pendant deux décennies par la culture du café et du cacao, mais sérieusement ralentie ces dernières années par la baisse des prix de ces matières premières. Depuis 1982 les effets du ralentissement de la croissance sont amplifiés par le poids du service de la dette.

Le maintien d'une politique agricole qui privilégie les cultures commerciales a entraîné :

- au plan macro-économique, une augmentation considérable du produit intérieur brut, ce qui a permis à l'Etat d'investir dans d'autres domaines : industrie agro-alimentaire, habitat, éducation, santé, etc...
- au plan micro-économique, les ménages ont enregistré en vingt ans une nette augmentation de leurs revenus, l'état de santé s'est amélioré et a entraîné une baisse sensible de la mortalité infantile.

De nombreuses inégalités nées de cette croissance économique persistent : des déséquilibres entre régions et entre villes et campagnes; une croissance urbaine rapide ; un apport migratoire élevé. Mais le danger le plus grave que comporte ce modèle de croissance économique essentiellement basé sur les cultures d'exportation est sa trop grande dépendance par rapport à l'extérieur. C'est pour réduire les risques liés à la fluctuation des prix de ses deux cultures de base que la Côte d'Ivoire a engagé à partir des années 70 un programme de diversification agricole qui a permis le développement du palmier à huile dans le Sud, le coton allen dans le Nord et le riz dans les zones de bas-fond. Cette politique n'a pas toujours apporté tous les résultats escomptés, et, à cela, est venue s'ajouter la chute des prix du café et du cacao qui a considérablement ralenti le rythme de croissance de la Côte d'Ivoire.

L'Etat, privé de ses sources de devises, se voit obligé de procéder à d'importantes restrictions budgétaires dans tous les secteurs, notamment les investissements dans les domaines socio-éducatifs et sanitaires qui ne sont pas directement productifs. Les effectifs des travailleurs diminuent dans le secteur para-public et privé ; pis des entreprises ferment.

Les modifications profondes enregistrées par l'économie ivoirienne se font sentir au niveau des ménages et nous allons essayer de les étudier dans leur aspect matériel, juridique et relationnel.

II. SYSTEMES FAMILIAUX ET MODES DE PRODUCTION

Sous quelque forme qu'elle se présente aujourd'hui, la famille ivoirienne descend de (et/ou prolonge) l'*awlo* baoulé, du *lu* malinké, du *sige* sénoufo, etc... c'est-à-dire de systèmes familiaux que les différents groupes ethniques de la Côte d'Ivoire ont mis en place et que les lois de 1964 sur le mariage et la famille se proposent de modifier. Différentes formes de pratiques matrimoniales donnent à ces unions traditionnelles leur fondement juridique, mais la production étant fonction de la reproduction dans toutes ces sociétés agraires, la procréation est partout la finalité du mariage.

L'organisation de la famille, le partage du pouvoir et des rôles dépend de la structure de parenté qui domine dans chaque groupe. Dans les sociétés patrilinéaires à résidence virilocale, l'homme, chef de famille, contrôle la descendance et les moyens de production, notamment la terre ; la parenté matrilinéaire en donnant à l'oncle utérin de l'enfant plus de prérogatives qu'à son père, atténue souvent les principes rigides de la patrilinéarité et donne à la femme davantage de droit sur sa descendance. Dans cette économie d'autosubsistance, la famille est aussi une unité de production : le mode d'organisation du travail y change selon le sexe, l'âge et les éco-systèmes.

L'entrée de ces sociétés agraires dans l'économie mondiale par le biais du café et du cacao destinés à l'exportation a bouleversé les systèmes de production, mais aussi les relations interpersonnelles au sein de la famille et du couple. La femme, l'enfant et la terre sont désormais investis d'une valeur économique plus grande surtout dans les zones forestières où les cultures de rente ont besoin pour se développer d'une force de travail importante. Les stratégies de captation de la descendance qui caractérisent les sociétés matrilinéaires du Sud (régions de plantations : caféiers et cacaoyers) l'accentuent. Le volume de travail de la femme augmente dans ces régions comme dans les zones de départ que sont actuellement les zones de savane qui ne se prêtent pas à la culture du café et du cacao, et qui sont devenues de fait des réservoirs de main-d'oeuvre.

La terre constitue l'enjeu de conflits entre générations. Les cadets tendent à délaisser le travail agricole et dans ces conditions, les exploitations se développent davantage grâce à la force de travail rémunérée des manoeuvres, ou à celle, gratuite, des femmes.

Dans ce contexte l'adoption, en 1964, de lois sur la famille fortement influencées par la conception française du mariage et de l'unité familiale, ne peut entraîner une adhésion de la population à ce projet. Quelques indicateurs montrent bien les résistances à ces nouvelles règles. Ainsi l'âge au mariage est fixé légalement à 18 ans minimum, mais les résultats de l'enquête démographique de 1978 (BARRERE - 1984) révèlent que 13,4 % des femmes sont déjà mariées à 14 ans, et 45,8 % à 16 ans. De même, l'abrogation de la polygamie n'a pas entraîné sa disparition puisque 26,2 % des hommes mariés, en milieu rural, se déclarent polygames. Le nombre moyen d'épouses par homme marié a très légèrement baissé entre 1964 et 1978, passant de 1,23 à 1,20 pour les hommes de 30-34 ans ; de 1,33 à 1,29 pour ceux de 35-39 ans et 1,50 à 1,39 pour les hommes de 40-49 ans (BARRERE - *op. cit.* et ROUSSEL - 1967).

La chute des prix du café et du cacao rend encore plus difficile l'utilisation de la main-d'oeuvre salariée, et seule, la main-d'oeuvre familiale peut permettre de garder rentable les exploitations actuelles. Ainsi une analyse des résultats du recensement agricole de 1973-74, met bien en évidence une plus grande capacité productive pour les chefs de ménage polygames. Les monogames possèdent en moyenne des exploitations de 5,3 ha et les polygames mariés à trois épouses et plus entretiennent des exploitations deux fois plus grandes (11,2 ha). Les changements au sein de l'institution familiale ne seront pas engendrés par cette loi mais découleront des modifications des formes de production.

L'évolution des ménages au sein de l'agglomération d'Abidjan présente une autre facette des effets de cette croissance économique sur l'institution familiale ainsi que des réponses que celle-ci secrète.

III. LES MENAGES D'ABIDJAN ET LES EXPRESSIONS DE LA SOLIDARITE INTRA-FAMILIALE

Depuis 1934, Abidjan connaît une croissance démographique élevée (10 à 11 % par an) et sa population avoisine les deux millions d'habitants en 1984. Pour mieux appréhender la diversité des conditions de

vie, nous avons retenu une approche selon les types d'habitat (1). Quatre catégories principales peuvent être distinguées :

- l'habitat de haut et moyen standing composé de villas et appartements luxueux, abrite les cadres ivoiriens et africains et les expatriés ; c'est-à-dire une population de niveaux scolaire et socioprofessionnel élevés vivant dans des conditions socio-sanitaires tout à fait satisfaisantes.
- l'habitat économique moderne, fait de logements construits par des sociétés immobilières, loge une population au niveau scolaire et aux revenus moyens. Les rapports entre voisins se développent peu dans ces logements bien individualisés. Les conditions sanitaires y sont bonnes.
- l'habitat de cour ou l'habitat évolutif accueille plus de la moitié de la ville. La cour peut être composée de personnes ou de ménages appartenant à une même famille mais la plupart du temps elle est habitée par des ménages de locataires aux origines ethno-linguistiques différentes. Ces ménages sont souvent une dizaine à vivre sur 400 m^2 et à se partager une même cuisine et une même toilette. Cette promiscuité est source d'insalubrité et parfois de tensions (bagarres entre enfants, disputes entre leurs mères).
- l'habitat sommaire, fait de baraques et/ou de constructions de type villageois selon les quartiers, abrite une population de migrants étrangers. La mobilité et l'insalubrité (alimentation en eau défaillante, absence de W.C.) caractérisent ce type d'habitat construit sur des terrains non lotis, mal assainis ou dans les bas-fonds. Les taux de mortalité particulièrement élevés dans ce type d'habitat s'expliquent plus par la précarité, résultant de la pénurie de logements, que par la pauvreté de ceux qui y habitent...

Le type d'habitat promu par l'Etat est conforme à un projet de famille monogamique et patriarcal. En d'autres termes on devrait enregistrer ce modèle familial au niveau des couches sociales les plus intégrées au plan socioprofessionnel. Or, les enquêtes démographiques révèlent que c'est précisément dans les deux premiers types d'habitats, que se constituent les familles les plus nombreuses : 8,3 personnes en

(1) Les résultats présentés proviennent de l'analyse de l'enquête démographique à passages répétés menée par la Direction de la Statistique de Côte d'Ivoire. La responsabilité de la strate Abidjan était confiée à l'ORSTOM.

moyenne dans l'habitat économique et 7,5 dans l'habitat résidentiel (1). Le tableau 1 rassemble quelques indications particulièrement significatives. La famille élargie prédomine dans les deux premiers types d'habitat.

Tableau 1 : Habitat et indicateurs familiaux

Type d'habitat	Résidentiel	Economique moderne	Cour	Sommaire	Ensemble
Proportion de familles élargies (+)	82 %	82 %	50 %	30 %	56 %
Proportion de familles nucléaires (+)	18 %	18 %	50 %	70 %	44 %
Taille moyenne des familles (+)	7,5	8,3	6	4,6	6,4
Nombre moyen d'enfants résidents	3,6	4,2	3,2	2,5	3,4
Proportion d'enfants confiés	26 %	24 %	17 %	11 %	19 %

(+) En excluant les ménages de 1 personne et les groupements de célibataires.

Ainsi la famille étendue s'est reconstituée là où l'on a voulu promouvoir une famille nucléaire de type occidental. La taille élevée des ménages dans l'habitat résidentiel et l'habitat économique est l'expression d'une manière d'être ensemble qui a survécu à la transformation du cadre de vie, des modes de production et de consommation. La solidarité ne peut pas s'exprimer en milieu urbain par des échanges de prestations agricoles mais par la prise en charge des démunis du réseau familial par les plus nantis. Le prestige social de ces derniers se mesure à leur disponibilité envers les premiers et à l'assistance qu'ils leur accordent. Rares sont les cadres africains qui tentent de se soustraire à cette obligation morale d'autant plus qu'ils ont en mémoire les sacrifices consentis par tel ou tel membre de la parentèle

(1) Si l'on exclut les ménages de 1 personne et les groupements de célibataires.

pour qu'ils aient la place qu'ils occupent dans le nouveau système socio-économique. Cette solidarité n'est pas seulement une prise en charge des économiquement faibles par les plus nantis : les premiers savent eux aussi être présents chaque fois qu'ils pensent que les seconds ont besoin de leur soutien financier (cotisations en cas de décès, de licenciement...), matériel (des vivres qui viennent du village) ou autre (garde des enfants ou de la maison dans certains cas). Ce réseau de solidarité peut être plus ou moins solide en fonction de l'histoire familiale mais il est, au niveau de toutes les couches sociales, une réalité socio-économique qui compense certaines inégalités qu'engendrent le sous-développement. La proportion d'enfants confiés, c'est-à-dire, d'enfants n'appartenant pas au couple, constitue un bon révélateur de cette solidarité, (tableau 1) qui s'exprime davantage dans les classes les plus aisées. Une des fonctions essentielles de ces enfants - des jeunes filles le plus souvent -, est de contribuer à libérer les femmes, appartenant à ces catégories sociales, de diverses tâches domestiques et principalement de la cuisine. La présence de ces jeunes cuisinières au domicile façonne d'ailleurs les flux quotidiens des classes moyennes et aisées chaque midi vers leur domicile.

Les dimensions restreintes des ménages de l'habitat évolutif et de l'habitat sommaire s'expliquent plus par l'exiguité des logements et l'éloignement des parents dans le cas des migrants, que par un manque de volonté d'être plusieurs. Au contraire des ménages de migrants de même origine ethnique et linguistique qui se retrouvent en ville et recréent le réseau traditionnel de solidarité en lui donnant de nouvelles expressions : recherche d'emploi, fêtes de réjouissance... Mais l'exiguité des logements et la faiblesse des budgets entraînent une parcellisation et une multiplication du travail domestique : la préparation du repas quotidien et les soins aux enfants mobilisent chaque femme pendant plusieurs heures l'empêchant ainsi de se livrer à des activités rémunératrices.

Toutefois l'urbanisation entraîne des modifications importantes des structures familiales ; ainsi la proportion de chefs de ménage féminins est en nette augmentation à Abidjan par rapport à 1964, elle passe de 6,3 % à 11 % en 1978. Cette part importante résulte de divers phénomènes, comme la volonté de certaines femmes de rester autonomes, mais aussi de l'existence d'un "double marché matrimonial" ce qui accroit le nombre de femmes dans la ville. En effet, certains hommes préfèrent

choisir (1) leur future épouse au village, et non dans le cercle de leurs fréquentations "urbaines". Ils recherchent surtout une compagne "sans histoire", reprochant aux femmes de la ville leur trop grande liberté. Par ailleurs le mariage civil reste minoritaire, ainsi selon une enquête de l'Institut Ivoirien d'Opinion Publique, seulement 26 % des femmes mariées le sont à la mairie, et, parmi elles, la moitié sont également mariées coutumièrement.

Ces femmes chefs de ménage, célibataires, veuves ou divorcées, entretiennent des familles relativement nombreuses quel que soit le type d'habitat où elles résident (voir tableau 2), et dans certains cas accueillent une part importante d'enfants confiés, comme substituts aux enfants qu'elles n'ont pas eus, ou comme aides familiaux à leurs activités productives ou marchandes (ANTOINE, GUILLAUME - 1984).

Tableau 2 : Quelques caractéristiques des chefs de ménage féminins

Type d'habitat	Résidentiel	Economique moderne	Cour	Sommaire	Ensemble
Proportion de célibataires à 15-19 ans	90 %	73 %	48 %	24 %	57 %
à 20-24 ans	55 %	40 %	21 %	15 %	27 %
Proportion de chefs de ménage féminins	16 %	13 %	10 %	9 %	11 %
Taille moyenne des ménages féminins	4,92	5,46	4,20	3,06	4,38
Nombre moyen d'enfants résidents	2,99	3,08	2,89	2,39	2,86
Proportion d'enfants confiés	51 %	43 %	35 %	17 %	37 %
	51 %	43 %	35 %	17 %	37 %

Parce qu'ils restent largement ouverts à la parentèle, les ménages urbains d'Abidjan sont comme des prolongements des structures familiales traditionnelles. En tant que tels ils échappent souvent, dans leur mode

(1) ou laissent choisir par les parents.

de constitution, à l'autonomie et au destin individuel que la nouvelle législation sur le mariage et la famille veut leur forger.

IV. PROJET DE FAMILLE ET FAMILLES REELLES

Comme la plupart des pays africains au lendemain de leur indépendance, la Côte d'Ivoire a adopté des lois sur le mariage et la famille en 1964. Le souci du législateur d'alors était d'instituer les mêmes lois pour près d'une soixantaine de groupes ethniques et des lois qui soient en même temps favorables à l'émergence d'une société moderne ; modernité étant souvent dans le contexte africain synonyme d'occidentalisation, c'est la législation française qui servit de modèle : la nouvelle famille qu'il propose est monogamique et de type patriarcal.

La plupart des dispositions prévues dans ce nouveau code constituent un facteur de progrès dans l'amélioration de la situation socio-juridique de la femme : le consentement obligatoire des futurs époux au mariage, la suppression de la polygamie et la loi sur la succession qui reconnaît des droits à l'épouse au détriment du lignage du mari et des neveux. Mais la loi sur la gestion des biens du ménage tout en améliorant son statut économique limite sa capacité juridique puisqu'elle n'a pas des droits de disposition, d'administration et de jouissance sur les biens communs.

La taille des ménages à Abidjan, leur mode de constitution, les relations interpersonnelles qui y prévalent sont autant de formes de résistance de l'institution familiale à la nucléarisation, des structures traditionnelles à l'anéantissement.

Il reste à évaluer le degré de solidité de ces systèmes à la récession économique. De ce fait, si les capacités d'accueil des abidjanais diminuent depuis deux ans, il semble que la solidarité continue de se manifester, mais cette fois-ci à leur égard : accueil des jeunes par les parents ou aide à une réinsertion dans la région d'origine.

Il est difficile, dans cette brève communication, de tirer toutes les conséquences de cette situation ; notons toutefois que par rapport aux pays nantis qui ont développé des systèmes assez élaborés de compensation du coût social et humain de la croissance, les pays africains n'en sont qu'à des balbutiements : dans un tel contexte le maintien ou la réactualisation des anciennes formes de solidarité permet aux populations de survivre, et à l'Etat de tirer profit des anciens systèmes d'organisation sociale.

BIBLIOGRAPHIE

ANTOINE, Ph. et GUILLAUME, A. (1984). "Une expression de la solidarité familiale à Abidjan : enfants du couple et enfants confiés". Communication au Colloque *Les familles d'aujourd'hui*, Septembre 1984, 13 p. multigr.

ANTOINE, Ph. et HERRY, Cl. (1982). Enquête démographique à passages répétés. Agglomération d'Abidjan. Direction de la Statistique. Centre ORSTOM de Petit-Bassam, Abidjan, 419 p. multigr.

BARRERE, M. (1984). *La nuptialité en Côte d'Ivoire*, Direction de la Statistique, Abidjan, 107 p. multigr.

Ministère de l'Agriculture. Recensement National de l'Agriculture 1973-74, tome II, Abidjan, s.d.

ROUSSEL, L. (1967). Côte d'Ivoire 1965. Population. Ministère du Plan, Abidjan, 208 p.

TRAORE, A. (1984). "Famille, société et développement en Afrique. Le cas de la Côte d'Ivoire". 47 p. dactylo. A paraître dans un numéro spécial de la *Division du Développement Social*, Nations-Unies, Vienne.

RÉSUMÉ

Les états africains ont jeté les bases juridiques de nouvelles normes familiales, dans le souci principalement de satisfaire un besoin de modernité. L'article analyse à partir de l'exemple ivoirien, les réponses suscitées par des changements. En milieu rural, le développement des cultures de rente modifie les relations interpersonnelles au sein de la famille et accroît la dépendance des femmes. En milieu urbain, les comportements sont nettement différenciés suivant les catégories sociales, et l'on constate la réactualisation de certaines formes de solidarité familiale.

ABSTRACT

African governments have laid the legal foundations for new family standards, chiefly with a view to modernizing the institution to some extent. This article based upon the Ivory Coast example analyzes responses to these changes. In rural areas, cash-crop expansion has transformed relationships within the family and has increased women's dependence. In cities, behaviour patterns are highly differentiated depending on social categories, and certain forms of family solidarity are gaining new momentum.

CHAPITRE 5

HISTOIRES DE DÉVELOPPEMENT

PIONNIÈRES, COLONES [1] ET FEMMES ACTIVES : FEMMES DU RONDÔNIA

Catherine AUBERTIN

Il est difficile de discerner au Brésil une autre politique agro-alimentaire que le choix de favoriser avant tout l'exportation et de développer la grande propriété.

Nous nous proposons d'étudier ici la place des femmes dans le contexte économique et historique du Brésil ; dans les cycles des produits, dans les migrations, dans l'économie rurale, dans les villes, dans quelques-unes des manifestations des populations devant la politique économique nationale et ses répercussions alimentaires.

Ce propos va s'enraciner dans la situation et le vécu des femmes du Rondonia. Région amazonienne peu peuplée, longtemps accessible seulement par voie fluviale, passant du statut de territoire à celui d'état en 1981, le Rondonia offre aujourd'hui un panorama très diversifié des stratégies économiques des populations : persistance d'économies traditionnelles (caoutchouc, noix du Brésil, minerais...), accueil de migrants chassés par l'extension de la mécanisation, valorisation des terres, du marché, par toute une articulation de phénomènes dont rendrait mal compte l'expression de "cycle du soja", fort processus d'urbanisation (la population urbaine a cru de 295 % entre 1970 et 1980 (Tableau 1).

Dans l'ensemble du Brésil, le Rondonia est actuellement le principal lieu d'accueil de petits agriculteurs à la recherche de terres :

---

(1) En français comme en brésilien, le mot "colon" n'admet pas de féminin. Nous remplacerons ici l'expression "femmes de colons" par colones.

entre 1970 et 1980, la population rurale du Rondonia a été multipliée par cinq (Tableau 1). La colonisation officielle en a fait une région originale par la concentration d'une petite exploitation familiale d'implantation récente où coexistent les cultures de rente encouragées par l'Etat (café, cacao, hévéa) et la production vivrière.

Dans une première partie, nous évoquerons brièvement l'histoire du Rondonia, à travers la présentation des économies des produits "d'extraction" et les préoccupations stratégiques d'intégration du nouveau territoire. Chaque système économique assigne un espace particulier aux femmes et induit un type d'alimentation.

Puis, dans une seconde partie, nous essayerons de rendre compte du formidable courant migratoire que reçoit le Rondonia, nous retracerons la journée d'une femme de colon montrant que la reproduction de la famille repose en majeure partie sur la participation de la femme aux travaux agricoles, sa prise en charge de l'économie domestique et son travail en ville.

Nous insisterons sur la place grandissante des femmes dans l'économie urbaine dont elles constituent les éléments sans doute les mieux organisés.

Enfin, à partir d'une critique des biais statistiques niant l'activité des femmes, nous caractériserons l'économie du Rondonia en retraçant l'emploi des femmes dans l'industrie et l'administration.

Nous terminerons par un plaidoyer pour que les "décideurs" se soucient également d'aborder les problèmes à partir d'un point de vue féminin.

Cet article n'a qu'une seule ambition, illustrer dans le cadre d'un état brésilien ce qui devrait être une constatation évidente : il n'y a pas d'alimentation familiale, ni d'agriculture familiale sans femmes.

Tableau 1

REPARTITION ET TAUX D'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION DU RONDONIA

ANNEES	POPULATION					TAUX D'ACCROISSEMENT		
	TOTALE	RURALE	%	URBAINE	%	TOTAL	RURAL	URBAIN
1950	36.935	23.119	62,6	13.816	37,4			
						88,9	71,3	118,5
1960	69.792	39.606	56,4	30.186	43,6			
						59,1	29,9	97,5
1970	111.064	51.457	46,4	59.607	53,6			
						342,1	410,2	283,4
1980	491.069	262.530	53,6	228.539	46,4			

Source : SEPLAN/RO - IBGE.

1. ECONOMIES EXTRACTIVES ET PREOCCUPATIONS STRATEGIQUES

Au Rondonia, l'histoire de l'économie extractive, organisée autour de la recherche de l'or depuis l'époque des *bandeirantes*, puis de la récolte du latex et d'autres produits forestiers comme la noix du Brésil, a toujours coexisté avec des préoccupations stratégiques : fixer les limites de l'Amérique portugaise face aux possessions espagnoles, relier le bassin du Paraguay à celui de l'Amazone, offrir à la Bolivie un débouché sur l'océan Atlantique, intégrer le territoire au reste du pays.

Les tribus indiennes, première population du Rondonia, apparaissent surtout dans son histoire, malgré le maréchal Rondon et Lévi-Strauss, à travers les récits de leurs massacres.

L'économie extractive se caractérise par l'utilisation, sans souci de préservation, des richesses de la terre immédiatement monétarisées. Délibérément inscrite dans une logique de marché, elle prend, dans les conditions amazoniennes d'insalubrité et d'éloignement, une allure d'épopée suicidaire. Elle est le fait d'aventuriers à la recherche de fortunes rapides aussitôt dépensées.

A l'absence d'attachement à la terre correspond l'absence d'agriculture et l'absence d'ancrage familial. Les femmes, comme la nourriture, sont d'abord une valeur marchande.

Il est alors malaisé de parler d'alimentation sans référence à une économie familiale. Les femmes n'étant pas responsables de l'alimentation, ni comme mères ou épouses, ni comme cuisinières, ni comme maîtresse du petit élevage et du jardin, l'alimentation perd tout fondement culturel pour n'être plus qu'un moyen supplémentaire de pressurer et contrôler le travailleur et enrichir les intermédiaires (parmi lesquels quelques femmes peuvent conquérir une place).

1.1. La construction du chemin de fer

Les premières épopées du Rondonia sont liées au difficile passage des vingt chutes du fleuve Madeira qui permet l'articulation du réseau fluvial du nord s'ouvrant sur Manaus et Belem avec le réseau du sud qui fixe la frontière avec les pays de langue espagnole et permet les expéditions à la recherche d'or et d'esclaves indiens à partir de Sao Paulo.

L'idée d'un chemin de fer doublant le cours du fleuve naît au milieu du XIXè siècle ; le Brésil veut d'abord relier plus facilement ses centres politiques, et plus tard voudra évacuer le caoutchouc vers Manaus. Les relations diplomatiques et commerciales avec la Bolivie, qui veut une ouverture sur l'Atlantique (le canal de Panama n'existe pas encore), après diverses péripéties, se concluront avec le traité de Pétropolis en 1903, sur l'obligation faite au Brésil de réaliser le chemin de fer ; c'est encore l'euphorie du caoutchouc.

Mais le cauchemar avait déjà commencé. Isolés dans la forêt, soumis aux attaques des fièvres, des indiens, des animaux, mais surtout mal nourris de conserves importées, 5.000 travailleurs mourront à la réalisation du chemin de fer, la plupart de dysentrie et de béribéri.

Les entreprises se succèderont ; l'entreprise Collins fait venir 719 Nord-américains (dont 6 femmes). La femme du directeur devra être internée à son retour aux U.S.A. dans une maison de santé où elle mourra folle.

C'est la compagnie Madeira-Mamoré Railway qui achèvera le chemin de fer entre Guajara-Mirim et Porto Velho. Entre 1907 et 1912, 30.000 hommes de tous les pays arrivent à Porto Velho pour la construction. A sept kilomètres de là, la ville du chantier et des aventuriers du caoutchouc : Santo Antonio. On en parle comme le lieu le plus mal famé du bout du Monde :isolé de tout, on y trouve vins, femmes et plaisirs, sur fond de malaria.

Plus sage, la ville de Porto Velho se développe. En 1910, elle compte 300 habitants. La chronique note l'existence d'une seule femme blanche (sans doute oublie-t-elle la présence des infirmières américaines recrutées par le chantier) et la présence de travailleurs noirs venus des Antilles avec leurs femmes.

Aucune colonie agricole ne naît le long de la ligne avant 1945. La crise du caoutchouc fait refluer la vague de migration loin du chemin de fer qui tombe vite dans l'oubli.

1.2. Le caoutchouc

A la fin du XIXè siècle, le boom du caoutchouc provoque une migration vers l'Amazonie d'habitants du Ceará (Nord-est du Brésil) frappés par une nouvelle sécheresse. L'activité se ralentit avec la chute des cours et la concurrence des plantations asiatiques. Lors de la deuxième

guerre mondiale, coupés de l'accès aux plantations d'Asie, les Etats-Unis organisent "l'armée du caoutchouc". Ce sont encore des originaires du Nord-est qui seront recrutés. La production sera écoulée grâce aux avions de l'US Air Force. Ce sera la deuxième vague de migrants du caoutchouc. Des femmes sont également importées par camions entiers du Nord-est. Ce sont des prostituées. Elles restent en ville, elles ne cultivent pas.

On connaît le système d'exploitations du caoutchouc. Totalement isolé et prisonnier sur sa parcelle, seulement relié au monde extérieur par le fleuve, le *seringueiro* part chaque matin avant l'aube faire le tour des arbres à saigner dont il recueillera, lors d'une deuxième tournée, le latex.

Le *seringalista* règne en maître dans ce rapport quasi esclavagiste qu'est l'*aviamento*. Il est le seul acheteur du produit, le seul contact avec l'extérieur, fournissant à crédit mais à prix d'or les biens nécessaires pour la survie en forêt (médicaments, nourriture...), interdisant parfois toute plantation de riz ou de manioc. Le *seringueiro* reste en éternelle dette à son égard.

Après la saison du caoutchouc, c'est la saison de la récolte de la noix du Brésil, souvent le *seringueiro* est aussi cueilleur de noix. Ce système existe encore aujourd'hui dans la vallée du Guaporé. Les femmes n'en sont plus exclues.

Des femmes vivent avec leur mari sur la parcelle, elles attendent son retour, s'occupent de la cabane, des enfants. Le soir elles aident à former les balles de caoutchouc sur le feu. Quand elles le peuvent, elles plantent un petit champ, et quand il le faut, l'homme malade ou l'objectif de livraison non atteint, elles vont elles-mêmes saigner les hévéas.

Aujourd'hui à Guajara Mirim, à partir du mois de janvier, le *seringalista* ramène les familles en ville. La saison du caoutchouc ne reprendra qu'en mai. Peu intégrées à la vie urbaine, les femmes de *seringueiros* ne bénéficient pas des structures sociales d'assistance. Elles ne disposent le plus souvent d'aucun papier officiel, les enfants ne sont pas déclarés à l'Etat Civil. Elles attendent encore à la maison, dans les barraques qui hébergent les *seringueiros*, que le mari ait fini de "profiter" de la ville, puis reprennent le chemin du fleuve.

La malaria, les verminoses, mais surtout la malnutrition sont responsables de l'état d'anémie de la majorité des habitants de la vallée

du Guaporé. Les interdits, les habitudes alimentaire, le manque d'instruction ne permettent pas d'utiliser au mieux les ressources alimentaires disponibles. Les enfants qui quittent le sein maternel ne boiront plus jamais de lait. La mortalité infantile est l'une des plus élevée du monde, plus de 200 %° selon les infirmières qui travaillent dans la région.

1.3. L'expédition Rondon

Entre 1907 et 1915, la "commission des lignes télégraphiques stratégiques Mato Grosso - Amazonas" conduite par le colonel Candido Rondon explore la région située entre Cuiaba et Porto Velho. La commission définit le tracé de la ligne télégraphique et implante plusieurs postes. C'est à partir de ces postes qu'en 1938 Lévi-Strauss part à la recherche des indiens Nambikwara et Tupi Kawahib.

Ce tracé sera, environ cinquante ans plus tard, celui de la route fédérale BR 364, au long de laquelle s'installeront les premiers colons, d'abord spontanés, puis encadrés par l'INCRA. Quant aux postes installés par le colonel Rondon, nombre d'entre eux, comme Vilhena, Pimenta Bueno et Ji-Parana (ex Vila-Rondonia) se sont aujourd'hui transformés en importants centres urbains.

1. 4. La cassitérite

Au milieu des années 50 est découvert près d'Ariquemès un gisement de cassitérite, un minerai riche en étain. Il s'ensuit un grand afflux d'aventuriers, population instable exploitée par les intermédiaires et par tous les commerces destinés à une clientèle aux gains irréguliers mais aux habitudes de dépenses fastueuses. Ne dit-on pas que pour garder la chance le *garimpeiro* doit dépenser tout son gain dans les bras d'une prostituée ? La femme est donc prostituée, cuisinière aussi... On accède aux gisements en avion ; tout, et surtout la nourriture, est importé à des prix prohibitifs. Les campements sont très sommaires, il n'y a pas d'agriculture. Aujourd'hui l'exploitation de la cassitérite se poursuit, mais depuis 1971 ce sont de grandes entreprises multinationales qui en ont le monopole. Elles emploient des salariés exclusivement masculins, la population s'est stabilisée et l'arrivée de la route et des colons a transformé la région.

La femme se lève la première, elle va chercher l'eau à la rivière et couper le petit bois pour la préparation du café. Elle s'occupe de la maison, du linge, des enfants allaités jusqu'à un an et demi. Elle râpe le manioc, fait le pain, extrait le jus de canne, s'occupe du potager et du verger, des poules et des cochons. Elle prépare le repas qu'elle apporte aux hommes quand ils ne rentrent pas pour le déjeuner et souvent reste avec eux pour le travail agricole. Le soir tombe vite; il n'y a pas d'électricité.

Il n'y a pas de travaux agricoles que la femme n'exécute pas, sauf peut-être les brûlis et les gros défrichements. Même les femmes originaires de régions où traditionnellement elles ne participent pas aux travaux agricoles, sont dans les champs au Rondonia. Toutes les femmes interrogées se souviennent des longues et fréquentes périodes où, le mari atteint de malaria, elles ont dû assurer, seules, plantation et récolte. Les veuves sont nombreuses du fait de la violence des règlements de comptes sur les lignes et en ville, et du fait des accidents lors des défrichessements en forêt. Elles restent généralement sur le lot.

Les femmes de la campagne ont couramment plus de six enfants. Aucune contraception n'existe ni ne semble voulue, même si les femmes sont avides d'informations sur le sujet. Quand on est pauvre, il faut beaucoup d'enfants pour survivre et l'homme verrait dans toute contraception, une atteinte à sa virilité. Par contre, lorsque la femme est trop "fatiguée", qu'elle a plus de 35 ans et déjà un nombre respectable d'enfants, elle recourt facilement à une opération de ligature des trompes (se fait "débrancher" comme le permet un jeu de mot involontaire de la langue portugaise sur "desligar").

La femme n'a pas de budget propre. Les origines, mais surtout le parcours migratoire antérieur, ont destructuré les traditions et nivelé les comportements devant la nécessité de survivre. Il apparaît cependant que, au-delà des origines régionales, ce soit le passage dans une ville qui soit le principal facteur d'émancipation des femmes.

Un environnement inconnu, la monétarisation de la production, le type d'encadrement agricole visant à promouvoir des cultures de rente : café, cacao..., ne favorisent pas une vie en autosubsistance. D'après les assistantes sociales, les distributions gratuites de médicaments sont à mettre sur le même plan que la perte des traditions pour expliquer l'abandon des jardins médicinaux. A quoi bon entretenir un verger si l'éloignement ne permet pas d'en commercialiser le surplus, si la

2.1. Les migrantes qualifient la migration

Dans nos enquêtes, il ressort que la décision de migrer revient à l'homme, et que l'attachement à la terre, aux liens sociaux établis sont le fait de la femme. Les femmes suivent ou sont abandonnées. Au vu des statistiques (Tableau 2), on constate qu'environ un homme marié sur deux migre seul. L'explication couramment admise est que l'homme vient d'abord reconnaître le lot. Or, on ne retrouve pas la proportion de femmes migrant seules quelques années plus tard qui confirmerait cette hypothèse. Pourtant, pour pouvoir prétendre à un lot, le colon doit remplir un certain nombre de conditions ; une femme instruite, des enfants déjà grands apportent des points supplémentaires qui favorisent la migration en famille.

En étudiant la place des femmes, on est frappé de voir que le type de migration a changé entre 1978 et 1984 : le pourcentage de femmes, tous âges confondus, baisse, les femmes chefs de famille sont de plus en plus jeunes, le nombre de dépendants diminue, les chefs de famille migrent de plus en plus seuls, le niveau scolaire augmente, la migration ne se fait plus à partir du milieu rural mais à partir des villes.

Tout indique que la nature de la migration a changé. S'adressant à l'origine à des familles de ruraux ayant la perspective de devenir colons agricoles, la migration vers le Rondonia devient le fait d'une population masculine venant des villes et probablement cherchant un emploi urbain. Les conditions de vie et le chômage dans les villes seraient le principal moteur des nouvelles migrations.

2.2. Colones et lignes

On appelle ligne la voie d'accès constituant le quadrillage des lots. L'INCRA distribue des modules uniformément rectangulaires de 100 hectares dont le côté de 500 mètres borde la ligne, l'autre côté s'enfonçant en angle droit sur deux kilomètres dans la forêt. Chaque famille est isolée sur son lot dans un système individualiste.

Les enquêteurs n'interrogent que les hommes. Accoutumés à répondre rendements à l'hectare et quantité commercialisée, les colons ne font participer leurs épouses à l'entrevue que pour les assister devant les questions "combien avez-vous d'enfants ? combien avez-vous de poules, de cochons ?". Aussi les femmes ont-elles du mal à parler de leur vie quotidienne.

Tableau 3

REPARTITION PAR SEXE SELON LE LIEU DE RESIDENCE

en pourcentage

RONDONIA

ANNEES	URBAIN		RURAL		TOTAL	
	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES
1950	51,6 %	48,4 %	59,6 %	40,4 %	56,6 %	43,4 %
1960	51,0 %	49,0 %	58,8 %	41,2 %	55,6 %	44,4 %
1970	50,2 %	49,8 %	56,5 %	43,5 %	53,0 %	47,0 %
1980	50,9 %	49,1 %	54,4 %	45,6 %	52,8 %	47,2 %

Source : SEPLAN/RO- IBGE

malaria empêche de l'entretenir, s'il est si dur de se maintenir sur une terre qu'on craint d'abandonner avant les premiers fruits et que toute l'énergie est requise pour s'installer ?

Dans la famille, la femme est responsable de toute l'alimentation: choix des aliments, préparation des repas, apport en vitamines du jardin... Alors que le mari se plaint des mauvais prix agricoles et du coût des engrais, la première lamentation des femmes concerne la nourriture. Elles sont conscientes de ne pas nourrir correctement les enfants, la viande est trop chère et elles ne peuvent assumer leur autosubsistance sur le lot, ne sachant plus dans un environnement amazonien retrouver les plantes du Nordeste ou du Parana qui rééquilibraient les repas, aujourd'hui réduits à une portion de riz et de manioc.

3. LES FEMMES SE REGROUPENT EN VILLE

Les femmes du Rondonia sont proportionnellement plus nombreuses en ville (Tableau 3), dans la capitale Porto Velho, mais aussi dans les villes-champignons de la route Cuiaba-Porto Velho, dans les petits bourgs ruraux spontanés (Espigão do Oeste, Colorado d'Oeste) ou planifiés par l'INCRA (les noyaux urbains d'appui rural : NUAR).

La majorité des femmes de Porto Velho et des villes du fleuve ne sont pas des femmes de migrants recensés par la route à Vilhena ces dernières années. La plupart viennent d'Amazonie. Beaucoup sont des femmes de *garimpeiros* et de *seringueiros* de la région, victimes des remembrements de propriétés et de l'abolition du statut des concessions. A Porto Velho, on trouve également des migrantes venues par avion chercher du travail dans la capitale. La situation est différente dans les villes de la BR et dans les NUAR, essentiellement composés de femmes de migrants venant des anciennes zones de "frontières agricoles".

Si la ville est le lieu de l'émancipation féminine, elle est aussi le lieu le plus visible de l'échec de la colonisation agricole. Un migrant sur deux prétendant à un lot réside en ville ; il y attend l'attribution du lot qui devient de plus en plus hypothétique car, au rythme de la migration, l'INCRA ne peut plus accueillir les colons ; d'ici quatre ans, il est probable qu'il n'y aura plus de terres ouvrables à la colonisation. Plus de 30.000 demandes sont actuellement insatisfaites. Mais c'est aussi en ville que le migrant trouve refuge après l'échec de son entreprise, la vente ou l'abandon de son lot, l'expulsion brutale.

on pourrait être un peu choqué d'un projet qui propose d'enfermer les femmes dans leur cuisine, dans l'éternelle image de la maman-sucrerie.

En fait, ces "groupes confitures", comme d'autres groupes de couture, d'artisanat, sont avant tout un lieu de rencontre, de formation. Les femmes apprennent à utiliser les fruits de la région, à les conserver. Peut-être arriveront-elles à en commercialiser une partie... mais l'important est qu'elles sortent de leur isolement, apprennent lors de repas communs que l'on peut manger de l'ananas et boire du lait dans la même journée sans être malade - bouleversant leurs préjugés - et s'affirment de manière autonome.

L'Eglise intervient également pour regrouper les femmes au sein de clubs de mères qui informent sur les précautions d'hygiène, les droits du travailleur rural.

On assiste ainsi à une situation différente du schéma classique où la femme reste aux champs quand l'homme va travailler en ville. Ce sont les femmes qui investissent la ville, si petite soit-elle, en raison des nécessités de la famille, mais aussi parce qu'elles peuvent y trouver un travail rémunéré. Les infirmières, les assistantes sociales, les professeurs, mêmes itinérantes, résident en ville, fût-ce un NUAR ne regroupant que 300 personnes.

C'est en ville qu'elles peuvent se regrouper par intérêt ou par besoin, qu'elles peuvent s'associer légalement, ce qui est remarquable dans un contexte où tout projet privé de coopérativisme agricole de petits producteurs est souvent jugé subversif.

4. SEULEMENT 17,8 % DE FEMMES ACTIVES

La notion de taux d'activité d'après le recensement "main-d'oeuvre" de l'IBGE doit être utilisée avec beaucoup de prudence. Le Rondonia accuse un taux d'activité féminin plus faible que la moyenne brésilienne, ce qui peut paraître surprenant pour une région pionnière où les femmes déliées des contraintes traditionnelles par la nécessité, sont largement mises à contribution dans l'économie locale (Tableau 4).

En fait, ce faible taux, plus que le reflet du développement économique de l'état, est le résultat d'un biais statistique. L'IBGE a coutume de n'appliquer le concept de population active qu'aux travailleurs touchant des revenus. Ainsi de toutes les femmes de plus de 10 ans recensées au Rondonia en 1980, seules 17,8 % seraient économiquement actives ! (contre 81 % des hommes).

La ville est le lieu de l'explosion sociale, comme l'ont montré les récentes émeutes de Ji-Parana. La vie y est peut-être un peu moins difficile que sur les lignes, mais elle y est aussi violente. Il est significatif qu'un quartier de Porto Velho se nomme "Iran et Irak", que les deux quartiers les plus récents s'appellent "Malouines" et "Eldorado", car l'espoir et la dérision cohabitent au Rondonia.

Aussi les pouvoirs publics se méfient-ils des villes et engagent des politiques de décentralisation pour éviter les conflits. Ainsi Ji-Parana a profité de l'afflux de population que l'INCRA n'a pas voulu laisser s'implanter au centre du Projet de Colonisation Intégré d'Ouro Preto, ainsi l'INCRA implante des NUAR, petits villages encore sans vie au milieu des lignes.

Contrairement à la politique d'isolement de l'individu sur son lot, les villes s'imposent comme centres de rassemblement. Et dans les villes ce sont les femmes qui semblent les plus aptes à s'organiser.

Pendant la saison des pluies, l'accès au lot est souvent impossible. Aussi la femme reste en ville avec les enfants pour pouvoir profiter des infrastructures de santé et d'éducation. Elle peut y trouver, ainsi que ses enfants, un petit emploi urbain qui assurera un revenu plus souple et plus régulier au ménage que la vente de la production agricole une fois par an dans un contexte d'inflation. Elle ira aider son mari dans les champs lors des gros travaux ; lui viendra la rejoindre lors de la saison des pluies, parfois en fin de semaine, ou pour soigner sa malaria.

En ville, les femmes sont employées dans les petites industries, le commerce. Elles cuisinent et lavent pour les autres. Les lavandières constituent un groupe social important par son pouvoir d'organisation. Leurs conditions de travail sont exténuantes, toute la journée dans l'eau, la nuit debout au repassage avec des fers à charbon. A Porto Velho, certains quartiers se sont organisés. Les lavandières s'associent pour imposer des prix minima, vont en délégation à la mairie pour essayer de trouver une solution aux coupures d'eau et de courant qui les empêchent de travailler. Ces groupes sont généralement encadrés par le Secrétariat du Travail et de la Promotion Sociale. Des caisses de secours alimentées par les associées aident celles qui sont en difficulté.

D'autres actions sont entreprises en direction des femmes. Ainsi le projet, financé par le POLONOROESTE, des confitures. A première vue,

Tableau 4

POURCENTAGE DE FEMMES DANS LES DIFFERENTS SECTEURS D'ACTIVITE

	BRESIL	RONDONIA
Population féminine "économiquement active"	27,4	15,9
Population féminine "économiquement active" urbaine	31,9	25,2
Population féminine "économiquement active" rurale	16,9	7,9
Activité Agricole	12,7	5,4
Industrie de Transformation	23,9	7,5
Construction civile	1,8	1,8
Autres activités industrielles	9,4	4,5
Commerce	27,5	24,9
Transport - Communication	7,8	7,6
Services	56,5	49,2
Activités sociales	71,4	68,2
Administration	21,4	27,7
Autres	31,1	26,4
Cherchant du travail	35,0	32,6
Professeurs	86,5	84,8
Employés Domestiques	95,6	96,9

Source : IBGE. MÃO-DE-OBRA RONDONIA - 1980.

Dans l'agriculture, où travaille 52,8 % de la population active, on ne dénombre que 4.800 femmes contre 84.300 hommes. Le recensement agricole plus réaliste révèle que 60.000 femmes sont "occupées" dans l'agriculture. Ce biais est renforcé par la conscience que les femmes ont elles-mêmes de leur travail ; la quasi majorité des femmes de migrants se déclarent "femmes au foyer".

Quant au secteur secondaire, il concentre 76 % des salaires et 65 % des emplois dans les industries du bois et des mines (IBGE - 1980), traditionnellement peu ouvertes aux femmes. Les secteurs de transformation industrielle plus élaborée, susceptibles d'embaucher des femmes, sont encore marginaux ou embryonnaires. D'autres facteurs concourent à rayer sur le papier les femmes de la vie économique. Ainsi les recensements industriels ne comptabilisent que le personnel employé au 31 décembre... et disparaissent les 500 femmes saisonnières travaillant de janvier à juillet dans les usines de noix du Brésil, soit l'équivalent de la moyenne mensuelle du personnel féminin occupé dans l'industrie en 1980 !

C'est donc "logiquement" dans le secteur tertiaire que nous trouverons le plus de femmes, dans les métiers "féminins" de la santé et de l'éducation, et, proportionnellement en nombre plus élevé que dans la moyenne brésilienne, dans l'administration ; mais c'est surtout comme employées domestiques et dans les emplois subalternes que les femmes sont recensées. Après le secteur primaire, le plus gros poste d'activité féminine avec 3.572 personnes est celui des employées domestiques; l'emploi urbain n'est pas forcément symbole d'élévation du statut féminin (Tableau 5).

Il n'est pas étonnant que le travail féminin ne soit vraiment reconnu qu'en ville ; la ville valorise, monétarise le travail féminin qu'elle a tendance à concentrer ; 68,3 % des emplois administratifs sont offerts dans la capitale Porto Velho. Dans le tertiaire, le taux d'activité des femmes est alors très proche de la moyenne nationale.

4.1. L'industrie

Nous avons vu qu'il y a peu de diversification industrielle au Rondonia où la transformation du bois et l'extraction de la cassitérite sont responsables des trois-quarts des emplois industriels a priori peu accessibles aux femmes.

Tableau 5

PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITES DES FEMMES
de plus de 10 ans recensées comme économiquement actives
AU RONDONIA

	Nombre d'emplois	%
Emplois de bureau	3.506	13,2
Infirmières non diplômées	817	3,1
Professeurs	2.536	9,6
Emplois agricoles	4.683	17,7
Industrie de transformation et construction civile	900	3,4
Vendeuses	1.721	6,5
Employés domestiques	3.572	13,5
Lavandières	986	3,7
Personnel de service	1.736	6,6
Occupations mal définies	1.004	3,8
Total des femmes recensées	26.479	

Source : IBGE - MÃO DE OBRA - 1980.

Pourtant, dès qu'une scierie diversifie ses activités pour fabriquer des éléments plus élaborés pour la construction et les usines de meubles, les femmes, souvent aidées des enfants, deviennent majoritaires pour accepter un travail qualifié, sur des appareils dangereux (requérant leur adresse...), fatigant (debout), pour une rémunération plus basse que celle des hommes.

A la saison du *garimpo*, quand les hommes quittent Porto Velho, ce sont des femmes qui sont embauchées par les entreprises de construction civile.

Il existe une industrie presque exclusivement féminine qu'il convient de décrire plus en détail : l'industrie de conditionnement de noix du Brésil.

A l'époque de la récolte, en début d'année, six mois durant, lorsque la matière première ne manque pas, jusqu'à 500 femmes sont réunies dans une même salle. Sur de longues tables, 500 postes de travail avec 500 machines fixes manuelles à casser les noix fonctionnent nuit et jour. Assises devant leur marchine, souvent aidées d'un enfant qui retirera la coque après la casse, 500 femmes font le même mouvement d'aller et retour avec le bras.

Le travail est payé au rendement, au kilo de noix décortiquées : 200 cruzeiros le kilo lors de cette saison 84 (1 FF). Seules sont payées les noix restées entières, ne présentant aucun point de moisi. Pour atteindre le salaire minimum, il faut produire 20 kg par jour, c'est-à-dire rester sur le poste le plus longtemps possible. Pour ne pas perdre de temps, les femmes apportent leur gamelle et déjeunent après le premier pesage du jour.

Le repas est froid. Il faut rappeler que pour désigner le sous-prolétariat, généralement les ouvriers agricoles de la canne à sucre, les brésiliens parlent de "boias frias". Le soir, le mari peut venir prendre le poste, laissant la femme faire le travail ménager et le repas du soir avant de retourner à l'usine.

Les conditions de travail sont très pénibles, le bruit et surtout la poussière (les noix ont déjà été grillées, il reste de la fumée). Plus que des tendinites, ce sont les cals aux doigts et les douleurs de dos dues à la position assise qui sont incriminés.

Il est possible de travailler à la sélection. Debout de midi à 4 heures, puis de 6 heures à 8 heures, des femmes trient les noix en

six qualités. Le travail est également payé au kilo, moins bien rémunéré car jugé moins fatigant.

Le reste de l'année, les femmes sont au chômage. Il n'y a pas d'emplois dans la ville. Aussi, la menace d'automatisation de la casse et de la sélection est jugée bien plus terrible que les conditions de travail que nous venons d'évoquer.

4.2. L'administration

En 1943, par démantèlement d'une partie de l'état d'Amazonie et de celui de Mato Grosso, est créé le Territoire fédéral du Guaporé qui prendra le nom de Rondonia treize ans plus tard. Les pouvoirs publics entendent ainsi faciliter l'intégration d'une partie de l'Amazonie et en assurer le développement.

Le nouveau Territoire constitue son armée de fonctionnaires. La malaria est le problème principal : on constitue le corps de santé des infirmières. Ces infirmières, bientôt suivies des professeurs, sont les pionnières d'un flux lié aux besoins toujours croissants de l'administration. Avec la création de l'état du Rondonia en 1981, l'administration reste le principal employeur de la région : en juillet 1984, on compte 26.223 fonctionnaires (quand l'industrie offre 8.000 emplois permanents).

Dans un pays très machiste, les célibataires sont les seules femmes à pouvoir envisager une migration indépendante. Dans un pays en crise, les jeunes diplômées sont les premières à rencontrer le problème du chômage. Dans une région neuve où les structures sociales et le poids de la tradition sont bouleversés, les opportunités d'émancipation sont favorables aux femmes, que ce soit dans les métiers féminins de la santé, de la promotion sociale et de l'éducation ou dans tous les grades de l'administration (Tableau 4 et 6).

On trouve alors des femmes à tous les postes de responsabilité, élues municipales, secrétaires d'état (ministres du gouvernement local), responsables de projets...

On trouve également les femmes dans les bureaux d'emploi cherchant du travail, en nombre très important surtout si l'on se souvient que la population du Rondonia est essentiellement masculine.

Tableau 6

NOMBRE DE PERSONNES EMBAUCHEES PAR LE GOUVERNEMENT DU RONDONIA
de 1979 à 1982

ANNEE	Formation supérieure		Formation élémentaire		Total Femmes	% Femmes
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
1979	127	110	410	467	577	51,8
1980	222	130	529	627	757	50,2
1981	606	408	1823	1861	2269	48,3
1982	85	95	487	402	497	46,5
Total	1040	743	3249	3357	4100	48,9

Source : Secretaria de Estado da Administração / RO.

Voici le pourcentage de femmes dans la population inscrite au bureau d'emploi du Secrétariat du Travail de Porto Velho :

1979 - 39 %
1980 - 53 %
1981 - 52 %
1982 - 35,5 %
1983 - 31 %

Ces femmes cherchant du travail en ville sont jeunes, 89 % ont entre 15 et 35 ans ; leur niveau d'instruction est supérieur à celui des femmes recensées au poste de tri des migrants (40 % ont fini le 1° degré contre moins de 10 %), une sur deux possède une expérience professionnelle (contre 5 % au centre de tri).

5. ON NE DEVELOPPERA PAS L'AGRICULTURE FAMILIALE SANS LES FEMMES

Sous-estimées, quand elle ne sont pas ignorées dans les statistiques économiques, surtout quand il s'agit du travail agricole, les femmes ont cependant beaucoup à apprendre aux chercheurs ou à ceux qui prétendent "contribuer au développement".

Parce que la place de la femme est sans doute le meilleur indicateur social et économique pour comprendre une société et son histoire, la première démarche devrait être de chercher où sont les femmes dans le phénomène que l'on se propose d'analyser. Nous avons vu dans cet article l'enfer amazonien des peuplements sans femmes auxquels est liée l'absence d'agriculture et d'attachement à la terre ; nous avons montré que le nouveau type de migration qui se développe est interprétable à partir des données sur les femmes, que les préjugés statistiques sur le travail des femmes sont représentatifs de la structure économique du Rondonia...

Au-delà de la méthodologie, c'est par l'écoute des femmes que nous pouvons identifier et exprimer dans leur globalité les besoins sociaux, articulant production, consommation, cadre de vie et conditions de vie. On se demande quels peuvent être les impacts des programmes visant à améliorer la productivité agricole quand on ignore délibérément les conditions sanitaires des principaux acteurs. Certains avanceraient que la malaria, la malnutrition et le bas niveau scolaire sont les principaux responsables des échecs agricoles pour lesquels on a coutume d'a-

vancer des raisons purement économiques ou financières. Ce renversement d'approche concernant les aspects de développement ne peut être qu'enrichissant.

Au niveau macro-économique, on sait que le Brésil connaît un grave problème alimentaire, au niveau micro-économique, on sait que la femme est responsable de l'alimentation familiale. Il semble que l'on n'en tire pas les conclusions et aucune enquête, aucun questionnaire ne prévoit d'interroger des femmes systématiquement.

Mais qu'est-ce surtout que l'agriculture familiale, la petite agriculture dont provient l'essentiel de la production alimentaire brésilienne, si ce n'est un système de production où la femme participe au travail agricole dans des conditions identiques à celle de l'homme, en plus de la totale prise en charge du travail domestique ?

Aujourd'hui, l'agriculture brésilienne caractérisée par la prédominance de la grande propriété d'élevage extensif ou de monoculture d'exportation, est en crise et ne peut nourrir la population à des prix accessibles, malgré un immense potentiel de terres sous utilisées, ou mal utilisées. Dans le cadre des redressements qui s'imposent et des changements que le pays espère, l'accent devrait être mis sur la survie et l'extension de la petite agriculture familiale, seule capable de réorienter les productions vers les besoins du plus grand nombre, de limiter l'exode des paysans et ouvriers agricoles vers les villes et de rétablir la justice sociale dans les campagnes.

Dans une telle perspective, les femmes des régions où tente aujourd'hui de survivre la petite propriété agricole, et dont le Rondonia est l'exemple le plus actuel, devront jouer un rôle de premier ordre dans l'élaboration et l'application des nouvelles politiques. Bien que l'on doive féliciter le gouvernement du Rondonia pour avoir inclus dans son plan de développement des préoccupations sur les femmes, on ne peut que se désoler de voir que ces préoccupations se trouvent au dernier paragraphe de la dernière page, au-dessous du paragraphe consacré aux Indiens... et ce d'autant plus qu'il nous semble que les actions des différents secrétariats d'état ont permis de constituer chez les femmes des réseaux d'entraide et des structures organisationnelles susceptibles de servir de base à de nombreux projets de développement favorisant l'agriculture familiale et la vie économique urbaine.

REFERENCES

COY, M. (1984). Problemas atuais de colonização e desenvolvimento rural numa fronteira agrícola na Amazônia brasileira : o caso de Rondônia. Fundação Friedrich Ebert. RFA.

DIAS, R.J. (1980). Rondônia. Urbanização e expansão da fronteira agrícola. Tese de pós-graduação em planejamento urbano. Universidade de Brasilia.

LENA, Ph. (1982). Expansão da fronteíra agricola em Rondônia : ocipação do espaço e dinâmica da estrutura agrária. Instituto Nacional de Pesquisas da Amazñia. Manaus.

THERY, H. (1976). Rondonia. Mutations d'un territoire fédéral en Amazonie brésilienne. Thèse de 3è cycle. Paris I. CNRS LA 111, Ecole Normale Supérieur.

RÉSUMÉ

Le Rondonia est actuellement au Brésil le principal lieu d'accueil de petits agriculteurs à la recherche de terres : entre 1970 et 1980 la population rurale a été multipliée par cinq. L'Histoire et la colonisation officielle en a fait une région originale où coexistent les économies traditionnelles (extraction du caoutchouc, recherche de l'or, de la cassitérite, cueillette de la noix du Brésil), les cultures de rente encouragées par l'Etat (café, cacao, hévéa) et la production vivrière.

Le rôle de la femme est négligé dans la politique de colonisation et dans les statistiques d'emploi et de production. Pourtant la reproduction de la famille repose en majeure partie sur la participation de la femme aux travaux agricoles, sa prise en charge de l'économie domestique et son travail en ville.

ABSTRACT

In Brazil, Rondonia is at present the major receiving region for small farmers looking for land : between 1970 and 1980 the rural population was multiplied by five. History and official settlement plans have made it into an original region, which combines traditional activities (rubber, gold, cassiterite extraction, Brazil-nut), promotion of cash crops promoted by the State (coffee, cocoa, hevea) and food crops.

The role of women is neglected in the settlement policy and in employment and production statistics. Nevertheless, family reproduction is based largely on women's participation in farmwork, on their taking care of household economics, and on their urban jobs.

LE RÔLE DES FEMMES DANS LES STRATÉGIES DE PRODUCTION AGRICOLE EN ÉCONOMIE DE PLANTATION, LE CAS DU PLATEAU DE DAYES AU SUD-OUEST DU TOGO

André QUESNEL
Patrice VIMARD

INTRODUCTION

L'émergence de l'unité domestique comme entité organisatrice de la production est un des traits fondamentaux communs à toutes les formes de l'économie de plantation en Afrique. Elle s'effectue, avec l'introduction et le développement des cultures de rente, autour de la problématique de la maîtrise de la main-d'oeuvre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de cette unité familiale (CHAUVEAU - 1979 ; DOZON - 1977 ; QUESNEL et VIMARD - 1984 ; WEBER - 1977).

A l'intérieur de l'unité familiale, elle concerne les dépendants immédiats du chef du groupe domestique, puisque celui-ci est peu à peu conduit à utiliser à son seul profit la main-d'oeuvre familiale dont il peut disposer, avec pour conséquence une transformation des rapports de production entre le mari et son (ses) épouse(s), et globalement entre les hommes et les femmes de la communauté lignagère et villageoise. A l'extérieur cette maîtrise s'étend à une main-d'oeuvre allochtone déplacée des régions de savanes vers les zones de forêts propices aux cultures de rente ; l'appel à une main-d'oeuvre allochtone conduit à une nouvelle attribution de l'espace de production et au développement de nouvelles stratégies de la part des différents groupes sociaux dans l'espace considéré.

Il s'opère donc lors du développement de l'économie de plantation une re-définition des rôles dans les unités familiales ; en particulier, les femmes se voient assignées de nouvelles places dans la production et la reproduction. Cependant si le groupe domestique apparaît dans les deux communautés comme l'entité principale de l'organisation de la pro-

duction à Dayes, une distinction entre les procès de production et de reproduction des différents groupes domestiques se réalise, d'abord selon la position occupée par le chef du groupe domestique dans l'économie de plantation (propriétaire ou métayer) et ensuite selon son origine (autochtone ou allochtone). Cette distinction renvoie à l'histoire de l'économie de plantation, or, c'est par rapport à cette histoire que se définissent les stratégies actuelles des différents groupes domestiques, et du coup la place et les stratégies des femmes dans la production vivrière, aussi retiendrons-nous cette distinction dans l'analyse que nous menons ici à partir de l'exemple du plateau de Dayes, région caféière au sud-ouest du Togo.

1. L'INTRODUCTION DES CULTURES DE RENTE : UNE ORGANISATION DE LA PRODUCTION DIFFERENTE DANS LA COMMUNAUTE AUTOCHTONE (1)

1.1. L'organisation de la production autour du groupe domestique

Avant l'introduction des cultures arbustives sur le plateau de Dayes, la production des cultures vivrières était organisée à deux niveaux : celui du lignage, et celui du village ; à chacun de ceux-ci correspondait la formation de groupes de travail.

L'existence de ces groupes d'entraide, assurait la cohésion sociale, à l'intérieur du lignage et à l'intérieur du village, ainsi que le maintien du pouvoir et du contrôle des aînés sur la production et la consommation des groupes domestiques, alors simples cellules de reproduction démographique.

Ces groupes d'entraîde permettaient, par une distribution efficace de la force de travail de l'ensemble du lignage et du village, de pallier l'insuffisance de cette force de travail à l'intérieur du groupe domestique et d'asseoir la division sociale et sexuelle du travail de l'ensemble de la production agricole.

La nature des produits vivriers, leur calendrier agricole et le procès de travail leur correspondant, circonscrivaient cette division sociale et sexuelle du travail. Ainsi, tous les travaux de déboisement, du fait qu'ils représentaient le choix d'une terre et son assignation

---

(1) La population autochtone est composée des populations ahlon et ewe.

à une famille, étaient assurés par les aînés ; c'est au cours de la préparation des sols qu'ils manifestaient leur savoir technique, et par là leur domination sur les cadets et les femmes.

L'introduction des cultures arbustives a amené différentes transformations, non pas tant du procès de travail propre à chaque culture, que de l'organisation globale de la production villageoise et lignagère.

La création d'une plantation ayant pour seul point de départ l'initiative individuelle du chef du groupe domestique, ou de l'aîné de la famille (1), ne fait intervenir que la seule force de travail du groupe domestique, ou de la famille, sans appel aux autres membres du lignage, ni aux autres membres d'autres familles, avec lesquels les groupes d'entraide étaient généralement constitués.

L'extension des plantations entraîne rapidement une insuffisance de la main-d'oeuvre au niveau du groupe domestique et du lignage d'autant que le calendrier agricole des cultures vivrières chevauche le calendrier des cultures caféière et cacaoyère et surtout que des éléments extérieurs à la production mais induits par l'économie de plantation - la scolarisation et les activités urbaines principalement - favorisent l'érosion de cette main-d'oeuvre. Aussi toute transformation dans l'organisation agricole vise-t-elle à éviter les goulots d'étranglement à ces niveaux ; émanant le plus souvent du groupe domestique elle signifie chaque fois la prépondérance croissante du groupe domestique sur le lignage dans la production (2). Cependant c'est l'appel à une main-

(1) Initiative qui répond à une imposition de caractère individuel de la part du colonisateur lors de la mise en place de l'économie de plantation ou à des besoins personnels en numéraire des individus. Les terres complantées sont prises à l'ensemble foncier lignager ou villageois.

(2) Des transformations de techniques agricoles peuvent intervenir dans le but de diminuer les charges de travail qui pèsent sur le groupe domestique, réduit le plus souvent à la cellule nucléaire. Ces changements ne vont pas dans le sens de progrès techniques au niveau des cultures, malgré la mise en exploitation de terres de savane moins fertiles, mais dans celui d'une organisation entièrement centrée sur la disponibilité en force de travail (Exemple : le riz pluvial est abandonné au profit du maïs pour une meilleure adéquation de calendrier de ce dernier à celui du café, mais aussi et surtout, à la nécessaire participation de la femme à la cueillette du café ; la culture du riz pluvial, entièrement sous son contrôle, ne peut plus alors être assurée).

d'oeuvre étrangère au lignage et à la communauté villageoise, pour la mise en valeur des plantations, et rémunérée à travers des contrats de métayage individuels, qui exprime directement la transformation de la nature de l'ensemble de la force de travail et plus particulièrement le glissement qui s'est opéré du lignage au groupe domestique quant au contrôle, à l'exploitation et à la reproduction de cette force de travail.

1.2. La participation de la femme autochtone à la production des cultures de rente et des cultures vivrières

Ce transfert amène la transformation du rapport de production qui existe entre l'homme et la femme au sein du groupe domestique : l'homme en ayant soustrait la femme à la domination du lignage, a détourné celle-ci de ses activités anciennes de production vivrière, pour la placer sur ses propres plantations (1). Il se trouve alors dans l'obligation de rémunérer en partie l'extorsion de travail faite à sa femme, et plus globalement dans l'obligation d'assurer les charges sociales qui pèsent sur le groupe domestique, en particulier celles qui correspondent à l'éducation scolaire des enfants.

Du fait que cette dépendance et ces obligations réciproques s'établissent *directement* entre l'homme et la femme, elles mettent en doute la stabilité de la production vivrière et plus globalement la stabilité du groupe domestique dès que surgissent les difficultés économiques avec le dépérissement de l'économie de plantation (vieillissement des plants, baisse des cours, etc...).

On notera en particulier au tableau 1, que 12 % des femmes ne participent pas à la production des cultures commerciales ; le fait que 40 % des femmes soient rétribuées avec des pagnes et surtout que 21 % reçoivent directement des espèces à la fin de la campagne du café, exprime de la part de l'homme, moins le contrôle de la force de travail de son groupe domestique que la rémunération du travail fourni par la femme dans les plantations.

Les femmes des planteurs autochtones se situent de plus en plus en position de travailleur libre ou indépendant par rapport à l'activité

---

(1) La plantation du fait de la démarche qui accompagne sa création : demande de terres, défrichement, nettoyage... est mise en valeur par les hommes et la vente du produit leur revient. La femme se trouve donc employée essentiellement pour le nettoyage et la récolte.

économique du mari : si une grande majorité (80 %) aide leur mari à la production vivrière (tableau 2), il faut retenir que plus de 36 % des femmes exploitent une parcelle vivrière pour leur propre compte, et même si celle-ci leur est prêtée par le mari, on peut penser qu'il y a là une ultime façon de maintenir la force de travail familiale nécessaire à la production des cultures commerciales, comme à la production des biens vivriers qui seront consommés au sein de la famille (tableau 3).

Mais en fait l'autosuffisance alimentaire n'est assurée au sein des groupes domestiques autochtones que lorsqu'ils résident dans les fermes, sur les plantations, c'est-à-dire quand l'ensemble du groupe domestique participe à la production des cultures de rente comme des cultures vivrières. Sinon on constate que 22 % des planteurs ewe et 53 % des planteurs ahlon, qui résident au village, présentent un déficit de la production vivrière, déficit qui correspond à un désistement plus ou moins important des femmes, de la sphère de production agricole, et vivrière plus particulièrement. Quand elle n'exploite pas pour elle-même une parcelle de cultures vivrière, qu'elle destine à la revente le plus souvent, ou quand elle ne travaille pas dans la plantation de son mari, la femme du planteur autochtone s'oriente de plus en plus vers des activités non agricoles indépendantes. Cette indépendance progressive de l'activité féminine entame la stabilité du groupe domestique comme entité de production, soit directement comme on a pu le noter avec la croissance des ruptures d'unions (1), soit indirectement en ne lui permettant pas d'assurer son indépendance alimentaire. Cette destabilisation est d'autant plus avancée que la population est plus ancienne dans l'histoire de l'économie de plantation, comme on peut le voir avec la population ahlon.

La contradiction de l'organisation de la production chez la population autochtone est profonde : on est en présence d'une population résidente, détentrice du patrimoine foncier, maintenant investi d'une valeur marchande, et dépendante quant à sa subsistance vivrière, de ses propres fournisseurs de force de travail pour l'exploitation de ses plantations.

---

(1) L'instabilité matrimoniale comprend les séparations définitives, et les absences répétées et longues de la femme de la résidence du mari. Ces ruptures le plus souvent sont attribuées par les femmes elles-mêmes à l'incapacité du mari à assurer l'"écolage" des enfants.

2. LA PARTICIPATION DES FEMMES ET DES GROUPES DOMESTIQUES ALLOCHTONES A LA PRODUCTION VIVRIERE

Les populations immigrées, Kabye essentiellement, loin de leurs lignages d'origine, se trouvent d'emblée placées dans une forme d'organisation de la production elle aussi basée sur le groupe domestique (réduit le plus souvent à la cellule nucléaire). En effet même lorsqu'elles conservent des liens étroits avec leur lignage d'origine, en ce qui concerne plus particulièrement l'accès aux femmes et au terroir de ce dernier, ces populations développent un ensemble de pratiques nouvelles qui répondent aux conditions qui leur sont faites et qui s'articulent peu à peu autour d'une stratégie d'installation à demeure.

Le responsable d'un groupe domestique allochtone, séparé de son lignage d'origine, se trouve en situation d'unique responsable de l'organisation de la production : les contrats de travail passés avec les autochtones sont effectués par lui seul, les plantations sont réalisées à son seul profit, et il bénéficie de manière exclusive de la force de travail que représentent sa femme et ses enfants.

Au contraire des planteurs autochtones, les métayers allochtones ont un contrôle mieux établi de la main-d'oeuvre disponible au sein du groupe domestique du fait qu'elle est totalement requise lors de la création de la plantation, de la parcelle de vivriers (généralement de faible superficie, et prêtée par le propriétaire), et surtout du fait que le groupe domestique présente une ouverture moindre aux éléments extérieurs qui favorise l'évasion de la force de travail (scolarisation, activités urbaines, etc...).

La participation des femmes allochtones aux activités de production de leur mari est totale : 93 % aident leur mari dans les plantations, elles reçoivent en général des pagnes à la fin de la campagne du café (voir tableau 1). Cette forme de rétribution n'est pas une rémunération simple du travail de la femme dans la plantation, mais plutôt la reconnaissance de sa place dans l'ensemble des procès de production mis en oeuvre par le groupe domestique ; la rétribution va dans le sens du renforcement de la cellule domestique, et non pas dans celui de la destabilisation comme chez les autochtones. Elle travaille de manière tout aussi intensive dans la parcelle vivrière de son mari (voir tableaux 2, 3, 4).

La forte proportion des femmes exerçant une activité secondaire ne vient pas contredire cela, au contraire, elle souligne l'existence de nouvelles pratiques de la production mises en oeuvre par l'ensemble du groupe domestique kabye. L'activité de la femme hors de la sphère de la production agricole apparaît dans le prolongement de l'intense activité qu'elle y déploie. En effet la femme du métayer assure la distribution du surplus de vivrier issu de la parcelle exploitée par l'homme et son groupe domestique (voir tableau 5). Il convient de noter que cette activité est assurée en pays Kabye dans une sphère réduite et de faible volume qui participe des sphères traditionnelles d'échanges, hors du marché capitaliste. A Dayes il en va autrement, les femmes de métayers assument une fonction de distribution et de commercialisation des produits vivriers, induite de la transformation des conditions de production dans l'économie de plantation.

Cette fonction des femmes kabye n'a pu se développer qu'avec le désistement relatif des femmes et des enfants des planteurs autochtones tant dans la sphère de production que dans la sphère de distribution des produits vivriers : dans cette population d'une part, la scolarité éloigne les enfants de la sphère de production, et d'autre part la transformation du rapport de production homme/femme indique une participation de la femme plus libre (dans le sens travailleur libre) à la production réalisée par le mari.

3. PRODUCTION VIVRIERE ET REPRODUCTION SOCIALE DES COMMUNAUTES AUTOCHTONES ET ALLOCHTONES

Nous sommes en présence de formes différentes d'organisation domestique de la production vivrière, et du rôle qu'y jouent les femmes. Les métayers ont obtenu la parcelle en prêt de la part du propriétaire de la terre, ils cultivent cette parcelle avec l'ensemble de leur groupe domestique ; leur femme ne cultive pas de parcelle à part, mais elle assure la commercialisation des surplus obtenus. Au contraire, une série de ruptures intervient dans la production vivrière des planteurs propriétaires : ils font largement appel à des manoeuvres pour l'exploitation des parcelles ; le groupe domestique dans son ensemble ne participe pas d'une manière permanente à la production et les femmes, de plus, exploitent une parcelle de manière indépendante.

Le cycle de vie démographique (1) des populations allochtones semble s'ajuster sur celui des populations autochtones, mais en fait c'est une dépendance qui est générée tout au long des stratégies agricoles mises en oeuvre : en effet l'évasion de la force de travail autochtone vers les circuits modernes et étatiques, le désengagement des femmes de la production vivrière familiale, l'approvisionnement en vivrier et surtout le maintien de l'exploitation des plantations ne peuvent être réalisés qu'aux conditions suivantes dans la population allochtone : maintien d'une forte fécondité des femmes ; rétention des enfants dans le groupe domestique ; participation intensive des femmes, sous le contrôle de leur mari, à la production vivrière et caféière. Il en résulte une accentuation de la distinction entre les deux populations, et plus particulièrement de la distinction entre les populations féminines ; ainsi l'accès à l'indépendance économique, à l'éducation scolaire des enfants (2), à la santé (3), à la contraception semble se réduire pour les femmes allochtones à mesure qu'il s'élargit pour les femmes autochtones.

Aussi, bien plus qu'une distinction de stratégies agricoles, c'est une distinction des procès et des formes de la reproduction sociale qui se réalise avec le développement des cultures de rente ; ceux-là s'articulent, pour la population autochtone, sur une intégration aux sphères urbaines et étatiques par la scolarisation, et pour la population allochtone sur une installation à demeure dans les régions de production agricole commerciale (4).

---

(1) Quand le groupe domestique constitue une unité de production à part entière il convient de considérer son cycle de vie démographique. Ce cycle définit à la fois la main-d'oeuvre disponible et les charges qui pèsent sur le groupe quant à la reproduction sociale de ses membres.

(2) Dans la population ewe, on trouve que 89 % de la génération masculine des 6-14 ans sont scolarisés contre 80 % dans la même génération féminine ; alors que pour la population kabye, ces proportions sont respectivement égales à 50 % et 34 %.

(3) On a relevé pour la période récente que 95 % des femmes ewe du village accouchaient dans un dispensaire, contre 64 % des femmes ewe qui résident dans les fermes, et surtout contre 8 % des femmes kabye résidant dans les fermes.

(4) La production agricole commerciale peut se déplacer, du fait de cette stratégie, vers les cultures vivrières dès que les déficits et les crises caféières et cacaoyères l'exigent ou le permettent (ANTHEAUME - 1982).

REFERENCES

ANTHEAUME, B. (1982). Ne dites pas à mon patron que je vends des produits vivriers il me croit planteur de café. *Economie Rurale* n° 147-148, janv.-mars : 120-122.

CHAUVEAU, J.P. (1979. Occupation spatiale et histoire économique et sociale du Baulé (Côte d'Ivoire). *In* maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique Tropicale, CNRST-ORSTOM, Paris, Mémoire n° 89 : 45-51.

DOZON, J.P. (1977). Transformations et reproduction d'une société rurale africaine dans le cadre de l'économie de plantation : le cas des Bété de la région de Cognoa. *In* Essais sur la reproduction des formations sociales dominées. Travaux et Documents de l'ORSTOM n° 64, ORSTOM, Paris : 15-24.

QUESNEL, A., VIMARD, P. (1984). Dynamique de population en économie de plantation, le plateau de Dayes (sud-ouest Togo). ORSTOM, Paris (à paraître).

WEBER, J. (1977). Structures agraires et évolution des milieux ruraux. Le cas de la région cacaoyère du centre - sud Cameroun. ORSTOM, *Cah. Sér. Sci. Hum.*, vol. XIV, n° 2 : 113-140.

ANNEXE I

Tableau 1

Rétribution de la femme pour son travail dans la plantation selon la position du mari

Position / Forme de la rétribution	Propriétaire	Métayer
Ne travaille pas dans la plantation	12	7
Aide non rétribuée immédiatement	27	10
Aide rétribuée par cadeaux pagnes	40	78
Aide rétribuée par espèces	21	5
Aide rétribuée par aide sur ses champs	...	...
Total	100	100
Effectif	(501)	(152)

ANNEXE II

Tableau 2

Mode d'exploitation des parcelles vivrières de l'homme selon la population et le mode d'acquisition

Population	Autochtones propriétaires		Allochtones métayers	N.P.	
Mode acquisition parcelles hommes / Mode exploitation	Héritage paternel	Autre forme prêt communauté paternelle	Prêt propriétaire	Autre prêt ami etc ...	Total
Seul	13	19	10	---	12,6
Homme + femme	28	31	35	---	30,4
Femme + enfants	13	4	24	---	15,9
Femme + enfants vacance	18	9	8	---	14,8
Aide manoeuvre	6	7	4	---	5,3
Aide femme + manoeuvre	21	29	18	---	20,9
Total	100	100	100	100	100
Distribution	60,3	9,8	25,7	4,2	100
Effectif	(589)	(96)	(251)	(41)	(997)

Tableau 3

Mode de détention des parcelles vivrières de la femme selon la population

Population	Mode de détention parcelles de la femme			
	Prêt ou don ligne paternelle femme	Prêt mari	Ne cultive pas de façon indépendante	TOTAL
Autochtone	3	33	64	100
Allochtone	1	8	91	100

ANNEXE III

Tableau 4

Activités secondaires et indépendantes de la femme selon la situation villageoise et la position dans l'économie de plantation

	ACTIVITES			
	Aucune	Revendeuse*	Autres	Total
EWE-Village	82	13	5	100
EWE-Ferme	89	8	3	100
AHLON-Village	74	21	5	100
KABYE-Ferme	64	33	3	100
Pas de plantation	66	24	10	100
Ensemble	77	19	4	100

* Le terme de revendeuse est lié à une forme de distribution des produits basée sur une structure en cascade, du grossiste (ou producteur) au plus petit détaillant. Cette forme de distribution se rencontre sur l'ensemble de la Côte du Bénin.

Tableau 5

Evaluation du nombre de personnes avec un surplus ou un déficit vivrier selon la situation résidentielle (en pourcentage)

Autochtones-propriétaires			Allochtones métayers
EWE-Village	EWE-Ferme	Ahlon-Village	KABYE-Ferme
-22	+12	-53	+24

On a distingué les individus en auto-subsistance (A), en déficit (D) et en surplus (S). La proportion est égale à : $\frac{S - D}{S + D + A} \times 100$

RÉSUMÉ

S'appuyant sur une étude de cas de deux groupes ethniques différents au Togo, les auteurs font apparaître les transformations sociales issues du développement des cultures de rente. Ce type de culture implique une redéfinition des rôles au sein de la famille, et notamment une nouvelle division sexuelle du travail, ainsi qu'un nouveau mode d'attribution des terres.

La différenciation sociale se modifie également et s'accentue, en fonction du statut du chef de famille et de son origine géographique.

ABSTRACT

On the basis of a case study of two different ethnic groups in Togo, the authors highlight the social changes stemming from the expansion of cash-crops. This type of crops involves some redefinition of roles within the family, in particular a different division of labour between men and women, as well as different modes of land allocation.

Social differentiation is also changing and increasing, depending on the status of the family head and of the family head's area of origin.

DE L'AUTOSUBSISTANCE À LA DÉPENDANCE ALIMENTAIRE : une étude de cas appliquée à une société tribale (Colombie)

Florence PINTON

Les BARI peuplent les forêts tropicales humides du nord de la Colombie et appartiennent culturellement au grand ensemble amazonien. Du 16ème siècle jusqu'à nos jours, ils ont vu leur territoire se rétrécir progressivement face à l'occupation blanche. En 1984, 1000 km^2 sont protégés juridiquement en ayant acquis le titre de réserve indigène. Depuis 1964, date de leur "pacification", leur système d'organisation de la production a subi des modifications sous la pression de la colonisation de leur territoire par une classe de paysans sans terre, de leur regroupement au sein de missions, et plus récemment de l'application de "projet de développement motilon" (1). L'objectif était d'introduire l'agriculture afin d'assurer aux Bari des aliments toute l'année car, disait-on "la vie des Bari a été nécessairement de type semi-nomade par l'obligation de chercher là où elles se trouvent les ressources". Le succès des programmes de culture "permit de doter les Motilones de quelques ressources additionnelles à travers le système de vente des produits et permit aussi le regroupement des villages" et leur stabilisation.

L'analyse de l'impact du "plan de développement Motilon" (PDM) - sédentarisation des groupes, formation des hommes, agriculture commerciale - sur leur modèle de vie montre que la société Bari établie selon des termes égalitaires avec une participation égale des adultes aux activités de production tend à évoluer vers un modèle de domination masculine lié à un recul de la position économique de la femme.

(1) nom donné par les Espagnols aux Bari.

Cette transformation s'accompagne d'une dégradation du régime alimentaire, d'une dépendance accrue à l'économie de marché sans amélioration des conditions d'existence et affecte donc aussi bien les intérêts féminins que masculins. L'effet de la colonisation (1) sur la position de la femme ne peut être dissocié de ses effets sur la société dans son ensemble.

L'échec du "P.D.M." trouve-t-il son origine dans ce que l'on reconnaît aujourd'hui comme une cause fondamentale : la négligence des activités intéressant les femmes au stade de la planification ? Ne faut-il pas aller plus loin et remettre en cause le modèle des plans de développement qui a généralement cherché à intégrer les communautés rurales à la production marchande sans se soucier de leur propre condition d'existence ?

Nous nous proposons de décrire le processus de transformation de la société Bari et d'analyser plus précisément les facteurs qui - privant la femme de l'accès à certaines ressources - sont à l'origine d'un état de dépendance alimentaire.

Les PDM analysés dans le cadre de cette étude n'ont pas atteint avec la même intensité les différents groupes représentatifs du modèle BARI. L'analyse présentée des effets de la colonisation est descriptive d'une tendance de la société qui a évoluée vers un modèle et non pas systématiquement d'une évolution acquise.

L'approche ethnologique de l'organisation sociale par rapport à l'approvisionnement et l'usage des ressources naturelles met en relief la relation étroite qui existe entre la structure de la communauté et les formes d'exploitation du milieu.

De type semi-nomade, la société BARI se répartit entre plusieurs maisons collectives ou "bohio", chaque bohio étant comparable à une unité d'existence économiquement autonome mais ne pouvant se suffire à elle-même dans le cadre de sa reproduction. Les femmes demeurent dans leur maison d'origine et les hommes sont invités à y produire et à y résider (uxorilocalité). L'organisation interne de chaque maisonnée qui repose sur la mobilité des hommes maintient des relations égalitaires caractéristiques de la société BARI. Elle se fonde sur la relation

(1) Le mot colonisation est employé au sens large du terme, il englobe les effets des colons, des missionnaires et du plan de développement.

d'alliance entretenue entre deux groupes parents (sadodi). L'espace est distribué en fonction de la relation d'alliance (ogybado) qui lie deux familles voisines et de la position sociale de chacun. Cette position qui est une manière de s'approprier l'espace ne correspond pas à une hiérarchisation du savoir et du pouvoir mais à la prise en charge, par certains, de responsabilités. Le NYATOBAYE est l'architecte de la maison, l'ISDOASHINA est l'initiateur de contacts nouveaux. Ces fonctions valables le temps d'existence de la maison ont subi des transformations sous l'influence des missionnaires capucins qui, anxieux de reconnaître un chef au sein de chaque groupe, attribuèrent cette qualification à ceux qui nouaient des relations plus facilement avec eux. C'était souvent des ISDOASHINA (Pinton - 1973). Mais d'une façon générale les indiens résistèrent de manière exemplaire à l'établissement de positions hiérarchiques. La vie collective est propice à la circulation de l'information qui évite tout compartimentage du savoir. Les décisions sont prises collectivement par les hommes et les femmes qui en sont affectés.

Le semi-nomadisme fait des indigènes des propriétaires temporaires des terres cultivées en observant une rotation qui permet à la forêt de reprendre ses droits. L'espace est utilisé pour l'agriculture, la chasse, la pêche et la cueillette. On observe donc une association entre une agriculture de plantage-bouturage et des activités de ponction. En accord avec la cosmologie, un lien étroit unit les femmes à la terre, responsables des travaux agricoles. Elles assurent, étant donné la mobilité des hommes "en quête d'épouses", la continuité des tâches agricoles et des cellules productives. Les hommes célibataires occupent une place en marge de la reproduction et ne participent pas aux travaux agricoles. L'organisation de la production semble liée dans une certaine mesure à leur mobilité. Meillassoux (1982) remarque une forte corrélation entre l'agriculture de plantage-bouturage (reproduction végétative) et la forme d'organisation matrilinéaire. Il veut démontrer que les conditions de production sont liées à la reproduction domestique.

Tenant compte de la nature qui les entoure et des moyens dont ils disposent pour agir sur elle, les BARI partagent un certain nombre d'activités. Le travail collectif cherche à alléger certaines tâches pesantes (défrichement, construction de barrages pour la pêche, construction de la maison) et à en augmenter la rentabilité. La productivité peut résulter d'un effort commun mais chacun s'attribue la part qui lui revient, qu'il a produit au sein de cet ensemble et la consom-

TABLEAU n° 1 : LES TRANSFORMATIONS DANS L'ORGANISATION DES ACTIVITES

	Partage traditionnel des activités — AUTOSUBSISTANCE					Impacts de la colonisation — DEPENDANCE ALIMENTAIRE				
	homme	femme	enfants	collectif	individuel	homme	femme	enfants	collectif	individuel
rituel	+	+		+		↘	0		↘	
médecine	+	++			+	↗	0			+
construction de la maison	++	+		+		↘	0			
fabrication arcs, flèches	++		+		+	↘				+
filage, tissage vannerie		++			+		↘			
pêche et activités associées	+	+	+	+		↗	0			+
chasse et activités associées	++		+	+	+	→		0		+
agriculture vivrière	+	++		+	+	↘	↗			+
défrichement	+			+		→			+	
plantation	+	+			+	→	↗			+
sarclage		++	+		+		→	→		+
récolte		++	++		+		↗	↘		+
cueillette	+	++	+	+	+	→	→	↘		+
portage : eau, bois		+	++		+		↗	↘		+
cuisine, ménage		++								+
éducation des enfants	+	+		+	+	↗	↗		↘	+
savoir occidental						↗	0			
agriculture commerciale						↗	0			
anx domestiques						+	+			
commercialisation des produits						↗	0			
prolétarisation						↗	0			
manipulation de l'argent						↗	0			

LEGENDE

- ++ forte participation
- + moindre participation
- ↘ déclin de l'activité
- ↗ développement de l'activité sans changement technique
- ↗ avec changement technique
- → sans évolution
- 0 exclusion de la femme dans les projets

mation des aliments s'effectue dans l'intimité familiale. Malgré tout, le travail individuel reste important. La division du travail s'effectue au niveau familial et on observe une complémentarité étroite entre les tâches masculines et féminines (tableau n° 1, gauche). Si l'organisation de la production permet à chaque cellule conjuguale de quitter à son gré la maison collective, les regroupements ont une grande cohésion du fait des rapports de filiation et du rôle de la maisonnée comme groupe domestique.

Le bohio comporte traditionnellement une dizaine de feux qui regroupent chacun de 8 à 10 personnes et dépassent donc fréquemment le cadre de la famille restreinte (association par exemple de deux ménages simples ou d'une veuve et d'un ménage polygame...). Une partie plus ou moins importante de la production, chez les ménages utilisant le même feu peut être mise en commun ; par contre "les fruits cultivés comme les fruits de collecte sont propriété de la femme qui les récolte" (Pinton - 1973). La polygamie assez fréquente, mais qui ne va pas au-delà de 2 femmes, affecte la répartition des travaux et facilite certaines tâches. Le roulement établi par les femmes groupées autour du même feu ne concerne que la récolte, l'épluchage du manioc et la cuisson des aliments. "L'association de familles ou de femmes se superpose à la mise en commun de certains produits de consommation mais chaque famille garde son entière indépendance".

L'alternance d'une saison des pluies avec une saison sèche influence la nature du travail et de l'alimentation. Par leurs apports protéiniques élevés, chasse, pêche, et cueillette sont déterminants pour un régime alimentaire équilibré. Bien que l'agriculture soit un processus saisonnier, l'étalement des récoltes assure un approvisionnement régulier en manioc et bananes - bases de l'alimentation - toute l'année.

La femme dépense en moyenne 7 heures par jour à des activités où prédominent l'agriculture et la transformation des aliments tandis que les hommes s'emploient 5 heures par jour à des activités orientées vers la chasse et la pêche.

Les journées se déroulent paisiblement dans le cadre d'une vie collective favorable à l'existence d'un système coopératif efficace (éducation des enfants, cuisine, soins...).

La transformation du modèle de vie affecte l'écologie (rarification des ressources et épuisement des sols), la reproduction du système (tendance à l'endogamie liée à la sédentarisation et à la fermeture de

chaque groupe sur lui-même) et l'organisation de la production, ces trois aspects étant interdépendants. Je me limiterai à la description des facteurs de destructuration et des changements intervenus dans la répartition du travail.

Les représentants de l'Occident furent incapables de comprendre ou d'accepter la réalité d'une société égalitaire. Ils introduirent des traits générateurs de la dominance de l'homme sur la femme. Les missionnaires, soucieux d'associer les Bari à leur idée du bonheur, imposèrent les normes d'un comportement sexuel et conjugal qui caractérisent le modèle occidental. Ils instituèrent la famille nucléaire patriarcale et l'établissement de relations hiérarchiques. L'introduction de la supériorité mâle s'est basée principalement sur un accès inégal aux ressources.

Les deux principaux facteurs destructurants furent :

a/ La cassure de la maison collective et sa substitution par la famille nucléaire patriarcale. L'unité domestique se réduit à la famille restreinte. La maison collective est facilement abandonnée pour l'installation de chaque famille dans des petites baraques de ciment, car l'éclatement du Bohio ne remet pas en cause les relations d'alliance et l'autonomie économique de chaque famille. Les règles de voisinage résistèrent aux changements d'habitation. Par contre, la prise en charge de chaque communauté par les missions respectives a produit la rupture progressive des communications et échanges entre maisonnées : l'autonomie de la maison collective ne peut se concevoir à long terme (reproduction des hommes), la tendance à l'endogamie qui en résulte perturbe la structure sociale du dedans et, par voie de conséquence, l'organisation associée des tâches agricoles. La sédentarisation qui stabilise les hommes les engage dans une plus grande participation aux travaux agricoles. Le statut social de la femme en est affecté (elle était jusqu'alors le symbole de la continuité). En devenant objet de conflit entre les hommes (qui tentent de maintenir l'exogamie), son rôle de reproductrice va-t-il prévaloir sur celui de productrice ?

b/ La fragilisation des relations égalitaires par la sélection puis l'initiation de jeunes indiens aux lois économiques du marché (langue espagnole, écriture, calcul) et aux techniques occidentales.

La formation de chefs, entreprise difficilement menée par les missionnaires, fut la première qui devait abolir la symétrie sexuelle. Le

plan de développement prévoit la sélection d'un chef pour les 7 groupes concernés. Ces 'caciques" seront éduqués par les missionnaires instruits, envoyés à l'université pour prouver leur capacité à obtenir des diplômes puis reconnus par les blancs comme représentants des aspirations de leur peuple. Cette manipulation a eu une forte incidence sur la cohésion sociale dans la mesure où elle créa les premiers conflits internes. Elle suscita chez les jeunes un refus des activités traditionnelles et une déprëciation du mode de vie de leur parent en agissant au niveau idéologique.

La modification de l'organisation sociale s'est superposée à un affaiblissement du système d'approvisionnement en ressources naturelles et du modèle domestique : (tableau n° 2)

L'atomisation des familles facilite l'émergence d'un savoir privatisé aux dépens des femmes dans un premier temps. Elles sont exclues par un processus de transformation des activités traditionnelles et par l'utilisation de nouvelles techniques (tableau n° 1, droite). Les tâches collectives disparaissent en faveur d'un mode de vie individuel moins productif. Les exemples suivants illustrent ce processus.

a) La formation de quelques hommes comme "promoteurs de santé" a favorisé l'usurpation d'un rôle tenu traditionnellement par les femmes (Leacock - 1980).

b) La pêche tend à devenir une activité masculine. La transformation technique (bâteau à moteur et filet) exclut la femme d'une activité essentielle dans la constitution d'un régime alimentaire varié. On passe d'une activité qui s'effectuait à partir d'actions complémentaires à une activité où la femme devient dépendante de l'homme pour avoir accès à certains produits (poissons).

c) La construction de la maison collective relevait d'une organisation complexe avec de nombreuses implications sociales et se basait sur un effort collectif et une complémentarité sexuelle du travail. Les petites maisons, de béton, à toit de tôle ondulée, qui se substituent peu à peu, financées et construites par des agents colombiens à la demande dit-on des indiens, qui coopèrent d'ailleurs à leur construction (exclusion de la femme) sont totalement inadaptés à un certain nombre de travaux féminins par leur conception architecturale (disparition d'espaces féminins). Le sol de ciment qui n'améliore pas les conditions sanitaires, ne permet plus de "monter" les métiers à tisser qui disparaissent peu à peu. Extrêmement mal adaptés aux conditions climatiques,

pour le portage. Si le temps d'activité consacré à l'approvisionnement en ressources alimentaires augmente globalement, c'est surtout l'accroissement de la pénibilité des tâches qui est mise en cause.

En abandonnant la vie traditionnelle pour reproduire celle des colons, la variété et la valeur nutritive des aliments ont diminué. Le déclin de la chasse et de la pêche, la nouvelle distribution des tâches affaiblissent le système d'autosubsistance sans y substituer un système d'échange capable de rééquilibrer l'alimentation. La dégradation du régime alimentaire s'accompagne d'une augmentation des produits agricoles tels que manioc et bananes. L'absence temporaire des hommes amplifie ce processus, les femmes n'ayant pas accès à la chasse et à la pêche.

L'appauvrissement du contenu de l'alimentation en protéines n'est pas atténué par l'achat de viande et de poissons ni par la consommation d'animaux domestiques. Cet acte est, pour les Bari, en désaccord avec leur cosmovision. Les revenus dégagés par les hommes ne permettent pas de compenser la perte d'auto-approvisionnement. Les quelques achats s'orientent vers des objets manufacturés et de rares produits culinaires (sel, huile, sucreries...). La distance aux lieux d'achat et les problèmes de conservation ne facilitent pas leur acquisition.

La modification du rôle de la femme est révélateur de désintégration culturelle. La femme devient dépendante de son époux (acquisition de protéines animales et d'objets dont elle a maintenant besoin) et subordonnée.

Certains groupes n'ont pas été désorganisés par l'introduction d'éléments étrangers dans la mesure où ils ont su s'approprier et dominer de nouveaux facteurs. A Birinkaira, le groupe a intégré les cultures marchandes dans les champs familiaux : il n'y a pas eu de rupture technologique ni de phénomène de concurrence avec le secteur vivrier. Si les Bari cherchent à s'articuler au monde blanc par l'accès à l'échange, il est exemplaire de remarquer qu'entre eux n'existe aucune relation d'argent. Elles se situent dans le cadre de la réciprocité et la réflexivité. L'enjeu à long terme d'un développement endogène, au-delà de problèmes écologiques et de "pollution" créés par la sédentarisation, passera par le maintien de la cohésion sociale et la reconnaissance du rôle économique de la femme.

Aurait-il été possible d'imaginer des projets qui respectent les relations égalitaires et la position économique de la femme ? L'antago-

nisme homme-femme et la divergence des intérêts peut-ils se perpétuer à long terme ?

Il s'agit de comprendre "dans quelle mesure une politique de développement pourrait tirer parti de traits tels que traditions de travail collectif, formes d'organisation tribale" (Sachs - 1983) ; il s'agit de comprendre que la mobilisation des femmes dans la production ne doit pas provoquer la crise du secteur familial (1).

La proposition que les plans de développement ont oublié les femmes semble naïve dans la mesure où chacun connaît aujourd'hui le rôle de la femme comme maillon essentiel du développement du capitalisme (2). Et quand les programmes s'orientent vers la recherche de "stratégies alimentaires", c'est l'incompatibilité de leur structure au mode de vie de la communauté qui, maximisant les conflits internes et ignorant les contraintes de temps des femmes, débouchent sur une forte inégalité des ressources. Ces stratégies exigent une connaissance approfondie du comportement des groupes sociaux, des structures du quotidien, de l'organisation du travail et du temps.

BIBLIOGRAPHIE

JAULIN, R. (1973). Gens du soi gens de l'autre, coll. 10-18 dirigée par C. Bourgeois : 439.

—— (1983). "Les indiens BARI et l'ethnologie appliquée", Université Paris VII : 10.

KRUKS, S., WISNER, B. (1980). "The state, the party and the female peasantry in Mozambique" : 36.

LEACOCK, E. (1980). "Women and colonization, anthropological perspectives". Praeger N.Y. : 109-133 : "forced transition from egalitarianism to male dominance : the Bari of Colombia".

MEILLASSOUX, Cl. (1978). "Femmes, greniers, capitaux". FM Fondations : 218.

(1) Voir l'article de S. Kruks et B. Wisner.
(2) Voir l'article de A. Michel.

MICHEL, A. (19). "Les femmes dans la société marchande ; Problématique nouvelle de la production domestique non marchande, in Sociologie d'aujourd'hui PUF : 55-84.

PINTON, S. (1965). "Les Bari" in le Journal de la société des Américanistes" : 247-332.

——— (1973). "Des travaux et des jours" in R. Jaulin, "gens du soi gens de l'autre" : 135-176.

SACHS, I. (1983). "La crise, le progrès technique et l'économie cachée" 83/7. EHESS. CIRED.

RÉSUMÉ

Chez les indiens BARI, du Nord de la Colombie, le système d'organisation de la production tend à se destructurer avec l'émergence d'un modèle de domination masculine entraînant un recul de la position économique de la femme. Cette modification, étroitement liée à la transformation de la reproduction sociale, s'est appuyée sur un affaiblissement du système de subsistance et du modèle domestique. Il s'ensuit une dégradation du régime alimentaire des Bari et de leurs conditions matérielles d'existence. Des stratégies alimentaires exigeraient une connaissance approfondie du comportement des groupes sociaux, de l'organisation du travail et du temps, des limitations naturelles.

ABSTRACT

For the North Colombian BARI Indians the organization of production system tends to become destructured as a male-domination pattern emerges along with a decline in women's economic importance. This change, which is closely related to the transformation of social reproduction, is also based upon a weakened subsistence system and fading domestic patterns. This results in degradation in the BARI nutritional diet habits and in their livelihood. Food strategies would require in-depth knowledge of social group behaviour, of the organization of labour and time, and of natural constraints.

STRATEGIES ALIMENTAIRES DES FEMMES D'UNE RÉGION CONGOLAISE : EXPLOITATION ET AUTONOMIE

Pierre BONNAFE

Dans ce district, peuplé de 12.000 habitants environ et situé à 200 km de Brazzaville, en droite ligne N.N.Ouest (1), la crise alimentaire est un fait récent et indirect. On y redoute plus la pauvreté ou la maladie. Sur ce plateau, les femmes assuraient en 1900 l'autosuffisance vivrière de la région à la différence d'autres zones voisines décimées par les heurts de la traite (2). Pour les agricultrices du siècle dernier, il n'y avait pas de problème réel de soudure annuelle, sauf pour l'eau en saison sèche.

1. DESCRIPTION DES COUCHES SUCCESSIVES DE FEMMES

1.1. Historique d'une longue domination

Au moins dès le début du XVIIIè siècle, la couche féminine s'est trouvée assujettie à une catégorie d'aînés et de "maîtres de la terre" (*mfumu a ntsie*) et dominée par une couche masculine. Dans cette première formation sociale, les femmes pratiquaient cueillette, collecte, agriculture et travaux domestiques.

Vers le milieu du XVIIIè siècle, à la suite des échanges à longue distance et des nouvelles productions, un système tributaire se greffe sur le précédent : on peut parler d'une double seigneurie de la terre

(1) Le district de *Lékana* se place presqu'en entier sur le plateau *Kukuya* dans l'aire culturelle *teke*.
(2) Les voyages de S. de Brazza illustrent ces variations. Brunschwig, H. 1966.

et du ciel (*yulu*). Pour notre sujet, nous retiendrons que l'exploitation des femmes s'accentue au sein d'une opposition culture vivrière et secteur marchand (raphia, tissage et forge) (1). Un édifice compliqué de pressions politiques, de normes juridiques et de liens idéologiques assure l'hégémonie d'une classe tributaire, s'appuyant sur une hypergamie et des liens transversaux. Son influence est loin d'avoir disparu complètement aujourd'hui.

La colonisation française interrompt vers 1905 son essor et le commerce précolonial. Une alliance politique s'établit entre l'administration et le pouvoir antérieur. La force des hommes est mise à profit pour le travail forcé. Puis, après l'échec des compagnies concessionnaires, c'est une politique de paysannat qui est amorcée, après les années 25-30. Les femmes, quant à elles ne sont pas associées aux corvées, elle supportent ces transformations, parce qu'elles se chargent de l'entretien de tout le district. La coupure s'accentue entre leur domaine vivrier et la lancée d'autres cultures de rente, monopolisées par les hommes. On s'en est rendu compte : la tendance ne datait pas d'hier. En 1960, à l'indépendance nationale, elles forment une couche plus domestique que jamais auparavant. Durant ces cinquante années, elles ont dû faire face presque seules aux conjonctures changeantes qui ont défini l'horizon collectif (2). Mais certaines d'entre elles les dépassent de beaucoup. Les besoins de l'économie coloniale ont provoqué une concentration urbaine. Des flux d'émigration provisoire ou permanente vident en partie le plateau. Une scolarisation brève mais intensive (depuis 1956 environ) accentue le phénomène, touche même les plus jeunes d'entre elles et ne laisse souvent sur place, ces dernières années, que des foyers et des équipes diminuées et vieillies pour parer au quotidien. Une fraction croissante des jeunes hommes refuse même de toucher un outil agricole et attend un hypothétique salariat.

1.2. Analyse économique et sociale des foyers et lignages en 1963-1967

Dans l'ensemble des neuf terres rurales de l'époque, la situation féminine présente une grande homogénéité et dans celle qui ne l'est pas

---

(1) L'évolution historique des femme *tio* dans le royaume du *Makoko* est comparable. Voir Vansina J. 1973, en particulier 463, 464, 467.
(2) *Nzo lipfu, le lignage de la mort*, 1978 : 20-44.

(*Lékana*), on ne rencontre que des différences de degré. Chaque chef de foyer restreint ou étendu selon les cas concentre les rapports de production qui drainent leurs activités. En moyenne, chaque femme active y apporte 60 heures de travail par semaine (travaux des champs, déplacements et portage, fourniture en bois et en eau, cuisine, entretien des hameaux, soins aux enfants, transformation des produits vivriers avec en plus, souvent la préparation des parcelles masculines) contre 30 heures pour un homme actif (construction des maisons, agriculture marchande et artisanat) (1), abstraction faite des revenus salariaux urbains. L'effort féminin est par ailleurs plus pénible que l'autre. Le travail nécessaire moyen pouvant être estimé à une trentaine d'heures, seule la couche des femmes sur place fournit un surtravail. Ce premier système peut être appelé familial. A cette date, les femmes n'accèdent que pour une part infime à la production marchande (surtout alors le tabac).

Mais un second système dominant localement se superpose au précédent : il peut être dit lignager. Une fois allouée aux foyers leur part modeste d'entretien, sa plus grande portion se réalise en un surproduit de forme marchande (argent ou tissus à 1000 CFA), qui va à une catégorie d'aînés et de notables. Les femmes sont dépossédées du principal de l'héritage et exclues de son appareil de décisions. Une fraction culminante d'aînés bénéficie d'une polygamie large : entre les deux des séries d'intermédiaires mâles à plus faible polygamie. De toute manière, le revenu moyen de la région par habitant en argent est bas. Dans ces conditions, les femmes ne réagissent que par de vives résistances dirigées contre leurs époux. Les cadets n'ont jamais été vraiment leurs alliés durables.

1.3. Existence permanente d'un troisième niveau de domination extérieure

Depuis près de deux siècles, ce pôle interagit avec les deux autres, rendant périlleuse la pure analyse interne. Les deux phases de la traite internationale (2) et son réseau à partir de la mer entraînent des impulsions croissantes et sa périodisation coïncide avec l'histoire

(1) Guillot B. *op. cit.* 95, l'auteur évalue à 2000 F par an le revenu marchand par tête en 1965 : 108.
(2) Sautter, G. 1966 : 723-729.

régionale (1). De la colonisation, on dira la même chose, avec cette fois un Etat formé en A.E.F. et une économie intégrant les territoires. Enfin, l'époque actuelle est traversée par une hiérarchie du même type, le marché extérieur venant s'insérer dans le moindre groupe local. Le plus gros de l'exploitation réside hors du plateau et même du pays.

2. UN EXEMPLE DE L'IMBRICATION DES DIVERSES DEPENDANCES FEMININES

2.1. Pagne, nourriture, bois

Entre époux, les déterminations les plus concrètes sont aussi celles qui se révèlent dans les articulations symboliques. Ce mode de liens n'a guère changé depuis 15 ans. Toute femme porte durant deux ans un pagne de tissu souvent importé, qu'elle attend de son époux. On peut dire qu'il marque le baromètre de la faveur et de la défaveur. Ces inquiétudes se renouvellent à propos de leurs enfants, que ce soit pour le strict minimum ou pour la parure. De même, le lien de nutrition est investi d'une manière prégnante. Un homme peut faire deux injures graves à son épouse : lui déchirer ses vêtements ou lui refuser sa nourriture. Dans ce dernier cas, il assimile offre de nourriture et de rapports sexuels, en en prenant le plus souvent l'initiative. Les procédures de mariage avec une parente éloignée, nommées "désunions" (2), sont chargées des mêmes ressorts : le candidat peut objecter à sa mère : "Combien de fois t'a-t-elle porté du bois ? Combien de fois m'a-t-elle nourri ?". Les réponses sont censées être démonstratives : ce n'est pas notre parente, puisqu'elle n'en remplit pas les obligations. Et dès lors, le mariage est possible. On mesure combien la symbolique est incarnée et aussi combien elle intériorise les normes d'autorité.

2.1. Les jalousies entre coépouses et voisines comme effet d'oppression

La première vision proposée de part et d'autre est un tableau d'idylle ! L'entente règnerait partout sauf chez les femmes jalouses... Mais, si presque toutes le sont, qu'en penser ? La forme économique d'un

---

(1) Rey, P.-Ph., 1971, première partie.
(2) L'abolition de cette parenté éloignée rendra l'alliance légitime. Le candidat doit donc prouver que ni lui ni sa mère ne sont parents avec sa fiancée.

foyer polygame en offre une source infinie. Envies et jalousies se développent sur les *enfants* chez des femmes très fixées sur la maternitée attendue d'elles. Les femmes stériles sont suspectées d'être sorcières. Ces thèmes très anciens parcourent les contes pour enfants, macabres assassinats faisant éclater de rire leurs auditeurs, mais ressortent aussi bien dans les conflits nés d'une maladie. A ces atroces pulsions de violence auraient correspondu autrefois d'atroces châtiments. Les coépouses surveillent avec attention les dons de vêtements (un très modeste retour de leur surtravail) faits à leurs rivales. La compétition est d'autant plus vive qu'à la sévère hiérarchie archaïque se substitue maintenant une égalisation de la valeur de la femme. Enfin, une intense envie de nuire aux *cultures* des coépouses ou même des voisines les assaille. Ainsi, chacune rêverait d'un "boa" dévorant les semences de l'autre et même parfois la tuant pour la faire travailler à son compte comme invisible esclave.

Ces poussées de jalousie sont un effet de domination déplacée se concentrant dans un foyer, mais intéressant toute la couche de femmes face à celle des hommes. On aurait tort de les remplacer par de pures explications psychologiques. On les serre de plus près lorsqu'on examine le contrôle social des accusations par le personnage central d'un foyer ou d'un hameau et les renforts d'aînés associés qu'il reçoit dès que "la limite est jugée franchie", c'est-à-dire dès qu'il y a révolte ou insoumission chez leurs épouses ou leurs filles.

D'autre part, cet aspect ne doit pas en oblitérer un autre aussi fort qui est l'union de ces catégories scindées de femmes à travers leurs travaux communs, leurs fréquentations, leurs recherches constantes pour l'amélioration de leurs foyers.

2.3. Une absence de droits politiques et ses conséquences

Les modes de production lignagers et leur soubassement familial ou domestique se comprennent mieux dans la région (et peut-être ailleurs) si l'on fait porter l'accent non sur les seuls conflits et contradictions entre aînés et cadets, mais d'abord sur ceux qui opposent les *aînés* au sens large et restreint *aux femmes* (1) ainsi qu'aux véritables dépendants mâles. Le résultat de cette lutte séculaire fut qu'en-

(1) Dupré, G. 1982, fait de cette thèse sur la région voisine des *Nzabi* une éclairante démonstration : 145-148, 335-344.

de produire avant tout pour soi, à tous les niveaux, et les siens, plutôt que pour un autrui exploiteur.

3.3. Face à l'assurance de beaucoup d'experts, toujours prêts à refaire brillamment leur critique, dès que la situation empire en Afrique, on me permettra de proposer une théorie raisonnée de l'incertitude ! Je fais plutôt partie de ceux qui souhaitent repérer des éléments positifs, tenter de les clarifier sans pour autant nier les difficultés présentes. Par là, on peut espérer un peu plus de certitude en dessinant les limites actuelles.

La grande contradiction de ces paysannes est de sortir d'un carcan en majorité non marchand et de se trouver plongées dans un autre, sans que le premier ait disparu. Leur seule libération concevable semble passer par le marché capitaliste ou apparenté en compétition ces dernières années avec les circuits de commercialisation étatiques. Au prix d'un surtravail encore accru, elles ont augmenté leurs cultures de rente familiales ou sont entrées dans des groupements coopératifs axés sur le marché. La tendance n'a pu que menacer leurs cultures vivrières. D'autre part, une moitié des nouvelles adhérentes ont quitté depuis deux ans leurs groupements. Leurs stratégies alimentaires s'orientent de nouveau vers leurs foyers, mais elles ne sont pas revenues pour autant à leur économie domestique antérieure.

4. LA DEFINITION DE LEURS PRIORITES DANS LA NATION CONGOLAISE

La méthode choisie consistait à donner une description directe de ces femmes dans une zone en la rattachant à leur histoire propre. Les hypothèses retenues paraissent valoir pour un ensemble de régions (1) que la sociologie pourrait expérimenter. Mais cette évocation doit être reliée aussi aux phénomènes sociaux larges qui interfèrent avec leur situation. Par exemple, la paupérisation de la paysannerie accuse les contraintes pesant sur les femmes et bloque leurs rapports avec la couche féminine.

---

(1) Dupré, M.-C., 1974 et 1978 en a fait l'épreuve détaillée sur les *Teke Tsaayi*, ainsi que dans un livre inédit, 1984.

A la fin de 1948, la mission française du tabac SEITA fit une prospection sur les plateaux : "Le cultivateur *Batéké* connaît de longue date l'écobuage qui lui assure des terres saines et riches en potasse et débris organiques, il connaît le paillage et la couverture des semis qui permettent au jeune plant de se développer normalement à l'abri du soleil trop violent et des pluies trop brutales. "Oui, mais c'est le masculin qui étonne, *car ce sont seulement des femmes qui sont concernées par cette phrase* et la suivante, en dehors du savoir des hommes sur l'utilisation des bosquets (surtout pour le raphia) ! (1).

3.2. Originalité de leur système social

Diversifié était en 1900 leur éventail de produits agricoles, où le manioc n'entrait que pour une part : maïs, courges, tarots, ignames... Cette variété est moindre aujourd'hui parce que les paysannes ont dû se charger de presque toutes les tâches ménagères : transport des récoltes, du bois, de l'eau, cuisine, soins aux enfants, propreté des maisons, lavage, courses au marché hebdomadaire. Soixante ans après, leur activité restait en majorité non marchande, si l'on excepte une indispensable régulation passant par l'argent : micro-économie qui absorbait encore un temps non négligeable.

Leurs rapports sociaux, tout en s'enracinant sur des techniques liées à la houe, sont rien moins qu'archaïques. Dans les systèmes lignagers et domestiques, ils représentent une marge un peu confinée dans la ségrégation, mais d'où elles ont toujours tiré une identité. Si l'on pense - ce qui est mon cas ! - que tout système de production peut s'analyser comme interaction entre deux pôles antagonistes ou complémentaires : l'exploitation entre groupes sociaux (produire pour autrui) et l'autonomie (produire pour soi), à coup sûr leurs liens réciproques ne reposent pas principalement sur l'extorsion du surtravail d'autrui, mais sur une large autonomie (extraire son surtravail pour soi), bornée par la faible interdépendance de leur mécanisme productif. Un fait est certain : dans leurs échanges d'entraide aux champs, nommés *bula*, elles sont plus près malgré leur "retard" d'une accumulation autonome que la plupart des hommes et des notables du district. Or l'actualité politique, défendre l'indépendance congolaise et africaine, pourrait bien être

(1) Culture du tabac, 1948 : 79.

DUPRE, M.C. (1984). "Naissance et Renaissance du Masque Kidumu, art politique et histoire chez les Teke Tsaayi". Thèse d'Etat, Paris V, inédit.

GUILLOT, B. (1965). "La Terre Enkou" (Congo). Paris -EPHE.

POATY, J.P. (1983). "Enquête sur les Modes de Garde des Jeunes Enfants au Congo" (112 p.). Direction Générale des Affaires Sociales, Brazzaville.

—— (1984). "Enquête sur les Principaux Problèmes ressentis par la Femme au Congo" (169 p.). P.C.T., Section Recherches Sociales, Brazzaville.

REY, P.Ph. (1971). "Colonialisme, Néo-Colonialisme et Transition au Capitalisme". Exemple de la Comilog au Congo Brazzaville. Paris-Maspéro.

SAUTTER, G. (1966). "De l'Atlantique au Fleuve Congo, une Géographie du Sous-Peuplement". Paris - Mouton.

VANSINA, J. (1973). "The Tio Kingdom of the Middle Congo" 1880-1892, Oxford.

Cette approche locale reste à combiner au moins avec une analyse portant sur le cadre national. Quelles sont les priorités de toute la couche féminine au Congo ? Rien ne vaut d'aller le demander aux femmes elles-mêmes. Les deux enquêtes de J.P. Poaty font un remarquable effort dans ce sens par sondages, en interrogeant aussi les hommes. Les femmes mettent au premier rang à égalité l'amélioration de leur instruction et de leur culture avec la promotion de leur emploi et de leurs revenus. Elles réclament un allègement des tâches domestiques, un assainissement moral de la population (ce qui veut dire une lutte contre la prostitution et l'obtention de garanties juridiques encore inexistantes), enfin une aide de l'Etat et du Parti aux organisations féminines. Ces volontés sont proches des opinions que j'ai recueillies. L'héritage, la dot, les enfants forment aussi un terrain brûlant. D'où l'intérêt de la second étude sur les modes de gardes des jeunes enfants. Classe par classe, l'avancement de la condition des femmes renvoie au changement de celle des hommes (1).

BIBLIOGRAPHIE

Auteur anonyme : Inspection générale de l'agriculture en A.E.F. : "Culture du tabac, historique de l'implantation et du développement de la culture". *Encyclopédie Coloniale et Maritime*, vol. I, fasc. 7, 70-73, 1948.

BONNAFE, P. (1978). "Nzo lipfu, le lignage de la mort". Paris-Nanterre.

BRUNSCHWIG, H. (1966). "Les cahiers de Brazza (1880-1882)". Cahiers d'Etudes Africaines, vol. VI : 157-227.

DUPRE, G. (1982). "Un Ordre et sa Destruction". Paris-ORSTOM.

DUPRE, M.C. (1974). "Les Femmes Mukisi chez les Téké-Tsaayi. Rituel de Possession et Culte Anti-Sorcier". Jour. Soc. Afric. Paris, XLIV, fasc. 1 : 53-69.

——— (1978). "Comment être femme. Un aspect du rituel Mukisi... Congo". Archives de Sciences Sociales des Religions. Paris, 461 : 57-84.

(1) Ma dernière mission en juillet-août 1984 a été assurée par l'ORSTOM et toutes les précédentes par le CNRS.

RÉSUMÉ

Dans une petite région congolaise rurale, les femmes n'ont cessé d'être exploitées par des seigneurs, des aînés, des hommes. La colonisation, puis l'émigration aggravent aujourd'hui leur sort, caractérisé de surcroît par un niveau de domination extérieure.

C'est un véritable noeud de dépendances imbriquées : pagne, nourriture et bois en sont les éléments matériels et symboliques. Les jalousies entre co-épouses ne sont qu'un effet de leur oppression. Les femmes payent cher leur absence de droits politiques.

L'auteur montre que malgré leur importante contribution au développement de l'agriculture depuis le 19è siècle, leur rôle a été méconnu dans beaucoup de publications.

ABSTRACT

In a small rural region of the Congo, women have endlessly been exploited by lords, elders, men. Colonization, and now emigration make their plight worse still, as it is also characterized by external domination.

Here we have a knot of interwoven dependence factors : the loincloth, food and wood are the physical and symbolic elements of this dependency. Jealousy between a man's wives is the consequence of their oppression. Women pay a high price for having no political rights.

The author shows that in spite of their sizeable contribution to agricultural development since th 19th century, their role has not been properly acknowledged in a number of publications.

TABLEAU n° 2 : PRINCIPES DE MODIFICATION DE L'ORGANISATION SOCIALE ET SES CONSEQUENCES SUR LA POSITION DE LA FEMME

Causes / Effets	Isolement groupes	Disparition de la maison collective	Sédentarisation	Introduction agriculture rente	Prolétarisation des hommes	Evolution technique	Disparition des taches féminines	Commercialisation
Affaiblissement du système de reproduction	tendance à l'endogamie		immobilisation des hommes	attribution de terres aux hommes				
Affaiblissement du système coopératif des femmes		éducation, cuisine, information, soins...						
Disparition d'une symétrie sexuelle				monopole des hommes		exclusion femme		
Affaiblissement du système de subsistance			épuisement ressources nature	détournement activités hommes	absence temporaire des hommes		cueillette pêche	
Affaiblissement de modèle domestique		affaiblissement des activités de groupe					vannerie, tissage, filage	
Dépendance économique de la femme					conséquences sur l'alimentation	maîtrise masculine	achat nvx produits	exclusion femme
Baisse du statut de la femme				négligence agric vivrière				

LEGENDE : - Les croix indiquent les relations de cause à effet ; l'impact de la "colonisation" dans chacun de ses effets sur le modèle culturel y est mis en évidence
- Les remarques qui s'ajoutent aux croix sont les conséquences indirectes et plus précises des impacts soulignés dans la colonne verticale

CHAPITRE 6

LE VENTRE DES VILLES : FEMMES OCCULTÉES

WOMEN'S FARMING AND THE FOOD SUPPLY OF YAOUNDE. HISTORY AND PROSPECTS

Jane GUYER

The exact degree to which African urban areas depend for their provisioning on women's work in farming, processing and trading may be a matter of dispute, but there is no doubt about its significance. Women's farming, market networks and market organisations have all been described at length. What is altogether less clear is the direction of change within particular regional systems and its political dynamics. Sidney Mintz's general projection that small scale trading by women would gradually be replaced by larger scale enterprises run by men, for example, has been quoted by not well followed up empirically (1971). Do we know how regional food supply systems are changing in Africa ? and, above all, have we explored the crucial factors which explain the direction of change ? These questions are quite complex, involving attention to ethnic and class factors as well as gender, and to the intentional and unanticipated consequences of state policies on all of these.

The present paper is concerned with the position of the Beti farmers of the Yaoundé hinterland in the urban food supply system from 1960. The study grew out of a rural-based research project on farming ; it did not involve the systematic collection of data on marketing and therefore relies heavily on documentary sources and on interviews with officials for the marketing and policy issues.

To summarise briefly : there is an increasing need for food since Yaoundé is growing very rapidly. The local farming system is varied, productive, rarely subject to natural disasters, and suffering from land shortage only in particular localities. In principle, there is

great potential for experimentation in different kinds of expansion of food production for the market, from intensive truck farming to extensive fruit tree and plantain production. Government policy in the 1970s has been, I would argue, narrow and unimaginative with respect to the women farmers and traders who came to dominate a certain sector of the food market during the 1960s. On the other hand, it was unsuccessful enough to allow space for the continued growth of this sector. The challenge now is to see how this sector is developing within the context of the regional system as a whole, whether there are specific constraints which affect women, whether the women themselves are developing means of dealing with them, and therefore whether there are strategic policies to be pursued which give some positive incentive rather than being laisser-faire and intermittently negative.

One constraint needs singling out from the beginning, since it is primordial and affects all farmers and traders, and that is the nature of the infrastructure. The terrain is hilly, forested, and completly interlaced with streams : the two rainy seasons a year ensure continuous cropping but are devastating on the roads. The Yaoundé area has two major paved roads, and several laterite roads which are kept in passable condition. But a great many villages, even within a narrow radius from the city, are dependent on unpredictable and expensive transport for evacuating their crops. The major cash-earning crop, cocoa, is collected by the trucks of the state-run cooperative. Transport for food crops has been predominantly in the private sector.

With the transport constraints, the dominance of cocoa, and the rapid growth of Yaoundé in mind, it must surely be considered a striking achievement that there have been very few food shortages in the city, and that prices appear not to have gone into the kind of spiral characteristic, for example, of recent years in Nigeria. A full explanation of this certainly lies beyond the factors discussed in this paper, but I argue that the growing orientation of women's farming towards the market is certainly a factor.

Until the early 1960s, the Yaoundé food market was largely run by the state. A food requisition system, administered by the chiefs, was replaced in 1946 by a market system organised by the Provident Society (GUYER - 1980). This careful control over the food market only applied to Yaoundé : Douala was supplied, from an early date, by private traders, organised into an association, working the railway line from

Nkonpsamba. The political processes of Independence changed the whole structure : the Provident Societies were abolished, the civil service in Yaoundé was expanded, and new migrants poured into the city. This provided the stimulus for a great spur of activity in the food sector which remained almost totally outside of governement control until the early 1970s.

Two major groups became the mainstay of the system. Traders from the West, possibly people who built capital and experience in the Douala system, became a major factor in the feeding of Yaoundé, and particularly in the bulk provisioning of the army and governement institutions. Secondly, the women farmers of the Beti hinterland moved into the market. Motives are difficult to generalise, but the 1960s was a decade of gradually rising prices, of declining and stagnant cocoa incomes, and of increasing family investment in children's education. Budget studies suggest that women in the rural areas increasingly sold to the market and took over purchases of food supplements and minor household costs. This was achieved, however, by intensifying the current repertoire of cultivation practices, rather than by developing either new field types or a new gender division of labor.

All the evidence suggests that from the urban perspective, this combination worked very well. Food costs were low in relation to salaries in the early 1960s, especially by comparison with other urban areas of Africa (1). However, pressures were eventually felt, and urban, food prices doubled between 1965 and 1972 (R.U.C. - 1973 : 6). The causes of this inflation are not easy to reconstruct. The sources are at variance

---

(1) Yaoundé occupational structure was dominated by relatively high-earning civil service and other professional work, which therefore makes the simple comparison proportions of income spent on food a very unreliable index of its real cost. There is also no dependable way of calculating self-provisioning, and one therefore does not know what proportion of the total diet is accounted for by the expenditure figures of the budget surveys. However, even with these methodological problems in mind, the proportion of expenditure devoted to food and drink by urban dwellers in the 1960s in Yaoundé was low, at 32 % (SEDES - 1964/5 : 30). In urban Ghana in 1961/2, it was 57.2 % (a figure which includes tobacco since this was grouped with drink for survey purposes) (GOLDING - 1962 : 22). African working class populations were spending between 50 % and 70 % of their cash incomes on food during these post-war decades (GUYER - 1984 ms).

on the relative contributions of "manufactured items", which were directly affected by international inflation, and local foods (N'SANGOU - 1977 : 7 ; R.U.C. Note annuelle de Statistique 1974-5 : 70, and Appendix Table). Since the cost of transport rose more than any other item, and this well before the international shift in 1974, it is at least questionable that local conditions of supply from the farm were a major factor. Also, there is some suggestion that the West declined as a source of Yaoundé's food : as Nigeria's oil-spurred growth picked up momentum, certain areas of the rural West began to sell across the border. There was also growing competition from Libreville, where food prices were considerably higher than in Yanoudé (LEBIGRE - 1980). FRANQUEVILLE was struck by the relative restriction of the Beti hinterland between his first study in 1968 and his second in 1973 (1976).

In this situation, local female farmers and traders were able to demand prices which kept up with the inflation in imported goods such as agricultural tools, kitchen equipment and cloth. There is no good evidence that farming had run up against some kind of technical ceiling, nor that the women were operating in anything but a competitive, "rational", framework. The trouble, I believe, was that officials, accustomed to "cheap food" through women's supportive activities in home production, and state control in regional management, tried to impose a kind of "citizen's obligation" model on the situation. Studies in 1964/5 had shown that urban retail prices were up to double the producer price, which seemed to allow exhorbitant margins to the transporters and intermediaries (SEDES - 1965 : 19, 20). But the real costs of running a food system through competitive pricing had simply not been studied or understood : the cost of transport, gasolene, credit, risk coverage with perishable goods on bad roads, market fees, and so on. Local officials in smaller towns still spoke in terms of the obligation of their own local peasants to sell to them, regardless of prices elsewhere. Villagers on a road linking Yaoundé to a smaller town reported that in the mid - to late 1960s they were instructed by the police as to which of the two markets they were supposed to sell to (Personal communications 1979).

Consequently, the blame for the price rises was laid squarely on the "excessive" margins of the "bayam-sellam", often unambiguously designated as feminine by the term "revendeuse". The imagery associated with the public debate evokes and condemns independence and/or disloyal-

ty on the part of the traders : "a form of commerce which is complex, non-integrated, traditional and primitive" (N'SANGOU - 1977 : 7) ; "the most anarchic sector because of its lack of organisation" (Governor of the Centre-South, in DIARRA - 1974 : Annexe 6). At a later date a commentator remarked on "the disloyal competition" of the traders against a government enterprise (Cameroun Tribune 24.9.77 : 4).

The fact that this was largely a female sector is not irrelevant to the conceptualisation of the issue in terms of loyalty, nor the authoritarian measures initially taken. In September 1972, market control was implemented through strict enforcement of the *mercuriale*. This was part of a broader attempt to bring the informal sector under control, and included ordinances against vagabondage and prostitution (FRANQUEVILLE - 1979 : 353).

Both prongs of the offensive were failures. In the market, the traders observed a boycott which was acknowledged to risk "disorder or a crisis in the urban food supply" (Governor of the Center-South, DIARRA - 1974 : Annexe 6). In the rest of the "informal sector" there was only a temporary lull (FRANQUEVILLE - 1979 : 353). Faced with opposition and with the enormous economic and social cost of continuing to police the situation, local government backed down, acknowledged the importance of traders and recognised that their interests and those of the peasants coincided.

The alternative policy, pursued throughout the 1970s, was a) to stimulate the production of food by socialised producers through extension of credit (FONADER), b) to encourage a departure from "the excessive mixed farming evident in traditional agriculture" (R.U.C. Comice Agricole - 1974 : 40), and c) to provide an alternative marketing structure to the "shady intermediaries" of the Governors' report on the crisis (DIARRA - 1974 : Annexe 6). In fact, if not in explicit intention, these measures totally bypassed the women's farming and trading which was actually feeding Yaoundé, in favor of other sectors of the populations. Women farmers were never organised into the kind of groups which could, in theory, get FONADER loans : the main crop to be promoted was plantain grown by men ; and the new commercial institutions were aimed

at undercutting the traders' prices in the Yaoundé retail market (1). Parts of this "Green Belt" policy can certainly be justified : diversification in the rural sector could be to everyone's benefit. But these particular interventions contained no means at all for placing resources and improved conditions within the currently functioning system, that is, within the female economy.

What possibilities have there been for doing this ? There are many, particularly in the transport/infrastructure domain, but I want to mention one potential input into production and processing. One of the main staples whose production and marketing could clearly be increased is cassava. In the 1960s cassava and plantain were of approximately equal importance in the rural diet, but cassava was twice as important in the urban diet (2). Unlike plantain, which is worked by both men and women, cassava is an exclusively female crop. Its success as an urban staple, however, does not mean that its cultivation and marketing are without problems. One is a parasite, known locally as Kamsi, which cuts productivity to a very low level wherever the soil is infested. In the late 1970s there was little or no technical research being done on this. Another is the processing problem. The amounts of labor and family capital needed to process cassava on any scale are high, and probably beyond the current capacity of most women, even where they can produce

---

(1) FONADER investment patterns, by crop, 1976-78, were as follows :

Crop	Percentage of total credit 1976/77	1977/78
Cocoa, coffee, other "cultures riches"	80	61
Plantain	8	35
Other food crops	12	4
Total	100	100
Total Amount (CFA)	103 million	132 million

Sources : R.U.C. - 1978 : 34

It is quite clear how plantain came to dominate investment funds for food crops in the Yaoundé area.

(2) In the rural area, plantain and cassava contribute about equally to the diet, although this varies from one area to another. Each crop contributes 5 times as much, by weight, to the diet as the next most important stable (SEDES - 1964/5 b : 47). In Yaoundé the three major staples were cassava, plantain and cocoyam, contributing respectively, by weight 38 %, 20 % and 14 % of total consumption of locally grown vegetables (SEDES - 1964/5 : 32).
Cassava was half the price of plantain, per kilo (SEDES).

enough of the crop itself. It requires soaking pots, praters, drying platforms and, for some processes, firewood. It requires porterage, labor time in grating and soaking, and vigilance over the drying process in a rainy climate. On the other hand, it is highly desirable that storability be improved in the system as a whole, especially with an infrastructure problem which will be fairly intractable in the short run. Even though various cassava processing techniques have been developed elsewhere in Africa and the New World, literally nothing was done during the 1970s to explore the technical possibilities of promoting cassava production and processing, to calculate its costs and benefits, and to project its potential for cutting into rural labor bottlenecks, or to estimate its acceptability by the rural women themselves. The demand for a solution may not be forcefully articulated in words, but one has only to see every remaining square inch of the abandoned Obala road surface, over a distance of forty kilometres, covered in drying cassava, to hear the message.

In the event, almost all the "Green Belt" policies have been failures. FONADER ended up loaning mainly to civil servants rather than full-time farmers, or to groups of young men who failed to repay the credit. The parastatal organisation known as MIDEVIV (Mission pour le Développement de la Cultire Vivrière) has progressively abandoned many of its projects : it has found its own plantain plantations to be very expensive and inefficient, and has only retained the seed multiplication functions. It has had to give up most of its commercialisation functions in the face of the increasing outright subsidies needed to keep retail prices down. MIDEVIV had planned to buy cheaply and in bulk in the rural areas and therefore sell cheaply on the market. The traders, however, were ready to pay higher producer prices and therefore captured the market, literally in some cases, since traders visited villages the night before the MIDEVIV truck and bought up all the produce. As a result, MIDEVIV was forced to buy further and further from Yaoundé, resulting in prohibitively high transport costs. Even when the produce was sold at the MIDEVIV outlets, the traders managed to turn the system to their own advantage by presenting themselves as consumers, buying at 70 % of the market price and then reselling in the open urban market. Hence the newspaper article with its rhetorical question : "what can one do to distinguish a housewife from a trader ?" (Cameroun Tribune 24.9.77 : 4).

The conclusions are clear, namely that the system already in place continued to function, and at prices, levels of predictability and efficiency exceeding those of many other African urban systems. Indeed, it began substantial elaborations and developments. The most important of these seems to be night markets, in both the regional bulking centers and the urban retail market. Night markets are particularly suited to the work rythms of female farmers who produce the goods, and salary-employed civil servants who purchase them (personal communication : Paul Nkwi).

There is therefore, powerful evidence that the local, small-scale, "private sector", consisting largely although by no means exclusively, of women, can meet some of the challenges of expanding demand. It can only do this to maximal advantage, however, with some strategic investments, not in direct control mechanisms, but in the development of techniques and resources which feed into the strengths already there. It is not at all a question of "public" versus "private" enterprise, as the IBRS Report of 1981 tends to imply. Indeed phrasing the issue in this way allows what are internally differentiated policies and sectors to be treated as homogeneous and opposed, when it is really a question of which "public" policies are consonant with which "private" enterprise. The former approach leaves the door open to grouping large-scale "private" importers of Thai rice into the same category as the "private" women traders who bulk yams in the Obala night market, and to equate the kind of control attempted by MIDEVIV with all other possible public measures to promote local food production. The latter identifies local potentials and supports them.

The Yaoundé economy has proved resilient and policy has been eclectic enough to allow local processes to develop. It is not, however, without constraints and bottlenecks, some of which reflect the particular nature of a system which is largely dependent on female labor. It is by no means inevitable that this system will reach some kind of ultimate bottleneck in the near future and go into "natural" decline, nor that any other might replace it would actually supply food to the urban populations under better conditions. It is, therfore, to be looked at as a valuable resource, to be studied for its strengths and its potentials, and not to be relegated to "tradition" and assumed to be a problem. Opinion is moving in this direction : Jeanne Henn has argued for more attention to women's farming in Africa in general '1983), and lo-

cally N'Sangou has suggested that one should not "kick away the canoe which has brought you across the river" (1977 : 43). The case of Yaoundé shows, I believe, that this is not just a call to "pay more attention to women", but to understand those aspects of African food supply system which have actually worked. Building on them has to be part of any agenda to the future.

REFERENCES

DIARRA, F.A. (1974). *Commercialisation des Produits Vivriers de la Lékié par les Bayam-Sellam*, Yaoundé : U.N. and Ministry of Planning.

FRANQUEVILLE, A. (1976). L'évolution du Marché Central de Yaoundé. Comparaison de Deux Enquêtes. In Mémoires CECET, CNRS : *La Croissance Urbaine dans les Pays Tropicaux.*

—— (1979). Croissance Démographique et Immigration à Yaoundé. *Les Cahiers d'Outre-Mer* 128 : 321-354.

GOLDING, P.T.F. (1962). An Enquiry into Household Expenditure and Consumption and Sale of Household Produce in Ghana. *Economic Society of Ghana, Economic Bulletin* 6, 4 : 11-33.

GUYER, J.I. (1978). The Food Supply System and French Colonial Rule in Central Cameroun, *Journal of African History* XIX, 4 : 577-597.

—— (1980). The Provident Societies in the Rural Economy of Yaoundé, 1946-60. *Boston University African Studies Center, Working Paper.*

—— (1984). Ms. In troduction to *Feeding African Cities. Essays in Regional Social History.*

HENN, J.K. (1983) Feeding the Cities and Feeding the Peasants. *World Development.*

IBRD (The World Bank) (1981). *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa. An Agenda for Action.* Washington.

LEBIGRE, J.-M. (1980). Production vivrière et approvisionnement urbain au Gabon. *Les Cahiers d'Outre-Mer* 130 : 167-185.

MINTZ, S. (1971). Men, Women and Trade. *Comparative Studies in Society and History* 13 : 247-69.

N'SANGOU, A. (1977). *Secteur Refuge et Développement Economique au Cameroun*. Yaoundé : ONAREST.

—— (1977). *Offre et Demande des Produits Vivriers dans la Région de Yaoundé*. Yaoundé : ONAREST.

SEDES (Société d'Etudes pour le Développement Economique Social) (1964/5). *Enquête sur le niveau de vie à Yaoundé*.

—— (1965/5b). *Enquête sur le niveau de vie dans la région cacaoyère*.

—— (1965). *Les prix des produits vivriers dans les marchés de la zone cacaoyère centre*.

RUC (République Unie du Cameroun) (1973). *Opération Ceinture Verte*. Ministry of Agriculture.

—— (1978). *Rapport sur la situation économique de la Province du Centre-Sud 1976/77-1977-78*.

ABSTRACT

This paper is concerned with the position of the Beti farmers, in the Yaoundé hinterland, in the urban food supply system since 1960. The challenge now is to see how the sector is developing within the overall context of the regional system, whether there are specific constraints affecting women and whether the women themselves are developing ways and means to deal with them, and therefore whether there are strategic policies which would give positive incentives to women farmers and traders.

RÉSUMÉ

Cette communication examine le rôle des paysannes Beti, dans l'arrière-pays de Yaoundé, dans le système urbain d'approvisionnement alimentaire depuis 1960. Il s'agit maintenant de voir comment se développe ce secteur dans le cadre général du système régional, s'il existe des contraintes particulières affectant les femmes, et si les femmes elles-mêmes élaborent les moyens d'y faire face, et par conséquent s'il existe des politiques stratégiques susceptibles de fournir aux femmes de véritables incitations à leurs activités de production et de commerce.

LE RÔLE DES FEMMES DANS LES STRATÉGIES DE SURVIE DES POPULATIONS PAUVRES EN VILLE : L'EXEMPLE DU CAIRE

Nadia KHOURI-DAGHER

INTRODUCTION

On ne sait pas s'il faut encore parler de crise quand on parle de la vie quotidienne de la population du Caire : la ville est passée de 6 à 12 millions d'habitants en l'espace de 10 ans, certains quartiers atteignent les densités records de 1.500 à 2.000 habitants à l'hectare, un tiers de la population n'est pas raccordée au réseau public d'eau, 10 % est toujours dépourvue d'électricité (1). Et la Banque Mondiale estime que 30 % de la population vit en-dessous du "seuil de pauvreté".

Notre propos est de montrer le rôle crucial joué par les femmes pour la survie de la famille, dans une telle situation de dénuement matériel et de crise urbaine. Nous mettrons d'abord en évidence leur apport, sous forme financière, au revenu du ménage : quoi qu'en disent les statistiques, il est loin d'être négligeable. Une autre contribution de la femme, par rapport au revenu familial, aussi précieuse sinon plus que la somme qu'elle peut rapporter, est l'usage qu'elle fait des ressources monétaires familiales : elle joue là le rôle d'un judicieux "manager", qui sait gérer au mieux des ressources limitées. Dans un troisième temps, nous montrerons comment un contexte de crise urbaine aiguë rend d'autant plus nécessaire le temps consacré par les femmes aux tâches domestiques les plus banales : la congestion urbaine décuple le temps quotidien d'approvisionnement en eau, en alimentation... Enfin, nous verrons que le rôle le plus fondamental que les femmes

(1) Dames and Moore. Informal housing in Egypt. Cairo, 1981.

jouent pour assurer la survie quotidienne est peut-être invisible : c'est celui qu'elles jouent comme créatrices de réseaux sociaux fondés sur le voisinage, qui ont une fonction économique, mais aussi, et surtout, qui permettent d'assurer un ajustement moins violent des populations à la vie urbaine.

1. LA CONTRIBUTION FINANCIERE DES FEMMES AU REVENU FAMILIAL: LE VOILE DES STATISTIQUES

L'Egypte est un pays arabe, et, traditionnellement, la femme ne doit pas travailler pour gagner sa vie : ancienne tradition islamique de protection des femmes. Ainsi le taux officiel d'activité de celles-ci n'est que de 6 % (1) taux moyen par rapport aux autres pays arabes, mais dérisoire comparé au taux de 42 % qui caractérise l'ensemble des pays en voie de développement.

Si, pour les classes aisées et moyennes, la mise à contribution de la femme au revenu familial est désormais acceptée (avec toutefois des restrictions quant au type d'emploi considéré comme acceptable), par contre pour la majorité de la population il est impensable que la femme travaille. On entend ainsi un homme affirmer qu'"il se jetterait dans le Nil plutôt que d'être déshonoré si sa femme travaillait", tel autre insulter son épouse en lui disant qu'"aller travailler, c'est tout ce qu'elle mérite", etc... (2).

Bien qu'il soit difficile de distinguer dans ces attitudes la part de tradition islamique - les femmes devant toujours être protégées, et ne pas affronter le contact direct d'"étrangers" (c'est-à-dire d'inconnus) - et celle de la fonction - signe que représente la femme au foyer - signe de la capacité financière de son époux à l'entretenir - la résistance des hommes à la participation économique des femmes, dans les couches populaires, est réelle.

---

(1) Central Agency for Public Mobilization and Statistics (CAPMAS) - The 1976 Population Census. Cairo. Ce taux est celui des femmes âgées de plus de 15 ans ; notons qu'il est de 73 % pour les hommes.

(2) On trouvera des illustrations de l'attitude des couches populaires face au travail féminin dans les riches récits de Unni Wikan (Life among the poor in Cairo, Tavistock, London, 1980), de Nayra Atiya, (Khul-Khal, five egyptian women tell their stories, Cairo University Press, Cairo, 1984), et Nawal el Saadaoui (La face cachée d'Eve, les femmes dans le monde arabe, Ed. des femmes, Paris, 1982).

Pourtant, la contribution de la femme au revenu du ménage est loin d'être négligeable. Bien que le taux officiel d'activité des femmes soit très bas - et même pour la ville du Caire il ne dépasse pas 12 % - tout porte à croire que ce taux sous-estime terriblement la réalité. Ainsi, il n'y aurait eu en 1976 dans tout le pays que 615 sténodactylos ; et 700 femmes dans l'industrie électronique, alors que dans une seule usine on en dénombrait le double ! (1).

Si cette sous-estimation dans les statistiques du nombre de femmes actives est courante dans les pays du Tiers Monde - faiblesse des moyens d'enquête statistique, fausses déclarations des employeurs - elle est encore plus importante ici, dans le cas d'un pays arabe. En bref, nous disposons de deux sources de données sur l'emploi en Egypte : le "Population Census", et l'"Employment Survey", publiés par l'office national des statistiques, le CAPMAS. Or :

- les employeurs déclarent toujours moins de femmes qu'ils n'en emploient réellement : ils les considèrent comme du "personnel temporaire" (en réalité utilisé de façon systématique), ou bien, s'ils les déclarent, les comptent comme des "1/2 employés" (!), reconnaissant pourtant que leur productivité est souvent supérieure à celle des hommes (2).
- lors de l'enquête sur la population, l'homme interrogé aura souvent honte d'avouer que sa femme travaille : tout au plus avouera-t-il qu'elle l'"aide parfois" dans sa boutique ou son atelier. En outre, beaucoup d'hommes interdisent à leur épouse de travailler, même si elle exerçait une activité avant son mariage : la femme travaillera donc à l'insu de son mari - et se gardera bien de le déclarer.

Il n'est que d'avoir partagé quelque temps la vie de ces populations défavorisées pour mesurer l'ampleur du travail féminin caché : ici, ce sont des femmes qui assemblent des montres-jouets pour enfants; là des jeunes filles qui empaquettent des boîtes en plastique ; là encore des jeunes filles sont dans un atelier de tissage ; dans cette maison une femme fabrique ces colliers pour touristes vendus au souk...

---

(1) CAPMAS - The 1976 Population Census. Ce ne sont pas les seules aberrations des statistiques sur les femmes...

(2) Déclarer moins de personnel qu'il n'en existe réellement est courant dans beaucoup de pays. Considérer les femmes spécialement comme des "1/2 employés" dérive peut-être d'un certain schéma mental...

Avoir la mesure exacte de ce travail non déclaré est sans doute difficile : de par sa nature même, une telle mesure nécessiterait une méthode plus anthropologique que statistique, d'autant que ces travaux sont souvent sporadiques, irréguliers. Néanmoins une donnée qui donne à réfléchir est celle recueillie dans un quartier populaire du centre-ville, Boulac : interrogées lors d'une enquête, seulement 6 % des femmes ont déclaré être actives. En réalité, après un travail de terrain de longue haleine, il s'est avéré que 3/4 des femmes avaient une activité rémunérée : les 6 % qui s'étaient déclarées actives étaient salariées, 21 % effectuaient un travail à façon à domicile, 27 % effectuaient des services domestiques et d'autres services, 7 % étaient petites commerçantes, et 14 % avaient une activité sporadique (1).

Ainsi les femmes contribuent de façon substantielle au revenu familial, "la sévérité coranique cédant parfois devant la nécessité", comme le dit Ayrout (2). Etant donné les conditions d'exploitation dans lesquelles elles effectuent le plus souvent ces divers travaux - mais nous avons entendu l'un de leurs employeurs nous expliquer que les payer peu pour tel travail à domicile était normal car "elles font ça pendant qu'elles sont chez elles et qu'elles n'ont rien d'autre à faire" (!) - et étant donné le peu de temps dont elles disposent dans la journée entre la lessive, les repas, les courses, l'eau, et les enfants (beaucoup de femmes ont encore 8 à 10 grossesses), on comprend l'importance vitale que doivent avoir pour le ménage les quelques livres gagnées ici ou là. Le BIT estime ainsi que le revenu réel des ménages est un tiers supérieur à ce que révèlent les statistiques, si l'on tient compte du travail de la femme et des enfants (3).

2. LA FEMME EGYPTIENNE, L'INDISPENSABLE GESTIONNAIRE DU MENAGE

Tout aussi important que la contribution financière de la femme au revenu du ménage, est le mode d'utilisation des ressources monétaires qu'elle en fait. Les travaux d'anthropologie sur l'Egypte se sont tous

---

(1) B. Ibrahim, H. Papanek. Economic Participation of Egyptian Women. USAID, Cairo, 1982 (non publié) : 97.
(2) Ayrout. Fellahs d'Egypte. Ed. du Spinx, Le Laire, 1952 : 147.
(3) I. el Issawy. Employment inadequacy in Egypt. ILO mission to Egypt, sept. 1980.

étonnés des grandes capacités de gestion des femmes égyptiennes, traditionnellement, dans les campagnes. La femme est considérée comme une excellente "manager" de sa maisonnée, qui sait notamment prévoir, économiser, qualités qui ne sont pas attribuées à son époux ! Ainsi Ammar nous dit : "although the wife seems subordinate, she is the absolute menager of the house. She is the treasurer of the crop, money, legal documents, and the holder of the keys of the chests" (1). Willcocks nous apprend qu'au début du siècle les femmes savaient si bien gérer leur fortune qu'elles étaient leurs principaux créanciers, après la banque et avant les usuriers grecs : les femmes prêtaient à des taux de 20 % à leurs propres maris (2). Ce même Willcocks allait même jusqu'à dire que : lorsqu'ils ont leur femme avec eux, les fellahs peuvent se défendre contre n'importe quoi. Ce n'est que lorsqu'ils agissent d'eux-mêmes qu'il leur arrive malheur... Le fellah est capable de se débrouiller grâce à sa femme" (3). Plus récemment, Ayrout n'hésite pas à affirmer que "les femmes sont plus intelligentes que les hommes", et que "ce qui lie l'homme à la femme, c'est son savoir-faire et son autorité qui le dépassent souvent", et qu'"elle a moins besoin de son mari que lui n'a besoin d'elle" (4).

Ce que ces affirmations veulent exprimer, certes sur un ton un peu excessif, c'est que la survie économique du ménage est attribuable en grande partie aux dons de gestion déployés par la femme égyptienne. Ce qui peut sembler étonnant, à sa voir les différences de comportement face à l'argent pour les deux sexes, peut pourtant s'expliquer :

- la femme vit toujours dans la crainte du divorce, si facile et si courant en Egypte (un mariage sur quatre finit ainsi). Par conséquent, n'exerçant aucune activité salariée, la femme se voit obligée, pour assurer son avenir en cas de séparation, d'économiser, de gérer au mieux les biens qui lui appartiennent.
- il semble qu'il y ait également un modèle culturel qui s'impose ici. Ammar nous explique qu'en Egypte, le "type idéal" masculin est celui

---

(1) Ammar. Growing up in an Egyptian village. Routledge and Kegan Paul, London, 1952.
(2) Dans l'Islam, la femme a l'entière liberté de gestion de ses biens.
(3) Willcocks. Le fellah et sa femme sur les terres d'Egypte. Bulletin de la société de Géographie d'Egypte, juin 1917.
(4) Ayrout, *op. cit.* : 147, 166.

d'un homme généreux, qui donne, et n'accumule pas (1). La générosité, l'hospitalité, sont ainsi vues comme des attributs d'"autorité, de prestige, et de reconnaissance sociale" (2). Au contraire, la femme, pour contrebalancer les effets de l'excessive générosité supposée de l'homme, doit se montrer prévoyante. Ainsi nous dit-il que "the man is expected to be generous and showy, while the woman is supposed to be frugal and industrious", ce que le proverbe égyptien traduit par "l'homme est comme un fleuve en crue, la femme comme une digue" (3).

En ville, aujourd'hui, dans une situation économique précaire, la femme est d'autant plus contrainte de jouer ce rôle de "digue" que peu de "garde-fous" existent en milieu urbain : pas question de compter sur l'auto-production agricole en cas de manque de liquidités pour acheter de quoi manger, pas question de laisser les enfants sans repas parce que le mari, travailleur à la journée ("arzo'i") comme beaucoup, sera rentré aujourd'hui sans avoir trouvé d'employeur (beaucoup de ces "arzo'i" ne travaillent que 3 jours par semaine), ... Ce sont donc des trésors d'ingéniosité que doivent déployer les femmes pour des exercices d'arithmétique où les dépenses dépassent toujours les recettes.

Outre ce comportement de prévoyance, l'allocation des ressources effectuée par la femme mérite aussi l'attention. Plusieurs études ont révélé que l'utilisation faite par la femme des ressources financières était dirigée avant tout vers des dépenses de santé, d'hygiène, d'éducation des enfants, alors que l'homme garde entre 1/3 et 1/5 de son salaire pour ses frais personnels, et qu'une augmentation de son revenu ne se traduit pas forcément par une augmentation de bien-être pour la famille, mais par un accroissement de ses biens personnels ou de biens de prestige. Les femmes se plaignent ainsi souvent : "il gagne 2 livres par jour, mais il me dépense la moitié en chemin", ou : "au lieu d'acheter une machine à laver, il est allé m'acheter une télévision". C'est que l'homme, qui est hors de chez lui toute la journée, est exposé à

---

(1) Certains ont même voulu démontrer que c'était cette répugnance à accumuler qui avait empêché le développement d'un vrai capitalisme dans les pays arabes.

(2) Ammar, *op. cit.* : 82.

(3) On a voulu donner à ce différentiel de comportement face à l'argent une raison plus profonde, historique : dès l'Antiquité, Hérodote note que ce sont les femmes qui règlent le commerce, les hommes étant toujours mobilisés dans les corvées. C'est donc les femmes qui se seraient, les premières, occupées des problèmes de gestion monétaire.

des dépenses - qui sont aussi dépenses de prestige, ou de sociabilité - qu'une femme n'aura pas : thés pris dans les lieux publics, cigarettes et hashish (5 % du budget familial y sont consacrés (1), transports... En outre l'homme doit pouvoir afficher un certain statut social, d'où des dépenses personnelles - comme des vêtements, qui en sont l'un des signes les plus lisibles - élevées ; d'où aussi des dépenses de prestige comme la télévision, au lieu d'un butagaz... (2).

3. LE PRECIEUX TEMPS DES FEMMES

Des études menées dans les pays occidentaux depuis plusieurs années ont mis à jour l'importance du travail domestique des femmes pour ce qu'on a baptisé la "reproduction" de la famille. Or, si le temps quotidien consacré aux tâches ménagères est déjà énorme, ce temps se trouve décuplé dans une situation de crise urbaine et de pauvreté extrême.

Ainsi pour l'approvisionnement quotidien en eau. En 1981, un tiers des ménages du Caire n'étaient pas connectés au réseau d'eau. Plus grave, dans certains quartiers, 90 % n'étaient pas raccordés, et 67 % habitaient un immeuble non raccordé au réseau (3). C'est que, malgré les efforts des pouvoirs publics pour agrandir le réseau d'approvisionnement en eau, la ville croît à un tel rythme que chaque année de nouveaux quartiers apparaissent, quartiers "informels" construits sans autorisation, et par conséquent non habilités à faire des demandes de raccordement. En outre le réseau d'eau est tellement "piraté" par les constructeurs illégaux, par ceux qui rajoutent plusieurs étages aux immeubles déjà existants, que les coupures sont fréquentes, et peuvent durer des mois, voire des années.

Ainsi, à Mansheyet Nasser, quartier spontané à l'est de la ville, pratiquement aucune maison ne reçoit l'eau, alors que le quartier est équipé depuis quelques années : l'eau n'arrive tout simplement pas dans les canalisations... Le quartier compte 75.000 habitants, et les points d'eau - fontaines publiques, maisons de particuliers - ne se trouvent qu'à la limite ouest du quartier, le long de la route. Les aller-retours

(1) CAPMAS. Assembled Results of the 4 Rounds Household budget survey in the ARE. 1974-195, Tableau 43.
(2) L'opposition entre la façon de gérer les ressources du ménages entre hommes et femmes n'est pas typiquement égyptienne, et se retrouve dans d'autres pays, pour ne pas dire tous les pays.
(3) Dames and Moore, *op. cit.*

à la fontaine peuvent ainsi prendre des heures chaque jour : c'est qu'une famille de 5 personnes a besoin de 5 à 6 "bastellas" par jour (contenants de 30 litres), 15 les jours de lessive (1 à 2 fois par semaine). Et la fontaine peut se trouver à 20 minutes de marche du domicile... (1).

Pour l'alimentation, le temps consacré à l'approvisionnement quotidien est tout aussi exagéré. C'est que le gouvernement a mis en place une politique de subventions aux produits de base - pain, riz, sucre... - qui rendent ces produits accessibles aux plus démunis : sur le marché libre ils coûtent 3 à 5 fois plus cher. Ainsi, alors que l'indice des prix alimentaires en ville a quadruplé de 1971 à 1981, celui des produits subventionnés est resté stable. Le pain, par exemple, garde son prix, aujourd'hui devenu symbolique, de une piastre, depuis des années. Si un ménage urbain consacre 50 % de son revenu à l'alimentation cette part s'élève à 60 % et plus pour les familles les plus pauvres : on voit donc toute l'importance de l'accès aux produits subventionnés pour les plus pauvres.

Or ces produits sont vendus dans des magasins d'Etat, des coopératives, et il faut faire de longues queues pour se procurer ces produits. Et les familles les plus pauvres sont celles qui se voient obligées d'y passer le plus de temps :

- les femmes les plus aisées peuvent se permettre, pour éviter les longues attentes, d'acheter l'huile ou le sucre chez l'épicier du coin ; pour les plus pauvres, ce serait hors de leurs moyens, sauf de façon exceptionnelle.
- les femmes plus aisées peuvent acheter le maximum de ration autorisé lors de l'arrivage d'un produit rare, ou pour les produits les plus courants, et les stocker. Les femmes plus pauvres, soit ne disposent pas d'assez de liquide chaque jour pour acheter de grosses quantités, soit ne disposent pas des facilités de stockage (frigo) pour le faire: elles doivent donc s'approvisionner beaucoup plus souvent.
- dans les nouveaux quartiers spontanés qui se construisent à la périphérie de la ville, il n'y a pas encore de ces magasins et coopératives d'état. Les femmes sont donc obligées d'acheter aux épiciers du

(1) Pour de riches informations sur les problèmes posés par le manque d'eau : A. Nadim et al., Living without water, Cairo Papers in Social Science, Cairo University Press.

quartier, donc plus cher, ou bien de faire de longs transports pour avoir accès à un magasin d'état.

- pour éviter les longues queues, beaucoup payent une personne qui fait la queue à leur place, et les familles influentes "backchichent" les préposés à la distribution qui leur réservent des produits en priorité. Tactiques hors de portée de tous ...

Toujours dans le domaine alimentaire, et dans celui du temps des femmes, il faut signaler les activités de petit élevage pratiquées par nombre de citadins. On estime à 80.000 le nombre de femmes élevant des poules, des chèvres, ou des lapins, ce qui permet (en comptant 5 personnes par famille en moyenne) à 400.000 personnes de manger de la viande, des oeufs, des produits laitiers, ce qui, autrement, est un petit luxe (le kilo de viande coûte 3 à 5 livres). Ce petit élevage permet notamment de pallier un manque de protéines du régime alimentaire en milieu urbain mis à jour par les nutritionnistes.

4. LES FEMMES, A LA BASE DES RESEAUX DE VOISINAGE

Mais un autre domaine où le rôle des femmes est primordial , quoique plus subtil, car mesurable ni en livres ni en heures, est leur fonction d'instigatrices de réseaux sociaux fondés sur le voisinage, et qui conditionnent largement la survie - tant matérielle que sociale - des populations urbaines défavorisées.

L'importance du réseau familial a déjà été soulignée pour nombre de villes du Tiers Monde, et pour le Caire en particulier : accueil du migrant rural par des parents, insertion professionnelle grâce à l'aide d'un oncle, d'un cousin, aide financière apportée en cas de besoin, etc... Mais, au Caire, "c'est le voisinage immédiat qui constitue, après la famille, l'institution la plus importante pour l'ajustement à la ville" (1). Andrea Rugh notait, lors de son étude sur Boulac : "a financial crisis in a single domestic unit does not confine itself to that unit alone. Instead it tends to be spread out and borne by others in the community as well. Social pressures encourage people who have resources to share them with people who temporarily or permanently do not".Et elle

(1) J. Abu-Lughod. Migrant adjustment to city life : the case of Cairo, in G. Breese (ed), The city in newly in newly developing countries, Princeton University Press, 1969.

relève de nombreux exemples de cette "solidarité de voisinage" : tel homme, accidenté, incapable de travailler, vivant de la charité des voisins, telle veuve à qui l'on donnera, pour l'aider, du linge à laver, etc...

Cet esprit de solidarité n'est pas tant un attribut folklorique de populations considérées comme vivant encore sur un mode de vie "traditionnel" qu'une nécessité économique dictée par les conditions de vie très précaires des populations pauvres au Caire, qui n'ont pas d'autre système d'"assurance sociale". Les habitants le reconnaissent eux-mêmes: "Ici, c'est comme au village. Nous connaissons nos voisins et nous nous aidons. A Qulali c'est différent : les gens sont plus riches et vivent plus repliés sur eux-mêmes. Ils sont plus forts et n'ont pas besoin de l'aide des autres".

Mais le voisinage n'est pas seulement le lieu d'une entraide bénévole, il fonctionne aussi comme véritable réseau économique. Ainsi, c'est le voisinage qui constitue la clientèle des artisans et de ceux qui travaillent à leur compte : tailleurs, menuisiers, réparateurs... Ceci a été découvert lors d'opérations de relogement de populations pauvres dans la ville : l'une des principales causes de la réticence manifestée à déménager s'étant révélée être que les travailleurs indépendants perdaient du même coup tout leur réseau de clients.

De même, la petite industrie, lorsqu'elle ne fonctionne pas sur des bases familiales, fonctionne sur des critères de résidence : on embauchera le fils du voisin, car lui au moin n'est pas un "étranger", pour reprendre le langage local : on connaît sa famille, ses parents, sa maison, ...

Enfin, le voisinage fonctionne comme un important réseau financier, souvent premier réseau d'emprunt, avant la famille, car "les voisins, on les voit tous les jours". Notamment, l'une des principales stratégies de gestion du budget familial est la constitution par les femmes de "gamiyyas", tontines égyptiennes, auxquelles elles participent aussi bien pour un achat important - matelas, butagaz - que, de façon quotidienne, pour de petits achats.

On le voit, le voisinage a une fonction essentielle pour la survie économique dans les quartiers populaires. Or les principaux artisans de la solidarité de voisinage sont les femmes, à qui "appartient" le quartier pendant la journée, alors que les hommes sont au travail. Ce sont les femmes qui animent les quartiers de résidence - par leurs aller-

retours au souk, à la fontaine, par les après-midi passés sur le pas de leur porte à nettoyer des lentilles ou du riz, par les lessives faites sur les terrasses des maisons, souvent en commun (1). C'est donc d'elles que dépend principalement l'existence d'un bon climat de voisinage.

L'existence d'une bonne entente avec le voisinage n'a pas seulement une fonction économique : elle permet aussi aux habitants de se sentir vivre dans un environnement agréable. Car vivre en harmonie avec ses voisins est une nécessité culturelle en quelque sorte (2) : dans les quartiers populaires, pour exprimer qu'ils n'aiment pas le quartier où ils vivent, les habitants disent souvent : "Ici, c'est chacun pour soi. On ne connaît même pas ses voisins". De même, des études sur le degré de satisfaction des populations dans les quartiers sous-intégrés ont révélé que la présence d'un environnement social agréable contrebalançait toutjours les désagréments physiques (manque d'espace, d'infrastructures, ...) (3). Les femmes seraient donc responsables de bien plus que du bien-être matériel : en créant un climat de bonne entente dans le quartier, elles permettent aux habitants de dire, comme on l'entend dire parfois : "ici, on est tous de la même famille, on est tous frères".

CONCLUSION

L'étude du rôle des femmes pour la survie de la famille dans un contexte de crise urbaine aiguë et de grande pauvreté démontre l'obligation de multiplier les approches et les types d'analyse dès lors que l'on veut saisir de façon concrète un problème économique donné. Ainsi, la nécessité d'aller au-delà des chiffres fournis par les statistiques - et d'importants travaux sur le "secteur informel" vont dans ce sens ; l'importance des études de la consommation, et non plus uniquement du revenu, pour évaluer le degré de satisfaction des populations ; la nécessité de considérer le temps comme une ressource, et d'intégrer cette donnée aux données strictement financières, car là aussi les iné-

---

(1) J. Abu-Lughod (*op. cit.*) a beaucoup insisté sur le rôle des femmes dans le quartier de résidence.

(2) Ayrout rapporte une anecdote révélatrice à cet égard : une fillette à qui l'on avait montré un dessin de maison en lui demandant ce qu'il y manquait s'était écriée : "mais il manque les voisins", comme si ceux-ci faisaient réellement partie des attributs de toute maison.

(3) Rapporté dans A. Nadim, *op. cit.*

galités sont grandes (l'étude du temps nous renvoyant à des études sur l'environnement physique, dont il n'est tenu compte que pour l'étude des économies rurales (1)) ; enfin l'importance de l'étude des réseaux sociaux dans lesquels sont insérés les individus, qui seuls rendent compte du fonctionnement de cette économie "informelle" dans les villes, circuits de circulation d'hommes, d'argent, de biens, qui échappent aux analyses économiques traditionnelles ; et pour finir, l'impératif d'aller au-delà des dimensions purement matérielles des problèmes de développement, pour saisir de plus près la façon dont les habitants vivent la ville : avec le sourire ou pas.

(1) Mais les récentes recherches du CIRED sur les villes préconisent une prise en compte de l'environnement physique dans les études sur l'économie urbaine, la ville devant être considérée comme un écosystème particulier.

RÉSUMÉ

L'auteur montre comment dans les situations de dénuement et de crise urbaine, les femmes jouent un rôle de tout premier plan : non seulement par leur apport financier au revenu du ménage, mais également par leur mode d'utilisation des ressources monétaires, par le temps excessif qu'elles consacrent aux tâches domestiques et surtout pour le rôle qu'elles jouent comme instigatrices de réseaux sociaux fondés sur le voisinage et dont l'utilité n'est pas seulement matérielle.

ABSTRACT

The author shows how women in situations of poverty and urban crisis play an absolutely crucial role : not only through their financial contribution to household income, but also through their utilization of cash resources, the excessively long time they devote to household chores, and more importantly because of their role as initiators of social neighbourhood networks which are useful in material, but also in other aspects.

STREET FOODS : OPPORTUNITIES FOR FEMALE EMPLOYMENT IN THE FOOD SYSTEM

Monique COHEN
Irène TINKER

The Street Foods project was funded by the Women in Development Office of AID to investigate the street food trade, and women's role within it, in four developing countries. It was supervised by EPOC. The objectives of the project are :

- to design interventions which will enhance the income or improve the product of the women and men working in this sector ;
- to identify policy issues which have inhibited the development of this sector ;
- to show how the findings of the project can and should be utilized by a wide range of sector planners and programmers.

CONCEPT AND DESIGN

The Street Food project is unique in two ways : it focusses on income activities of urban women and it considers women's activities in terms of the total street food sector. Most previous studies of women's "invisible" contributions to the economy of their countries have focussed on rural activities including farming, food processing, and handicrafts. The project not only collected data on urban earnings but identified street food sellers as a market for goods produced and processed by rural women and men.

The decision to study the production, marketing, and consumption of street foods arose from two considerations. First, it is necessary to understand the dynamics of the ready-to-eat street foods sector in order to understand and support the role of women within it. Secondly, because

this sector has been neglected, there is no adequate data base upon which to build. Prepared foods was selected because it reflects women's dual roles as provider for her family of both income and food.

Given the lack of data on street foods, the project design called first for a complete census of all sellers of ready-to-eat foods throughout all parts of the provincial towns selected for study. Street foods, by our definition, include any food that could be eaten on the spot, which is immediately available to eat, and is sold on the street, from carts, or from shops with fewer than four permanent walls. While vendors are most visible in commercial and market areas, we wished to find out the extent to which street foods were important outside the downtown areas. Indeed, in several cities the ratio of neighborhood to downtown vendors was as high as 1:4.

A sample of street food vendors, selected by type of food and selling location, were interviewed by local staff and revisited several times over a year to check for seasonal variations. Vendor families, selected according to the importance of women's economic contributions to the trade, were visited and observed to document the activities of different family members in the preparation and selling of street foods. Data sought was related to economic issues such as individual income, use of paid or unpaid help, sales and profits and to product issues as seasonality, variety, and supply. Questions were also asked about the history of the enterprise, use of money earned, problems of enterprise survival, and attitude toward the trade.

To document the demand for street foods, customer surveys were carried out. In two countries, general household food consumption studies were also completed. Foods were also tested for nutritional value and for safety. Nutritional interventions were actually tried in Bogor. Seminars were held in each provincial town and in the capital city to present the findings and discuss possible interventions to help the vendors either enhance their incomes or improve their products. Special concern was given to measures for supporting women vendors or processors. In Bangladesh, a credit program for vendors was initiated.

FINDINGS

EPOC's four country study was undertaken in Ziguinchor in Senegal, Manikganj in Bangladesh, Iloilo in the Philippines and Bogor in Indonesia. City size and the total number of vendors in each city are given in Table I along with percentages of enterprises operated by women alone, by men alone and by couples working together. The dominance of women vendors in Senegal and Philippines as well as the absence of women vendors in Bangladesh was to be expected. However the number of women operators in Bogor was lower than anticipated when compared to earlier studies of market vendors in Jojakarta ; differences clearly reflect the cultural variation between these two towns on Java.

In both Bangladesh and Indonesia about one-quarter of the male vendors had daily help from their wives at home in the preparation of the foods for sale. In addition, some 12 % of the vendors in Manikganj employed women helpers in their enterprises. Thus women are involved in 40 % of all street foods establishments in Bogor and 37 % in Manikganj. Of course, they did this work in addition to maintaining their households. It is important to note that in Ziguinchor the women vendors were largely relieved of their household duties by other family members, only 20 % of the women vendors said that they daily cooked meals at home for their family.

In Ziguinchor, women and men vendors sold distinct products, in the other countries there was little distinction by gender although no women sell ice cream in Iloilo and no women sell chicken noodle soup in Bogor. The mode of selling does tend to vary between sexes ; no women were observed pushing mobile carts and no men were seen balancing baskets on their heads. Foods sold on commission, ice cream in both Iloilo and Ziguinchor, as well as bread in Bogor, seemed to be reserved for men only.

ECONOMICS OF THE STREET FOOD TRADE

The invisibility of the street foods trade is not confined to its importance as a basis for income generation for women but extends to other aspects of the trade, including its contribution to the urban economy and the food system. In the four countries studies the annual volume of sales generated by this prepared foods sector ranged from as high as US$67 million in Bogor, a city of quarter of a million in Indo-

nesia, to US$2 million in Manikganj, a rural service center of 38,000 in Bangladesh (Tables II and III).

As a sector composed of a myriad of micro-enterprises, the significance of the street food trade at the level of the city applies as much to its contribution to output as to its role as a source of employment for the urban poor. All street food vendors consider themselves self-employed, even though many have contractual arrangements with their suppliers which are suggestive of dependence rather than independence. At least a quarter of these enterprises in all countries employ either paid or unpaid labor. As a result, close to 6 % of the labor force in Ziguinchor and Manikganj and between 15 % and 26 % in Iloilo and Bogor, respectively, derive an income from this economic activity.

Daily income to the street food operator indicates an economic activity that provides a competitive source of earnings.

- In Iloilo, the average gross earnings of vendors was 54 pesos daily which exceeds the daily minimum formal sector unskilled wage of 33 pesos.
- Daily net incomes among street vendors in Bogor ranged from 790 to 8,910 rupiah, with 50 % of the vendors concentrated in the 1,660-3,110 range. Average earnings are nearly twice the daily wages of construction workers.
- Gross profits per street food firm in Ziguinchor averaged 370 cfa francs per day, a figure which is slightly in excess of the gross income of a craftsman, estimated at 355 cfa francs daily.
- In Manikganj the daily net income of a street food vendors is Tk. 72, a level of earnings more than three times that of the daily agricultural wage.

In many households, street foods are the primary source of income: this applies to as many as 86 % and 56 % of the street food vendors in the Philippines and Bangladesh respectively ; among women vendors in Ziguinchor the comparable figure was 59 %. In view of the scale of the enterprise and this high household dependence on this income source, it is not surprising to find that household and enterprise finance are frequently inseparable. Dipping into operating and investment capital when family emergencies arise is not uncommon and, in turn, limits the ability of street food establishments to accumulate capital regardless of net profit levels.

Among vendors able to build up a reserve, the tendency is not to expand the existing enterprise. An examination of formal sector food catering establishments in Iloilo indicated that none had "crossed the gap' form a micro-enterprise to a small scale firm. Rather the trend is for the street food enterpreneur to invest the surplus either by diversifying into other activities, particularly the sale of non-perishables, or in the next generation, i.e., social investment in their children's education.

Indeed, for an enterprise of this size it would seem that the levels of supply of foods and the demand for them are in a delicate balance. Thus, expansion is not necessarily a business objective. Actually, expansion may mean increased prices or greater spoilage, and so lead to business failure. At this level of enterprise, access to credit, while possibly not sought for growth reasons, is still needed - as working capital and as a buffer against bankruptcy that can strike when household emergencies inevitably force the drawing down of operating capital.

The tendency has been to classify street food establishments as distributive and service enterprises. Yet, the street food firm is no less important as a productive enterprise, involved in food processing as well as sales. These establishments undertake an integrated process extending from the purchase of the raw ingredients and their processing through to their marketing and distribution. For example, *monie* sellers are involved on a daily basis in milling as well as the manufacture and sale of their millet-based porridge. In Bangladesh women puff rice as a snack. The production process is not unlike that which takes places, albeit on a different scale, in the large-scale manufacture of breakfast cereals such as oatmeal or Rice Krispies.

This level of food processing was found to be largely the domain of women. Most prepare the food in their homes and later sell it on the streets. In Muslim countries the rules of seclusion result in the women either delegating the retailing to other family members or selling their output to other food catering enterprises. As processors of some or all of the food they sell - a definition that is applicable to at least 75 % of the vendors in the Philippines, Indonesia and Senegal and 42 % in Bangladesh - the activities of many of street food establishments may have implications for the rural as well as the urban food processing sector. Evidence of such possibilities are suggested by the presence of

small pickling enterprises in Bangladesh or steamed rice sweets in Indonesia. Frequently located in rural areas, these micro-level businesses sell their output to vendors who specialize in retailing in urban areas.

DEMAND FOR STREET FOODS

Household survey data from Indonesia and the Philippines identified a strong level of effective demand for street foods. Urban households in these two countries spend an average of 25 % of their food budgets on street foods, a percentage which is consistent across income levels. Estimates for Senegal suggest a proportion of the household food budget allocated to streets foods closer to 20 %.

Although street foods have long been thought to be marginal to diet, the data reject this assumption and show these foodstuffs to be integral to diet.

- In Iloilo street foods appear to provide the fats and oils that are lacking in a diet defined exclusively in terms of household prepared foodstuffs.
- In Bogor it is possible to obtain more than half of the recommended daily allowance of protein, iron, vitamin A and vitamin C from a 30 cent street food meal.

Only in Bangladesh does the term "supplement" best describe the role of street foods in diet. In a country where few eat more than one full meal daily, any street food, the majority of which are snacks, is nonetheless an important dietary supplement.

The primary street food clientele are the vendors' peers, other members of the informal sector, and the urban poor. Even though their per capita levels of expenditure are lower than their middle and upper income counterparts, by their numbers they comprise the major group of consumers. Their purchases reflect rational choices. Many urban women, as well as men, living alone find it more economic to spend their time in income generating activities and to purchase street foods, than to shop for and cook many traditional foods which are both time consuming to prepare and perishable. Furthermore, the rising costs of fuel and ingredients, particularly in times of food scarcity, have meant that for many poor households, daily cooking has become expensive. As a result many may, in fact, find it cheaper to purchase street food meals where economies of scale bring the price of a serving below the cost of home preparation (Table IV).

Next in importance as consumers are students, both those who live away from home and elementary level pupils. The latter, the target group in scool feeding programs, often purchase more than simply the odd snack or breakfast on the way the school. For example : In urban Nigeria the data show that as many as 76 % of school children in Ile-Ife eat two street food meals and 96 % eat breakfast daily.

IMPLICATIONS FOR POLICY

The street foods sector emerges as a pervasive and essential feature of third world cities. Yet, most vendors operate in urban environments that are intrinsically hostile. In many countries the sector has no legal status and has a history of harrassment and forcible removal from the streets. A primary finding of the project is the need to legitimize this sector, and so reduce the constant fear of the vendors for their livelihood. This calls for the establishment of institutional mechanisms, both by the vendors and the goverment, so that the two groups can work together to legitimize the presence of the sector.

Legitimation should bring with it the collection of a regular, if not a daily, tax. Contrary to conventional wisdom many vendors do pay some form of tax, if not to government then to other entities including vendors' associations. Thus, implementing such a regulation would not necessarily increase the vendors' costs of operation. Legitimation also requires the formulation of regulations that are feasible for both the vendors and government, particularly in the area of health and food safety. The provision of basic services or the encouragement of self regulation by the vendors are among actions that should also be part of this process.

EPOC's findings on the street food trade have implications for food policy that extend from production through processing and marketing to consumption.

a) Through backward linkages urban demand has implications for increasing certain types of domestic food production and rural incomes. Since most of the ingredients processed by vendors utilize domestic grains, the encouragement of this trade would seem not only to increase domestic demand but would also decrease imports.
b) The invisibility of vendors due to their lack of legitimacy is compounded by the lack of data on their role within the national, regio-

nal and urban food systems. Much of the unprocessed or semi-processed food used by street food sellers comes through micro-marketing channels which occur outside these larger scale marketing institutions. While the data do not permit a quantification of the sector's weight within the total urban food system, the data suggest that this amount is far from negligible and is important to the provision of low cost urban food.

c) At the level of the consumer, the integral role of these foods in diet suggests a potential role for the street food vendors in the introduction of new foods and in providing school children with nutritious meals.

d) Lastly, this study of the street food trade has suggested possibilities of linking street foods with food aid for development purposes. Food aid might be made available to vendors on a monetized basis. The capital generated from sales could be used to build a capital fund which in turn can be recycled to provide credit and other services to vendors.

IMPLICATIONS FOR PROGRAMMING

Recommandations can conveniently be divided into those relating to support to the vendors on the one hand, and to the integration of the street food sector into large scale programming on the other.

Economic support for the vendors includes credit, training in the basics of record keeping, and provision of health insurance. All of these services are best provided through a vendor-based organization ; the existence of such a group would encourage the dialogue suggested above, which should lead to legitimation of the sector. Since women in mixed groups seldom take active leadership roles, it is recommended that separate women's groups be formed. Further, since women have a better pay-back rate than men, women should be allowed to borrow without requiring that the funds be used for business expansion. As long as the loans are repaid, it would appear unnecessary to limit the use for which loans are granted. The possibility of insurance for critical illness should be explored to see if such a provision could prevent business failures since in family, and especially in one-person, operations the illness of the owner not only stops income but uses up working capital.

Product support is also best delivered through small groups of vendors. These groups could facilitate bulk purchasing or establish direct links to producers, thus assuring regularity of supplies, reducing costs, and so increasing profits. The provision of water supply in areas where vendors congregate would not only reduce contamination of food but benefit the neighborhoods in which vendors trade.

Recognition of the importance of the street food sector both to the urban food system and to employment has implications for large scale programming for several sectors including rainfed agriculture, and for promotion of private enterprise and good nutrition. Rainfed agriculture in Asia is associated with small scale plots ; vegetables and fruits grown there have a natural market in street foods. Micro-processing of the food by rural or urban women and men provides a new source of income for the poor. Re-emphasis on traditional grains, such as millet and sorgham can be strengthened by recognizing street foods as a traditional market for the foods based on these grains. On the other hand, the ubiquitous nature of street foods makes them a possible method of introducing new foods utilizing secondary crops including millet, sorghum and cassava, and high protein beans such as soy and winged beans.

Street food vendors supply the major source of purchased food for school children and for many industrial and clerical workers. Instead of trying to supplant vendors with semi-western cafetarias, donors might follow the example of Singapore which allows vendors to contract for the use of institutionally-provided facilities. The right to sell on school grounds should be tied to vendors' upgrading the level of both sanitation and nutrition of the food they sell.

Street foods are obviously so important a source of income and food for the urban poor in developing countries that both governments and donors should support and upgrade the sector.

Table I : STREET FOOD VENDORS, BY SEX, IN FOUR COUNTRIES

	Population	Nummber of Vendors	Operators (by Sex)			Women's Involvement*
			Women (%)	Men (%)	Couples (%)	(%)
Manikganj Bangladesh	38.000	550	1	99	-	37
Ziguinchor Senegal	86.000	1.534	53	47	-	53
Iloilo Philippines	245.000	5.100	63	10	27	90
Bogor Indonesia	248.000	17.760	16	60	24	40

* in selling or in preparation or processing at home.

Source : Barth - 1983 , Posner - 1983 ; Owens and Hussain - 1984 ; Chapman - 1984.

Table II : ECONOMICS OF THE URBAN STREET FOOD TRADE

	Bogor Indonesia	Iloilo Philippines	Ziguinchor Senegal	Manikganj Bangladesh
Population	248,000 (1980)	244,827 (1980)	86,295 (1980)	37,996 (1981)
Number of Street Food Enterprises	17,760	5,000	1,534	550
Establishments Per Population	1:14	1:49	1:56	1:69
Percentage of Labor Force Active in Street Food Trade	26	15	6	6
Aggregate Yearly Sales (million US$)	67	28	4	2

Source : Barth - 1983 ; Posner - 1983 ; Owens and Hussain - 1984 ; Chapman - 1984.

Table III : STREET FOOD ESTABLISHMENT DAILY EARNINGS

A

	Iloilo (pesos)	Bogor (rupiah)	Manikganj (thaka)[a]
Expenses	182.38	11649.93	227
Sales	236.22	16027.31	299
Gross Profits	53.84	4377.38	72
Net Profit per firm	0	n.a.	52
Minimum Wage	33	n.a.	20[b]

a. Based on weekly figures divided by 7.
b. Average wage.

B

Ziguinchor
(CFA francs)

	Millet Porridge	Whole Milk Yogurt	Cow Pea Fritters	Peanuts	Seafood Snacks
Expenses	372	1,744	741	420	294
Sales	720	2,726	1,094	682	582
Gross Profits	384	952	353	262	288
Net Profits per firm	98	702	103	12	38
Minimum Wage[a]	250	250	250	250	250

a. In Senegal, the minimum legal daily rate of 250 CFA for a maid was used.

n.a. not available

Sources : Barth - 1983 ; Posner - 1983 ; Owens and Hussain - 1984 ; Chapman - 1984.

Table IV : THE STREET FOOD CUSTOMER, BY OCCUPATION

	Iloilo	Bogor	Manikganj	Ziguinchor
	(Percentage Distribution)			
Children	16a/	33a/	8	21
Students b/	n.a.	n.a.	4	14
White-Collar Workers	21	14	19	24
Informal Sector	47	37	43	10
Housewives	16c/	16c/	1	17
Unemployed	n.a.	n.a.	1	7
Other	0	0	24d/	7
Total	100	100	100	100
(Number)	(246)	(464)	(436)	(240)

a. Includes students.

b. High school and college students.

c. Includes the unemployed.

d. Includes 22 % farmers.

n.a. not available

Sources : Barth - 1983 ; Posner - 1983 ; Chapman - 1984 ; Owens and Hussain - 1984.

ABSTRACT

This paper is based on Epoc's four country studies on street-foods and women vendors in Senegal, Bangladesh, Indonesia and the Philippines. It demonstrates that the invisibility of the street foods trade is not confined to its importance as a basis for income generation for women but extends to other aspects of the trade, including its contribution to the urban economy and the food system.

RÉSUMÉ

Cet exposé est fondé sur les quatre études de pays de Epoc concernant la restauration de rue et les vendeuses du Sénégal, du Bangladesh, d'Indonésie et des Philippines. Il montre que l'invisibilité de cette activité n'est pas seulement restreinte à son importance en tant que source de revenus pour les femmes, mais aussi à d'autres aspects de la restauration de rue, notamment à sa contribution à l'économie urbaine et au système alimentaire.

L'ARTISANAT FÉMININ ET LA RESTAURATION POPULAIRE À ABIDJAN

Claudine VIDAL

1. TRAVAIL VISIBLE, TRAVAIL INVISIBLE ET SITUATIONS FEMININES A ABIDJAN

Il reste malaisé de construire à partir des "grandes enquêtes" une appréciation réaliste des activités féminines et de leur rémunération par rapport à l'ensemble de la population abidjanaise, en raison de difficultés qui ne tiennent pas seulement à des problèmes d'organisation et de crédits de recherche, mais aussi à l'usage de critères socio-économiques pas toujours ajustés au milieu urbain africain. Il en résulte une très relative fiabilité des estimations de revenus dès lors qu'il s'agit de travail non salarié - en fait, le travail le plus répandu - ainsi qu'une perception de l'"activité" qui rend invisible le travail effectué en certains secteurs. Ces méconnaissances fort courantes au demeurant, entravent la conception de projets adaptés à de telles villes.

On sait qu'à Abidjan, les femmes "travaillent" plus rarement que les hommes et qu'elles gagnent moins d'argent. Par travail, nous entendons, comme à l'habitude, activité rémunératrice, mais il ne s'agit là que d'une commodité de langage : l'accomplissement des tâches ménagères est aussi bien un travail, et singulièrement éprouvant dans les conditions où vivent les couches populaires, aussi aurons-nous à envisager les déterminations réciproques entre travail domestique et travail professionnel. Les évaluations globales publiées, parce qu'elles résultent de l'application de coefficients d'extrapolation dont l'établissement n'a pas toujours la rigueur souhaitable, sont nécessairement approxima-

tives. Sans plus s'appesantir sur le degré de fiabilité des "grandes enquêtes" - puisqu'il faut bien s'en contenter - seront présentées tout d'abord quelques comparaisons chiffrées.

On s'appuiera sur les résultats de l'enquête budget-consommation - Premier passage - réalisée, en 1978, par le Ministère du Plan et de l'Economie. A cette date, le salaire minimum garanti (SMIG) est de 24.916 F.CFA par mois : 32 % des actifs (hommes et femmes confondus) n'arrivent pas à se procurer cette somme, soit une part importante de la population. Or, moins du quart (23 %) des actifs masculins se situent ainsi au-dessous du SMIG, tandis que s'élève à 65 % la proportion des femmes qui ne l'obtiennent pas et de loin d'ailleurs, puisque la moitié des actives doivent se contenter de 17.000 F.CFA. Enfin, la population active représenterait 28 % de la population totale d'Abidjan, et serait à 77,5 % masculine, à 22,5 % féminine, soit 3,5 hommes actifs pour une femme active.

Ce tableau est excessivement schématique, mais nous ne disposons pas d'informations assez sûres pour l'affiner. Cependant, il permet de situer grosso modo le milieu socio-économique où nous examinerons les conditions spécifiques du travail féminin : soit les strates où les rémunérations mensuelles restent inférieures à 37.000 F.CFA, niveau en dessous duquel on trouve, en 1978, des artisans et des petits salariés (ouvriers, employés), et de plus en plus de femmes à mesure que s'abaissent les gains. Ces dernières exercent en majorité les micro-négoces vivriers, à tous les stades de transformation et de distribution, des produits bruts aux mets préparés. On s'en tiendra à la partie ultime de cette chaîne professionnelle : la restauration qui se pratique hors du contrôle des pouvoirs publics, dans la rue et dans l'habitat. Etudes et enquêtes portant sur le commerce vivrier occultent le plus souvent toute une part du travail féminin qui s'y dépense, elles ne le sous-estiment pas moins dans le secteur de la restauration, ce qui ne laisse pas d'être paradoxal car c'est là que l'activité féminine, disséminée dans la ville, est la plus visible, au sens physique du terme.

2. LA RESTAURATION POPULAIRE

La restauration populaire abidjanaise peut donner l'impression d'un monde anarchique, tant elle foisonne. En réalité, elle est fortement structurée. Déjà, parce que comme toutes espèces d'activités arti-

sanales non réglementées en Côte-d'Ivoire, elle est le domaine quasi exclusif des immigrés et des femmes, ensuite, parce qu'elle se subdivise en spécialisations bien cloisonnées.

Le secteur masculin occupe deux types d'établissements : des "restaurants" fixes où les clients trouvent un certain confort et peuvent choisir entre plusieurs plats cuisinés, des "tables" mobiles ou des "kiosques" qui servent du café, des tartines, des omelettes. Les patrons sont Voltaïques, Nigériens, Guinéens, ils se font aider par des "petits frères".

Le secteur féminin développe une plus grande diversification. Selon les prix demandés, trois catégories : soit une cuisine "traditionnelle", plus chère parce qu'elle nécessite des produits relativement rares, soit des plats courants, soit des mets grillés, frits, braisés (bananes, maïs, ignames, arachides, poissons). Ces catégories donnent lieu à des procédés de vente variés qui sont en fait des adaptations à la demande des moyens de travail dont disposent les négociantes, en majorité des Ivoiriennes.

Gérées par des hommes ou par des femmes et en dépit de leur diversité, ces entreprises ont en commun de rémunérer faiblement le travail fourni, l'écart entre le prix d'achat des produits bruts et leur prix de vente aux consommateurs étant réduit à la limite du tenable.

3. LES CONDITIONS SOCIO-ECONOMIQUES DU TRAVAIL FEMININ

A première vue, il semblerait que le grand nombre de négociantes s'explique par les facilités d'entreprendre des commerces, au moins en ce qui concerne la restauration de rue : par exemple, ces quelques marchandes de poisson frit, installées à un carrefour, n'ont besoin que d'un tabouret pour poser le plateau où sont empilés les poissons, d'un petit banc sur lequel elles restent assises en attendant les acheteurs. Le "fonds de commerce" coûte plus qu'il n'y paraît, mais la dépense principale, c'est une dépense de temps - celui que nécessitent la préparation et la vente - et leur temps, ces femmes qui ne recevront jamais de salaire horaire doivent l'investir, à la limite de leurs forces, dans le travail. En réalité, il ne suffit pas de se dire que le lendemain, comme la voisine, on ira vendre du riz préparé devant une usine, ou des bananes frites à la sortie d'une école. Il faut qu'existe un ensemble de conditions nécessaires à l'"ouverture" d'un tel commerce,

conditions assez difficiles pour rester inaccessibles à beaucoup, si bien que ce ne sont pas les plus pauvres qui pratiquent ces petits métiers. Indissociables dans la réalité, ces conditions sont d'ordre culturel et social, tout autant que d'ordre économique.

Abidjan, ville d'immigration, rassemble diverses conceptions ethniques du travail féminin. Certaines de ces conceptions l'interdisent tandis que d'autres favorisent l'accession des femmes au micro-commerce, en font même une obligation, d'autres, qui ne la préconisent ni ne la condamnent, s'adaptent aux situations urbaines. Ces exigences culturelles exercent une influence décisive, or elles sont peu ou pas du tout prises en compte par les observateurs, comme s'il allait de soi que la ville arasait les diversités pour ne plus produire que des comportements socio-économiques homogènes. Pourtant, ces exigences pèsent lourdement sur les initiatives, ou en les brimant efficacement (pour les transgresser sans se marginaliser, les femmes doivent avoir un certain statut, souvent conféré par l'âge ou le veuvage) ou en les insérant systématiquement dans des réseaux déjà constitués et hiérarchisés, ce qui les enferme dans des spécialisations ethniques où leurs positions sont prédéterminées car ces collectifs professionnels se mobilisent en quasi corporations, offrant sans doute des avantages et une protection, mais aménageant également la suprématie de quelques-unes. Comprendre les implications des origines ethniques sur les trajectoires féminines, ce n'est pas s'adonner au culturalisme et négliger l'essentiel : la vérité des rapports d'exploitation. Dans le monde du travail abidjanais (comme dans les autres villes africaines), l'origine ethnique impose des déterminations et les ressortissants d'une même région forment des ensembles qui possèdent des logiques de comportement économique.

La mise en route d'un petit commerce alimentaire - aussi modeste soit-il, par exemple, la vente de riz préparé aux abords d'une usine - exige au départ un capital qui n'est pas aussi minime qu'on pourrait le croire. Première mise de fonds : la matière première et de quoi la traiter, soit un stock de riz, d'huile, les ustensiles de préparation et de vente, du combustible, le transport. Tout aussi indispensables, encore d'autres dépenses : acquitter les diverses rançons réclamées pour occuper un morceau d'espace, soit les taxes municipales dont le montant varie selon le collecteur, le cadeau au gardien de l'usine, ou au propriétaire de l'habitation devant laquelle on s'installe, etc. ;

les vendeuses subissent ainsi toutes sortes de mini-rackets. Enfin, condition sans laquelle toute tentative serait vouée à l'échec, il faut de quoi assurer une relative souplesse de trésorerie car, sans crédit, peu de clients : quand la restauratrice est contrainte à faire payer comptant systématiquement, elle se prive d'une clientèle d'habitués. C'est pourquoi, en début d'installation, les commerçantes ne peuvent qu'espérer rentrer dans leurs frais, le temps de connaître les acheteurs, de réussir à ce que quelques-uns deviennent fidèles, ce qui signifie détourner des concurrentes les meilleurs, ceux qui, bon an mal an, paient leurs dettes, car les premiers à demander du crédit risquent d'être ceux à qui plus personne n'en fait sur place. Le crédit, en effet, est une donnée fondamentale pour l'analyse de ce type de négoce, il en explique la plupart des difficultés ainsi que certaines de ses caractéristiques, dont la relative fixité des emplacements. Il ne faut pas s'imaginer les vendeuses déambulant à l'aventure, elles se fixent au même endroit aussi longtemps que possible, ou bien, si elles pratiquent une vente mobile, elles circulent selon un tracé identique. C'est pourquoi d'ailleurs s'établit une relative prime d'ancienneté, car les plus expérimentées, connues de la clientèle, connaissent, elles aussi, les clients solvables.

La constitution du capital initial ne va pas de soi. Il provient rarement du conjoint, même si ce dernier en a les moyens, car l'habitude de séparer les budgets respectifs demeure vivace. Le plus souvent, la femme réussit à l'obtenir d'un ou plusieurs parents mieux lotis qui le concèdent sans esprit de retour, ces mises de fonds étant généralement considérées comme des dons, qui s'opèrent rarement en un seul versement, car les donateurs ménagent leur argent autant que possible et se donnent aussi le temps d'observer. L'intervention d'un parent à titre de bailleur de fonds est fréquente, cependant d'autres cas de figure existent qui entrent dans les cadres divers du clientélisme.

Il est impossible enfin que la restauratrice assure l'ensemble du travail sans un appoint de main-d'oeuvre même si, sur le lieu de vente, il arrive qu'elle opère seule. Elles sont une ou deux, selon les cas, plus souvent des parentes que des filles, qui participent à toutes les tâches : sans elles, la mère de famille ne serait pas en mesure d'exercer une activité artisanale, aussi dévoreuse de temps que le travail domestique, en raison des difficultés matérielles qui ralentissent les opérations et les rendent également très fatigantes. On a souvent in-

sisté sur le fait que cette main-d'oeuvre n'est pas payée en numéraire, mais seulement entretenue. Elle ne touche certes pas de salaire ; cependant, de temps à autre, il faut financer un cadeau - souvent, de l'habillement - sans quoi les aides - des adolescentes et des jeunes filles- quitteront la place. Il faut également obtenir et conserver l'accord des parents - souvent des ruraux - qui, bien qu'ils espèrent instructif et peut-être porteur de chance le séjour de leurs filles dans la capitale, s'attendent eux aussi à quelques cadeaux et, lors de leurs visites, à un hébergement assorti de services. Donc, là encore, de l'argent est nécessaire, plus qu'on ne le pense généralement, mais s'avère tout autant indispensable la disposition d'un "capital social" préalable : un rapport à l'entourage de parenté assez ancien et positif pour établir, au moins symboliquement, la solvabilité de la patronne-tutrice.

Ainsi, la vendeuse de riz préparé aura-t-elle constitué au capital social et financier, un micro-capital certes, mais un capital tout de même grâce auquel elle rentabilisera le travail des filles qu'elle fait venir et le sien propre. La situation de l'époux exerce une influence indirecte sur les activités féminines : il ressort en effet des enquêtes que la fréquence de ces activités n'est pas la plus forte dans les milieux les plus démunis, par contre, elles se concentrent nettement dans les fractions sociales où le chef de ménage obtient des conditions de logement et de travail moins précaires. A ce niveau, si modeste soit-il, les femmes suscitent plus aisément la générosité d'un bailleur de fonds ou de plusieurs, encouragés par les circonstances matérielles favorables où elles se trouvent, et attirent plus facilement des auxiliaires.

Les dimensions de l'entreprise peuvent s'accroître si la restauratrice a les moyens d'investir plus dans son installation : elle recrutera une main-d'oeuvre plus nombreuse, s'assurera d'un cercle de relations plus étendu, cependant le schème restera le même. Etant donné l'investissement considérable de temps requis par la préparation culinaire et la vente, étant donné les conditions du marché - une forte concurrence et une clientèle aux faibles moyens - quelles que soient les modalités de vente, un dégagement de bénéfices est impensable sans le recours à la main-d'oeuvre la moins coûteuse possible. Ceci est d'ailleurs vrai de n'importe quel micro-commerce artisanal.

4. LA PLACE DES FEMMES DANS LES SYSTEMES ALIMENTAIRES D'ABIDJAN

Le rôle des femmes dans les commerces vivriers et culinaires (ainsi que dans bien d'autres micro-négoces abidjanais) est à la fois reconnu et méconnu. Reconnu par son importance - ainsi, à propos des détaillantes d'attiéké, un auteur : "Elles sont pratiquement insaisissables à l'enquête parce que présentes en tout endroit de la ville" (1) - et méconnu dans sa structure, car les observateurs, submergés par le nombre de celles qu'ils peuvent voir, ne précisent pas - peut-être ne savent pas - que derrière la commerçante visible, existe une main-d'oeuvre féminine, encore plus nombreuse mais invisible.

Cette structure des activités féminines artisanales détermine d'ailleurs un phénomène démographique remarquable. Ainsi, selon une étude effectuée en 1978, la surreprésentation des filles de 10 à 14 ans et de 15 à 19 ans est très prononcée, puisque l'on constate un rapport de masculinité de 69,1 et 71,6 pour chacune de ces tranches (2). Par ailleurs, nos propres enquêtes montrent sur des échantillons réduits que lorsque l'épouse exerce une activité rémunérée, l'unité domestique tend à être plus nombreuse. Il est erronné d'en inférer que, grâce aux gains de l'épouse, le ménage réussit à accueillir un ou deux individus de plus (ces conclusions sont pourtant affirmées par référence au stéréotype de l'accueil obligé des jeunes, envoyés par les parents ruraux), à l'inverse il nous semble plus juste de penser que ces personnes supplémentaires rendent possibles la profession de l'épouse, parce qu'elles travaillent avec elle.

La restauration populaire non réglementée concentre donc un très grand nombre d'emplois féminins, c'est peut-être même le secteur qui en crée le plus, elle assure en outre une fonction urbaine capitale - nourrir la population des actifs sur leur lieu de travail. Il suffit d'imaginer une interdiction effective de ces métiers non patentés pour comprendre la nécessité vitale de leurs réseaux dont les ramifications sont comme les terminaisons du tissu nourricier de la ville : pas (ou presque

---

(1) H. Berron. *Tradition et modernisme en pays lagunaires de basse Côte d'Ivoire*, Ophrys 1980 : 296.

(2) P. Antoine, C. Herry. *Enquête démographique à passages répétés, Agglomération d'Abidjan*, 1982, Ministère du Plan et de l'Industrie de Côte-d'Ivoire, Centre ORSTOM de Petit-Bassam.

pas) de cantines d'écoles, d'usines et de bureaux, rien d'autre non plus pour les artisans et les commerçants qui ne quittent pas l'atelier, l'échoppe, la place du marché, ni pour ceux qui colportent. Comment toute cette population contrainte à manger dehors pourrait-elle se procurer le repas bon marché dont elle a besoin ? En fait, on peut manger ainsi en tous lieux, à toute heure, et la nécessité s'est faite habitude. A l'extérieur des marchés, partout où il y a circulation de foule, passage, des points de vente très denses s'installent, partout où se fixe un rassemblement provisoire (espaces publics, files d'attente, bars, etc.), un colportage actif s'organise, et même dans les endroits les plus paisibles, à l'écart des mouvements, existent encore des étals. La demande est très forte, mais l'offre ne l'est pas moins si bien que la concurrence contraint aux plus justes prix.

Ces entreprises féminines se révèlent précaires et leur équilibre dépend de conditions dont les négociantes n'ont pas la maîtrise. La principale, la plus déterminante, tient bien entendu à l'importance et à la solvabilité de la clientèle ; ainsi, en 1984, la raréfaction des emplois régulièrement salariés - ce que l'on appelle à Abidjan les "compressions", soit les licenciements - a condamné les plus faibles à disparaître et fortement diminué l'activité des autres. L'augmentation du prix des vivres pèse également, mais les commerçantes qui vendent des plats à prix fixes ajustent selon leur coût les quantités offertes jusqu'à ce qu'elles soient obligées de monter leurs tarifs. Des allègements dépendants des pouvoirs publics pourraient faciliter ces activités, notamment en matière de déplacement : des transports plus appropriés que les bus (il circule de trop rares taxis-bagages) où elles bénéficieraient de tarifs préférentiels auraient certainement des conséquences positives. Cependant, toute règlementation - ainsi fixation autoritaire des places, d'horaires, de prix - même animée des meilleures intentions à l'égard de cet artisanat risque fort de le fragiliser encore plus, il semblerait que si une politique devait être conçue en sa faveur, la meilleure serait, à mon sens, la moins directive.

RÉSUMÉ

A partir d'une enquête budget-consommation et malgré les insuffisances de ce type d'enquête, l'auteur montre la part importante que tiennent les femmes dans la restauration de rue à Abidjan.

En général, les femmes opèrent sur une échelle plus petite que les hommes, sont plus mobiles, et sont soumises à de nombreux rackets.

Pour exercer leur activité, elles s'appuient sur des réseaux familiaux d'entraide qui leur fournissent l'investissement de départ et une main-d'oeuvre quasi gratuite, mais qui, en retour, leur demandent de remplir certaines obligations sociales parfois très contraignantes.

ABSTRACT

On the basis of a living standard measurement survey and in spite of the inadequacies of this type of investigation, the author illustrates the major role of women in street food in Abidjan.

As a general rule, women operate at a smaller scale than men ; they are more mobile, and are the victims of many rackets.

In order to do their work, they find support in family-type mutual aid networks which provide them with the initial investment money and with virtually free labour, but which expect them, in return, to fulfil certain social obligations, which are sometimes extremely constraining.

MARCHANDES DE POISSONS EN QUARTIER "FLOTTANT" (SÉNÉGAL). DIVISION "PAR GENRE" ET DIFFÉRENCIATIONS SOCIALES DANS UN CONTEXTE URBAIN DE SÉGRÉGATION SPATIALE

Mireille LECARME

"Tant que les rapports de pouvoir constitués au sein des sciences humaines et la faiblesse des efforts théoriques pour restituer au social toute sa complexité entraîneront *l'hégémonie d'une vision "asexuée"* dans la conduite et les résultats des recherches, il sera nécessaire de procéder, parallèlement, à des études spécifiques sur les femmes se donnant pour objectif de soulever le voile de leur invisibilité" (Cahiers des Amériques latines - 1982 : 3) (*).

Cette *occultation des femmes* comme acteurs socio-économiques a pour conséquence, dans le Tiers Monde, leur *exclusion des projets de Développement* - quel que soit, de fait, leur rôle économique à travers leur activité non-marchande "domestique" (1) encore exclue du calcul du PNB et leur activité marchande. Cette dernière se voit souvent niée dès que reconnue par les termes de "petit commerce", "micro-commerce". Or, et nous restreindrons l'analyse à l'Afrique de l'Ouest, il faut d'abord souligner que la majeure partie "du commerce de marché (y) est

(*) en italiques par moi.

(1) Dans le groupe observé, le travail domestique repose en partie sur les filles et jeunes adolescentes de la maison ou de la parenté restées au village. Il conditionne le travail au dehors des mères. Indispensable à la survie quotidienne ce travail domestique tend à être occulté plus encore que celui des femmes adultes sous les prétextes d'éducation, de socialisation spécifique des filles.

entre les mains des femmes" (BOSERUP - 1970 : 98) (1), particulièrement le commerce de détail de l'alimentaire. Cette position prééminente est un fait objectif qui, dans certaines conditions historiques, a permis aux femmes de participer efficacement à des luttes politiques d'intérêt national - au Togo, par exemple (2).

Avant d'entrer dans mon étude de cas - portant sur des marchandes de poissons frais dans un quartier "flottant" (3), à la périphérie de Dakar (Sénégal) - je voudrais exposer d'abord quelques interrogations consécutives à mon travail de terrain. Il s'agit du processus de généralisation, des rapports entre les types de système lignager et le statut socio-économique des femmes, des différenciations sociales traversant le commerce de marché. De plus, le choix théorique - explicité ou non - entre l'hypothèse d'une domination masculine universelle ou celle d'une loi de ségrégation des sexes semble influer sur l'évaluation, en positif ou en négatif, de l'impact des processus d'urbanisation et de monétarisation sur les femmes, en Afrique de l'Ouest.

Les généralisations telles que "*la* femme africaine", "les femmes en Afrique de l'Ouest" risquent, dans l'état actuel des recherches, encore embryonnaires quant à l'étendue des terrains, d'accréditer ou de produire des stéréotypes. Pour ne prendre qu'un exemple, celui du Sénégal, comment fonder scientifiquement un discours généralisateur sur "La" femme sénégalaise ? Nous ne considèrerons que les femmes rurales.

---

(1) Dakar : 60 % de vendeuses sur les marchés.
Au Ghana 89 % de la force de travail consacrée au commerce est féminine. Au Nigéria, dans la région Yoruba, les femmes dominent les commerces des marchés et dans l'Est 50 % de la force de travail consacrée au commerce est féminine (BOSERUP - 1970 : 98).

(2) Au Togo le tiers des ressources nationales est entre les mains des femmes. Elles ont pu utiliser cette position de force, par exemple en refusant de payer l'impôt de capitation, forme d'insoumission au pouvoir colonial, ou en favorisant le processus politique vers l'indépendance par leur contribution aux dépôts de garantie exigés des députés pour les élections (MICHEL - 1974 : 415).

(3) Un quartier "flottant" est installé irrégulièrement sur des terrains soit privés soit du domaine national ; menacé de "déguerpissement" il est éminemment précaire. Aussi les maisons sont-elles à Dalifort des baraques couvertes de tôle, facilement démontables. L'organisation efficace de ce quartier semblerait - fait rare - devoir permettre son lotissement grâce au rachat des parcelles privées par une organisation internationale. La population est mêlée ethniquement et professionnellement ; le sous-emploi y est important.

"La" femme diola de Basse-Casamance nourrit 6 mois sur 12 ses enfants avec sa propre production de riz ; ses filles et jeunes parentes émigrent vers les villes - à un taux beaucoup plus élevé que la population masculine - pour s'employer comme bonnes. Au nord, "la" femme toucouleur vit de l'émigration masculine et/ou de son travail agricole ; excisée, promise au mariage, souvent avant la puberté, elle vit sous autorité viriarcale stricte. Et que dire encore de "la" femme ouolof, serer, peule, manding ? On le voit : pour un même pays, la généralisation risque d'être un abus de langage.

Un facteur de différenciation important semble être le type de système lignager : patrilinéaire, matrilinéaire (1) ou bilinéaire. Exerce-t-il une fonction sur le statut des femmes ? Tout d'abord, il décide de l'appartenance des enfants au lignage du père ou de la mère. Ceci structure diversement la responsabilité parentale. Les systèmes patrilinéaires réduiraient plutôt les femmes à leur fonction procréatrice, sans les gratifier pour autant du statut de sujet social. L'Islam définissant le social comme masculin ne peut que renforcer cette tendance des sociétés patrilinéaires, de même que son insistance, positive en soi, sur la responsabilité du mari à l'égard de sa ou de ses épouses et de ses enfants (2). Le groupe de femmes observé appartient à des sociétés patrilinéaires et virilocales, islamisées - excepté les Diola souvent christianisés.

Un autre facteur de différenciation est constitué par le capital symbolique (BOURDIEU - 1979 : 281), fondé sur les statuts dans les sociétés à ordres - divisées en hommes et femmes libres, castés, esclaves;

---

(1) Parlant du statut *de* sujet (et non de la "position sociale" des femmes, qu'elle appelle "statut *du* sujet"), N.C. Mathieu "émet l'hypothèse (...) qu'en sociétés matrilinéaires (même viriarcales), la maternité de filles (...) c'est-à-dire la reproduction (...) de son propre sexe, (...), doit avoir une incidence différente sur la conscience de soi" en comparaison avec les sociétés patrilinéaires (MATHIEU - 1985, note 27).

(2) Au Sénégal en milieu rural, le mari assure, en général, la provision de céréales pour l'année ; il peut donner pour "la dépense", c'est-à-dire l'achat de légumes, condiments ou poisson, une petite somme quotidienne ; souvent la femme doit compléter (RISS - 1982 : 189). Il en va de même en ville, mais les femmes ne pouvant plus produire les cultures vivrières s'adonnent à des activités marchandes. Le budget des femmes est strictement indépendant de celui de leur mari, souvent polygame. Mais sa gestion est conditionnée par ce que le mari assure ou non comme dépenses.

son redéploiement depuis les indépendances, associé à des stratégies d'alliance avec le pouvoir d'Etat, elles-mêmes conjuguées avec l'accès à l'emploi grâce aux diplômes, crée des opportunités différentes pour les femmes, dans leur lignage ou dans celui de leur mari : l'accès au capital - particulièrement au crédit - l'accumulation du capital en dépendent. La condition des femmes ne peut paraître uniforme que par l'omission de ces processus de différenciation sociale opérant la diversification des sociétés, hommes et femmes, en classes - processus en cours dans les sociétés africaines. La réussite de grandes commerçantes, Nana Benz au Togo (1), femmes Yoruba au Nigeria, ne saurait faire oublier la masse des femmes africaines dont l'activité sur les marchés ruraux et citadins est une lutte quotidienne pour la subsistance familiale. C'est d'elles qu'il s'agira ici.

Ces facteurs de différenciation posés, il reste que, quelle que soit leur position de sujet social et leurs statuts sociaux, ces femmes ont des pratiques marchandes ; en faire l'analyse, c'est poser, de fait, ces femmes comme des acteurs poursuivant des fins économiques au moyen de stratégies - implicites ou explicites - (BOURDIEU - 1980), (VIDAL et LE PAPE - 1983), comme des acteurs sociaux (ROGERS - 1979 : 91). Sinon la contradiction entre le présupposé théorique : les femmes sont universellement dominées/subordonnées et l'étude pragmatique de terrain montrant des réalités paradoxales risque de stériliser aussi bien l'observation que l'élaboration. A ceci, deux issues : ou faire l'hypothèse que céder à la domination n'est pas y consentir pleinement (MATHIEU - 1985) - donc qu'une brèche potentielle du système viriarcal de domination permet changements et mutations - ou poser une loi universelle de ségrégation des sexes (2) et s'attacher à l'étude des pou-

(1) Voit l'étude très documentée de R. Cordonnier. Il conviendrait de s'interroger sur le capital de départ de ces femmes et sur les conditions favorisant l'accumulation financière.

(2) S.C. Rogers (1978 : 123-162), au terme de sa bibliographie critique des théories anthropologiques sur la place des femmes dans les sociétés, propose un cadre d'analyse dont la valeur heuristique semble réelle, particulièrement pour l'étude des sociétés africaines.

voirs par "genre" (1), à leurs interactions. Les deux hypothèses permettent - de façon égale - l'analyse en termes d'exploitation et de domination, à quelque niveau que ce soit. J'ai opté pour la seconde à titre d'expérimentation.

Autre dilemme : comment évaluer les changements apportés par l'urbanisation aux statuts, rôles et activités des femmes observées ? C. Dinan (1977) en fait le tour, à propos du Ghana : la société "traditionnelle" y aurait été marquée par une égalité politique entre hommes et femmes et une "complémentarité" dans la production agricole ; la colonisation, l'urbanisation auraient produit une érosion du pouvoir féminin introduit des positions de sujétion et de dépendance chez les femmes, des rôles féminins distincts. Une évaluation - plus positive - verrait dans l'urbanisation la possibilité pour les femmes d'acquérir une indépendance par rapport au système familial viriarcal et d'accéder à des activités variées génératrices d'indépendance financière, condition de la prise de conscience de soi comme un individu. C. Dinan conclut :

"They take as given the fact that men monopolize culturally legitimated autority and power ; but they concentrate their energies on finding self-fulfilling solutions within existing structures" (: 174).

Optant - provisoirement - pour une conception actionnaliste du travail - on est ce qu'on fait, c'est dans le travail qu'on parvient à maîtriser les rapports sociaux entre acteurs (CORDONNIER - 1977 : 388) - j'ai préféré relever tout ce qui me semblait constituer des modalités d'adaptation à l'urbain et d'intégration par le travail.

Ainsi, ce principe de réalité qui fait percevoir par les femmes les monopoles masculins comme incontournables, structure leurs activités (LECARME - 1985). Mais on peut s'interroger sur les perturbations apportées par l'urbanisation à ces monopoles : elle oblige en effet à des transferts d'activités ; jusqu'où respecter le système de répartition des tâches (gender allocation of tasks) coutumier ? Il semblerait

---

(1) L'expression consacrée : "la division sexuelle des tâches" réifie la catégorie de sexe, fixe sur le sexe biologique ce qui est produit par les sociétés. Le concept de genre permet cette dissociation du biologique d'avec le social. Les mots ne sont pas neutres. J'ai préféré utiliser le terme de "genre", moins pertinent sans doute que son équivalent anglais, mais quel autre mot trouver en français ?

qu'en ville la loi de ségrégation des sexes puisse se retourner contre des hommes trop imprégnés par un habitus villageois : par exemple les Diola, pratiquant l'agriculture (riz, arachide), ne sauraient commercer que le vin de palme, à l'exclusion de toute autre marchandise (1) pour certains. Cela permet de préserver des espaces marchands propres aux femmes - mais où pénètrent des émigrés masculins, par exemple au Sénégal des Guinéens, dans l'alimentaire (BOSERUP - 1970 : 102). Mais, plus gravement, cela alourdit d'autant les charges des femmes, dans ce contexte global de sous-emploi masculin, féminin.

Ce cadre de réflexion posé, je centrerai mon étude, à propos des marchandes de poissons frais de Dalifort, sur la division par "genre" des tâches et ses réinterprétations, sur les différenciations créées par un accès inégal au capital, sur les processus inverses d'unification sociale et enfin sur un projet de réorganisation de la production et de la distribution de la pêche, au Sénégal. Il faudrait se garder d'étendre à toutes les marchandes de poissons dakaroises toutes les conclusions de ce travail. L'espace urbain divise les citadins en fonction de leur position sociale. Habiter le centre-ville ou un quartier périphérique précaire (*supra*, note 3), vendre ici où là posent différemment les acteurs dans la hiérarchie marchande urbaine. Pourtant, vendre du poisson dans un pays qui se place au 4è rang mondial pour ce type de consommation - en 1983 la consommation annuelle moyenne par tête était de 24 kg de poisson frais et transformé (CHABOUD - 1983 : 4)- devrait, en quelque lieu que ce soit y être a priori rentable (2).

Le commerce du poisson renvoie à une *division par "genre" des tâches* : chez les Toucouleur et les Lébous, les hommes ont toujours assuré la pêche, les femmes la distribution. Cette répartition persiste

---

(1) Un exemple : celui d'un homme diola sans emploi élevant des moutons dans sa concession et celle d'un parent, à Pikine, pour les vendre à l'occasion des fêtes, particulièrement "la Tabaski", fête du mouton. Tributaire de sa femme pour le quotidien, cet homme préserve ainsi son statut.

(2) A l'intérieur du pays, pour des raisons d'approvisionnement, la consommation de poisson transformé se substitue à celle du poisson frais. L'inégalité de la consommation entre ruraux et urbains est grande : "L'ensemble des zones urbaines absorbe 62 % de la consommation nationale alors que 30 % seulement de la population y résident" (CHABOUD : 5).

avec la croissance urbaine à Saint-Louis, Yoff, Hann et Rufisque, anciens centres de pêche ; deux types de contrats entre époux : la femme achète à son mari la prise de sa pirogue et garde pour elle le bénéfice ou procède à la vente et "perçoit une part de la valeur de la vente (généralement 10 %)" (CHABOUD - 1983 : 24). Ce système de production-commercialisation reste inclus dans le mode de production "domestique". De plus l'extension du parc piroguier, les facilités accordées depuis 1965 à la motorisation des pirogues, la diffusion depuis 1973 de la senne tournante coulissante (1), en augmentant les débarquements, ont créé de nouvelles opportunités pour des femmes d'autres ethnies. Elles forment "des groupes qui stationnent en permanence sur la plage (de Hann" (CHABOUD : 25), achètent les prises, les revendent aux mareyeurs ou sur les marchés secondaires de Dakar. Certains hommes assurent aussi ce rôle. Ailleurs les tractations se font directement entre pêcheurs (2) et mareyeurs. Ainsi, dans la pêche artisanale, les femmes ont pu continuer à occuper leurs fonctions coutumières grâce à la division par "genre" du travail, mais elles ont perdu leur monopole. Selon la vice-présidente des femmes mareyeurs, elles seraient cent cinquante au Cap-Vert (CORMIER : 22), mais n'ayant pas payé leur carte comme les deux-tiers des hommes dans la profession, elles n'ont pas accès au port de Dakar, lieu de débarquement de la pêche industrielle. La logique du système économique les maintient dans le système artisanal de production-distribution : est-ce le problème du crédit ? la force de la tradition ? ou/et le développement d'un secteur capitaliste récent, très dépendant de l'étranger et porteur d'un modèle attribuant aux femmes les fonctions d'ouvrières-surexploitées dans les conserveries de poissons- mais non de femmes-entrepreneurs indépendantes (2) ?

Sur le quartier de Dalifort la revente du poisson est une activité exclusivement féminine, sans spécificité ethnique. Seules deux femmes walo-walo, nées sur les bords du fleuve Sénégal, ont pratiqué dès leur enfance ce commerce imposé par leur appartenance au groupe socio-professionnel des pêcheurs. Mais le rapport privilégié à un territoire as-

---

(1) La senne tournante coulissante ou "fil à tourner" est un filet de nylon qui a permis une telle augmentation des prises qu'elle a entraîné le développement du mareyage.

(2) Une étude serait à mener sur ces femmes mareyeuses et l'évolution du système des "genres" dans le développement urbain et technologique.

signé mythiquement aux ancêtres a été rompu : "La mer de Dakar n'est pas pour nous" (AISSATA - été 1982) et les poissons sont différents. Toutes émigrées rurales, sauf une, ces femmes ont été dans leur enfance cultivatrices, bergères et ménagères. La monétarisation généralisée de l'échange, en ville, les a poussées vers une activité rémunératrice après la naissance de leurs premiers enfants (1) ; il a fallu compléter "la dépense". Elles ont été brodeuses, marchandes de beignets, d'arachides ou de fruits au sortir des usines, dans leur quartier, ouvrières à la journée dans les conserveries de poissons, bonnes (Diola). L'absence de marché dans leur quartier a incité un groupe d'entre elles, voisines, à y entreprendre la vente du poisson, d'autres ayant commencé avant elles le commerce des légumes et condiments. Elles évitaient ainsi aux ménagères un déplacement de trois kilomètres au marché de Hann, à pied. Progressivement le marché s'est développé - le 9.3.84 on a compté 79 tables occupées, dont quatre par des hommes, fait nouveau, et douze par des marchandes de poissons frais, le restant par des marchandes de légumes (2).

Le groupe initial de marchandes de poissons a perdu quelques femmes déçues par la disproportion entre le gain et leur peine ; d'autres sont venues. Quelles différenciations se sont opérées, s'opèrent entre elles, sur quelles bases, générant quelles pratiques distinctes ?

Une *hiérarchie* - de fait - s'est établie sur la base du capital disponible, de certaines pratiques, entre le noyau des anciennes et assimilées, les "petites" marchandes régulières et les occasionnelles ; les ambulantes sont considérées comme à part. Les premières, les "grosses", peuvent investir chaque jour entre 4.000 et 11.000 CFA (3), selon les fluctuations du marché et les aléas domestiques. Les "petites" : de 1.000 à 3.000 CFA. Les occasionnelles vendent selon les opportunités : lots de petits poissons achetés à bas prix sur la plage de Hann ou pois-

---

(1) Les marchandes de poissons sont plus jeunes que les marchandes de légumes ; leur activité requiert plus de force physique. Elles ont sur ce quartier 32 ans d'âge moyen. L'enquête sénégalaise sur la fécondité (1978) constate par femme une descendance finale de 6,5 enfants en zone urbaine et de 7,5 en zone rurale.

(2) Une jeune femme vendeuse débutante de poissons retourne au village cultiver son champ à la saison des pluies ; son mari également. La sécheresse les a poussés récemment à émigrer à Dakar, mais ils espèrent pouvoir revivre au village.

(3) Tous les prix sont donnés en CFA. 100 CFA = 2 FF.

son reçu en cadeau par le mari, porteur sur les lieux de débarquement du poisson. Le groupe des anciennes et assimilées a une pratique qui le structure comme tel : elles se retrouvent - comme les travailleurs masculins - pour le petit déjeuner quotidien, sur le marché de gros du poisson, Gueule-Tapée, une fois leurs achats effectués. Avec les marchandes de Cambérène elles partagent le même "tangana" (1) et se sont associées pour le transport au retour du marché : un contrat oral les lie avec un chauffeur de car rapide ; quel que soit leur nombre il les conduit à Dalifort puis Cambérène pour un tarif forfaitaire individuel fixe (DURAND - 1980 : 13), pratique fréquente des marchandes de Pikine également. Le coût du petit déjeuner : 150 à 200 CFA, du transport aller-retour : 400 CFA, chiffres de 1984, est trop élevé pour les autres, de même que les espèces de poissons achetés. Ainsi le capital disponible structure différemment les pratiques : consommation ou non de petit déjeuner, transports urbains, espèces de poissons vendues, emplacements centraux ou latéraux sur le marché.

La différenciation passe aussi par le *lieu d'approvisionnement* préférentiel. Les "grosses" vont toujours à Gueule-Tapée, marché fourni pour 72 % par la pêche artisanale et 28 % par la pêche industrielle (CORMIER : 16) ; ceci permet un choix entre espèces pélagiques et espèces de fond ; de plus, le poisson, souvent conservé dans la glace pilée, passe mieux la journée. Les autres marchandes alternent entre ce marché national et Hann. Vent et pleine lune, néfastes à la pêche piroguière, incitent à aller à Gueule-Tapée. Des cars rapides font la navette entre ces deux lieux permettant de corriger une erreur d'évaluation des marchandes, jusqu'en milieu de matinée. Il peut arriver qu'un rapport privilégié avec les pêcheurs pousse une marchande du premier groupe à s'approvisionner préférentiellement à Hann : elle y a habité, connaît les équipages, son frère y a été pêcheur ; elle a droit au "ndawal", don traditionnel de poisson à toute personne proche de pêcheur ou nécessiteuse qui le demande (CHABOUD - 1983 : 24) ; destiné uniquement à l'alimentation du bénéficiaire, ce poisson est maintenant souvent revendu sur place. Ce don, un seau entier dans les bonnes périodes, s'accompagne de

(1) Beaucoup de travailleurs prennent leur petit déjeuner près de leur lieu de travail, sur des tables, en plein air. Le "Tangana" est ce lieu où on peut consommer une boisson chaude, du pain...

l'achat d'une caisse de 40/45 kg de poisson ; elle rentrera en taxi clandestin avec des marchandises de Pikine. Certaines femmes font l'aller-retour à pied, 5/6 km, avec cette charge sur la tête, ce qui fait une économie de 120 à 160 CFA selon le mode de transport. Autre variante : une marchande peut se fournir le matin à Gueule-Tapée et, la revente terminée, à Hann l'après-midi, pour dès 17 h, reprendre la vente à Dalifort. Les marchandes débutantes, les "petites" préfèrent Hann, pour sa proximité, son système de vente avec les femmes comme intermédiaires, son cadre non-urbain, mais c'est tout autant la foire d'empoigne.

Le marché du poisson est marqué par une très grande *fluctuation des prix*. A Hann ils varient d'un moment à l'autre de façon imprévue, au fur et à mesure du débarquement des prises ; à Gueule-Tapée on sait que les prix baissent, entre l'ouverture à 5 h du matin et la fin du marché de gros à 8/9 h, de 44 % en moyenne (CHABOUD : 30), mais du jour au lendemain il est difficile de spéculer. De plus l'approvisionnement est difficile en période d'hivernage : à cause du retour des migrants saisonniers ruraux, employés sur les pirogues, vers leurs villages (pour les cultures) et du fait que la pêche saisonne différemment selon les lieux de production. Si à Gueule-Tapée "les détaillants répercutent ... Les hausses des cours de gros sur le prix de détail" (CHABOUD: 30), prélevant une marge brute égale en moyenne à 68 % du prix d'achat, dans un quartier comme Dalifort les limites pécuniaires objectives de la clientèle imposent aux marchandes une réduction importante de cette marge, particulièrement après le 15 du mois où l'argent manque. Ceci me semble la seule explication à l'étroitesse de la marge bénéficiaire à la périphérie de Dakar - et non une qualité inférieure du poisson sur les marchés secondaires (CHABOUD : 30). En fait le poisson acheté le matin est vendu dans la journée, exceptionnellement le lendemain matin. Mais il n'est pas rare que des mareyeurs vendent du poisson pêché trois jours auparavant et médiocrement conservé dans des camions non frigorifiques. La qualité sanitaire du poisson est vérifiée sur les lieux de production et pratiquement pas sur les lieux de vente. Ce problème est en amont des marchés de détail. Il reste que dans ce type de quartier la vente au détail du poisson est aléatoire ; plus d'une marchande s'estime soulagée quand elle retrouve simplement la somme mise dans l'achat de son poisson ; celui qu'elle réserve à sa maison est considéré comme

bénéfice. Paradoxalement on peut parler ici d'une domination de la clientèle sur les marchandes.

Ceci apparaît non seulement dans les variations mensuelles des bénéfices mais aussi dans le choix des espèces de poisson, lié aux origines ethniques. Les clientes vont de préférence vers une marchande de leur ethnie pour le plaisir de parler leur langue et choisir les poissons de leur goût ; pour les Diola : ouass et guiss, carpes et mulets, pour les Toucouleurs : sompat, carpes blanches et pageots ; le poisson le plus coûteux et apprécié comme le thiof, fausse morue, ne pénètre jamais sur le marché de Dalifort. Mais le diaï, le chinchard et le yaboi y abondent. Les "grosses" s'efforcent, à la limite de leurs possibilités financières, de se procurer le poisson fin attendu par leur clientèle et sur lequel elles peuvent espérer des bénéfices sûrs. Toutes demandent le yaboï tass, sardinelle plate : il ajoute du goût au riz quotidien et est donné en cadeau à toute cliente acheteuse de deux ou trois poissons plus chers, ou d'un gros ; il représente le poisson populaire par excellence : son prix est toujours le plus bas ... au détail. Mais la caisse peut passer de 3.500 CFA à 7.000 ou plus du jour au lendemain. Il est impossible à ces marchandes de répercuter ces hausses sur leur prix de détail, clientèle oblige - contrairement au marché de Gueule-Tapée où la marge brute peut être de 169 % pour les sardinelles au détail. La stratégie des marchandes consistera à vendre au maximum les plus beaux yaboï à l'unité, puis - souvent à perte - par lots de trois, dès que la vente baisse. On voit le cercle vicieux : les "petites" achètent surtout du yaboï, comment peuvent-elles assurer la continuité de leur commerce ? On n'ose même pas parler de sa progression. Leur stratégie, ce seront des activités complémentaires : tenir un débit de boisson clandestin, vendre des fruits ; ce qui suppose le recours au crédit à des taux usuraires, un système de dette tournant, l'aide du mari ou d'un parent dans le lignage de la femme - la cessation provisoire ou définitive du commerce de poisson peut finir par s'imposer (1). Logique implacable : celles qui fournissent "le" poisson

(1) Parmi les stratégies ultimes, quand ni la parenté ni les relations ne peuvent apporter une aide financière, il reste la possibilité de s'employer auprès d'une gargotière proche des usines et - éventuellement - de se prostituer, le temps de faire quelques économies. Ce phénomène reste marginal.

de consommation courante sont celles qui disposent du capital le plus réduit, sont les plus vulnérables, les plus "coincées" entre l'étau des mareyeurs et celui des clientes, donc celles dont la reconduction de l'activité est la plus aléatoire. Les différenciations entre marchandes jouent ici à plein : le capital de départ est déterminant.

Cependant un ensemble de pratiques contrecarre les effets de ces différenciations. Les marchandes font bloc contre les ambulantes qui ne paient pas la taxe municipale et sont accusées de leur "voler" les clientes, contre les occasionnelles ou les débutantes qui cassent les prix. Sans accord préalable, car cela va de soi, une marchande déposera sur l'étal d'une autre des poissons que celle-ci n'a pas en lui indiquant ses prix. La concurrence objective est atténuée par un ensemble de pratiques sociales quotidiennes : gestes, cadeaux, paroles, rires, soin des enfants, danses. L'Islam est souvent invoqué : "Je n'appelle pas mes clientes. J'attends ma chance. Dieu sait". On ne prend pas ses clientes à une voisine. Cela ne signifie pas une absence de calcul - les marchandes ont différents modes de fixation de leurs prix et les lots de trois poissons bien que non pesés avoisinent toujours la livre - mais la *prééminence du social sur l'économique*, fondamentale dans cette société, fait de l'espace du marché un lieu paradoxal où se rencontrent deux modalités du social. La plus ancienne renvoie au système de troc, à la "teranga", valeur essentielle fondée sur le sens de la collectivité, les échanges de dons et contre-dons (SOW - 1976) qui reposent sur les femmes ; la deuxième, née de la colonisation et de la monétarisation, pose la primauté de l'individu et subordonne le social à la quête du gain individuel. Le marchandage, qui est de règle, au Sénégal, joue sur ces deux modalités ; en fait la marchande n'abaissera son prix que par paliers et en fonction du marché, non de l'habileté d'une cliente. Par contre, elle donnera du poisson à une parente, une amie, sans calculer.

Il ne suffit pas de pratiques identiques pour créer un groupe ; une pratique commune comme celle des "*tontines*" y contribue efficacement associant étroitement comme ci-dessus le social et l'économique. Quotidiennes, hebdomadaires ou à l'occasion des cérémonies, ces formes de crédit mutuel rotatif permettent l'épargne au jour le jour, à l'aide de sommes minimes ; cela sera investi aussitôt dans le commerce pour les tontines quotidiennes et hebdomadaires, dans les cérémonies familiales pour les autres : baptême, mariage, deuil dans le lignage de la femme, la contribution de la citadine est un devoir. Si la femme n'arrive pas

à préserver de l'argent sur ce dernier type de tontine - la somme totale est de 30.000 CFA minimum - elle court le risque de se retrouver démunie si elle doit payer des remèdes, dépense au-dessus de ses moyens, ou recevoir des parents. Prévision à long terme et contrainte cérémonielle immédiate, plaisir ostentatoire, sont antagonistes. La pesanteur sociale oriente vers la deuxième tendance.

Chaque marchande appartient à deux tontines, en général une quotidienne sur le marché de Dalifort et une pour les cérémonies, dont le rôle social est très important. Les femmes se regroupent par affinité, non plus sur la base des statuts héréditaires, du lignage ou de l'ethnie (BALANDIER - 1955 : 162-163). A l'occasion d'une cérémonie dans le quartier concernant l'une d'entre elles, elles se retrouvent pour apporter leur contribution, danser, parler entre égales. Une griotte ou plusieurs, des batteurs de tam-tam orchestrent le tout. S'il est vrai que pour certaines le versement de 1.000 CFA pour les cérémonies pose toujours problème, donc rappelle les différences, il n'en reste pas moins que ce type de groupement féminin constitue potentiellement un lieu où à travers des pratiques communes se construisent des prises de conscience entre femmes, à leur rythme - sans rupture avec les formes de socialité antérieures. Si besoin était de le souligner, la loi de ségrégation des sexes structure aussi bien le marché que les formes de vie sociale, le loisir aussi bien que l'épargne.

Cette même loi structure la reproduction sociale et la conditionne. Le rôle des femmes y est déterminant (JOURNET - 1985). En effet ces mères n'ont pas que la responsabilité de la reproduction biologique et de l'éducation, mais aussi souvent elles paient la scolarité des enfants, leurs vêtements, sauf pour les fêtes, et le complément de la "dépense". En cas de difficulté l'enfant sera scolarisé à la campagne chez des parents. Le sous-emploi masculin en ville alourdit considérablement les charges et responsabilités des femmes, perturbant profondément les contrats implicites qui ont cours entre époux (1). L'écart entre le système de normes, valeurs, attentes sociales et les pratiques vécues est porteur de tensions et mutations à long terme. Il impor-

(1) Il semblerait que de nombreux divorces proviennent de ce que le mari ne peut assurer les frais de la dépense quotidienne de nourriture, jugée comme un dû par les femmes.

terait en conséquence *que l'on pense le "développement" au féminin et au masculin* dans ses *implications sociales* aussi bien qu'*économiques*.

Ce n'est pas ce que fait le CAPAS, Centre d'Assistance à la Pêche Artisanale Sénégalaise. Ce projet, financé par l'agence d'aide canadienne, vise à "confier aux pêcheurs, membres de coopératives primaires de ravitaillement, la commercialisation des prises de leurs unités de pêche. Plus exactement ce projet entend se substituer aux mareyeurs *et* aux femmes, traités comme "intervenants extérieurs dans le schéma de commercialisation" (CHABOUD : 9) (1). S'il était intégralement appliqué il est probable qu'un grand nombre de familles verraient leur niveau de vie baisser au-dessous du supportable, vu les gains apportés par les marchandes de poissons, tandis que le prix du poisson augmenterait, vu le coût de fonctionnement de ces centres ; la ration protéinique individuelle en serait diminuée d'autant. Or le poisson abonde au Sénégal.

BIBLIOGRAPHIE

BALANDIER, G. (1955). Sociologie des Brazaville noires. Paris, Armand Colin.

BOSERUP, E. (1983). La femme face au développement économique. Paris, P.U.F. (1è ed. 1970, U.S.A.).

BOURDIEU, P. (1979). La distinction. Paris, Ed. de Minuit.

——— (1980). Le sens pratique. Paris, Ed. de Minuit.

Cahiers des Amériques latines (1982). Paris : 26.

CHABOUD, C. (1983). Le mareyage au Sénégal. Document scientifique 87. CRODT. Dakar, Tiaroye.

CORDONNIER, R. (1977). Condition socio-économique des femmes africaines, *Culture et Développement*, IX-3.

——— (1979). Femmes africaines et commerce. Les revendeuses de tissu de la ville de Lomé (Togo). Thèse de 3è cycle. Paris, EHESS.

(1) Le deuxième aspect du projet CAPAS est très intéressant : il s'agirait d'approvisionner en poissons les zones de l'intérieur du Sénégal, jusqu'ici peu fournies en poisson frais.

CORMIER, M.C. (1981). Le marché au poisson de la Gueule-Tapée à Dakar. Document scientifique 85. CRODT. Dakar-Tiaroye.

DINAN, C. (1977). "Pragmatists or feminists ? The progessional single women in Accra-Ghana", *Cahiers d'Etudes Africaines* : 65-17.

DURAND, F., DIOUF, M. (1980). Quels transports urbains dans le Tiers Monde ? Cars rapides à Dakar. Etudes et recherches 54. Enda. Dakar.

JOURNET, O. (1985). "Les hyper-mères n'ont plus d'enfants" in N.C. Mathieu ed. L'arraisonnement des femmes. Essais en anthropologie des sexes. EHESS. Paris, Coll. "Les cahiers de l'Homme" n° XXIV (à paraître).

LAMBERT, A. (1983). Evolution et rôle des commerces féminins dans la région du Cap-Vert au Sénégal. Mémoire EHESS. Paris.

LE COUR GRANDMAISON, C. (1979). Contrats économiques entre époux dans l'ouest africain, *L'Homme* XIX, 3-4, Paris.

LECARME, M. (1984). Rapport pour le Groupe d'Etudes Urbaines Africaines. EHESS, Paris.

—— (1985). Les héritières sont fatiguées au royaume du CFA. (à paraître).

MATHIEU, N.C. (1985). "Quand céder n'est pas consentir. Des déterminants matériels et psychiques de la conscience dominée des femmes, et de quelques-unes de leurs interprétations en ethnologie", in N.C. Mathieu ed. L'arraisonnement des femmes. Essais en anthropologie des sexes. EHESS. Paris, Coll. "Les Cahiers de l'Homme" n° XXIV (à paraître).

MICHEL, A. (1974). Recherches récentes sur les rôles des sexes dans le monde. Current Sociology, XXII-1-3.

RISS, M.D. (1982). Condition féminine et développement économique en milieu rural dans la région de Kaolack (Sénégal). Thèse de 3è cycle. U.E.R. de Géographie de Strasbourg.

SOW, F. (1976). Femmes, socialité et valeurs africaines. Brochure IFAN 3886, déc., Dakar.

ROGERS, S.C. (1978). "Woman's place : a critical review of anthropological theory". Comparative studies in society and history, XX.

—— (1979). Espace masculin. Espace féminin. Essai sur la différence. *Etudes rurales*, 74.

VIDAL, C., LE PAPE, M. (1980). Raisons pratiques africaines. *Cahiers internationaux de sociologie*, 73.

VIDAL-CROUZET, C. (1981). Les femmes wolofs dans un milieu rural en mutation : marginalisation ou intégration ? Thèse de 3è cycle. EHESS. Paris.

RÉSUMÉ

A partir de l'étude d'un groupe de marchandes de poissons, l'auteur étudie les modalités selon lesquelles se perpétue la répartition du travail entre hommes et femmes, même si dans ce contexte urbain de brassage ethnique les activités transmises héréditairement subissent des transformations. Quant aux différenciations entre marchandes, elles proviennent surtout de leurs possibilités permanentes de recours au crédit. En effet le cours du poisson est si fluctuant que recouvrer simplement son prix d'achat est l'objectif premier des marchandes. L'auteur s'interroge, pour finir, sur les effets d'un projet de "développement" qui se propose d'éliminer les mareyeurs et les femmes du schéma de commercialisation actuel pour le confier aux pêcheurs.

ABSTRACT

Based on a study of a group of women fishmongers, the author examines the ways in which the distribution of labour between men and women is perpetuated even though, in the urban context of an ethnic melting-pot, heritable activities undergo certain changes. As regards the differentiations between the women fishmongers, they are due chiefly to their permanent capacity to use credit. Indeed, the price of fish fluctuates so wildly that the fishmongers aim primarily at recovering no more than their purchasing price. In conclusion, the author raises questions about the effects of a development project which seeks to remove the fish carriers and the women from the present marketing structure, in order to leave the system to the fishermen.

DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL ET CHANGEMENT TECHNIQUE. L'ARTISANAT ALIMENTAIRE EN RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BÉNIN

José MUCHNIK

INTRODUCTION

La femme joue un rôle stratégique aux divers stades de la chaîne alimentaire, pour réaliser les semis et la récolte, pour conserver les denrées et élaborer les diverses préparations alimentaires ou pour la commercialisation de ces produits...

Aujourd'hui, de nouveaux problèmes se posent pour satisfaire les besoins alimentaires des structures socio-économiques en mutation. Une question importante se pose en conséquence... Quelles sont les innovations techniques que peuvent adopter les femmes dans leurs pratiques de transformation de produits agricoles, pour répondre à ces nouveaux problèmes ? Quelle sera, inversement, l'incidence de ces nouvelles techniques sur une éventuelle redéfinition de la division sexuelle des tâches ?

Dans ce sens, le développement de l'artisanat alimentaire en Afrique Noire montre la capacité des femmes à s'adapter à de nouvelles conditions en réaffirmant leur place tant au niveau de la famille que de l'ensemble de la société. L'exemple de la République Populaire du Bénin que nous prenons servira à mieux analyser les questions posées.

1. ENTRE LA DOMINATION ET LA COMPLEMENTARITE

Dans notre modeste travail de technologues, les questions qui nous sont posées sont certainement banales : peut-on introduire pour la transformation de produits agricoles, un moulin à maïs ou une râpe à manioc ? Ne seront-ils pas, ces outils, appropriés par les hommes au

détriment des femmes ? Mais comment aborder ces petites questions de tous les jours sans rêver quelque part que le changement technique peut participer du changement des rapports de domination et de soumission entre les hommes et en particulier entre l'homme et la femme. C'est pour cela qu'avant d'analyser spécifiquement l'évolution de l'artisanat alimentaire, nous voulons souligner quelques points qui mériteraient une réflexion bien plus approfondie qui dépasserait les propos de cet article.

1.1. Division sexuelle du travail : éviter les approches simplistes

Il est bien de faire des discours sur l'égalité d'opportunité de travail sans égard du sexe, il est même juste de se battre pour cet objectif politique, mais au-delà, il faut reconnaître que la division sexuelle du travail est un fait universel. "Dans tous les groupes humains connus, les rapports technico-économiques de l'homme et de la femme sont d'étroite complémentarité : pour les primitifs, on peut même dire d'étroite spécialisation"... (LEROI GOURHAN - 1964 : 214).

La question est donc bien loin d'être simple : Pourquoi la division sexuelle du travail existe-t-elle ? Comment varie-t-elle ? Y a-t-il des actions qui relèvent plutôt des femmes et d'autres plutôt des hommes ou cela dépend-il strictement du contexte socioculturel ? Autrement dit : quelle est la part de la nature et quelle est celle de la culture dans le partage des tâches ?

Nous constatons que, même dans les pays occidentaux où la loi sanctionne l'égalité des sexes par rapport à l'emploi, la société trouve en permanence des mécanismes pour créer à nouveau une division sexuelle du travail, au-delà des aspects juridiques. En revenant à notre domaine, il est vrai que l'artisanat alimentaire est un secteur à prépondérance largement féminine à la différence d'autres artisanats comme les forgerons ou les menuisiers. Il est vrai aussi que dans certains cas, on trouve une grande similitude de répartition des tâches dans des contextes différents. Par exemple dans la filière pêche c'est en général à l'homme que reviennent la confection des pirogues et la capture des poissons et à la femme les activités de conservation, transformation et commercialisation. L'abattage des bovins et même la découpe et la vente de leur viande sur les marchés restent du domaine masculin. Il n'en va pas de même pour les volailles et le petit bétail. Mais à part certaines exceptions, on aurait du mal à établir des règles universel-

les, d'ailleurs le partage des tâches se redéfinit en permanence en rapport avec l'environnement technico-économique. Claude Lévi-Strauss observe dans son oeuvre "Famille, mariage, parenté" (1983 : 79-80) que : "sans doute, dans tous les groupements humains, les femmes mettent au monde les enfants, les nourrissent et prennent soin d'eux, tandis que les hommes s'emploient à la chasse et à la guerre"... mais "quand on considère des occupations qui s'opposent, de façon moins tranchée que les soins aux enfants et la guerre, il devient encore plus difficile d'apercevoir des règles générales régissant la division du travail entre les sexes. Les femmes Bororo cultivent la terre, mais chez les Zuni, ce sont les hommes ; selon la tribu considérée, la construction des maisons ou abris, la poterie, le tissage, la vannerie incombent à l'un ou l'autre sexe. Il faut donc distinguer le fait de la division du travail, pratiquement universel et les modalités selon lesquelles ici et là, on répartit les tâches entre les sexes. Les modalités relèvent, elles aussi, de facteurs culturels, elles ne sont pas moins artificielles que les formes de la famille elle-même".

Nous pensons donc que parmi les questions liées à l'analyse des innovations techniques, il faudrait :

- Reconnaître la structure du partage sexuel des tâches et comprendre sa fonctionnalité dans son contexte socioculturel spécifique.
- Saisir la dynamique du système en tenant compte de l'impact du changement technique sur la restructuration de la division sexuelle du travail.

1.2. Eviter les approches ethnocentristes

Nous pouvons observer parfois une certaine tendance à appliquer des schémas valables pour les pays dits développés dans des contextes radicalement différents. Si on prend par exemple le cas de la cuisine domestique et des préparations alimentaires, la dévalorisation de ces tâches est relativement compréhensible dans les mouvements féministes des pays occidentaux où la "femme au foyer" était devenue un symbole de prestige de la bourgeoisie issue de la révolution industrielle et ceci dans une structure familiale monogame où le pouvoir économique appartenait exclusivement à l'homme. Il était donc normal que la femme cherche à se libérer des tâches domestiques pour trouver un emploi rémunéré et

une indépendance économique essentielle pour redéfinir sa place dans l'unité familiale. Et il faut ajouter encore que l'environnement économique rendait plus ou moins aisé la recherche d'un emploi rémunéré. Or, on comprendra bien que ce qui est juste pour les mouvements féministes européens, n'est pas forcément juste pour les femmes africaines, dans le contexte de structures familiales, des valeurs culturelles et des conditions économiques très différentes.

Dans notre cas, l'essor qu'a pris l'artisanat alimentaire avec l'urbanisation, affirme la présence économique de la femme dans l'ensemble de la société et renforce en même temps son indépendance économique à l'intérieur du groupe familial. Nous pouvons dire que ceci est presque une réponse naturelle dans le cadre de sociétés africaines où la femme a exercé depuis toujours un rôle important dans le commerce de produits alimentaires et a toujours cherché à subvenir, par son propre travail, à ses besoins économiques et ceux de ses enfants. Chez les Yoruba, société patrilinéaire ..."elle doit contribuer en argent et en espèces, au nom de ses fils, pour préserver leur participation à l'héritage... il est inconcevable que le mari l'aide à remplir cette obligation... Les économies, de toute sorte de commerce qu'elle engage, lui appartiennent. Même si elle est impliquée dans des affaires en commerce avec son mari, la part des économies qui lui reviennent est bien définie par les règles et les traditions... La participation des femmes à des activités économiques est vue socialement comme une valeur positive..." (BOLANDE - 1975). Dans ce type de contexte, nous pouvons affirmer que l'artisanat alimentaire sous toutes ces formes (transformations traditionnelles des produits agricoles et préparations alimentaires, restauration, commerce...) sert plutôt à l'indépendance de la femme qu'à la soumettre dans des rapports de domination.

En analysant l'influence de la tradition africaine en Amérique, Roger Bastide (1972) constate :

"Du point de vue fonctionnel, le petit commerce de la femme de couleur est une réponse économique adéquate à une situation de famille instable (désertion du mari ou du concubin) comme à une situation de famille stable (division du travail entre l'homme et la femme assurant le mieux-être du couple) ;

mais il est aussi, dans des sociétés modelées par les normes de la famille paternelle du droit romain comme des coutumes germaines, la

seule méthode valable de réponse de la femme à la domination, sans contre-partie, de l'homme".

1.3. La dynamique du partage des tâches

Comprendre la structure de la division sexuelle du travail dans un contexte donné c'est tenir compte de sa dynamique. Il faut donc encore connaître la dynamique du système et ceci à divers niveaux de la filière agro-alimentaire. Michèle Fieloux (1985) présente dans ce séminaire un travail qui montre bien comment le changement de techniques agricoles dans un projet de développement de périmètres irrigués au Sénégal a un impact direct et immédiat sur la redistribution des tâches entre l'homme et la femme.

Au niveau de la transformation des produits, on sait très bien que parfois la mécanisation de certaines tâches a comme conséquence l'appropriation par l'homme des nouveaux outils de production. Au Mexique, l'élaboration de tortillas qui a été toujours une activité féminine, au niveau familial, est devenue une activité maîtrisée par l'homme dans les petites entreprises qui ont introduit une mécanisation de la transformation. La mécanisation de la mouture de grains en Afrique implique, en général, le passage du pilon-travail féminin au broyeur-travail masculin. Ceci dit, nous sommes convaincus qu'il n'y a pas une fatalité naturelle qui détermine cette évolution mais, qu'une fois de plus, il faut voir la part de la nature et de la culture dans ces changements. Le problème qui se pose est donc d'apprécier la dynamique endogène du changement technique et les innovations introduites par les femmes. Il faut dire que nous considérons la technique, pas simplement comme "l'art de fabriquer" mais comme un système complexe établi entre hommes, outil et matière pour l'élaboration d'objets techniques (outils et procédés). Dans ce sens, si on reprend notre broyeur à grains cela ne suffit pas de savoir qui le manie concrètement. Il peut bien arriver que, même si c'est l'homme qui s'occupe du broyage, la femme garde la maîtrise du procédé. Le râpage mécanique du manioc pour l'élaboration de l'*attiéké* (couscous de manioc très consommé en Côte d'Ivoire) est réalisé par des hommes, mais ceci n'a pas impliqué un déplacement des femmes du contrôle de la filière, mais plutôt le contraire, car cela leur a permis d'augmenter considérablement la production pour satisfaire les besoins du marché urbain en expansion.

Le changement technique doit donc être saisi dans ces différentes facettes (BRICAS et MUCHNIK - 1984) :

. Au niveau des outils et procédés

. Au niveau de l'organisation sociale de la production

. Au niveau de la commercialisation et de la consommation des produits

. Au niveau de l'organisation de la filière.

L'exemple des groupements de femmes au Bénin, que nous analysons plus loin, montre bien que changement technique et maîtrise par les femmes des procédés peuvent aller de pair.

2. L'ARTISANAT ALIMENTAIRE AU BENIN

Comme dans la plupart des pays africains, l'artisanat alimentaire au Bénin est omniprésent. La plupart des produits alimentaires de base sont approvisionnés par le travail de milliers de femmes : l'*akassa*, cette pâte de maïs qui accompagne, avec une sauce, le poisson ou la viande ; le *gari* - semoule de manioc - de très bonne conservation, prise au petit déjeuner gonflée dans l'eau ou dans le lait, ou dans les repas principaux avec le *niébé*, ou pour accompagner d'autres plats, l'huile rouge de palme ou l'huile d'arachide, la bière de maïs ou les confiseries pour les enfants. Il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas d'une production marginale qui sert d'"amuse-gueule" mais plutôt de l'alimentation de base des Béninois, qui est garantie par ces femmes. Or, malgré l'importance de ce secteur, on manque de données élémentaires pour pouvoir apprécier précisément quelle est sa place dans l'économie du pays. Une enquête a été réalisée dans le cadre du programme commun de recherches - Altersial - FSA BENIN - (1). Les résultats provisoires pour les districts 4 et 5 de Cotonou sont assez significatifs.

(1) "Programme commun de recherches sur la valorisation des technologies traditionnelles au Bénin". ALTERSIAL (ENSIA-GRET). Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université du Bénin.

Artisanat alimentaire au Bénin

(Résultats partiels de l'enquête FSA-ALTERSIAL districts 4 & 5 de Cotonou)

Produits	Nombre de femmes
Akassa (pâte de maïs)	629 P.V.
Gari (semoule de manioc)	744 V.
Chapalo (bière de maïs)	262 P.V.
Huile de palme	227 V.
Huile d'arachide	278 V.
Mawé (pâte de maïs fermentée)	147 P.V.
Tapioca	120 V.
Sodabi (alcool de palme)	46 V.
Ablo (boulettes de maïs)	59 P.V.
Galettes d'arachide	209 V.
Gâteau de haricot	97 P.V.
Andou (boulettes de maïs)	43 P.V.
Tofi de coco (confiserie)	46 P.V.
Fintin (moutarde de nékhé)	92 V.
Nougat d'arachide	51 P.V.
Massa (beignet de maïs)	50 P.V.
Huile de palmiste	23 V.
Adowé (pâte de haricot blanc)	31 P.V.
Kandji (galettes)	66 P.V.
Galettes de maïs	89 P.V.
Talé talé (beignets de banane)	6 P.V.
Beignets divers	78 P.V.
	3 528

P.V. = Préparatrice-vendeuse ; V. = revendeuse

Selon les résultats partiels de cette enquête, nous pouvons constater que rien qu'à Cotonou (les 6 districts), environ 10.000 femmes ont cette activité comme principale source de revenus. Quelles sont les quantités produites, la valeur de cette production, l'importance de ces revenus ... ? Nous espérons que le traitement des données de cette enquête nous permettra au moins d'apporter des éléments de réponse. Malgré ce qu'on vient de dire, l'artisanat alimentaire "n'existe pas" ou

presque. Les productrices de *gari* ou d'huile de palme "n'existent pas". Qui va leur fournir du crédit ou de l'assistance technique ? Quelle banque ou organisme d'Etat ? Sur cette question les avis sont partagés, entre "surtout ne touchez pas" et des démarches plus volontaristes. Certains disent : "les femmes se sont bien débrouillées sans techniciens, chercheurs, organismes d'Etat ou internationaux, si vous mettez vos nez dedans vous allez tout bousculer...". D'autres manifestent des positions plus volontaristes pour planifier des actions d'appui au niveau technique, social ou économique. En fait, il est très difficile de trancher dans ce débat car d'une part, il est absolument vrai que les femmes n'ont pas attendu ni l'avis ni l'aide des experts pour développer ces activités ; d'autre part, il est vrai aussi que les organismes internationaux et nationaux continuent à dépenser des millions de francs dans des projets, pas toujours bien réussis, et qu'on a beaucoup de mal à trouver des petits crédits pour acheter une râpe à manioc pour une productrice de *gari*, car justement elle "n'existe pas" et encore moins pour les organismes financiers.

Nous pensons en tous cas que ce n'est que l'expérience concrète qui peut enrichir le débat et apporter des réponses. Dans ce sens, depuis quelques années, une expérience de promotion de groupements coopératifs de femmes est menée au Bénin, sous la coordination de l'O.N.P.A.F.R. et de la D.A.S. (1). Les unités de production sont là ; elles fonctionnent avec ses points forts et ses faiblesses. Analyser ces expériences enrichira sans doute nos idées dans la matière.

3. LES GROUPEMENTS COOPERATIFS DE FEMMES

Fongbo-Gbetto est un petit village avec une population d'environ 700 habitants.

Dans ce village, en 1979, il a été créé un groupement coopératif qui compte aujourd'hui 37 membres (27 femmes et 10 hommes). Il possède 90 ha dont 30 exploités sous forme collective et 60 sous forme individuelle, divisés en parcelles qui vont d'un demi à 6 hectares.

---

(1) ONPAFR : Office National de Promotion de la Femme Rurale (Ministère du Développement Rural et de l'Action Coopérative) - Mmes GBEGBE Mmes GBEGBELEGBE Joyce et DOGNON Mélanie.
DAS : Direction d'Affaires Sociales (Ministère du Travail et des Affaires Sociales). Mme AYOYO Véronique, NASSIROU Ashiata.

Les principales cultures sont le maïs, le manioc, l'arachide et le *niébé*. En 1980 a démarré une unité de fabrication de *gari*. Cette unité constitue une activité spécifique du G.R.V.C. et elle est relativement indépendante dans le sens où elle achète le manioc nécessaire à la transformation et distribue les bénéfices issus de cette activité entre leurs membres. Sa production est d'environ 1 à 1,2 tonne de *gari* par mois.

Le démarrage de cette activité a impliqué des changements au niveau des techniques de fabrication et au niveau de l'organisation sociale de la production, étroitement dépendants les uns des autres. On aurait du mal à concevoir la mécanisation de certaines tâches sans la création du groupement et vice-versa.

3.1. Organisation sociale du travail

Pour la fabrication du *gari*; les membres du groupement se divisent en 5 équipes. Chaque équipe réalise l'ensemble des opérations depuis l'arrachage des tubercules (le manioc est acheté sur pied) jusqu'au conditionnement du produit. Le manioc transformé par chaque équipe est pesé, de même que le *gari* obtenu, de manière à connaître la production réalisée et les rendements obtenus. Chaque équipe possède un cahier de pointage sur lequel est noté le travail réalisé par chaque membre. Ceci leur vaut un certain nombre de points qui seront utilisés par la suite pour partager les bénéfices.

La production est divisée en séances qui comprennent l'ensemble des opérations de transformation (2 à 3 jours). Chaque équipe réalise 5 séances par mois, avec une production moyenne de 40 kg de *gari* par séance, c'est-à-dire environ 200 kg de *gari* par mois, qui est vendu en sachets de 430 g ou 860 g pour la plupart sur le marché de Cotonou. Il faut tenir compte qu'on destine à l'autoconsommation 2 mesures de 860 g par membre et par séance, c'est-à-dire qu'environ 25 % de la production est destinée à l'autoconsommation.

Les bénéfices obtenus (qui ne tiennent pas compte de l'autoconsommation) sont distribués de la manière suivante :

. 1/3 pour la caisse du G.R.V.D. : amortissement du matériel et des prêts

. 2/3 sont distribués entre les membres du groupement à la fin de la campagne selon le travail réalisé par chacun.

3.2. Technique de fabrication

Nous pouvons schématiser le procédé de fabrication du *gari* de la manière suivante (MUCHNIK et VINCK : 1984) :

Fabrication du *gari* séquences des opérations et bilan de matière

100 kg (Racines entières) propres

Humidité (H) 70 %

Equeutage - Epluchage — Ecorces 27 kg - H. 70 %

73 kg (Racines pelées)

H. 70 %

Râpage — 3 kg de pertes - H. 70 %

70 kg (Pulpe râpée)

H. 70 %

Fermentation - Pressage — 30 kg - H. 96 %

40 kg (Pulpe pressée)

H. 50 %

Tamisage — 1 kg de perte - H. 50 %

39 kg

H. 50 %

Garification - Séchage — 17 kg eau

22 kg *gari*

H. 12 %

Traditionnellement, l'ensemble des opérations est réalisé manuellement. Dans le G.R.V.C. de Fongbo-Gbetto, plusieurs changements ont été introduits :

- rapage mécanique (rape à tambour rotatif au lieu du rapage manuel sur une tôle perforée)
- presse manuelle à vis (au lieu du pressage sous un tas de pierres)
- fours améliorés pour la cuisson-grillage.

La première observation que nous pouvons faire est que le changement technique n'a pas été fait en bloc sur l'ensemble du procédé mais seulement sur certaines opérations de fabrication. La question suivante qui se pose naturellement est de savoir pourquoi ces opérations et pas d'autres. Il est déjà plus difficile d'apporter une réponse. Néanmoins, on pourrait apporter quelques éléments.

a) Le procédé continue à être artisanal, dans le sens où, malgré la mécanisation et l'augmentation de production, chaque productrice intervient dans l'ensemble du procédé de transformation et garde la maîtrise du savoir-faire. La différence essentielle entre production artisanale ou industrielle ne réside pas dans la mécanisation de certaines opérations ou dans la taille de l'unité, mais dans l'organisation sociale du travail et la spécialisation des tâches tout au long du procédé de fabrication.

b) Les femmes continuent à avoir la maîtrise du procédé de transformation, bien que certaines opérations, comme le râpage, soient réalisées partiellement par des hommes (la femme verse le produit dans la râpe et recueille la pâte issue du rapage. L'homme conduit la machine).

c) Les opérations qui ont été l'objet d'une innovation représentent un vrai goulot d'étranglement, soit au niveau de la pénibilité des tâches, du temps employé, ou de la perte de rendements (matière ou énergie).

d) Le changement d'équipement ne doit pas avoir une influence marquée sur la qualité du produit final. C'est cet aspect qui a provoqué plus de résistance à l'introduction du râpage mécanique (changement parfois de la granulométrie du produit ou de son pouvoir de gonflement dans l'eau).

e) Finalement, ce qui est plus banal, mais non moins important : les équipements doivent être d'un coût abordable, robustes et faciles à entretenir.

Une analyse plus approfondie de cette expérience mériterait sans doute d'être réalisée, mais en tout cas, ce que montre le G.R.V.C. de Fongbo-Gbetto, c'est qu'il est possible de réaliser des innovations

techniques en affirmant le rôle des femmes dans l'approvisionnement de produits alimentaires de base.

D'autres exemples de groupements de femmes créés au Bénin confirment bien cette conclusion et nous signalent l'opportunité de réfléchir à un "programme de promotion de l'artisanat alimentaire" de portée plus large, qui s'appuyerait sur les expériences positives déjà réalisées.

Citons à titre d'exemple :

. Un groupement dans la Province de l'Atlantique pour la fabrication d'huile de coprah. Plusieurs changements techniques ont été introduits : mécanisation du rapage des amandes de la noix de coco, four amélioré pour la cuisson de l'huile, facilités de transport pour l'approvisionnement de matière première...

. 4 groupements de femmes de pêcheurs dans la Province du Mono pour la transformation et commercialisation des produits de la pêche. Expérience très intéressante qui combine à la fois l'amélioration des techniques de traitement du poisson (surtout les fours de fumage) et l'organisation d'un commerce de produits alimentaires divers, qui permet de maintenir les activités des groupements pendant la saison creuse de la pêche, et en même temps d'augmenter l'intérêt économique des membres à y participer.

. A Naoudji, Savalou, province du Zou, un autre groupement pour la fabrication du *gari* a été créé, où il est envisagé d'introduire la mécanisation du rapage du manioc et des fours améliorés pour la cuisson du *gari*.

4. En guise de CONCLUSION

Nous pouvons affirmer que dans la conjoncture économique du développement actuel et dans le contexte socioculturel du Bénin et d'autres pays d'Afrique Noire, l'artisanat alimentaire permet en même temps :

. d'affirmer le rôle de la femme dans une stratégie d'autosuffisance alimentaire, dans la mesure où elle transforme avec des techniques autochtones, des produits vivriers, en augmentant leur valeur et les disponibilités pour satisfaire les nouveaux besoins urbains.

. de fournir une activité régulière créatrice de revenus, et en conséquence, de favoriser l'indépendance économique de la femme dans le cadre de ses rapports familiaux.

. le changement technique a sans doute une incidence directe sur la structure de la division sexuelle du travail, mais l'expérience analysée dans ce travail montre bien que ces changements ne se font pas obligatoirement au détriment de la femme. L'association-innovation technique-appropriation masculine de l'outil, soumission de la femme-n'est pas forcément une loi de la nature, mais plutôt un effet de la culture.

BIBLIOGRAPHIE

BASTIDE, R. (1972). "La tradition africaine dans les Amériques Noires et la civilisation de la femme". Colloque d'Abidjan, *op. cit.*

BOLANDE, Dr. A. (1975). "The Economic Role of Women in a traditional African Society : The yoruba Example". dans "La civilisation de la femme dans la tradition africaine". Colloque Abidjan, juillet 1972. Edition Présence Africaine. Paris.

BRICAS, N., MUCHNIK, J. (1984). "Technologies autochtones et artisanat alimentaire urbain". Séminaire - "Nourrir les villes en Afrique Sub-saharienne". Paris, novembre.

BRICAS, N. (1984) avec la coll. de TREILLON, R. et MUCHNIK, J. "Dynamique et rôles de l'artisanat alimentaire à Dakar". ALTERSIAL, ENSIA, GRET, Massy.

FIELOUX, M. (1985). "Développement, émigration masculine et travail féminin. Le cas des femmes toucouleur de la région de DAMGA". Séminaire international. La place des femmes dans l'autosuffisance et les stratégies alimentaires. Paris, juillet.

LEROI GOURHAN, A. (1964). "Le geste et la parole". Tome I : Techniques langage. Editions Albin Michel. Paris.

LEVI-STRAUSS, Cl. (1983). "Famille, mariage, parenté". Le Regard éloigné. Editions Plon. Paris.

MUCHNIK, J., VINCK, D. (1984). "La transformation du manioc technologies autochtones". Edition A.C.C.T. PUF, Paris.

RÉSUMÉ

L'auteur montre que non seulement la division sexuelle du travail mais aussi les modifications permanentes qui affectent l'ensemble de la dynamique sociale sont à prendre en compte.

Il est important dans ce contexte de saisir les changements techniques au niveau des outils et procédés, au niveau de l'organisation sociale de la production, au niveau de la commercialisation et de la consommation de produits et au niveau de l'organisation de la filière.

Le changement technique a sans doute une incidence directe sur la structure de la division sexuelle du travail, mais l'expérience analysée dans ce travail montre que l'association-innovation technique-appropriation masculine de l'outil, soumission de la femme - n'est pas forcément une loi de la nature, mais plutôt une "loi de la culture".

ABSTRACT

The author shows that it is not enough to consider the sexual division of labour, but also the permanent changes that have an impact upon social dynamics as a whole.

In this context it is important to understand technological change, in terms of tools and processes, of social organization of production, of marketing and consumption, and of the organization of the product cycle.

Technological change undoubtedly has a direct effect upon the structure of the sexual division of labour ; however, experience, as analyzed in this paper, shows that the combination of "technological innovation-male appropriation of tools-female submissiveness" is not necessarily dictated by nature, but rather by "culture".

CHAPITRE 7

SUBVERSION, SOUMISSION, LIBÉRATION : FEMMES ET POUVOIRS

RURAL WOMEN, THEIR CONDITIONS OF WORK AND STRUGGLE TO ORGANISE

Zubeida AHMAD

1. INTRODUCTION

The situation of women and policies to improve their employment and standards of living need to be viewed in the over-all context of deteriorating conditions of rural workers and in particular the conditions of the landless and near-landless rural households. The situation in rural areas in developing countries is being dramatically affected by world crisis, such as growing external national debts and deteriorating North-South trade relations, emerging monetarist state policies leading to the break-down/entailment of social services, the food and agriculture crisis, especially in Africa and the increased concentration of the poor in the informal sector where incomes are uncertain and irregular.

For both sexes, low wages, unemployment and poor living conditions are a familiar part of daily life. At the same time, in most of these societies, women bear the worst consequences of poverty and exploitation, suffering as they do from a triple oppression, based on sex, class and race. As stated in the Indian feminist magazine, "Manushi", "the traditions built into male-dominated society force women to think that virtue lies in self-sacrifice, leading to the slow starvation of the woman when the family is living at a bare subsistence level".

With the deterioration in living standards in rural areas, traditional patterns of family life are becoming increasingly difficult to maintain. Under the strains of extreme poverty, the household itself often begins to disintegrate, with male members of the family being

forced to migrate in search of paid employment, whilst females remain behind and head the households, which consist mainly of old people and children (1). In more and more situations women are forced by economic circumstances to seek wage employment outside the home and/or to undertake home-based income-generating activities, either because the male members of the family have migrated in search of cash employment (without necessarily sending back remittances) or because men have lost their jobs due to the adoption of capital-intensive techniques of farming. In many areas also non-farm artisanal rural crafts have declined because of competition from factory-made products, which has also affected male/female employment.

Chronic distress is a powerful inducement to women even to defy cultural norms against seeking work outside the home, in their efforts to ensure family survival. The general availability of a vast pool of female labour, which has been augmented by women from pauperised artisanal classes, leads to low wages and exploitative working conditions. Low female wages have lead in certain cases to decision by land owners not to mechanise tasks performed by women. In many parts of the world agriculture is reported to becoming increasingly dependent on low paid female labour.

In their world of work, rural women are handicapped in different ways, amongst others by limited access to land and related resources ; by lack of control over their own labour and the fruits of their labour; and lack of mobility due to social and cultural restrictions as well as the responsibility women bear for family survival and subsistence. While it is recognised that many men also face the two first constraints, women's work situation is made worse because of cultural and other constraints to their mobility and choice of work (2).

---

(1) N. Youssef and C. Hetler, *Rural households headed by women : Priority concern for development* (Geneva, ILO, 1984, World Employment Programme Research working paper ; restricted).

(2) More details provided in an article on "Rural Women's Work : Dependence and Alternative for Change" by Zubeida M. Ahmad, *International Labour Review*, Vol. 123, n° 1, jan.-Feb. 1984.

2. FEMALE WORKERS IN THE RURAL SECTOR

2.1. Types and Categories

Although statistics are not readily available for all countries on the percentage of women either among the total agricultural labour force or under each category of worker, there is evidence from case studies that in many countries women constitute an important element of the agricultural workforce and the main providers of food. The contrast between official figures and the situation as it exists can be illustrated by the example of Egypt, where the 1960 census counted women as only 4 percent of the total agricultural labour force whereas a detailed rural record survey indicated that about one-quarter of all non-domestic productive work in farm households was done by women (1). Obviously women's economic contribution is grossly under-estimated in official statistics.

Studies from several other countries equally confirm that rural women participate extensively in agriculture/food production, either in the fields or within the confines of the compound, depending on the degree of their seclusion. Their share in agricultural operations is substantial in respect not only of food crops, but also of those non-food commercial crops that are labour-intensive and do not necessarily involve the use of mechanical implements. In the Syrian Arab Republic, for example, an International Inter-agency mission on rural women's participation in development found women to have major responsabilities especially for planting, sowing, harvesting, threshing, hoeing, ploughing and the grading and sorting of produce, with young girls in particular, doing almost all the work during the peak agricultural seasons. The women's workload was found to have become even greater owing to the prolonged absence of adult men who have migrated in search of employment either to urban areas or abroad (2).

Aside from women's extensive participation in the subsistence sector, they also work for wages in agriculture, being compensated often in kind, but sometimes also in cash. The trend for women to work outside the family farm is rising with the increase in landlessness. As more rural families find themselves without any ownership or use rights

---

(1) ILO, 1969, *Rural Employment Problems in the UAR*, Geneva.

(2) FAO/UNESCO/ILO/WFP/ECWA, Mission Report on Rural Women's Participation in Development, Syrian Arab Republic, 28 Aug.-12 Sept. 1979.

in land, the family's need for cash income increases, and both men and women are forced to contract themselves out as seasonal and casual labour. Women are generally paid 40 to 60 percent of the male wage and given the more labour-intensive tasks like weeding, transplanting and harvesting.

In addition to working as seasonal and casual labourers in agriculture generally, women also work on plantations, either as members of a plantation worker's family or as labourers in their own right. On plantations in India, Malaysia and Sri Lanka, for example, contracts are often signed with the male head of the family, who is frequently required also to provide the labour of his wife and children. A recent study of plantation labour in Malaysia reports that women provide 50 percent or more of the labour force on rubber estates (1). They work mainly as tappers and weeders, with the help of their children. Their wages, which are calculated as part of a "family" wage, fluctuate with the weather (rubber tapping is impossible on rainy days, which are frequent during monsoons). The women's employment which is frequently of a casual nature, is being adversely affected by the declining international demand for rubber and the resulting trend towards the conversion of rubber estates into oil-palm holdings, where labour requirements are much lower.Indeed, it is reported that women plantation workers all over the world are facing serious employment problems as a consequence of falling over-all demand for labour. Technological advances in field operations are increasingly enabling plantations to maintain or even to expand their output with fewer permanent workers. Part of the field work is becoming semi-skilled, requiring training in machine operation, normally provided only to males. On some of the plantations there appears to be a classification of jobs by sex, women being assigned to jobs with lower pay and poorer conditions of work. On the Sao Paulo coffee plantations, for example, the most labour intensive jobs, which are paid at piece rates, are reported to be reserved for women. In Brazil, again, women are being increasingly used only for seasonal or casual work. Women workers on plantations are sometimes employed under

(1) Noeleen Heyzer, "From Rural Subsistence to an Industrial Peripheral Work Force : An examination of Female Malaysian Migrants and Capital Accumulation in Singapore, *Women and Development*, 1982.

"verbal contracts" or as "casual labourers", working on a day-to-day basis with little employment security or access to worker benefits.

In most developing countries women are active, along with some men, in rural home-based industrial production : the biri-making industry in Northern India, which mainly employs secluded Moslem women (biri - also written bidi and beedi - is a cheap substitute for cigarettes), and the lace-making industry of Narsapur in Southern India may serve as illustrations. Work on biri production is often done at home by women who are paid at piece rates under a contract system. The contractor, who provides the raw material and collects the finished products, is frequently a powerfull landowner and/or money lender, while the women are poor, illiterate and tradition-bound. The relationship thus becomes highly exploitative, the effective piece rate paid to women being less than the minimum wage prescribed by the Department of Labour (1).

3. WOMEN WORKERS AND THEIR NEED TO ORGANISE

3.1. The Purpose of Organisation : To Act

Working on a one-to-one basis women, like men, will continue to be exploited. They need to come together to initiate viable economic activities as well as to take advantage of government programmes, especially those set up with the specific objective of assisting the rural poor. The purpose of organisation/formation of groups, however, is over and above the purely economic motive i.e. to generate and increase income earning opportunities. The decision to get organised and to act is a response to feelings of helplessness and lack of control over one's life. Getting together with other women in participatory activities builds self-confidence and gives women a say in their own fate. Such popular participation constitutes a platform against all forms of exploitation and to empower women (and men) so that they gain control over their own destinies. It implies the eventual breakdown of traditional relations of submission, exploitation and oppression, both within the family as well as the community.

---

(1) Zarina Bhatty, *The Economic Role and Status of Women in the Beedi Industry in Allahabad* (Geneva, ILO, 1981, World Employment Programme Research working paper ; restricted).

The term participatory organisation, when used in this sense, implies a collective effort by the women concerned, in an organised self-deliberative framework, free and independent of outside control and manipulation, with the voluntary pooling of efforts and resources to attain objectives the members set for themselves. Not all organisations at the grass-roots level are participatory, even though they may be altruistice "voluntary agencies" (1).

3.2. Obstacles to Participation

Women, especially from the working classes (agricultural labourers, sharecroppers, those from poor peasant and landless households) face tremendous barriers to effective participation in organisations which represent their own interests. These obstacles include ideological, cultural and institutional factors, some of which are general to both men and women. At the same time, women even more than men, face a variety of specific problems in their attempt to organise. Very few women actively participate in public bodies, whether they are of an economic or political nature. Their representation is strongest in social/religious/traditional networks, which seldom influence policies and programmes at the national or even local level.

Clearly the fact that women often occupy a dependency status vis-a-vis men and the community generally, makes it more difficult for them to organise to defend their interests. Moreover, the discrimination they face in their world of work (lower wages, job insecurity, dependence on home-based production at pieces rates dictated by private contractors, a heavy workload, resulting from their dual role at home and on the work sites, in the productive and reproductive process) creates serious barriers to their getting together to organise. In most situations, they have little time to attend meetings. These difficulties were faced even by Chinese women in the immediate post-revolution period, when they benefited from the full backing of the party in power as well as support from a strong and active national women's organisation (2).

---

(1) Internal ILO Paper on *Guidelines for Supporting Participatory Developments Among the Rural Poor.*

(2) Elisabeth Croll, *Women in Rural Development, the People's Republic of China* (Geneva, ILO, 1979, World Development Programme Research working paper ; restriced).

It is obviously more difficult when such support at the highest level is lacking.

Aside even from the heavy workload which precludes women from participating, in many cultures seclusion is practiced and women have little freedom of choice in participating in organisational activities of a public nature. Often they do not control their own movements, even their decision as to where to work being controlled by other household members - father, husband, mother-in-law. Moreover, in most traditional cultures, women seldom dare to speak in meetings when men are present, so that their views are frequently not taken into account in arriving at decisions. This is re-enforced by women's perception of themselves, conditioned by their cultural and social environment, as being inferior to that of men. All of this means that women are heavily exploited : whilst being badly in need of group solidarity, they face serious obstacles to organisation.

4. FORMS OF PARTICIPATORY ORGANISATIONS

Inspite of obstacles, authentic participatory organisations as defined have emerged amongst women which can be identified to include indigenous traditional networks, formal organisations of poor rural women, trade-union type organisations, and women's active participation in peasant organisations and movements.

4.1. Traditional Women's Networks

Before attempting to analyse the emergence and development of more formal rural women's organisations, it is important to recognise that women's solidarity and mutual aid networks, often with somewhat limited/ specific aims and objects, do exist in most traditional rural societies. In Africa and Asia there are numerous examples of traditional saving societies or "chit funds" which enable women to accumulate small amounts of money for initiating income-generating activities, meeting social needs or merely purchasing consumer goods, otherwise out of the reach of the poor. In Africa, such mutual aid networks are more in evidence amongst women engaged in marketing and petty trade. Similarly, there are "burying societies", where the women get together to help each other when death or some calamity hits the family. Africa in particular has many such traditional groups or networks and some of the governments

are using these as a basis for extending development assistance to women. In Zimbabwe, for example, the idea of rural women organising themselves into groups is not new, since especially the poor are traditionally socialised to share responsibilities e.g. forming teams to work in each others fields or to get together and provide labour on social occasions, like weddings, funerals, etc.

In Asia, it is reported that there exist loose associations or informal support groups of women who continually work together in transplanting rice or harvesting crops. Maria Mies, in a still unpublished study on rural women in Andra Pradesh, India, undertaken for the ILO, describes the collective nature of certain types of women's work in farming, especially transplanting and harvesting (1). The women are reported to form themselves into groups of 10-30 women made up of small teams of neighbours, relatives and friends,developing in the process a spirit of solidarity and mutual help which transcends the confines of the more limited family circle. This collective spirit among the women has been strengthened by the fact that the landlords are traditionally required to bargain wages and conditions of work with the women's groups collectively. They cannot recruit these women individually, but are forced by custom to negotiate with the spokeswoman who, in turn is controlled by the wishes of the other women labourers. Moreover, the necessity to recruit large numbers of women during certain periods of the year, constitutes the basis for the development of women's collective spirit and organisational skill. The agricultural work process itself, e.g., rice transplanting and weeding, its regular rhythm of body movement, strengthens their feelings of togetherness. The songs sung by the women as they work together relate to their problems, including man-woman relations and feudal oppression. The songs generate a feeling of collectivity, in opposition to atomisation, giving the women a sense of human and personal identity and dignity. The women who know long historical ballads of peoples' struggles and tribulations and sing well, are famous in the area.

The question is whether these and other similar indigenous traditional networking could constitute the basis of more formal womens' or-

---

(1) M. Mies, *Indian Women in Subsistence and Agricultural Labour* (Geneva ILO 1984, World Employment Programme research working paper ; restricted).

ganisations. The answer is obviously different for different situations. In the case of Sri Lanka and Zimbabwe, quoted below, these existing traditional networks/mechanisms could be taken advantage of, to build more formal structures, but this may not always be possible, especially when the traditional networks are either class dominated, being strictly hierarchical in nature or controlled by older women/persons in the community and thus even resented by the young or working members, who have their own problems to resolve, often in confrontation with the old.

4.2. National Womens' Organisations

Most countries have national womens federations which include amongst their members, women coming from all different sectors of society. The form of such organisations ; the extent to which the poorest amongst the rural women participate in the management and control of the activities of such bodies ; the priority given by such institutions to issues of particular importance to poor working women in rural areas; all this, varies considerably from situation to situation. In highly hierarchical societies, such bodies are initiated and controlled for the most part in urban centres by better-off women and wives of highly placed government officials. By and large, therefore, national women's associations are seen to suffer from a middle class bias, considering women primarily in their role as home makers, whilst ignoring their active participation in production and their crucial need to earn an income for family survival. Frequently national womens' organisations breed within the movement itself the germs of class antagonisms amongst the members. As recent studies have shown, even wives of workers in the organised sector, tend to exploit poorer women as domestic workers.

It should be recognised, however, that there are exceptions to the above generalisations, especially under more egalitarian conditions, where class distinctions are less rigid. In this respect the situation in Africa appears to be different from that in Asia, and even in Latin America. One exception which immediately comes to mind is the Tanzanian Women's Organisation UWT (Jumuiya ya Wanawake wa Tanzania), which works closely with poor women in rural areas, encouraging them to engage in income-earning activities on a collective or cooperative basis. Similarly, the OMM in Mozambique is committed to changing the traditional roles of women, encouraging them to assume more important roles in village collectives, whilst securing for them the same rights and respon-

sibilities as men. In China, the National Women's Organisation, whilst succeeding in presenting a united front for women belonging to all classes and constituting a formidable pressure group at all policy-making levels, recognises that the interests of certain less vocal categories of women i.e. rural women, are sometimes liable to be neglected by a centrally managed national institution.

The principal which needs to be firmly established is that the institution at the village level should reflect the felt needs of the majority of the members and that it is they, the rank and file members, who determine the priorities set by the organisation.

4.3. Organisations of Poor Rural Women

Beginning from such informal networks, more formal women's organisations have emerged which concern themselves both with immediate economic issues, such as higher wages and better conditions of work, as well as acting as pressure groups to protect the over-all interests of the members. One such organisation, although functioning on a very small scale, is the Women's Transplanting Organisation, Makulamada, in the Matale District of Sri Lanka. It was started in Sri Lanka in 1950 by 15 women who formed a voluntary group to jointly engage in transplanting for the purpose of obtaining additional income. Although the organisation has no written constitution, it has a tradition of joint action, developed over a number of years. The women as a group enter into contracts with landowners who are required to provide minimum facilities, including transport, medical services and some advance payment when the women enter into a contract of work. The members, in turn, work as a disciplined team and thereby achieve a higher level of productivity. In Africa, in Zimbabwe for example, there are traditional savings clubs, estimated to be 4000 in number, with a membership of 100,000, which operate in rural areas, pooling and loaning money on a weekly or monthly basis. The Government is now encouraging the members of these clubs, through extension workers, to take on income-generating activities. Activities, thus started, include vegetable gardening, poultry raising, making of pottery and basket weaving.

In Bangladesh, the experience of two grass-roots organisations, Nijera Kori (Do it Yourself) and BRAC (Bangladesh Rural Advancement Committee) is promising from the point of view of helping poor women obtain improved levels of living. The two non-governmental organisations

have concentrated exclusively on poor women, whilst emphasising self-help and collective investment activities. In fact, Nijera Kori only allows the accumulation of group profits (in contrast to individual profits) from members' activities, which in turn strengthens group rather than individual action. By emphasising self-help, particularly in the form of active labour inputs by the members themselves, a self-selection mechanism comes into operation, to automatically eliminate participation by the richer households who refuse to be involved in the organisation for reasons of prestige (1).

Organisation of home-based workers in rural areas needs special consideration, in view of their atomisation and higher levels of exploitation (earnings per hour or per day are much lower in the case of women who work at home and sell their produce to private contractors). The very fact that these women lack contact and mutual support amongst themselves makes organisation more urgent. There is a clear need to organise production and marketing so as to release the women from the uncertainties and exploitative practices of middle men traders. In spite of the difficulties encountered, organisation among home-based workers is developing. For example, a branch of the Working Women's Union (WWU) in the West Godavari District in India has succeeded in forming 700 groups of over 7000 lace makers with 10 members in each group. Through these groups lacemakers have been able to obtain credit from the State Bank of India. To the astonishment of the Bank the recovery rate has been close to 100 per cent. The entry point used by this organisation is credit, the strategy being to increase workers' access to credit and production inputs, with a view to strengthening their negotiating skills and collective power. Group meetings are utilised as a vehicle of communication between the organisation and members, to resolve areas of conflict in the locality, and to generate awareness/consciousness on a variety of issues. The smallest organisational unit of the Working Women's Union is the loan group, consisting of 10/20 members. Each loan group is required to elect a group leader, according to the pre-requisites of the members. The group leader is responsible to the group for communicating organisational matters, organising group meetings, pro-

(1) Saleha Begum, Study of the Institute of Development Studies, "Women, Employment and Agriculture".

cessing loans of members. The group members also depend on their leaders for a wide variety of services, such as health care, night schools, technological inputs, besides credit facilities at low cost. In the WWU, group leaders are supervised by area leaders who have risen in the hierarchy, from being group leaders (1).

Whilst it is not easy for the self-employed, men or women, to form trade unions, at least one illustration of a registered union of self-employed women can be provided. This is the SEWA in Ahmedabad, India, which set itself the task to organise the poor, self-employed women who constitute 94 per cent of all working women in the area, with a view to getting them a fair deal for their work and contribution to the economy. SEWA has been organising urban and rural self-employed women to help them become visible, to get better incomes and to have control over their own incomes. The work SEWA has been doing amongst poor women has led to a confrontation with big business, traders and middlemen. This confrontation and the difficulties put in the way of the women in obtaining required credit and marketing services, has led to SEWA's entry into higher level development activities, including the setting up of a cooperative bank, providing trading information, technical inputs, legal aid, maternity benefits, health, social security, skill training, marketing services, etc. They are now in the process of identifying income-generating activities and othet supportative measures for income enhancement for their rural members.SEWA has been demanding also a change in the definition of "worker", to include the self-employed.

SEWA reports that all the activities in which it is presently engaged have emerged in response to the felt needs of its members. There is a very high level of participation of the members in policy decisions. Since the members are self-employed persons, there is no employer-employee relationship. By organising these women, SEWA provides a forum for them to develop a lobby and demand a fair deal from policy makers(2).

---

(1) Nandini Azad and Research Team, "The Working Women's Forum : Dindigul Dairy Women's Project and Adiramapattinam Fisher-Women's Project". Documentation ILO Project on Successful Grass-Roots Initiatives.

(2) Proposal submitted by SEWA to the ILO on "Issues of Poor, Self-Employed Women - An Action Research Proposal".

Similar examples of spontaneously started organisations of poor rural women no doubt exist in other countries and regions. However their experiences have not been written up, possibly because the organisations concerned are spontaneous, operate on a small scale and have not as yet been documented by outside researchers.

4.4. Womens' Participation in Peasant Movements

The role played by women in actively initiating and participating in peoples' struggles for control over their own destinies has been very much under-reported. Unpublished information available with the ILO indicates that the consciousness of oppression and the desire to join together to fight oppression (whether it consists of high costs of living, low level of wages, the struggle against forest denudation) is often even stronger amongst women than men, because of their basic concern with family survival. Printed material is lacking, however, and more attention needs to be given to such research. The ILO is now in the process of reconstructing the role of women in an almost continuous history of struggle waged by dispossessed tribal and non-tribal peasants and workers in the Chota Nagpur region of the State of Bihar in India ; the material already gathered clearly establishes the active participation of women in the movement, women being proved to be responsible for the success of several campaigns. Belonging to the same class of poor peasants and landless labourers, they were being heavily exploited by landlords, merchants and usurers. Class consciousness was equally developed among men and women, who struggled together. Women's participation was not only in a passive form i.e. aiding the men, but active participation in armed struggle against landlords and the colonial powers (1).

4.5. The Trade Unions and Rural Women

Trade unions with the experiences gained in striving to improve wages and conditions of work in the organised sector, can play an important role in the development of rural workers' organisation, involving both women and men workers. If the trade union movement is really to

---

(1) Unpublished research on "Women and Class Struggle : A Study of Tribal Movements and Women's Participation in Bihar" by Manoshi Mitra.

become a mass movement in developing countries, representing working people in all ways of life, it will need to cater to women as well as male workers in rural areas. Trade unions in developing countries are becoming increasingly conscious of this need to work in rural areas amongst both men and women.

Inspite of this increased consciousness, however, trade unionism in most developing countries at the present time has hardly gone beyond the plantation sector, with its semi-industrial setting. From studies undertaken by the ILO on plantations in Malaysia and Sri Lanka, it is evident that even when women constitute a majority of trade union membership, they seldom participate in decision-making. For example, in Malaysia 40 per cent of the workers in the plantation sector are women, but only one per cent are active in trade union activities (1).

Clearly, there is need for women to increase their participation in trade union activities in sectors, like the plantation sector, where trade unions exist and where women constitute a substantial percentage of the labour force. Whilst trade union federations are in fact sincerely committed to increasing women's participation at all levels, the progress is slow, both because traditional male attitudes towards women change only gradually and because there is lack of awareness even amongst women themselves of their need to participate more fully in trade union activities with a view to improving conditions of work and life.

Women's involvement in trade unions appears to be greater at the grass-roots level in comparaison to higher levels, presumably because of lower levels of education as well as cultural constraints to women's mobility. The women representatives at the Malaysia and Sri Lanka Workshops, organized jointly by the ILO and IFPAAW (International Federation of Plantation and Agricultural Workers), made a strong plea for workers' education programmes for women trade unionists. They said there was need to form women's groups and committees to facilitate discussion and identification of issues important to women in the plantation sector. The Workshop in Sri Lanka recommended the organisation of group meeting to increase awareness amongst women (and men) of issues of concern to

---

(1) Report of the ILO/APDC/DANIDA Workshop on "Strategies for Improving Employment Conditions of Rural Women", Kuala Lumpur, Malaysia, 14-18 November 1983.

women, the sharing of information and experiences as well as generating pressure for national trade union federations to take up women's issues at the planning and programming level. Starting from a low level of awateness or resignation about their own situation, the women representatives who participated in these Trade Union Worshops articulated a number of problem areas for action, including unequal remuneration, allocation of hazardous tasks, unpaid holidays, management established shops deducting credit first from women's wages (rather than men's), poor educational facilities, the need for crèches, maternity care, but above all, the women's long hours of work and their desperate need for men to share some of the household tasks. Such meetings provided the means for establishing a dialogue between women plantation workers, high-level trade union officials and government representatives. It also resulted in starting action at different levels. For example, in Sri Lanka an action committee with representatives of all major unions was set up to follow-up action with high level union officials . In Malaysia, the Trade Union Confederation is pressurizing the Ministry of Labour to set up a special cell in the Ministry for implementation and enforcement of legislation particularly relevant to women workers in the rural and urban sectors.

5. THE ROLE OF OUTSIDERS IN WOMEN'S STRUGGLE TO ORGANISE

In highly exploitative situations, and also where the people lack education and access to political, economic, and bureaucratic processes, concerned outsiders have an important role to play in the emergence of women's (and men's) grass-roots organisations. An external 'catalyst' can be defined as someone who has a genuine concern for the situation of rural women, a commitment to their struggle, and a faith in people's capacity to develop themselves, and who possesses relevant skills to motivate and stimulate people (women) to organise themselves. However, such 'outsiders' need always to be aware of the danger of reinforcing or creating any type of dependency, and should seek to destroy and prevent the emergence of a one-sided dependency relationship between the outsiders and the poor rural women who are struggling to improve their situation.

5.1. Participative Action Research (PAR)

There are several examples of women's organisations or, more informally, solidarity networks, which have started as a direct follow-up to participatory action research (PAR). Broadly speaking, PAR has been defined as a joint inquiry of outside researchers and the people, in which the distinction between the researcher and the researched is eliminated and the inquiry becomes an integral part of the people's (women's) own perception of their situation (1). PAR is not, in fact, research in the usual sense of the term. It is a process which includes adult education, diagnosis of situations, and critical analysis and practice as sources of knowledge and for understanding new problems, necessities and dimensions of reality. PAR presents all these aspects together as three momentums which are not necessarily consecutive. The approach is essentially oriented to the group as a whole, rather than to individuals : the input is from the communities, with the end product emerging from an exchange of views between the members of the group.

It is in direct contrast to research as understood in the academic world, i.e. collection of data on the basis of questionnaires without any systematic attempt to feed back the findings to the people themselves for them to pronounce as to their legitimacy. An important element in PAR is people's recovery of their own history and evolution. This is particularly relevant for women, who frequently perceive themselves as less important in the productive process.

This means that publication in the local language of the material thus gathered is of crucial importance to ensure community support and to instrumentalise their action and further their interests. It is part of the research procedure as feedback experience and impact. Under PAR, results should not be made public without clearance from the members of the group. The style of publications should be adapted to the level of literacy of the target groups, and by using simple terms known to the people.

One example of participatory action research is the ILO-sponsored study of the lacemakers of Narsapur, India, during the course of which the women themselves became conscious of the need "to have an organisation in order to be able to overcome their isolation and disunity".

---

(1) Md. A. Rahman, *Grass-roots participation and self-reliance experiences in South Asia and the Pacific, unpublished manuscript.*

In effect, the researchers acted as a liaison between concerned members of the bureaucracy and the women struggling to organise. Another such example of participatory research acting as an initiator for organisation for action is that of women workers in the flower growing estates in Colombia. Here, the researcher, a young Colombian university graduate, whilst studying the condition of the women workers, became herself conscious of their need for organisation to withstand exploitation. The women who had previously passively accepted their hard conditions of work, now began to analyse their situation for the first time. They wished to come together to make a joint attempt at obtaining improved terms and conditions from the landowners. Subsequently, a team of concerned individuals (a lawyer, a social scientist, a physicist) has been formed to work with the women flower workers' committee in order to negotiate improvements, such as protection in the use of insecticides (1).

Other instances include the one in the Philippines, where as a follow-up to the survey and workshop organised amongst women working on sugar plantations (financed by the ILO and implemented by the Bureau of Rural Workers of the Philippines' Ministry of Labour), the women's consciousness of the need to organise, has surfaced.

5.2. Role of Animateurs/Animatrices in PAR

The emergence of a grass-roots organisation as a consequence of interaction with outsiders is of course not limited to participatory action research. Instances exist of *animateurs/animatrices* or catalysts who have deliberately set out to work and live with poor rural women, in an attempt to further participation in the development process of previously excluded groups. Such initiatives represent mostly non-government involvement in the development process. A good animateur is one who perceives himself/herself as ultimately becoming redundant and pursues a deliberate course to ensure that such a situation of redundancy is achieved as early as possible.

One such instance is that of an "animatrice" who started early in 1975 to work with fisherwomen in the village of Bontempo in North East

---

(1) D. Medrano, *Efectos de los procesos de cambio social sobre la condicion de la mujer rural*, paper prepared for the ILO Tripartite Latin American Regional Seminar on Rural Development and Women, op. cit.

Brazil. In this case, the process of conscientisation started very gradually with the animatrice spending the first months living and working with the fisherwomen, whilst being observed by them. She was then invited to fish with the women and in the evenings sat and chatted with them. The *animatrice* herself characterises her approach as having two main phases : "discovery", when she and the group established links between each other ; and "wake up" when the members of the group began to understand the basis of their miserable existence and determined to do something about it. The instruments used by the animatrice were group meetings and dialogue. Over a period of six years (1975 to 1981) the original group has increased in number and two other groups have been formed, responsible for diffusing knowledge among the local fisherwomen and encouraging new members. Whilst it is difficult to qualitatively analyse the results of this type of pedagogic work with the women, which is a slow process, it is clear that the fisherwomen now participate more actively in decision-making (two women's representatives have been elected to the Board or Committee responsible for managing the government controlled colony) and women now have greater access to the colony's resources. The women's are part of a wider movement of people engaged in fishing in North East Brazil, who have succeeded in introducing federal legislation to control the pollution that poisons the rivers where they fish (1)

A second illustration is from the Philippines and concerns the work of a community organiser (Anna, a graduate student from Metro Manila) who conducted a training/exposure/programme in a resettlement community/village at a distance of around two hours' drive from the heart of Manila city. She, with the other 'trainees', worked closely with the Parish priest and used Church programmes as entry points for their integration into the community. The trainess viewed their task as not to organise the women but to help them and the community to organise themselves and to discover for themselves how they would like to respond to their problems. The most significant turn in the women's organising efforts came with their decision to study deeply the social conditions in their community and their relation to national economic and

(1) B. Guljart, "Counter development : A position paper" in *Community Development Journal* (Oxford), Vol. 16, n° 2, 1981, quoted in Oakley and Marsden, op. cit.

political concerns. As part of this programme of action, the group organised a project to develop skills in the use of acupuncture, acupressure, fireglass and moxibustian, as people's medicine. After 20 months of community work, there are now 13 full-time health workers for 34 blocks of the community, with the continuing process of conscientisation, mobilisation and organisation working out a dialectical relationship. After six months' training, all the 'trainees' left the area except Anna who came to be viewed by the community as a "reliable partner and friend" and who is now provided with free board and lodging by the community itself (1).

5.3. Role of Local Level Dialogues or Workshops

Yet another technique which has been instrumental in raising women's consciousness of their own situation and their realisation of the need to jointly resolve their problems, is through local level dialogues or workshops. Such 'interactions' at the village level can be initiated by governments, by NGOs, by international organisations, like the ILO or jointly by all three. A good example of such an approach is demonstrated in West Bengal, Bankura District, where as a direct consequence of a three-day Camp/Workshop organised by the government (Land Reform Commissioner) in 1980, as part of the programme for land distribution, the tribal women decided to organise themselves into a Women's Development Samiti (organisation). The Centre for Women's Development Studies (CWDS), with some ILO funding, was coopted to assist the Samiti. Careful planning based on local needs and conditions and carried out in close consultation with the women themselves has had powerful demonstration and catalytic effect, resulting in rapid expansion of the benefits to many more women and their families. From a fledgling women workers' society of 34 members, within 18 months the movement now covers more than 600 members from 20 villages. The demonstration effect has been reinforced by the fact that, once organised, the women from very deprived areas have been able to get access to significant resources from government agencies and have been able to benefit from programmes which

(1) *The struggle towards self-reliance of organised, resettled women in the Philippines* (Geneva, ILO, 1982 ; mimeographed World Employment Programme research working paper ; restricted).

had not previously reached them, including land, finance, seedlings, technologies, health care and nutrition.

The initial success of this organisation helped to create a demand from women in other villages for assistance in organising themselves and developing employment opportunities. Although women in this area have traditionally worked in teams, both in agricultural work as well as in the collection of minor forest products, it was found that the concept of team work differed substantially from the concept of collective organisation. Gradually, however, the women are coming up with collective proposals, i.e. small livestock and poultry projects, and are beginning to gain access to government funds previously under-utilised. Government support at the top has not prevented growing opposition from the established local power structure, the dilemma before the CWDS is to prepare field workers as well as the women themselves to successfully confront and deal with such deep-rooted opposition (1). Similar dialogues between poor rural women and those responsible for assisting them have been arranged through the good office of the ILO in Bangladesh, Nepal and Pakistan.

5.4. Government-Sponsored Women's Programmes for Group Action

Aside from concerned individual social scientists working at the grass-roots level, certain governments like that of Nepal, are actively encouraging, under the Small Farmers' Development Programme, the formation of poor women's (and men's) groups for collective action. The main aim of the small farmers development project is to increase the standard of living and economic status of small farmers, the landless and tenants by forming them into groups for improving their access to resources and services and undertaking common economic activites. It is also to strengthen the receiving and utilising mechanisms of the group so as to harmonise it with service delivery mechanisms.

Groups of women are thus gradually being involved in income-generating activities, which include livestock raising, paddy processing the production and sale of cottage industry products and handicrafts,

(1) Draft Report on Proceedings of Consultation of National Consultants under the Project, Employment Opportunities for Rural Women through Organisation, Kathmandu, Nepal, 27-30 June 1983. Draft.

management of cooperative stores, health and nutrition education, etc. Over 2000 women's groups have now been organised, with a membership of 2300. Group organisers (GO) have been stationed in each district to play catalytic and monitoring role in the formation of "homogeneous, multifunction groups around a common-nucleus income-raising activity based on group work plans and group action, supported by an integrated programme of supervised credit, extension and technical backstopping" (1).

Government- sponsored programmes, like the one in Nepal raises the fundamental issue of independence of rural workers' organisations. In Nepal, for example, the aim was for the withdrawal of the Group-Organiser after two to three years, but in fact this has been only marginally achieved. The question to be considered is how this withdrawal can be accelerated, and whether the process of the people gaining self-reliance is slower in the case of government initiated programmes. There is also the further difficulty of training government employees to be self effacing i.e. withdrawing instead of actively themselves assuming control of operations at the grass-roots level.

6. SPECIFIC ISSUES AND PROBLEMS ENCOUNTERED BY WOMEN'S ORGANISATIONS

The issues we are discussing in this paper i.e. womens' organized efforts to come to grip with their problems of social oppression and economic exploitation, are new and very little has in fact been written on the subject. We are, therefore, treading new and unexplored territory. The available material on the subject is limited, as is the conceptualisation and analysis of the situations which emerge. Consequently there are no pre-designed formulas and/or criteria on the basis of which success and failure can be evaluated. From the pioneering work which has been done on the overall issue of organisation and participation, some relevant guidelines can be obtained on possible problems which emerge. Ups and down, cadres' defections, repression, conflicts, ebbs and flows should be expected and taken into consideration as integral part of participatory work, recognising its long-range and sensitive character.

---

(1) Dharam Ghai and Anisur Rahman, "The Small Farmers' Groups in Nepal" *A Pilot Programme Development : Seeds of Change*, 1981 : 1.

6.1. Separate Women's Organisations

This is an issue which is immediately raised and which is of crucial concern to those who work with poor rural women as well as to the women themselves. It should be recognised that part of the struggle in which women are engaged is in opposition to the male members of their family, e.g. when women are being beaten up by men ; when men use up women's hard-earned wages on drink ; etc. In such circumstances, it needs to be considered whether separate organisations for women may not be the only answer, at least in the initial stage of organisation, before men's traditional attitudes to women undergo a change. This issue was forceably argued by poor rural women who attended the national level "dialogue workshop" held in Khatmandu, Nepal. The women defended the continuing need for separate women's organisations on the grounds that the men drink and mishandle women in mixed village gatherings ; villagers gossip and ruin marriage chances of unmarried girls who participate in mixed groups ; and that women cannot speak openly if men are present. Thus, whilst recognising the value of unity in the struggle which involves both men and women, where women face special social, economic and cultural difficulties to effectively participate in mixed organisations, it may be necessary to think in terms of separate women's organisations, at least in the initial stages and at the village level.

According to many activists working at the grass-roots level with poor women's groups, the strength of the class struggle is doubled when women have their own autonomous organisations, which it is believed provides women with a power base from which they can then more effectively fight class exploitation, whilst at the same time struggling against sexual oppression (1).

This need for separate women's organisations is contested by the workers' movement as a whole, where it is felt that women's special interests need to be addressed within the framework of joint organisation, in order not to divide the workers' solidarity. It is similarly rejected by political parties and some national women's organisations allied to political parties. Thus, Glenda Monteracy, head of the Nicaragua Women's Organisation says it makes no sense to separate the women's struggle

---

(1) M. Mies, *The Lace Makers of Narsapur*, a study prepared for the ILO (London ; Zed Press, 1982).

from that of overcoming poverty and exploitation generally. She insists that it is necessary "... to promote women's interests within the context of that wider struggle". Women in Nicaragua are reported to make up some 40 per cent of the militia forces and 50 per cent of the neighbourhood defence committees (1). Similarly, Domitile Barrios de Chungara, a leading militant activist from Bolivia, whilst fiercely defending women's rights, rejects demands for autonomous women's organisations as typifying the values of wealthy middle-class women(2).

The arguments for and against an autonomous women's organisation are obviously complex. The chief criticism against an autonomous women's movement is that it diverts attention from the class struggle, allowing women's issues to become compartmentalised, cut off from a broader understanding of the social, economic and political conditions in a given country. On the other hand, experience has shown that at least some level of independent organisation is vital for the true achievement of women's demands. The class struggle must therefore be accompanied by a continuous fight against feudalistic and traditional attitudes towards women.

6.2. Cadre Training

A crucial element in the growth and development of women's grassroot organisations is the training component. The issue of the form and content of training needs to be tackled at a fairly early stage in organisation if the movement is to continue to remain dynamic and spread both as concerns area of operation as well as scope of activities covered.

Clearly training of the participatory kind is quite distinct from normal training in formal institutions with their "pre-designed manuals, teachers with vertical and non-dialogical methods and pre-fabricated formulae". Training of the participatory kind needs to be based on the cadres' own experimental knowledge of local cultural traits and techniques. This may be done in encounter type seminars/workshops, combining theory and practice. Rural young people, including those who have migrated in search of urban employment but who have rural roots, are

---

(1) Guardian Third World Review, Oct. 15, 1982, by Maxime Molyneux.
(2) Domitila Barrios de Chungara, "Women and Organisation, Third World-Second Sex.

among those qualified to be cadres in their own milieux. Change agents can be recruited from different stratas of society. In many situations educated young men from the rural milieux seem to obtain the greatest success working with rural women, even the elderly ones, who feel very relaxed and at ease with these young men whom they consider like their sons. In other circumstances, older women who have already worked for many years as mid-wives fulfill an important leadership function.

One such programme of adult education in El Regadio, Nicaragua is described in Orlando Fals-Borda's forthcoming study on Knowledge and Peoples' Power. It consists of an understanding of how people and their leaders can teach themselves without the negative intervention of teachers mal-trained in the past. The process is reported to be "essentially one of social change with the aim of giving power to the people and fostering social instruments of production and action like cooperative and mass organisations" (1).

A distinction needs to be made between the type of training needed to be given to members of grass-root organisations and that provided to outside cadres who form part of a larger organisational effort. In both cases, it is important that the training process combine practical experience with a commitment to the poor and their causes. This has been very effectively achieved in the highly successful Grameen Bank Project, which consists of 46 percent female members. The orientation, approach and human qualities of the Bank workers are reported to be a key factor in explaining the success of the project. The project has been able to inculcate these qualities among its staff through a training programme based largely on "learning by doing" (2). Such a programme of training requires from outside catalyst agents a strong sense of identification with base groups, while being incompatible with autocratic tendencies.

The process of working with poor women frequently starts with a socio-economic survey (PAR) made in simple, modest terms and with uncomplicated techniques, especially as regards the poverty syndrome, with very flexible use of standard academic research practices. It is impor-

---

(1) Forthcoming ILO publication by Orlando Fals-Borda, "Knowledge and People's Power : Lessons with peasants from Nicaragua, Mexico and Colombia", Geneva, 1984.

(2) "An Evaluation of the Impact of the Grameen Bank Project", by Dharam Ghai, on behalf on the International Fund for Agricultural Development Marc 1984.

tant to do collective and dialogical research to validate the knowledge obtained and to plan and lead group activities ; to make a critical recovery of local and regional history from the standpoint of the common people's struggles, with the assistance of their own sages and data depositories ; and, to value and utilise popular cultural elements, norms and traits (beliefs, customs, herbology, music, story-talking, etc.) for the promotion of education and action.

For the rank and file members of the organisation, aside from leadership training and an increase in awareness of their socio-economic environment, they need to come to grips with, and acquire knwoledge of the day to day management of group affairs. Such a training programme could be considered in the light of an update of the available management skills which the women already unknowingly possess and utilise in the everyday management of their affairs. This is being attempted in a somewhat original manner in West Bengal, in the ILO/Netherlands Project, Employment Opportunities for Rural Women through Organisation (1). With the help of a management consultant, the existing managerial skills possessed, but unrecognised by the rural women themselves are being nurtured and built upon.

Whilst illiteracy is by no means a bar to poor rural women taking control of their own lives and work through their organisations, it is essential that a conscious effort be made to eradicate illiteracy, in order to further the process of developping a more effective participation in the struggle for independence and self management.

6.3. Fostering Self-Reliance

Whilst conscious of the significant role played by concerned outside supporters/catalyst in encouraging rural women to undertake group action, the crucial importance of self-reliance needs to be again and again underlined. Several references have been made earlier in the paper to the need for fostering self-reliance. It has been said by those who have considerable experience in working with the rural poor that "success in the field may be measured in relation to the outside cadres

(1) ILO/Netherlands Multi-bilateral project on "Employment Opportunities for Rural Women through Organisation, Evaluation Report, May 1984.

ability to become redundant in their work, because the base groups have been enabled to continue on their own, with the new intellectual and material resources at their disposal".

The importance of such self-reliance is obvious. The struggle in the rural areas with the prevailing power structure is often hard and leads to confrontation at various points in time, and with different categories of opponents. The people (in this case women) have to learn to depend on themselves and on the leadership they have been able to develop. Outsiders, unless they decide to settle down in the area, cannot be expected to be around always. Moreover, during the course of the struggle to gain control of their own labour and other resources (land, credit), the women face frequent occasions of confrontation, including sometimes with the police. They must be convinced of exactly what they are doing and why they are doing it. In such life and death struggles, rhetorics, by well-meaning outsiders becomes meaningless.

The concept of self-reliance has been described as the increasing control of toilers over their own lives and their movement, needing the conscious participation of the toilers and their representatives in all decision-making. It is recognised that leaders with non-toiler background can create problems with alien goals and conflicting methods of functioning. In other words, grass-roots self-reliance requires the emergence of a strata of "organic intellectuals" from among the toilers themselves, meaning that representatives must not rest content with receiving a mandate, but must involve as many of the masses as possible at every of the decision making process. It constitutes a form of direct democracy (1).

In actual circumstances in rural areas in developing countries, direct democracy is not easy to achieve. But it should be maintained as a goal for all organisations. It is also important to recognize the role of training in achieving self-reliance. Although external catalysists can certainly play an important role in providing such training, it is essential that the organisation itself controls what training is relevant and necessary.

---

(1) "Grass-roots Participation and Self-Reliance : Experiences in South Asia and the Pacific", Edited by Md. Anisur Rahman.

6.4. Establishment of Vertical Linkages

It is important for a variety of reasons, for women's grass-root organisations to forge links with established higher level workers structures. Especially when the initiatives at the grass-root level challenge the existing power base, particular vulnerability is experienced which may be possible to avert by linking up with other groups at whatever level it is deemed necessary. The need for such a link-up is also pertinent when larger issues are involved.

While recognizing the value of affiliating with higher level structures, there should be a recognition of the danger that such collaboration can imply in regard to the loss of autonomy of the grass-root organisation.

7. AN ALTERNATIVE ACTION STRATEGY

A problem which concerns both men and women equally, is that conventional development approaches have generally speaking failed to reach the assetless poor in the rural sector. One such instance can be quoted here in the form of an illustration. This concerns the setting up of LAMPS (Large Size Multi-Purpose Co-operative Societies) by the Government of West Bengal, as a means for promoting economic development in tribal areas, for regulating trade in forest products and protecting poor tribal people from trader/middlemen exploitation. These laudable aims have not materialised in practice because a small elite section within the tribal community, possessing some assets and political power, have gained control of the organisation. An organised network of vested interests amongst the better off tribal people themselves has emerged to monopolise trading in minor forest produce, through the use of government subsidies (1).

Other similar experiences from different parts of the world can be quoted. Consequently more and more the development concept itself is beginning to be questioned and challenged by third world thinkers, and especially those who are directly involved in action at the grass-roots level. They see the need to de-mystify or totally break away from the

(1) Taken from an unpublished paper prepared by the Centre for Women's Development Studies, New Delhi.

current "development" concept which implies that "development" or growth as it has taken place in the rich developed countries is the final point of reference. In reality after over twenty years of experience, it has to be admitted that conventional development strategy has failed to improve the situation of the poor. It is time therefore that serious thought is given to an alternative programme of action, which is concerned less with economic growth indicators and more with the issue of the transfer of power to the powerless. This change in optic can revolutionise the entire programme of planning by third world governments. The failure of past development strategies is directly linked to the absence of this missing ingredient - "participation" (1) which implies in essence transfer of power. Whilst it is not intended here to enter into the polemics of what exactly is meant by "participation", it is argued that participation in the true sense can only be attained by the poor through their own authentic organisations. "Organisation means *strength* and strength is a prerequisite ot taking action ... (action which) generates countervailing power to confront the already well-established power configuration within any particular context... This process is linked more tangibly to the creation of *assets* ; ... building up of a minimal economic base for previously excluded groups ..." (2). Broadly speaking, therefore, the purpose of organisation of rural workers is to provide a continuing mechanism for the pursuit of the interests of its members as collectively perceived by them and over which they exercise effective control.

Experience reveals serious structural difficulties in most countries in promoting participation of poor (women) in development. In particular, since the poor, and especially women, need access to economic assets for their meaningful development, their organised voice has often pressed for redistribution of assets, particularly land. Resistence from vested interests to organised people's initiatives is, therefore, to be expected (3).

---

(1) P. Oakley and D. Marsden, *Approaches to participation in rural development*, preliminary paper for Inter-agency Panel on People's Participation, March 1983, forthcoming.
(2) Oakley and Marsden, *op. cit.*
(3) Anisur Rahman, Internal ILO paper on, "The ILO in Promoting People's Participation in Rural Development".

Outsiders, international organisations (governmental and non-governmental) have an important role to play in this process involving a transfer of power and decision-making to the poor (women) themselves. It can be operationalised in several different ways. In addition to ensuring that the peoples' (women's) voice is present in programme planning, it is a question of transferring power and decision-making into the collective hands of the poor. In this connection the role of women's own organisations, already referred to above is of crucial importance. But perhaps the most fundamental and irrascible obstacle to the full participation of women in arriving at economic and social decisions is their almost total lack of access to the use of land and the income generated by the agricultural production to which they have heavily contributed. A very preliminary attempt in giving women collective control over land and all that this implies, has been started in West Bengal and is attempted to be replicated in other parts of India (Gujarat, Rajasthan, and possibly Madhya Pradesh). It is illustrative of what is actually implied by transfer of power to the poor women and how this can revolutionise action strategies at all levels.

Giving women rights in land through their own democratic institutions has far reaching implications from the point of view of national policies and programmes. Poor working women are now responsible for making basic decisions as to what to grow on this land, decisions which can totally change the direction of the national economy from being export (growth) oriented to being people oriented. It is also directly linked to the present food crisis in the world : the expectation is that poor rural households, spearheaded by the women who have obtained collective rights in land will be in a position to take a balanced decision on what to produce on this land. Is it in their collective interest to use this land to produce food for local consumption and sale ? To produce fodder, feed and medicinal herbs which can be partly sold and partly consumed by the families ? It is by no means ruled out that the women's organisation goes in for growing a non-food crop, like sericulture (as they have in fact done in West Bengal) possibly even for export. The crucial element which is to be stressed is that the production decision rests with the poor women and is not taken by the local power structure, frequently consisting of large land owners, money lenders, traders. In other words, there is a clear transfer of power to the women.

The above is only one concrete illustration of what is meant by an alternative action strategy. There are many other avenues for action. What is needed is to recognise the failure of "development" programmes (national and international) to benefit the poor men and women and the political will to give the poor the necessary space to undertake their own initiatives which inevitably involve a transfer of power from the few to the many.

This paper has been shortened by the publishing committee. You can obtain a complete version by the author.

ABSTRACT

In her paper, Zubeida Ahmad has attempted to establish a link between women's predominant role in food and agricultural production, the tasks women are generally called upon to perform, the constraints under which they operate and their need to form solidarity groups for family survival and generating income-earning activities. In this struggle for family/local food self-sufficiency, women's rights in land (or lack of them), which in turn provides an access to credit, improved inputs, technical knowledge, is considered of basic importance.

RÉSUMÉ

Dans son exposé l'auteur cherche à établir un lien entre le rôle prédominant des femmes dans la production agricole et alimentaire, les tâches qui incombent généralement aux femmes, les contraintes qui pèsent sur elles, et le besoin qu'elles ressentent de former des groupes de solidarité pour la survie des familles et pour obtenir des activités rémunératrices. Dans cette lutte pour l'auto-suffisance alimentaire familiale ou locale, les droits fonciers des femmes (ou leur absence), qui permet l'accès au crédit, aux intrants, au savoir-faire technique sont d'une importance fondamentale.

LES CUISINES COMMUNAUTAIRES ET LA PARTICIPATION DES FEMMES

Ruth CARDOSO

INTRODUCTION

Ces dernières années, les mouvements sociaux populaires se sont fait remarquer par leur présence sur le plan politique. On a beaucoup écrit sur l'importance des nouvelles organisations populaires qui se maintiennent indépendantes, à la fois des partis politiques et de l'Etat.

Sans doute, ceci est le trait fondamental pour décrire ce nouvel aspect de la présence populaire. On l'observe autant dans les mouvements revendicateurs que dans ceux qui s'organisent en réaction aux actions publiques et privées qui contrarient les intérêts locaux et ceux de certaines catégories sociales.

Cependant, l'enthousiasme avec lequel l'on décrit cette présence populaire fait apparaître très souvent que toute la population de la banlieue des grandes métropoles est engagée dans ces nouvelles formes de participation. L'engagement dans ces luttes est assez souvent décrit comme une action presque naturelle.

Mais si l'on fait une analyse plus profonde de la vie quotidienne de ces quartiers, on verra que les groupes mobilisés sont fréquemment petits et que le processus de mobilisation demande toujours l'appui de l'Eglise ou bien d'autres mouvements sociaux (tel que le mouvement féministe) ou encore de groupes professionnels à orientation sociale.

Cette réalité nous renvoie à des problèmes qui demandent une étude plus précise. Deux d'entre eux exigent une réflexion innovatrice :

1) Quels sont les liens entre les organisations populaires et le pouvoir public ? Quels sont les différents rôles que les agences publiques peuvent jouer dans le processus politique de revendication qui mobilise la population ? Et, surtout, quelles sont les conséquences de l'intervention de l'Etat sur cette mobilisation ? Dans quelle mesure le pouvoir public peut-il être un organisateur sans, toutefois, intervenir dans l'autonomie des groupes populaires ?
2) Quelles sont les difficultés qui apparaissent lors du développement de projets locaux de coopérative ? Quels sont les conflits qui surgissent et qui acquièrent un caractère politique, et quelles sont les conséquences sur la continuité et la combativité du groupe ?

Ces deux ensembles de questions sont importants parce qu'ils attirent l'attention sur des processus très peu étudiés et remettent en discussion quelques présuppositions courantes dans les études sur les mouvements sociaux. Dans la bibliographie on met en évidence surtout l'aspect anti-Etat et anticapitaliste des mouvements populaires latino-américains. De la même façon, l'aspect revendicateur est interprêté seulement comme une dénonciation de la domination de classe.

Le moment actuel nous permet une réflexion plus détaillée sur cette question où l'on examine l'action des différentes institutions publiques qui reçoivent les revendications, mais aussi le rôle de l'Etat comme inducteur d'organisations.

D'un autre côté, il est temps d'envisager les organisations populaires comme des espaces où se manifestent des conflits, et non seulement comme des "locus" où l'on observe une solidarité mythique. L'analyse sociologique prend place, précisément quand on peut questionner les discours et les pratiques qui se croisent, dans le déroulement des processus revendicateurs. Ouvrir cet espace sur la réflexion ne signifie pas le désengagement voulu par l'objectivité positiviste, mais le désir d'agir sur une réalité que l'on reconnaît être complexe et dynamique.

A cause de toutes ces raisons, on trouve opportun d'observer de près un processus récent d'intervention municipale qui se déroule en ce moment à Osasco, un des municipes de la grande Sao Paulo, où un projet de "Cuisines Communautaires" s'élabore. Cette action, qui a des caractéristiques assez innovatrices, a pour objectifs de garantir un minimum d'alimentation pour les moins privilégiés et de créer des conditions favorables à la participation organisée des communautés populaires.

Cet aspect d'assistance (inévitable dans la conjoncture actuelle, comme on le verra d'après les données qui seront présentées plus loin) est équilibré par une action limitée des institutions publiques qui encouragent seulement la participation, sans intervenir dans l'organisation, même quand il y a des problèmes qui peuvent compromettre la continuité des "Cuisines". On considère donc ce projet comme une opportunité privilégiée pour initier la discussion sur les questions présentées ci-dessus.

1. LES "CUISINES COMMUNAUTAIRES" DE LA MUNICIPALITE DE OSASCO

L'un des principaux problèmes repérés par le Secrétariat de la Promotion Sociale à Osasco, en 1983, fut la pénurie alimentaire provoquée par les bas revenus de la population surtout celle des "favelas" et aussi par le chômage.

Dans le but d'éviter des conséquences désastreuses et irréversibles occasionnées par le manque de nourriture, surtout pendant l'enfance, on a élaboré un projet d'aide alimentaire, destinée aux couches les plus pauvres de la population, par le moyen des "cuisines communautaires".

Ce programme a pour objectif d'offrir des conditions minimums pour qu'une population, sans défense face au chômage, ait accès, au moins, à un repas par jour pour chacun de ses membres. Cependant, cela n'est pas la seule finalité du projet : la création des "cuisines communautaires" devrait encourager la population à s'organiser et à participer aux travaux proposés par les institutions publiques, et aussi, à rendre plus facile la création d'autres groupes coopératifs.

Les "cuisines communautaires" devaient pouvoir fonctionner comme un catalyseur en tant que premier lieu de réunion, pour la population d'Osasco, qui organise très rarement ses propres associations ou d'autres moyens effectifs pour faire entendre ses revendications auprès des pouvoirs publics.

L'intervention de la Mairie, par le moyen du projet des "Cuisines Communautaires" offre non seulement un supplément alimentaire en créant des moyens pour organiser la population des "favelas", mais aussi permet aux femmes une plus grande liberté d'action, dans la mesure où une partie de leurs activités domestiques étant réalisées collectivement, cela leur laisse plus de temps pour participer à d'autres activités.

1.1. Les conditions minimums pour l'implantation du projet des "Cuisines Communautaires"

L'établissement du projet des "Cuisines Communautaires" dans les régions les plus pauvres - les "favelas" - ne se fait pas au hasard. Les institutions publiques responsables doivent tenir compte des indicateurs sociaux pour fixer les critères de cette assistance.

La Mairie de Osasco était assez équipée pour être la première à appliquer ce programme ; elle bénéficiait déjà d'un recensement des "favelas" de la municipalité, fait en 1983 et son Secrétariat à la Promotion Sociale avait déjà entrepris des actions auprès de cette population.

La section "Habitation" de ce Secrétariat responsable pour les "favelas" de la municipalité maintient une équipe de fonctionnaires qui visitent, presque quotidiennement, la population, et cherche avec elle à résoudre ses problèmes immédiats tout en encourageant son organisation. C'est donc pour ces raisons que le projet "Cuisines Communautaires" a trouvé un espace favorable à la Mairie de Osasco.

Le recensement de 92 "favelas" fait avec l'appui du CEDAC (Centre d'Etudes et de Documentation pour l'Action Communautaire) a permis de constater un appauvrissement croissant de la population qui correspond à un total de 38.000 personnes. La situation socio-économique de ces familles révèle un taux très élevé de chômage (près de 70 % du total des familles avait au moins un de ses membres au chômage), du travail des enfants (cette population de moins de 14 ans représente près de 70 % du total de la population des "favelas"), et seulement un ou deux salaires par famille. Du point de vue socio-économique il n'y avait pas de doute sur la nécessité de réaliser ce programme des "Cuisines Communautaires". L'observation a aussi démontré la présence d'institutions hétérogènes telles que l'Eglise, les SABs (Sociétés des Amis du Quartier), les Commissions des Habitants, et un niveau très bas de participation communautaire, malgré tous les problèmes dont souffre cette population.

1.2. Les critères : par où commencer et comment participer ?

En principe, toutes les favelas de la municipalité de Osasco étaient destinées à participer au projet ; cependant il a fallu choisir par qui commencer. Les critères pour établir l'ordre dans lequel les

favelas se seraient organisées pour recevoir les "cuisines communautaires" ont été fournis par l'enquête de 1983. En effet, les favelas les plus pauvres, celles qui présentaient les taux les plus élevés de chômage et les plus bas revenus par famille, ont été les premières à participer au programme.

On s'est bientôt rendu compte de la nécessité de distribuer de façon homogène les services dans les différentes régions de la municipalité en essayant d'éviter la concentration des premières cuisines dans une seule région. Les critères du choix ont donc dû combiner le degré d'appauvrissement de la population avec la localisation géographique : ainsi furent choisies les favelas qui recevraient les propositions d'installation de "cuisines communautaires".

Cependant, il a fallu infléchir ces critères pour satisfaire aux sollicitations suscitées par les premières installations. Des groupes organisés se sont mis à adresser au Secrétariat de la Promotion Sociale des pétitions qui revendiquaient leur participation au projet. Le Secrétariat n'a pu rester inactif face à ces réclamations car l'un de ses objectifs était précisément d'encourager la participation de cette population pauvre. Par conséquent, ces manifestations ont provoqué quelques altérations dans le plan établi à l'origine.

Les étapes pour l'implantation des cuisines se sont également fondés sur des critères et sur des régions.

Pendant la deuxième étape du projet, celui-ci a dû être soumis à l'examen de la population, voté par les habitants et des équipes féminines et masculines se sont formées.

Les réunions pour présenter le projet à la population se sont déroulées de la manière suivante :

1/ introduction de l'objet de la réunion ;
2/ exposé sur le fonctionnement des "cuisines" en faisant remarquer l'importance de l'organisation autonome de la population pour rendre possible l'application du projet ;
3/ vote du projet par la population et formation d'équipes d'hommes et de femmes chargées de certaines activités.

1.3. Le fonctionnement des cuisines communautaires

Les cuisines communautaires sont autogérées par la population. La Mairie doit fournir aux habitants le matériel permanent (les casseroles, les louches, les briques pour la construction de la cuisinière), le

bois et les produits nécessaires à la cuisson d'une soupe, tous les jours, et pour toutes les familles qui sont décidées à participer.

Pour avoir un certain contrôle de la quantité de soupe fournie quotidiennement, la Mairie distribue aussi une carte spéciale à chaque famille indiquant le nombre d'habitants du foyer. Cette carte, présentée au moment de la distribution de la soupe, est vérifiée par l'équipe de cuisine.

La livraison des vivres est faite deux fois par semaine, de façon à fournir le repas de chaque jour, tandis que le bois est livré tous les quinze jours.

Les habitants doivent organiser les groupes chargés de recevoir et de garder tous les produits et qui deviennent responsables pour la préparation quotidienne de la soupe. L'équipe des hommes, en général, s'occupe de trouver un endroit convenable dans la favela pour l'installation de la cuisine ; les hommes doivent encore couper le bois pendant les week-ends et le garder. Il y a d'autres petits groupes féminins qui travaillent en se ralayant : ce sont les équipes de cuisine. L'importance de ces équipes varie selon le nombre d'habitants de la favela et, par conséquent, selon la quantité de chaudrons disponible dans la cuisine. En général il est suffisant d'avoir quatre personnes pour la préparation d'un chaudron de soupe qui peut servir cinq cents repas.

Le premier problème que les habitants des favelas doivent résoudre est celui de l'emplacement de la cuisine. Il leur faut trouver un endroit où ils puissent construire un abri pour la cuisinière et qui soit à peu près équidistant de toutes les maisons. Le siège doit être un endroit central et facile d'accès. Une fois choisi le lieu, il faut obtenir des habitants les matériaux nécessaires pour la construction qui reste assez précaire. Au fur et à mesure que le projet se développe, les habitants apportent des améliorations. Dans chaque favela, la cuisine prend une physionomie différente, selon le degré de mobilisation et le dynamisme de la population.

Cependant il faut dire que tous les habitants ne participent pas à ces activités avec la même intensité. En général quelques hommes construisent la cuisine et seulement quelques-uns collaborent pour couper le bois. Les activités féminines sont mieux définies et le système de relais pose un autre problème.

Pendant les réunions de présentation du projet, deux ou trois maîtresses de maison se chargent d'organiser la division du travail et

parcourent toutes les maisons pour faire la liste des volontaires, pour chaque jour de la semaine. Pour chaque chaudron de soupe il faut deux cuisinières et plusieurs aides de cuisine qui s'occupent du nettoyage et de la préparation des légumes, de la vaisselle et du nettoyage de la cuisine. Les femmes travaillent en moyenne deux fois par semaine, si la division faite à l'origine est respectée.

Parmi les cuisinières il y a une coordonatrice responsable de la division des travaux, du rangement de la nourriture et qui doit répondre devant le Secrétariat de la communauté. Ce rôle de coordination est, parfois, assez difficile à jouer, quand il représente un point où convergent les conflits, comme on l'exposera ci-dessous.

Ces coordinatrices sont, pour la plupart, des femmes assez énergiques et diligentes qui parlent en public avec aisance et qui se préoccupent des entreprises qui peuvent améliorer les conditions de vie de la collectivité. Elles s'engagent volontiers dans les travaux, même si cela leur impose des sacrifices.

Les hommes qui collaborent volontiers au projet utilisent aussi le même discours pour renforcer l'importance de la coopération afin de résoudre les problèmes communs. Ils parlent,sans nommer personne, d'enfants sous-alimentés, de chefs de famille sans emploi, de femmes qui n'ont pas de quoi préparer les repas de la famille, et à partir de tous ces faits ils montrent l'importance des "cuisines" pour tous les habitants des favelas. Enfin, ils reconnaissent toujours les avantages de la "cuisine" comme bénéfices collectifs, surtout pour les familles les plus pauvres, et ne mentionnent jamais des intérêts personnels.

Les travaux d'installation doivent être exécutés en une semaine, et passé ce temps, la Mairie commence à délivrer la nourriture nécessaire.

Les ingrédients de la soupe, fixés par des spécialistes en nutrition, sont les suivants : un premier bouillon fait avec de la moelle, de la protéine de soja, du persil, de l'ail, de l'oignon, du sel et de l'huile ; les autres ingrédients varient chaque jour de la semaine, et contiennent toujours de la farine de maïs, des nouilles, de la farine de riz, du manioc, des légumes (tomates, carottes, navets, choux vert, choux, etc...).

Jusqu'à la fin du mois d'octobre, vingt-six favelas et un groupe de chômeurs (qui n'habitaient pas forcément les favelas, mais qui se sont organisés en un "Comité de Chômeurs") participaient déjà au projet

de "Cuisines Communautaires". Le total de la population qui a bénéficié de ce programme est à peu près de 18.000 personnes. Chaque semaine de nouvelles cuisines communautaires sont implantées.

Comme prévu, le projet est devenu effectivement un élément d'organisation, car les habitants doivent participer à un plan de travail établi et dirigé par eux-mêmes. Les différents groupes s'organisent et quand ils doivent faire face à des problèmes qui ne peuvent pas être résolus par la Mairie, les solutions surgissent au sein de la communauté. L'administration municipale n'intervient pas dans l'organisation interne des groupes et s'abstient de prendre des décisions à leur place.

Le fonctionnement régulier d'une cuisine communautaire demande, parfois, quelques activités différentes et inattendues : la discussion d'éventuels problèmes causés par la collectivisation de la production domestique ; la suggestion pour des améliorations autant pour la cuisine que pour toute la favela ; l'organisation de grands groupes pour l'obtention des matériaux nécessaires à améliorer l'équipement de la cuisine (le parquet, l'évier, les robinets).

Souvent, dans certains cas, une partie de la population questionnait sa propre capacité à participer à ce type de programme autogéré ; non seulement ils y sont arrivés mais aussi ils se sont mis à mener d'autres activités parallèles pour améliorer leurs conditions de vie (Clubs de Mères, Groupes d'hommes pour le nettoyage des favelas, etc). Dans d'autres lieux, les problèmes gérés par cette familiarité nouvelle ont fait éclore des conflits inattendus menant à la fermeture de la cuisine. C'est précisément la diversité de ces processus qui nous conduit à analyser aussi bien les cas réussis que les échecs. La réflexion sur les uns et les autres est essentielle pour assurer des réussites dans le futur.

2. FONCTIONNEMENT DU PROJET - EXPOSE DE QUELQUES EXPERIENCES

Au mois de mai 1984, a été choisie la favela qui allait recevoir la première cuisine communautaire.

Celle-ci avait un revenu moyen assez bas (1,2 salaires minimums/ par famille), une grande population d'enfants (plus de 50 % des habitants ont moins de 15 ans) et par conséquent des familles nombreuses (5,3 personnes par maison).

L'installation de cette première cuisine a déclenché un processus ininterrompu d'incorporation de nouvelles favelas dans ce système d'assistance.

Pour cet exposé, nous avons pris seulement quelques favelas pour servir d'exemple dans la discussion des mécanismes d'intégration et de désintégration de ces communautés. Nous exposerons les cas suivants :

- Favela "AZ" : la première a avoir une cuisine communautaire, dans la région Sud de Osasco, quartier Jardim Santa Helena ;
- Favela "BJ" : dans la région Nord de la municipalité, quartier Rochdale, avec une cuisine établie à la fin du mois de mai 1984 ;
- Favela "A" : dans la région Nord de Osasco, quartier Munhoz Jr., avec une cuisine établie au début du mois de septembre 1984.

Le choix des trois premières favelas n'a pas été fait au hasard ; les cuisines y fonctionnent depuis un certain temps, et après une période de fonctionnement satisfaisant, elles se sont récemment arrêtées.

Ces traits communs cachent des différences dans les formes d'organisation de chaque favela, le comportement de ses leaders et l'adhésion de la population au projet. Nous présenterons chaque cas avec ses propres dimensions.

Cas n° 1 : Favela "AZ"

Dans cette favela il n'y avait aucun mouvement revendicateur de la part de ses habitants et aucune participation ou représentation de leurs intérêts. Il n'y avait que l'Eglise Catholique et la LBA (Légion Brésilienne d'Assistance) qui entamaient des contacts avec cette favela : la première lors des messes du dimanche et des cours de catéchismes ; et la LBA, lors de la distribution gratuite de lait en poudre.

Les deux institutions bénéficiaient du travail de l'une des habitantes qui est devenue, à son tour, la coordinatrice de la cuisine communautaire de la favela. Les habitants ont décidé de loger la cuisine dans la maison utilisée pour la célébration des messes du dimanche. Mme Maria, la coordinatrice, s'est chargée d'organiser la division des travaux et de garder la nourriture. Pendant les premiers mois, la cuisine a marché sans problèmes, mais avec le temps, les femmes ne se présentaient plus pour faire la vaisselle, pour cuisiner, etc. Des réunions pour discuter, entre les habitants, de la poursuite des cuisines ont mené à quelques semaines de bon fonctionnement mais ont finalement aboutir à la même crise.

Après six mois de fonctionnement, la cuisine communautaire a arrêté toutes ses activités. Pendant sa période active, le travail coopératif n'a pas provoqué de changements dans les rapports entre les femmes et Mme Maria qui avait toujours exercé le rôle de médiatrice entre la population et les institutions externes qui l'assistent. Les habitants ont toujours compté sur ce genre de comportement de sa part et le groupe, n'a, en aucun moment, créé une nouvelle dynamique.

Cas n° 2 : Favela "BJ"

La favela "BJ" a une certaine tradition pour ce qui est de l'organisation et des mouvements revendicateurs à Osasco. Elle fait partie de la région du "Braço Morto" avec trois autres favelas ("I", "M", et "L") qui revendiquent, par le canal de la Commission du Braço Morto et des Commissions des Habitants de chaque favela, la propriété du terrain. C'est une région qui pose des problèmes à la municipalité, car il y a très fréquemment des inondations. Lors des luttes contre ces inondations et de la recherche d'une solution commune qui puisse bénéficier à tous les habitants des favelas du Braço Morto, la population s'est organisée et a fini par créer des moyens de participation avec des institutions publiques. Ils ont réussi à obtenir quelques améliorations pour la favela telles que l'électricité, le téléphone, les robinets publics, le nettoyage du terrain, etc.

La favela "BJ" fait partie de cet ensemble et a une Commission des Habitants assez active et représentative. Ses habitants manifestent beaucoup d'intérêt pour ces causes communes et si tous ne participent pas activement à ces mouvements, ils les suivent de près.

Ceci dit, l'établissement d'une cuisine communautaire dans la favela "BJ" ne présentait pas de grands problèmes aux yeux de l'administration publique. Une population organisée, des femmes actives et expérimentées dans les travaux communautaires assuraient le succès de l'entreprise.

Pourtant, dès la première réunion avec les fonctionnaires du Secrétariat de la Promotion sociale, quelques problèmes se sont posés. Précisément à cause de leur tradition de luttes, les habitants se sont habitués à considérer la Mairie comme l'institution contre laquelle ils devaient se battre. Leur lutte la plus importante était pour la possession de la terre et le projet des cuisines communautaires leur paraissait une proposition qui les détournait de leurs objectifs réels.

Les leaders de la région se sont opposés au projet, sans toutefois,avoir eu suffisamment d'appui de la part des habitants, pour l'empêcher d'être retenu lors du vote. Cependant, il n'y a pas eu le même enthousiasme, pendant la réunion, que celui observé dans les autres favelas ; les habitants "acceptaient" juste de participer au projet, mais insistaient toujours sur le fait que leur lutte essentielle était pour la possession du terrain.

La cuisine a été installée derrière la maison de la coordinatrice. En deux semaines, la cuisine s'est améliorée avec un toit, un abri pour garder les matériaux et les vivres, un parterre nivelé et cimenté, deux éviers et des robinets.Le pouvoir d'organisation des habitants (ils se sont organisés pour partager les frais) a beaucoup surpris l'équipe technique du Secrétariat de la Promotion Sociale. La favela "BJ" est devenue la "carte de visite" du projet.

Cependant, au fur et à mesure que l'on suivait de plus près les événements, on découvrait son principal défaut : les femmes se sentaient inhibées dans leur participation à cause de l'efficacité de la coordinatrice qui, peu à peu, s'était chargée de toutes les activités. Elle se montrait très responsable et exigeante pour le fonctionnement de la cuisine, mais ne sollicitait pas la collaboration des autres femmes. Seules quelques voisines aidaient au nettoyage et à la préparation de la soupe, mais les activités les plus importantes étaient toujours sous la responsabilité de la coordinatrice. De leur côté, les femmes s'accommodaient de la situation et cessaient d'apporter leur concours, apparamment non nécessaire, puisque la soupe continuait à être servie tous les jours.

La cuisine, qui au début était un modèle de bon fonctionnement, a arrêté toutes ses activités après quelques mois. La coordinatrice se plaignait du manque de participation des femmes de la favela, de sa surcharge de travail et disait que son mari lui avait interdit de travailler pour que tous reçoivent de la soupe. Le redémarrage des cuisines communautaires dans cette favela dépend maintenant de la mobilis - sation et de la revendication des habitants et d'une réorganisation de la division des activités.

Si l'on compare les "histoire de vie" de ces coordinatrices on verra que toutes ces femmes ont déjà participé à des mouvements collectifs avant les cuisines communautaires : dans la favela "BJ" la coordinatrice participait au mouvement des habitants pour la possession du

terrain, et dans la favela "AZ", Mme Maria se chargeait de la distribution de lait de la LBA et des cours de catéchisme de l'Eglise.

Mais ces expériences ne se comparent pas ; la coordinatrice de la favela "BJ" a perdu l'appui de la communauté non seulement à cause de sa personnalité autoritaire, mais aussi pour s'être éloignée des autres habitants lorsqu'elle fut perçue comme médiatrice entre la Mairie et la favela. Ceux qui ne considéraient le pouvoir public que comme un ennemi, ont rendu illégitime son action, et très souvent, elle se plaignait de ses voisins qui l'accusaient d'avoir fait "un pacte avec la Mairie". Incapable de maintenir l'esprit de coopération de ses compagnes et étant toujours le "porte-parole" de la communauté, ce leader a perdu sa fonction de médiatrice, lorsqu'elle n'était plus reconnue que par un seul des deux partis - celui du Secrétariat de la Promotion Sociale - alors que l'autre l'accusait d'adhésion. Elle ne faisait plus le pont entre les habitants et la Mairie, puisqu'elle s'était détachée du groupe, selon les premiers, pour prendre le parti des fonctionnaires du Secrétariat. Ce processus s'est déroulé sans que les conflits aient fait apparaître des nouveaux leaders et ceux qu'il y avait se sont dissimulés.

D'un autre côté, Mme Maria, la coordinatrice de la favela "AZ" n'était pas victime de ces accusations, mais continuait à mener ses activités d'assistance comme elle l'avait toujours fait. Les habitants la voyaient comme responsable du fonctionnement de la cuisine, tout comme de la distribution du lait fourni par la LBA. La proposition d'une coopérative de travail n'est pas arrivée à transformer la pratique ancienne de ce groupe qui a toujours été le client des institutions (LBA et l'Eglise) qui leur offrait de l'aide. Mme Maria est restée comme médiatrice des "cadeaux" et tout comme dans la favela "BJ", cela représentait une position intermédiaire entre les habitants et le pouvoir public. Dans les deux cas, les coordinatrices ont été, d'un côté, discriminées par les habitants des favelas, et de l'autre, elles ont développé un comportement qui les a éloigné de leurs compagnons.

Cas n° 3 : Favela "A"

Dans cette favela il y a eu un processus d'organisation différent de ceux des favelas "AZ" et "BJ". Bien que le nombre de femmes qui y participent (seulement 30 femmes) soit proportionnellement petit par rapport au total de femmes qui habitent la région, cela n'a pas été le

facteur le plus important pour expliquer l'arrêt de la cuisine communautaire dans la favela.

Ici, il existe une Association des Habitants (AMFZAMO) dont les activités sont liées à la SAB (Société des Amis du Quartier) de la région de Munhoz Jr., où se trouve la favela. Récemment, avec l'assistance du Secrétariat de la Promotion Sociale, un groupe de femmes s'est organisé. Ce groupe, qui se réunissait tous les quinze jours, a commencé à revendiquer pour obtenir des améliorations dans la favela.

Avant d'exposer les raisons qui ont amené l'arrêt de la cuisine communautaire dans cette favela, il faut encore décrire les deux groupes qui existent dans la région (celui des femmes et l'AMFZAMO). Au début de l'installation de la cuisine dans cette favela, le groupe de femmes s'est montré très actif, en proposant de collecter de l'argent parmi les habitants pour les frais d'installation de la cuisine (pour le ciment, les tuiles, les éviers, etc.). Deux hommes qui faisaient partie de l'AMFZAMO pendant une de ces réunions se sont opposés à cette forme de coopération (ils trouvaient que la Mairie devait se charger de l'installation de la cuisine) et ils se sont opposés à l'établissement du projet "cuisines communautaires" dans ces favelas. Les arguments étaient les suivants :

- "Il faut lutter pour avoir le matériel de la Mairie !"
- "Il faut lutter pour avoir le "sacolão" (1) et non pas la soupe !"
- "Retirer de l'argent du peuple est horrible, il faut en retirer de Parro (le Maire de Osasco), lui il en a ...".

  Les femmes ont réagi à l'unisson.
- "Qu'en serait-il du gouvernement s'il lui fallait soutenir tout le monde ? (se reportant au "sacolão"). Personne n'allait vouloir sortir pour travailler, on allait rester chez soi, en train d'attendre ce "sacolão".

Après une longue discussion, ils ont voté favorablement la proposition de collecter de l'argent. Le groupe de femmes était enthousiasmé et le rôle de la coordinatrice très renforcé. Ce fait a légitimé le choix de la coordinatrice qui avait été fait lors d'une réunion où Mme Euquenis s'était proposée pour coordonner la cuisine. Il n'y a pas eu

---

(1) "sacolão" : Des grands sacs contenant des vivres distribuées par le gouvernement à la population la plus pauvre.

d'opposition ; toutes les femmes qui appartenaient au groupe l'ont appuyée et ont fait remarquer son efficacité et son honnêteté.

Mais, après quelques mois de fonctionnement des problèmes ont commencé à apparaître. Pour obliger les femmes à participer il a fallu recourir à quelques expédients : interrompre la distribution de la soupe pendant une semaine pour les familles de celles qui ne collaboraient pas et exclure les familles qui ne venaient pas chercher régulièrement la soupe.

En même temps qu'on exécutait ces sanctions, la population abandonnait la cuisine communautaire, contrairement à ce qui avait été prévu par la coordination.

L'esprit de cohésion qui faisait avancer le groupe des femmes a été remplacé par la compétition. Il y a eu une division dans l'équipe des cuisinières : les unes étaient d'accord avec la coordinatrice et les autres l'accusaient de détourner des vivres pour les revendre, enfin, elles mettaient en cause son honnêteté.

A ce moment-là, le fonctionnement de la cuisine est devenue impossible pour la favela et la coordinatrice a demandé l'arrêt de la livraison de vivres. Le groupe des femmes constituant l'équipe de la cuisine communautaire s'est défait.

Il est vrai que toutes les femmes n'ont pas participé à cette dispute : quelques-unes, indifférentes, sont rentrées chez elles, d'autres, n'ayant pas pris parti, se sont mises à fomenter des rumeurs.

La coordinatrice qui, au début était un symbole d'efficacité et de responsabilité, a été victime de quelques accusations. On la disait voleuse et autoritaire.

Une fois fermée la cuisine, la dispute persistait, on utilisait des accusations qui ne se rapportaient plus au fonctionnement de la cuisine, mais à des valeurs beaucoup plus larges. Mme Euquenis, l'ex-coordinatrice a été accusée d'être "mãe de santo" (1) et d'avoir des relations avec les bandits de la favela ; accusations fondées sur le fait que son frère était connu comme "drogué". Curieusement, les blâmes étaient liés à la morale et à l'utilisation de pouvoirs surnaturels. Présentée comme "sorcière", la coordinatrice est devenue non plus leader, mais une femme dangereuse et traître.

---

(1) "mãe de santo" : genre de prêtresse du "macumba" et du "candomblé" brésilien.

Il n'y a donc plus de coordination de la cuisine communautaire,mais une division de groupes, qui par une classification symbolique (mãe de santo" - bandit) définit à nouveau des champs politiques opposés.

Le cas de la favela "A" est important dans la mesure où il présente des chemins divers pour arriver à l'organisation et à la mobilisation d'une communauté. Dans un premier moment, le groupe des femmes est resté uni contre les deux représentants de l'AMFZANO. La cuisine, une fois installée et en plein fonctionnement, impose la participation coopérative ce qui fait alors surgir les problèmes avec les leaders.

La dispute s'élargit et crée des groupes d'opposition, comme à l'époque de l'établissement des cuisines. Cependant, dans ce nouveau mouvement, comme les deux champs ne sont pas clairement définis, le seul moyen est une autre élaboration symbolique des différences qui sont devenues des divergences.

Le blâme de vol et d'autoritarisme n'avait plus de sens avec la fermeture de la cuisine communautaire et il fallait que ces accusations soient renforcées par d'autres qui seraient alors acceptées par tous les membres de la favela.

Au niveau symbolique, la coordinatrice est une personne dangereuse : elle domine le surnaturel et le réel et, avec ses pouvoirs, elle exige la subordination. Par conséquent, si l'on s'interroge sur sa capacité à conduire un mouvement, cela mène nécessairement à la séparation et à l'opposition.

Cas n° 4 : Favela "C"

Au début du mois de septembre de 1984, la cuisine communautaire a été implantée dans cette favela qui, à la différence des autres déjà présentées, continue jusqu'à présent à fonctionner régulièrement.

Les travaux du Secrétariat de la Promotion Sociale dans cette favela ont débuté avec la formation d'un groupe de femmes ; ces habitants se réunissaient toutes les semaines et discutaient les besoins d'équipement de la favela, pour ensuite revendiquer à la Mairie. Un endroit de réunion pour les habitants de la favela a été une des revendications du groupe des femmes. Elles exprimaient la nécessité de cet espace en affirmant : "il peut servir à des tas de choses, comme pour les réunions, pour avoir un contrôleur, pour qu'on puisse travailler (le groupe de production), pour qu'on puisse se parler pendant la semaine, et pour le groupe des femmes quand il pleut...".

Donc, avant de commencer le travail de la cuisine communautaire, les femmes s'étaient déjà organisées d'une certaine manière, et se mobilisaient pour obtenir des améliorations pour tous les habitants de la favela. Il est évident que beaucoup de femmes de la région ne faisaient pas partie de ce mouvement, mais un nombre important y participait.

La cuisine communautaire entrait parfaitement bien dans les objectifs du groupe de femmes : élargir la participation avec la collaboration nécessaire des femmes.

Actuellement, cette cuisine communautaire ne présente pas de graves problèmes. Non seulement son fonctionnement est régulier, mais aussi les femmes ont redoublé leur intérêt en créant le Club des Mères , des fêtes commémoratives (comme pour le jour de l'enfant) utilisant la structure forunie par la cuisine communautaire pour préparer les plats ; des petits bazars pour obtenir de l'argent pour équiper la cuisine, etc.

Cela est un bon exemple des initiatives réussies du projet et aussi un indice de l'importance de la transformation des pratiques quotidiennes. Quand le travail coopératif remplit effectivement l'espace réservé aux services domestiques de la famille, les rôles traditionnels se définissent à nouveau et la continuité du groupe paraît être alors assurée.

Sans doute, les organisations de femmes sont des lieux privilégiés pour la promotion de ses innovations et pour essayer de nouvelles formes de participation.

On observe que les difficultés qui ont empêché les autres cuisines de continuer peuvent s'expliquer quand on s'aperçoit que les rapports entre la coordinatrice et les autres femmes sont extrêmement traditionnels. A cause de différentes raisons, dans les trois cas décrits ci-dessus, les leaders se sont détachés de leur groupe en exerçant des activités normalement considérées comme masculines : la planification du travail, la négociation avec les institutions publiques, la prise d'initiatives, etc. Cette différence entre le leader et les membres rétablit des formes habituelles de soumission qui font partie de la socialisation des groupes populaires et en particulier des femmes. Ces caractéristiques, quand elles moulent une pratique traditionnelle, génèrent aussi des formes habituelles de résistance : l'indifférence, les accusations d'abus de pouvoir, l'attente de protection, etc. Et, c'est dans ce contexte que l'on définit facilement des champs opposés, basés sur une relation que l'on pourrait appeler "complémentarité de conflits".

3. NOUVELLES PRATIQUES ASSOCIATIVES

Si d'un côté le projet cuisines communautaires fait surgir des conflits, d'un autre côté, il éveille, parmi les habitants des favelas, des formes de discussion et de résolution de problèmes auparavant absentes.

Un exemple de ce fait est une réunion d'août 1984 entre les coordinatrices de quatre cuisines communautaires : "A", "A-1", "B" et "BH". Le but de la réunion, selon les coordinatrices, était l'échange d'informations et d'expériences mais aussi le besoin de renforcer l'union entre les différentes favelas.

Dans cette réunion ont été soulevés les problèmes qui avaient surgi dans le fonctionnement des cuisines communautaires et des moyens pour les résoudre ont été proposés.

La coordinatrice de la favela "A" a abordé le problème de la division du travail (l'absence des femmes) et la formule utilisée pour le résoudre (les santions). La coordinatrice de la favela "A-1" avait aussi employé les mêmes moyens. La représentante de la cuisine "BH" a dit qu'elle cherchait à éviter des conflits - "je préfère avaler..." - à cause de sa religion protestante. La première coordinatrice lui répond : "Votre religion ne peut pas vous laisser complètement idiote face à cette situation, il faut que vous parliez".

La difficulté de travailler avec "le peuple, parce qu'il crée des troubles pour des raisons banales", a été le commentaire unanime des coordinatrices présentes.

Toute une série de critiques a suivi :

1. "Personne ne veut faire la vaisselle et ceux de l'extérieur (ceux qui habitent le quartier mais non la favela) sont ceux qui aident le plus".
2. "Chez nous aussi, ceux qui aident le plus sont ceux de l'extérieur, mais je relève les noms de ceux qui aident".
1. "Chez nous personne ne suit la division de travail".
2. "Il faut supprimer la soupe pour ceux qui n'aident pas".
1. "Les coupables sont les femmes qui viennent tous les jours parce qu'elles poussent les autres à ne pas venir. Il faut faire une réunion pour résoudre tout cela".
3. "Chez nous, on a coupé la soupe pour un jour car il n'y avait pas de collaboration ; hier, il y avait 17 femmes pour travailler et on a reçu 5 morceaux de savon".

2. "Pendant la première semaine on a eu comme aide du sel pour un mois".
1. "Au début, tout marchait bien, mais maintenant l'effort des femmes s'est relâché".

Cette réunion a démontré l'homogénéité des problèmes et des solutions trouvées, et aussi a renforcé les liens d'union entre les coordinatrices, comme l'a bien dit Mme Maria de Lurdes de la favela "BH" : "Je pensais que ces problèmes n'arrivaient que chez nous, mais maintenant je suis tranquille puisque je vois que toute le monde les a".

Il y a eu aussi des propositions plus importantes comme la formation d'un Club de Mères inter-favelas : "Nous les habitantes des favelas nous connaissons nos problèmes".

Cela est un indice de la nécessité d'échanger l'information pour arriver à résoudre les problèmes communs créés par les cuisines.

CONCLUSION

Les résultats de cette réunion ont démontré autant pour les participantes que pour nous, les analystes, que dans toutes les favelas le processus s'est déroulé sur le même rythme : la participation intense du début a été remplacée par une certaine indifférence. Quelquefois, les coordinatrices sont arrivées à rétablir l'intérêt et à faire continuer le travail.

Cependant, l'alternance entre l'enthousiasme et l'indifférence ne peut exister que si un petit groupe de personnes se charge de toutes les activités, assurant l'offre d'assistance. On pourrait dire qu'il y a les "militantes" des cuisines communautaires et que, précisément à cause de cette condition, elles se détachent du groupe et de ceux qui reçoivent seulement les bénéfices.

Il faut, maintenant, se demander quelle est la similarité entre ce processus et celui qui se déroule dans les Communautés Cléricales de Base (les CEBs) ou dans quelques Sociétés d'Amis du Quartier (les SABs). Dans ces organisations on trouve aussi des petits groupes militants qui luttent pour des bénéfices collectifs et qui réussissent de grandes mobilisations quand c'est nécessaire.

Mais nous remarquons quelques différences considérables :

1/ Le groupe "politisé" qui occupe les CEBs et les SABs n'exige pas la participation constante de tous et le but de leur travail est d'amener la population à prendre conscience de ses conditions de vie.

Les résultats peuvent être lents mais sûrs (selon les acteurs de ce processus) parce qu'ils seront le produit de la maturation par des luttes immédiates.

Dans le cas des cuisines communautaires, la participation de tous est indispensable dès le début, et la nécessité d'avoir des intermédiaires entre la population et le Secrétariat de la Promotion Sociale fait surgir le personnage de la coordinatrice (et du groupe qui lui est proche) comme dirigeant.

Pendant que dans les CEBs et les SABs l'effort des leaders se fait dans le sens d'accentuer les similarités entre eux et les compagnons qu'ils veulent rendre conscients, dans les cuisines communautaires la coordinatrice est choisie par les deux partis, et elle acquiert une position qui la différencie des autres.

Malgré l'effort pour assurer un consensus et un choix démocratique, l'exercice de la fonction de médiatrice rend facile l'éclosion de conflits qui compromettent sa légitimité. Dans ces conditions, la moindre autorité des femmes choisies, ou les conflits internes des favelas qui existaient déjà avant le projet, encouragent ou inhibent la mobilisation des habitants.

Cela nous amène à penser qu'il est nécessaire de réfléchir sur le choix et le renouvellement des représentants des habitants afin d'institutionnaliser les conflits.

La Mairie de Osasco a cherché tous les moyens pour assurer l'autonomie des habitants des favelas. Cependant, on s'aperçoit de la nécessité d'un système de relais pour cette fonction, ce qui permettrait de ne pas personnifier les liens avec les fonctionnaires de la Mairie.

2/ Le deuxième point important, pour qu'on puisse différencier les nouvelles associations populaires (CEBs et SABs) des Cuisines, se reporte aux relations avec le pouvoir public. Les premières ont un discours d'opposition nette aux institutions de l'Etat, et sont toujours revendicatrices.

Dans d'autres analyses nous avons déjà démontré que l'identité de ces groupes locaux ne peut se définir que face à l'Etat et que ces mouvements offrent une nouvelle forme de médiation entre la société et les institutions politiques publiques. Pour bien accomplir cette tâche et en même temps mobiliser la population (ou "rendre consciente la population") il est fondamental de maintenir un discours qui

dénonce l'insuffisance de l'Etat et qui réclame la participation à la gestion des affaires d'intérêt commun.

Dans le cas des cuisines communautaires ce discours est impossible puisqu'elles maintiennent une relation de complémentarité avec le pouvoir public, et qu'il n'y a pas d'opposition. Les Cuisines sont le résultat d'une initiative officielle qui propose la participation et délègue à la population la gestion de cette entreprise. Dans ces conditions, la question devient la suivante : Pourquoi les habitants ne sont-ils pas capables de s'autogérer ?

A titre d'hypothèse, nous pouvons suggérer que les CEBs et quelques SABs sont arrivées à réclamer des bénéfices grâce à un travail d'intégration de ses membres où la vie quotidienne est constamment familière, l'éducation des enfants, les relations entre les hommes et les femmes, sont des sujets qui, une fois discutés, rendent plus légitimes, face à la communauté, quelques comportements peu conventionnels. A partir de ces formes d'associations surgissent les clubs de mères ou les groupes de femmes (comme ceux qui existaient déjà dans les favelas). Ces groupes exercent une influence profonde sur les participantes et créent, pourtant, un nouvel espace pour des pratiques qui transforment les valeurs et les modèles de la vie quotidienne.

C'est pour ces raisons que lorsque la cuisine est associée à un groupe actif de femmes, le travail coopératif peut continuer, (comme dans la favela C) mais, si les mécanismes de hiérarchisation commencent à agir dans le groupe (comme dans la favela A) alors la coopération devient difficile, l'union disparaît et de vieilles divergences resurgissent sous de nouvelles formes.

Or, l'établissement des cuisines étant une initiative de la Mairie n'a donc pas pu s'appuyer sur ce type de travail ; au contraire, il créait des difficultés là où existaient déjà les SABs, les groupes de femmes ou les Commissions des Habitants.On supposait que la cuisine pouvait encourager l'émergence d'autres groupes coopératifs, ce qui en fait s'est passé dans certains cas.

Maintenant, le problème intéressant qu'on peut se poser est de diagnostiquer correctement les obstacles à la coopération entre plusieurs organisations locales. Pour celà, il faut observer la rivalité existant dans la population et ne plus supposer une solidarité utopique entre ceux qui souffrent de privations communes.

Finalement, il faut considérer un troisième point :

3/ Les Cuisines Communautaires ont été planifiées tout en supposant l'autogestion des services par les habitants. La Mairie a omis l'organisation des travaux, elle assurait juste la livraison des vivres nécessaires. Au premier abord, cette "offre" de vivres donne un aspect d'assistance qui rend difficile la participation. Cependant, la question n'est pas aussi simple et il est convenable de considérer les autres aspects suivants :

a) Dans les conditions de vie des favelas la population par elle-même ne peut réussir une entreprise de ce genre visant à l'autosuffisance.
b) L'expérience latino-américaine de cuisines communautaires sans appui de l'Etat a présenté les mêmes difficultés y compris cette incapacité d'arriver à l'autosuffisance.
c) Les essais de Cuisines qui ont obtenu le plus de succès sont ceux qui ont été organisés par des groupes féministes et qui, par conséquent, ont encouragé chez les femmes la transformation de leur comportement et de leur attente.

Il ne faut donc pas simplifier les raisons de la non participation de la population en se reportant uniquement à une vague notion d'"assistance" et ne pas critiquer les initiatives publiques tout en jetant aux yeux de cette population appauvrie la solution de ses problèmes. Certainement la présence de l'Etat en tant qu'inducteur d'un processus de participation remet quelques nouvelles questions en discussion, mais qui exigent une observation plus détaillée.

Dans ce nouveau contexte, le défi maintenant est de provoquer l'autogestion, indépendamment de l'origine privée ou publique des biens gérés.

RÉSUMÉ

L'auteur décrit une expérience de "Cuisines Communautaires" qui se déroule dans un "municipe" de Sao Paulo et dont les objectifs sont de garantir une alimentation minimale pour les moins privilégiés et de créer les conditions favorables pour l'organisation de la participation des communautés populaires. La réalité décrite renvoie à quelques problèmes : quels sont les liens entre les pouvoirs publics et les mouvements populaires ? Quelles sont les difficultés et les conflits qui surgissent dans ce type de projet ?

ABSTRACT

The author describes the experience of "community kitchens" in a Sao Paulo "Municipe", the objectives of which are to guarantee minimal meals for the underpriviledged and to provide the right conditions for local communities to become more involved and better organized. The situation described refers to some problems : what are the links between the authorities and popular movements ? What difficulties and conflicts arise in that type of project ?

LA MOBILITÉ DES ENFANTS ET L'AUTOSUFFISANCE ÉCONOMIQUE DES FEMMES DANS LE MILIEU PATRIARCAL AFRICAIN

Odile FRANK

Les formes de domination de la femme en Afrique, au sud du Sahara relèvent très essentiellement des régimes familiaux et sociaux et diffèrent en cela des types de domination qui caractérisent d'autres régions en développement, par exemple l'Asie du Sud et l'Asie de l'Ouest. En effet, la femme africaine bénéficie, en général, de son indépendance économique, ce qui peut amener à réduire la nature de son rôle, dans les rapports de domination à celui du volontariat. Ce rôle n'est pas pour autant moins vécu ; l'importance des réciprocités familiales et sociales est même rehaussée par l'indépendance économique, puisque celle-ci est toujours à double tranchant : elle pourrait entraîner une dépendance complète dans des périodes difficiles autant que l'autosuffisance en temps normal. Dans cette articulation subtile des rôles économiques et familiaux de la femme africaine, la mobilité des enfants est à la base d'un mécanisme important de rééquilibrage. Le présent article cherche à cerner les structures familiales, les facteurs économiques, et les exigences de l'éducation des enfants auxquelles les femmes répondent en ayant recours, d'une part, à la prise en charge d'enfants, et d'autre part, au placement de leurs enfants chez autrui. Pour cela, il est important d'abord de saisir l'importance du mouvement des enfants dans la région africaine.

1. LA MOBILITE DES ENFANTS

La documentation anthropologique et ethnologique sur la mobilité des enfants nous donne une appréciation qualitative détaillée du phénomène, tandis que les données démographiques disponibles nous en exposent

les dimensions. La "prise en charge" et le "placement" sont les expressions dont nous nous servirons ici pour parler de cette mobilité, souvent appelée "adoption" dans les ouvrages francophones et "fostering) dans les travaux de langue anglaise. La prise en charge est l'acte de la mère adoptive, contrepartie du placement qui est celui de la mère biologique. Très généralement, cette mobilité des enfants se manifeste par le transfert d'enfants à partir de l'âge du sevrage au sein d'une famille apparentée, à la demande d'un membre de cette famille. L'enfant peut y être entièrement élevé, et la famille peut aussi assumer les formalités d'adoption et les frais de mariage. Mais il est très rare que la famille dite d'adoption - que ce soit celle d'un grand-parent, d'un père ou d'une soeur d'un des parents ou de l'enfant même - adopte l'enfant dans le sens où nous l'entendons. Même si nous admettons aussi bien l'adoption de facto que de jure, elle ne traduit pas la réalité africaine. En effet, même dans le cas où un enfant a été entièrement élevé par d'autres que ses parents biologiques, ces derniers ne renoncent pour ainsi dire jamais à leurs droits parentaux ni ne renoncent à leur enfant. Cette distinction est importante car, à défaut de la véritable adoption, tout transfert d'un enfant entraîne des rapports d'obligations réciproques tels que le transfert est toujours une action qui s'intègre dans un système d'échanges plus large.

Le volume de ces transferts d'enfants n'a pas été à ce jour mesuré directement par les démographes, et aucun service de statistiques national n'en fournit les données. Cependant, il est possible d'en déduire les dimensions par le biais de trois mesures indirectes - la prévalence d'enfants pris en charge ou la proportion d'enfants d'âges donnés qui résident dans des foyers autres que celui de leurs parents, la proportion d'enfants de femmes d'âges donnés qui ne vivent pas avec leurs mères, et la proportion de femmes d'âges donnés qui ont des enfants vivant ailleurs. De telles estimations ne sont néanmoins disponibles à présent que pour quatre pays : le Ghana, le Libéria, le Sierra Leone, et le Botswana. Ainsi, Isiugo-Abanihe a estimé à partir de données sur les foyers, qu'au Ghana en 1971, 18 % des enfants au-dessous de 11 ans étaient pris en charge, puisqu'ils n'avaient pas de parent dans le foyer (ISIUGO-ABANIHE - 1983). En outre, il a été calculé à partir de recensements que la proportion d'enfants qui avaient été placés au Sierra Leone en 1974, allait de 29 % des enfants dont la mère avait de 15 à 19 ans, à près de la moitié (46 %) des enfants des femmes âgées de

30 à 34 ans. Dans la même année au Libéria, la proportion de femmes âgées de 15 à 34 ans, qui avaient placé au moins un enfant était de 40 % et variait peu avec l'âge de la mère (39 % dans le groupe d'âge de 15 à 19 ans, 32 % de 20 à 24 ans, 39 % de 25 à 29 ans, et 46 % dans le groupe d'âge de 30 à 34ans)(ISIUGO-ABANIHE - 1983). Enfin, nous avons calculé à partir du recensement de 1971 du Botswana, que 25 % des enfants - soit un enfant sur quatre - étaient placés par leurs mères, âgées de 15 à 34 ans (Republic of Botswana - 1972), et que la proportion des enfants placés augmentait avec l'âge de la mère : 12 % pour les mères âgées de 15 à 24 ans, 21 % pour le groupe d'âge de 20 à 24 ans, 26 % parmi les mères de 25 à 29 ans, et 28 % chez les mères âgées de 30 à 34 ans. Il est important de noter que la limite d'âge des mères choisie (34 ans) permet de supposer que les enfants absents sont bien dans la période d'enfance et n'ont pas encore atteint l'âge de l'indépendance.

Au-delà des données nationales pour ces quatre pays, nous disposons de données régionales ou infra-nationales pour deux autres : le Togo et le Nigéria. Ainsi, Locoh a estimé que dans le sud-ouest du Togo en 1976, 14 % des enfants de mères âgées de 30 à 34 ans étaient placés (LOCOH - 1982). Quant au Nigéria, Isiugo-Abanihe a calculé, à partir des données des enquêtes de Caldwell, que la proportion de femmes entre 15 et 34 ans qui avaient des enfants placés, était de 22 % à Ibadan et de 24 % dans le Western State (aujourd'hui les Etats de Ondo, Ogun et Oyo) et le Lagos State.

De nombreuses études anthropologiques et ethnologiques ainsi que de petites études démographiques viennent compléter le tableau, et permettent d'apprécier l'envergure de ce phénomène, sinon ses dimensions exactes. Ainsi la mobilité des enfants a été souvent décrite chez les Haoussa du Nigéria à Sokoto, Kano, Zaria et Ibadan (SMITH - 1981 ; SMITH - 1955 ; TREVOR - 1975 ; COHEN - 1969 ; SCHILDKROUT - 1983 ; JACKSON - 1984) ; chez les Kanouri du Nigéria dans le Bornou (COHEN - 1961, 1967) ; chez les Mossi au Burkina Faso et dans les villes du Ghana (SKINNER - 1960, 1961 et 1964 ; LALLEMAND - 1976 ; GRUENAIS - 1981 ; SCHILDGROUT - 1973) ; et chez les Baoulé de la Côte d'Ivoire, à Bouaké (ETIENNE - 1979, 1983). Cette mobilité sous une forme ou une autre a été aussi notée au Sénégal (GARENNE - 1981), en Gambie et dans de nombreux pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale, entre autres en Ouganda (SEMBAJWE - 1977), en Tanzanie (RICHARDS et REINING - 1954), au Soudan (MODAWI - 1965) et au Zaïre (GUEST - 1978). Enfin les

études directes intensives de Goody dans la Northern Region du Ghana nous confirment les données nationales indirectes de Isiugo-Abanihe pour ce pays (voir plus haut). En effet, elle a trouvé une prévalence d'enfants pris en charge, tous âges confondus, de 18 % au Gonja central en 1956-7 et de 26 % au Gonja de l'Est en 1964 (GOODY - 1982). En outre, neuf petites études directes du phénomène révèlent des taux d'enfants pris en charge allant de 15 à 36 % (GOODY - 1982 ; AZU - 1974 ; FIAWOO - 1978).

Si une grande place a été consacrée au détail de ces données de base, c'est que la cohérence de cette perspective assez large permet à présent de parler du phénomène de la mobilité des enfants dans son ensemble dans des termes généraux crédibles.

Enfin, il est important de préciser le rôle premier que jouent les femmes et les mères dans le mouvement des enfants en Afrique. En effet, s'il a été question plus haut de transferts d'une famille à une autre, en réalité il s'agit surtout de transferts de femme à femme. D'une part, même dans les sociétés les plus patriarcales, la prise en charge d'un enfant dans une famille à l'initiative d'un homme ne peut se réaliser sans l'assentiment de la femme qui sera la mère-nourrice effective de l'enfant. De même, personne ne peut placer l'enfant d'une mère en son nom. D'autre part, l'examen approfondi dont la coutume a fait l'objet dans de nombreuses études sur le terrain, révèle que deux particularités du transfert des enfants concernent essentiellement la substitution de la mère : en premier lieu, le rôle de la grand-mère maternelle, souvent négligé parce que peu remarquable se révèle partout important ; en second lieu, une grande proportion de transferts d'enfants (allant de 15 à 60 % dans les micro-études de Goody par exemple), concernent des dispositions prises à la suite de crises familiales telles que la séparation ou le divorce des parents, voire l'invalidité ou le décès de la mère. Ainsi, ces deux particularités expliquent-elles souvent le volume de transferts d'enfants en bas âge, de deux ou trois à cinq ans.

Nous en sommes arrivés à conclure que le placement et la prise en charge d'enfants sont les manifestations d'un réseau d'entraide féminin qui permet à la femme africaine de répondre à ses obligations familiales et à ses responsabilités maternelles dans le cadre de son indépendance économique, cadre qui impose l'autodépendance autant que l'autosuffisance.

2. LA STRUCTURE FAMILIALE

Les éléments de la structure familiale en Afrique qui favorisent la prise en charge ou le placement des enfants par les femmes sont, d'une part, le déséquilibre créé par la faiblesse du lien conjugal face à l'intensité des liens linéaires et d'autre part, l'incertitude de l'autorité maternelle étant donné que les risques de séparation et de divorce y sont très élevés et que la mobilité conjugale y est grande.

La faiblesse du lien conjugal par rapport aux liens linéaires est la résultante de nombreuses institutions telles que l'écart d'âges au mariage (qui est solidement maintenu par la dot du mari et par la polygamie qui est très répandue), la pratique de la continence post-partum, ainsi que des risques de séparation et de divorce . Ces derniers entraînent un moindre investissement dans les liens conjugaux, ce qui maintient la circularité du rapport entre les liens linéaires et les liens conjugaux - les premiers sont renforcés aux dépens des derniers, et la mobilité conjugale demeure.

L'incertitude de l'autorité maternelle est particulièrement grande dans toutes les sociétés patriarcales, majoritaires en Afrique. Le paiement par le mari d'une dot à la famille de la mariée se traduit essentiellement par l'achat des droits aux enfants de la femme, droits qui sont transmis, en principe, de la famille linéaire de la femme à la famille linéaire de son mari, que les enfants qui naissent soient ceux de son mari ou non. En conséquence, à la suite du divorce, le mari a des droits inaliénables sur les enfants nés de sa femme, et le plus souvent, la femme se dégagera du mariage avec tout au plus l'enfant qui n'est pas encore sevré, et qu'il lui faudra rendre plus tard, ou un seul enfant que son mari lui aura laissé indéfiniment.

Ces incertitudes quant à la permanence d'une union ou des droits sur les enfants peuvent amener la femme africaine à se tenir sur ses gardes et à prévenir les pertes. Ainsi, ses attaches privilégiées avec sa propre famille et sa position quelque peu défensive vis-à-vis de sa belle-famille, et surtout vis-à-vis de ses co-épouses, peuvent l'amener à placer un enfant dans sa propre famille d'origine, - enfant qu'elle retrouvera à son départ, - ou à investir dans des enfants de sa famille qu'elle peut prendre en charge et sur lesquels son mari n'a aucune autorité : ces enfants pourront l'accompagner le jour où elle devra laisser les siens.

3. FACTEURS ECONOMIQUES

L'activité économique des femmes dans la majorité des sociétés africaines est distincte de celle des hommes - elle se traduit souvent par une autosuffisance satisfaisant leurs besoins personnels et ceux de leurs enfants. Le degré d'indépendance et le domaine de responsabilité économique de la femme varient sensiblement, mais de manière générale, la femme fournit une part essentielle de l'économie familiale d'ensemble, allant de la responsabilité totale pour la subsistance alimentaire familiale, à la seule responsabilité, - lorsque sa résidence est tout à fait indépendante, et qu'elle reçoit une pension alimentaire -, de préparer le repas du soir de son mari. L'agriculture, le commerce et la vente de mets prêts à la consommation sont les trois activités principales au moyen desquelles les femmes africaines se nourrissent ou gagnent de l'argent, dans les milieux ruraux et urbains. Dans certaines sociétés africaines, ce travail des femmes a conduit au surplus de production, à la croissance de leur entreprises et à la création de fortunes personnelles, en particulier parmi les femmes commerçantes des centres urbains de l'Afrique de l'Ouest. Très généralement les femmes peuvent disposer de leur revenu et du rendement de leur entreprise, qu'ils soient importants ou très modestes. Au-delà de la subsistance, cela leur permet d'offrir des cadeaux, de subvenir aux besoins éventuels des membres de leur famille linéaire, d'augmenter leur commerce, de construire un foyer, ou encore de cumuler des biens pour leurs enfants ; ces dispositions dépendent de manière importante de leurs propres décisions ainsi que des possibilités offertes, de leurs compétences et de leurs besoins (WARE - 1983 ; OPPONG - 1983 ; OPPONG et BLEEK - 1982). Le revers des choses, cependant, implique souvent une même indépendance en période difficile ou encore en cas d'indigence. En effet, les tâches des femmes africaines - gagner leur vie et celle de leurs enfants ainsi qu'assumer la responsabilité à part entière de l'éducation de ceux-ci et de tous les travaux domestiques - peuvent excéder leurs capacités à certaines périodes, et maintiennent sans doute un grand nombre de femmes dans un *statu quo* de pauvreté.

Le recours à la prise en charge ou le placement des enfants est fortement associé aux conditions économiques des femmes. Les jeunes femmes avec des enfants en bas âge peuvent les confier à leurs mères, à une soeur aînée, à une tante, afin de se libérer quelques années et

d'arriver à joindre les deux bouts. Si elle a une activité économique suffisante, une jeune femme peut aussi bien prendre chez elle une nièce ou une jeune soeur pour l'aider aux tâches domestiques ou dans son commerce. Une femme inféconde ou sous-féconde, ou encore qui a perdu ses enfants à la suite d'un divorce, pourra aussi prendre des enfants chez elle, pour l'aider dans ses activités agricoles, commerciales, ou domestiques. Elle les demandera à une parente qui a une famille nombreuse et des difficultés pour subvenir à tous leurs besoins. La femme dont les enfants ont grandi, plutôt que de réduire son activité, remplacera les siens en en prenant d'autres en charge. D'autres mères, dont les enfants grandissent, essayeront de placer les aînés, au fur et à mesure, dans des familles dans lesquelles ils pourront travailler et contribuer aux frais des plus jeunes. Elles pourront plus tard placer de plus jeunes chez leurs frères et leurs soeurs aînés.

4. LES EXIGENCES DE L'EDUCATION DES ENFANTS

Le troisième volet du cadre institutionnel africain, fortement lié à la structure familiale et aux responsabilités économiques des femmes africaines, concerne les préoccupations et les difficultés qui entourent l'éducation de grandes familles.

Au début du cycle familial, la jeune mère a de très jeunes enfants à sa charge. Malgré les intervalles importants qui les séparent et qui sont le résultat caractéristique des régimes de fécondité africains (BONGAARTS *et al.* - 1984), pendant de nombreuses années, elle aura des enfants entièrement dépendants d'elle. Il lui faudra à la fois former les aînés aux tâches domestiques quotidiennes et surveiller et garantir l'accomplissement de ces tâches au jour le jour. Plus tard, elle aura le souci de préparer ses adolescents à leurs subsistances indépendantes, et se préoccupera de les former aux tâches d'adultes ou bien de les placer en apprentissage. Les années intermédiaires ne sont pas faciles non plus : les enfants aînés, encore chez elle, la soulagent d'une très grande partie de l'éducation des plus jeunes, mais la famille est à son maximum numérique, et la charge principale demeure d'assurer l'alimentation journalière de nombreuses personnes. A tout moment dans ce cycle, le recours à la prise en charge d'un enfant travailleur, ou au placement d'un jeune enfant chez une parente, ou encore au placement rémunéré d'un grand qui puisse lui remettre une petite pension, allège ses responsabilités.

En dehors de ses responsabilités immédiates, la femme a deux préoccupations fondamentales, relatives à sa disparition : celle d'assurer son remplacement auprès de ses enfants dans l'éventualité d'une mort précoce ou celle de prévoir sa propre subsistance lors de sa vieillesse ou en cas d'invalidité. Dans cette perspective, elle aura intérêt d'une part à cultiver ses obligations réciproques avec des personnes responsables dont elle peut dépendre pour la prise en charge de ses enfants, et, d'autre part, à éduquer ses enfants de telle manière qu'elle puisse compter moralement et matériellement sur eux dans sa vieillesse. La prise en charge et le placement d'enfants lui permettront de mieux garantir son propre avenir et celui de ses enfants. Ayant placé un ou des enfants chez des parentes qui les lui auront demandés, elle assure la possibilité de la prise en charge de ses autres enfants, plus tard, si besoin est. En prenant en charge des enfants ou en en plaçant d'autres, elle répartit sa propre charge pour l'avenir et augmente la probabilité de sa sécurité, tout en réduisant le poids des contributions individuelles de ses enfants. Ce résultat découle du fait que tout enfant "partagé", c'est-à-dire né d'une femme, et élevé par une autre, a des obligations envers ses deux "mères", et leur fournira à chacune une pension matérielle à leur vieillesse (ETIENNE - 1979a ; GOODY - 1982 ; LALLEMAND - 1976).

5. CONCLUSIONS

Les structures familiales, les responsabilités économiques et domestiques des femmes et les difficultés d'élever de grandes familles en Afrique créent une situation qui favorise le recours par les femmes africaines à un système d'entraide et d'échanges qui comprend des mouvements d'enfants. De même, la possibilité du recours à la prise en charge d'enfants, lorsque la main-d'oeuvre familiale est insuffisante, et au placement d'enfants, lorsque les charges familiales sont trop importantes, facilite la réalisation de grandes familles en permettant à tout moment le rééquilibrage des charges et des avantages qu'elles occasionnent. En outre, étant donné que l'on se sépare difficilement de son propre enfant, le fait que ces transferts se fassent principalement entre femmes apparentées, explique le nombre d'enfants qui sont volontairement placés ou volontairement pris en charge. Dans le milieu traditionnel africain, où l'étalement des phases du cycle familial au sein

d'une famille est garanti par l'espacement des soeurs et le chevauchement des générations, une même femme peut avoir pris et placé des enfants à différents moments de sa vie. La conséquence de ce phénomène est que pour l'ensemble des femmes, la charge familiale est répartie tout au long de leur vie, entre elles à tout moment (car les femmes ayant moins d'enfants sont celles qui, le plus souvent, en prennent en charge d'autres), et entre les générations, puisque les jeunes filles et les grands-mères contribuent de manière très importante au soulagement de la charge des générations en âge de procréer.

Dans cette même perspective, la mobilité des enfants est un mécanisme à la disposition des femmes qui leur permet de répondre aux difficultés encourues dans des sociétés où la plus grande part des responsabilités économiques, domestiques et familiales échoient aux femmes.

REFERENCES

AZU, D.G. (1974). The Ga Family and Social Change. Leiden (cited in Goody, 1982).

BONGAARTS, J., FRANK, O. and LESTHAEGHE, R. (1984). The Proximate Determinants of Fertility in Sub-Saharan Africa, *Population and Development Review* 10, n° 3 (September).

COHEN, R. (1961). "Marriage Instability Amond the Kanuri of Northern Nigeria", *American Anthropologist* 63, pp. 1231-49.

—— (1967). The Kanuri of Bornu. London : Holt, Rhinehart and Winston.

COHEN, A. (1969). Custom and Politics in Urban Africa : A Study of Hausa Migrants in Yoruba Towns. Berkeley : University of California Press.

ETIENNE, M. (1979a). "Maternité Sociale, Rapports d'Adoption et Pouvoir des Femmes chez les Baoulé (Côte d'Ivoire)", *L'Homme* 19 (3-4), pp. 63-107.

—— (1979b). "The Case for Social Maternity : Adoption of Children by Urban Baule Women", *Dialectical Anthropology* 4 (3), pp. 237-241.

—— (1983). "Gender Relations and Conjugality Among the Baule". Christine Oppong (ed.), *Female and Male in West Africa*. London : George Allen and Unwin.

RÉSUMÉ

Les formes de domination de la femme en Afrique au sud du Sahara relèvent très essentiellement des régimes familiaux et sociaux.

Dans cette articulation subtile des rôles économiques et familiaux de la femme africaine, l'auteur montre que la mobilité des enfants est à la base d'un mécanisme important de rééquilibrage. Le présent article cherche à cerner les structures familiales, les facteurs économiques, et les exigences de l'éducation des enfants auxquelles les femmes répondent à travers le recours d'une part à la prise en charge d'enfants, et d'autre part au placement de leurs enfants chez autrui. Pour cela, il est important d'abord de saisir l'importance du mouvement des enfants dans la région africaine.

ABSTRACT

In Sub-Saharan Africa, forms of domination over women are chiefly determined by family and society patterns.

The author shows that in this subtle articulation of African women's roles in the family and the economy, child mobility is a basis for an important balancing mechanism. This communication seeks to outline family structures, economic factors, and requirements for children's education, which the women fulfil by taking care of other people's children and by entrusting their own to other homes ; this calls for a correct understanding of children's mobility in the African region.

WOMEN'S LIFE AWARENESS AND THE FOOD CONNECTION : SOME LATIN AMERICAN CASES

Cristina PADILLA DIESTE

When I began to write this paper, I thought I had got hold of a new idea ; that a contemporary phenomenon had so far escaped the no doubt very perceptive eyes of so many women now working on women's political theory and practice. Now I know that the idea was not new and the phenomenon not exclusive of our own times. But since the idea *and* the phenomenon are in my opinion worthy of consideration in any case and surely destined to play sooner or later a major part in our struggle, I thought I had to come here and speak to you about them.

Let us begin with a little exercise in imagination. I beg you to put yourselves in the place of so many women who cannot be here with us, because they have to work. Put yourselves in *their* places for a moment.

For example, you work in a factory and do exactly the same work as the man beside you ; but you are a woman ; so you get lower wages for your work. This and other instances of social inequality have been extensively studied, and hide, as we all know, a very big potential for revolt. We all know that ; it's being talked about all the time and rightly so.

Or again : you work in your home and get absolutely no wages for that work, and neither does your husband, although it is a necessary part of the whole production process. Even more : forget about the wages ; the fact is that more often than not your work at home doesn't get any recognition or acknowlegment at all. It is hard work, but it isn't believed to be so ; you get frightfully tired of it, you get sometimes completely fed up with it - and all the time it is just taken for

granted ! Here is another time bomb for you ; and it is also very well known.

But now consider for a moment : What would happen if a situation develops that simply *disables* you to do that necessary work ? Prices rise too quickly or there is a food shortage, and all sorts of things. What will happen then ? What are *you* going to do ? What are all those women that find themselves in such a situation going to do ?

Well, *I* know what they *have* done in some cases. And I expect some of you do, too. Let us go through some stories. And in order to have some sort of structure here, let us make one hypothesis about the different *levels* that are involved. I think eight such levels will do for the moment ; they run from the most ordinary to the most extraordinary events, from things that are so common that nobody remarks them to things that are so momentous that the news agencies - if not History with a capital H - consider them worthy of comment.

FIRST LEVEL

It happens everyday and everywhere. Arguments between women and all sorts of tradesmen (and tradeswomen). They are about prices, about shortage, about payment conditions. "Why is the milk so expensive ? If I buy you more of this, would you make the price more reasonable ? Why have you got only such rotten potatoes ? Why aren't there enough eggs ? May I pay you next week ?". And so on, and so forth. (By the way, this sort of thing takes place outside the food connection, too. And so may the other levels).

SECOND LEVEL

I expect it also *has* happened everywhere, but certainly not everyday. It is the organization by women of so-called co-operatives. Perhaps it all starts as an informal effort in getting lower prices by way of buying large quantities of food - or getting at basic things in case of shortage. But in many cases the informal organization develops, women build an administrative structure, they get lorries in order to distribute the goods, and so on. Well, it is all very sad, but experience has taught me it doesn't work. We are at a great disadvantage with respect to supermarkets - either privately or publicly sponsored. Our prices are not competitive, the work is too hard, and there are no

wages. In my experience, all these co-ops end up in bankruptcy. As far as I see, then, co-ops cannot solve the food problems, but we should not for this reason despise or neglect their educational potential : they are definitely excellent for teaching oneself about organization.

THIRD LEVEL

It happened in Mexico not long ago and in several towns at about the same time. Well, I suppose it *did* happen, although for me it never went beyond gossip (I mean, I never read about it in the papers). But it was *nation-wide* gossip, or so it seemed to me, because everyone told me at the time, and I heard about it in many different places. Well, the story went that well-to-do women in several towns were about to pay for what they had in those supermarket trolleys - you must imagine the trolleys bursting because they were so full of things. An then, in each case, with great cleverness, it seems that women from the working classes succeeded in tricking them out of their trolleys. "Don't worry, ma'am, I'll take care of your things for you, you just go and pay, it is so full of people here - not to be believed, really - but don't worry, I'll help you, ma'am, I'll be waiting for you outside with all these things". Well, you may laugh ; I laughed, too ; but what is the meaning of this ? Just think: it happened several times, in different towns, at about the same time.

FOURTH LEVEL

I suppose some of you will remember what happened in Brazil some time ago. Supermarkets in several towns were actually plundered by masses of angry women, who literally rushed violently into them, smashed windows, and so on. Or take Acapulco, in Mexico, a town famous in the whole world for its beaches and its night-life. In the early morning of the 5th of June 1981, groups of people assaulted lorries that were transporting milk, they took away the milk and distributed it among their district's population. Women were not alone in that action, but they were largely involved, so much so that one ot them, a pregnant girl, was killed by the police and two others ended up in jail. And even the local newspapers made it quite clear that those women and men were not political activists, but just hungry people - and I tell you, this was big news in Acapulco, the headline of the day, in fact. Now,

this sort of thing happened again the same year in a little Mexican village. There, as a way of expressing their demands, the women teachers assaulted trucks that carried milk and eggs, and again they distributed them among the people. Well, maybe you won't understand this way of expressing one's demands as a member of the academic body ; but it is all in the tradition of the teachers movement in Mexico, at least since the Revolution. Teachers in Mexico have always been solidary with the people and the people's needs. And we ought to be aware of the enormous leadership potential that is hidden in a Mexican teacher - especially a rural one - because of this and other traditions. So it was really and truly a way to express the teachers' demands - you know, as if they were saying : "We cannot distinguish between ourselves and the people, between their needs and our needs. They are the same, when you look at them in the right way". Now, the aftermath of the event was also very interesting. To understand what follows, you must bear in mind that the school there is right outside the village. Well then, the police came to restore law and other, and to put the culprits in prison ; but the women from the village - not everybody, but just the women - came out to meet the police, armed with stick and stones, ready for anything. They defended "their" teachers one by one ; and the police had to withdraw - people spoke even of a cop being seriously hurt. So the police never entered the village, either then or later. The last story I want to tell you at this fourth level has to do with the protection of land by women. It has to do with a tiny Mexican village, called Soyatlan del Oro, where some Indians still live. The Indian's lands were taken away from them many years ago, and since then they have been trying hard to get them back. They have taken two different measures. On the one hand, they have invaded the lands (because the important thing is to be there), and on the other hand, they are trying to negotiate with town authorities (to make it all legal). Now, the negotiations are conducted exclusively by women ; and, although the land invasion is the whole community's business, it is an interesting fact that everytime the police has come to throw the Indians out, it's been women that have stopped them - angry, fearless women with a woman leader. The food connection must be clear ; as the women of Soyatlan put it : "We want the land for our children, so that they may not die of starvation". As simple as that.

FIFTH LEVEL

Here we have the organization of public demonstrations against high prices in towns, but in such a way that the women never come out of their districts. I've seen it in Guadalajara, a very populous city in Mexico, and I can tell you how angry the women were ; I remember one occasion when I pointed out to them that the accompanying children should not be on the street side of the pavement, because I could see some police cars approaching - they just *blazed up* : "What ? police cars ? let a policeman come who dares touch just one child or woman ! let him !". Now, this sort of thing has happened in El Salvador, too, but with an interesting difference. In El Salvador the demonstrators were middle class women, and I read that when the parade came near a market where women from the lower classes sell their products, the latter insulted and even attacked the former. This case reveals how complex a process can be ; you have here at least three factors : sex (they were all women), class conflict (some were poor, some were well off) and economics (some were buyers, some were sellers). A last point: both in Mexico and in El Salvador, the demonstrators used the by now very well known method of beating one's pans, pots and casseroles - what we call in Spanish *caceroleo*, "casseroling". Now this method was introduced in Chile in 1973 against Allende. The point is quite important, because it shows you that collective actions based on women's food awareness are not always on the side we'd like them to be. In fact, this awareness can be and has been more or less easily manipulated by the establishment.

SIXTH LEVEL

Women demonstrators can under certain circumstances leave their districts - and that means the social networks they are familiar with - and reach the very center of power. The most salient contemporary case in Latin America is the mother movement in Buenos Aires, Argentina. This movement, as you probably know, aims at getting reliable information about the destiny of one's children under the dictatorship. Demonstrations of this kind have nothing to do with food - not in a direct way - but they are nevertheless very interesting as an illustration of the astonishing organizational power of women. So for instance, we know that the dictators had issued a prohibition concerning any sort of

occupation of public places ; yet it seems that the Argentinian mothers either didn't know that or just didn't care. They simply went and occupied the central square - the famous Plaza de Mayo - and made their complain loud and clear for everybody. And in Mexico we have Rosario Ibarra, a brave woman that has not only been received by every President in turn, but that was even postulated some years ago as a candidate for Presidency - which is quite a mouthful. Now with respect to food, collective actions that reach the center of power of a large city are also known to happen. So for example, Tomma Kaplan reports that in 1918 women in Barcelona (Spain) mobilized to the point of seeing the Governor of Catalunya personally and of asking him to do something about inflation (1).

SEVENTH LEVEL

In the liberated regions of El Salvador every man and quite a few women are in war against the troops lead by the old landowners' mercenaries. And all the time, the rest of the women work in the fields and protect them at the same time against the enemy's forays. Quite a case of having one hand in the plough and a rifle - or a machine-gun - in the other hand.

EIGHTH LEVEL

The same thing as above, but in an extreme form, is happening in Nicaragua, where besides defence work women have become responsible for food distribution across the country. Here it is the whole country that has been liberated, and so the enemy is more clearly defined. It may be possible to think that the trouble in El Salvador is national - or even regional in a sense - but in Nicaragua this is not the case any more. If there is a context in which the fashionable talk about food as a problem of "national safety" is justified, this context is Nicaragua. Although things have never been easy for people in Central America since the colonial times - when the Spanish Crown forbade all countries there

(1) "Female Consciousness and Collective Action : The Case of Barcelona, 1910-1918". In : *Feminist Theory. A Critique of Ideology*, ed. by Nannerl O. Keohane, Michelle Z. Rosaldo and Barbara C. Gelpi. Chicago : University Press, 1983. (Originally published in *Signs : Journal of Women in Culture and Society*, vol. 7, 1982).

to trade among themselves - the situation has considerably worsened, because now the terms are more radical than ever : "If we (that is, the landowners, the American companies, etc.) are not to have hegemony over the entire zone, then nobody will, because we'll destroy everything". The message is now quite clear, and women have got the message you could say almost overnight. And they are acting upon that.

These are the eight levels I think we can work with for a start. Or maybe we could distinguish yet a ninth level of women's getting active in the defense of food, namely if what I have heard about the foundation of an International Milk League is right, I mean if the label is up to the thing, which I don't know.

Well, this eight-level (or nine-level) structure I have proposed and illustrated here could be a help for analysis - it certainly cannot be a substitute for it. The analysis, and the political theory we urgently need to account for all these facts, cannot be formulated yet, at least not by me and not now. All the same, I want to propose three questions that should be answered by *any* theory.

FIRST QUESTION

It is clear from the facts that the levels proposed are not in general *stages*. That is, you don't find first the one and then the next as a *consequence* of it. Events at different levels seem to happen in a disarticulated manner. Why is that so ?

SECOND QUESTION

This is really a two-side question. Women don't always participate in collective actions, even when the situation is really bad. Why don't they ? And again : Why do they (when they do participate) ?

THIRD QUESTION

When women do mobilize, they don't always do so in an orderly fashion. So for instance, the mass assaults at supermarkets in Brazil were quite spontaneous, even wild. On the other hand, there are levels where the actions are not only orderly, they are highly organized. Why do these things happen one way or the other ?

I suppose it is clear that the second question is the central one; so I am going to concentrate on it. Not that I have an answer ; like to make some suggestions as to what sorts of factors seem to me to be involved. I'll tackle first the question : How is it possible that women get mobilized in collective actions of whatever import ?

FIRST FACTOR

We ought to be aware of the part played by informal relations within social networks at local level. This comes out very nicely in the sort of analysis offered by Temma Kaplan. It opened my eyes to the fact that some of the astonishing things I knew were happening in Latin America were not exclusive of our own times. Women don't organize in general because some boss, eventually a male one, comes along and organizes them ; rather women are always organized *already*. The importance of informal relations becomes especially clear when we see that women participate in actions like the occupation of the central square of Buenos Aires - in spite of official and even military prohibitions.

SECOND FACTOR

In many cases there is a strong tradition of uprising, accompanied by lots of practical empirical knowledge. That was, for instance, the case in Soyatlan, where the Indians have been trying for many years now to get their lands back.

THIRD FACTOR

Certain individual personalities may play a considerable part in the process ; such women are not only intelligent and brave, but they have cultivated these natural talents by means of what can only be called everyday political work outside the party organizations. They are in a sense natural leaders ; and a thing that must be mentioned here : those leaders are in many cases just the spark that sets it all aflame. I have seen with my own eyes how ordinary housewives that had never thought of working politically, suddenly start making very daring proposals of action, proposals that went far beyond anything the leaders were saying. This all can happen in emergency meetings.

FOURTH and LAST FACTOR

We should not neglect the importance of the shock of experiences such as were and are lived through by many women in countries like El Salvador or Nicaragua. Women can develop awareness with an almost supernatural speed (incidentally, this question of speed could be the beginning of an answer to our first question).

Now, why don't women *always* mobilize when a situation reaches its peak ? There are many factors here as well, and I think we could organize some of them in such a way that they are directly opposed to the above-mentioned factors of mobilization ; but all in all I prefer to have a different list.

In many cases there is simply too much pressure from the State. The State is a monster - we know that - a cold monster, omnipresent and invisible at the same time. I'll give you two different examples of this from Guadalajara, the city I am now living in. In popular districts there are everyday police raids devised to frighten people. The immediate target is usually young men prowling in the streets - young men, which means children and brothers of women. It is a terrible situation; and only in some cases have we been able to put up some sort of civil defence against such raids. Another example : Food is concentrated in Guadalajara in a large market that is practically far from everywhere. I cannot imagine what sort of local collective actions would be possible if this kind of centralization was not there. But people in Government are very shrewd about such things.

There is not yet a clear consciousness of social justice. In many cases the old Christian concept of charity is still very much alive. And Governments are always doing their part to maintain this way of thinking. So for example, when a given situation becomes frankly unbearable,the ruling classes of Mexico (and I expect of other countries) come up with some action that show you that "they are not so bad after all"; these drops of compassion have a paralysing effects on people, especial-

ly on women, especially on Catholic women. Together with the above tactics, this is the old method of "carrot and stick".

There is also the infinite complexity and null transparency of official mechanisms.This is of course a full stop to many collective actions, but it is espacially relevant in the case of women. For women, at least in Latin America, have in general no idea of what a lawyer or a court is, or whom to go to, when you have to complain. And if you find you want to speak to that guy or the other, you will very often be told that there are many people in between. Now, because of all this, the presence of a male leader is quite commonly needed ; and this has at least a delaying effect on collective actions of women. The situation is not even Kafkaesque, because in Kafka's novels you find at least some sort of solidarity among the people living near the Castle or working in the court-rooms, but the real cities of this world are so big that women are beginning to lose their ancestral awareness of communal life (Women's ignorance of State mechanisms can of course, under certain circumstances, be an asset rather than an obstacle, as the case of the Argentinian mothers show).

It is a fact - a very sad fact indeed - that the progressive political parties haven't as yet enough understanding for the specific plights of women. Party leaders still think that the problem is just seizing power,and once power is seized women's condition will change like everything else - it's all in the process, they say. But *we* know it isn't that easy. Incidentally, this is not only relevant for women ; it is at least as much for the parties themselves - a fact that, for example, in Argentina begins slowly to enter into people's heads : you may know that the whole Argentinian labour movement after the dictatorship began to regroup and re-organize around the mothers' movement ! Just think of it.

I want to be a little more general and insist on a point that is fundamental in the construction of any theory of these things. Temma Kaplan uses the concept of "female consciousness". By that she means

the consciousness women have acquired over the centuries as a consequence of the sexual division of labour. Women have been historically assigned a number of roles that they feel to be their responsibility. This responsibility has to do very centrally with food : as housewives they are immediately responsible to their husbands and children - food must always be there. And things like high prices or food shortage simply *block* the fulfilling of their duty. Women have a more immediate awareness of such problems than their husbands or children because of the sexual division of labour. Husbands and children often don't see the problem ; they don't think it is their business at all ; and they even *accuse* their wives or mothers of not doing things properly. This is, in essence, the general mechanism that brings women into the streets - it is a problem, as Kaplan says, of a conflict between women's duties and the rights (especially the right to access to food) that should go together with the duties. And what I would like to call Kaplan's paradox is : *that the most reactionary thing in the world*-this assignment of roles to women - *hides in itself the most revolutionary potential.*

Now Temma Kaplan is very much aware that this "female consciousness" of which she speaks has many dimensions. It has not only to do with food, as her examples very aptly illustrate. And that is one reason why I wanted to mention the Argentinian mothers here. I would like to think that "female consciousness" is another label for what I use to call women's *life awareness* or women's *sense of life* - life as a whole that should be protected at any cost. And more important yet : this sense of life is *collective* - it covers all life, the life of everybody, as Nicaraguan and Salvadorean women are showing.

On the other hand, I also think that the understanding of the potential for action that is latent in this sense of life should be incorporated into a theory that deals with the interaction of the two kinds of cycles which the human female lives in and through. Women's life is cyclical. That seems to be one of those commonplaces we are tired of hearing about. And it *is* a commonplace indeed, so long as you just think of the *natural* cycle, the cycle that is based on fertility and has species reproduction as its aim. But there is *another* cycle in women's life that is not so obvious. It is not natural at all, it is *historical.* Take the labour market for instance : women are thrown into it all of a sudden, and they are thrown out of it, sometimes quite unexpectedly. It all depends on ... on what ? Well, that is *one* question for theory.

Or take the household : at times you have to do all the work, and then again only a part ; or you have to do things that your grandmother or great-grandmother didn't, or else the whole housework is altered, acquires another meaning, another function, other dimensions. This is happening all the time and everywhere. And *it* has not to do with species reproduction, or at least not so directly.

Or course, species reproduction is not all that natural. It is important not to forget that, even from the purely biological viewpoint, reproduction doesn't end with childbirth, rather it *begins* there. You have to care for your children.And not only that. The patriarcal structures demand from you that you take care of your husband, too - you in a sense inherit that duty directly from your husband's mother. Well, economically, species reproduction is just another name for what in Marxist theory is called the reproduction of the labour power. But I don't want to become too technical or to enter into theoritical disputes. I hope you understand what I mean.

The other cycle is completely different, because it means women's entering directly into the "normal" economic process, I mean the process that even male chauvinists recognize as the real thing. And we need a theory to account for both cycles and for their interaction. Only within such a framework can we hope to achieve full understanding of the causes of women's collective actions.

Finally, we should not forget that there is a space between the reproductive cycle and the market fluctuations. Many people still think that market economics simply obliterates - or will sometime in the future obliterate - domestic economics. Now we have to be aware that this just isn't true. There are lots of things women are doing and will always do which are a contribution to economics in the standard, "male", sense of the word : domestic horticulture, animal raising, food conservation - medicinal or dietary use of herbs and plants, etc.

Well, this theory of cycles remains to be done and I just wanted to point it out. I would like to finish with some tasks we should tackle in practical way in order to enhance the action potential of women all over the world. Some of them are aimed at enhancing communication and others at enhancing organization.

On the one hand, then, we have to work towards making more explicit and especially more *public* the experiences women are living through; more and more women should be able to hear from other women that are

having the same troubles. Hand in hand with this, we must try and abstract from those experiences the philosophical principles that have guided and inspired women's actions ; we ought to try and create the universal symbols that would express women's yearning for a better life for everyone.

On the other hand, we have to work towards finding new forms of social participation, and especially those based on informal relations within social networks. At the same time, we should bear in mind that local demands have to be articulated with regional, national and international ones ; we need to build a network of information and organization that covers all possible levels.

I expect some of you are thinking this is all very nice, but too general ; the question is : How can we do it ? About this I'd like to say that it would be a grave mistake if we think that our intellectual condition gives us any sort of superiority over the ordinary working women. The important thing is to contact all those women that work and suffer and to learn from them.

To resume : if we don't want to stay backwards and condemn ourselves to inanity we have to join our efforts to those of thousands of women that are NOW beginning to make history - a new history that will be different from all past history in that, life being under equal conditions in every place of the world, it will be understood by any and every woman to be at the end of the road.

WOMEN'S LIFE AWARENESS AND THE FOOD CONNECTION : SOME LATIN AMERICA CASES

Levels of women's collective actions

1. Isolated arguments with tradesmen ; it happens everyday and everywhere.
2. Co-ops ; they get started often and in many places.
3. Isolated robberies at supermarkets ; it happened simultaneously in several Mexican towns.
4. Mass assaults at supermarkets in Brazil, at milk lorries in Mexico ; armed defence of invaded lands in Mexico.
5. Public demonstrations at district level in Mexico, El Salvador and Chile.
6. Public demonstrations at town level in Argentina and Barcelona (1918).
7. Armed defence of liberated regions in El Salvador.
8. Armed defence of lands and food distribution in Nicaragua.
9. The International Milk League ?

Questions

1. Why are the above levels disarticulated ?
2. Why do women mobilize or not mobilize ?
3. Why do women act sometimes spontaneously and sometimes in a highly organized and deliberate way ?

Elements of analysis

1. a) Informal relations within social networks at local level.
   b) Pre-existing traditions ; practical knowledge.
   c) Individual leadership.
   d) Existence of border situations : "you cannot but do it".
2. a) Omnipresence of the State.
   b) Lack of the concept of social justice.
   c) Complexity and obscurity of State mechanisms ; bigness of cities.
   d) Insufficient understanding by political parties.
3. Kaplan's explanation : conflict between inherited responsabilities and absence of the corresponding rights.

Towards a theory of women's cycles

1. The natural cycle of species reproduction and its economic significance.
2. Women's insertion into market economics and the fluctuations of the market.
3. Women's activities bridging the above.

Proposals for contemporary political practice

1. Enhancing of communication : give more explicitness and publicity to women's experiences all over the world ; work out the philosophy and rhetorics of those experiences.
2. Enhancing of organization : find new forms of participation ; widen the horizons of women's fighting.

RÉSUMÉ

Une réflexion générale sur différents contextes dans lesquels les femmes réagissent devant une situation critique en rapport avec la possibilité de survie de la famille et/ou du groupe. Quelques cas en relation - directe ou indirecte - avec l'alimentation sont décrits. La question centrale est la suivante : pourquoi et dans quelles situations la femme répond de façon organisée ou spontanée, et dans quelles situations il n'y a pas de capacité de réponses ; quels types de facteurs objectifs et subjectifs rendent possible ou non cette organisation.

Dans cette réflexion politique l'auteur essaie de mettre en rapport quelques éléments de la vie quotidienne de la femme avec d'autres éléments d'ordre structurel.

ABSTRACT

A general reflection on various contexts within which women respond to a critical situation related to the chances of survival for the family and/or the group. A few cases having a direct or indirect relation to food are described. The pivoted question is why and under which circumstances the women respond in an organized or spontaneous fashion, and in which situations there is no reactive capacity ; which types of objective and subjective factors are, or not, conducive to such organization ?

In this political reflection, the author attempts to interlink certain elements of women's daily life with other elements of a structural nature.

FACTEURS EXPLICATIFS DE LA RESISTANCE DES FEMMES AUX MÉCANISMES DE DOMINATION

Chantal RONDEAU

"Nos hommes, les paysans
Sont le cul du monde
Et nous, et nous, nous sommes
La merde..." (1)

Traditionnellement, les Africaines ont manifesté leur résistance de différentes façons. Ainsi chez les Senufo du sud Mali, certaines femmes repoussaient le fiancé choisi par leur chef de famille, d'autres refusaient de préparer la nourriture par exemple pour les camarades venus travailler dans le champ du mari. Le moyen radical pour la femme mariée était le retour chez sa mère, ce qui obligeait son époux à envoyer des intermédiaires chez ses beaux-parents. Dans leur opposition, ces femmes ne proposaient pas un contre modèle de société. Elles ne remettaient pas en cause la totalité du mode de division sexuelle et sociale du travail, par exemple la complémentarité entre travaux féminins et masculins. Néanmoins l'histoire des villages (RONDEAU - 1980) indique que les rapports hommes/femmes ont influé sur une division du travail mouvante dans le passé et variable selon les villages.

Aujourd'hui "la femme est le chef de l'homme" disent les vieux senufo, c'est-à-dire que le monde est à l'envers. Pourtant le proverbe affirme que "l'homme, même petit est vieux", car l'enfant mâle possède

(1) Chant de femmes dans la région de Mopti (Mali) dans *Terre des femmes*, 1982 : 112.

un statut supérieur à la femme adulte". En fait, le proverbe dévoile une certaine vérité. "Les femmes n'ont pas plus d'importance aujourd'hui, mais elles ont moins de travail" (1), plus précisément moins de travail agricole, car le travail (fal) par excellence, est le travail des champs chez les hommes senufo.

Cette "amélioration" de la condition des femmes mariées, en particulier de celles qui n'ont pas atteint un âge avancé m'interroge et me porte à effectuer des comparaisons avec des Senufo d'autres régions et des gens de groupes culturels différents.

Beaucoup d'écrits démontrent que le rythme de travail des paysannes africaines s'accentuent de plus en plus. Pourquoi chez les femmes de la région où j'ai enquêté (2), en est-il autrement ? Certaines personnes m'ont suggéré de prendre en considération le fait qu'il s'agit d'une société patrilinéaire à prédominance matrilinéaire. Les formules d'opposition exposées au début ne sont pas propres à ces groupes. Il faut donc regarder le statut des femmes autrefois et voir par comparaison avec d'autres sociétés s'il n'existe pas des facteurs plus fondamentaux qui permettent d'expliquer une plus grande résistance des femmes aux mécanismes de domination.

Nous retenons comme objet d'étude les Senufo du sud Mali (région de Katiolo), les Senufo du village d'Odoro (région de Korhogo) (3), ceux du village de Karakpo (région de Bundiali), les Diula patrilinéaires du même village (4) (les deux derniers villages sont au nord de la Côte-d'Ivoire), les Gurmantche patrilinéaires de Piela, Kuri et Tangaye (5) situés à l'est de la Haute-Volta, et les Adiukru (6) patrilinéaires à prédominance matrilinéaire du sud de la Côte-d'Ivoire.

---

(1) Enquête pour la thèse, informatrice n° 46, 10/03/1978.
(2) Des enquêtes effectuées en 1977-1978 dans la région de Kadiolo (sud Mali) d'autres plus récentes auprès de vingt-trois informatrices durant l'hivernage de 1982. Je profite ici de l'occasion pour remercier Madame Célestine Berté pour sa précieuse collaboration comme interprète et amie.
(3) Enquêtes en 1977 pour le BIT : Chantal Savignac, 1979 : 13 à 38.
(4) Enquêtes de 1975 à 1976 et de 1978 à 1979 pour l'ORSTOM et le Ministère ivoirien de la Recherche Scientifique : Xavier Le Roy, 1983.
(5) Enquêtes de 1976 à 1978 : Grace Hemmings-Capihan, 1981 : 1 à 21.
(6) Enquêtes dans les villages d'Orgaf et Cosrou : Aminata Traoré, 1981 et enquêtes dans les villages de Lopou, Derrimou et Orgaf : Catherine Rambaud, 1980.

Les comparaisons posent un problème de méthode, car si les enquêtes ont été effectuées à peu près à la même période, elles n'ont pas le même but, ni la même durée. Les chercheuses et chercheurs diffèrent par leur formation et leurs objectifs. Ceci étant dit, certaines données sont comparables, d'autres fournissent des pistes indicatrices.

Nous posons comme hypothèse dans cet essai que la matrilinéarité constitue un facteur très secondaire. L'éclatement très avancé de la famille étendue, la non présence d'un projet de développement intégrateur des éléments mâles visant à développer des cultures de rentes, bref, l'isolement des paysans permettent aux femmes de répondre davantage aux mécanismes de domination que les hommes exercent sur elles par une série de contraintes.

1. SOCIETES PATRILINEAIRES ET SOCIETES MATRILINEAIRES

Rappelons d'abord la "différence qui existe entre sociétés patrilinéaires et sociétés matrilinéaires. Dans les premières, la filiation est comptée par les hommes et passe de père en fils... Chez les secondes, la filiation passe de mère en fille... Une femme est soumise à deux autorités, celle de son frère et du frère de sa mère d'une part, celle de sa mère et des soeurs de sa mère d'autre part" (1). Néanmoins, cela ne veut pas dire comme le souligne Françoise d'Eubonne (2) qu'il faut "établir un lien indéfectible entre la suprématie féminine et la lignée matrilinéaire". Selon Evelyn Reed (1979), il existe plusieurs types de sociétés allant du clan maternel à la société patriarcale. L'analyse doit comporter aussi une perspective historique.

Pour Reed et d'Eubonne, "l'agriculture fut une découverte des femmes, demeura longtemps un travail exclusif de femmes" (3). Les deux auteurs ne s'entendent pas cependant sur la suite de l'histoire. Pour la première, dans certaines sociétés dites "primitives" du XIXe siècle et même du XXe siècle, les femmes ont conservé un statut fort intéressant. Pour la seconde, les sociétés de cette époque malgré l'extrême variété de la condition des femmes sont toutes patriarcales. Pour notre part, nous constatons au XXe siècle, dans la hiérarchie des pouvoirs

(1) Maurice Godelier, 1978 : 28-29.
(2) Françoise d'Eaubonne, 1977 : 210.
(3) D'Eubonne, *op. cit.* : 13.

existant, que les hommes possèdent toujours les plus essentiels. Néanmoins "plusieurs causes se combinent hiérarchiquement pour produire à la fois cet effort général de la domination masculine et la variation des formes de cette domination" (1). Plusieurs facteurs se complètent également et permettent de saisir les résistances des femmes à cette domination masculine.

L'héritage du passé, la tendance à la matrilinéarité (2) influence-t-elle les résistances des femmes ? Chez les Senufo du Mali, les femmes étaient exclues de la chefferie de concession, de terre et de village, de la société d'initiation des hommes, société toute puissante. Cependant, la personne la plus âgée du matrilignage (femme ou homme) devenait la ou le responsable du matrilignage. Cette personne dirigeait les funérailles. Elle était avisée lors du mariage des filles du lignage, recevait parfois une partie de la compensation matrimoniale, réglait les problèmes d'adultère. Elle intervenait dans les relations entre époux et gérait les biens du lignage consommés surtout lors des funérailles. Il s'agit ici d'une vieille femme et d'une seule femme. Chez les Adiukru, les femmes âgées peuvent participer au conseil de famille et occuper la présidence. Néanmoins, les femmes en général "ne participent ni à l'assemblée politique, ni à l'exercice du pouvoir, ni à la guerre. Jamais législatrices, toujours sujettes à la loi, elles restent, comme les esclaves, des citoyennes partielles" (3).

Le divorce s'obtenait-il facilement chez les Senufo les plus influencés par la matrilinéarité ? Nous avons constaté le contraire lors de nos enquêtes. Le divorce était plus difficile à obtenir là où les structures sociales étaient très perméables à la patrilinéarité.

La filiation par les femmes chez les Senufo n'est pas synonyme de pouvoir féminin. Certes celles-ci peuvent compter davantage sur leur lignage maternel , néanmoins elles ont des devoirs plus prononcés envers lui. Ainsi, à Karakpo, "lors du décès d'une femme senufo, ses bovins et son argent sont dévolus à l'aîné de ses frères germains ou, sinon à son fils aîné ; les autres biens sont partagés entre les filles de la défunte. Chez les Diula patrilinéaires, tous les biens d'une femme

---

(1) Godelier, *op. cit.* : 34.
(2) Le mot tendance s'impose, car le mode de filiation varie selon les villages.
(3) Harris Memel-Fotê, 1980 : 130.

sont répartis entre ses filles" (1). Cet exemple est éloquent. Au Mali, le ou la responsable du matrilignage recevait souvent la totalité de l'héritage des femmes du lignage.

2. LES SENUFO DU SUD MALI (REGION DE KADIOLO)

Pour comprendre les réactions des femmes de nos jours, il faut connaître non seulement leurs anciennes structures mais également avoir les données sociologiques et économiques nécessaires à l'analyse.

La région d'enquête au Mali, malgré son potentiel agricole, est de plus en plus pourvoyeuse de main-d'oeuvre. Les gens partent pour la Côte-d'Ivoire. Un peu plus de 50 % des migrants sont des hommes. Ceux-ci quittent le pays de nos jours avec leurs épouses, car celles-ci refusent de rester seules au village.

Cette région se caractérise par une très forte destructuration sociale sans changements techniques significatifs. La famille étendue a éclaté parce que les dépendants ont refusé la soumission au chef de famille (*dalafolo*). Ils ont considéré qu'une gestion autoritaire détenue par un seul individu et une propriété collective (des terres, des céréales, du bétail, etc.) étaient incompatibles avec le désir de chacun, de chacune, de se procurer des biens nouveaux. La colonisation, en implantant le capitalisme, en créant des besoins, a offert la possibilité d'émerger, de se procurer de l'argent, de fuir l'autorité du chef de famille. Les jeunes femmes ont encouragé cet éclatement parce qu'elles considèrent qu'à l'intérieur d'une petite famille, elles peuvent davantage influencer le chef de famille, c'est-à-dire leur mari.

La région est moins productive qu'auparavant. Le coton est encadré par l'Etat mais de plus en plus délaissé. La principale richesse demeure le mil, les céréales dont les "surplus" servent "à payer l'impôt" et les biens de consommation devenus indispensables. Les exilés envoient chez eux des sommes assez importantes qui compensent en partie la baisse de la productivité.

La pratique de l'Etat malien au niveau des prix, des facilités de crédit pour l'achat de semences sélectionnées, d'engrais, de matériel plus sophistiqué ne motive pas les paysans et paysannes à produire da-

(1) Le Roy, *op. cit.* : 139.

vantage, d'autant plus que ces dernières ont encore moins d'argent pour se les procurer. La paysannerie hésite avec raison à s'endetter considérablement surtout que les avantages pour elle ne sont pas clairement démontrés (CISSE, DEMBELA - 1981).

La baisse de la pluviométrie et l'éclatement de la famille expliquent en partie la chute de la production agricole. Cet éclatement a créé "une multitude de foyers incapables de vivre de l'agriculture par l'utilisation des moyens traditionnels de travail" (1). Il faudrait plutôt s'associer pour se procurer la machinerie moderne, alors que les gens ont tendance à s'individualiser. Précisons qu'aucun projet, dit de développement n'existe dans cette contrée, sauf un projet suisse de reboisement.

3. QUELLES DIFFERENCES OBSERVONS-NOUS DANS LES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DES FEMMES ?

Autrefois les femmes senufo devaient cultiver exactement la même quantité de terres que leur mari sur le champ collectif, ce qui les obligeait à se réveiller plus tôt et à travailler tard la nuit pour vaquer à leurs tâches ménagères. Ses réserves privées de céréales devaient lui permettre de nourrir son mari et ses enfants durant une partie de l'année. Elles travaillaient beaucoup et ses biens personnels étaient très limités.

De nos jours, les femmes senufo veulent de plus en plus "travailler pour elles-mêmes" selon leur expression, c'est-à-dire avoir la maîtrise de leur temps et de leurs biens. Elles passent plus de temps au village. Elles travaillent à un rythme différent. Elles ont plus de temps pour leurs enfants. Elles partent vers 10 h 00 au champ et non plus à 6 h 00 comme auparavant. Elles disposent de deux à trois jours et non d'une journée comme autrefois sur une semaine traditionnelle de six jours pour leurs parcelles personnelles. Les femmes cultivent surtout du riz, des légumes, des condiments. Les jeunes femmes vendent elles-mêmes leurs récoltes au marché, ce qui auparavant était réservé aux femmes âgées. De plus en plus de femmes considèrent qu'elles ne doivent pas nourrir leur famille avec le produit de leurs lopins personnels, à l'exception des condiments.

---

(1) N.-V. Coulibaly, 1983 : 31.

La productivité agricole des femmes sur l'ensemble des terres n'a pas augmenté. Néanmoins elles cultivent davantage sur leurs parcelles personnelles car elles disposent de plus de temps et surtout elles conservent en grande partie leurs récoltes pour elles-mêmes.

Certaines ont beaucoup d'audace. Elles osent vendre le grain, que le mari leur donne pour la consommation, pour se vêtir. Elles préparent une journée sur deux les repas pour le mari qui se voit contraint ainsi à manger chez sa mère. Un certain esprit s'est développé chez ces paysannes qui refusent de travailler comme auparavant. Il faut souligner que les hommes sont séparés de leur famille, le mari est le chef du ménage. Il est seul face à sa femme et ce mari n'est pas intégré dans un projet de "développement", il est peu stimulé par l'Etat. Dans ces circonstances, il est plus facile pour l'épouse de négocier et d'obtenir davantage du mari.

Ainsi de plus en plus d'hommes acceptent maintenant d'aller chercher de l'eau en utilisant leur bicyclette. C'est pourtant une tâche dite féminine. Il ne faut pas croire que les maris se laissent faire. En fait, la relation devient de plus en plus conflictuelle. Ils continuent à payer l'impôt de leurs épouses. Cependant plusieurs maris refusent de les aider sur leurs champs personnels car ces parcelles ne leur rapportent rien. C'est ainsi qu'ils refusent de passer leur charrue sur les terres de leurs femmes. Pour le moment, ceci ne joue pas trop au désavantage de celles-ci, car peu nombreux sont les maris propriétaires de charrues.

De nos jours encore, comme disent les femmes senufo : "les hommes ont davantage de temps pour causer, parce qu'ils n'ont qu'un seul travail, c'est fini, pour eux, quand ils quittent les champs". Cela est d'autant plus vrai que les hommes consacrent moins de temps qu'autrefois au travail agricole. Le grand écart entre le temps libre des hommes et des femmes persiste. Néanmoins les jeunes femmes affirment que leur situation est bien meilleure actuellement, car elles disposent davantage de temps pour elles-mêmes.

Pour les femmes âgées, il en est cependant tout autrement. Les jeunes femmes refusent d'aider leur belle-mère. Les vieilles femmes sont souvent loin de leurs fils et de leurs filles. Ils sont en Côte-d'Ivoire, les filles sont mariées au loin. Ces mères âgées reçoivent de l'argent de leurs enfants éloignés, mais les hommes refusent souvent de travailler dans le champ des femmes. C'est ainsi qu'au temps des cultures,

nombreuses sont les vieilles penchées sur leur rizière. Il faut dire que plusieurs de ces femmes insistent pour maintenir une activité agricole, c'est leur fierté. Cependant elles accepteraient de bon gré une aide qui n'est plus aussi facile à obtenir qu'avant.

4. LES GURMANTCHE DE HAUTE-VOLTA

La situation sociale et agricole des Gurmantche de Haute-Volta s'apparente sur plusieurs points à celle des Senufo du Mali : baisse de la pluviométrie, éclatement de la famille, néanmoins la condition des femmes est fort différente.

Les Gurmantche ont connu pendant la dernière décade "une sécheresse désastreuse qui a sévèrement épuisé le sol et dégradé l'environnement. Les rendements sont extrêmement faibles et les paysans constatent qu'ils doivent cultiver des surfaces de plus en plus étendues pour satisfaire leurs besoins alimentaires"(1). Ils sont obligés d'acheter de la nourriture pour faire la soudure. Chez les Senufo du sud Mali certaines familles sont également dans cette situation.

Les Gurmantche vendent des arachides, un peu de coton et de sésame. A cause de l'inflation, la vente de l'arachide est de moins en moins rentable, ce qui oblige les paysans à augmenter la superficie des cultures de rente. "La plupart des unités de production comprennent quatre personnes ou moins : un homme, sa femme et ses deux enfants" (2).

Les jeunes femmes mariées passent plus de 75 % de leur temps de travail agricole, c'est-à-dire deux fois plus de temps qu'auparavant dans le champ familial. "Les femmes de la génération précédente affirment unanimement que ce n'était pas le cas dans le passé" (3). Pourquoi? Le temps que les chefs de famille consacrent aux cultures de rente sur leurs parcelles individuelles doit être compensé par le temps des femmes dans le champ familial. Celui-ci sert à produire les cultures de subsistance.

Autrefois "les femmes faisaient du jardinage et possédaient des parcelles personnelles d'arachides et de mil dont elles vendaient la récolte. Du fait de communautés de travail plus grandes et de

(1) Hemmings-Capihan, *op. cit.* : 11.
(2) *Ibid.* : 7.
(3) *Ibid.* : 8.

champs plus petits, les femmes avaient plus de temps pour se consacrer à leurs champs personnels" (1).

De nos jours, les contraintes de temps influencent le choix de ce champ. Il doit être près de celui du mari.

Par ailleurs, traditionnellement, les femmes durant la saison sèche investissaient leurs économies dans l'achat de marchandises qu'elles transformaient ensuite pour les revendre. Elles étaient très actives dans l'artisanat. De nos jours, elles possèdent moins de biens personnels, car elles consacrent moins de temps à leurs parcelles. Elles ont moins d'argent à investir. En plus, l'artisanat est concurrencé par les marchandises manufacturées.

Comment expliquer que l'éclatement de la famille joue contre la jeune femme chez les Gurmantche et à son avantage chez les Senufo ? Il ne faut pas chercher l'explication dans la matrilinéarité, car autrefois les femmes gurmantche avaient davantage le contrôle des biens de leurs champs personnels que les femmes senufo ? A notre avis, c'est le fait qu'il existe des projets de développement favorisant certains hommes et jamais les femmes qui permet de mieux cerner le problème.

> "Les projets de développement de cette région ont créé divers déséquilibres, particulièrement en fournissant des offres d'emploi pour les hommes et non pour les femmes, en dehors de la production traditionnelle... en formant des groupements villageois divisés selon le sexe qui éloigne les hommes de leurs champs et en délivrant une technologie qui s'adresse seulement aux besoins des hommes, les projets de développement les empêchent de travailler aux champs familiaux à des périodes cruciales du cycle agricole, ce qui alourdit la tâche des femmes" (2).

5. LES SENUFO D'ODORO (KORHOGO, CÔTE-D'IVOIRE)

Dans la région de Korhogo, c'est la présence d'une culture de rente importante encadrée par la CIDT (3) qui devient pour les femmes, le facteur principal expliquant le surcroît de travail.

La destructuration sociale est beaucoup moins avancée qu'au Mali. La terre est plus riche, moins touchée par la sécheresse et l'Etat ivoi-

---

(1) *Ibid.* : 12-13.
(2) *Ibid.* : 13.
(3) Compagnie ivoirienne du développement des textiles.

rien encadre davantage les hommes. Malgré que le sud du pays attire bon nombre de Senufo, l'exode ne semble pas comparable à celle du Mali.

Chez les Senufo d'Odoro,

> "depuis que le coton est une production de rente, seuls les hommes s'occupent d'en diriger la culture et de la mettre en marché, les femmes, cependant, ne sont pas exclues des travaux nécessaires à la croissance des cotonniers... Une activité supplémentaire leur revient presque exclusivement pendant les mois de janvier, février ou mars : l'arrachage des cotonniers, toutes les femmes reconnaissent que 'le coton a augmenté le travail'" (1).

Les innovations ne sont pas utilisées sur le champ personnel des femmes. Il est interdit aux femmes de pulvériser des insecticides même dans les champs de coton "par crainte des empoisonnements ?" (2). Ainsi l'apparition de la charrette n'a pas supprimé la corvée de bois des femmes. L'attelage appartient aux hommes. "Cela gâterait la charrette de transporter des fagots !" (3) pensent les hommes senufo.

Dans cette région, le développement du coton et l'introduction de techniques plus modernes sont le produit de la CIDT. Ces techniques profitent aux hommes, ils sont soulagés des travaux des labours grâce à la culture attelée. La production augmente, le gain des hommes aussi. Quant aux femmes, le temps qu'elles consacrent à l'entretien et à la récolte du coton se fait au détriment de celui qu'elles peuvent passer à la fabrication de produits qui leur procurent des revenus personnels (beurre de karité, poudre de tabac).

> "Les nouveautés techniques... améliorent seulement quelques secteurs des gros travaux masculins. Rien n'est encore adopté pour soulager parallèlement le sarclage, le repiquage ou les activités domestiques : activités davantage féminines" (4).

La négociation du temps de travail est plus difficile pour les femmes senufo d'Odoro que pour celles du Mali, car le contexte est différent. Les hommes sont encadrés par l'Etat qui les avantage nettement. Ce n'est pas que ces femmes ne réagissent pas aux contraintes que les hommes exercent sur elles, c'est plutôt que les hommes sont épaulés de l'extérieur, ce qui joue contre les femmes.

---

(1) Savignac, *op. cit.* : 26.
(2) *Ibid.* : 22.
(3) Citation de Mme Savignac, *Ibid.* : 31.
(4) Voir *Ibid.* : 36.

6. LES SENUFO ET LES DIULA DE KARAKPO (CÔTE-D'IVOIRE)

La société senufo de ce village s'avère être beaucoup plus conservatrice que celle des autres régions étudiées. Certes les familles ne sont pas constituées de 100 individus comme autrefois, néanmoins le mari n'est pas isolé car il travaille avec d'autres hommes, ses parents. L'organisation du travail agricole est sensiblement la même qu'auparavant. Le chef de famille

> "contrôle une part importante de l'effort productif des membres de l'unité qu'il dirige. De plus, il prend la majeure partie des décisions concernant le champ collectif. C'est lui qui choisit l'emplacement de ce dernier, qui détermine l'importance de chaque espèce. Il organise l'activité des membres de l'unité, fixant le travail de chacun sur les différentes parcelles collectives, le moment de chaque opération culturale, etc" (1).

Chez les Senufo du Mali, le champ collectif se confond avec le champ individuel du mari, car celui-ci ne cultive pas avec ses frères. Les Senufo de Karakpo suivent une certaine tradition, néanmoins l'importance accordée de plus en plus aux parcelles personnelles modifient quelque peu la situation. Autrefois, une seule journée était réservée aux lopins personnels. Peu à peu, les hommes ont pris l'habitude de consacrer une journée de repos pour le travail du coton sur leur champ personnel. Ils accordent le même temps qu'auparavant au champ collectif, néanmoins selon des chefs, "les jeunes, fatigués par un excès de travail sur leur propre lopin, ne fournissent plus un effort aussi soutenu sur le grand champ" (2). Les cultures vivrières dominent nettement sur les champs collectifs. Au contraire, les hommes produisent des cultures de rente sur leurs parcelles personnelles. Les femmes pour leur part consacrent une partie de leur récolte de riz à nourrir la famille et l'autre partie est vendue par les femmes paysannes.

En 1978, 97 % des hommes exploitent un champ personnel contre 85 % des femmes pour la même période. "Les jeunes femmes, nouvellement mariées (âgées de moins de 25 ans) participent peu à cette augmentation des lopins personnels" (3). Ce sont les paysannes de 37 à 54 ans qui

---

(1) Le Roy, *op. cit.* : 103.
(2) *Ibid.* : 46.
(3) *Ibid.* : 46-47.

cultivent les superficies les plus élevées. Les paysans exploitent en moyenne 79 ares individuellement et les paysannes 38 ares. "Le revenu monétaire moyen masculin (chefs exclus) est supérieur à celui des femmes chez les Senufo : 1.700 F contre 6.000 F (1). Par ailleurs si les deux sexes utilisent leurs économies pour se vêtir, il en est autrement pour les autres dépenses qui concernent la catégorie des boissons et stimulants pour les agriculteurs et celles de l'équipement ménager et de l'alimentation pour les agricultrices.

Selon Xavier Le Roy, l'importance des recettes "dépend de la place qu'occupent les cultures de rapport, et en premier lieu le coton, dans les revenus monétaires" (2). Un encadrement assez important est fourni par la CIDT pour le coton. "Seuls les planteurs de coton bénéficient de cet encadrement, les autres villageois, notamment l'ensemble des femmes étant délaissés" (3). Cette culture du coton augmente les clivages économiques entre les planteurs et entre les hommes et les femmes.

> "Il apparaît en effet que les 'gros' planteurs de coton de 1975 ont accru leurs surfaces, et leurs revenus monétaires, grâce à la culture attelée tandis que, dans le même temps, les 'petits' planteurs ont maintenu leur surface de coton au même niveau ou même, pour quelques-uns, ont abandonné cette spéculation" (3).

Selon Xavier Le Roy, la durée annuelle du travail agricole est plus longue pour les paysans, 1 400 heures comparativement à 1 100 heures environ pour les paysannes. A cela s'joute pour ces dernières 580 heures pour les "tâches ménagères" (4), ce qui donne une moyenne de deux heures par jour et par femme. C'est peu et très improbable, étant donné la longueur de la préparation des repas, le temps consacré aux corvées d'eau et de bois, sans compter les soins aux enfants. L'auteur ne spécifie pas ce qu'il entend par "tâches ménagères".

Par ailleurs nous ne savons pas si les femmes travaillent davantage de nos jours ; cependant nous constatons qu'elles consacrent autant de temps que les hommes à la récolte du coton (4). Pourtant le coton est cultivé d'abord sur les parcelles personnelles des hommes et jamais sur celles des femmes. Cette étude ne nous permet pas de jauger le

---

(1) *Ibid.* : 170.
(2) *Ibid.* 207.
(3) *Ibid.*
(4) *Ibid.* 107 et 109.

temps des femmes. Par ailleurs, elle nous renseigne sur l'avoir de celles-ci. Une comparaison avec les paysannes diula est intéressante à cet égard. Elles exploitent des superficies plus restreintes 15 ares en moyenne contre 38 pour les femmes senufo. Leurs revenus sont pourtant plus importants 23.500 F contre 6.000 F en moyenne pour les paysannes senufo. Les premières ont d'excellentes récoltes de riz qu'elles écoulent sur le marché. Elles fabriquent du beurre de karité et font du commerce. Les secondes cultivent beaucoup de riz, mais elles en conservent une bonne partie pour l'auto-subsistance. Elles vendent aussi de la bière. Les chefs de famille diula contribuent davantage aux dépenses alimentaires que les Senufo (1). Ainsi les paysannes diula possèdent un peu plus d'argent pour elles-mêmes.

Plusieurs facteurs sont donc à considérer : les superficies des terres qui désavantagent les femmes par rapport aux hommes chez les senufo ; le type de cultures, le coton, culture de rente encadré par l'Etat au détriment du riz, culture en partie vivrière des femmes. Le facteur temps est essentiel à retenir, aux tâches agricoles s'ajoutent pour les femmes des tâches domestiques. La comparaison avec les femmes diula nous éclaire sur l'importance de l'utilisation des récoltes personnelles.

7. LES ADIUKRU (CÔTE-D'IVOIRE)

L'Etat ivoirien en introduisant le palmier sélectionné a complètement modifié l'organisation sexuelle du travail agricole. En effet, auparavant l'ensemble de la famille participait à l'exploitation du palmier à l'huile. Exclues par l'Etat et les paysans de ce travail, les femmes élaborent une nouvelle stratégie qui s'exprime par leur reconversion en productrices d'attieke (2).

Depuis que la SODEPALM (3) s'est installée dans la région, elles vivent de graves problèmes. La SODEPALM ne s'adresse qu'aux planteurs. Ces derniers reçoivent l'assistance technique, le crédit, etc. Ni les

(1) *Ibid.* : 188-189.
(2) Semoule à base de manioc. Dans d'autres villages, "c'est par le fumage et la commercialisation d'importantes quantités de poissons que les femmes réagissent" (Traore, *op. cit.* : 31).
(3) Société pour le développement et l'exploitation du palmier à l'huile.

femmes, ni les autres membres du lignage des planteurs ne sont encadrés. Le rôle des femmes est maintenant réduit au portage des régimes. Le mari rémunère son épouse "pour ce travail en lui donnant de l'argent, quelques pagnes ou du sel... La nature et la valeur "du cadeau" est fonction de l'importance des revenus que le paysan tire de la vente de sa production mais aussi des liens de solidarité au sein du couple" (1).

Comment les femmes adiukru se procurent-elles le manioc nécessaire à la fabrication de l'attieke ? La méthode la plus courante est la suivante. Les paysannes accomplissent un travail important dans les champs de manioc de leur conjoint, leurs oncles ou frères. Elles ne sont pas rémunérées pour cela mais

> "elles s'attendent en contrepartie, à obtenir d'eux le manioc à un prix intéressant. Ces conditions sont très variables mais consistent très souvent pour elles à débourser de l'argent... achat de paniers de tubercules ou remboursement du salaire d'un manoeuvre au propriétaire du champ" (2).

Pourquoi les femmes sont-elles dépendantes du champ du manioc des hommes ? Elles peuvent être utilisatrices de parcelles (celles non mises en valeur par le plan palmier), cependant elles ne peuvent généralement pas devenir chef d'exploitation "en raison du coût trop élevé des facteurs de production, plus précisément de la main-d'oeuvre salariée" (3). Pour leur part, les hommes possèdent le capital nécessaire grâce au plan palmier qui exclut les femmes. Encore une fois, nous constatons que l'intervention extérieure, dans ce cas-ci de la SODEPALM nuit aux intérêts des paysannes.

Celles-ci vivent également une relation conflictuelle avec les commerçantes adiukru, des grossistes qui vendent l'attieke à Abidjan. "La marge bénéficiaire touchée par les grossistes est de l'ordre de 60 % du prix de vente pratiqué" (4). La rémunération de la fabricante d'attieke est de 7.000 F par panier, néanmoins "déduction faite des coûts de production (1.800 F) et de la rétribution de son époux (évaluée à 4.000 F), la productrice ne perçoit que 1.200 F par panier (5).

---

(1) *Ibid.* : 29.
(2) *Ibid.* : 33.
(3) *Ibid.* : 34.
(4) Rambaud, *op. cit.* : 14.
(5) *Ibid.* : 9.

Il s'avère nettement plus avantageux d'être à la tête d'une exploitation de manioc (rôle masculin) que de le transformer (rôle féminin). Cette situation est d'autant plus injuste que les modestes revenus des femmes servent surtout à payer les soins médicaux et la scolarisation des enfants, devoirs qui devraient en principe revenir aux hommes car ils sont plus fortunés.

Pour ces femmes, "l'accès à la terre reste subordonné à la possession ou au contrôle des moyens (force de travail) de sa mise en valeur" (1).. Les commerçants payent certes l'attieke à un prix nettement trop bas aux productrices. Ce bas prix avantage néanmoins les hommes, car il empêche les femmes de s'affranchir de leur dépendance vis-à-vis des paysans pour la culture du manioc. "Autrefois, nous gagnions mieux notre vie" disent ces paysannes (2).

Par ailleurs, si les productrices d'attieke obtiennent de meilleurs prix des commerçantes ou de sociétés commerciales, on peut "craindre que les hommes, de plus en plus déçus par la politique des prix pratiqués" pour le palmier "ne se tournent davantage vers la production intensive du manioc... et bloquent davantage l'accès des femmes à la terre" (3).

CONCLUSION

Chez les Adiukru les paysannes ont encore accès à la terre, du moins pour un certain temps. Cependant elles n'ont pas les revenus nécessaires à son exploitation. Chez les Senufo du Mali, les vieilles femmes possèdent de l'argent, néanmoins les hommes refusent de s'engager comme manoeuvres auprès d'elles. Partout les agricultrices manquent de temps, car elles cumulent toujours deux activités importantes : les activités agricoles et ménagères. *Il est essentiel que les études sur le terrain tiennent compte de l'allocation du temps et des ressources entre hommes et femmes.*

La notion de revenu familial est erronée. Comme le souligne à juste titre Diana Callear de la FAO (CALLEAR - 1983) : la famille très éclatée ou partiellement éclatée n'est pas une unité de production basée sur la mise en commun de tous les revenus de ses membres et sur

(1) Traore, *op. cit.* : 49.
(2) *Ibid.* : 20.
(3) *Ibid.* : 50.

leur répartition égalitaire. Au contraire, la séparation des biens entre le mari et sa femme se prolonge même au-delà de la mort, car une Africaine n'hérite jamais des biens de son mari et vice versa.

Les rapports hommes/femmes influent sur la production agricole, car les hommes refusent souvent aux femmes la collaboration matérielle et humaine nécessaire à son expansion. Les maris préfèrent augmenter leurs revenus plutôt que ceux de leurs épouses. Les hommes semblent réagir de deux façons à une augmentation des biens de leurs conjointes : ils sont méfiants (1) ou ils abandonnent à leurs épouses la charge matérielle complète des enfants (2). Une nette peur des hommes de perdre du pouvoir, une crainte de la concurrence des paysannes expliquent en partie cette relation de plus en plus conflictuelle entre les hommes et les femmes. N'oublions pas que dans plusieurs régions, les femmes sont traditionnellement des expertes en agriculture.

Cet essai a voulu démontrer qu'à l'intérieur de cette relation conflictuelle, c'est plus facile pour les femmes de négocier avec les hommes quand ils sont isolés. Ils le sont par la disparition des grandes unités de production et surtout par l'absence de projets ou de sociétés de développement intégrateurs d'éléments mâles. Chez les Adiukru, l'Etat a masculinisé l'exploitation du palmier à l'huile. Quand les hommes sont seuls, ils ne peuvent se passer des femmes pour travailler sur leurs champs. Les paysannes senufo du Mali le savent parfaitement.

---

(1) Hélène Agbessi-Dos Santos, 1981 : 114.

(2) Soulignons qu'en Occident, certains maris refusent encore à leurs femmes le droit de travailler à l'extérieur du foyer. Plus nombreux sont ceux qui s'opposent à l'égalité des salaires entre hommes et femmes même dans le cas de leurs épouses. Alors que pour des raisons strictement économiques, la plupart auraient pourtant avantage à ce qu'il en soit autrement.

BIBLIOGRAPHIE

AGBESSI-DOS SANTOS, H. (1981). "Changements dans les rôles productifs des femmes paysannes de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest", in Femmes et multinationales (sous la direction d'Andrée Michel), Karthala, Paris.

CALLEAR, D. (1983). Women and Coarse Grain Production in Africa, FAO, Expert Consultation on Women in Food Production, Roma : 7-14, ESH : WIFP 183114.

CISSE, C.M., DEMBELA, K., KEBE, Y.G., TRAORE, M.N. (1981). Mali, le paysan et l'Etat, Paris, Harmattan.

COULIBALY, N.V. (1983). Réflexion sur l'état du développement rural dans le sud du Mali (cercle de Kadiolo), texte préparé pour le Centre d'étude et de coopération internationale, Montréal.

d'EAUBONNE, F. (1977). Les femmes avant le patriarcat, Paris, Payot.

GODELIER, M. (1978). Les rapports hommes/femmes : le problème de la domination masculine, La condition féminine, Recherches (collectif), Paris, Editions Sociales, 1978.

HEMMINGS-CAPIHAN, G. (1981). Femmes gourmantche face aux agents de développement, Environnement africain, série Etudes et recherches, août 1981 : 1 à 21.

LE ROY, X. (1983). L'introduction des cultures de rapport dans l'agriculture vivrière senufo, travaux et documents de l'ORSTOM, n° 156, Paris, ORSTOM, 208 pages et annexes.

MEMEL-FOTÊ, H. (1980). Le système politique de Lodjoukrou, Paris/Abidjan, Présence africaine/Les nouvelles éditions africaines.

RAMBAUD, C. (1980). Les femmes et le circuit de l'attieke en Côte-d'Ivoire, 20 pages.

REED, E. (1979). Féminisme et anthropologie, Paris, Denoël/Gonthier, 272 p.

RONDEAU, C. (1980). La société senufo du sud Mali, de la "tradition" à la dépendance, thèse de 3ème cycle, Université de Paris VII. (Elle est micro-filmée et disponible pour achat à l'Institut d'ethnologie, Muséum national d'histoire naturelle, Paris).

SAVIGNAC, C. (1979). Approche des conditions de travail en agriculture dans le nord de la Côte-d'Ivoire, *Cahiers ivoiriens de recherche économique et sociale*, n° 22 : 13 à 38.

TRAORE, A. (1981). *L'accès des femmes ivoiriennes aux ressources - Les femmes et la terre en pays adioukrou*, Etude de recherche préparée pour le séminaire régional tripartite du BIT pour l'Afrique, Développement rural et la femme, Dakar, 15-19 juin, BIT WEP 10-4-04-24-1-86-6, 52 p.

Terre des femmes (1982). Paris/Montréal, Maspéro/Boréal Express.

RÉSUMÉ

L'auteur s'interroge sur les facteurs qui permettent à des femmes senufo du Mali de répondre plus facilement que d'autres femmes aux contraintes qui pèsent sur elles. A l'aide d'une comparaison entre les Senufo de la région de Kadiolo (Mali), les Senufo de la région de Korhogo et de Bundiali (Côte-d'Ivoire), les Adiukru de Côte-d'Ivoire et les Gurmantche du Burkina-Faso, elle s'efforce de démontrer que la matrilinéarité constitue un facteur très secondaire. Selon elle, c'est l'absence de projets de développement des cultures de rentes conjuguée à l'éclatement très avancé de la famille étendue, et à l'isolement des paysans qui permet aux jeunes paysannes de mieux répondre aux contraintes qui pèsent sur elles, en particulier la contrainte du temps.

ABSTRACT

The author looks into the factors enabling Senufo women in Mali to respond more easily than others to the constraints affecting them. A comparison is made between the Senufo in the Kadiolo area (Mali), and in the Korhogo and Bundiali areas (Ivory Coast) with the Adiukru in Ivory Coast and the Gurmantche in Burkina-Faso, to show that matrilineal systems are an unimportant factor. The author believes that it is the absence of cash-crop development plans, combined with the considerable decline of the extended family and with peasants isolation, that enables young peasant women to find better responses to their constraints, particularly the time constraint.

ANNEXES

Consommation urbaine : Cardoso, Cohen/Tinker, Vidal

Crise et crises : Ngure, Saffioti, Savané, Sen

Cultures d'exportation : Aguirre, Courade, Ngure, Palmer, Quesnel/Vimard, Saffioti, Sajogyo, Savané, Sen

Cultures vivrières : Aguirre, Corrèze, Courade, Doucet, Keita, Ngure, Palmer, Quesnel/Vimard, Sajogyo, Savané, Sen

Division sexuelle du travail : Aubertin, Courade, Croll, Lecarme, Muchnik, Pinton, Quesnel/Vimard

Education-formation : Ahmad, Frank

Enfants confiés : Frank, Traoré/Antoine

Emploi : Rambaud, Sajogyo

Famine : Rangasami, Sen

Fécondité : Chauliac/Raimbault, Ferry

Femmes chefs de famille : Aubertin, Fiéloux, Traoré/Antoine

Femmes et état : Aguirre, Ahmad, Aubertin, Bonnafé, Cardoso, Croll, Deere, Guyer, Padilla, Pelzer-White, Sen, Traoré/Antoine

Groupements coopératifs : Aguirre, Ahmad, Courade, Croll, Deere, Muchnik, Pelzer-White, Sen

Habitat urbain : Traoré/Antoine

Idéologies : Aguirre, Cardoso, Courade, Deere, Khouri-Dagher, Padilla

Impact des projets de développement : Corrèze, Evans, Fiéloux, Fresco, Keita, Palmer, Pinton, Saffioti, Guégan

Industrie et industrie agro-alimentaire : Rambaud, Sajogyo

Législation : Aguirre, Saffioti, Traoré/Antoine

Législation du travail : Rambaud, Saffioti

Luttes féminines : Ahmad, Padilla

Maîtrise de la décision : Ahmad, Bonnafé, Croll, Frank, Padilla

Malnutrition : Cardoso, Chauliac/Raimbault, Ngure, Pinton

Mécanismes de domination : Bonnafé, Croll, Frank, Padilla, Rondeau

Ménage : Croll, Evans, Khouri-Dagher, Peltzer-White, Pinton, Quesnel/Vimard, Traoré/Antoine, Weekes-Vagliani

Migrations
- masculines : Fiéloux, Weekes-Vagliani
- féminines : Aubertin, Saffioti

Politiques de population : Ferry, Palmer

Politique des prix : Guyer, Lecarme, Ngure, Palmer

Pratiques associatives : Ahmad, Aubertin, Cardoso, Khouri-Dagher

Productivité : Bonnafé, Doucet, Keita, Rondeau, Savané

Rapports Nord-Sud : Ngure, Palmer, Savané, Sen

Recherche et systèmes alimentaires : Evans, Fresco, Keita, Palmer, Weekes-Vigliani

Réseaux familiaux : Traoré/Antoine, Vidal

Revenus féminins : Cohen/Tinker, Evans, Fiéloux, Keita, Khouri-Dagher, Lecarme, Muchnik, Rambaud

Saisonalité : Keita, Presvelou/Almeida

Salaires et inégalités des salaires : Aubertin, Croll, Deere, Doucet, Rambaud, Vidal

Santé : Chauliac/Raimbault

Secteur informel : Cohen/Tinker, Guyer, Lecarme, Muchnik, Vidal

Secteur urbain : Antoine/Traoré, Cardoso, Cohen/Trinker, Guyer, Khouri-Dagher, Lecarme, Rambaud, Traoré/Antoine

Sécurité alimentaire : Courade, Fresco, Saffioti

Statistiques : Antoine/Traoré, Charmes, Guégan
- activités économiques : Antoine/Traoré, Doucet
- population active : Doucet
- enquêtes : Doucet, Vidal

Statut : Antoine/Traoré, Croll, Fiéloux, Keita, Pelzer-White, Rondeau

Stratégies alimentaires : Bonnafé, Corrèze, Fresco, Guyer, Palmer, Traoré/Antoine, Savané, Weekes-Vagliani

Stratégies féminines : Ahmad, Cardoso, Corrèze, Doucet, Fiéloux, Guyer, Keita, Khouri-Dagher, Lecarme, Rondeau

Superficies cultivées par les femmes : Doucet, Keita

Systèmes fonciers : Courade, Croll, Deere, Peltzer-White
- évolution : Keita, Pelzer-White, Pinton, Saffioti
- réformes agraires, Aguirre, Croll, Deere
- grands projets/Révolution Verte : Fiéloux, Fresco, Guégan, Keita, Palmer.

Technologies : Evans, Fresco, Guyer, Muchnik, Palmer, Sajogyo

Temps : Aubertin, Corrèze, Croll, Evans, Lecarme, Presvelou/Almeida, Weekes-Vagliani

Transformations familiales : Fiéloux, Frank, Pinton, Quesnel/Vimard, Rondeau, Traoré/Antoine

Transformation des rôles : Aubertin, Fiéloux, Pinton, Quesnel/Vimard, Rondeau

Zones franches : Rambaud

INDEX BY THEMES (1)

Access to resources : Corrèze, Deere, Guyer, Vidal

Activities
- household activities : Cardoso, Khouri-Dagher
- economic activities : Ahmad, Aubertin, Frank, Savané
  - . agriculture : Aguirre, Bonnafé, Croll, Doucet, Fiéloux, Guyer, Keita, Pelzer-White, Pinton, Presvelou/Almeida, Quesnel/Vimard, Sajogyo
  - . trade : Doucet, Guyer, Lecarme, Sajogyo, Vidal
  - . small food trade (production, processing...) : Cohen/Tinker, Guyer, Muchnik, Sajogyo
- activities and life cycle : Courade, Fiéloux, Keita

Associative practices : Ahmad, Aubertin, Cardoso, Khouri-Dagher, Padilla

Cash crops : Aguirre, Courade, Ngure, Palmer, Quesnel/Vimard, Saffioti, Sajogyo, Savané, Sen

Cooperative groups : Aguirre, Ahmad, Courade, Croll, Deere, Muchnik, Pelzer-White, Sen

Crisis : Ngure, Saffioti, Savané, Sen

(1) List of themes used by the authors.

Domination mechanisms : Bonnafé, Croll, Frank, Padilla, Rondeau

Education Training : Ahmad, Frank

Employment : Rambaud, Sajogyo

Family changes : Fiéloux, Frank; Pinton, Quesnel/Vimard, Rondeau, Traoré/Antoine

Family networks : Traoré/Antoine, Vidal

Famine : Rangasami, Sen

Female income : Cohen/Trinker, Evans, Fiéloux, Keita, Khouri-Dagher, Lecarme, Muchnik, Rambaud

Female household heads : Aubertin, Fiéloux, Traoré/Antoine

Fertility : Chauliac/Raimbault, Ferry

Food chain : Courade, Evans, Muchnik, Palmer, Presvelou/Almeida

Food crops : Aguirre, Corrèze, Courade, Doucet, Keita, Ngure, Palmer, Quesnel/Vimard, Sajogyo, Savané, Sen

Food security : Courade, Fresco, Saffioti

Food strategies : Bonnafé, Corrèze, Fresco, Guyer, Palmer, Traoré/Antoine, Savané, Weekes-Vagliani

Foster children : Frank, Traoré/Antoine

Free zone : Rambaud

Health : Chauliac/Raimbault

Household : Croll, Evans, Khouri-Dagher, Pelzer-White, Pinton, Quesnel/Vimard, Traoré/Antoine, Weekes-Vagliani

Ideology : Aguirre, Cardoso, Courade, Deere, Khouri-Dagher, Padilla

Impact of development projects : Corrèze, Evans, Fiéloux, Fresco, Guégan, Keita, Palmer, Pinton, Saffiotti

Industry and food industries : Rambaud, Sajogyo

Informal sector : Cohen/Tinker, Guyer, Lecarme, Muchnick, Vidal

Labour legislation : Rambaud, Saffiotti

Land tenure : Courade, Croll, Deere, Pelzer-White
- evolution : Keita, Pelzer-White, Pinton, Saffiotti
- agrarian reforms : Aguirre, Croll, Deere
- large scale projects/Green Revolution : Fiéloux, Fresco, Guégan, Keita, Palmer

Legislation : Aguirre, Saffiotti, Traoré/Antoine

Malnutrition : Cardoso, Chauliac/Raimbault, Ngure, Pinton

Migrations :
- male : Fiéloux, Weekes-Vagliani
- Female : Aubertin, Saffiotti

North-South relationships : Ngure, Palmer, Savané, Sen

Population policies : Ferry, Palmer

Power of decision : Ahmad, Bonnafé, Croll, Frank, Padilla

Price policies : Guyer, Lecarme, Ngure, Palmer

Productivity : Bonnafé, Doucet, Keita, Rondeau, Savané

Research and food systems : Evans, Fresco, Palmer, Weekes-Vagliani

Seasonality : Keita, Presvelou/Almeida

Self-consumption : Courade, Pinton

Self-sufficiency : Courade, Pinton, Presvelou/Almeida, Savané, Weekes-Vagliani

Sexual division of labour : Aubertin, Courade, Croll, Lecarme, Muchnik, Pinton, Quesnel/Vimard

Socialist agriculture : Aguirre, Croll, Deere, Pelzer-White

Statistics : Antoine/Traoré, Charmes, Guégan
- economic activities : Antoine/Traoré, Doucet
- working population : Doucet
- surveys : Doucet, Vidal

Status : Antoine/Traoré, Croll, Fiéloux, Keita, Pelzer-White, Rondeau

Surface of land cultivated by the women : Doucet, Keita

Technology : Evans, Fresco, Guyer, Muchnik, Palmer, Sajogyo

Time constraints : Aubertin, Corrèze, Croll, Evans, Lecarme, Presvelou/Almeida, Weekes-Vagliani

Transformation of roles within the family : Fiéloux, Frank, Pinton, Quesnel/Vimard, Rondeau, Traoré/Antoine

Urban consumption : Cardoso, Cohen/Tinker, Vidal

Urban housing : Traoré/Antoine

Urban sector : Antoine/Traoré, Cardoso, Cohen/Tinker, Guyer, Khouri-Dagher, Lecarme, Rambaud, Traoré/Antoine

Wages and wage inequity : Aubertin, Croll, D-ere, Doucet, Rambaud, Vidal

Women and state : Aguirre, Ahmad, Aubertin, Bonnafé, Cardoso, Croll, Deere, Guyer, Padilla, Pelzer-White, Sen, Traoré/ Antoine

Women's strategies : Ahmad, Cardoso, Corrèze, Doucet, Fiéloux, Guyer, Keita, Khouri-Dagher, Lecarme, Rondeau

Women's struggles : Ahmad, Padilla

INDEX GÉOGRAPHIQUE (1)

AFRIQUE (AFRICA) : Ahmad, Evans, Frank, Palmer, Savané

Ouest (West) : Corrèze

Bénin : Muchnik

Burkina-Faso : Rondeau

Cameroun : Courade, Guyer

Congo : Bonnafé

Côte-d'Ivoire (Ivory Coast) : Rondeau, Traoré/Antoine, Vidal

Mali : Rondeau

Niger : Doucet, Keita, Guégan

Sénégal : Cohen/Tinker, Fiéloux, Lecarme

Togo : Quesnel/Vimard

Est (East)

Kenya : Ngure

Maurice, île (Mauritius) : Rambaud

Egypte (Egypt) : Khouri-Dagher

Tunisie (Tunisia) : Charmes

(1) Liste des pays auxquels les auteurs font référence dans leur communication.
(List of the countries which the authors refer in their papers.)

AMERIQUE LATINE (Latin America) : Ahmad, Deere, Padilla

Brésil (Brazil) : Aubertin, Cardoso, Saffioti

Colombie (Colombia) : Pinton

Cuba : Deere

Mexique (Mexico) : Padilla

Nicaragua : Aguirre, Deere

ASIE (ASIA) : Ahmad, Fresco, Palmer

Bangladesh : Cohen/Tinker

Chine (China) : Croll, Pelzer-White

Inde (India) : Rangasami, Sen

Indonésie (Indonesia) : Cohen/Tinker, Sajogyo

Philippines : Cohen/Tinker

Viêt-Nam : Pelzer-White

DOCUMENT DE SYNTHÈSE PROVISOIRE
(établi à partir des communications
reçues le 20.12.1984)

Jeanne BISILLIAT
Clio PRESVELOU

Ce document de synthèse ne se veut pas exhaustif ; établi fin décembre 1984, il n'a pu prendre en compte quelques communications sur l'Amérique Latine et l'Asie arrivées ultérieurement. Ceci explique, notamment une certaine prédominance des données africaines.

Synthèse signifie choix, et risque aussi d'omissions. Qu'on veuille bien nous excuser pour ces dernières.

Ce qui frappe à la lecture des communications, c'est la concordance des bilans. Les études venant de régions du monde différentes, portant sur des domaines différents, nourries de savoir et d'expertises différentes, conduisent aux mêmes constatations quant aux effets du développement en général et plus particulièrement des politiques agricoles, sur les femmes. Cette concordance évidente, indéniable, autorise la généralisation.

Ce qui suit présente donc les problèmes dans une perspective d'ensemble. Cependant, nous nous sommes gardées d'exploiter de façon théorique les matériaux abondants et les réflexions proposées. Nous avons voulu offrir un résumé clair des études communiquées, en replaçant les contenus dans un cadre systématique qui a, pour seule ambition, de perpettre la réflexion, la discussion, voir la confrontation entre les représentantes et les représentants des différents pays, entre les chercheurs et les planificateurs.

INTRODUCTION

L'un des contributeurs écrit, à propos du Congo, pays d'agriculture féminine : "... Une fois écouté le récit des hommes, spécialement aînés, chefs ou seigneurs, sur les changements précoloniaux, on ne peut manquer de se dire - mais je n'y suis arrivé que très récemment - et les femmes de la région ? Elles-mêmes n'en disent rien. Mais durant tout le 19ème siècle, au moins, elles ont jeté les bases de l'agriculture qui survit aujourd'hui. Une fois introduit le manioc, elles ont notamment diffusé et adopté les techniques, elles ont façonné leur terroirs, usé des modes culturaux associés à chaque type de champs, construit leur système de jachère, accumulé savoir et expérience, organisé leurs groupes d'entraide. Pour une somme de stratégies alimentaires, c'en était une. Aucune des autres transformations n'aurait même pu se concevoir sans ce mouvement. Mais les femmes elles-mêmes ne sont pas jugées porteuses d'initiative sociale ni d'histoire consciente".

Ce témoignage, mieux que tout autre exposé, nous semble résumer l'ensemble de la problématique de ce séminaire : l'importance primordiale des femmes dans l'agriculture, en même temps que le refus d'accepter ce fait et d'en tirer les conséquences. La cécité du regard scientifique accompagne celle des planificateurs, des développeurs aussi bien dans les pays concernés que dans les organisations d'aide.

Les politiques mises en oeuvre depuis 1972, autour de notions telles que sécurité alimentaire, autosuffisance alimentaire, stratégies, continuent en fait - même si au hasard des discours l'importance des femmes est affirmée - à ignorer que les femmes constituent un des pivots de la production et de la commercialisation, ceci dans les zones rurales, comme dans les zones urbaines. Leur extrême visibilité les rend invisibles, voilà le paradoxe le plus constant : "elles sont pratiquement insaisissables à l'enquête parce que présentes en tout endroit de la ville" selon la citation d'un chercheur rapportée dans une communication.

Le changement d'optique réclamé par tant de femmes ne pourra donc s'effectuer rapidement tant les obstacles culturels, politiques, religieux sont profondément enracinés au Sud comme au Nord. Mais nous devons néanmoins persister à montrer sur quelles erreurs et omissions s'est bâti ce que l'on pourrait appeler le "référentiel" du développement.

On s'accorde globalement pour dire que les deux principaux objectifs des stratégies alimentaires sont d'une part de répondre à la demande effective nationale et étrangère, ce qui implique l'idée de surplus de production et d'autre part, de diminuer progressivement la malnutrition, la faim et la pauvreté.

En effet, la pauvreté pour les pays concernés est le principal obstacle à une véritable sécurité alimentaire. Et en même temps que la pauvreté s'accroît, elle accentue et aggrave les contraintes auxquelles les hommes sont confrontés, bloquant ainsi un peu plus encore leurs rapports avec les femmes. Ceci nous conduit à dire ici, que nous devons examiner la société prise comme un ensemble constitué d'hommes et de femmes dont les devoirs et les droits sont séparés, identiques, complémentaires ou conflictuels mais qui, l'un et l'autre, l'un avec l'autre, doivent assurer la survie de la famille.

Ignorer le rôle économique des femmes, c'est donc amputer la société et ainsi se priver de forces réelles dans l'élaboration de ces nouveaux modèles de développement dont on pense qu'ils réussiront mieux que les autres.

Voici, brièvement exposés, les principaux axes de réflexion qui se dégagent des communications.

1. LA CARENCE DES STATISTIQUES

Toutes et tous dénoncent la non fiabilité des statistiques : les recensements nationaux comme les recensements agricoles ne savent pas, mais aussi ne veulent pas, comptabiliser les femmes dans leurs fonctions économiques : 2 % et 6 % des femmes actives en zone rurale et urbaine au recensement de 1975 au Burkina Faso ! En revanche, elles font apparaître comme en Côte d'Ivoire, une surdéclaration des femmes aux âges féconds qui révèle une double revendication par le père et le mari dans certaines sociétés. Les erreurs de dénombrement entraînent également des analyses insuffisantes des mouvements migratoires féminins.

Les causes de cette sous-évaluation de l'activité économique des femmes sont connues : inadaptation de la notion d'activité, des nomenclatures socioprofessionnelles, des périodes de référence utilisées, perception négative des enquêteurs vis-à-vis de l'emploi féminin, manque de prise de conscience des femmes de la réalité de leur propre activité. Néanmoins, les études plus fines qui se multiplient, permettent

peu à peu de mesurer la gravité des omissions : à Adieké les femmes travaillent 1259 journées contre 547 pour les hommes, et elles consacrent 652 journées aux plantations ou aux champs des hommes, contre 2 journées données par les hommes sur les champs des femmes. Au Rondonia, Brésil, on obtient selon les sources 4.800 femmes actives dans l'agriculture ou bien 66.000.

En Bolivie, les enquêtes de ménage comparées au recensement font apparaître un surplus de femmes actives allant de 33 à 48 %. Constituer un corps de données statistiques exactes est donc le préalable à une planification plus exacte et donc plus efficace.

2. LE ROLE DES IDEOLOGIES

Les statistiques constituent en fait, comme une caisse de résonnance aux idéologies qui sont à l'oeuvre dans le développement, ce dernier terme étant utilisé avec toutes les réserves nécessaires. Quelques exemples : Que devient ce qu'appelle avec humour une des participantes, "le spectre du jardin familial ou jardin de femmes si cher au coeur des planificateurs" devant certaines données ? Au Niger, dans la région de Doutchi, une enquête en 1979 sur 130 femmes, fait apparaître que la superficie des exploitations féminines est en moyenne de 1 hectare 6, exploité en cultures associées alors que la moyenne nationale est de 6 hectares. Les champs des femmes dans les 3 villages enquêtés représentent 750 hectares, 477 hectares et 218 hectares. Pour ne prendre que deux spéculations féminines, le voandzou et le mil, 502 femmes actives en ont récolté respectivement 187 tonnes et 4 tonnes et 304 femmes 67 tonnes et 7 tonnes.

Toujours au Niger, mais cette fois à Bangoukoiré, en pays songhai, dont on a l'habitude de dire que les femmes sont peu engagées dans l'agriculture. En 1981, 95 % des femmes font la riziculture pluviale sur des rizières allant de 0,25 hectare à 1 hectare et plus. La zone d'enquête produit 17 tonnes soit 441 kilos par femmes. Joli jardin en vérité !

"L'imagerie de l'alimentation familiale" vole en éclat devant ces chiffres. Ses insuffisances pour la planification apparaissent clairement. La production des femmes n'est pas celle d'un "jardin potager" comme les agronomes le disent, non sans commisération. Elle n'est pas non plus une simple production d'appoint.

Elle est non seulement importante, elle est essentielle.

Une autre idée reçue, mais toujours pernicieusement et activement à l'oeuvre, est celle que les revenus des femmes sont également de simples revenus d'appoint, et comme tels, insignifiants, tout juste bons à acheter quelques friandises pour les enfants. L'exemple songhay montre qu'avec le riz une femme gagne 57.000 CFA une fois déduites les dépenses pour la production. Dans ce cas, l'achat du mil nécessaire à la famille se fait, en réalité, de manière égale d'une part grâce aux revenus des femmes (61 % et plus) et, d'autre part aux revenus migratoires (60 %) ? Comment continuer à parler d'appoint ?

Le mythe de la femme ménagère se renforce dans la conception et la mise en oeuvre des grands projets des périmètres irrigués ou des projets de colonisation. Une autre situation se crée alors : la terre est uniquement distribuée à l'homme, considéré comme l'actif responsable de l'exploitation. De ce fait, la femme, même si la tradition lui accordait l'usufruit d'une terre, perd son droit qu'on disait jusqu'alors inaliénable. Elle est ainsi privée d'une importante source de revenus. A Bangoukoiré, lorsque le projet d'aménagement pour produire du riz irrigué se met en place en 1983, une seule femme sur les 6 villages obtient une parcelle, mais toutes sont requises d'aller "aider" leur mari, étant donné leur expertise dans cette culture. Elles le feront tout en s'efforçant de continuer à travailler sur leurs propres parcelles de riz pluvial, non aménagées.

Au Sénégal, dans la région de Damga, la politique de distribution des terres du périmètre irrigué se veut égalitaire, en accordant une parcelle à tous les hommes, quelle que soit leur caste. Mais, en même temps, elle refuse d'en accorder aux femmes, même aux veuves et aux divorcées.

En Gambie, identique refus de terres aux rizicultrices qui pourtant maîtrisaient depuis longtemps les connaissances des sols, de leur toxicité, de leur salinité, de l'utilisation de l'eau.

Les projets de colonisation, qui suppriment également pour les femmes l'accès à la terre, dévoilent un autre aspect de cette idéologie: on choisit de jeunes ménages, selon le modèle occidental, formant une unité nucléaire, accumulant des surplus, les réinvestissant dans des méthodes plus productives, bénéficiant de niveaux de vie plus élevés et de ce fait limitant le nombre de leurs enfants. Modèle qu'il serait bon de repenser ne serait-ce que pour la contradiction fondamentale

qu'il contient : dans un jeune ménage, éloigné de sa famille, la femme est privée de l'aide et de la solidarité des autres femmes qui allègent son travail. Elle est donc poussée, avec son mari, à avoir le plus vite possible le plus grand nombre d'enfants possible.

Enfin on retrouve un autre avatar de cette idéologie, partout sous-jacente, dans la méconnaissance du secteur informel alimentaire : on affecte de l'appeler "petit commerce, micro-commerce" mais aussi on s'attaque à lui de manière particulière. A Yaoundé par exemple, lorsque les femmes ont aligné leurs prix entre 1965 et 1972 sur l'inflation, une campagne s'est déclenchée blâmant et critiquant les marges bénéficiaires "excessives" des revendeuses, les accusant de pratiquer une forme de commerce non intégrée, primitive, anarchique et enfin "déloyale", ce qui permit de prendre des mesures répressives contre elles, mesures qu'elles déjouèrent d'ailleurs en organisant un boycott du ravitaillement. A Yaoundé comme dans bien des villes, ce secteur devrait pourtant être considéré non pas comme un vestige de la tradition mais bien plutôt comme une ressource réelle et actuelle dont la force et le potentiel constituent un élément dynamique pour l'économie nationale. D'autre part la restauration de rue, forte créatrice d'emplois,permet de nourrir, à des prix acceptables, la population active des travailleurs pour lesquels aucune infrastructure : cantine, transports urbains etc... n'a été créée. Comme le dit si bien un camerounais "il ne faut pas renvoyer d'un coup de pied le canot avec lequel on a traversé la rivière".

3. LES SYSTEMES ALIMENTAIRES, LES FEMMES, LE DEVELOPPEMENT

La perspective historique, dans laquelle se place un bon nombre de communications, confirme les problèmes les plus importants concernant le rôle des femmes dans la production alimentaire.

Un fait central : l'économie de plantation fait émerger en Afrique l'unité domestique, comme entité organisatrice de la production, ceci aux dépens des formes anciennes d'organisation du travail. L'homme doit alors trouver la force de travail nécessaire pour les cultures de rente, au sein du groupe familial restreint, problème rendu plus difficile par les migrations et la scolarisation. Pour cela, il détourne la femme de ses activités anciennes de productrice vivrière. Si le travail de 80 % des femmes autochtones du Plateau de Daye au Togo permet l'exploitation des plantations caféières et cacaoyères, avec un ou deux pagnes en paie-

ment, 31 % d'entre elles continuent au prix d'un surtravail de cultiver leurs parcelles vivrières, ce qui leur permet, par la transformation directe ou la vente, d'alimenter la famille. Un des résultats, au niveau global, du détournement des activités féminines est l'apparition d'un déficit vivrier dans cette région. An Asie et en Amérique Latine où les structures foncières et les structures de production sont différentes, on assiste à un déplacement général du travail salarié fait par les femmes. A Java, la mécanisation du sarclage prive les femmes de ce travail pour lequel elles étaient payées par une quantité de riz équivalent à 540 jours de consommation pour un adulte. Dans d'autres cas, les femmes migrent massivement de façon saisonnière ou permanente vers d'autres régions agricoles ou vers les villes.

On voit que le remodelage de l'ancienne division du travail autour de l'impératif des cultures d'exportation provoque une grande désorganisation dans le système de production des familles.

Décrivons quelques situations particulièrement significatives :

L'accroissement presque généralisé du temps de travail des femmes - 16 heures par jour, 60 heures par semaine sont une moyenne souvent citée - avec des goulots d'étranglement importants car elles doivent faire face à leur triple devoir : travailler sur les champs du mari, produire ou gagner de l'argent pour nourrir la famille, assumer les travaux domestiques.

Le fait de ne pas avoir considéré les femmes comme productrices a créé un écart important de productivité entre les cultures masculines et féminines qui sont d'ailleurs parfois les mêmes, les hommes ayant été les seuls à bénéficier de la formation, du crédit et des intrants orientés d'ailleurs, autre perversion du système, presque exclusivement vers les cultures d'exportation.

Dans bien des pays où la crise alimentaire, mais aussi la pauvreté, sévissent, le seul moyen pour les petits exploitants de gagner un peu d'argent est de se consacrer aux cultures d'exportation aux dépens des vivriers.

Les réformes agraires, la Révolution Verte, les grands aménagements, ont trop souvent démontré leur impuissance à répondre aux problèmes de survie des petits exploitants. En Asie, le nombre de paysans sans terre a augmenté obligeant hommes et femmes à chercher des emplois, rendus plus rares par la mécanisation des opérations culturales. A partir de l'analyse des réformes agraires dans 10 pays d'Amérique Latine,

une participante montre qu'à part deux pays - Cuba et Nicaragua qui ont expressément inclu les femmes dans les dispositions légales - tous les autres ont exclu les femmes du droit à la terre par un ensemble de mécanismes directs ou indirects, laissant les femmes seules, les femmes d'immigrants, les veuves, les divorcées sans moyen de subsister en milieu rural.

Sur un autre plan, les recherches menées dans le cadre des Révolutions Vertes sont difficilement utilisables - de par leur coût - par les petites et petits exploitants. Mais, plus grave, les cultures féminines - céréales secondaires, tubercules, légumineuses, légumes qui assurent la diversité nécessaire à un régime alimentaire équilibré - n'ont pas été retenues par la recherche agronomique comme un domaine capital et prioritaire pour l'amélioration de la nutrition et des revenus.

L'orientation vers la monoculture a dévalorisé les systèmes de cultures associées que les femmes ont toujours très bien maîtrisés , et qui sont une des réponses possibles à la crise alimentaire. Pensons à ces champs féminins de la région de Doutchi où les femmes cultivent voandzou et fonio, mil et niébé, mais aussi aux politiques alternatives poursuivies au Cameroun pendant les années 1970, où l'on a voulu faire cesser les cultures associées, diminuer la production de manioc, nourriture la plus prisée par les habitants des villes - toutes deux entre les mains des femmes - au profit du plantain cultivé par les hommes mais pour lequel la demande urbaine est moins forte.

Confrontées à ces mécanismes de discrimination mais aussi à leurs responsabilités biologiques envers leurs enfants, les femmes n'ont cessé, au prix d'efforts énormes, de s'adapter aux conditions négatives qui leurs étaient imposées. Dans la moyenne vallée du Sénégal, un mouvement circulaire s'ébauche : les hommes travaillent sur les nouveaux périmètres irrigués, les femmes travaillent sur leurs champs mais aussi sur ceux des hommes situés sur les berges du fleuve qu'ils ont délaissés, parce que moins productifs,où elles essayent de nouvelles techniques, de nouvelles semences. Au Niger à Ibohamane, elles sont dépossédées des terres du projet, mais "squattent" les zones laissées pour compte, etc.

En considérant l'ensemble des communications, on voit que la méconnaissance du terrain, les biais idéologiques, l'incohérence des décisions politiques des Etats et des organismes d'aide, expliquent en partie l'échec passé des politiques agricoles et l'échec prévisible des stratégies alimentaires qui mettent en oeuvre des actions "au masculin"

sans tenir compte de l'apport et des besoins différenciés des hommes et des femmes.

Un exemple de cohérence nous est offert par la Chine. Ce pays dont la politique de sécurité alimentaire a fait ses preuves, s'oriente depuis 5 ans vers la responsabilisation des unités de production avec l'encouragement aux activités complémentaires créatrices d'emplois et de revenus notamment pour les femmes rurales. Cela ne veut pas dire que nous devions considérer tous les problèmes résolus car un ensemble d'effets complexes peut apparaître tendant à diminuer la place que les femmes semblaient avoir gagnée pendant la première époque marquée par la collectivisation.

D'une manière générale, une exigence s'impose : analyser les systèmes de production et les politiques alimentaires sous un angle pluridisciplinaire et en utilisant de manière systématique les outils syntaxiques qui sont à la disposition de tous : le masculin et le féminin.

4. LES REVENUS DES FEMMES

Il faut revenir aux problèmes des revenus qui, nous l'avons vu, ne constituent pas un apport d'appoint, mais sont *indispensables* à la stratégie de survie des populations défavorisées. Quel que soit le type de société considéré, que les femmes aient le droit à un revenu indépendant ou non, leur apport, en nature, ou en espèces, est toujours vital pour la femme et pour ses enfants - dont elle assure de plus en plus l'alimentation, les frais de santé et de scolarité -, pour sa famille linéaire à laquelle elle est liée par un réseau étroit de solidarités diverses, enfin pour son propre statut. Il n'est que de voir ce que les femmes sont prêtes à accepter afin de gagner de l'argent pour comprendre l'importance de cet enjeu social : multiplication et diversification d'activités dont les rendements sont faibles au prix d'un surtravail énorme, non respect des normes culturelles qui dans certains pays les empêchent de travailler en dehors de la maison ou d'effectuer certains travaux, accroissement des activités commerciales au fur et à mesure qu'elles avancent dans leur cycle de vie et que la charge des jeunes enfants se fait moins forte, inventivité et dynamisme pour s'adapter aux changements liés aux situations nouvelles, acceptation de conditions de travail - dans les plantations, dans les usines - terriblement difficiles pour des salaires à travail égal toujours plus bas que celui des hommes et que le minimum légal.

Avons-nous affaire à des comportements masochistes ou bien à une nécessité impérieuse ?

Tout cela veut dire que les politiques alimentaires mises en oeuvre doivent s'efforcer de répondre aux besoins de la moitié de la population, 1 milliard et demi de femmes dans le Tiers Monde, en lui offrant :

1. la protection de la propriété foncière existante et l'accès à la terre,
2. un soutien efficace aux activités qu'elles assument traditionnellement et qu'elles pourraient améliorer pour le bénéfice de tous,
3. des possibilités de produire et d'améliorer leur productivité ;
4. des techniques d'allègement du travail,
5. des emplois ruraux et urbains.

Dans la presque totalité de l'Afrique les budgets des hommes et des femmes sont *séparés* : il faut tenir compte de cette réalité qui fonde bien des systèmes sociaux. D'autre part, le nombre croissant de femmes seules de par la migration masculine, de par le divorce, le veuvage ou la destructuration des liens familiaux implique que l'on cherche pour elles des moyens spécifiques (accès à la terre, au crédit), leur permettant d'élever leurs enfants avec une sécurité et une dignité suffisantes. Enfin dans un monde où le pouvoir masculin est encore massivement prédominant et repose de plus en plus sur l'argent, les femmes acceptent et accepteront de moins en moins de ne pas garder ou de ne pas conquérir le contrôle du produit de leur travail, cela est d'autant plus vrai que, toutes les études dans toutes les régions le montrent : les revenus masculins, à la différence des revenus féminins, sont loin d'être redistribués au sein de la famille, servant beaucoup plus à des dépenses de prestige et de loisirs. Sur ce dernier point, la résistance de l'idéologie est extrèmement forte puisque l'on continue à considérer le chef de famille comme le seul responsable, à telle enseigne que les salaires des femmes, sur les plantations par exemple, leur sont versés. Les faits sont là, il faut en tirer les conclusions et prendre les mesures nécessaires : voir les femmes là où elles sont, là où elles travaillent dans l'économie à laquelle elles participent.

5. LES CHANGEMENTS FAMILIAUX

Sous la pression conjuguée de la migration masculine (42 % à 47 % d'hommes actifs par exemple dans la Moyenne Vallée du Sénégal), de la diminution des revenus féminins, les comportements changent même si les valeurs semblent demeurer encore les mêmes. La famille se transforme : captation de la descendance par le père en système matrilinéaire, défaillance de la solidarité familiale pour les veuves, augmentation des divorces, des femmes seules (augmentation des femmes chefs du ménage de 6,3 % à 11 % entre 1964 et 1978 à Abidjan), importance de la migration féminine très forte en Amérique Latine (en 1978, 34,2 % des migrants arrivant dans le Rondonia au Brésil sont des femmes et 54,2 % de ces femmes ayant entre 15 et 29 ans sont chefs de famille), accroissement du travail comme main-d'oeuvre familiale non rétribuée (1 pagne ne peut être considéré comme une rétribution), lassitude devant le non respect des obligations familiales des hommes (quelques femmes quittent leur mari, au Congo, parce qu'ils n'assurent pas les frais de scolarisation), lassitude des femmes et refus de la vie de femme de migrant (vivre avec leur mari seulement de 6 à 12 mois sur une durée de 10 ans) les entraînent à divorcer, ou si elles sont abandonnées, à ne pas se remarier, à nouveau, avec des migrants. Il en est de même pour les jeunes filles en âge de se marier. De plus en plus de femmes préfèrent rester seules, et se débrouiller avec leurs enfants, plutôt que de continuer à vivre dans le cadre souvent dévalorisant de la famille. Il semble donc que la dépendance accrue des femmes par le système d'exploitation de leur travail amène un climat de forte insécurité conjugale, qui les pousse peu à peu soit à refuser la situation qui leur est faite, soit à trouver des stratégies alternatives : départ vers la ville où elles espèrent trouver les conditions de leur indépendance, recours au système des enfants confiés, qui doit être compris comme un mécanisme de rééquilibrage permettant à la femme de répondre à ses obligations familiales et maternelles dans le cadre de sa nécessaire indépendance économique. Les chiffres sont éloquents : dans la tranche d'âge 15-34 ans, 40 % des femmes, au Libéria, placent un enfant dans leur famille maternelle, 14 % au sud-ouest du Togo, 22 % à Ibadan.

Tous ces faits doivent être analysés dans leurs conséquences à moyen terme pour l'équilibre des sociétés, l'éducation des enfants, l'accroissement de la pauvreté : les femmes chefs de famille de plus en

plus nombreuses à travers le monde sont toujours les plus pauvres parmi les pauvres.

6. LES FEMMES ET LES VILLES

Que les femmes accomplissent la majorité des transformations des matières premières agricoles leur donne, dans les faits, une importance considérable : elles nourrissent leur famille, elles écoulent le surplus, nourrissant aussi les villes : la fonction de l'allaitement envahit l'espace social. Leurs productions débouchent sur les marchés régionaux ou nationaux, d'autant plus qu'elles savent s'adapter aux demandes urbaines dans leur incessant changement. L'étude de cas de Yaoundé est exemplaire : malgré les contraintes de toutes sortes, dont celles des transports, qui pèse lourdement - les seuls transports organisés par l'Etat sont ceux du cacao -, les agricultrices et les commerçantes de l'ouest, depuis 1970, ont pu assurer l'approvisionnement de la ville sans rupture de stocks, avec une relative stabilité des prix. Néanmoins, les politiques mises en place à partir de 1972, ne cherchent nullement à développer ce secteur : aucun moyen, aucune ressource ne sont dégagés pour son amélioration, aucune technique de transformation du manioc pour aider les femmes à maîtriser les goulots d'étranglement inhérents à cette production. Résultat ? 40 km sur la route d'Obala jonchés de manioc séché et abandonné. Malgré tout, le système continue à fonctionner, à des niveaux de prédictabilité et d'efficacité dépassant les autres systèmes urbains africains, s'adaptant, par les marchés de nuit, au rythme de travail des paysannes productrices et fonctionnaires consommateurs. Cela montre que le secteur informel de l'alimentation aux mains des femmes peut répondre au défi d'une demande croissante, selon des rationalités évidentes. Cela pourrait fonctionner encore mieux, si on acceptait d'effectuer des investissements stratégiques, non pour contrôler, mais pour développer les techniques et les ressources nécessaires aux femmes. Et pourtant, les réflexions de plus en plus nombreuses sur le thème de "nourrir les villes" évitent, ou refusent d'envisager l'apport positif des femmes. De quelle rationalité parlons-nous ?

7. LA SANTE

Le divorce entre l'agriculture et la nutrition s'accentue : au Kenya, le pourcentage de morbidité et de malnutrition est le plus fort dans la Province centrale où le pourcentage de cultures d'exportation faites par les petits exploitants est également le plus fort. La malnutrition, cause principale de la mortalité infantile, accentuée par le phénomène de saisonalité, n'est pas seulement un problème de formation, mais aussi de revenus, en nature ou en espèces. Les femmes du Rondonia savent qu'elles nourrissent mal leurs enfants, mais n'ont pas les moyens d'améliorer la situation, et pourtant il meurt dans cette région 200 enfants pour 1000, un des taux les plus élevés du monde. Un peu partout dans le monde, la malaria, les verminoses et la malnutrition et le bas niveau scolaire sont les principaux responsables des échecs agricoles, pour lesquels on a coutume de donner des raisons purement économiques, ou financières. Ce renversement des approches ne peut qu'enrichir le débat en le centrant non plus sur une population quasi abstraite mais sur des hommes et des femmes confrontés à d'énormes difficultés matérielles mais aussi psychiques.

Nous abordons ici le problème fondamental des femmes : la charge de travail pour la procréation, pour la production, pour la reproduction de l'unité familiale est harassante et ne leur laisse que peu de repos. C'est pourtant sur leur temps de loisir, déjà très court, qu'elles prennent pour effectuer telle ou telle activité rémunératrice.

Travail et santé, travail et obligation de se faire aider par les enfants, travail et nécessité d'une famille nombreuse ? Cercle vicieux qui nous ramène au problème de l'explosion démographique, du surpeuplement et du spectre de la faim. Les néo-malthusiens qui proposent des politiques de population dont l'objectif quasiment unique est la baisse de fécondité des femmes, pensent-ils à se poser quelques questions concernant ces mêmes femmes prises dans les contradictions des changements sociaux où comportements traditionnels et nouveaux s'opposent à des normes nouvelles et traditionnelles. Au-delà de son simplisme, la contraception seule ne saurait être la réponse dans les conditions de vie actuelles de beaucoup de femmes. Pour maîtriser leur fécondité, elles doivent d'abord pouvoir maîtriser leur vie. On voit poindre un peu partout, une différentiation de plus en plus inégalitaire et injuste entre les femmes : celles qui ont un peu d'argent, un peu d'éducation peuvent

accéder aux soins de santé et à la contraception, les autres non. Ceci est plus grave que la location d'utérus qui trouble tant les consciences occidentales.

8. LES GROUPEMENTS DE FEMMES

Tout au long de ces pages, on a vu comment les femmes avaient réussi, sur le plan individuel, mais aussi villageois ou régional, à inventer des réponses, qui leur permettent de continuer à assurer leurs responsabilités vis-à-vis de l'entretien de leurs enfants. Ces dernières années, on a vu naître dans tous les continents, dans les zones rurales et dans les villes, une infinité de groupements, dont une communication s'efforce de donner la typologie. La nécessité de ces mouvements de solidarité se mesure à leurs résultats quels qu'ils soient : citons l'Inde, où certaines groupes de femmes ont obtenu que la Commission Indienne pour la planification du 6ème Plan Quinquennal recommande de donner des titres fonciers conjointement à l'homme et à la femme.

On dit les femmes arriérées, on veut les enfermer dans un immobilisme culturel, mais elles sont tout à fait capables d'analyser leurs besoins, leurs contraintes et de proposer des solutions. Et le fait de se réunir est souvent l'occasion d'un regard critique et d'une demande orientée, que ce soit au sein des groupes-confitures du Rondonia, ou des groupes de travail pour le repiquage et la récolte dans l'Andra Pradesh. Fondés sur la solidarité et l'égalité, ces groupes d'entraide fonctionnent souvent très bien. Ils représentent la possibilité, pour ces femmes, d'obtenir peu à peu le contrôle de leur travail, de leurs revenus, de leur accès à la terre etc... Ils sont donc une source importante d'innovation dans le processus des changements sociaux considérables qui opèrent devant nos yeux.

Donner la parole aux femmes et tenir compte de leurs besoins deviendra de plus en plus un défi auquel les planificateurs devront faire face s'ils veulent que leurs politiques soient efficaces. On ne pourra encore longtemps imaginer un développement authentique - quelle que soit son appellation - désireux d'améliorer les conditions de vie des populations en ignorant justement la moitié de ces populations. L'autosuffisance alimentaire, qui n'est qu'une partie d'un tout, passe par la reconnaissance de la place essentielle des femmes dans toutes les sociétés du monde.

PROVISIONAL SYNTHESIS DOCUMENT
(based on contributions received by December 20, 1984)

Jeanne BISILLIAT
Clio PRESVELOU

This document does not lay claim to comprehensiveness : as it was drafted in late December 1984, it was impossible to take into account certain contributions on Latin America and Asia that were received at a later stage. This also explains why data on Africa will seem predominant.

Synthesis involves choice, and also possible omissions, for which we would like to apologize here.

In reading the various papers we were struck by the convergence in conclusions reached. Surveys made in different parts of the world in different fields of study, using different degrees of knowledge and expertise, lead to similar observations as to the effects of development in general, and in particular as to farm and agriculture policies, on women. In view of such obvious and undeniable similarity, generalization is quite allowable.

Consequently, the following will describe problems in an overall perspective. However, we were careful not to make theoretical use of the wealth of data and approaches put forward. Our aim was to provide a clear summary of the papers received, the substance of which was approached in a more systematic manner, for the sole purpose of providing food for thought and discussion, and possibly also for some lively debate between the men and women representating the various nations, and between researchers and planners.

INTRODUCTION

About the Congo, where the farmwork is done by women, a contributor writes : "... Having heard the men, especially the elder, the chiefs, the lords, talk about precolonial changes, one necessarily wonders - but this occurred to me only recently - : what about the women of that area ? They themselves say nothing about it. But throughout the XIXth century at least, they established the basis of the agricultural that has survived until now. With the introduction of cassava, they were responsible inter alia for adopting and spreading the use of certain techniques, for shaping the farm-land, for using specific cropping modes for each type of field, for working out a fallowing system, they acquired know-how and experience, and they organized their mutual help groups. That, as food strategies go, is a remarkable example. Without it none of the other changes would even have been conceivable. But the women themselves are not considered to be prime movers in terms of social change, nor to have any historical awareness".

It seems to us that this testimony, better than any other description, concentrates in a nutshell the whole subject-matter of this seminar : the crucial importance of women in agriculture, combined with the non-acceptance of this fact and of its consequences. Science is blind to it as well as planners and development officials both in the countries concerned and in aid agencies.

Policies implemented since 1972, on the basis of concepts such as food security, food self-sufficiency, strategies, still ignore, in fact - even if speeches do, sometimes, happen to stress the role of women - the pivotal importance of women in production and marketing both in rural and urban areas . They are so ubiquitously visible that they become invisible : that is the most constant paradox : "investigation hardly ever reaches them because they are everywhere in the towns", to quote a researcher's comment in one of the papers.

Thus the change in approach that so many women call for cannot be a rapid process, in view of the deeply rooted cultural, political and religious obstacles in the South as well as in the North. Nevertheless we must continue to shed light on the errors and omissions upon the "referential system" of development which has been built.

It is generally accepted that the two major aims of food strategies are, first, to meet actual domestic and foreign requirements - and this implies the idea of output surpluses - and second, gradually to reduce malnutrition, hunger and poverty.

Poverty in the countries concerned is indeed the major obstacle to true food security. And with the increase in poverty, the constraints under which the men live become more acute and more serious, so that in turn the deadlock becomes a little worse in their relations with the women. This leads us at this point to say that we must view society as a whole, made up of men and women whose duties and rights are separate, identical, complementary or conflicting, but who, man and woman, man with woman, must strive after the survival of the family.

To ignore the economic role of women, consequently, is to amputate a part of society and to deprive it of some of its best strength in the working out of those new development models which are thought to have a greater success potential than others.

The following is a succinct outline of the major lines of thought appearing in the contributions we have received :

1. INADEQUATE STATISTICS

All the authors stress the lack of reliable statistics : national as well as agricultural census-takers are not able, and not willing, to take into account the women as economic agents : the 1975 census in Burkina-Faso numbers 2 % and 6 % of female workers in rural and urban areas ! On the other hand, there appears to be some overdeclaration, for instance in the Ivory Coast, concerning women in the child-bearing age group ; this shows that in certain societies, fathers and husbands lay double claims to them. Enumeration errors also give rise to inadequate analysis of female migration flows.

The reasons for such underevaluation of women's economic activity are well-known : concepts are inappropriate, as to the nature of activity, the social and professional categories, the review periods involved ; surveyors have a negative perception of female employment ; women are not properly aware of the effectiveness of their own activity. However a greater number of more refined studies gradually make it possible to measure the magnitude of all these omissions : In Adieke,

the women work 1259 days versus 547 days for the men, and they devote 652 work days to the men's fields and plantations versus 2 work days from the men in the women's fields. In Rondonia, Brazil, the number of women employed in agriculture ranges from 4800 to 66000 depending on the sources.

In Bolivia the difference in results of household surveys and of the official census gives an excess number of female workers ranging from 33 to 48 %.

Thus, a reliable set of statistical data would be a prerequisite if planning is to be more accurate and, consequently, more efficient.

2. THE ROLE OF IDEOLOGIES

In fact statistics provide, in a way, a resonance box for the ideologies that underlie development, the latter term being used with all requisite qualifications. For instance : what becomes of what one woman participant calls with humour "the ghost of the family garden, or the women's garden, a pet idea of the planners", when one looks at some of the data ? In the Doutchi area in Niger, a 1979 survey involving 130 women reveals that the surface area of women's farms covers an average of 1.6 hectare, used for combined cropping, whereas the national average is 6 hectares. The women's fields in the 3 villages covered by the survey amount to 750 hectares, 477 hectares and 218 hectares. Taking only two of their crops, voandzu and millet, 502 working women harvested 187 and 4 tons respectively and 304 women 67 and 7 tons.

Still in Niger, but in Bangoukoiré, in the Songhai territory, whose women have a non-farming reputation, 95 % of the women in 1981 were engaged in rainfed rice cropping in field covering 0.25 to 1 or more hectares. The survey zone produced 17 tons i.e., 441 kgs per woman : gardening indeed !

"The imagery of food for family consumption" breaks down in the face of such figures. It becomes clearly inadequate for planning purposes. The women's production comes from no "vegetable garden", as agronomists call them, in a looking down fashion, neither is it a merely supplementary production.

Their output is not only sizeable, it is also essential.

Another set idea, which is still perniciously active, is that the women's income too is only additional income, and, as such, insignificant, fit to be used perhaps for buying sweets for the children. The Songhai example shows that with her rice output a woman can earn 57000 CFA, allowance being made for production costs.In this case, an equal contribution to the purchase of millet for family consumption is actually made by the women's income (61 % or more) and by the income from migrant workers (60 %) - Is that merely and additional form of contribution ?

The myth of the housewife is becoming reinforced in the designing and implementing of major irrigation and settlement plans. Here a new situation sets in, where the land is distributed only to the man who is considered to be the person actively in charge of the farm. So that the women who used traditionnaly to have a usufructuary right to the land, are deprived of an entitlement previously considered to be inalienable. Thus they are also deprived of a major source of income. In Bongoukoire, when the development project for irrigation rice cropping is set up in 1983, only one woman out of the 6 villages is given a plot, but all the women are told to go and "help" their husbands, in view of their know-how in rice cultivation. This they will do while trying to keep on farming their own "undeveloped" rainfed rice plots.

In Senegal, in the Damga area, the land distribution policy in the irrigation zone is intended to be equalitarian : a plot is to be given to each and every man, whichever his caste. But it also refuses to grant any plots to the women, be they widows or divorcees.

In Gambia, the rice-growing women were also denied plots in spite of their long-acquired know-how concerning soils, soil toxicity, salinity, and water utilization.

Settlement projects which also deny women their access to the land, reveal another aspect of this ideology : young households are chosen, as in the Western model, of the nuclear unit type, which accumulates surpluses and reinvests them in more productive methods, achieves higher living standards and, consequently, tends to have fewer children. This model might usefully be reconsidered, be it only because of its inherent basic contradiction : in a young household, far away from the

family, the wife is deprived of the help and solidarity of other women who alleviate her work load. Thus she and her husband are encouraged to have, as soon as possible, the greatest possible number of children.

Lastly, this ideology has another universal underlying bias in its misinterpretation of the informal food supply sector : it is termed "petty trade, micro-trade", but it is also subjected to specific onslaughts. For instance, in Yaounde, when the women aligned their prices with the inflation rate, between 1965 and 1972, a campaign was triggered off, blaming and criticizing them for their excessive resale margins, reproaching them for their non integrated, primitive, anarchical and "unloyal" trade practices - this made it possible to take repressive measures against them ; but they undid them by organizing supply boycott actions. In Yaounde as well as in a number of other towns, this sector ought rather to be seen not as a vestige of tradition, but as a very effective resource, the liveliness and potential of which are a dynamic element of the national economy. Furthermore street catering, which is a substantial employment-generating activity, makes it possible to supply food at a reasonable price to the working population for whom no infrastructure (canteens, city transport, etc...) has been set up. As is aptly put by an author from Cameroon : "never kick away the boat that took you to the other bank".

3. FOOD SYSTEMS, WOMEN, DEVELOPMENT

The historical perspective adopted by a number of papers confirms the major problems concerning the role of women in food production.

A crucial fact : in African plantation economics, the household unit is the production organizing entity, and this is detrimental to earlier work patterns. Here the man must find the necessary manpower for the cash crops within the smaller family unit, a problem which is made more acute by migratory flows and schooling. This means that he must put his wife away from her usual food producing work. While the work of 80 % of the native women in Togo's Daye Plateau makes it possible to cultivate the coffee and cocoa plantations, for a payment of one or two loin-cloths, 31 % of them continue to do overwork in farming their food crop plots in order to feed their families through direct processing or selling of their produce. In overall terms, one of the results of this rearrangement of women's work is the emergence of food deficits in the area. In Asia and in Latin America, where the land occupation and pro-

duction structures are different, there is a general shift in salaried female work. In Java, the mechanization of weeding operations has deprived the women of their jobs, for which they used to be paid quantities of rice, equivalent to 540 days' worth of adult consumption. Elsewhere there are massive seasonal or permanent flows of women migrants towards other farming areas or towards the cities.

It can be seen that the restructuring of the former division of labour, based upon the requirements of export crops, leads to significant disorganization in the families' production system.

Let us look at a few particularly relevant situations : Women's working hours have increased nearly everywhere - average hours of 16 hours per day and 60 hours per week are frequent - with acute bottlenecks because they have to work threefold : to work on their husband's plots : to produce, or to earn money in order to feed their families ; and to take care of housework.

The fact of not having considered women as productive agents has resulted in considerable productivity gaps between men's and women's crops, which are sometimes the same, as the men alone have had the benefit of training, of credit allocations and of the inputs which, furthermore, - an additional perverse feature of the system - go nearly only to export crops.

In many of the countries suffering from a food crisis, and from poverty, the only way for small farmers to make a little money is to devote their work to export crops instead of food crops.

Agrarian reforms, Green Revolutions and Great projects have only too often proven inappropriate in the face of small farmers' survival problems. In Asia, the number of landless farmers has increased, forcing men and women to look for jobs which are made scarcer by the mechanization of cultivation operations. On the basis of an analysis of agrarian reforms in 10 countries, in Latin America, a participant has shown that with the exception of two nations, Cuba and Nicaragua, where the women are expressly included in legal provisions, all the others have left women without any land entitlement, through a number of direct or indirect mechanisms, whereby even single women, immigrants' wives, widows and divorcees have no means of livelihood in the rural context.

On the other hand, research done in the context of Green Revolutions is hardly usable because of its cost by small farmers, - men or women. But, more seriously, the women's crops - coarse grains, tubers,

leguminous plants, vegetables, which provide the necessary variety of foods for well-balanced nutrition - are not taken into account by agricultural researchers, as a crucial subject and as a priority for nutrition and income improvement.

The adoption of single-cropping has devaluated the combined crop systems which the women have always managed very expertly, and which are one of the possible solutions to the food-crisis. One can look at the situation in the women's fields in the Doutchi area where the women grow voandzu and fonio, millet and niebe,as well as at to the alternative policies that were implemented in the Cameroon in the 1970's, where the objective was to to away with combined crops and to reduce cassava production, although cassava is the most sought after food for city dwellers - both of which were the business of women - and to encourage plantain production, a male job, but the product is less in demand in the cities.

In the face of such discriminatory mechanisms, but also of their biological responsabilities towards their children, the women have made every effort to adapt to the negative conditions imposed upon them. In the middle part of the Senegal Valley one can observe the beginning of a circular flow ! the men work on newly irrigated areas, the women work in their own fields as well as in the men's which are located along the riverbanks, and which are neglected by the men because they are less productive ; there the women try out new techniques and seeds. In Niger, in Ibohamane, they have been dispossessed of the land included in the project, but they now occupy the abandoned areas as "squatters", etc...

It can be said, on the basis of the whole set of contributions, that poor knowledge of local conditions, ideological bias, inconsistent policy decisions in the States and in the aid agencies, provide part of an explanation for past failures in agricultural policies, and or the foreseeable failure of food strategies that call for male-oriented action without taking into account the different nature of men's and women's contributions and needs.

China show exemplary consistency. Over the past 5 years, this country, whose food security policy has been very conclusive, has been stressing involvement of production units and encouraging complementary job and income-generating activities, in particular for women in rural areas. This does not mean that all problems are solved, for a number of complex effects may emerge with a trend towards reducing the role that

women seemed to have secured during the first, collectivization-oriented, phase.

In general terms, it is clearly necessary to analyse production systems and food policies in a multidisciplinary approach and with a systematic utilization of the syntactic tools available to all : the masculine and feminine genders.

4. WOMEN'S INCOME

It is necessary to dwell upon the problem of women's income which, as we have seen, is not a mere addition, but rather and *indispensable* element in the survival strategies of underpriviledged populations. In any society, whether the women are or not entitled to income of their own, their contribution in cash or in kind, or in cash and in kind, is always vital to the women and their children, - they are increasingly responsible for the children's food, health and schooling -, to their lineal families with whom they are linked by a dense network of various solidarity relationships, and lastly to their own status. One needs only to observe what women are willing to bear to earn some money, to grasp the social significance of what is at stake here : multiplied and diversified activities with low profit levels at the cost of a huge overwork, burden, non-conformity with cultural standards which do not allow them, in certain countries, to work outside their homes or to do certain jobs, increasing trade activities as the women grow older and become free from the constraint of small children, inventiveness and dynamic adaptability to change due to new situations, acceptance of working conditions - in plantations, in factories - which are terribly stringent, and which always impose lower wages for equal work than the men's wages and the regulatory minimum wages.

Is this to be considered masochistic behaviour or an absolute necessity ?

All this means that food policies must seek to meet the needs of that half of the population : 1.5 billion women, in the Third World, by providing them with :

1. protection for existing land ownership and access to land,
2. efficient support for their traditional activities, which they might improve for the benefit of all,
3. possibilities to produce and to improve their productivity levels,

4. work alleviating techniques,
5. rural and urban employment opportunities.

In virtually all African nations men's and women's budgets are *separate* : this fact must be borne in mind as it is a basic fact in very many social systems. Furthermore, the increasing number of single women, due to male migration, divorce, widowhood or destructured family links, results in the need for specific means (access to land, to credit) to be designed for them, so that they can raise their children with a sufficient sense of security and dignity. Lastly, in a world of still largely predominant male power, based increasingly on the role of money, women do not and will not agree readily to a position whereby they cannot be in control or gain control over the returns from their work ; all the more so as - this is pointed out by all the surveys from all regions - the men's income, contrary to the women's, is seldom redistributed within the family, and more often than not, is used for prestige or entertainment purposes. In this respect, ideological resistance is still very strong, since the head of the family is still considered to be the sole person in charge, so much so that women's wages, for instance in plantations, are paid to the men. Those are the facts : conclusions must be drawn and necessary measures must be taken, to see the women where that actually are, where they work, in the overall economy to which they contribute.

5. CHANGES IN THE FAMILY

Under the combined pressure of male migration (42 % - 47 % of male workers are concerned for instance in the middle part of the Senegal Valley) and of the decrease in women's income, behaviours tend to change even though the values seem still to remain the same. The family is undergoing change : descendance captation by the father in matrilineal systems, lack of family solidarity towards widows, increasing number of divorce cases, as well as of single women (the number of women as heads of families increased from 6.3 to 11 % between 1964 and 1978 in Abidjan), sizeable female migration flows in Latin America (in 1978, 34,2 % of migrant persons arriving in Rondonia, in Brazil, were women ; 54.2 % of these women, aged 15 to 29, were family heads), increase in non-remunerated family labour (one loin-cloth can hardly be seen as wages), dissatisfaction with the men who do not fulfil their family obligations (in

the Congo, some women leave their husbands because they do not meet schooling costs), discouragement of women forced to live as wives of migrant men, a situation they sometimes reject (having to live with their husbands only 6 to 12 months out of a whole decade), leading them to divorce, or if they have been abandoned, not to marry again with migrant men. The same applies to young nubile girls. An increasing number of women prefer to remain single and to manage alone with their children, rather than to continue living in the often derogatory family environment. Thus it seems that the increased dependence of women due to a system that exploits their labour leads to an atmosphere of marked insecurity between spouses, which gradually makes them reject the situation they are put in, or encourages them to find alternative strategies: they move into town, hoping to find the right conditions for independence : they entrust their children to other people, a system which is to be seen as a balancing factor allowing the women to fulfil their family and maternal obligations in a context of necessary economic independence. The figures speak for themselves : in Liberia, in the 15-34 age group, 40 % of the women entrust one child to the mother's family, 14 % in South-Western Togo and 22 % in Ibadan.

All these facts should be analysed for their medium-term consequences concerning the balance of societies, the education of children, the increase in poverty : there are increasing numbers of female family heads throughout the world, and they still remain the poorest among the poorest.

6. WOMEN AND CITIES

The fact women carry out most of the processing of agricultural raw materials gives them, in actual fact, a considerable importance : they feed their families, they sell surpluses, thus also supplying food to the towns. The breast-feeding function penetrates the whole of the area occupied by society. Their produce comes to regional or national markets, and all the more so as they adapt readily to the perpetual change in urban demand. The Yaounde case study is exemplary : in spite of all sorts of constraints, including the transport ones, which are very severe - the only State-organized transport is for cocoa - the women farmers and traders in the West have been ensuring stable supplies to the city ever since 1970, never running out of stocks and keeping relative-

ly stable prices. However, policies started up from 1972 onwards make no effort to expand that sector : no means or resources have been found for its improvement, no cassava processing techniques for the women better to deal with the inherent bottlenecks of this particular product. The result is 40 km of the road to Obala covered with dried cassava, that was abandoned there. In spite of all that, the system does work, with a degree of predictability and efficiency which is well beyond those of other African urban systems ; it adapts to the work-days of women farmers and of civil servant consumers by means of night markets. This shows that the informal food market controlled by women can respond to the challenge of rising demand requirements, according to evident lines of rationality. It could work even better if it became possible to make the strategic investment for the purposes not of controlling, but of developing the techniques and resources that the women need. And still, the studies that are being made more and more often on the theme "feeding the cities" avoid, or refuse to consider, the positive contribution of women. What rationality is at work here ?

7. HEALTH

The gap between agriculture and food requirements is widening ; in Kenya, the morbidity and malnutrition rates are the highest in the Central province where the percentage of export crops produced by small farmers is also the highest. Malnutrition, the major cause for infant mortality, which is also negatively affected by the seasonality phenomenon, is not only a matter relating to training, but also a matter of income, in kind or in cash. The Rondonia women know they do not feed their children properly, but are not in a position to do anything about it, even though 200 children out of 1000 die in this region - one of the highest rates in the world. Here and there, all round the globe, malaria, vermin infestations and malnutrition, added to inadequate educational levels, are the main causes for failure in farming, which is usually blamed on strictly economic or financial factors. This inversion of approaches can only make the discussion more interesting by focussing not on a virtually abstract population but on men and women faced with huge practical and psychological difficulties.

Here we come to be fundamental problem of women : the workload in terms of procreation, production, family unit reproduction, is an exhausting one which gives them hardly any time to rest. Nevertheless

it is during their time off work, which is very short anyway, that they carry out this or that income-generating activity.

Work and health, work and the obligation to get the children to help, work and the need for a large family ? A vicious circle, which brings us back to the issue of the population boom, of overpopulation and of the threat of hunger. Neo-Malthusians propose population policies aiming at virtually nothing else than reducing the women's fecundity, but do they think to wonder about those very women who are trapped in the contradictions of social change, where traditional and new behaviour patterns come up against new and traditional standards. Apart from being simplistic, contraception alone would not provide the solution under present living conditions for a majority of women. In order to control their fecundity they must first of all be able to control their own lives. Here and there one sees increasingly unfair and unequalitarian differentiation appearing between the women. The women who have a little money and some education can have access to medical care and contraception. This is a more serious matter than the issue of wombs for rent, which troubles Western minds so much.

8. WOMEN'S GROUPS

Throughout this paper we have seen how women manage, both individually and at the village or regional level, to invent answers allowing them to continue doing their duty as regards the support of their children. In recent years, numberless groups have appeared on all continents, in the country and in the cities ; one contribution attempts to give a typological description of these groups. One can measure the need for such solidarity movements by the results they produce, in any field : let us mention India where some women's groups obtained from the Indian Planning Commission for the 6th Five-year Plan a recommendation that title-deeds be given jointly to husband and to wife.

Women are said to be retarded, to belong to the realm of cultural immobility, but they are perfectly capable of analysing their needs, and constraints, and of putting forward solutions. When they meet, they often have an opportunity to cast a critical glance and to formulate specific needs, be it within the jam-groups of Rondonia, or the working groups for transplanting and harvesting in the Andra Pradesh. These mutual help groups based on solidarity and equality are often very effi-

cient. They provide an opportunity for women gradually to gain control over their work, their income, their access to land, etc... Consequently, they are a major source of innovation in the process of significant social change which is unfolding before our eyes.

To let the women speak and to take their needs into account : that will increasingly become a challenge that planners will have to accept if their policies are to be efficient. Soon, it will no longer be possible to imagine true development - whatever the name it is given - as seeking to improve the living conditions of populations while ignoring a whole half of those populations. Food self-sufficiency, which is only part of the whole question, calls for a recognition of the essential place of women in all societies of the world.

RÉPARTITION DES THÈMES
PAR ATELIER

ATELIER 1 : Approche macro-économique : les femmes et l'alimentation (production, transformation, commercialisation, modes de consommation)

Présidentes : Marie-Angélique SAVANE
Carmen Diana DEERE

Rapporteurs : Louise FRESCO
Jane GUYER

- Coût économique pour les pays du non accès des femmes aux méthodes améliorées de production :
  visibilité statistique du travail domestique et non domestique des femmes, prise en compte dans le P.N.B. du travail féminin non rémunéré, mesure de la production et de la valeur ajoutée des activités des femmes, notamment des activités de transformation des matières premières agricoles.
- L'absence des femmes dans les stratégies alimentaires et dans les politiques de coopération liées à l'alimentation :
  contraintes des systèmes de financement du développement agro-alimentaire, mécanismes de décision et prise en compte des femmes (accès aux moyens de production : crédit, terre, engrais, technologies de transformation et de conservation alimentaire), recherche agronomique.
- Interrelations entre politiques de population (y compris les aspects liés à la santé) et politiques alimentaires (conséquences sur les femmes, impact de l'aide alimentaire).

- Les femmes nourrissent la ville :
  vente d'aliments préparés par les femmes, restauration de rue et participation au maintien des bas salaires urbains, marginalité et insertion dans l'économie nationale.

ATELIER 2 : Conséquences de la crise alimentaire sur les systèmes sociaux, familiaux et économiques

Présidentes : Amrita RANGASAMI
Aminata TRAORE

Rapporteurs : Catherine AUBERTIN
Christine PELZER-WHITE

- Migrations masculines et féminines :
  relations entre migrations masculines et les différents types de migration féminine, indicateurs socio-économiques déterminants des migrations féminines, problèmes d'emploi.
- Structure des revenus féminins, secteur formel et informel :
  contrôle et distribution intra-familiale, création d'emplois dans le cadre du marché local et national, législation du travail dans les entreprises agro-alimentaires.
- Destructuration des familles et des réseaux d'entraide traditionnels :
  globalité des changements : familles, femmes seules supports de famille, adolescentes, causes, indicateurs, conséquences notamment sur l'éducation des enfants.

ATELIER 3 : Réponses des femmes aux mécanismes de domination s'exerçant dans la famille et la société

Présidentes : Zubeida AHMAD
Ruth CARDOSO

Rapporteurs : Chantal RONDEAU
Annette CORREZE

- Les femmes confrontées aux formes de domination socio-culturelle dans différents modèles de développement (agro-industrie, agriculture contractuelle, agriculture socialiste, grands projets).
- Mécanismes de domination liés à la maîtrise du temps féminin (nature du temps féminin, technologies adaptées à la gestion du temps féminin, causes des échecs).
- Alimentation et énergie (choix des femmes dans l'allocation de leur temps et de leurs revenus, contraintes et solution).

- Circuits parallèles de commercialisation des produits transformés et non transformés ("débrouillardise" des femmes comme élément de survie de la famille, rationalité économique).
- Emergence de nouvelles formes de solidarité (causes renforçant des nouvelles formes de solidarité, auto-production de services sociaux).
- Organisation des femmes pour défendre leurs intérêts, améliorer leurs niveaux de vie (rôle des organisations de travailleurs, des syndicats).

LISTE DES PARTICIPANTS

I - INTERVENANTS

Madame Lucia AGUIRRE
Ministerio de Desarrollo Agropecuario y Reforma Agraria
CIERA - MIDINRA
Apartado C-80
MANAGUA (Nicaragua C.A.)

Docteur Zubeida AHMAD
97, route de Chancy
CH 1213 ONEX - GENEVE (Suisse)

Madame Shahida AL BAZ
National Centre of Criminological Research
Gezira Post Office
LE CAIRE (Egypte)

Monsieur Philippe ANTOINE
Département Urbanisation et socio-systèmes urbains
ORSTOM
24, rue Bayard
75008 PARIS (France)

Madame Catherine AUBERTIN
Département Urbanisation et socio-systèmes urbains
ORSTOM
24, rue Bayard
75008 PARIS (France)

Madame Jeanne BISILLIAT
Département Indépendance alimentaire - Indépendance sanitaire
ORSTOM
15-21, rue de l'Ecole de Médecine
75270 PARIS CEDEX 06 (France)

Monsieur Pierre BONNAFE
C.N.R.S.
Tour Keops - Apt. 135
75013 PARIS (France)

Madame Fatima BURNAD
Kallaru
Perumuchi Village and Post
ARRAKONAM 63002
North Arcot District
Tamil Nadu S. India (Inde)

Madame Ruth CARDOSO
Rua Maranhao - 10-19
Apt. 14
01240 SAO PAULO (Brésil)

Monsieur Jacques CHARMES
18, boulevard Adolphe Pinard
75675 PARIS CEDEX 14 (France)

Madame Fereira de CHONCHOL
C.I.R.E.D.
365, rue de Vaugirard
75015 PARIS (France)

Madame Monique COHEN
Equity Policy Center
Suite 420
2001 s. Street N.W.
WASHINGTON D.C. 20009 (U.S.A.)

Madame Annette CORREZE
Institut de Recherche et d'Application
des Méthodes de Développement
49, rue de la Glacière
75013 PARIS (France)

Monsieur Georges COURADE
Département Indépendance alimentaire
ORSTOM
24, rue Bayard
75008 PARIS (France)

Madame Elisabeth CROLL
Highgate
31, Jackson's Lane
LONDRES N6 5SR (Royaume-Uni)

Madame Carmen Diana DEERE
Helen Kellogg Institute
University of Notre Dame
NOTRE DAME, In. 46556 (U.S.A.)

Madame Marie-Jo DOUCET
Institut de Recherche et d'Application
des Méthodes de Développement
49, rue de la Glacière
75013 PARIS (France)

Madame Alison EVANS
Institute of Development Studies
University of Sussex
BRIGHTON BN1 9RE (Royaume-Uni)

Monsieur Benoit FERRY
Département Indépendance de la Santé
ORSTOM
15-21, rue de l'Ecole de Médecine
75270 PARIS CEDEX 06 (France)

Madame Michèle FIELOUX
C.N.R.S.
26, rue de Rungis
75013 PARIS (France)

Madame Odile FRANK
The Population Council
One Dag Hammarskjold Plaza
NEW YORK, N.Y. 10017 (U.S.A.)

Madame Louise FRESCO
Agricultural University
P.O. Box 341
WAGENINGEN 6700 AH (Pays-Bas)

Madame Dominique GUEGAN
Université Paris XIII
149bis, rue de Silly
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT (France)

Madame Jane GUYER
Peabody Museum
Department of Anthropology
Harvard University
CAMBRIDGE MA 021 (U.S.A.)

Madame Thérèse KEITA
B.P. 519
NIAMEY (Niger)

Madame Nadia KHOURI-DAGHER
C.I.R.E.D.
365, rue de Vaugirard
75015 PARIS (France)

Madame Mireille LECARME
63, route de Genas
69100 VILLEUBANNE (France)

Madame Martha LOUTFI
Bureau International du Travail
4, route des Morillons
CH 1211 GENEVE 22 (Suisse)

Docteur Anne-Marie MASSE-RAIMBAULT
Département des Enseignements
C.I.E.
Château de Longchamp
Bois de Boulogne
75016 PARIS (France)

Monsieur José MUCHNIK
Ecole Nationale Supérieure des Industries Agricoles et Alimentaires
1, avenue des Olympiades
91305 MASSY (France)

Madame Naisa de Lacerda NAZARIO
9, Impasse des Jardiniers
75011 PARIS (France)

Madame Liz NGURE
I.D.R.C.
P.O. Box 62084
NAIROBI (Kenya)

Madame Cristina PADILLA
Liceo y Juan Alvarez 4° Piso
Universidad de Guadalajara
Guadalajara - Jalisco C.P. 44280
MEXICO (Mexique)

Madame Ingrid PALMER
8, Benson Road
HENFIELD
West Sussex, BN5 9HY (Royaume-Uni)

Madame Christine PELZER-WHITE
Institute of Development Studies
University of Sussex
BRIGHTON BN1 9RE (Royaume-Uni)

Mademoiselle Florence PINTON
18, rue Descartes
75005 PARIS (France)

Madame Clio PRESVELOU
Département de socio-économie du groupe domestique
Université agricole de Wageningen
Ritzema Bosweg 30 A
WAGENINGEN (Pays-Bas)

Messieurs André QUESNEL et Patrice VIMARD
Département Milieux et Sociétés
ORSTOM
22, rue Vauquelin
75005 PARIS (France)

Madame Catherine RAMBAUD
c/o Ambassade de France
14, rue St George
PORT LOUIS (Ile Maurice)

Madame Amrita RANGASAMI
Center for Women's Development Studies
B 100 Defence Colony
NEW DELHI 110024 (Inde)

Madame Chantal RONDEAU
Département des Sciences Politiques
Université du Québec
C.P. 8888, succursale A
MONTREAL P.Q. H3C 3P8 (Canada)

Madame Heleith I.B. SAFFIOTI
Rua dos Libaneses 1111
14800 ARARAQUARA, S.P. (Brésil)

Madame Pudjiwati SAJOGYO
Bogor Agricultural University
Jalan Raja Pajajaran n° 1
BOGOR (Indonésie)

Madame Marie-Angélique SAVANE
s/c UNESCO
B.P. 3311
DAKAR (Sénégal)

Madame Gita SEN
Centre for Development Studies
Ulloor
TRIVANDRUM 69 5011 (Inde)

Madame Aminata TRAORE
06 BP 941
ABIDJAN 06 (Côte d'Ivoire)

Madame Claudine VIDAL
13, rue des Prés Verdys
92310 SEVRES (France)

Madame Winnie WEEKES-VAGLIANI
Centre de Développement de l'O.C.D.E.
94, rue Chardon-Lagache
75016 PARIS (France)

Madame Kate YOUNG
Institute of Development Studies
University of Sussex
BRIGHTON BN1 9RE (Royaume-Uni)

II - DECIDEURS

Monsieur René ALA
Directeur de la Division des Politiques
Ministère des Relations Extérieures, Coopération et Développement
20, rue Monsieur
75007 PARIS (France)

Madame Naima AL SHAHIJI
Fonds International pour le Développement Agricole
107 via del Serafico
00142 ROME (Italie)

Madame Monique BARBUT
Caisse Centrale de Coopération Economique
233, boulevard Saint-Germain
75007 PARIS (France)

Madame Pierrette BONNAUD
Chef de Bureau SILONG
Ministère des Relations Extérieures, Coopération et Développement
20, rue Monsieur
75007 PARIS (France)

Monsieur Henri BOULLAND
Adjoint à la Sous-Direction de la Recherche et de
l'Information Scientifique
Ministère des Relations Extérieures, Coopération et Développement
20, rue Monsieur
75007 PARIS (France)

Monsieur Lucien BUGEAT
Sous-Directeur
Sous-Directeur du Développement Rural
Ministère des Relations Extérieures, Coopération et Développement
20, rue Monsieur
75007 PARIS (France)

Monsieur Pierre CASTELLA
Chef de Bureau
Département des Stratégies Sectorielles
Ministère des Relations Extérieures, Coopération et Développement
20, rue Monsieur
75007 PARIS (France)

Monsieur Henri de CAZOTTE
Chargé de mission
Bureau des Stratégies Sectorielles
Ministère des Relations Extérieures, Coopération et Développement
20, rue Monsieur
75007 PARIS (France)

Madame Pascale DEBEY
Chargé de mission
Bureau des Stratégies Sectorielles
Ministère des Relations Extérieures, Coopération et Développement
20, rue Monsieur
75007 PARIS (France)

Monsieur Joël DINE
Chargé de mission
Sous-Direction du Développement Rural
Ministère des Relations Extérieures, Coopération et Développement
20, rue Monsieur
75007 PARIS (France)

Monsieur Just FAALAND
Centre de Développement
O.C.D.E.
94, rue Chardon-Lagache
75016 PARIS (France)

Monsieur Patricl HOGUET
Commission Economique Européenne
61, rue des Belles Feuilles
75782 PARIS CEDEX 16 (France)

Monsieur Christian JOUDIOU
Directeur
Direction des Projets
Ministère des Relations Extérieures
20, rue Monsieur
75007 PARIS (France)

Monsieur Jacques LEFORT
Conseiller technique pour l'agriculture
au Cabinet de Monsieur Christian NUCCI
Ministre délégué auprès du Ministre des Relations Extérieures
chargé de la Coopération et du Développement
20, rue Monsieur
75007 PARIS (France)

Madame Yvette LE QUELLEC
Chef de Bureau
Division du Développement Social
Ministère des Relations Extérieures, Coopération et Développement
20, rue Monsieur
75007 PARIS (France)

Madame Nicole MASSIGNON
O.C.D.E.
2, rue André Pascal
75016 PARIS (France)

Monsieur R. de MAUTORT
C.R.D.I.
63, boulevard des Invalides
75007 PARIS (France)

Monsieur Glenn SLOCUM
Club du Sahel
39-41, boulevard Suchet
75016 PARIS (France)

Monsieur Sune ULVENHOLME
O.C.D.E.
94, rue Chardon-Lagache
75016 PARIS (France)

Madame Andrée VAN DER HAEGHE
Commission Economique Européenne
Rue de la loi 200
B-1049 BRUXELLES (Belgique)

Monsieur C.-J. VAN DER VAEREN
Commission Economique Européenne
Rue de la loi 200
B-1049 BRUXELLES (Belgique)

Monsieur Alain VIDAL-NAQUET
Conseil Mondial de l'Alimentation
Via delle Terme di Caracalla
ROME 00100 (Italie)

III - OBSERVATEURS

Monsieur Joaquim ALMEIDA
Cxa Postal 5042
UFSM/97100 SANTA MARIA/RS (Brésil)

Monsieur Pierre BARON
Division des Politiques Alimentaires et de la Nutrition
F.A.O.
Via delle Terme di Caracalla
00100 ROME (Italie)

Madame Lucia BETTELLA
AIDOS
Plaza Capranica
95 INT/4/00186 ROME (Italie)

Madame Paulette BIRGI
Chargé de mission
Division du Développement Social
Ministère des Relations Extérieures, Coopération et Développement
20, rue Monsieur
75007 PARIS (France)

Madame Hélène DARDENNE
Responsable des Editions de l'ORSTOM
24, rue Bayard
75008 PARIS (France)

Madame Antoinette DELAFIN
Actuel Développement
18, rue Friant
75014 PARIS (France)

Madame Yveline DIALLO-LEGUEN
Département Indépendance Alimentaire
ORSTOM
31, avenue d'Italie
75013 PARIS (France)

Madame Jeanne DINA
Département Histoire
Université de Tulear
TULEAR (Madagascar)

Madame Véronique DUPONT
Département Urbanisation et Socio-Systèmes Urbains
ORSTOM
24, rue Bayard
75008 PARIS (France)

Madame Catherine FAUSSEY
1bis, allée Cerdan
91300 MASSY (France)

Monsieur Jean FORESTIER
Département Indépendance Alimentaire
ORSTOM
24, rue Bayard
75008 PARIS (France)

Monsieur Jean-Marc GASTELLU
Département Conditions de l'Indépendance des Peuples
ORSTOM
24, rue Bayard
75008 PARIS (France)

Madame Martine GIBERT
CIDESSCO
Tour Cristal
Espanade Charles de Gaulle
33000 BORDEAUX (France)

Madame Cécile GOLDET
Sénat
Palais du Luxembourg
15, rue de Vaugirard
75006 PARIS (France)

Monsieur Henri GUILLAUME
Unité d'études et de réalisations audio-visuelles
ORSTOM
24, rue Bayard
75008 PARIS (France)

Madame Nathalie HAHN
Institut International pour l'Agriculture Tropicale
IITA
Oyo Road
PMB 5320
IBADAN (Nigéria)

Monsieur Philippe HUGON
Université de Paris X-Nanterre
U.E.R. de Sciences Economiques
200, avenue de la République
92001 NANTERRE CEDEX (France)

Madame Kate McKEE
Ford Foundation
320 East 43rd Street
NEW YORK, N.Y. 10017 (U.S.A.)

Madame Catherine LEDUC
Chargée de Presse
ORSTOM
24, rue Bayard
75008 PARIS (France)

Monsieur Paul LEGAST
9, rue Auguste Lançon
75013 PARIS (France)

Monsieur Jacques LOMBARD
Département Conditions de l'Indépendance des Peuples
ORSTOM
24, rue Bayard
75008 PARIS (France)

Monsieur P. MANDL
Les Carnets de l'Enfance
UNICEF
Palais des Nations
CH-1211 GENEVE 10 (Suisse)

Madame Caria MARIAS
Division des Droits de l'Homme et de la Paix
Secteur des Sciences Sociales et Humaines
UNESCO
9, place Fontenoy
75700 PARIS (France)

Monsieur Jean-Yves MARTIN
Département de l'Information et la Valorisation de la Recherche
ORSTOM
24, rue Bayard
75008 PARIS (France)

Monsieur Vincent MINIER
Réseau Stratégies alimentaires
12, avenue de la Soeur Rosalie
75013 PARIS (France)

Madame MISKE-TALBOT
Comité Français FISE/UNICEF
35, rue Félicien David
75781 PARIS CEDEX 16 (France)

Madame Lucia MONAMI
RSP Dipartimento Cooperacione allo Sviluppo
Ministerio degli Affari Esteri
Piazza delle Faruesina
ROME (Italie)

Madame Agnès MOREL
Réseau Femmes et Développement
ISD-ORSTOM
15-21, rue de l'Ecole de Médecine
75270 PARIS CEDEX 06 (France)

Madame Lise OSTERGAARD
Professor of Human Studies in International Development
University of Copenhagen
Njalsgade 90 111
DK 23000 COPENHAGUE (Danemark)

Madame Monique PERROT
Agence Femmes Information
21, rue des Jeuneurs
75002 PARIS (France)

Monsieur Jean-Marc PRADELLE
Réseau Stratégies alimentaires
12, avenue de la Soeur Rosalie
75013 PARIS (France)

Madame Bernadette PUISEAUX
Comité Français FISE/UNICEF
35, rue Félicien David
75781 PARIS CEDEX 16 (France)

Madame Isabel SIKLODI
55, rue de la Colonie
75013 PARIS (France)

Madame Torild SKARD
Bureau d'Etudes et de Programmation
UNESCO
9, place Fontenoy
75700 PARIS (France)

Madame Lydie TASSOUM
19, rue Charles Bertheau
75013 PARIS (France)

Madame Sérim TIMUR
Secteur des Sciences Sociales et Humaines
UNESCO
9, place Fontenoy
75700 PARIS (France)

Madame Mariam TRAORE
Radio Mali BAMAKO (Mali)
BAMAKO (Mali)

Madame Hanneke VAN DER HEIJGT
Stagiaire ORSOTM pour l'Université de Wageningen
WAGENINGEN (Pay-Bas)